



General Assembly

Distr.: General
28 February 2011

English/French/Spanish only

Human Rights Council

Sixteenth session

Agenda item 3

**Promotion and protection of all human rights, civil,
political, economic, social and cultural rights,
including the right to development**

Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, Margaret Sekagya

Addendum

Summary of cases transmitted to Governments and replies received*

* The present document is being circulated in the languages of submission only, as it greatly exceeds the word limitations currently imposed by the relevant General Assembly resolutions.

Contents

	<i>Paragraphs</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1–3	5
Algeria	4–33	5
Angola	34–41	9
Argentina	42–74	10
Austria	75–89	15
Bahrain	90–210	16
Bangladesh.....	211–231	34
Brazil	232–242	37
Bulgaria	243–265	39
Burundi	266–270	41
Cambodia.....	271–293	41
Cameroon.....	294–307	45
Canada	308–335	47
Chile	336–346	50
China	347–469	52
Colombia	470–632	67
Cuba	633–684	88
Democratic Republic of Congo.....	685–748	95
Ecuador	749–769	104
El Salvador.....	770–806	106
Ethiopia	807–809	112
France	810–851	112
Gambia	852–859	117
Georgia	860–888	118
Guatemala	889–996	122
Honduras	997–1023	136
Hungary	1024–1055	141
India	1056–1156	145
Indonesia	1157–1164	157
Iran (Islamic Republic of).....	1165–1282	158
Iraq	1283–1289	173
Israel	1290–1347	174
Italy	1348–1365	183

Jamaica	1366–1372	185
Jordan	1373–1387	186
Kazakhstan	1388–1403	188
Kenya	1404–1412	190
Kuwait	1413–1421	191
Kyrgyz Republic	1422–1475	192
Lebanon	1476–1488	199
Malawi	1489–1497	201
Maldives	1498–1513	202
Mauritania	1514–1532	205
Mexico	1533–1745	207
Moldova (Republic of)	1746–1778	237
Morocco	1779–1800	241
Nepal	1801–1820	244
Nicaragua	1821–1856	247
Nigeria	1857–1862	250
Occupied Palestinian Territories	1863–1872	251
Oman	1873–1883	252
Panama	1884–1914	254
Peru	1915–1926	259
Philippines	1927–1980	261
Republic of Korea	1981–2017	268
Russian Federation	2018–2067	276
Rwanda	2068–2087	283
Saudi Arabia	2088–2107	286
Serbia	2108–2116	288
Sri Lanka	2117–2127	289
Sudan	2128–2139	291
Syrian Arab Republic	2140–2208	293
Tajikistan	2209–2220	304
Tanzania (United Republic of)	2221–2227	306
Thailand	2228–2243	307
Tunisia	2244–2283	309
Turkey	2284–2291	316
Turkmenistan	2292–2302	317
Uganda	2303–2310	318

Ukraine	2311–2331	320
United Arab Emirates.....	2332–2346	323
Uzbekistan.....	2347–2404	325
Vanuatu	2405–2416	332
Venezuela (Bolivarian Republic of).....	2417–2484	333
Viet Nam	2485–2511	344
Zimbabwe.....	2512–2550	348

Introduction

1. The present document is submitted by the Special Rapporteur on the situation on human rights defenders, Ms Margaret Sekaggya, to the Human Rights Council, pursuant to resolutions 5/1 and 7/8 of the Human rights Council. The document provides summaries of the communications on specific cases addressed by the Special Rapporteur to States, as well as summaries of the replies by States received and their observations thereon.
2. The cases raised by the Special Rapporteur in this addendum include communications sent between 11 December 2009 and 8 December 2010. The addendum contains summaries of responses received from States until 7 February 2011. Although received before 7 February 2011, few replies are not included in the present report because translation is awaited. Most of the responses by States refer to cases raised by the Special Rapporteur during the period December 2009 to December 2010; however, some of the responses are to cases addressed by her in earlier reporting periods. While the summaries of these responses are included in this report, the summaries of the cases to which they refer will be found in the Special Rapporteur's reports from preceding years (see A/HRC/7/28/Add.1, A/HRC/10/12/Add. 1 and A/HRC/13/22/Add. 1 covering the previous three years).
3. For ease of reference, cases have been grouped by country, with countries listed alphabetically according to their names in English.

Algeria

Appel urgent

4. Le 19 avril 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Président du Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent concernant les faits suivants : le dimanche 11 avril 2010, de **nombreuses familles de disparus**, arborant des pancartes, des photos de disparus ainsi que des foulards, se seraient réunies devant le Ministère de la justice pour manifester leur colère suite aux déclarations alléguées du Président de la Commission Nationale Consultative pour la Promotion et la Protection des Droits de l'Homme (CNCPPDH), selon lesquelles l'établissement de la vérité sur le sort des disparus serait irréalisable. Il a également été rapporté que trois membres de l'organisation non-gouvernementale SOS Disparu(e)s auraient essayé d'accéder au Ministère pour réitérer une demande d'audience et transmettre le message des familles demandant l'ouverture d'enquêtes effectives sur le sort des disparus, mais elles auraient été interceptées à l'entrée du bâtiment par un policier de service et des agents en civils qui leur auraient interdit de passer et leur auraient ordonné de déposer les photos et le foulard de l'association, ce qu'ils auraient refusé de faire. Ensuite, de nombreux agents en civil se seraient introduits parmi les manifestants et auraient commencé à disperser brutalement la foule, malmenant et bousculant les femmes et les personnes âgées présentes dans le rassemblement.
5. Des craintes ont été exprimées quant à l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre contre ces manifestants pacifiques, et ce dans l'exercice de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression et à la liberté de rassemblement pacifique.

Réponse du Gouvernement

6. Dans une lettre en date du 25 mai 2010, le Gouvernement a indiqué que dans la matinée du 11 avril 2010, un groupe de plusieurs personnes, abordant pancartes et photos, s'est regroupé devant le siège du Ministère de la Justice.
7. Ce rassemblement a été canalisé par les fonctionnaires chargés de l'ordre public jusqu'au moment où le groupe a investi la voie publique mitoyenne du Ministère, occasionnant un encombrement de la circulation et bloquant ainsi, toutes les voies de communication des alentours.
8. Les agents de l'ordre public ont alors invité les personnes ainsi regroupées à se disperser. Ce que la majorité d'entre eux a finalement accepté, sauf un petit groupe de quelques personnes qui ont persisté dans leur attitude.
9. Par contre et contrairement à ce qui a été allégué, les personnes qui se sont regroupées devant le Ministère n'ont jamais subi de mauvais traitements de la part des agents de l'ordre public lesquels, dans un premier temps, les ont simplement invités à se disperser puis, devant le refus d'obtempérer, ont procédé à leur dispersion.
10. Il convient de noter, par ailleurs, qu'aucune personne prétendant avoir subi une quelconque violence n'a déposé de plainte devant quelque autorité que ce soit. C'est pourquoi, aucune enquête n'a été ouverte à ce sujet.
11. Il y a lieu de souligner, enfin, que la question des disparus a fait l'objet d'un mémorandum de référence adressé par le Gouvernement algérien aux Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, relatif à l'irrecevabilité des communications introduites devant le Comité des droits de l'homme, en rapport avec la mise en œuvre de la charte pour la paix et la réconciliation nationale.

Lettre d'allégation

12. Le 11 mai 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégation concernant la situation de MM. **Mustapha Benfodil, Adlane Meddi, Saïd Khatibi et Hakim Addad**. MM. Benfodil, Meddi et Khatibi sont les animateurs du groupe « Bezzef » qui dénonce les atteintes aux libertés en Algérie à travers des actions publiques pacifiques et son réseau social sur internet. M. Addad est le Secrétaire général du Rassemblement Action Jeunesse (RAJ), une association socioculturelle ayant pour objectifs la sensibilisation et la mobilisation des jeunes aux problèmes sociaux, ainsi que la promotion d'activités culturelles et des droits de l'homme.
13. Selon les informations reçues, le 3 mai 2010, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de presse, un rassemblement pacifique aurait été organisé par Bezzef devant les locaux de la télévision nationale (Entreprise nationale de télévision-ENTV) à Alger afin de revendiquer le droit à la liberté d'expression en Algérie.
14. MM. Benfodil, Meddi, Khatib et Addad auraient été arrêtés par la police pour « attroupement non autorisé » et transférés au commissariat de police du boulevard des Martyrs à Alger. Ils auraient été interrogés au sujet du rassemblement avant d'être libérés le même jour.
15. Des craintes ont été exprimées quant au fait que les arrestations de Messieurs Benfodil, Meddi, Khatib et Addad soient liées à leurs activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme.

Réponse du Gouvernement

16. Dans une lettre en date du 5 octobre 2010, le Gouvernement a informé que le 3 mai 2010, est apparu, sur un site internet un communiqué intitulé « libérons L'ENTV », appelant une manifestation devant l'entreprise nationale de la télévision algérienne.

17. Le même jour, un attroupement devant le siège de cette entreprise a commencé à se constituer mené par trois personnes, en l'occurrence MM. Benfodil Mustapha, Meddi Adlane et Addad Hakim.

18. Pour éviter tout dérapage, les agents de la police judiciaire ont interpellé les sus nommés pour vérification d'identité et examen de situation. Le jour même, ils ont été libérés.

19. Aucune poursuite judiciaire n'a été exercée contre ces personnes.

20. De la même façon, aucune plainte n'a été déposée par ces personnes devant la Justice, pour quelque motif que ce soit.

Lettre d'allégation

21. Le 24 août 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Président-Rapporteur du Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé une lettre d'allégation concernant **l'interdiction imposée aux mères de disparu(e)s de se réunir pacifiquement et la répression brutale d'une manifestation pacifique.**

22. Selon les informations reçues, dans la matinée du 4 août 2010, un large groupe de gendarmes et de policiers auraient barré l'accès à la place Addis Abeba à Alger, siège de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme, dans le but d'empêcher des mères de disparu(e)s de se rassembler pacifiquement devant cette instance, comme elles le font tous les mercredis depuis le 2 août 1998.

23. Une semaine plus tard, le 11 août 2010, une quarantaine de mères de disparu(e)s et de sympathisants auraient tenté de se réunir à nouveau. Des policiers et gendarmes auraient alors fait usage de la force pour réprimer cette manifestation. M. Slimane Hamitouche aurait été jeté à terre par plusieurs policiers et aurait reçu de leur part des coups de poings à la tête et des coups de pieds. Mme Nassera Dutour aurait également été frappée par plusieurs policiers et souffrirait aujourd'hui de courbatures et d'hématomes sur les bras et les jambes. Me Amine Sidhoum, qui venait au secours de Mme Nassera Dutour, aurait été projetée à terre avec force et rouée de coups. Mmes El Boathie et Lekhal auraient été traînées par terre par leur foulard. Cette dernière, asthmatique et souffrant de problèmes de thyroïde, se serait évanouie et aurait été transportée à l'hôpital. M. Ferhati Hacène se serait également évanoui lors de cette répression brutale et aurait eu de violents maux de tête le lendemain. D'autres avocats présents, ainsi que des militants de la Ligue algérienne des droits de l'homme, auraient été bousculés. Plusieurs personnes, dont un père de disparu de 82 ans, auraient été détenues pendant près d'une heure dans un camion où ils avaient des difficultés à respirer du fait de la chaleur étouffante.

24. Le 18 août 2010, une nouvelle tentative de rassemblement par un groupe de mères de disparu(e)s et de sympathisants aurait eu lieu, en vain, la police contraignant les participants à monter dans un bus afin qu'ils quittent le lieu de rassemblement.

25. De sérieuses craintes ont été exprimées quant au fait que l'interdiction imposée aux mères de disparu(e)s de se réunir pacifiquement, ainsi que l'usage excessif de la force contre des manifestants pacifiques, soient liées à leurs activités légitimes de défense des droits de l'homme, en l'occurrence leur travail visant à réclamer la vérité, la justice et une réparation adéquate.

Réponse du Gouvernement

26. Dans une lettre en date du 1^{er} décembre 2010, le Gouvernement a indiqué que lors du rassemblement du 11 août 2010, quatre personnes virulentes ont été interpellées par les forces de police pour les vérifications d'usages, sans pour autant faire l'objet de violences. Il s'agit des nommés Melis Arab, Amine Kellou, Imad Boubekeri et Moh Slimane Hamitouche. Ce dernier, qui a été également interpellé au cours des rassemblements des 4 et 18 août, pour son comportement récalcitrant et hostile envers les agents de l'ordre public, n'a fait l'objet d'aucune violence, avant d'être relaxé sur instruction de M. le Procureur de la République de céans, préalablement avisé par les services de police.

27. Les services de la sûreté n'ont, à aucun moment, réprimé les regroupements des mères des disparus. L'intervention des policiers qui ont participé aux services de l'ordre, s'est limitée à l'application des moyens légaux en leur qualité de force publique investie des missions de rétablissement de l'ordre dans le cadre de la loi en vigueur. Ils se sont acquittés de leur travail avec une certaine fermeté, mais en faisant preuve de beaucoup de doigté et de tact surtout à l'égard des femmes et des personnes âgées.

28. Aussi, le fait de faire appel au personnel féminin et leurs équipes relevant des services de la sécurité publique et non pas des éléments des unités républicaines de sécurité, habituellement équipés de moyens d'intervention, dénote la vigilance des services de la sûreté et l'assouplissement des mesures d'intervention entreprises envers les protestataires, préférant la canalisation du groupe, que de recourir à d'autres moyens, en raison de la maîtrise de la situation au regard du nombre réduit de personnes. Le résultat qu'il n'ait été enregistré aucun dépôt de plaintes ou d'évacuation en direction d'hôpitaux en raison de l'absence de tout cas de blessure en témoigne.

29. Il est à signaler que les personnes ayant introduit lesdites allégations, à savoir Nacera Dultour, El Boathie Lekhal, Amine Sidhoum et Ferhati Hâcène, considérées comme membres actifs de la pseudo association « SOS Disparus », entité qui n'a aucune existence juridique, veulent nuire à la réputation des services de sécurité d'une part, et tenter de faire entendre leur « cause » en déclin depuis la promulgation des dispositions de la Charte pour la paix et la Réconciliation nationale.

30. La Gendarmerie nationale n'a mis en place aucun dispositif, durant les manifestations des familles de disparus devant le siège de la Commission Nationale Consultative de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme, les 4, 11 et 18 août 2010. Ce que confirme également la Direction général de la Sûreté Nationale, qui indique qu'il s'agit de surcroît d'un secteur intra-muros, du ressort exclusif des attributions des services de police.

31. De ce qui précède, il ressort que ces allégations démontrent l'échec et le discrédit des instigateurs de cette démarche inopportune, ayant pour objectif de nuire la réputation des services de sécurité d'une part, et de tenter de faire entendre leur « voix » en déclin et ayant perdu toute crédibilité et ce, depuis la promulgation des dispositions de la Charte pour la paix et la Réconciliation nationale.

32. Enfin, il est à signaler que la base légale ayant prévalu à l'interdiction des rassemblements des familles de disparus devant le siège de la Commission Nationale des droits de l'homme, est dictée par les dispositions de la loi n° 91-19 du 2 décembre 1991,

relatives aux réunions et manifestations publiques, notamment dans son article 19 qui stipule que « Toute manifestation faite sans déclaration... est considérée comme attroupement ».

Observations

33. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement de ses réponses mais regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux communications en date du 8 janvier 2009, 7 novembre 2008, 26 mai 2008 et 6 mars 2007. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs familles.

Angola

Urgent appeal

34. On 27 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal concerning Mr. **Belchior Lanso Tati**, Mr. **Francisco Luemba**, Mr. **Raul Tati**, Mr. **Pedro Fuca**, Chevron employee, and Mr. **Zefarino Pauti**, a former police officer. Mr. Lanso Tati is an economist and university professor. Mr. Luemba is a lawyer and writer. He has defended several persons accused of crimes against the security of the state and has published a book in 2008 on the recent history of the Cabinda Province, which was critical of the government. Mr. Raul Tati is a catholic priest and the former Chair of the Catholic Church's Justice and Peace Commission in the Cabinda Province, which documented and denounced alleged human rights abuses by the military in the interior of the Cabinda Province. The three men were also members of the "Civic Association of Cabinda", "Mpalabanda". This organization was working on the human rights situation in the Cabinda Province until its judicial ban in 2006 following allegations that it was carrying out political activities and inciting violence. A joint urgent appeal was sent on 16 August 2006 regarding the ban of "Mpalabanda" by the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders.

35. According to the information received, Mr. Lanso Tati, Mr. Raul Tati, and Mr. Luemba were reportedly arrested by agents of the criminal investigation police on 13 or 14, 16 and 17 January 2010 respectively. They have not been formally charged, but it is reported that they are accused of crimes against the security of the state. They were initially detained in Cadeia civil prison, and have been transferred to Yabi prison, where they have access to legal counsel.

36. Further details about the exact dates and circumstances of the arrest and the places of detention of Mr. Pedro Fuca and Mr. Zefarino Pauti are not known. It is alleged that further individuals, among them Mr. Raul Danda, MEP for UNITA, Mr. Marcos Mavungo, human rights activist, Mr. Jorge Casimiro Congo, priest, Mr. Martinho Nombo, lawyer, and Mr. Agostinho Chicaia, engineer, also appear on arrest lists of Angolan authorities.

37. Mr. José Manuel Gimbi, correspondent of Voice of America in Cabinda, has allegedly been warned by a senior police official that his life was at risk. He was told that the authorities considered him to be a “dangerous person who has damaged Angola’s image”. It is alleged that this threat follows Mr. Gimbi’s recent reports on arbitrary arrests of human rights defenders in Cabinda.

38. The attack of 8 January 2010, by separatist rebels against the Togolese national football team in the framework of the 2010 Africa Cup of Nations is reportedly used to justify these arrests and the crackdown on government critics and human rights defenders working on the situation in Cabinda. Human rights defenders have also denounced that they are being subjected to travel restrictions and having their passports confiscated.

39. Mr. Chicaia was the subject of an allegation letter sent by the then Special Representative of the Secretary General on the situation of human rights defenders on 29 September 2006. We acknowledge receipt of the reply received from the Government on 10 October 2006.

40. Concern was expressed that the arrests that were reported to have been carried out already, or were reportedly imminent and the detention of the abovementioned persons and the threats against Mr. Gimbi might be directly related to their work in defense of human rights and in particular the non-violent exercise of their right to freedom of opinion and expression.

Observations

41. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communication of 27 January 2010. Regret is also expressed that the Government has not responded to previous communications sent on 14 August 2007, 30 November 2006, 16 August 2006 and 5 April 2006. She considers response to her communication as an important part of cooperation by Governments with her mandate and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

Argentina

Llamamiento urgente

42. El 21 de enero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el robo a la oficina de la Secretaría de Derechos Humanos de la Provincia de Buenos Aires y el ataque contra su personal, incluyendo a la Sra. Sara Derotier de Cobacho, titular de la Secretaría.

43. La oficina de la Secretaría de Derechos Humanos de la Provincia de Buenos Aires promueve los principios de justicia, memoria y verdad en Argentina. Es un organismo oficial con el mandato de iniciar procesos judiciales federales y de juzgar a aquellos sospechosos de haber cometido atrocidades y violaciones de los derechos humanos. La oficina de la Secretaría acepta denuncias, participa en casos legales, y colabora en los Juicios por la Verdad. También administra el Registro Único de la Verdad, una base de datos que consolida todos los datos sobre violaciones de los derechos humanos cometidos durante la dictadura militar en Argentina. De esta manera, la oficina de la Secretaria juega un papel importante en la lucha contra la impunidad en Argentina.

44. Según las informaciones recibidas, el día 30 de diciembre de 2009, a las aproximadamente 5.15 horas de la tarde, dos hombres armados habrían entrado a la oficina

de la Secretaría de Derechos Humanos de la Provincia de Buenos Aires. Al ingresar se habrían encontrado con la Sra. Sara Derotier de Cobacho y siete otras personas, quienes habrían sido atacadas y amenazadas con armas. Los hombres habrían robado material relacionado con crímenes contra lesa humanidad cometidos durante la dictadura militar en Argentina. Asimismo, los hombres se habrían llevado materiales relacionados con denuncias recibidas desde hace un mes por la Secretaría sobre delitos que habrían implicado a la policía provincial de Buenos Aires. Además de este material legal, los hombres se habrían robado el ordenador de la Sra. Derotier de Cobacho, que habría contenido material relacionado con actuales investigaciones en contra de la policía provincial, teléfonos móviles, así como casi ocho mil pesos.

45. Después del incidente, las víctimas del ataque habrían identificado a uno de los hombres involucrados en el robo. Dicho hombre habría sido identificado como un ex-agente de la Policía provincial de Buenos Aires. El día 1 de enero de 2010, esta persona habría sido detenida en su hogar, donde se habría descubierto el dinero robado de la oficina.

46. El día 5 de enero de 2010, el ordenador personal de la Sra. Sara Derotier de Cobacho habría sido encontrado satisfactoriamente. Sin embargo, hasta la fecha el material en relación con las investigaciones sobre los crímenes cometidos durante la dictadura militar, no habría sido recuperado.

47. Se expresó temor que el robo a la oficina de la Secretaría de Derechos Humanos de la Provincia de Buenos Aires y el ataque contra su personal podrían haber estado relacionados con las actividades que ellos realizaban para promover y defender los derechos de la gente de la Provincia de Buenos Aires. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de todos los defensores de los derechos humanos en Argentina.

48. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communication of 27 January 2010. Regret is also expressed that the Government has not responded to previous communications sent on 14 August 2007, 30 November 2006, 16 August 2006 and 5 April 2006. She considers response to her communication as an important part of cooperation by Governments with her mandate and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

Respuesta del Gobierno

49. En dos cartas fechadas el 2 de febrero de 2010 y 1 de junio de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 21 de enero de 2010.

50. El día 30 de diciembre pasado siendo las 17 y 30 aproximadamente, se presentan en la sede central de la Secretaría de Derechos Humanos de la Provincia de Buenos Aires dos hombres con intenciones de dar un presente a la Sra. Secretaria, Sara Cobacho. En el momento que el recepcionista se disponía a realizar la consulta vía interno telefónico ambas personas sacan las armas una sube la escalera y la otra se dirige a sector de la cocina para reducir a las personas que se encontraban allí. En ese momento se encontraban 7 empleados de la dependencia más dos personas ajenas que habían pasado a saludar dada la proximidad del fin de año.

51. Los sujetos se dirigieron al despacho de la Sra. Secretaria donde ubicaron a todos los presentes precintándoles las muñecas, acto seguido les quitaron los teléfonos celulares. Se movían con soltura y con conocimiento de lo que hacían. Sabían la existencia de una caja fuerte de la que pedían las llaves. Profirieron insultos y amenazaron con usar las armas. Sustrajeron la PC portátil de la Secretaria y la cámara fotográfica. Luego se retiraron llevándose todo lo que había en la caja de seguridad. En este punto cabe destacar que en la misma no había dinero pero sí información vinculada a la última dictadura militar y a

delitos institucionales de alta significación para el cumplimiento de los objetivos de esta Secretaría de Derechos Humanos.

52. Lo descrito hasta aquí, hace creer que los sujetos que perpetraron el hecho no se manejaban solos. Desconocemos hasta el momento cuantas personas pueden estar involucradas. Al día de la fecha, se ha detenido a una sola persona, que ha resultado ser ex miembro de la Policía de la Provincia de Buenos Aires y que ha sido uno de los ejecutores. Sin perjuicio de lo hasta aquí expuesto, es de destacar que se ha recuperada gran cantidad de las cosas sustraídas aunque los teléfonos celulares no fueron devuelto y aun no se ha dado con su localización. Asimismo, cabe poner de relieve que la información que contenían la PC portátil y la cámara fotográfica sustraída fue borrada.

53. La Investigación judicial es llevada adelante por la Unidad Funcional de Instrucción y Juicio N° 3 del departamento Judicial de la Plata*. También es de destacar que los Subsecretarios de Seguridad y de Investigación Criminal dependientes del Ministerio de Seguridad de la Provincia de Buenos Aires han estado desde el primer momento a disposición de esta dependencia. El Proceso se encuentra en pleno trámite y aun no hay más novedades sobre el resto de los responsables del hecho.

54. A partir del hecho se dispuso custodia policial en la Sede Central de esta Secretaría de Derechos Humanos y se están tomando medidas de seguridad más intensas.

55. En cuanto a las investigaciones y diligencias judiciales iniciadas en relación con el caso, habiendo pedido informe al Fiscal interviniente, se adjunta copia de la contestación. Sabrá entender que los delicados hechos de los que nos encontramos hablando requieren la mayor prudencia, por lo que esperamos que la Justicia Argentina pueda llevar adelante las acciones necesarias para dar con los responsables de estos sucesos.

Llamamiento urgente

56. El 27 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con la Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el ataque que se habría producido contra el estudio jurídico de la abogada María Isabel Caccioppolis. Dicha abogada representaría al Profesor César Manuel Román, querellante en la causa por violación de los derechos humanos acontecida en 1976 contra adolescentes del Centro de Estudiantes de la Escuela Normal de Concepción del Uruguay en la provincia argentina de Entre Ríos.

57. Según las informaciones recibidas, el 8 de abril de 2010, personas desconocidas habrían ingresado por la fuerza en la oficina de la Sra. María Isabel Caccioppolis y habrían provocado importantes destrozos. Los individuos habrían robado documentos y prendido fuego a papeles y a un ordenador. Las llamas habrían alcanzado importante documentación que la abogada tenía en su poder con relación a diferentes causas por violaciones de derechos humanos.

58. La Sra. María Isabel Caccioppolis, que ya habría sido objeto de intimidaciones en el pasado, es una profesional conocida por representar a los querellantes en las causas que se tramitan por violaciones de los derechos humanos durante la dictadura militar en Concepción del Uruguay. Parece que no se trataría de un hecho aislado ya que otros estudios de abogados querellantes en las mismas causas en Paraná, capital de Entre Ríos, habrían sufrido ataques parecidos.

59. Asimismo, hechos similares habrían tenido lugar en otras partes del país durante los últimos meses. El 30 de diciembre de 2009, dos hombres armados se habrían introducido en la Secretaría de Derechos Humanos de la Provincia de Buenos Aires y habrían robado

material relacionado con crímenes de lesa humanidad cometidos durante la dictadura así como otros documentos de investigaciones sobre delitos que involucrarían a la Policía provincial. Una comunicación fue enviada por la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, el 21 de enero de 2010.

60. Se temió que el ataque contra el gabinete jurídico de la Sra. María Isabel Caccioppolis, así como contra otros estudios de abogados querellantes en las mismas y en otras causas, sean indicios de intentos de intimidación a defensores de los derechos humanos y, en particular a abogados, que intentan recabar información y defender casos sobre violaciones de derechos humanos y libertades fundamentales ante la justicia argentina.

Respuesta del Gobierno

61. En una carta fechada el 3 de agosto de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 27 de abril de 2010.

62. El día 8 de Abril de 2010, la Dra. María Isabel Caccioppolis se comunica personalmente con el Sr. Subsecretario de Derechos Humanos de Entre Ríos, anoticiándolo del robo e incendio de parte de su estudio jurídico en esa madrugada y que la Policía de la Provincia de Entre Ríos había tomado la denuncia de lo acontecido, estando la misma radicada en el Juzgado de Instrucción de turno a cargo del Dr. Mariano Martínez de la ciudad de Concepción del Uruguay.

63. Inmediatamente el Gobierno de Entre Ríos, dispuso por la custodia personal de la Dra. María Isabel Caccioppolis ante los sucesos acaecidos y por expreso pedido de la misma.

64. En conocimiento que el robo e incendio del estudio jurídico podría tener connotaciones relacionadas con el juicio que lleva adelante sobre la denuncia del Prof. César Román, querellante en la causa por violaciones de derechos humanos acontecidas en 1976 contra adolescentes del Centro de Estudiantes de la Escuela Normal de la Ciudad de Concepción del Uruguay, la Subsecretaría de Derechos Humanos se comunicó con el querellante quien esta radicado en la Ciudad de Mar del Plata, a quien se le ofreció custodia personal por intermedio del Subsecretario de Derechos Humanos de la Provincia de Buenos Aires. La Dra. Caccioppolis no ha presentado ninguna queja en este organismo, siendo recibida personalmente por el Sr. Ministro de Gobierno, la Secretaria de Justicia, Seguridad y Derechos Humanos, y el Sr. Jefe de la Policía de Entre Ríos, donde se le brindó todo el apoyo requerido.

65. Ni este Gobierno, ni ninguna organización de derechos humanos de Entre Ríos ha recibido denuncias sobre atentados o intimidaciones a otros abogados querellantes en la Provincia de Entre Ríos.

66. Sobre las investigaciones judiciales, la Dra. María Isabel Caccioppolis es querellante en la causa y este organismo no cuenta con información sobre las investigaciones judiciales, tomándose conocimiento que los autores del hecho fueron apresados, imputándose las autorías de los hechos y negándoseles a la excarcelación al día de la fecha.

Carta de alegaciones

67. El 1 de octubre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción y la protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión; y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias enviaron una carta de alegaciones señalando a la

atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato del Sr. Adams Ledesma Valenzuela en una villa de emergencia o barrio desfavorecido de la Ciudad de Buenos Aires. El Sr. Ledesma, de 41 años, de nacionalidad boliviana, trabajaba como reportero del semanario comunitario Mundo Villa y preparaba la apertura del canal de televisión Mundo TV Villa, que emitiría su señal por cable a hogares de la comunidad. El Sr. Ledesma era asimismo un líder comunitario de larga trayectoria en el barrio.

68. Según las informaciones recibidas, el sábado 4 de septiembre, en la barriada 31 Bis de Retiro en Buenos Aires, el Sr. Ledesma habría recibido una llamada para ayudar a un vecino a reparar un desperfecto eléctrico, pero al salir de su casa fue asesinado. Familiares del periodista habrían sido amenazados por personas desconocidas cuando intentaban ayudarlo en el lugar de los hechos, así como durante el funeral, en ambos casos instándolos a salir de la localidad.

69. El Sr. Ledesma solía informar sobre problemas que afectaban al barrio, como las malas condiciones sanitarias y desperfectos en las vías públicas. Según informes recibidos, en junio de 2010, el Sr. Ledesma habría anunciado el lanzamiento del canal de televisión y habría adelantado que pretendía hacer periodismo de investigación para informar acerca de personajes conocidos que llegaban a comprar droga a la villa.

70. Se expresó grave preocupación por el asesinato del Sr. Adams Ledesma Valenzuela y por la posibilidad que este hecho pudiera estar relacionado con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos, en particular con su labor como reportero y líder comunitario en la barriada 31 Bis en Buenos Aires.

Respuesta del Gobierno

71. Mediante carta fechada el 25 de noviembre de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 1 de octubre de 2010.

72. El Gobierno de Argentina informa a que se investiga el suceso que tuvo lugar el día 4 de septiembre del 2010, a las 5.30 horas aproximadamente, en el interior de la Villa 31 bis de la Capital de Federal, más precisamente frente a la casa 175 de la manzana 99, en el que perdió la vida una persona de sexo masculino identificada como Adams Ledezma Valenzuela, a raíz de lesiones por arma blanca (cuchillo) en cuello y abdomen hemorragia interna y externa, que habrían sido producidas por el accionar de una persona quien para ello habría utilizado un cuchillo de aproximadamente 14 cm de largo y punta filosa.

73. Se llevó a cabo una investigación y una persona fue arrestada por el asesinato del Sr. Adams Ledezma Valenzuela.

Observaciones

74. La Relatora Especial agradece al Gobierno de Argentina las respuestas proporcionadas a sus comunicaciones enviadas durante el periodo de este informe. La Relatora Especial se muestra preocupada por los actos de intimidación a defensores de los derechos humanos, en particular a abogados y funcionarios públicos, que intentan recabar información y defender casos sobre violaciones de derechos humanos y libertades fundamentales ocurridos durante el periodo de dictadura militar en Argentina. La Relatora Especial toma nota de de las medidas de seguridad adicionales adoptadas por el Gobierno para asegurar la integridad física y psicológica de defensores amenazados. En este sentido, insta al Gobierno a continuar con sus esfuerzos para garantizar un ambiente seguro que permita a los defensores de los derechos humanos llevar a cabo su trabajo.

Austria

Urgent appeal

75. On 1 November 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding an alleged plan to assassinate Mr. **Farid Tukhbatullin**, currently resident in Austria. Mr. Tukhbatullin is the director of the Turkmen Initiative for Human Rights (TIHR), a non-governmental organisation founded in 2004 and based in Vienna, Austria.

76. The TIHR publishes information and submits reports regarding the human rights situation in Turkmenistan. A similar communication has been sent to the Government of Turkmenistan. The reason this appeal has also been sent to your Excellency's Government is to draw its attention to this case so that adequate measures may be taken to ensure the physical and psychological integrity of Mr. Tukhbatullin

77. According to the information received, on 9 and 11 October 2010, Mr. Farid Tukhbatullin was informed by reliable sources that agents of the Ministry of National Security (MNS) of Turkmenistan were allegedly planning to assassinate him. According to the said sources, Ministry officials had discussed assassinating Mr. Tukhbatullin in such a way as not to give rise to suspicion of foul play, such as through an orchestrated "accident" or by inducing heart failure.

78. The alleged assassination plot has reportedly been linked to a recent interview given by Mr. Tukhbatullin concerning the TIHR's assessment of the human rights situation in Turkmenistan. The interview was broadcast on the satellite TV channel K+ on 28 and 29 September 2010.

79. In a possibly related incident, the TIHR's website was subsequently attacked by an unknown group of hackers and was largely inaccessible for several days following the broadcast of the interview.

80. It is reported that on 18 October 2010, Mr. Tukhbatullin, along with the founding chairman of the Republican Party of Turkmenistan in exile, Mr. Nurmhammet Khanamov, were denied registration as participants in the OSCE review conference at Hofburg Palace, Vienna. However, On 19 October 2010, the decision was taken to grant Messrs. Tukhbatullin and Khanamov admission to the conference, which allegedly prompted the official delegation of Turkmenistan to leave the conference room.

81. It is reported that the Turkmen authorities have on various occasions attempted to hinder the work of the TIHR, such as through attempting to identify its correspondents within Turkmenistan, whose identities are not disclosed. It is alleged that in June 2010, officials from the MNS visited several schools in Mr. Tukhbatullin's former home town, and interviewed former classmates, teachers, and friends of Mr. Tukhbatullin's sons with a view to identifying such correspondents.

82. It has also been reported that in April 2008, Mr. Tukhbatullin was warned by a Turkmenistani diplomat to "tone down" criticism of the Turkmenistani authorities on his organization's website, or cease his activities entirely.

83. Mr. Tukhbatullin, who has worked on environmental and human rights issues in Turkmenistan since 1993, was arrested and imprisoned in Turkmenistan in December 2002, allegedly as a result of his human rights activities. Following his release from prison in April 2003, he left Turkmenistan for Austria, where he was granted refugee status, and founded the TIHR in November 2004.

84. Concern was expressed that the alleged plot to assassinate Mr. Farid Tukhbatullin may have been related to his legitimate and peaceful work in defence of human rights in Turkmenistan. In this connection, serious concern is also expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Farid Tukhbatullin and his family.

Response from the Government

85. In a letter dated 10 December 2010, the Government responded to the urgent appeal sent on 1 November 2010.

86. Austria considers the aforementioned case to be serious, and confirms that there is a clear risk situation. The facts as they are set out in the urgent appeal correspond with those available to the competent Austrian authorities.

87. Immediately after the alleged threats against Mr. Farid Tukhbatullin were brought to the Attention of Austria, the competent Austrian Authorities have contacted Mr. Tukhbatullin and subsequently taken all necessary measures based on a risk analysis.

88. For the sake of Mr. Tukhbatullin's personal safety details of the security and investigative measures cannot be unveiled. However, Austria would like to reassure that the competent authorities are taking the case of Mr. Tukhbatullin very seriously and provide all necessary protective measures to ensure Mr. Tukhbatullin's personal safety in Austria.

Observations

89. The Special Rapporteur thanks the Government of Austria for responding to her communication dated 1 November 2010 and takes note of the measures taken by the Government to ensure that Mr. Turkbatullin's security needs are met.

Bahrain

Letter of allegations

90. On 5 March 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent a letter of allegations concerning Mr. **Nabeel Rajab**, president of the Bahrain Center for Human Rights (BCHR), Mr. **Mohamed Al-Maskati**, president of the Bahrain Youth Society for Human Rights (BYSHR), and Mr. **Abdul Ghani Al-Khanjar**, spokesperson for the National Committee for Martyrs and Victims of Torture (NCMVT).

91. BCHR is a broad-based human rights organization which has continued to operate despite being ordered to close by the authorities in November 2004. BYSHR is a youth-led human rights organization, founded in 2005 but denied registration by the authorities. NCMVT has been involved in organizing protests and public events to commemorate victims of conflict and uprisings in Bahrain. Mr. Nabeel Rajab was the subject of communications sent by the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression on 25 July 2005 and 6 October 2004.

92. In recent months, Mr. Rajab, Mr. Al-Maskati and Mr. Al-Khanjar have worked with the international organization Human Rights Watch in the preparation of a report on the increasing use of torture by the Bahraini authorities. Entitled "Torture Redux", the report

contains testimonies of victims of torture and ill-treatment, including those of human rights defenders and political activists. Published on 8 February 2010, the report acknowledges human rights activists who assisted in its preparation, and identifies Mr. Rajab, Mr. Al-Maskati and Mr. Al-Khanjar by name.

93. According to the information received, in recent weeks, a media smear campaign has been carried out against Mr. Rajab, Mr. Al-Maskati and Mr. Al-Khanjar. Beginning on 9 February 2010, unsubstantiated statements have been published regarding the activities of the three human rights defenders in various national newspapers, including The Gulf News, Al Watan News and Bahrain Voice. Several such articles have been published to date and the campaign appears to be ongoing. The statements include unsubstantiated allegations that Mr. Rajab, Mr. Al-Maskati and Mr. Al-Khanjar have betrayed their country, have committed acts of violence and have used Molotov cocktails.

94. In addition, on 16 February 2010 a radio program was broadcast on Bahrain Radio Station in which Mr. Faisal Fulath, a member of the Shura Council, Mr. Adel Al Mghwdah, a Member of Parliament, and Mr. Mohammed Al-Shooruqi, a broadcaster, publicly condemned Mr. Rajab, Mr. Al-Maskati and Mr. Al-Khanjar. The previously published allegations against the three human rights defenders were repeated, in addition to accusations that they had links to foreign Governments, that they incited Bahraini youth to committing acts of violence, and that they had defamed the State before international organisations.

95. It is believed that the media campaign against Mr. Rajab, Mr. Al-Maskati and Mr. Al-Khanjar may be related to their work in the preparation of the report "Torture Redux", which was published the day before the first articles against them appeared in the press. It is believed that the media campaign may directly encourage public discontent with human rights defenders and their activities, in addition to discrediting Mr. Rajab, Mr. Al-Maskati and Mr. Al-Khanjar and the organisations they represent.

96. Concern was expressed that the media smear campaign against Mr. Rajab, Mr. Al-Maskati and Mr. Al-Khanjar was related to their work in the defence of human rights, in particular their work against torture and against violations of human rights by the authorities, and their cooperation with international organizations, in particular Human Rights Watch, in the publicizing of such abuses.

Response from the Government

97. In a letter dated 27 October 2010, the Government responded to the communication sent on 5 March 2010.

98. It is noted that the communication quite correctly makes no allegation of the government being involved – indeed Bahrain's media is justifiably regarded as being impartial and independent. The government does not, and constitutionally cannot, seek to control the media and is therefore not in a position to characterise (whether as "smear campaign" or otherwise) the output of any media organization, particularly where that output involves the expression of opinion by private citizens. Further, the rights of freedom of opinion and expression are protected by Bahrain's laws and Constitution, and the government takes its domestic and international commitments in this regard very seriously. Complainants are fully entitled to seek redress for any violations of rights through the Public Prosecutor's Office, an independent body affiliated to the Ministry of Justice, and assurances are given that Bahrain's prosecutorial, judicial and legal system treats all litigants equally.

99. The government believes that such judicial and other remedies should be exhausted, or at least seriously pursued, before alleged violations of rights can properly be raised internationally.

100. The government continues to welcome and engage domestically and internationally in our common endeavour to promote and protect human rights. The individuals referred to in the Communication are most certainly able to carry out their peaceful and legitimate human rights activities freely and without fear in Bahrain, and their close co-operation with Human Rights Watch (to which the Communication refers) bears testament to this. I would also note that the Human Rights Watch report in question was in fact launched in Bahrain, at a public meeting, equally freely and without any fear or restriction. This once again underlines the government's commitment to freedom of expression and to protecting legitimate human rights defenders, even in cases where we might strongly but respectfully disagree with what they say.

101. In this context, the government considers the allegations to be erroneous, and any attempt to present these claims as fact when, in reality, the allegations are strongly contradicted by facts set out above, is regrettable.

102. Finally, the opportunity is taken to reiterate the government's firm and unwavering commitment to the promotion and protection of human rights, including the rights to freedom of expression and opinion, and to complying with and respecting international human rights instruments.

Letter of allegations

103. On 28 April 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations regarding the situation of the **Bahrain Human Rights Society (BHRS)**, an organization established in 2001 to promote human rights in Bahrain. According to the information received, on 21 March 2010, BHRS sent a letter to the Bahraini Ministry of Social Development asking, pursuant to a recently established practice, that it addresses the Directorate of Immigration and Passports to facilitate the granting of visas of foreign participants attending its capacity building workshop on human rights scheduled to take place from 27 to 29 May 2010. The workshop, organized in collaboration with the Association for the Prevention of Torture, was to address several issues related to the rights of detainees and prisoners such as the basic rules for the treatment of prisoners, the use of international human rights mechanisms, and the Optional Protocol to the United Nations Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

104. On 19 April 2010, BHRS was denied the holding of the workshop by a letter from the Ministry of Social Development. The letter allegedly stated that "after reviewing the request and the program of the event, it was found that the workshop contradicts with the objectives of BHRS by-laws, Decree Law No. (21) of 1989 Promulgating the Law on associations and social and cultural clubs and organizations working in the field of youth sports and private institutions, and in particular Article 18, which states: 'the Association may not get involved in political activities'. And therefore we are unable to approve your request mentioned above; this stresses the need to comply with ... the law."

105. Concern was expressed that the denial of permission of the workshop might be directly related to the work of BHRS in defence of human rights.

Response from the Government

106. In a letter dated 11 January 2011, the Government responded to the communication sent on 28 April 2010 but, at the time of the finalization of this report, the reply of the Government had not been translated.

Urgent appeal

107. On 20 August 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special

108. Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, sent a joint urgent appeal regarding the situation of Dr. **Abduljalil Al Singace**, Director and Spokesperson of the Human Rights Bureau of the Haq Movement for Civil Liberties and Democracy, Mr. **Abdul Ghani Al Kanja**, Spokesperson of the National Committee for Martyrs and Victims of Torture, Mr. **Jaffar Al-Hessabi**, a Bahraini human right activist who has been living in the United Kingdom (UK) for 15 years where he has advocated for the release of political prisoners, Mr. **Mohammed Saeed**, a board member of the non-governmental organization Bahrain Centre for Human Rights, as well as **Sheikh Mohammed Al-Moqdad**, **Sheikh Saeed Al-Nori**, **Sheikh Mirza Al-Mahroos** and **Sheikh Abdulhadi Al-Mukhuder**, four religious and political activists.

109. According to the information received, on 13 August 2010, Mr. Abduljalil Al Singace was reportedly arrested at Bahrain International Airport on his way back from the UK with his family, following his participation on 5 August in a seminar on the human rights situation in Bahrain held at the House of Lords, during which he denounced the alleged deterioration of the human rights and environmental situation in the country. During his stay in the UK, Mr. Al Singace took the opportunity to meet with a number of international human rights organizations. According to reports, Mr. Al Singace, who is disabled and requires the use of a wheelchair, was forcefully apprehended by the authorities. On the same day, a peaceful demonstration in solidarity took place in front of Mr. Al Singace's house, and was violently repressed by security forces using tear-gas, sound bombs and rubber bullets. Several demonstrators were injured in the course of the operation.

110. On 15 August 2010, security forces raided Mr. Abdul Ghani Al Kanja's home, arrested him and confiscated his computer and mobile phones.

111. It is reported that Messrs Al Singace and Al Kanja are accused of "forming an organized network aiming at weakening the security and the stability of the country" under the Anti-Terrorism Law and the Criminal Code. According to Mr Al Singace's lawyer who spoke to the Public Prosecution Office, case numbers are yet to be assigned and Mr. Abduljalil Al Singace will face charges of sedition and making unauthorised contact with foreign bodies. Both Messrs Al Singace and Al Kanja are reportedly denied access to their lawyer and to their families. Their whereabouts remain unknown as of 20 August 2010.

112. On 16 August 2010, Mr. Jaffar Al-Hessabi was arrested at Bahrain International Airport on his way back from Iran, following his participation in peaceful protests in London.

113. On 17 August 2010, Mr. Mohammed Saeed was arrested at his home.

114. Finally, between 15 and 17 August 2010, Messrs Sheikh Mohammed Al-Moqdad, Sheikh Saeed Al-Nori, Sheikh Mirza Al-Mahroos and Sheikh Abdulhadi Al-Mukhuder were arrested following their recent participation in peaceful protests calling for the release of political prisoners.

115. Serious concerns were expressed that the arrest and detention of Messrs Abduljalil Al Singace, Abdul Ghani Al Kanja, Jaffar Al-Hessabi, Mohammed Saeed, Sheikh Mohammed Al-Moqdad, Sheikh Saeed Al-Nori, Sheikh Mirza Al-Mahroos and Sheikh Abdulhadi Al-Mukhuder, and the charges brought against some of them, may be linked to their peaceful activities in defence of human rights, while exercising their right to freedom of opinion and expression. In view of the incommunicado detention of Messrs Abduljalil Al Singace and Abdul Ghani Al Kanja, and possibly of Messrs Jaffar Al-Hessabi, Mohammed Saeed, Sheikh Mohammed Al-Moqdad, Sheikh Saeed Al-Nori, Sheikh Mirza Al-Mahroos and Sheikh Abdulhadi Al-Mukhuder, further concerns are expressed for their physical and psychological integrity, most notably for Abduljalil Al Singace who is disabled and needs assistance to walk. Finally, concern was expressed about the excessive use of force against participants of the peaceful protest in front of Mr. Abduljalil Al Singace's house.

Response from the Government

116. In a letter dated 12 October 2010, the Government responded to the urgent appeal sent on 20 August 2010.

117. The eight suspects have been arrested because evidence has emerged that they are allied in a structured network aimed at compromising national security and abusing the country's stability. Namely, this network aims to overthrow and change the political system of the country, dissolve the constitution and obstruct the enforcement of its provisions, inciting and planning terrorist acts, inciting hatred and contempt against the regime, threatening public order and endangering the safety and security of the Kingdom.

118. This network has spread disorder in the country by recruiting youths and juveniles and inciting them to compose sabotage groups to commit acts of riot, violence and vandalism, disturbance of civil peace, attacking security personnel, nationals and foreigners residing in Bahrain, terrorizing them and damaging their private properties.

119. All such acts are punishable crimes pursuant to Law No.58 of 2006 with respect to Protecting the Community from Terrorist Acts. The suspects were arrested under this law and not under Bahrain's Code of Criminal Procedure which provides that suspects must be brought before the Public Prosecution within 48 hours of arrest. According to Article 27 of Law No. 58 of 2006, Judicial Officers are granted the right, subject to the emergence of sufficient evidence, to issue a protective custody order for a period not exceeding five days, and if necessary, permission may be obtained from the Public Prosecution to extend the custody to a period not exceeding 10 days. Such permission is strictly granted if the Judicial Officer provides sufficient evidence that the extension of the custody is essential for the continuation of the investigations. Following this period of 10 days, the suspects were duly referred to the Public Prosecution.

120. As a principal division of the judicial authority, the Public Prosecution have commenced and handled criminal proceedings. Working in its capacity as an investigation and indictment authority, and, following intensive investigations by prosecutors into the clandestine terror network, the eight suspects were laid with 12 charges under the Penal Code No. 15 of 1976, Law No. 58 of 2006 with respect to Protecting the Community from Terrorist Acts and Law No. 4 of 2001 with respect to Countering Money Laundering and Financing of Terrorism. The charges include: founding, organising and managing an outlawed organisation with the aim of violating the law and disrupting provisions of the

constitution and to prevent public authorities from exercising their duties, using terrorism; creation and establishment of an organization with the objective of overthrowing the regime, changing the statutes and using illegal violent means such as arson and vandalism; taking part in acts of sabotage, destruction and arson with terrorist attempt; raising funds for an organization that is involved in terrorist acts inside the country, willingly and knowingly; disseminating hatred and mockery of the political system through public speeches and the internet; agreeing and inciting to destroy public property; spreading provocative propaganda, news and false statements to destabilize public security and cause damages to public interests; publicly instigating sectarian hatred which disturbs civil peace; inciting others through public speeches and the Internet to disregard the law; inciting participation in public congregations with the purpose of committing arson, vandalism, and confronting the security authorities; and unlawfully using force and violence to compel a public servant to abstain from his duty.

121. It is clear that all charges are on terror crimes, use of force and instigation to it. In this regard, it should be mentioned that all guarantees relevant to the suspects' rights have been respected during the investigations.

122. In response to the information received by the Working Group with regard to the reasons for the suspects' arrest, the Government would like to emphasize that the arrests were based purely on security measures, and were not motivated by nor linked to their peaceful activities in defence of human rights, but had been in the light of the existence of confirmed information, investigations and evidence that they are part of a structured network aimed at compromising national security and abusing the country's stability.

123. Following the arrest of the eight suspects, they have all confessed that they were indeed involved in forming sabotage groups and instructed them to carry out rioting, arson, vandalism and attacking security men. Abduljalil Al-Singace confessed that he supported the groups financially to purchase necessary equipment and materials to undertake such sinful acts. He also admitted in details that he, along with the other seven suspects, incited openly and secretly to spread chaos in the country and to carry out sabotage acts, along with fund raising from citizens and businessmen under the guise of religion, charity and support for the families of prisoners and alleged martyrs and victims of torture.

124. Further, security authorities have arrested individuals who carried out arsons and rioting in varying incidents and in various areas, all of whom have confessed that Abduljalil Al-Singace was their main supporter and inciter for those acts.

125. In relation to the Working Group's concern regarding whether the acts shall be criminalised as terrorist, the first two conditions (means used and intent) put forward by the group will be demonstrated. Firstly, with respect to the means used. The sabotage groups have been committing acts of violence, rioting, vandalizing private and public properties, carrying out arsons, blocking highways and crippling all forms of life activities. These groups have added violence to their acts by using Molotov bombs, homemade bombs and sharpened iron bars. Molotov bombs are considered as improvised incendiary weapons and are primarily intended to set targets ablaze and destroy them. In fact, two police were killed in two separate horrific attacks by Molotov bombs: a policeman, and an innocent Pakistani passer-by, father of five.

126. Secondly, concerning the intent behind the aforementioned attacks, it may be seen from these acts of violence that the sabotage groups are aiming at the destruction of public order. They intend to cause fear among the general population and they chose to undertake their terrorist acts at night to spread even greater terror in the hearts of the general public. Some of the suspects have confessed that this intent was present while inciting the sabotage groups to commit acts of destruction to public order.

127. Hence, having seen that the means used by the sabotage groups can be described as deadly and of serious violence against members of the general population; and, having regard that the intent is to cause fear among the population along with destructing public order, one may fairly deduce that the bold presence of these two conditions cumulatively fulfill these acts to be criminalised as terrorist.

128. Last but not least, elucidation shall duly be made on the allegations on the violent repression by security forces of the peaceful protest in front of Abduljalil Al-Singace's house. Principally, the Government has taken all necessary steps to ensure the right of peaceful assembly. Acting in accordance with Article 21 of the International Covenant on Civil and Political Rights, the Government recognizes that no restrictions may be placed on this right other than those imposed inconformity with the law and which are necessary in the interest of national security of public safety, public order or the protection of the rights and freedoms of others. In this connection, participants in the protest in front of Al-Singace's house have resorted to violence for realization of the purpose for which they have assembled (release Al-Singace), causing their peaceful demonstration to be deemed as a riot. Security forces have exercised their authority granted by Article 180 of the Penal Code and ordered the demonstrators to disperse. Should the order come to no avail, security forces shall be empowered to take the necessary measures for dispersing those who have not complied with the order by arresting them and may use force within reasonable limits against any person resisting said order. They may not use firearms except in extreme necessity or when someone's life is in danger. The demonstrators have continued rioting despite receiving orders from security forces to disperse. Having ignored such orders, and, having regard to the interest of public order, security forces were compelled to use force to confront and terminate the mounting violence and disperse the rioters. In this connection, security forces have exerted force in accordance with the provisions of the public security forces law. Namely, Article 13 has regulated the use of force in dispersing demonstrators and rioters. Force is only exerted following the failure of non-violent means, warning of resorting to the use of force and being the only remaining means of separation. Along with resorting to force in order to obstruct an assault or resistance from demonstrators or rioters.

129. In this connection, mention shall be duly made that these rioters and protesters, who were initially incited by the suspects, have been camouflaging their acts of violence by labeling them as human rights activism or peaceful demonstrations or protests. It goes without saying that committing acts of riot, violence and vandalism under the disguise of promoting and protecting human rights reflects nothing but a solid violation of Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights which stipulates that everyone has the right to life, liberty, and security of person. The Government of Bahrain is bound to protect individuals and groups against the abuse of these fundamental rights.

130. The Government of Bahrain reaffirms its adherence to the provisions stipulated in the UN body of Principles for the Protection of all Persons under any form of Detention or Imprisonment. All persons under any form of detention are treated in a humane manner with respect for their physical and psychological integrity and inherent dignity of the human person. Most notably, with regard to the disability of Abduljalil Al-Singace, he has been provided with a wheelchair and is always assisted when walking. Any arrest, detention or imprisonment is only carried out strictly in accordance with the provisions of the law and by competent officials or persons authorized for that purpose. Convinced that the adoption of this Body of Principles would make an important contribution to the protection of human rights, Bahrain has prohibited by law any act contrary to the rights and duties contained therein.

131. It is also worth stressing that the recent arrests have no relation whatsoever with the parliamentary elections scheduled to take place on 23 October next. All suspects do not recognize these elections. They never participated in them, and not only did they boycott

the elections, but they called for a boycott ever since the re-birth of parliamentary elections in 2002.

Urgent appeal

132. On 15 September 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, and the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Enforced and Involuntary Disappearances sent a joint urgent appeal regarding the situation of Dr. **Abduljalil Al Singace**, Director and Spokesperson of the Human Rights Bureau of the Haq Movement for Civil Liberties and Democracy, Mr. **Abdul Ghani Al Kanja**, Spokesperson of the National Committee for Martyrs and Victims of Torture, Mr. **Jaffar Al-Hessabi**, a Bahraini human right activist who has been living in the United Kingdom (UK) for 15 years where he has advocated for the release of political prisoners, and Mr. **Mohammed Saeed**, a board member of the non-governmental organization Bahrain Centre for Human Rights. The persons mentioned were all arrested between 13 and 17 August 2010, and their whereabouts remain unknown.

133. The situation of the persons named above was the subject of a communication sent on 20 August 2010, by the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism; Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; Special Rapporteur on the situation of human rights defenders; and Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment.

134. According to the information received, the persons mentioned above, Dr. Abduljalil Al Singace (arrested on 13 August), Mr. Abdul Ghani Al Kanja (arrested on 15 August), Mr. Jaffar Al-Hessabi (arrested on 16 August) and Mr. Mohammed Saeed (arrested on 17 August) are being held incommunicado in an undisclosed place of detention since the day of their arrest.

135. In this connection, reports have been received indicating that Dr. Abduljalil Alsingace has been subject to physical and psychological abuse as a result of which he almost lost his hearing ability and has injuries in his back and other parts of his body. According to the information received, on 27 August 2010, Dr. Abduljalil Alsingace appeared before the Public Prosecutor. Dr. Abduljalil Alsingace has reportedly been kept in solitary confinement since his detention and his prescription glasses have been confiscated. His wheelchair and crutches have been taken from him and thus he has been forced to pull himself in the cell with his arms. Dr. Alsingace depends almost completely on the wheelchair for his movement since he was diagnosed with polio when he was two years old resulting in complete paralysis in one leg and partial paralysis in the other. As part of the torture he reported, Dr. Alsingace was kept standing on his partially paralyzed leg for two consecutive days. Moreover, Dr. Alsingace was allegedly beaten on his fingers with a rigid object and slapped on both ears until he could barely hear from them. His nipples and earlobes were allegedly pulled with tongs. Dr. Alsingace was reportedly forced to listen to the sound of the electricity machines to scare him and was threatened with rape against him and his female family members. Dr. Alsingace was also reportedly beaten with a rigid object on his back during the interrogation period in order to force him to sign papers of unknown content.

136. The information received also includes allegations of torture and ill-treatment of the other detainees who have reportedly been handcuffed; blindfolded; held in solitary cells;

denied food and water for long periods; hung by their hands, their legs tied and their bodies; beaten until swollen and bruised; deprived of sleep; and forced to listen to the screams of others being tortured. In this connection, we have received reports indicating the transfer of some activists and human rights defenders to hospitals as a result of mistreatment, including that of Mr. Abdul Ghani Al Kanja.

137. Furthermore, according to the reports received, on 6 September 2010, the Bahraini authorities published a ministerial order announcing the dissolution of the Board of Directors of the Bahrain Human Rights Society (BHRS) and appointed an employee of the Ministry of Social Affairs to administer the society until the holding of a general assembly. The grounds reportedly provided were the organization's lack of neutrality towards Bahraini society and the publication of articles issued by illegal entities on its website. This order reportedly follows a statement by the Ministry of Social Development published on 2 September 2010, in local newspapers in which it announced that it will take legal and administrative action against human rights organizations which, according to the Ministry, defend a specific category of citizens and neglect the others.

138. According to the information received, on 28 August 2010, the BHRS organized a press conference with other NGOs and in the presence of family members of detainees, including the human rights defenders mentioned above. During the press conference, BHRS denounced the conditions of detention and the lack of access to the detainees by their lawyers and families and called for respect for the right of due process and a fair trial.

139. Concern was expressed about the physical and mental integrity of Dr. Abduljalil Al Singace, Mr. Abdul Ghani Al Kanja, Mr. Jaffar Al-Hessabi, and Mr. Mohammed Saeed and allegations received that all of them are being held incommunicado in a secret place of detention since their arrest and that their fate and whereabouts remained unknown. In this connection, concern was expressed about reports received indicating that Dr. Abduljalil Al Singace and the other detainees may have suffered torture and ill-treatment during their detention as a result of which some of the human rights defenders mentioned may have been transferred to hospitals.

140. Moreover, concern was expressed at allegations that the dissolution of the Board of Directors of the Bahrain Human Rights Society may be related to the activities of the organization in defense of human rights in the country, in particular denouncing the conditions of detention of the above-mentioned persons, the lack of access to the detainees by their lawyers and families and the right to due process and a fair trial.

Response of the Government

141. In a letter sent on 12 October 2010, the Government responded to the communication sent on 15 September 2010.

142. In respect to the mandates provided by the Human Rights Council to seek to clarify all cases brought to your attention, and, having regard to the information drawn to the attention of the Government of Bahrain, allow us to duly clarify two issues.

143. Firstly, the situation regarding Dr. Abduljalil Al-Singace, Mr. Abdulghani Al-Khanjar, Mr. Jaffar Al-Hessabi and Mr. Mohammed Saeed (hereinafter the suspects):

144. As mentioned in a previous correspondence with your respected Working Group, these suspects were arrested in the light of the existence of confirmed information, investigations and evidence that they are part of a structured terrorism network aimed at compromising national security and abusing the country's stability through terrorism and violence.

145. Investigations thus far have found the network to be responsible for inciting and planning terrorist acts, inciting hatred and contempt against the government, threatening public order and endangering the safety and security of the Kingdom. The aim of the network is to overthrow and change the political regime of the country, dissolve the constitution and obstruct the enforcement of its provisions.

146. The network has spread disorder in the country by recruiting youths and juveniles and inciting them compose sabotage groups to commit acts of riot, violence and vandalism, disturbance of civil peace, attacking security personnel, nationals and foreigners residing in Bahrain, terrorizing them and damaging their private properties.

147. All such acts are punishable crimes pursuant to Law No. 58 of 2006 with respect to Protecting the Community from Terrorist Acts. This law grants Judicial Officers the right, subject to the emergence of sufficient evidence, to issue a proactive custody order for a period not exceeding five days. If necessary, permission may then be obtained from the Public Prosecution to extend the custody to a period not exceeding ten days. Such permission is strictly granted, and only if the Judicial Officer provides sufficient evidence that the extension of the custody is essential for the continuation of the investigations. Given the nature of their suspected crimes, the suspects were arrested under this Law No. 58 of 2006 with respect to Protecting the Community from Terrorist Acts, and not under Bahrain's Code of Criminal Procedure which provides that suspects must be brought before the Public Prosecution within 48 hours of arrest.

148. Following the ten days elapse, all of the suspects were duly referred to the Public Prosecution. As a principal division of the judicial authority, the Public Prosecution has commenced and handled criminal proceedings. Working in its capacity as an investigation and indictment authority, and following intensive investigations by prosecutors into the clandestine terror network, the suspects were charged under the Penal Code No. 15 of 1976, Law No. 58 of 2006 with respect to Protection the Community from Terrorist Acts Law No. 4 of 2001 with respect to Countering Money Laundering and Financing of Terrorism.

149. It is worth mentioning that the suspects have labelled their acts of violence as human rights activism or peaceful demonstrations or protests. It goes without saying that inciting to acts of riot, violence and vandalism under the disguise of promoting and protecting human rights reflects nothing but a solid violation of article 3 of the Universal Declaration of Human Rights which stipulates that everyone has the right to life, liberty and security of person. The Government of Bahrain is bound to protect individuals and groups against the abuse of these fundamental rights.

150. With regard to the concern expressed by the Working Groups with respect to the physical and mental integrity of the suspects and that they may have suffered torture and ill-treatment, it is certainly worth stressing that the Government of Bahrain fully reaffirms its adherence to the provisions stipulated in the UN Body of Principles for the Protection of all Persons under any form of Detention or Imprisonment. All persons under any form of detention are treated in a humane manner and with respect for their physical and mental integrity and inherent dignity of the human person. Any arrest, detention or imprisonment, is only carried out strictly in accordance with the provisions of the law and by competent officials or persons authorized for that purpose. Convinced that the adoption of this Body of Principles would make an important contribution to the protection of human rights, Bahrain has prohibited by law any act contrary to the rights and duties contained therein.

151. Bahrain strictly refuses any recourse to torture. Any alleged incident of torture may not be overseen. It is unanimously agreed in Bahrain and amongst security authorities that torture is an unacceptable approach in handling any case or event, be it criminal or political. Bahrain has codified strict measures to penalize civil servants or officers should they conduct such unlawful acts. The suspects were all referred to forensic doctors and

apparently, no complaint has been officially lodged by or on behalf of the alleged victims of torture.

152. It is apparent that the information sent to the respected Working Groups is defamatory by all means. It has been noticed that most of the light was shed on Dr. Abduljalil Al-Singace and the alleged torture and ill-treatment he and the others are facing. It is recognized that Dr. Al-Singace requires extra care due to his partial paralysis in his legs. He is provided with a wheelchair and crutches and is always assisted when walking. He holds his prescription glasses and he is currently enjoying reading a book he requested titled Mafateeh Al-Jenan. The suspects have the right to obtain within the limits of available responses, education, cultural and informational material. They also preserve their right to be visited by and to correspond with family members and friends, and visits are indeed ongoing. The suspects are allowed to exercise and play sports together.

153. In addressing the Working Groups' appeal to seek clarification of the circumstances regarding the cases of the suspects, the Government provided a brief account of where they stand.

154. Dr. Abduljalil Al-Singace: He was arrested on 13 August 2010 and referred to the Public Prosecution on 26 August 2010. A warrant has been issued by the Public Prosecution to remand him in custody for 60 days. He has a defence team of five lawyers. The list of charges was provided.

155. Mr. Abdulghani Al-Khanjar: He was arrested on 15 August 2010 and referred to the Public Prosecution on 28 August 2010. A warrant has been issued by the Public Prosecution to remand him in custody for 60 days. He has a defence team of 7 lawyers. The list of charges was provided.

156. Mr. Mohammed Saeed: He was arrested on 17 August 2010 and referred to the Public Prosecution on 31 August 2010. A warrant had been issued by the Public Prosecution to remand him in custody for 60 days. He has a defence team of 2 lawyers. The list of charges was provided.

157. Mr. Maffar Al-Hessabi: he was arrested on 16 August 2010 and referred to the Public Prosecution on 31 August 2010. A warrant has been issued by the Public Prosecution to remand him in custody for 60 days. The list of charges was provided.

158. The above suspects are all charged with criminal offences. They preserve their right to be presumed innocent and are treated as such until proved guilty according to law in a public trial at which they have had all the guarantees necessary for their defence. In this connection, Bahrain assures its commitment to preserving the suspects' right in full equality to fair proceedings before an independent and impartial tribunal to determine the criminal charges against them. The law guarantees the independence of the judiciary and the probity and impartiality of judges. In this context attention shall be drawn to article 104 of the Constitution.

159. The suspects have exercised their constitutional and legal rights and are all legally represented and their court hearing will be held publicly. If the suspect does not have a legal counsel, he is entitled to have a legal counsel assigned to him by the court and under its expense. Judgments may be challenged before the Courts of Appeal and the compliance of the judgments of the foregoing courts with the law is examined by the Courts of Cassation.

160. Secondly, the dissolution of the Board of Directors of the Bahrain Human Rights Society (hereinafter BHRS)

161. The BHRS has been working in the field of promoting and protecting human rights in Bahrain since 2001. The society has contributed to the development of human rights for

almost ten years and is regarded as one of the most prominent societies working in this field. Having respected the work of the BHRS for many years, the Government of Bahrain regrets the accusation that the dissolution of the Board of Directors of the BHRS was related to the activities of the organization in defence of human rights in the country. The dissolution was based purely on administrative and legal measures. It was not motivated by BHRS's activities in defence of human rights, but was a result of committing habitually administrative and legal violations. The BHRS have carried out unlawful activities and cooperated with illegal bodies, along with engaging itself in political affairs away from human rights perception.

162. The BHRS refrained from condemning acts of violence and terrorism which aimed at compromising national security and abusing the country's stability, and at compromising national security and abusing the country's stability, and to justify such acts in contravention of the very basis of its articles of association, related to defence of human rights without discrimination, favouritism or biasness for any party. The society coordinated with some outlawed bodies known for their incitement to violence, terrorism and hatred of the regime within the framework of the so-called alliance for truth and equality. It was also apparent that BHRS combined political work with human rights-related activities, which resulted in lack of impartiality, professionalism and independence. BHRS's website contained several violations and acts in contravention to Legislative Decree No. 21 of 1989 with respect to social and cultural clubs and associations. As a social society, it was supposed to refrain from engaging in political activities as stipulated in article 18, which provides that the society may neither engage itself in politics nor enter into any financial speculations.

163. Further, the society has published unlawful materials on its website and having carried out activities which are harmful to security, civil peace and stability of the country, it has thus violated article 3 of the abovementioned law, which stipulates "Every society established in violation of the public order or public norms or for any unlawful purpose or reason or with a view to damaging peace of the state or form of the government or its social order shall be null and void". The BHRS also submitted false complaints to different human rights organizations and have spread provocative propaganda, news and false statements to destabilize public security and cause damage to public interests, along with filing false complaints to the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right of opinion and expression and Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, claiming that the Government had banned the BHRS from organizing a workshop related to human rights.

164. With regards to the dissolution of the Board of Directors of the BHRS, the ministerial order was a result of a proliferation of violations committed continuously by the society. Legislative Decree No. 21 of 1989 with respect to social and cultural clubs and associations governs the BHRS. Violations of provisions of this law include: article 16, BHRS failed to produce its annual budget and did not send its fiscal statements for auditing; article 32, BHRS failed to call for new elections for the Board of Directors; article 33, BHRS failed to notify the Ministry of Social Affairs prior to convening a General Assembly meeting; article 39, BHRS has no viable Board of Directors; and article 46, BHRS failed to provide the Ministry of Social Affairs with decisions taken by the Board of Directors.

165. With regard to the press conference of 28 August 2010, organised by the BHRS in the presence of the family members of the suspects including those of the abovementioned, the BHRS has exercised its constitutional and legal rights to strive for the protection of human rights. The Government of Bahrain considers such actions as an obligation and a duty to respect to protect and to fulfil human rights. The authorities of Bahrain have this conference and refrained from interfering with or curtailing the enjoyment of human rights

for both BHRS and family members of the suspects. Bahrain is also bound to protect individuals and groups against human rights abuses, and it is grateful to human rights NGOs such as BHRS for being whistleblowers and drawing the Government's attention to any human rights violations. Bahrain is also committed to fulfil human rights and it believes that the enjoyment of these rights are best achieved through the facilitation of human rights NGOs, hence it welcomes the organization of such conferences.

166. What was unfortunate in this press conference was an incident that was drawn to the attention of the Minister of Social Affairs by four journalists and three of the attendees. In the course of the press conference, the BHRS humiliated the journalists, sworn at them and ordered them to leave the hall. One reason for this was a question asked by one of the journalists to the BHRS regarding the refrain of the society from condemning the assassination attempt of a fellow journalist on 25 August 2010.

167. The journalists have sent separate letters to the Minister of Social Affairs condemning the unfortunate incident of the press conference. The journalists have argued that such attitude by the BHRS is an unacceptable violation of the fundamental principles set forth in article 19 of the International Covenant on Civil and Political Rights.

168. The BHRS, along with all other NGOs in Bahrain, reserve their rights of the legitimate and peaceful work in the defence of human rights as enshrined in the United Nations Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognised Human Rights and Fundamental Freedoms. They also preserve the right of freedom of expression and opinion, as enshrined in the Constitution of Bahrain. Legal action is only exercised against those who deviate from the scope of the legitimate and peaceful work in the defence of human rights and freedom of expression and recourse to the execution of acts amounting to the abuse of law.

169. In conclusion, the Government of Bahrain reaffirms its guarantee to provide all necessary measures to ensure that all suspects are not deprived arbitrarily of their liberty and are entitled in full equality to fair proceedings before an independent and impartial tribunal. Bahrain acknowledges the significant role of the Human Rights Council in the contribution to the effective elimination of all violations of human rights and fundamental freedoms of peoples and individuals and fully supports its efforts in promoting universal respect for human rights with its determination to examine thoroughly all the cases brought to its attention.

Urgent appeal

170. On 15 October 2010, the Special Rapporteur, together with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; the Special Rapporteur on the Independence of Judges and Lawyers; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism sent a urgent appeal concerning the arrest and detention of Mr. **Ali Abdulemam**. Mr. Abdulemam is the creator and manager of the www.bahrainonline.org news website, and a blogger who regularly wrote articles regarding media freedom and freedom of expression in Bahrain.

171. According to the information received, on 4 September 2010 at approximately 9 p.m., Mr. Abdulemam was arrested following a summons, via a telephone call, for questioning by the National Security Apparatus (NSA). Since his arrest, Mr. Abdulemam has been denied access to legal representation, and doubts exist as to whether or not he has been presented before the Public Prosecutor within the time limits proscribed by law. He was denied access to family members until 29 September 2010.

172. Mr. Abdulemam's arrest was reportedly declared by the Ministry of Interior to form part of an investigation into an alleged "terrorist network accused of planning and executing a campaign of violence, intimidation and subversion in Bahrain".

173. According to article 27 of the 2006 "Law to Protect Society from Acts of Terrorism", which was invoked by the authorities in the arrests of Mr. Abdulemam and various other human rights defenders, a suspect may be detained for a maximum of 15 days before either being brought before the Public Prosecutor must question the suspect within three days and either order him remanded or released. Government officials have claimed that Mr. Abdulemam was presented before the Public Prosecutor soon after his arrest. On 22 September 2010 it was announced by officials that, beginning on 27 September 2010, all detained human rights activists would be allowed to receive visits from their families. Mr. Abdulemam's brother, Mr. Hossein Abdulemam, visited the Office of the Public Prosecutor in order to apply for permission to visit Mr. Abdulemam in detention. He was, however, subsequently informed by an official at said Office that Mr. Abdulemam had not been brought before the Public Prosecutor and that there is neither any record of, nor personal number assigned to him, at the Office.

174. Mr. Abdulemam's initial 15-day detention period expired on 19 September 2010; if true, the aforementioned lack of knowledge regarding the case at the Office of the Public Prosecutor would suggest that Mr. Abdulemam's detention continues in contradiction of said legislation.

175. Mr. Abdulemam's wife was allowed to visit him in detention for the first time on 29 September 2010; however, Mr. Abdulemam has yet to be granted access to his lawyer.

176. The Ministry of the Interior has allegedly denied that Mr. Abdulemam's arrest was in any way related to his political views. However, since 5 September 2010 - the day following Mr. Abdulemam's arrest - the BahrainOnline.org website has been unavailable both within Bahrain and abroad. Furthermore, it is feared that Mr. Abdulemam has been compelled to reveal the password for his Internet service.

177. Concern was expressed that the arrest and detention of Mr. Abdulemam may be related to his peaceful and legitimate work in defence of human rights, particularly with respect to freedom of expression. Furthermore, mindful of the allegation that Mr. Abdulemam has yet to be granted access to his lawyer and brought before the Public Prosecutor, serious concern was expressed for his physical and psychological integrity.

Response from the Government

178. In a letter dated 15 November 2010, the Government responded to the urgent appeal dated 15 October 2010. It was underlined that the government has not, and does not, target nor prosecute any individual based on their peaceful views or opinions. Further, Bahrain is committed to the rule of law, and to following the proper legal and constitutional procedures designed to protect the rights of all in society. In the case of Mr. Abdulemam, the summary set out in your communication is inaccurate.

179. Mr. Abdulemam was arrested on 4 September on the basis of evidence of his membership of a terrorist network. Investigations have found the network to be responsible for inciting and planning terrorist acts, inciting hatred and contempt against the government, threatening public order and endangering the safety and security of the Kingdom. The aim of the network is to overthrow and change the political system of the country by force, dissolve the constitution and obstruct the enforcement of its provisions. The network recruited nationals and foreigners, youngsters and adults, and incited them to commit acts of riot, violence and vandalism, disturbance of civil peace, attacking security

personnel, nationals and foreigners residing in Bahrain, terrorizing them and damaging their private property.

180. All such acts are punishable crimes pursuant to Law No.58 of 2006 with respect to Protecting the Community from Terrorist Acts. This law grants Judicial Officers the right subject to the emergence of sufficient evidence, to issue a protective custody order for a period not exceeding five days, and if necessary, permission may be obtained from the Public Prosecution to extend the custody to a period not exceeding 10 days. Such permission is strictly granted if the Judicial Officer provides sufficient evidence that the extension of the custody is essential for the continuation of the investigations. Given the nature of Mr. Abdulemam's suspected crimes, he was arrested under this Law No. 58 of 2006 with respect to Protecting the Community from Terrorist Acts, and not under Bahrain's Code of Criminal Procedure which provides that suspects must be brought before the Public Prosecution within 48 hours of arrest.

181. Prior to the elapse of the five day protective custody, Mr. Abdulemam was duly referred to the Public Prosecution on 9 September 2010,* which commenced and handled criminal proceedings. Following intensive investigations by prosecutors, Mr. Abdulemam was charged under the Penal Code No. 15 of 1976 and Law No. 58 of 2006 with respect to Protecting the Community from Terrorist Acts. He is currently facing the following charges: joining an outlawed organization with the aim of violating the law and disrupting provisions of the constitution and to prevent public authorities from exercising their duties, using terrorism and violence; inciting to acts of sabotage, destruction and arson, publicly instigating sectarian hatred which disturbs civil peace; and spreading provocative propaganda, news and false statements to destabilize public security and cause damages to public interests.

182. Contrary to the fears expressed in the Communication, on 23 September, the Public Prosecution gave permission for the families of defendants in this case to visit those in custody, and Mr. Abdulemam's family subsequently visited him on 29 September.

183. In relation to the Working Group's concern regarding whether the acts shall be criminalized as terrorist, the first two conditions (means used and intent) put forward by the group will be demonstrated. Firstly, with respect to the means used. The sabotage groups have been committing acts of violence, rioting, vandalizing private and public properties, carrying out arsons, blocking highways and crippling all forms of life activities. These groups have added violence to their acts by using Molotov bombs, homemade bombs and sharpened iron bars. Molotov bombs are considered as improvised incendiary weapons and are primarily intended to set targets ablaze and destroy them. In fact, two police were killed in two separate horrific attacks by Molotov bombs: a policeman, and an innocent Pakistani passer-by, father of five.

184. Secondly, it is clear that the intent of these acts was to undermine public order, and to cause fear among the general population, for example by carrying out their attacks at night to spread even greater fear among the general public. Indeed, some of the suspects have admitted that this was their intent.

185. Therefore, given that the acts of the groups in question clearly amount to serious (sometimes deadly) violence, and given that their intent was to cause fear among the population and to disrupt public order, it can clearly be seen that the activities amount to acts of criminal terrorism.

186. It is worth mentioning that Mr. Abdulemam, along with other members of the network, have sought to label their acts of violence as human rights activism or peaceful demonstrations or protest. It goes without saying that inciting to acts of riot, violence and vandalism under the guise of promoting and protecting human rights is a flagrant violation of Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights which stipulates that everyone

has the right to life, liberty and security of person. The Government of Bahrain is bound to protect individuals and groups against the abuse of these fundamental rights.

187. Mr. Abdulemam is the creator of the *www.bahrainonline.org* website, which he has managed for many years. He provided that he has created this forum to instigate sectarian hatred and to spread provocative propaganda, news and false statements to destabilize public security and damage public interest. The leaders and members of the terrorist network have used this website, with the knowledge and observance of Mr. Abdulemam, to incite acts of sabotage, violence and terrorism. Furthermore, this website is known to praise such acts by posting footage and photos of the destruction and damage caused by those groups, along with glorifying them as heroes. Mr. Abdulemam has confirmed that he was funded by leaders of the terrorism network for doing so.

188. With regard to the concern expressed by the Working Group with respect to the physical and psychological integrity of Mr. Abdulemam, it is underlined that the Government of Bahrain fully reaffirms its adherence to the provisions stipulated in the UN Body of Principles for the Protection of all Persons under any form of Detention or Imprisonment. All persons under any form of detention are treated in a humane manner and with respect for their physical and mental integrity and inherent dignity of the human person. Any arrest, detention or imprisonment is only carried out strictly in accordance with the provisions of the law and by competent officials or persons authorized for that purpose. Convinced that the adoption of this Body of Principles would make an important contribution to the protection of human rights, Bahrain has prohibited by law any act contrary to the rights and duties contained therein.

189. Mr. Abdulemam is charged with criminal offences. He preserves his right to be presumed innocent and is treated as such until proved guilty in a public trial according to law, at which he has all the guarantees necessary for his defence. In this connection, Bahrain restates its commitment to preserving the suspect's right to fair proceedings before an independent and impartial tribunal to determine the criminal charges against him. The law guarantees the independence of the judiciary and the probity and impartiality of judges. In this context, attention is drawn to article 104 of the Constitution of Bahrain, which stipulates "No authority shall prevail over the judgment if a judge, and under no circumstances may the course of justice be interfered with."

190. Mr. Abdulemam has exercised his constitutional and legal rights with regards to his legal representation. Although he has refused to appoint a counsel for himself and no counsel has taken the initiative to represent him, he was legally represented in the first court hearing that was held publicly on 28 October 2010. As provided by the relevant legislation, if a suspect does not have legal counsel, one will be assigned to him by the court at its expense. Further, judgments of the criminal court may be challenged before the courts of Appeal, while the Courts of Cassation can examine the compliance of the judgments of the foregoing courts with the law.

191. Finally, leaders and members of the terrorist network, along with all citizens of Bahrain, preserve their right of the legitimate and peaceful work in the defence of human rights, as enshrined in the Declaration on Human Rights Defenders. They also preserve the right of freedom of expression and opinion, as enshrined in the Constitution of Bahrain which provides that everyone has the right to express his opinion and publish it by word of mouth or in writing under the rules and conditions laid down by law, provided that the fundamental beliefs of Islamic doctrine are not infringed, the unity of the people is not prejudiced, and discord or sectarianism is not aroused. Legal action is only exercised against those who deviate from the scope of the legitimate and peaceful work in the defence of human rights and freedom of expression and recourse to the execution of acts amounting to the abuse of law.

192. In conclusion, the Government of Bahrain reaffirms its guarantee to provide all necessary measures to ensure that Mr. Ali Abdulemam is not deprived arbitrarily of his liberty and is entitled in full equality to fair proceedings before an independent and impartial tribunal. Bahrain acknowledges the significant role of the Human Rights Council in the contribution to the effective elimination of all violations of human rights and fundamental freedoms of peoples and individuals, and fully supports its efforts in promoting universal respect for human rights along with its determination to examine thoroughly all the cases brought to its attention.

Response from the Government to a communication sent earlier

193. In a letter dated 1 April 2010, the Government of Bahrain responded to a communication sent on 19 February 2009 concerning Mr. **Abdul Hadi Al-Khawaja**.

194. The information and allegations you have received and which form the basis of your communication, are inaccurate, and the Government takes issue in particular with the reference to Mr. Al-Khawaja's "legitimate activities defending human rights, particularly his defence of freedom of expression in Bahrain".

195. In the view of the Government, Mr. Al-Khawaka cannot in any way be characterized as a legitimate human rights defender. He has, in the Government's view, no genuine interest in human rights but is, in reality engaged in a clearly political campaign to overthrow Bahrain's legitimate constitutional Government. In this capacity he has been intimately involved in inciting violence to achieve this end, including participation in demonstrations that have seen violence against police personnel. He has quite rightly been marginalised by political and human rights organizations in Bahrain, and consequently seeks to enhance his own credibility by falsely associating himself with human rights principles and with international human rights groups. The Government strongly urges the Special Rapporteur(s) to treat any information or allegations from Mr. Al Khawaja or his supporters with extreme caution as to both its sources and content.

196. The facts of the events in question are as follows. On 6 January 2009, Abdul Hadi Al-Khawaja delivered a speech on the occasion of Ashura, a religiously charged and emotive occasion for the Shia community. In his speech, Mr. Al-Khawaja used deliberately inflammatory language to call for the overthrow of the legitimate government of Bahrain, and attempted to draw parallels with the historical events of Ashura. Moreover, he sought to use the occasion to give religious or sectarian legitimacy to the potentially violent overthrow of the government.

197. Further, and in deliberately incendiary language, Mr. Al- Khawaja made a number of untrue and inflammatory allegations against the government and against members of the ruling family. His only purpose and intent in making such allegations was to incite hatred, and he would have been fully aware that his words were likely to (and indeed were intended to) stir his supporters into violence.

198. Moreover, while Mr. Al-Khawaja evidently attempted to choose his words carefully (doubtless for international consumption), to give the impression that he was advocating "peaceful resistance", it is abundantly clear from the timing, tone and context of his remarks and his intention was to defame the government and individuals within it, and to incite and promote violence against the government, its employees and property. Indeed, he explicitly called for the overthrow of Bahrain's legitimate constitutional government by extra-constitutional means.

199. Further, Mr. Al-Khawaja made a clear implicit link between the battle of karbala, the backdrop to Ashura, and the necessity of a "battle" to overthrow what he characterized as an "oppressive regime", seeking to draw parallels between the Umayyad regime and the

Government of Bahrain. He also clearly called for extra-constitutional action in order to overthrow the legitimate constitutional government of Bahrain. Given Mr. Al-Khawaja's previous involvement in violent attacks on police, and his record of inciting violence, there can be little doubt as to what was intended by his remarks.

200. For these reasons, Mr. Al-Khawaja was interviewed by the Public Prosecutor on suspicion of a number of offences, including inciting the overthrow of the Government, inciting hatred, defaming senior officials, and insulting the King and Government institutions.

201. Subsequently, he appeared in court on 11 March 2009, facing charges of attempting to forcibly change the government, publicly inciting hatred and contempt of the Government, and deliberately spreading false and malicious information. His counsel requested an adjournment of the case so that he could submit a challenge to the constitutionality of the charges. The court accepted this request and the case was adjourned. The Government would also point out that the hearing was attended by representatives of both local and international human rights organizations.

202. Finally, the Government wishes to underline, once again that the arrest, investigation, charging and trial of Mr. Al-Khawaja are in no way relevant to the protection of the right of freedom of opinion and expression, nor to the activities of genuine human rights defenders.

Response from the Government to a communication sent earlier

203. In a letter dated 31 August 2010, the Government responded to a communication sent on 28 July 2008 concerning Messrs **Hassan Abdelnabi Hassan, Maytham Bader Jassim Al Sheikh** and **Abdullah Mohsen Abdulah Saleh** of the Unemployment Committee; **Mr Naji Ali Fateel** of the Bahrain Youth Society for Human Rights (BYSHR); **Mr Mohammed Abdullah Al Sengais**, head of the Committee to Combat High Prices; **Mr Ahmed Jaffar Mohammed Ali**, former member of the Unemployment Committee; and **Mr Ebrahim Mohamed Amin-Al-Arab**, founding member of the Martyrs and Victims of Torture.

204. The facts as summarized in the letter are inaccurate. The accused were neither tried by a criminal court nor convicted because of their human rights work, but rather because they had participated in an illegal gathering at which they had been carrying iron bars and Molotov cocktails, set fire to a police vehicle and stole a firearm from the vehicle. The reasons given in the letter for their criminal prosecution and conviction are unsubstantiated and baseless.

205. When questioned by the Office of the Public Prosecutor, the five accused neither claimed that they had been mistreated nor filed any complaint in that regard. Nevertheless, the Office had them examined by a medical examiner in order to determine whether they had sustained any injuries. The reports by the medical examiner essentially confirmed that the accused had not been subjected to torture.

206. The five accused, together with others who are not human rights defenders, were brought before the High Criminal Court by the Office of the Public Prosecutor on charges of unlawful assembly, setting fire to a police vehicle, using force and violence against police officers, stealing a firearm and parts of a firearm from the vehicle and concealing and possessing unlicensed weapons. The Office of the Public Prosecutor based its decisions on a large amount of evidence, namely confessions by several of the accused, the testimony of several police officers, the findings of investigations, technical reports, and photographs showing the accused meeting, setting fire to the police vehicle and stealing the firearm from the vehicle. During proceedings before the High Criminal Court, lawyers for the accused

asked for their clients to be referred to an independent medical panel for examination. The Court agreed and the accused were examined by the panel. Moreover, the Court allowed the accused to submit full evidence in their defence.

207. The medical examinations which the five accused underwent focused on old scars and bruises found on their bodies. Neither the medical examiner nor the panel determined that these were the result of torture. Medical examiners' independence is ensured by the requirement that they not be linked by kinship or blood ties to any party in the proceedings or by any other link that could influence the opinions that they are required to reach. Moreover, medical examiners who are not Government experts must declare, under oath, that they will carry out their duties honestly. Medical examiners may also be questioned about how they arrived at their opinions. An accused person who wishes to have an independent medical examination must submit a request either orally or in writing to the competent authority, which may be the Office of the Public Prosecutor or the court hearing the case. The authority will grant the request promptly, if it determines that it is genuine and will not delay court proceedings. In such cases, the medical examiner conducting the examination will have the same powers as a medical examiner appointed by the Office of the Public Prosecutor.

208. The accused appealed against the judgement handed down by the High Criminal Court. The appeal filed by Mr. Ahmed Jaffar Mohammed Ali was dismissed by the High Criminal Appeals Court on 28 December 2008, as a royal decree had been issued granting him and others a pardon. The Court likewise dismissed the appeal lodged by the other four accused. Before handing down its verdict, and at the request of the accused, the Court heard testimony from numerous witnesses for the defence.

Observations

209. The Special Rapporteur thanks the Government for the detailed responses received to her communications sent during the reporting period dated 5 March 2010, 28 April 2010, 20 August 2010, 15 September 2010 and 15 October 2010, as well as for the responses to her communications sent during the previous reporting period dated 19 February 2009 and 28 July 2008. However, she regrets that at the time of finalizing this report no response had been transmitted regarding a previous communication sent on 18 January 2008.

210. The Special Rapporteur is concerned about the significant increase in the number of allegations received and communications sent during the reporting period. The Special Rapporteur is deeply concerned about the physical and psychological integrity of human rights defenders in Bahrain, in particular at the reported practice of detention in undisclosed locations as well as about their treatment while in detention. She remains very concerned about the situation of Dr. Abduljalil Al-Singace given that he is disabled and requires special assistance. The Special Rapporteur is also concerned about the reported restrictions on the right to peaceful assembly and the right to freedom of opinion and expression in Bahrain. In this connection, the Special Rapporteur wishes to refer the Government of Bahrain to the provisions outlined in the Declaration on Human Rights Defenders, notably to article 5 paragraph (a) and (b); and to article 6 paragraph (b) and (c).

Bangladesh

Letter of allegations

211. On 12 March 2010, the Special Rapporteur sent a letter of allegations to the Government concerning the situation of **Odhikar**, a human rights organization based in

Dhaka, Bangladesh. Odhikar has been implementing a project entitled “Human rights defenders training and advocacy Programme in Bangladesh”. The project is funded by the Rehabilitation and Research Centre for Torture Victims (RCT) in Denmark in the framework of a larger project on the Optional Protocol to the Convention against Torture funded by the European Union.

212. According to the information received, on 31 August 2009, Odhikar was ordered to shut down its “Human rights defenders training and advocacy Programme in Bangladesh” by the NGO Bureau Affairs despite an initial approval by the Bureau on 28 April 2009. The order, which was received by letter dated 17 August 2009, stated that the project was cancelled following objections expressed by the Ministry of Home Affairs.

213. Odhikar reportedly filed a writ petition to the High Court Division of the Supreme Court of Bangladesh to challenge the cancellation of the project. On 11 October 2009, the High Court Division stayed the order of the NGO Affairs Bureau to cancel the project and the activities under the project resumed.

214. The project was then extended for three months, until the end of March 2010, by the RCT. On 17 January 2010, Odhikar submitted an application for three month extension of the project to the NGO Affairs Bureau. On 11 February 2010, the Bureau allegedly refused to grant the extension of the project based on the previous objection from the Ministry of Home Affairs.

215. Concern was expressed that the refusal to grant the project extension implemented by Odhikar might be directly related to its legitimate work in defense of human rights.

Urgent appeal

216. On 17 June 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment sent an urgent appeal to the Government regarding the detention and reported ill-treatment of Mr. **Mahmudur Rahman**, Amar Desh's Editor. The Amar Desh, a Bangladeshi daily newspaper that regularly reports on corruption cases, was closed down the day before the detention of Mr. Rahman.

217. According to the information received, on 2 June 2010, at 4:00 am, agents of the Tejgaon police station entered the Amar Desh offices, arrested Mr. Rahman and took him to the Dhaka Cantonment Police Station (CPS) for interrogation. The day before, on 1 June 2010, the Tejgaon Thana Officer-in-Charge had raided the press office of Amar Desh and declared its closure.

218. On the same day of his arrest, Mr. Rahman was reportedly charged under Sections 419, 420 and 500 of the Penal Code for “cheating by personation”, “dishonestly inducing delivery of property” and “defamation”. Moreover, the Tejgaon Police Station filed another case against Mr. Rahman (Case No. 2(6)2010), as well as against the Amar Desh Deputy Editor, Mr. Syed Abdal Ahmed; the Assistant Editor, Mr. Sanjeeb Chowdhury; the City Editor, Mr. Jahed Chowdhury; the reporter, Alauddin Arif; and the office assistant Saiful Islam for, inter alia, “obstructing Government officials to perform their duties” during Mr. Rahman's arrest, under Sections 143, 342, 332, 353, 186, 506, 114 of the Penal Code.

219. On 6 June, while he was in custody, another case (Case No.5 (6) 2010) was filed against Mr. Rahman at the Kowali police station for, inter alia, “obstructing Government officials to perform their duties”, under Sections 143, 186, 332, 353, 225B/34 of the Penal Code.

220. On 7 June, on the basis of the two latter cases, Mr. Rahman was placed under a four-day detention period. On 8 June 2010, the Magistrates Court No. 7 issued another four-day detention period in Uttara Model Police Station against Mr. Rahman for “printing banned leaflets” under Section 6(1) of the Anti Terrorism Act 2009, as well as an additional four-day detention period for “conspiring against the State” on the basis of a case lodged under Sections 121A (“waging war or attempting to wage war against the State”), 124A (“sedition”) and 114 (“abettor present when offence is committed”) of the Penal Code.

221. According to the information received, on 10 June 2010, Mr. Rahman reported that five or six men entered his cell, removed his clothes and then proceeded to hit him very hard with their elbows in his chest and back whereupon he lost consciousness. When he awoke, he found himself lying in the room of the Second Officer of the CPS.

222. On 12 June 2010, Mr. Rahman was brought before the Magistrates Court on the basis of Case No. 2(6)2010. He then reported that he has been subjected to acts of inhuman and degrading treatment while in detention. He was allegedly unable to stand on the dock and the Magistrate invited him to sit. The Magistrates Court ordered that Mr. Rahman be sent to jail and undergo a full medical check-up on the basis of jail regulations. The Magistrate also allowed Mr. Rahman's lawyers to meet him for half an hour.

223. On the same day, the police of the Detective Branch of Dhaka Metropolitan area submitted an application seeking a four-day remand to question Mr. Rahman regarding the case filed at the Uttara police station under the 2009 Anti-Terrorism Act. The remand was granted by the Magistrates Court. Mr. Rahman was reportedly taken to the Detective Branch offices in Dhaka on 12 June without any medical check-up being performed.

224. As a result of the above, Mr. Rahman has been on remand since 2 June 2010.

225. Concern was expressed that the arrest and charges against Mr. Rahman, and various staff working at the *Amar Desh*'s daily newspaper, might be related to their activities as journalists and in defense of human rights. Further concern is expressed about the physical and mental integrity of Mr. Rahman and the allegations that he might have been subject to ill-treatment during his detention.

Response from the Government

226. In a letter dated 18 June 2010 and the 5 July 2010, the Government responded to the urgent appeal sent on 17 June 2010. The Government reiterates its commitment to freedom of expression and its faith in a free media. The declaration of the daily newspaper in Bangladesh named “*Amar Desh*” was cancelled by the District Magistrate of Dhaka in accordance with Articles 5 and 7 (part 3) of the Printing Presses and Publications (Declaration and Registration) Act, 1973, on the basis of a complaint lodged by a former employee.

227. The former employee resigned as the publisher of the newspaper “*Amar Desh*” on 11 October 2009. Since his name continued to appear in the printer’s line of the newspaper, he filed a written complaint with the office of the Deputy Commissioner, Dhaka. The Deputy Commissioner notified the acting Editor of the daily in order to take necessary action in this regard. Since no action was taken, the Deputy Commissioner’s officer on 15 March 2010 issued a “show cause notice” on the acting Editor asking him to explain why appropriate action would not be taken against the daily for using the former employee’s name as the publisher, even after his resignation and complaint.

228. The former employee on 1 June 2010 filed a case with the Tejgaon Industrial Area Police Station against Mr. Mahmudur Rahman, acting Editor of “*Amar Desh*” for illegally using his name as publisher of the daily.

229. Following the cancellation of the declaration, a writ petition was filed by the daily “*Amar Desh*” with the High Court. On 10 June 2010, the High Court stayed for three months the order closing the daily. Following an appeal against the stay order, the Appellate Division, on 15 June 2010, issued an order staying High Court’s order for four weeks. Meanwhile, the daily “*Amar Desh*” published regularly from 11 to 15 June 2010. The matter is currently pending before the court.

230. It may be noted that in the above case, actions were taken in accordance with the law of the land and without any political considerations whatsoever. Both the print and electronic media in Bangladesh enjoy full freedom and media in Bangladesh continues to represent widely diverse and divergent opinions and points of view.

Observations

231. The Special Rapporteur thanks the Government of Bangladesh for the responses received to her communication sent on 17 June 2010 but regrets that the allegations that Mr. Mahmudur Rahman was subjected to torture and ill-treatment while in detention were not addressed. She regrets that, at the time of finalizing this report, no response had been received regarding the communication sent on 12 March 2010. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

Brazil

Urgent appeal

232. On 1 December 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of **Mr. Alexandre Anderson de Souza**, head of the Associação dos Homens do Mar – AHOMAR (Association of Seamen), and his wife, Ms. Daize Menezes de Souza. AHOMAR is an organisation which aims to defend the rights of fisher folk in Rio de Janeiro, in particular those affected by the construction of a gas pipeline for the company Petrobras, which AHOMAR opposes. Petrobras is a publicly traded corporation, the majority stockholder of which is the Government of Brazil, working in the exploration, production, refining, trade and transportation of oil and natural gas in the country.

233. According to the information received, on 31 July 2010, at approximately 6:30 p.m., Mr. Alexandre Anderson de Souza and his wife survived an apparent assassination attempt by two armed individuals. It is reported that as they were returning to their home, Mr. Anderson de Souza and his wife noticed two unidentified armed individuals observing their house and looking in the windows to establish whether anyone was present. Mr. Anderson subsequently approached two military police officers who were present in the vicinity and informed them of what was happening, before retreating out of sight.

234. As the two officers approached the house, the two unidentified men opened fire on them, leading to a shoot-out which lasted approximately 15 minutes. One of the officers was slightly injured, and one of the alleged perpetrators was hospitalised. The other alleged perpetrator was reportedly taken into custody before being released.

235. It is reported that a State Deputy from the Socialism and Freedom Party subsequently contacted the police to request information on the case, but was told that no

such incident had occurred, despite the fact that Mr. Anderson de Souza had reported the incident to the Magé Municipality Police while the shootout was ongoing.

236. The alleged assassination attempt in July 2010 against Mr. Anderson de Souza follows the killing, on 22 May 2009, of Mr. Paulos Santos Sousa, former Treasurer of AHOMAR. It is reported that Mr. Santos Sousa was taken from his home and in front of his family was beaten and questioned regarding documents belonging to AHOMAR before being shot five times in the head. The killing of Mr. Santos Sousa reportedly took place on the same day that work on the Petrobras pipeline, opposed by AHOMAR, was suspended by a local environmental agency; it is further reported that prior to this killing, other members of AHOMAR had received death threats. Furthermore, it is reported that Mr. Anderson de Souza survived a previous assassination attempt, on 1 May 2009, when he was shot at by two individuals in the area near the gas pipeline construction site.

237. On 6 September 2010, the wife of Mr. De Souza, Ms. Daize Menezes de Souza, allegedly received a series of phone calls threatening her and her husband. Moreover, throughout October and November 2010, armed men have reportedly walked in an intimidating manner around Mr. De Souza's house. Gun shots have been heard near the house on several occasions at night.

238. Reportedly, Mr. Anderson de Souza has suffered several assassination attempts, the last one in May 2009 when unidentified individuals shot at him four times. In addition, according to the information received, on 1 September 2009, the premises of AHOMAR were raided by the State military police without a warrant or any explanation as to the reasons of their intrusion. During this incident, it is alleged that Mr. Anderson de Souza was nearly abducted by the military police.

239. Since 8 September 2010, Mr. Anderson de Souza has been granted police protection as part of the National Protection Programme for human rights defenders of the Federal Government of Brazil. However, it is reported that he and his wife is still face credible and serious risks connected to his work defending the rights of fisher people in Rio de Janeiro, in particular those affected by the construction of a gas pipeline for the company Petrobras. It is reported that even the police officers who escort Mr. De Souza feel threatened and fear for their lives due to the work they are doing.

Observations

240. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 1 December 2010, 28 August 2008, 31 July 2008, 29 May 2008, 30 April 2008, 4 February 2008, 20 November 2007, 31 October 2007, 26 October 2007, 19 July 2007, 2 July 2007, 12 January 2007, 1 December 2006, 29 September 2006, 10 October 2005, 3 August 2005, 13 September 2004, 15 June 2004, and 9 February 2004.

241. The Special Rapporteur considers response to her communications an important part of the cooperation of Government with her mandate. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

242. The Special Rapporteur takes note of the measures put in place by the Government to protect Mr. Anderson de Souza as part of the National Protection Programme for human rights defenders of the Federal Government of Brazil.

Bulgaria

Letter of allegations

243. On 13 January 2010 the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations regarding the killing of Mr. Bobi Tsankov, popular radio host and prominent crime journalist who has written a book and a series of articles to expose the activities of Bulgarian crime figures.

244. According to information received, on 5 January 2010 at around 12:30 p.m., at least two gunmen opened fire on Mr. Tsankov and two of his bodyguards on Aleksandur Stamboliiski Boulevard in Sofia. The two men were critically wounded and Mr. Tsankov was shot dead. The gunmen reportedly escaped on foot.

245. Later in the day, a Ministry of Internal Affairs task force reportedly arrested three reputed crime leaders, Mr. Stefan (Sako, or the Jacket) Bonev, Mr. Krasimir Marinov and Mr. Nikolai Marinov. The charges against them have not been disclosed.

246. Mr. Tsankov had reportedly survived two explosions at his home in 2003 and 2004. He had allegedly been receiving numerous death threats since his book "The Secrets of the Gangsters", based on his contacts with criminal leaders such as the drug leader Mr. Anton Miltenov, and alleged links between mafia figures and businessmen, was published in November 2009. He was also preparing to publish a new book regarding the activities of a drug-trafficking group.

247. Concern was expressed that Mr. Tsankov has been killed as a result of his work as a journalist in reporting about organized crime in Bulgaria.

Response from the Government

248. In a letter dated 30 March 2010, the Government responded to the allegation letter sent on 13 January 2010. The Government of the Republic of Bulgaria would like to provide the following information on the crime in question:

249. Around 12:30 on 5 January 2010, in the centre of Sofia, in the entrance of the building at 30, Alexander Stamboliyski Blvd., unknown individuals fired at Mr. Boris (Bodi) Nikolov Tsankov, radio host.

250. Mr B. Tsankov was known to the police authorities and to the Prosecutor's Office as a person engaged in deception and fraud, who had been repeatedly convicted for these criminal activities.

251. Mr B. Tsankov died as a result of severe blood loss and cerebral damage caused by firearm wounds in the head and torso. Two other individuals who were in the entrance of the building were wounded in the shooting.

252. On that same day, the competent Bulgarian authorities started an investigation of the murder and filed criminal charges against an unknown perpetrator. The crime was qualified under Article 116, Paragraph 1, item 6, and Article 115 of the Penal Code of the Republic of Bulgaria.

253. The Government of the Republic of Bulgaria wishes to point out that beyond being popular for his radio hosting and writing a book and a series of articles on organised crime, Mr. B. Tsankov was known to the police authorities and to the Prosecutor's Office as a person engaged in deception and fraud, who had been repeatedly convicted for these

criminal activities. It is worth drawing attention to his book, *The Secrets of the Gangsters*, based on his contacts with criminal figures, which is correctly indicated in the information.

254. The other two individuals injured in the shooting in Sofia on 5 January 2010 were not bodyguards of B. Tsankov. They were not connected in any way either with the crime or with the murdered of Boris Nikolov Tsankov.

255. Therefore, the summary of the case, included the Special Rapporteurs' letter, is only partially accurate.

256. Numerous activities were undertaken by the competent Bulgarian authorities in the course of the judicial investigation: 38 persons were questioned as witnesses, 14 expert analyses were requested, including forensic ballistic, dactyloscopic, technical and physico-chemical tests. Information was required from banking institutions and from mobile telecommunications operators. Films from surveillance security cameras near the crime scene were also added to the evidence. The homes of two persons suspected of the murder were searched and evidence was collected from there with a view to checking the version that the two had ordered the assassination of Mr. B. Tsankov because he disclosed to the media and to the authorities in the course of ongoing criminal proceedings about their criminal activities.

257. On the basis of the analysis of the operational and investigative activities undertaken and the evidence gathered on the case, charges were brought against one of the suspects who instigated, in compliance with his brother, an unknown perpetrator to commit the deliberate assassination of Mr. B. Tsankov.

258. The Sofia City Prosecution filed a proposal to the Sofia City Court for one of the suspects to be detained in custody. After a court hearing on 10 January 2010, the court disregarded the claim of the prosecution and the suspect was freed under the obligation to report regularly at the local police station. The suspect is hiding from the pre-trial judicial authorities and the search for him continues to this moment.

259. The criminal proceedings are monitored by a team of prosecutors from the Supreme Prosecutor's Office. Police officers from the Sofia City Police Directorate and the National Police Directorate are investigating the case.

260. Hypotheses concerning the motives and the perpetrators of the crime have been launched and are being checked.

261. It has been proven beyond any doubt that the other two individuals in the shooting were not connected in any way either with the crime or with the murdered Mr. B. Tsankov.

262. All new information on the pre-trial proceedings is analysed both independently and through the prism of the available evidence, and all necessary and possible activities connected with the investigation and with the operational-investigative measures are conducted with a view to guaranteeing objective criminal proceedings and for finding the perpetrators of the incriminating act.

263. The murderers of Mr. B. Tsankov have not been identified yet. It is an important fact that criminal charges have been filed against a person suspected of the murder of Mr. B. Tsankov. However, no concrete results can be announced before the completion of the investigation.

264. Murders committed through incitation as a form of complicity under Article 20, Paragraph 3 of the Penal Code of the Republic of Bulgaria are a fact, albeit they are rare in the country. These criminal acts pose a high degree of public threat and reveal a good organisation on the part of the perpetrators. Teams of the best professionals of the Ministry of Interior take part in the investigation conducted under the direct guidance of the Prosecutor's Office of the Republic of Bulgaria. The criminal acts connected with or

committed by organised crime in the country are difficult to prove, and the steps taken to investigate them do not always produce the results desired and awaited by society within short time frame.

Observations

265. The Special Rapporteur thanks the Government of Bulgaria for the detailed response provided to her communication dated 13 January 2010 and takes note of the measures taken by the Government to investigate the murder of Mr. Tsankov.

Burundi

Allegation letter

266. On 21 May 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Independent Expert on the situation of human rights in Burundi, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent an allegation letter concerning Ms. **Neela Ghoshal**, Human Rights Watch's researcher in Burundi.

267. According to the information received, on 18 May 2010, the Minister of Foreign Affairs of Burundi informed Ms. Ghoshal in a letter that the Government had decided to cancel Ms. Ghoshal's status as the representative of Human Rights Watch in Burundi and demanded that she cease her activities and leave the country.

268. The decision of the Government was reportedly based on the report that Human Rights Watch issued on 14 May 2010 regarding escalating violence in the run-up to the elections. The report documented instances of violence carried out by and against members of political parties, which reportedly was not properly investigated by the police.

269. Concern was expressed that the decision to cancel the work permit of Ms. Neela Ghoshal and to order her to leave the country might be directly related to her peaceful activities in defence of human rights, in particular her activities as a researcher of Human Rights Watch.

Observations

270. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 21 May 2010, 26 November 2009, 3 April 2009, and 4 December 2008. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken as well as protective measures taken.

Cambodia

Letter of allegations

271. On 22 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, sent a letter of allegations to the Government concerning the alleged forced testing of unproven medication on people who use drugs.

272. According to information received, a private company, Ben Tre Fataco General Import-Export and Trading Service Co., based in Ho Chi Minh City, Vietnam, had approached the National Authority for Combating Drugs (NACD) and its Secretariat-General (NACD-SG), as well as the Ministry of Health (MoH) in Phnom Penh, Cambodia, aggressively promoting a medicine called 'Bong Sen', and marketed as a traditional herb medication with the brand name 'Lotus', to detoxify people who use drugs (PWUD's), especially opiate dependent people.

273. According to the information received, the Cambodian authorities had agreed to a request for the medication to be used by people who use drugs in Cambodia, and that the four doctors associated with said private company promoting the use of the drug in Cambodia needed to complete their work within the following 7-10 days before having to return to Vietnam.

274. Reportedly, under the National Authority for Combating Drugs (NACD) and with the consent of the Ministry of Health, the first attempts to test this medication were made with individuals detained in My Chance (Oksas Knyom), a compulsory treatment facility, but found that no one detained there tested positive for opiates. The NACD then contacted two non-governmental organizations dealing with harm reduction to request that they involve their participants in the trial of the medicine.

275. According to the information received, both NGOs said that they could not agree to the trial until they received information about the registration of the medicine in Cambodia and proof of phase 1 and phase 2 trials. They also asked that informed and voluntary consent be required in writing from any person who wished to be involved in the activity. These conditions were allegedly not accepted, and officials insisted that the trials needed to begin immediately, because the Vietnamese doctors were only in town for a short time.

276. Reportedly, no information is known to exist as to the efficacy of 'Lotus' for the detoxification of opiate dependent people, nor to its side effects or interactions with other drugs. Furthermore, 'Lotus' has not been registered by the Ministry of Health for use in Cambodia, and no ethical review has been undertaken in Cambodia related to any form of related research. Concerns have been raised about the acquiescence by the Ministry of Health to the demands of the NACD vis-à-vis allowing use of a non-registered drug on Cambodian citizens and seeking NGO cooperation to facilitate such illegal practices.

277. It is also alleged that, between 10 and 14 December 2009, NACD has arrested 21 people who use drugs on the street and has taken them to "My Chance" facility for mandatory treatment with "Lotus". At least one of those arrested is known to be living with HIV.

Urgent appeal

278. On 14 September 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of Mr. **Leang Sokchouen**, Mr. **Tach Vannak**, Mr. **Tach Le** and Mr. **Tach Khong Phoung**. Mr. Leang Sokchouen is a staff member of the local human rights NGO LICADHO working to protect human rights in Cambodia and to promote respect for civil and political rights by the Cambodian Government and institutions.

279. According to the information received, on 30 August 2010, Mr. Leang Sokchouen, Mr. Tach Vannak and Mr. Tach Le were sentenced to two years in prison and a two million riels fine (approximately US\$ 500). Another defendant, Mr. Tach Khong Phoung, was tried in absentia and sentenced to three years imprisonment.

280. Mr. Leang Sokchouen and others were reportedly accused of distributing anti-Government fliers in Takeo Province on 4 January 2010. Mr. Sokchouen was a longtime acquaintance of co-defendant Mr. Tach Khong Phoung but, according to reports received, he has consistently testified that he had no knowledge of the flier incident.

281. It has come to our attention that the trial on 30 August was marked by a number of deficiencies that would indicate that the defendants did not enjoy a fair trial. According to the information received, Mr. Sokchouen was arrested without prior notice early on a Saturday morning and was held incommunicado for more than 33 hours. During this time, he was reportedly detained inside the Ministry of Interior's National Police Headquarters without access to a lawyer; a violation of Article 98 of the Cambodian Code of Criminal Procedure.

282. It has been alleged that the official investigation report did not confirm that the police arrested the correct man since investigators identified the suspect in the alleged phone calls as "Mr. L. Sokly," a Vietnamese national living in Phnom Penh's Russei Keo district. Mr. Sokchouen is a Khmer national living in the Sen Sok district.

283. Furthermore, one of the defendants, Mr. Tach Vannak, who had initially claimed during his detention at the Ministry of Interior's National Police that Leang Sokchouen had been involved in distributing the fliers, allegedly retracted part of his earlier statement during the hearing stating that he only implicated Mr. Sokchouen because of false promises made by police interrogators. He claimed police promised him that he would be allowed to go back to his family in exchange for his cooperation. However, the judge reportedly ignored the retraction. The defendant also claimed that there was police misconduct, yet the judge allegedly ignored what was said in his courtroom and instead relied on police paperwork.

284. According to the information received, the evidence provided by the police against Mr. Sokchouen consisted of a list of phone numbers claiming Mr. Sokchouen and Mr. Tach Khong Phoung had called each other. Furthermore, the judge reportedly relied entirely on written statements and four alleged witness statements from police officers, all of which were produced by the prosecutor. It has been reported that none of these individuals were called to court by the investigating judge or cross-examined by the defence.

285. During the trial, the judge reportedly stated that in-court testimonies by the three accused "could not be trusted" and based his decision entirely upon the police report and interrogation. Article 118 of the Cambodian Code of Criminal Procedure states that police reports can be used for "information only," but that they may also be considered as evidence if they are not "proven false." According to the information received, despite strong evidence that the police report was false, the judge did reportedly not evaluate its veracity.

286. According to reports received, the Court did not examine whether the distribution of the leaflets constituted a crime in the first place. During the hearing, there was allegedly only marginal examination of whether the leaflets and their dissemination constituted the crime of "disinformation" under article 62 of the UNTAC penal provisions which defines it as the "publication or dissemination of false information in bad faith with malicious intent, which has disturbed or is likely to disturb public peace".

287. In his justification, the Prosecutor reportedly stated that the leaflets constituted criticism to Cambodia's leadership and that they could have caused social unrest. In the announcement of the verdict, the trial judge did not provide any further elaboration on this argument. According to the information received, Mr. Leang Sokchouen has lodged an appeal to the verdict.

288. Concern was expressed about the situation of Mr. Leang Sokchouen, Mr. Tach Vannak, Mr. Tach Le and Mr. Tach Khong Phoung and the allegations that the conviction of Mr. Leang Sokchouen and the three other defendants may constitute a violation of the right to freedom of expression and the right to a fair trial. In addition, concern was expressed that the prosecution of Mr. Leang Sokchouen, a human rights defender, on the basis of alleged questionable evidence may have an adverse impact on the working climate for human rights defenders in the country.

Letter of allegations

289. On 6 October 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations to the Government concerning the situation of Mr. **Ath Thorn**, President of the Cambodian Labour Confederation (CLC); Ms. **Morm Nhim**, President of the Cambodian National Confederation (CNC) and Mr. **Tola Moeun**, Head of the Labour Programme at the Community Legal and Education Training Centre (CLEC).

290. According to the information received, on 15 September 2010, it was announced that law suits for inciting garment workers to strike would be filed against a group of nine people, including the above mentioned union leaders and labour activists – Mr. Ath Thorn, Ms. Morm Nhim and Mr. Tola Moeun. The strike was reportedly scheduled to take place between 13 and 18 September 2010, but it was postponed due to the alleged invitation to the CLC and CNC to attend a negotiation meeting at the MoSalvy on 27 September 2010.

291. Previously, on 23 July 2010, Mr. Ath Thorn was reportedly warned that he would face criminal proceedings if he continued to oppose the minimum wage decision. Furthermore, in mid-August, Mr. Ath Thorn allegedly received a warning not to go out at night. According to the information received, on 17 August 2010, an assistant of the union leader received a phone call from an unidentified caller concerning Mr. Ath Thorn's activities and actions relating to wages for garment workers. Around the same date, Mr. Tola Moeun was reported that union leaders and campaign supporters were likely to be charged with incitement. In addition, on 28 August 2010, the CLC received the following anonymous phone call stating: "Please tell all your supervisors to not be strong. Be careful".

Observations

292. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to any of her three communications sent during the reporting period dated 22 January 2010, 14 September 2010 and 6 October 2010. She also regrets that no response to her communications sent during the previous period dated 3 April 2009 and 26 May 2009 had been received. The Special Rapporteur considers response to her communications to be an important part of the cooperation between governments and her mandate and as such requests that the Government of Cambodia provide details about the issues raised in the aforementioned communication at its earliest convenience.

293. The Special Rapporteur reiterates her concern regarding the general situation for human rights defenders in Cambodia and reported acts of intimidation, arrests and judicial harassment as well as restrictions to their legitimate right to freedom of opinion and expression. The Special Rapporteur urges the Government to take the necessary measures to ensure the existence of an environment which is conducive to the work of all human

rights defenders allowing them to carry out their legitimate work without fear of persecution.

Cameroon

Appel urgent

294. Le 8 avril 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé un appel urgent sur la situation de Mme **Maximilienne Ngo Mbe**, Secrétaire Générale de l'association Solidarité pour la promotion des droits de l'homme et des peuples (PRODHOP) et Directrice Exécutive du Réseau des défenseurs des droits humains de l'Afrique Centrale (REDHAC), M. **Alex Gustave Azebaze**, journaliste et membre du PRODHOP, et M. **Simon Hervé Nko'o**, journaliste au sein de l'hebdomadaire *Bebela*.

295. Selon les informations reçues, le 20 mars 2010, Mme Maximilienne Ngo Mbe aurait reçu une lettre anonyme la menaçant dans les termes suivants : « Vous avez intérêt à vous taire. Sinon, même votre travail va finir. Vous allez payer très cher par tous les moyens pour tous ce que vous faites pour salir l'image du Président de la République ». Par ailleurs, en août 2009, en l'absence de Mme Maximilienne Ngo Mbe, un inconnu se serait introduit dans son domicile et en février 2009, un de ses enfants aurait fait l'objet de menaces anonymes.

296. M. Alex Gustave Azebaze serait poursuivi pour 'propagation de fausses nouvelles' et 'détention illégale des documents' suite à ses dénonciations relatives au procès pour corruption, présenté comme inéquitable, intenté contre d'anciens ministres et fonctionnaires arrêtés dans le cadre de l'Opération Epervier.

297. Enfin, M. Simon Hervé Nko'o aurait été détenu incommunicado du 5 au 12 février 2010, prétendument pour avoir joué un rôle dans des enquêtes dans le cadre d'une affaire de détournement de fonds publics. M. Simon Hervé Nko'o aurait rapporté des actes de torture perpétrés à son encontre, en utilisant de l'eau, en le privant de sommeil et en l'exposant au froid pendant sa détention. Par ailleurs, il aurait été sévèrement battu sur la plante des pieds, comme l'attesterait un certificat médical.

298. De sérieuses craintes ont été exprimées quant au fait que les menaces contre Mme Maximilienne Ngo Mbe et sa famille, les poursuites contre M. Alex Gustave Azebaze et la détention incommunicado de M. Simon Hervé Nko'o et les actes de torture qu'il aurait subis, soient liés à leurs activités de promotion et de protection des droits de l'homme, et ce dans l'exercice de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Appel urgent

299. Le 12 mai 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent sur la situation sur le décès de M. **Germain Cyrille Ngota Ngota**, dit **Bibi Ngota**, directeur de publication de Cameroun Express, et la situation de MM. **Serge Sabouang** et **Robert Mints**, respectivement directeurs de publication des bimensuels *La Nation* et *Le Devoir*, et M. **Hervé Nko'o**, journaliste à l'hebdomadaire *Bebela*.

300. Selon les informations reçues, le 5 février 2010, MM. Ngota, Mints et Nko'o auraient été arrêtés par des éléments de la Direction générale des renseignements (DGRE).

Un jour plus tard, M. Sabouang aurait été arrêté à son tour. Les quatre journalistes auraient été arrêtés suite à une plainte de M. Laurent Ezzo, Secrétaire général de la présidence de la République, pour « faux et usage de faux et imitation de la signature de hauts responsables de la République ». Il est allégué que M. Mintsas avait sollicité une audience avec M. Ezzo afin de porter à sa connaissance un document présenté comme portant sa signature et attribuant des paiements suspects à certains hauts responsables dans l'administration dans le cadre de l'achat d'un bateau-hôtel par L'Etat camerounais.

301. Il est allégué que les quatre journalistes auraient été torturés dans les services de la DGRE jusqu'au 12 février, jour de leur libération. M. Soubouang aurait reçu 50 coups et aurait été forcé de dormir à même le sol. Actuellement M. Soubouang souffrirait de douleurs dans le dos et de palpitations cardiaques et aurait des difficultés à marcher. Quant à M. Mintsas, celui-ci présenterait des troubles du comportement et souffrirait de nombreuses douleurs et de vertiges. A ce jour, M. Nko'o vivrait dans la clandestinité.

302. Le 28 février 2010, MM. Sabouang et Mintsas auraient été arrêtés par des éléments de la police judiciaire et détenus jusqu'au 9 mars, avant d'être placés en garde à vue dans les locaux du commissariat central du 9 au 10 mars, puis transférés le 10 mars à la prison centrale de Kondengui à Yaoundé. M. Mintsas aurait déposé une demande de mise en liberté sous caution, qui aurait été refusée.

303. Le 10 mars 2010, M. Ngota aurait été arrêté alors qu'il se faisait soigner à l'hôpital de Biyem Assi à Yaoundé. Il aurait été incarcéré à la prison centrale de Kondengui à Yaoundé. Dans la nuit du 21 au 22 avril 2010, M. Ngota serait décédé des suites de mauvaises conditions de détention. M. Ngota souffrait d'hypertension et de fortes poussées de fièvre. M. Ngota aurait été contraint de dormir à même le sol en l'absence de lit pour les nouveaux détenus. Lorsqu'il pleuvait, le sol de la cellule était trempé et M. Ngota, affaibli, ne pouvait plus se lever ; ses co-détenus marchaient alors sur lui pour sortir de la cellule. Une demande pour changer M. Ngota de cellule avait été adressée au Procureur de la République par des amis de celui-ci, mais cette demande avait été déboutée. Le Gouvernement aurait prescrit l'ouverture d'une enquête judiciaire afin de clarifier les circonstances entourant le décès de M. Ngota.

304. De graves préoccupations ont été exprimées quant au décès de M. Ngota au cours de sa détention préventive. Des craintes similaires sont également exprimées quant à la situation physique et psychologique de MM. Sabouang, Mintsas et Nko'o.

Réponse du Gouvernement

305. Dans une lettre en date du 3 juin 2010, le Gouvernement que M. Germain Cyrille Ngota Ngota a été interpellé par la Police Nationale, présenté devant un Juge d'Instruction et mis en détention provisoire par celui-ci, ainsi que deux autres de ses co-accusés, dans les locaux de la Prison Centrale de Yaoundé, non point en sa qualité de journaliste, ni même du fait de ses articles de presse et encore moins comme défenseur des droits de l'homme au Cameroun, mais bien dans le cadre d'une affaire de droit commun relevant strictement de la sphère de sa vie privée mais gravement attentatoire aux lois et règlements de la République et ce pour les chefs d'inculpation suivants : faux, usage de faux, imitation de signature, falsification du Sceau de l'Etat, tentative d'extorsion de fonds, de chantage et diffamation. Sitôt connue la nouvelle du décès de M. Ngota Ngota, le Président de la République du Cameroun a aussitôt diligenté une enquête indépendante incluant notamment les membres de la propre famille du disparu aux fins d'élucider les circonstances exactes de cette disparition. Une copie de ce rapport sera envoyée au Rapporteur spécial dès que celui-ci aura été rendu disponible.

Observations

306. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement de sa réponse, mais regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux communications en date du 8 avril 2010, 7 janvier 2009, du 14 octobre 2008 et du 28 avril 2008. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs familles.

307. La Rapporteuse spéciale demeure préoccupée par le sort de MM. Sabouang, Mintsá et Nko'o et demande à nouveau au Gouvernement de lui fournir des informations quant à leur situation.

Canada

Urgent appeal

308. On 26 February 2010, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government concerning the situation of staff members of the **International Center for Human Rights and Democratic Development** (Rights & Democracy). Rights & Democracy is a non-partisan organization created by the Canadian Parliament in 1988. The organization has consultative status with the United Nations Economic and Social Council and works with individuals, organizations and governments in Canada and abroad to promote human rights.

309. According to the information received, it is alleged that recent appointments of several members to the Board of Directors of Rights & Democracy have been politically motivated. Their appointment, rather than strengthening a leading and well-respected human rights organization, allegedly contributed to tensions.

310. In particular, it is alleged that since March 2009 and the nomination of a new Chair of the Board of Directors by the Government, the work carried out by Rights & Democracy's staff in cooperation with various UN human rights bodies and mechanisms has been systematically attacked and denigrated by the Board of Directors. In particular, the professional integrity and reputation of members of the staff and the late President Mr. Remy Beaugard have allegedly been systematically questioned.

311. It is further alleged that in June 2009 and on 7 January 2010, during meetings of the Board of Directors, the professional integrity of Mr. Beaugard was attacked and he was allegedly accused of mismanagement of the budget of the organization by several Directors of the Board. Following the January meeting, two Board's members including Ms. Sima Samar, chair of the Afghanistan Independent Human Rights Commission and Mr. Payam Akhavan, a McGill professor of international law, reportedly resigned in protest of the alleged Board's politically motivated decision not to reappoint one of its three international members, Mr. Guido Riveros Franck.

312. By letter to the Board dated 11 January 2010, several staff members of Rights & Democracy denounced the pattern of harassment against Mr. Beaugard and asked for the resignation of three members of the Board nominated by the Government.

313. On 29 January 2010, the Director of Administration and Resources, the Director of Policy, Programmes and Planning as well as the Director of Communications were

allegedly suspended sine die without justification. It is alleged that this suspension is impeding the activities of Rights & Democracy since the approvals and signatures of these three Directors are required for the daily running of the organization. It is further alleged that this situation is undermining the organization's capacity to provide support to victims of human rights violations.

314. Furthermore, it is alleged that the Board of Directors ordered the official closure of the office of Rights & Democracy in Geneva despite a positive evaluation conducted by a private consultant in 2009.

315. Concern was expressed that the suspension of the three Directors, the closure of the Geneva office as well as the alleged campaign of intimidation against the staff members of Rights & Democracy might be directly related to their legitimate work in defense of human rights. Further concern was expressed that the appointments to the Board of Directors may be politically motivated, calling into question the independence of Rights & Democracy as well as affecting its non-partisanship.

Letter of allegations

316. On 29 July 2010, the Special Rapporteur sent a letter of allegation to the Government concerning the situation of staff members of the International Center for Human Rights and Democratic Development (Rights & Democracy). Rights & Democracy is a non-partisan organization created in 1988 by the Canadian Parliament. The organization has consultative status with the United Nations Economic and Social Council and works with individuals, organizations and governments in Canada and abroad to promote human rights. The situation of the staff members of Rights & Democracy was the subject of a previous communication dated 26 February 2010. On 21 July 2010, your Excellency's Government has replied indicating that there would be an unavoidable delay in replying to this communication.

317. However, according to the new information received, on 15 June 2010, the Standing Committee on Foreign Affairs and International Development of the House of Commons adopted a report on the situation of Rights and Democracy. The Committee made a number of recommendations and requested that your Excellency's Government table a comprehensive response to its report.

Response from the Government

318. In letters dated 21 July 2010 and 17 January 2011, the Government responded to the communications sent on 26 February 2010 and 29 July 2010.

319. The International Centre for Human Rights and Democratic Development Act, which established Rights and Democracy, was passed by Parliament in 1985. Rights and Democracy is a shared governance organization. This term is used to describe organizations to which the government may appoint a number of their Board of Directors, and provide funding for their operations. While they may be created by statute and have a statutory mandate, shared governance organisations operate at arm's length from government. Accordingly, Rights and Democracy is responsible for its internal operations, including staffing and budgeting.

320. It should be noted that Rights and Democracy is an arm's length and not an "independent" organization. It does not perform any kind of quasi-judicial function nor is it involved in the administration of justice in Canada.

321. Under the terms of the Act that created Rights and Democracy, the organisation's mandate is to initiate, encourage and support cooperation between Canada and other countries in the promotion, development and strengthening of democratic and human rights institutions and programmes that give effect to the rights and freedoms enshrined in the International Bill of Human Rights. Any association Rights and Democracy chooses to have with the United Nations is not set out in the legislation and the Government of Canada was not involved in any decisions leading to the closure of the Geneva office. In order to carry its mandate, Rights and Democracy supports development programmes for the benefit of developing countries, as well as research and information exchange among people and institutions in Canada and other countries.

322. Rights and Democracy is overseen by a Board of Directors and managed by a President, who has a voting seat on the Board. The Board sets the organisation's priorities and the President is responsible for day to day operations. Rights and Democracy staff are not employed by the Public Service Commission of Canada, although they are deemed to be public servants so that they may participate in the pension plan created for the public service.

323. Rights and Democracy is financed primarily through an annual Parliamentary appropriation administered by Foreign Affairs and International Trade Canada. In addition, Rights and Democracy receives separate funding from the Government of Canada for specific projects, including in Afghanistan and Haiti.

324. Rights and Democracy's enabling legislation provides that the Board of Directors of the Centre consists of a Chairman, a President and eleven other Directors. Legislation also provides that the Chairman, a President and eight Directors be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for terms not exceeding three years while the President be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for a term not exceeding five years. Three additional Board Members, representing human rights and democracy experts from outside Canada, are selected by the Board itself.

325. Governor in Council appointments are those made by the Governor General on the advice of the Queen's Privy Council of Canada (i.e. the Cabinet). They are made through an Order in Council and can range from Board Members to Heads of agencies and Chief Executive Officers. The Privy Council Office assists the Government by developing and delivering human resources management policies and services for the effective recruitment, selection, retention and management of Governor in Council appointees.

326. The Act establishing Rights and Democracy requires that the Board have knowledge of Canadian foreign policy and experience in international development, development of democratic institutions, promotion of human rights internationally and international law relating to individual and collective rights. The composition of the Board of Directors reflects the mix of competencies needed on the Board and meets legislative requirements.

327. Pursuant to the Act creating Rights and Democracy, the Government of Canada consults in writing with the Opposition Parties present in Parliament before appointing anyone to the Board of Rights and Democracy. In 2009, the Government of Canada consulted the Opposition Parties on the proposed appointment of six Board Members. In all cases the Government had confidence in the skills and competencies of the proposed candidates and proceeded with their appointment.

328. On March 29, 2010, the Government of Canada appointed a new President of Rights and Democracy, Mr. Gérard Latulippe. Mr. Latulippe is a former Labour Lawyer and a former Quebec Provincial Cabinet Minister. Prior to taking up his new appointment, Mr. Latulippe was the Head of the Haiti Office for the National Democratic Institute, the well-known Washington-based democracy support organization. Biographical notes on Mr. Latulippe were enclosed in the governmental response.

329. As part of the appointment process, the Government of Canada consulted with Opposition Parties on Mr. Latulippe's appointment prior to his confirmation.

330. Rights and Democracy is not an agent of the Government of Canada. Under the terms of its legislation, it is responsible for its internal operations. The Government of Canada was not consulted by the interim President in advance of his decisions to suspend and then dismiss the three senior Managers. The Government of Canada has no further information on the suspension and dismissal.

331. The Government of Canada had taken the issues affecting Rights and Democracy very seriously. I met with the Chairman of the Board on February 4, 2010, to reiterate the Government's support for Rights and Democracy and to discuss the government of the organisation. The Government moved quickly, within the scope of its powers, to address the vacancy in the position of President less than three months following the death of the previous President.

332. Canada created Rights and Democracy over 25 years ago and has provided financial support to enable it to initiate and support projects that contribute to the realization of human rights and democratic development, which are policy objectives of the Government of Canada.

333. The Government of Canada is strongly committed to the promotion of human rights and support for democratic development around the world.

334. In its response, the Government of Canada also included the main text of the International Centre for Human Rights and Democratic Development Act (1985), as well as a Governmental response to the Report of the Standing Committee on Foreign Affairs and International Development entitled Rights and Democracy: Moving towards a Stronger Future.

Observations

335. The Special Rapporteur thanks the Government of Canada for the detailed response to her communications sent by during the reporting period dated 22 January and 14 September.

Chile

Carta de alegaciones

336. El 15 de octubre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción y la protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión; y el Relator Especial sobre la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la situación del Sr. **Cristian García Quintul** y otros activistas indígenas Mapuches de la municipalidad de Puerto Montt, Chile. El Sr. García Quintul es Presidente de la Asociación Newen Llifken, una organización indígena Mapuche.

337. Según la información recibida, el 18 de septiembre de 2010, un contingente de Carabineros habría impedido manifestarse a un grupo de activistas Mapuche, entre ellos el Sr. García Quintul, y habría hecho uso excesivo de la fuerza con algunos activistas al llevar a cabo varias detenciones policiales. En este contexto, el Sr. García Quintul habría sido

víctima del uso desmedido de la fuerza así como de amenazas y hostigamiento judicial por parte de oficiales Carabineros.

338. Según se informa, aproximadamente a las 10:30 de la mañana del día 18 de septiembre, un contingente de Carabineros habría impedido el acceso a un grupo de activistas Mapuche, incluyendo miembros de organizaciones y comunidades diversas, que caminaban pacíficamente hacia la Plaza de Armas de Puerto Montt. Al llegar a la calle Quillota con Urmeneta, el grupo Mapuche habría sido interceptado por dicho contingente de Carabineros, el cual se encontraba en las inmediaciones de la Catedral. Cuando los dos grupos se habrían encontrado, se habría generado una discusión en la que miembros del grupo de activistas habrían preguntado por qué no se les dejaba pasar a la Plaza de Armas. Un oficial Carabinero de alto rango y a cargo del dispositivo policial habría justificado la prohibición, diciendo "...yo soy quién tiene la autoridad y decido si les doy o no acceso a la Plaza de Armas". Dada dicha respuesta, el Sr. Eric Vargas, un Lonko Mapuche, habría denunciado el supuesto abuso de autoridad y violación del derecho de reunión ante los medios de comunicación presentes.

339. Según informes recibidos, posteriormente, dicho oficial Carabinero habría dado la autorización a viva voz de que el grupo de defensores podía pasar. No obstante, segundos más tarde, el mismo oficial habría dado orden a los funcionarios de las fuerzas especiales Carabineros de que detuvieran inmediatamente a todos los activistas y que les subieran al autobús policial. Seguidamente, se alega que varios Carabineros, incluyendo personal vestido de civil, habrían cogido violentamente al Sr. Cristian García Quintul, reduciéndole por la espalda e inmovilizándolo, supuestamente con golpes de pies y puños en piernas, brazos y rodillas, los cuales le habrían causado lesiones de mediana gravedad. Además, se alega que le habrían tirado del pelo y las orejas y le habrían torcido las muñecas. Se alega asimismo que el Sr. García Quintul habría sido golpeado, insultado y amenazado de nuevo después de ser introducido en el vehículo policial.

340. Seguidamente, según las alegaciones recibidas, los Sres. García Quintul y Vargas, junto con la Sra. Mónica García Quintul, hermana del Sr. García Quintul, habrían sido trasladados a la 2º Comisaría Policial de Puerto Montt sin serles leídos sus derechos ni ser informados de las razones de su detención. En dicha comisaría los oficiales les habrían quitado sus pertenencias y, después de llevarles al Hospital Base de Puerto Montt para constatar lesiones, les habrían metido en el calabozo.

341. Aproximadamente a las 14:30 de ese mismo día, tras la intervención de su abogado, el Sr. Vargas y la Sra. García Quintul habrían sido puestos en libertad. No obstante, el Sr. García Quintul habría permanecido detenido acusado de agresión a un carabinero, por lo que más tarde le habrían trasladado al Recinto Penitenciario de Alto Bonito. Sin embargo, según las alegaciones recibidas, existirían varios documentos gráficos que mostrarían que habría sido muy difícil para el Sr. García Quintul agredir a un carabinero debido a la manera en que fue inmovilizado durante su arresto. Según se informa, durante su detención en la Comisaría y en el transcurso del camino hacia el Recinto Penitenciario el Sr. García Quintul habría recibido repetidas amenazas en las que se le habría indicado que él y su familia serían perseguidos y detenidos.

342. Según la información recibida, el 19 de septiembre 2010, el Sr. García Quintul habría sido presentado ante el Fiscal Militar de Puerto Varas ya que se habría invocado en su contra la Ley de Justicia Militar. Seguidamente, dicho fiscal habría decidido dejar al Sr. García Quintul en libertad y habría dictado una orden para investigar los hechos de su actuación así como las circunstancias de su detención y el supuesto uso desmedido de la fuerza por parte de los Carabineros.

343. Se han recibido alegaciones de que estos actos habrían tenido lugar en el contexto de una supuesta campaña de seguimiento y vigilancia policial del Sr. García Quintul y sus

compañeros activistas Mapuche durante los días precedentes, mientras éstos habrían estado desarrollando varias actividades con el fin de lograr la atención pública sobre la situación de los presos Mapuche a la vez que un grupo de los mismos mantenía una huelga de hambre, la cual habría cesado el día 9 de octubre de 2010.

344. Se expresó preocupación de que los actos descritos arriba pudieran estar relacionados con las actividades de promoción y protección de los derechos humanos por parte de los citados activistas Mapuches. Se expresa asimismo preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Cristian García Quintul y de su familia.

Observaciones

345. La Relatora Especial lamenta que al finalizar este informe, no se había recibido una respuesta a su comunicación del 15 de octubre de 2010. La Relatora Especial considera que el responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental de la cooperación de los Estados con el mandato y por ello que insta al Gobierno chileno a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

346. La Relatora Especial reitera su preocupación por la integridad física y psicológica de los defensores que trabajan por los derechos de los pueblos indígenas e insta al Gobierno a continuar con sus esfuerzos para garantizar un ambiente seguro en el que los defensores puedan llevar a cabo su trabajo.

China (People's Republic of)

Letter of allegations

347. On 31 December 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, sent a letter of allegations concerning the transmission of HIV through contaminated blood transfusions, and the situation of two women living with HIV who have reportedly been detained for their HIV-related advocacy activities.

348. According to the information received, **Ms ZHAO Fengxia and Ms CAO Lanying**, both residents of Ningling City, Shangqiu District in Henan Province, were allegedly infected with HIV by contaminated blood transfusions in Ningling City Maternal and Child Health Hospital. Ms. LI Xige, an AIDS advocate from Ningling City, Shangqiu District in Henan Province, was reportedly also infected with HIV by contaminated blood at the same hospital during delivery by a Cesarean section. Ms ZHAO Fengxia is a 34-year-old Han Chinese farmer residing in Huangzhuang Village of Huangpu township, Ningling City, Shangqiu District of Henan Province in China. Ms CAO Lanying is a 39-year-old Han Chinese farmer residing in Caozhuang Village of Huangpu township, Ningling City, Shangqiu District of Henan Province in China.

349. On July 29, Ms. Zhao and Ms. Cao, together with a party of seven people, traveled to Beijing for the sixth time to submit a petition demanding that the national government compel the local government of Ningling City to recognize that people have been infected with HIV by blood transfusions, and to request that the local government take measures to address economic difficulties faced by families affected by HIV and AIDS. The protesters also demanded that the state investigate responsibility for the contaminated blood transfusions and compensate affected persons according to the law.

350. Upon their return to Henan on 11 August 2009 Ms. Zhao and Ms. Cao were allegedly arrested by the Ningling City Public Security Bureau with a warrant approved by the Procurator on charges of extortion. They are currently in custody at the Ningling City Detention Center. According to the information received, Ms. Cao's husband has been unable to visit his wife and confirm that she is getting needed medical treatment.

351. It was further reported that the police has frequently responded to peaceful protests with arrest and sometimes with charges of extortion. It was alleged that authorities have repeatedly attempted to silence those demanding redress for the HIV transmission cases by blood transfusion, by allegedly shutting down independent AIDS groups, threatening and beating journalists and AIDS activists. Reportedly, AIDS advocates had written to the Ministry of Justice in the case of Ms. Zhao and Ms. Cao, but have received no reply.

Response from the Government

352. In a letter dated 9 April 2010, the Government responded to the communication sent on 29 December 2009 but, at the time of finalization of this report, the reply of the Government had not been translated.

Letter of allegations

353. On 7 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent a letter of allegations concerning the situation of **Mr. Liu Xiaobo**. Mr. Liu is a well-known Chinese writer, intellectual and human rights activist. Mr. Liu was the subject of two previous urgent appeals sent to the Government of the People's Republic of China. The most recent urgent appeal was sent on 24 December 2008, and concerned his arrest and detention on suspicion of "inciting subversion of State power" on 8 December 2008, one day before the release of Charter 08, a public appeal calling for reforms to promote democracy and human rights in the People's Republic of China.

354. According to the information received, on 25 December 2009, Mr. Liu Xiaobo had been convicted of "inciting subversion of State power" by the Beijing No. 1 Municipal Court and sentenced to 11 years in prison, with two years' deprivation of political rights, for his involvement in drafting and organizing the signing of Charter 08. Allegedly, six other articles written by Mr. Liu Xiaobo between October 2005 and July 2007, which were critical of the Chinese Government, had also been used as evidence to convict him.

355. It was alleged that Mr. Liu's defence lawyers were notified about the trial date only three days in advance and that, during the trial held on 23 December 2009, which lasted less than three hours, they were given less than 20 minutes to present their arguments. Similarly, Mr. Liu was interrupted and not allowed to finish his remarks. It is also alleged that the trial was mostly closed to the public as only his brother and his brother in law could be present. His wife was denied access to the Court and supporters, reporters and foreign diplomats were barred from observing the trial.

356. Furthermore, Mr. Liu had been reportedly imprisoned and held under house arrest for his writings and activism on several occasions, including around 18 months of prison in 1989, for participating in a student democracy movement, and a three-year of re-education through labour sentence in 1995 for criticizing the Government.

357. Concern was expressed that the conviction and sentence to 11 years prison of

Mr. Liu may have been related to his non-violent exercise of his right to freedom of expression.

Response from the Government

358. In a letter dated 9 April 2010, the Government responded to the communication sent on 7 January 2010 but at the time this report was finalized the reply of the Government had not been translated.

Urgent appeal

359. On 15 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal concerning the situation of **Zhao Shiyong**, also known as Zhao Dagong. Mr. Shiyong is a Chinese writer calling for democratic reform in China.

360. According to the information received, on 11 January 2010, Mr. Shiyong, his wife and adult son were allegedly arrested by a dozen of police officers at their home in Shenzhen. It is alleged that the police searched their house and confiscated two computers, documents, personal letters and books belonging to Mr. Shiyong without giving any justification. Mr. Shiyong's wife and son were released on the same day but told by the police not to talk about their arrest and questioning.

361. On 12 January 2009, Mr. Shiyong's wife was allegedly told by the police that her husband was being investigated but the police refused to reveal the charges pending against him.

362. It was alleged that the arrest and detention of Mr. Shiyong followed his signature of Charter 08, a public appeal calling for reforms to promote democracy and human rights in China, as well as his support to Mr. Liu Xiaobo, a Chinese writer and the author of Charter 08 who had been convicted. On 16 December 2009, Mr. Shiyong published a statement on the internet seeking to share responsibility for the writing of Charter 08 with Mr. Liu Xiaobo. Mr. Liu Xiaobo was the subject of three previous communications sent to your Excellency's Government. The most recent allegation letter was sent on 5 January 2010 and concerned his conviction and sentence to 11 years prison for "inciting subversion of State power".

363. Concern was expressed that the arrest and detention of Mr. Shiyong might have been directly related to his work in defense of human rights and notably the non-violent exercise of his right to freedom of expression. Further concern was expressed that his detention may form part of a broader pattern to intimidate signatories and supporters of Charter 08.

Response from the Government

364. In a letter dated 23 February 2010, the Government responded to the communication sent on 15 January 2010 but at the time this report was finalized the reply of the Government had not been translated.

Letter of allegations

365. On 22 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a

letter of allegations regarding the situation of **Mr. Feng Zhenghu**, a Chinese human rights lawyer residing in Shanghai. Mr. Feng is the signatory of Charter 08, a public appeal calling for reforms to promote democracy and human rights in China. He is also the publisher of “Witness to judicial injustices in Shanghai”, a pamphlet that call attention to the lack of the independence of the Judiciary in China.

366. According to the information received, on 3 November 2009, Mr. Feng arrived at the Shanghai Pudong Airport. He was allegedly refused entry and placed on a plane back to Japan from where he had departed.

367. Upon arrival in Tokyo, Mr. Feng allegedly gave up his Japanese visa, saying that he did not want to enter Japan, but rather wanted to exercise his legal right to return to his own country and family. As of today, he allegedly remains in the Shanghai airport.

368. It is alleged that between June 7, 2009 and November 3, 2009, Mr. Feng made eight unsuccessful attempts to enter China. Each time he was allegedly denied entry despite of his Chinese passport being valid until 2012.

369. Furthermore, in 2000, Mr. Feng was sentenced to three years in prison for “illegal business activities” following the publication of a book, “Japanese Companies in Shanghai”, without official permission.

370. Concern was expressed that the deportation of Mr. Feng might have been directly related to his work in defense of human rights and notably the non-violent exercise of his right to freedom of expression.

Letter of allegations

371. On 8 April 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations concerning **a series of distributed denial of service (DDoS) attacks against five websites**, Yahoo email accounts of journalists which have been hacked and blocked, or were otherwise rendered inaccessible, and the directive issued by the Internet Affairs Bureau of the State Council Information Office to restrict information regarding Google’s decision to stop filtering search results and to direct all traffic from its servers in mainland People’s Republic of China to the Hong Kong Special Administrative Region.

372. According to information received, between 23 and 24 January 2010, the websites of Chinese Human Rights Defenders (CHRD), Independent Chinese Pen, New Century News, Canyu and Civil Rights and Livelihood Watch were made inaccessible by a series of DDoS attacks. Such attacks consume the website server’s resources so that the server cannot respond to instructions from computers of legitimate users, thus making it impossible to access the website. The frequency of the attack of CHRD’s server was at two Gigabites per second at the height of the incident, which is reportedly the most intense attack the server has experienced, and requires a large number of computers to coordinate the attack.

373. On 25 March 2010, the CHRD website was once again rendered inaccessible by another series of DDoS attacks. The website remained inaccessible at the time of submission of this communication.

374. On the same day, the Yahoo e-mail accounts of approximately ten journalists who covered issues related to the People’s Republic of China were hacked and blocked, or were otherwise rendered inaccessible. Google had previously reported in January that its servers had also been the target of a hacking attack which originated in the People’s Republic of China, and which Google claimed was aimed at gaining access to Gmail accounts of Chinese human rights defenders. The Foreign Correspondents’ Club in Beijing had also warned its members that the Google accounts of some of them had been compromised, as

several journalists discovered that emails from their accounts were being forwarded to unfamiliar addresses.

375. These attacks on 25 March followed an announcement made by Google of its decision to stop censoring Internet search results on their Chinese-language search engine and to direct all traffic from its servers from the mainland People's Republic of China to the Hong Kong Special Administrative Region. Following this announcement, a notice had allegedly been issued by the Internet Affairs Bureau of the State Council Information Office, directing website managers to restrict coverage and discussions of Google's decision.

376. Concern was expressed that the DDoS attacks against several websites of human rights defenders were directly related to their work in defence of human rights. Similarly, concern was expressed that the attacks against Google and Yahoo e-mail accounts of journalists were related to their work in monitoring and reporting on sensitive issues in the People's Republic of China, and raise additional concerns regarding the confidentiality of journalistic sources.

Response from the Government

377. In a letter dated 12 April 2010, the Government responded to the communication sent on 8 April 2010 but at the time this report was finalized the reply of the Government had not been translated.

Urgent appeal

378. On 16 April 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding the state of health of **Mr. Hu Jia**, a Beijing-based HIV/AIDS activist, co-founder and former director of the Beijing Aizhixing Institute for Health Education.

379. Mr Hu Jia has been the subject of communications sent by several mandate holders following his detention on 27 December 2007 and his sentencing on 3 April 2008 to three years and six months' imprisonment and one year of deprivation of political rights for "inciting subversion of state power" and concerning the appeal process on 23 April 2008. The combined response of the Government to these communications was received on 4 June 2008.

380. According to the information received, Mr. Hu Jia was sentenced to 3.5 years in prison in April 2008. He previously suffered from cirrhosis of the liver, and was transferred on 30 March 2010 from Beijing City Prison to Beijing City Hospital to undergo tests. Mr. Hu Jia had remained in Beijing City Hospital since then and allegedly his state of health was rapidly deteriorating. It was believed that the poor nourishment and bad conditions in prison contributed to his ailing health. Although the results of the medical tests had not yet been shared with members of his family, it was feared that Mr. Hu Jia may be suffering from liver cancer. Ms. Zeng Jinyan, the wife of Mr. Hu Jia, had formally requested the relevant prison authorities to release him on medical grounds.

381. Concern was expressed that the living conditions and nourishment in prison might have not been adequate given the rapidly deteriorating health situation of Mr. Hu Jia.

Further concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr. Hu Jia.

Response from the Government

382. In a letter dated 7 June 2010, the Government responded to the communication sent on 16 April 2010 but at the time this report was finalized the reply of the Government had not been translated.

Letter of allegations

383. On 22 April 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations regarding the situation of **Mr. Gu Chuan**, writer and human rights activist. Mr. Gu Chuan was the editor of the website “Blog China” between 2005 and 2008 and has written several articles on the human rights situation in China in printed and online newspapers and magazines. Mr. Gu Chan is also a signatory of Charter 08, a public appeal calling for reforms to promote democracy and human rights in China.

384. According to the information received, on 9 April 2010, Mr. Gu Chuan was arrested in Beijing by three plainclothes policemen and taken away in an unmarked car. He was allegedly interrogated for seven hours.

385. The same day, police officers allegedly searched his apartment in the presence of his wife Li Xinai, without providing a warrant. They allegedly seized two notebook computers, a flash drive and removable hard drive, business cards, magazines, notebooks and the passports of Gu Chuan and Li Xinai. It is alleged that the police also took note of the couple bank details.

386. It is reported that Mr. Gu Chuan was released on the same day after having been warned not to talk about his arrest and interrogation. It is alleged that the arrest of Gu Chan was an act of intimidation aimed at preventing him from participating in a public forum on environmental protection co-organized by Chinese Human Rights Defenders, a network of Chinese and international activists dedicated to the promotion of human rights and strengthening of grassroots activism in China. The forum, who was supposed to be held in Beijing on 10 April 2010, was allegedly canceled under police pressure.

387. Concern was expressed that the arrest and house search of Mr. Gu Chan might have been directly related to his work in defense of human rights.

Urgent appeal

388. On 27 April 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding **Mr. Tang Jitian and Mr. Lui Wei** who were facing the possibility of revocation of their lawyer’s license. Mr. Jitian was the subject of a joint urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers on 10 June 2009, and of a joint allegation letter sent by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers on 7 November 2008.

389. According to information received, on 12 April 2010, Mr. Tang Jitian and Mr. Lui Wei received a notification from the Beijing Municipal Judicial Bureau that a complaint

concerning their conduct had been submitted by the Luzhou City People's Intermediate Court in Sichuan Province. The two lawyers were later charged with "disrupting courtroom order and interfering with the regular litigation process" and are facing the possibility of revocation of their lawyer's license.

390. The charge emanated from a case in which the two lawyers were retained as counsel to represent a Falun Gong practitioner in April 2009. Their client had been charged with the offence of "using an evil cult to destroy implementation of the law".

391. At the hearing convened on 22 April 2010, the Beijing Municipal Judicial Bureau presented evidence that the lawyers disrupted court procedure during the trial in April 2009, by disobeying the presiding judge's instructions prohibiting them from presenting a description of Falun Gong that contravened the official designation of it being an "evil cult", and defended its legitimacy. The Special Rapporteurs were informed that no decision had been taken with regard to the hearing.

392. The Special Rapporteurs were also informed that there was increased interference with regard to lawyer's discharge of their professional functions through harassment. Lawyers who represent clients in cases relating to religious and ethnic minorities and human rights defenders were said to be threatened with closure of their legal practices and revocation of their licenses.

Response from the Government

393. In a letter dated 5 July 2010, the Government responded to the communication sent on 27 April 2010 but at the time this report was finalized the reply of the Government had not been translated.

Urgent appeal

394. On 30 April 2010, the Special Rapporteur, together with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Chair-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the rights of indigenous people, sent an urgent appeal regarding **Mr. Cao Du**, a Mongolian from China. Mr. Du is the founder and Director of the Mongol Yurt Association, an organization promoting the rights of Mongolian people in China. He is also the webmaster of a Mongolian language internet "Mongol Yurt Forum", which discusses alleged human rights violations against Mongolian people committed by the Chinese authorities, and which has allegedly been closed by the Chinese authorities. Mr. Du has organized numerous workshops and seminars among Mongolians, mainly within the Inner Mongolia Autonomous Region, Liaoning Province and other provinces of China where Mongolian people reside, to educate Mongolians on how to defend their rights through peaceful and legal means.

395. Mr. Du is a grantee of the UN Voluntary Fund for Indigenous Populations, a program run by the United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights. The General Assembly established the United Nations Voluntary Fund for Indigenous Populations by resolution 40/131 of 13 December 1985. The original purpose of the Fund was to assist representatives of indigenous communities and organizations to participate in the deliberations of the Working Group on Indigenous Populations of the Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights by providing them with financial assistance.

396. The General Assembly expanded the mandate of the Fund in its resolution 56/140 of 19 December 2001 to also assist representatives of indigenous communities and organizations in attending, as observers, the sessions of the Permanent Forum on Indigenous Issues. In its resolution 63/161 of 18 December 2008, the General Assembly further adjusted the mandate of the Fund so as to facilitate the participation of representatives of indigenous peoples' organizations in the Expert Mechanism on the Rights of Indigenous Peoples established in accordance with Human Rights Council resolution 6/36 of 14 December 2007.

397. According to the information received, as a grantee of the UN Voluntary Fund for Indigenous Populations, Mr. Du was granted travel funds to attend the 9th session of the UN Permanent Forum on Indigenous Issues, taking place from 19 to 31 April 2010 at the United Nations headquarters in New York City.

398. On 18 April 2010, Mr. Du was allegedly arrested by the police at the Beijing Capital International Airport before boarding his flight to New York City to attend the 9th session of the UN Permanent Forum on Indigenous Issues. It is alleged that his whereabouts are unknown.

399. On 19 April 2010, the local police of Chao Yang City, Liao Ning Province, allegedly raided his house and confiscated Mr. Du's personal computers, his wife's laptop, their cell phones and other papers and documents.

400. Concern was expressed that the arrest of Mr. Du and the search of his house might be directly related to his work in defense of human rights and notably the non-violent exercise of his right to freedom of expression. Given the fact that the whereabouts of Mr. Du are unknown, further concern was expressed about his physical and psychological integrity.

Response from the Government

401. In a letter dated 5 July 2010, the Government responded to the communication sent on 30 April 2010 but at the time this report was finalized the reply of the Government had not been translated.

Urgent appeal

402. On 8 July 2010, the Special Rapporteur, together with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal concerning the situation of **Mr. Liu Xianbin**, a democracy and human rights activist. Mr. Liu Xianbin has published several articles online calling for democratic reforms in China. He is a signatory of Charter 08, a public appeal calling for reforms to promote democracy and human rights in China. The Special Rapporteur had previously addressed the Government in relation to the acts of harassment and arrests of several signatories of Charter 08.

403. According to the information received, on 28 June 2010, fourteen National Security officers from Suining City Public Security Bureau (PSB) reportedly searched the house of Mr. Liu Xianbin. They allegedly took him for questioning to the PSB station and confiscated two of his computer's hard drives, two removable drives, his bank card as well as records of payments he had received for publishing articles online. Mr. Liu Xianbin was reportedly released the same day.

404. On 5 July 2010, Mr. Liu Xianbin was allegedly arrested on suspicion of “inciting subversion of state power” and transferred to the Suining Detention Centre in Suining City, Sichuan Province. It was reported that the police questioned him in relation to his support to democracy activists and human rights defenders including Mr. Liu Xiaobo, a writer sentenced to 11 years of prison for “inciting subversion of State power” for his involvement in drafting and organizing the signing of Charter 08. Mr. Liu Xianbin was further questioned by the police about the online publication of his articles calling for democratic reforms.

405. On 6 July 2010, the wife and daughter of Mr. Liu Xianbin were allegedly questioned by PSB officers.

406. Concern was expressed that the house search, arrests and detention of Mr. Liu Xianbin might have been directly related to his work in defense of human rights and notably his calls for democratic reforms through articles, the signature of Charter 08 and the support provided to other human rights activists. Further concern was expressed that this arrest may constitute a new attempt to intimidate signatories of Charter 08.

Response from the Government

407. In a letter dated 12 August 2010, the Government responded to the communication sent on 8 July 2010 as follows. Liu Xianbin, previously known as Liu Chen, has used the pen name Wan Xianming and is a 42-year-old male resident of Suining, Sichuan Province.

408. On 28 June 2010, Liu was placed in criminal detention by the Sichuan Province public security authorities on suspicion of inciting subversion of State power. The case is currently proceeding.

409. China is a State governed by the rule of law, and the departments involved have handled this case in accordance with the law. Liu, because he engaged in illegal activities, has been subject to an investigation as stipulated by law, and the appropriate measures have been taken; his every right has been upheld as well in accordance with the law.

Urgent appeal

410. On 22 September 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, an urgent appeal regarding the situation of **Mr. Tian Xi**, an activist who has reportedly been detained for his advocacy on issues related to HIV/AIDS.

411. According to the information received, Mr. Tian Xi, a 23-year-old college graduate from Henan Province, reportedly sustained a head injury in an accident as a child, which required a blood transfusion as treatment. The blood transfusion allegedly infected him with HIV, hepatitis B and hepatitis C. Since then, Mr. Tian Xi and his family have reportedly petitioned the hospital and local government for compensation, both for himself and for others infected with HIV. Allegedly, thousands of people in Henan and other provinces were infected with HIV through state-sponsored blood selling programs in the 1990s, and through resulting hospital transmissions of HIV from infected blood and blood products.

412. Henan provincial courts reportedly refused to accept any lawsuits relating to HIV, leaving victims with no legal recourse. It was reported that where no other recourse exists in China, citizens may bring complaints against local officials to higher-ranking government offices, but that only a small percentage of these complaints receive a

favourable response. It was reported that Henan authorities had detained individuals trying to draw attention to the issue of compensation for HIV transmission through contaminated blood and blood products.

413. It also has been reported that Mr. Tian Xi worked for several years at Aizhixing Health Education Institute, a non-governmental Chinese AIDS organization. In spring 2010, Mr. Wan Yanhai, the founder and director of Aizhixing, reportedly relocated his family to the United States, alleging government harassment.

414. On 23 July 2010 Mr. Tian Xi reportedly received a text message from the Xincai County Clerk, inviting him to return to Henan to negotiate a resolution to his HIV/AIDS issue. Mr. Tian Xi subsequently returned home to Henan and reportedly the Xincai County Clerk made several appointments to meet Mr. Tian Xi. However, on each occasion, when Mr. Tian Xi arrived for the appointment, he was unable to see the Clerk.

415. On 5 August 2010, Mr. Tian Xi reportedly visited the Xincai Number One People's Hospital to see the hospital director about obtaining HIV medication, as he did not bring a sufficient quantity with him to Henan. It is alleged that the hospital director told Mr. Tian Xi that he did not possess the authority to provide the required medication. It is reported that Mr. Tian Xi was upset by this response and allegedly broke some tea cups in the hospital director's office.

416. On 6 August 2010, the Xincai County Police allegedly took Mr. Tian Xi away, leaving the family with a 15-day detention order. It appears that he may have been briefly released, as it is reported that Mr. Tian Xi contacted Asia Catalyst on 10 August 2010, indicating that he was at risk of arrest. Documents from the Town Board of Lugu Township reportedly exist, which, inter alia, request the police to detain Mr. Tian Xi in connection with his HIV/AIDS advocacy; conclude that Mr. Tian Xi had been influenced by Mr. Wan Yanhai, the Chinese AIDS activist; and recommend that Mr. Tian Xi be "taken in to public security."

417. On 17 August 2010, it is alleged that the police took Mr. Tian Xi to the Xincai County Number Two People's Hospital for treatment, where he remained for two days. On 18 August 2010, the Xincai County Police allegedly issued an order for Mr. Tian Xi's detention on "suspicion of intentional destruction of property," apparently for the broken tea cups during his meeting with the hospital director of Xincai Number One People's Hospital. On 19 August 2010, the police reportedly took him away, and Mr. Tian Xi was transferred from administrative to criminal detention in the Shangcai County Detention Centre. On 21 August 2010, Mr. Tian Xi's mother and aunt reportedly went to the Shangcai County police station to see him, but were refused.

418. Concern was expressed that the detention of Mr. Tian Xi may have not been based on the "suspicion of intentional destruction of property," but instead be motivated by Mr. Tian Xi's ongoing petitioning to seek compensation and treatment for hospital transmissions of HIV from infected blood and blood products. Concern was also expressed that Mr. Tian Xi may have not been receiving appropriate and adequate medical treatment while being held in detention.

Urgent appeal

419. On 9 November 2010, the Special Rapporteur, together with The Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding the

situation of **Mr. Dhondup Wangchen**, also known as Dunzhu Wangqing and Dangzhi Xiangqian, co-director of the film documentary “Leaving Fear Behind”.

420. According to the information received, from October 2007 to March 2008, Mr. Dhondup Wangchen interviewed about a hundred Tibetans living in the Tibetan Autonomous region, and made a film based on these interviews, without official authorization from the authorities. The documentary was later smuggled abroad where it was edited and shared with foreign journalists during the 2008 Beijing Olympic Games.

421. On 26 March 2008, Mr. Dhondup Wangchen was arrested in Tongde county, near Xining, in connection to riots which broke out in Lhasa and Tibetan-populated regions of China. He was first detained at the Ershilibu detention center in Xining, then transferred to a Government-run guesthouse nearby, possibly for interrogation, and finally taken to the No. 1 Detention Center in Xining. On 12 July 2008, while held in the guesthouse, he briefly ran away and told an acquaintance that one of his hands became numb due to severe torture. In addition, it was reported that he had been suffering from hepatitis B, and was denied access to adequate medical treatment.

422. In July 2009, Mr. Li Dunyong, the lawyer chosen by Mr. Dhondup Wangchen was reportedly arbitrarily replaced by the judicial authorities in Xining with a Government-appointed lawyer, without providing any justification. Mr. Li Dunyong was allowed to meet his client only once, in July 2009, who informed him that he had been severely tortured while in detention to extract a confession, and that he would plead not guilty during his trial.

423. On 28 December 2009, the provincial court in Xining sentenced Mr. Dhondup Wangchen to six years imprisonment. The trial was reportedly held in secret. The Chinese authorities reportedly did not inform Mr. Dhondup Wangchen’s relatives about the trial, nor about the verdict.

424. According to information received, despite his fragile health condition, Mr. Dhondup Wangchen was forced to work 17 to 18 hours per day, sometimes during night shifts. He was also denied access to books sent to him in order to educate himself.

425. Mr. Jigme Gyatso, monk, co-director of the documentary was arrested during the same period, and was released on bail on 15 October 2008. He was reportedly tortured while in detention.

426. Serious concerns were expressed that the arrest and detention of Mr. Dhondup Wangchen and Mr. Jigme Gyatso, and the alleged acts of torture suffered in detention, are related to their peaceful activities in defence of human rights, while exercising their right to freedom of opinion and expression. Grave concerns were expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Dhondup Wangchen who remains detained.

Response from the Government

427. In a letter dated 21 December 2010, the Government responded to the communication sent on 9 November 2010 but at the time this report was finalized the reply of the Government had not been translated.

Urgent appeal

428. On 7 December 2010, the Special Rapporteur, together with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the

situation of human rights defenders and Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding an alleged **crackdown on human rights defenders in China following the awarding of the 2010 Nobel Peace Prize to Mr. Liu Xiabo.**

429. According to the information received, several cases of alleged **arbitrary arrests and detentions** had been reported. On 8 October 2010, **Wang Lihong, Wu Gan, and Zhao Changqing** were arrested and detained for eight days after participating in celebrations following Liu Xiabo's Nobel Peace Prize.

430. On 8 October 2010, a dinner organized in honor of Liu Xiabo was disrupted by the police. **Liao Shuangyuan** and **Wu Yuqin**, members of the Guizhou Human Rights Forum (GHRF), who were attending this dinner, were arrested.

431. On 21 October 2010, **Liu Suli**, scholar, was taken away outside his home by a group of unknown men, and forced into a van. According to a witness, one of the men was a National Security officer. Liu Suli returned home the following day.

432. On 28 October 2010, activists **Hua Chunhui** and **Wang Yi** were arrested by police officers.

433. On 30 October 2010, **Li Hai** was arrested at the Shengshan Research Institute in Beijing by police officers. The day before, Li Hai had complained about the increased pressure put on activists following the awarding of the Nobel Peace Prize to Liu Xiabo.

434. On 2 November 2010, **Guo Xianliang**, an engineer from Yunnan Province, was arrested and detained on suspicion of "inciting subversion of state power" after he distributed flyers on Liu Xiabo's Nobel Peace Prize in Guangzhou. On 26 November, Guo Xianliang was released on bail. He is currently awaiting his trial at home.

435. **Xu Zhiyong, Wang Lihong, Liu Jingsheng, Wang Guoqi, Wu Gan, He Yang, Xiao Lu, Tiantian, Gao Jian, Peng Mo, Zhang Yongpan, and Zhao Fengsheng** were arrested by National Security officers after gathering in a public park in Beijing.

436. **Three students** from the People's University were arrested for unfurling a banner in support of Liu Xiaobo on Tiananmen Square.

437. **Tiantian** and **Liu Qiangben**, on their way to visit activist Wang Lihong who had been released after eight days in detention, were arrested by police officers and taken away.

438. **Shen Minqiang** has been detained following a series of speeches he made and interviews he gave with foreign media in front of Liu Xiabo's home.

439. Alleged **restrictions to freedom of movement** through the imposition of house arrests and bans on travelling abroad had been reported. On 8 October and 10 October 2010, police in Beijing increased the number of guards outside the home of **Zhang Zuhua**, *Charter 08* drafter and constitutional scholar. Zhang has been closely followed by police whenever he leaves his home.

440. On 9 October 2010, **Zhou Tuo** was put under house arrest in Beijing.

441. On 11 October 2010, **Pu Zhiqian**, a human rights lawyer, was put under house arrest in Beijing, preventing him from attending a gathering on that evening.

442. On 12 October 2010, police officers prevented **Fan Yafeng**, the main organizer of a weekly church meeting, from leaving his home to meet a journalist and attend a dinner. 20 police officers are reportedly guarding his home, and have been brutal with Fan Yafeng on some occasions. On 30 October 2010, Fan Yafeng was held by a police officer in a hotel from 9:00 a.m. to 6:00 p.m.

443. Since 18 October 2010, **Yu Jie**, a friend of Liu Xiabo, and his wife **Ning Xuan**, have been confined to their home in Beijing by National Security officers. On 27 October, Ning Xuan fell ill, and was in the first place prevented from going to the hospital. One National Security officer told Yu Jie and Ning Xuan that he had received “orders from above” not to let them leave their house under any condition. Finally acquaintances called an ambulance to their home. The National Security officers ultimately allowed Ning Xuan to go to the hospital, accompanied by police. Yu Jie was not allowed to accompany his wife.

444. On 29 October 2010, **Hou Wenbao** was arrested by police while visiting friends in Hefei City. Hou was forcibly returned to his hometown of Suzhou by National Security officers, and put under house arrest.

445. **Cui Weiping**, a university professor, and **Xu Youyu**, a retired social sciences researcher, who had both initiated a public petition calling on the release of Liu Xiabo, were recently barred by security guards and police officers from attending an art exhibition hosted by the Czech Embassy in Beijing. In 2009, Cui Weiping and Xu Youyu flew to Prague to accept a human rights award on behalf of Liu Xiabo.

446. According to reports, the following activists have been put under police surveillance or their freedom of movement is restricted: **Bao Tong, Liu Xia, Ding Zilin, Jiang Peikun, Jiang Qisheng, Hu Shigen, Gao Yu, Yu Meisun, Liu Suli, Liu Qiangben, Feng Zhenghu, Chen Tianshi, Yao Lifa, Chen Guangbiao, Gao Jian, Tiantian, Zhang Dajun, Zhang Jiannan, Liu Di, Liu Junning, Liu Ning, Li Xiongbing, Zhao Fengsheng, Wang Yi, Sun Wenguang, Qi Zhiyong, Wang Lihong, Li Zhiying, A Er, Wang Zhongxia, He Yang, Jiang Tianyong, Li Fangping, Xu Zhiyong, Zhao Changqing, Qang Guangze, Xia Yeliang, Zhang Hui, Wang Jinbo, and Mo Zhixu.**

447. On 2 December 2010, Ai Weiwei, an artist, was prevented from boarding a flight to the Republic of Korea where he was due to attend the 2010 Gwangju Art Biennale. After successfully passing through customs, Ai Weiwei was stopped by a police officer who produced a handwritten note by the Beijing Public Security Bureau, which stated that his presence outside China could endanger State security.

448. Other activists who have been prevented from going abroad include **Mao Yushi, Liu Xiaoyuan, Cui Weiping, Mo Shaoping, He Weifang, Li Subin, Jiang Tianyong, He Guanghu, Liao Yiwu, Hao Jian, Zhang Boshu, Guo Yushan, Fang Cao, Wang Jinglong, Duan Qixian, Yu Fangqiang, Ding Ding, son of Ding Dong and Geng Xiaoqun**, and reportedly **around 200 Chinese Christians** who had planned to participate in an evangelical conference in South Africa.

449. Reports on alleged **forcible returns** had also been received. On 15 October 2010, **Liu Shasha**, who had visited three police stations where supporters of Liu Xiabo were detained, was arrested by men believed to be National Security officers, and forcibly returned to Nanyang City, where her parents live. She was reportedly ill treated during the trip back to her hometown.

450. On 16 October 2010, **Wu Gan** was forcibly returned from Beijing to his hometown of Fuzhou City, after being detained for 8 days for celebrating Liu Xiabo’s award.

451. On 17 October 2010, **Zhao Changqing** was forcibly returned to his hometown of Shanyang County. He is currently staying in a local guesthouse.

452. On 27 October 2010, **Hua Ze**, a documentary film maker, was reportedly abducted in Beijing and taken to an unknown location on the outskirts of the city where she was held for three days. On 30 October, she was forcibly returned to her hometown in Jiangxi Province, where she is currently under house arrest.

453. Other activists forcibly returned to their hometowns include **Zhang Hui** and **Gao Jian** returned to Shanxi; **Mo Zhixu** returned to Sichuan; **Hou Wenbao** returned to Anhui; **Chen Tianshi** returned to Guangxi; and **Li Hai** whose whereabouts remain unknown.

454. According to the information received, alleged **acts of intimidation**, notably through summons for questioning, had also taken place. On 12 October 2010, **Huang Yaling**, Chengdu *Charter 08* signatory, laid flowers in the Norway pavilion at the Shanghai World Expo to celebrate Liu Xiabo's Nobel Peace Prize. Shortly afterwards, National Security officers questioned Huang Yaling for two hours.

455. On 16 and 17 October 2010, retired university professor **Sun Wenguang** and **Ni Wenhua**, **Li Hongwei**, **Qin Zhigang**, and **Xie Jinyu** were summoned for questioning by police officers in Jinan City, following their participation in festivities celebrating the Liu Xiabo's Nobel Peace Prize.

456. On 22 October 2010, a gathering of the **GHRF** in Guiyang City's Riverside Park was reportedly dispersed by Guiyang City National Security officers. **Chen Xi** was detained at the scene for a brief period. Several members of the GHRF, including **Mo Jiangang** and **Chen Defu**, **Shen Youlian**, **Xu Guoqing**, **Wang Zang**, **Wu Yuqin** and **Liao Shuangyuan**, were prevented from attending the gathering, by either being summoned for questioning, or being held under house arrest. The GHRF has repeatedly called on the Chinese authorities to release Liu Xiabo.

457. On 29 October 2010, **Wang Lihong** was questioned by police officers about an online article she had written on the alleged harassment she had suffered for three weeks following her celebration of Liu Xiabo's award, including her detention for eight days. Wang Lihong remains under police surveillance.

458. On 2 November 2010, **Ye Du**, Independent Chinese PEN member, was summoned for questioning by police in Guangzhou. He was questioned on the origin of flyers being distributed in the city, and was pointed out as being the initiator. Ye Du was released after four hours.

459. **Cha Jianguo**, **Gao Hongming**, and **Wang Guangze** were warned by police officers not to participate in activities to celebrate Liu Xiabo's award. Jiang Danwen, secretary of Independent Chinese PEN, was warned not to discuss the prize.

460. Similarly, **Yang Anliang**, **Wang Zhengwei**, **Li Chun** and **Zhang Wei** were summoned for questioning by National Security officers in Nanning City Guangxi Province because of their participation in similar activities.

461. Other activists who were summoned for questioning include **Wang Lihong**, **Zhao Changqing**, **Wu Gan**, **Xu Zhiyong**, **Liu Jingsheng**, **Wang Guoqi**, **He Yang**, **Zhang Yongpan**, **Yin Yusheng**, **Zhao Fengsheng**, **Bao Longjun**, **Liao Shuangyuan**, **Gao Jian**, **Wei Qiang**, **A Er**, **Xiao Lu**, **Tiantian**, **Sun Wenguang**, **Li Hongwei**, **Ni Wenhua**, **Qin Zhigang**, **Liu Guiqin**, **Jie Jinyu**, **Hou Zonglan**, **Gao Xiangming**, **Li Wanlong**, **Gong Lei**, **Chen Qingquan**, **Li Changyu**, **Li Shijun**, **Chen Xi**, **Huang Yanming**, **Du Heping**, **Shen Youlian**, **Xu Guoqing**, **Li Renke**, **Duan Qixian**, **Zhang Wei**, **Zan Aizong**, **Zhu Xinxin**, **Ye Du**, and **Chen Xiaochang**.

462. Other activists who were warned not to celebrate or spread the news that Liu Xiabo was awarded the Nobel Peace Prize include **Yang Hai**, **Zhang Jiankang**, **Wang Debang**, **Wen Kejian**, **Li Jianjun**, **Zhang Shanguang**, **Mei Chongpiao**, **Mo Jiangang**, **Tian Zuxiang**, **Yong Zhiming**, and **You Jingyou**.

463. Alleged **blocking of means of communication** had also been reported. The internet access of Liu Xiabo's wife, **Liu Xia**, had reportedly been interrupted by the authorities,

without any reason being given. Her cell phone service had also been blocked. The last message sent via Twitter was dated 18 October 2010. Since then, she had been out of reach.

464. According to reports, the managers of the four main Chinese domestic internet portals, i.e. Ten Cent, Sina, Sohu, and Net Ease, were ordered by the authorities to remove pages mentioning the 2010 Nobel Prizes. It is reported that, as of today, online discussions, as well as phone text messages, related to Liu Xiabo and the Nobel Peace Prize are still blocked.

465. Finally, the websites of Independent Chinese PEN, New Century News, Boxun, *Charter 08*, Canyu, and others, which reported on Liu Xiabo's award and the subsequent alleged crackdown on human rights defenders, were attacked by a virus, in a reportedly organized and highly sophisticated manner.

Response from the Government to communication sent earlier

466. In a letter dated 12 February 2010, the Government responded to the communication sent on 12 October 2009, concerning **Mrs. Liang Liwan**, but at the time this report was finalized the reply of the Government had not been translated.

Observations

467. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the responses provided to 11 of her communications sent during the reporting period, and regrets that, at the time of finalization of this report, no translation was available for most of them. She also wishes to express her regret that, at the time of finalizing this report, the Government had not responded to three of her communications dated 22 April 2010, 22 September 2010 and 7 December 2010. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments.

468. The Special Rapporteur wishes to express her concern about the arrest, detention and intimidation of human rights defenders in China for peacefully exercising their right to freedom of expression. As stated in the press release dated 11 October 2010, jointly with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur voiced her concern about the detention and sentencing of Mr. Liu Xaiobo for his peaceful advocacy for greater respect of human rights in China.¹

469. She reiterates her hope that the Government will respond favorably to her follow-up request of 21 January 2010 to visit the country (NB: previous request is dated 5 November 2008).

¹ Media statement of 11 October 2010, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=10428&LangID=E>

Colombia

Llamamiento urgente

470. El 7 de enero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Presidente del Grupo de Trabajo sobre las desapariciones forzadas o involuntarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las Sras. **Luz Elsie Almanza** y **Gloria Gómez** y los Sres. **César Muñoz** y **Diego Castillo**. La Sra. Almanza es coordinadora de la Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos (ASFADDES) una organización ubicada en Barrancabermeja que trabaja para poner fin a la impunidad en los casos de desaparición forzada en Colombia. La Sra. Gómez y los Sres. Muñoz y Castillo son integrantes de la misma organización.

471. Según las informaciones recibidas, el 18 de noviembre de 2009, la Sra. Almanza habría recibido un mensaje de texto amenazante en su teléfono celular que decía “Señora Luz Almanza el siguiente es para decir, que usted como representante de esta organización que lidera es declarada objetivo militar, atentamente Autodefensas”.

472. Cabe añadir que desde principios de 2009, varias personas no identificadas habrían vigilado las oficinas de ASFADDES así como la casa de la Sra. Almanza. El 26 de noviembre de 2009, dos hombres en una motocicleta habrían pasado varias veces por su casa, reduciendo la velocidad enfrente de la casa.

473. El 15 de noviembre de 2009, dos hombres con radio bidireccional habrían vigilado a la Sra. Gloria Gómez y a los Sres. César Muñoz y Diego Castillo mientras realizaban entrevistas con los familiares de víctimas de desaparición forzada en Barrancabermeja. Los hombres habrían intentado ingresar al edificio donde se realizaban las entrevistas diciendo que eran los familiares de una persona que se encontraba adentro. Los integrantes de ASFADDES habrían cancelado varias entrevistas temiendo por su seguridad.

474. En otro incidente, el 23 de abril de 2009, dos hombres se habrían acercado a la Sra. Almanza identificándose como paramilitares y la habrían amenazado.

475. Se temió que las amenazas contra la Sra. Almanza, así como los actos de intimidación contra ella y contra la Sra. Gómez y los Sres. Muñoz y Castillo, estén relacionados con las actividades que realizan en la defensa de los derechos humanos, y en particular con sus esfuerzos para poner fin a la impunidad en casos de desaparición forzada. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de las Sras. Almanza y Gómez y los Sres. Muñoz y Castillo así como la de los demás miembros de ASFADDES.

Llamamiento urgente

476. El 5 de marzo de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con varios integrantes de la organización **Movimiento Nacional por Víctimas de Crímenes de Estado (MOVICE)**. MOVICE es un colectivo de varias organizaciones de los derechos civiles y los derechos humanos, que trabaja contra los abusos cometidos en el contexto del conflicto armado en Colombia, particularmente en la provincia de Sucre. MOVICE observa, hace pública y realiza campañas en contra de los abusos y violaciones de derechos humanos cometidos por los grupos armados y paramilitares en la región, por ejemplo las ejecuciones

extrajudiciales, desapariciones forzadas y secuestros. Recientemente, varios políticos de alto nivel fueron detenidos después de que MOVICE les denunció por estar vinculados a grupos paramilitares. El 4 de febrero de 2010, varios integrantes de MOVICE entregaron una carta pública al Gobernador de la provincia de Sucre, en la cual lo acusaron de estar implicado con un grupo paramilitar.

477. Durante las últimas semanas, varios integrantes de MOVICE han sido objetos de amenazas de muerte y actos de hostigamiento e intimidación. En particular, se expresa preocupación por la Sra. **Ingrid Vergara**, la vocera de MOVICE, el Sr. **Juan David Díaz Chamorro**, integrante de MOVICE Sucre, y otra mujer, partidaria de MOVICE que desea quedar anónima por razones de seguridad.

478. La Sra. Vergara ya ha sido objeto de una comunicación de la Representante Especial del Secretario General sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 21 abril de 2008, y de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 16 de noviembre de 2009.

479. Según las informaciones recibidas, la Sra. Vergara recientemente habría sido objeto de actos de hostigamiento y habría recibido amenazas de muerte en su contra. El 31 de diciembre de 2009, aproximadamente a las 7.30 horas de la mañana, la Sra. Vergara habría recibido una llamada telefónica a su celular de un hombre no identificado, que habría llamado de un número privado. Le habría preguntado dónde estaba, de manera amenazante y peyorativa, antes de colgar el teléfono. Se informó que el hombre habría hablado con un acento costeño. Al ese momento la Sra. Vergara no estaba en la ciudad de Sincelejo debido a su preocupación sobre varias amenazas de muerte previas que ella habría recibido durante el mes de octubre de 2009.

480. El 5 de febrero de 2010, la Sra. Vergara habría sido objeto de un intento de asesinato después de asistir a una reunión en Sincelejo con la colega anónima anteriormente mencionada, una asistente social, en la cual se habrían encontrado con varias otras colegas de MOVICE. Las dos mujeres supuestamente tienen un aspecto físico similar y el día en cuestión habrían sido vestidas en ropa similar. Mientras la colega de Ingrid Vergara regresaría de su hogar en un taxi motocicleta después de la reunión, habría sido seguida por dos hombres con los rostros cubiertos en una motocicleta verde Yamaha Victoria sin placas. Aproximadamente a las 8.10 horas de la tarde al llegar a la calle Majagual al sitio llamado Sheek, la motocicleta con los dos hombres habría acercado al taxi y el pasajero en el asiento trasero le habría apuntado directamente con una pistola. Según las informaciones recibidas, este hombre habría llevado un jersey amarillo y unos pantalones vaqueros. Al comprender que la mujer en la motocicleta no era la Sra. Vergara, el hombre habría retirado la pistola y el conductor de la motocicleta se habría alejado. Se cree que la Sra. Vergara era el supuesto objetivo del intento de asesinato.

481. El 6 de febrero de 2010, Ingrid Vergara habría presentado una queja formal sobre el la tentativa de asesinato ante la policía de Sincelejo. Un policía con apellido Acosta le se habría informado que sólo dos motocicletas de esta descripción habrían sido registradas en la ciudad de Sincelejo, y que uno de ellas pertenece a un agente de la policía.

482. El Sr. Juan David Díaz Chamorro también habría sido objeto de varios incidentes de hostigamiento. El 18 de enero de 2010, su tía – la hermana de la ex-alcalde de El Roble, el Sr. Eudaldo Díaz, quien fue asesinado - habría recibido un correo electrónico amenazante. El correo habría dicho, "se los advertimos los vamos a acabar a todos. De nosotros nadie se burla, pronto les daremos la primera sorpresa". Durante el mes de noviembre de 2009, el Sr. Díaz Chamorro habría recibido un correo electrónico amenazante en relación con su criticismo del ex-Gobernador, el Sr. Salvador Arana.

483. Se temió que esta amenaza y los actos de hostigamiento contra la Sra. Vergara, el Sr. Díaz Chamorro y su colega estén relacionados con las actividades que realiza en defensa de

los derechos humanos y en particular con su trabajo de denunciar violaciones de derechos humanos cometidas por miembros de grupos paramilitares en la región. En vista de las informaciones aquí resumidas, se expresó profunda preocupación por la integridad física y psicológica de los defensores de los derechos humanos anteriormente mencionados. Aunque la Sra. Vergara y el Sr. Díaz Chamorro permanecen bajo medidas cautelares de la Corte Interamericana de Derechos Humanos, las amenazas en contra de sus vidas e integridad siguen.

Carta de alegaciones

484. El 9 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Johnny Hurtado**. El Sr. Hurtado era agricultor y Presidente del Comité de Derechos Humanos de la vereda La Catalina, basada en la municipalidad de La Macarena en el departamento de Meta. Vivía en Puerto Catalina en el departamento de Meta. Como un activista social, el Sr. Hurtado era nombrado un representante de la comunidad en varias ocasiones y había denunciado violaciones de los derechos humanos en la región del Río Guayabero, que supuestamente están vinculadas a la presencia militar en la zona. Se alega que estas violaciones incluyen las amenazas, intimidación y difamación públicas de los defensores de los derechos humanos, además de actos de acoso y acusaciones en contra de las residentes de la región.

485. En particular, a finales de diciembre de 2009 el Sr. Hurtado había públicamente denunciado violaciones de derechos humanos y la militarización de la región. Asimismo, recientemente él se había encontrado con una delegación de oficiales que visitó la región, y en que se incluyó parlamentarios, sindicalistas, y representantes de la organización Justicia por Colombia, una organización inglesa que está enfocada en los derechos humanos en Colombia, en particular los derechos laborales. La delegación hizo una visita oficial a la región para reunirse con trabajadores rurales, líderes comunales y defensores de los derechos humanos.

486. Según las informaciones recibidas, el lunes el 15 de marzo de 2010, el Sr. Hurtado habría sido asesinado. Se habría encontrado realizando trabajo agrícola en su granja, ubicada a un hora a pie del Puerto Catalina, cuando habría sufrido un impacto de bala de un arma de fuego. Se informó que sólo un tiro habría sido disparado. El Sr. Hurtado habría andado aproximadamente 30 metros antes de caer. Habiendo fallecido poco después. Se informó que agentes militares habían estado presentes alrededor de la granja en ese momento.

487. Se temió que el asesinato del Sr. Hurtado esté relacionado con las actividades que él realizaba para promover y defender los derechos de la gente de la región del Río Guayabero. Este asesinato, además de los actos de intimidación y amenazas, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en Colombia.

Respuesta del Gobierno

488. Mediante dos cartas fechadas el 4 de mayo de 2010 y el 9 de junio de 2010, el Gobierno respondió a la carta de alegaciones con fecha de 9 de abril de 2010. El Estado se

permite informar a los Honorables Relatores que la exactitud de los hechos denunciados será determinada mediante sentencia judicial.

489. No obstante, es posible señalar que de conformidad con el informe de Policía Judicial elaborado en el marco de la investigación penal iniciada para el esclarecimiento de los hechos en que resultó muerto el señor Hurtado, estos tuvieron lugar el día 15 de marzo de 2010, en su finca ubicada en el poblado de “La Catalina”, municipio de la Macarena (Departamento del Meta).

490. El Estado se permite informar a Sus Señorías que la investigación penal con ocasión del presunto delito de homicidio del señor Hurtado fue iniciada de oficio, siendo asignada a la Fiscalía 6° Especializada de la Dirección Seccional de Fiscalías de Villavicencio (departamento del Meta).

491. Como fue afirmado en el párrafo anterior, y de conformidad con la legislación penal vigente, la Fiscalía 6 ° Especializada inició de oficio la investigación penal con el fin de esclarecer estos lamentables hechos.

492. La mencionada investigación penal, que se encuentra en etapa de Indagación, fue asignada a la Fiscalía de conocimiento el día 24 de marzo de 2010, en desarrollo de la cual, se han practicado diversas diligencias tales como la inspección técnica al cadáver, diligencias de entrevistas a un testigo presencial de los hechos y la práctica de la necrodactilia.²

493. Sobre el particular, y de conformidad con lo manifestado por la Fiscalía de conocimiento, al momento de practicar la diligencia de inspección técnica al cadáver, la compañera permanente de la víctima, inicialmente aportó como documento de identificación del señor Hurtado, una cédula de ciudadanía a nombre de otra persona. Posteriormente, allegó un carnet a nombre de Johnny Hurtado Perdomo, que lo identificaba como activista y defensor de Derechos Humanos.

494. En atención a lo anterior, y con el fin de tener claridad sobre la identidad del occiso, la Fiscalía de conocimiento remitió el resultado de la necrodactilia a la Registraduría Nacional del Estado Civil, solicitando se adelanten las gestiones pertinentes para determinar la plena identidad del difunto.

495. Visto lo anterior, el Estado Colombiano se permite informar que teniendo en cuenta que la investigación penal para esclarecer estos lamentables hechos fue iniciada recientemente, sus presuntos responsables aún no han sido identificados y tampoco se han proferido sentencias condenatorias. En cuanto a los procesos disciplinarios, el Estado informará posteriormente sobre la existencia de los mismos.

496. El Estado lamenta los hechos que resultaron en la muerte del señor Hurtado, e informa que el Gobierno Nacional está presto a brindar la colaboración necesaria a las autoridades judiciales encargadas de esclarecer los hechos y de identificar e individualizar a los responsables.

497. La Fiscalía 6° Especializada de Villavicencio inició de oficio la investigación penal con el fin de esclarecer estos lamentables hechos, y que en la actualidad se encuentra en etapa de indagación.

² De acuerdo con el Gobierno de Colombia, la necrodactilia se entiende como la reseña decadactiliar posmortem, sujeta al estado físico de las falanges distales de los dedos de las manos, convirtiéndose esta en la labor mas importante durante la inspección el cadáver para identificación del mismo.

498. La Fiscalía de conocimiento ha practicado diversas diligencias tales como la inspección técnica al cadáver, diligencias de entrevistas a un testigo presencial de los hechos y la practica de la necrodactilia.

499. En la actualidad no existe certeza sobre la identidad de la victima, motivo por el cual se solicitó a la Registraduría Nacional del Estado Civil constatar la identidad del difunto.

500. El Estado colombiano informará oportunamente acerca de los avances y resultados obtenidos en el marco de la investigación penal. De igual forma, informará sobre la existencia de investigaciones disciplinarias iniciadas con fundamento en los hechos que resultaron en la muerte del señor Johnny Hurtado.

Carta de alegaciones

501. El 20 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias enviaron una carta de alegación señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Clodomiro Castilla Ospina**. El Sr. Castilla Ospina era editor y redactor de una revista informativa local, “El Pulso del Tiempo”. Asimismo era periodista del “Bloque Informativo” de “la Voz de Montería”, una emisora de radio ubicado en el departamento de Córdoba. Desde el año 2006, el Sr. Castilla Ospina había investigado y denunciado públicamente vínculos presuntos entre agentes del Gobierno local, políticos, terratenientes y paramilitares ilegales, además de varios casos de corrupción en el Gobierno departamental. Asimismo, el Sr. Castilla Ospina había investigado la participación presunta de un hombre de negocios en un intento de asesinato de un abogado de la ciudad de Montería. Recientemente él había citado como testigo en una investigación de la Corte Supremo de Justicia sobre los vínculos ilegales anteriormente mencionados.

502. Según las informaciones recibidas, el 19 de marzo de 2010, el Sr. Castilla Ospina habría sido asesinado. Aproximadamente a las 8.40 horas de la noche, el Sr. Castilla Ospina habría sido encontrado afuera de su casa, leyendo un libro, cuando un hombre no identificado se habría acercado y le habría disparado por lo menos ocho veces. El hombre desconocido habría huido en una motocicleta que habría sido conducido por un segundo hombre no identificado. El Sr. Castilla Ospina se habría muerto a la escena un poco después. La policía habría empezado una investigación sobre el asesinato pero hasta la fecha el motivo por el asesinato ni algunos sospechosos habrían sido identificados públicamente.

503. Se informa que el Sr. Castilla Ospina habría sido recibiendo amenazas continuamente desde el año 2006 como resultado de su trabajo y investigaciones. Él habría recibido medidas de protección policial del Ministerio del Interior y de Justicia durante tres años desde 2006. Sin embargo, durante el año 2009 él habría renunciado sus medidas de protección debido a su falta de confianza en la fiabilidad del subcomandante de la policía departamental, encargada a su protección. Posteriormente, en noviembre de 2009, él habría solicitado la reanudación de protección debido al empeoramiento de las amenazas en su contra. La solicitud habría sido rechazada porque un informe de inteligencia indicaba que las amenazas no eran de intensidad suficiente. El 3 de marzo de 2010, el Comandante de la Policía de Córdoba habría informado al Sr. Castilla Ospina que el Comando de Atención Inmediata (CAI) habría rechazado su solicitud de medidas de protección.

504. El 20 de febrero de 2010, el Sr. Castilla Ospina habría denunciado formalmente amenazas en curso en su contra ante la Fiscalía Quinta Seccional, en particular citando el Sr. William Enrique Salleg Taboada, Director del periódico “El Meridiano de Córdoba”. El

Sr. Castilla Ospina habría publicado varios artículos en que él habría acusado al Sr. Salleg Taboada, la Srsa. Martha Sáenz, Gobernadora del departamento de Córdoba, y el Sr. Pedro Guisay Chadid, un empresario local, de estar vínculos a paramilitares ilegales. El Sr. Castilla Ospina habría expresado preocupación que las amenazas podría ser relacionadas a llamadas amenazantes que habría recibido de personas no identificados en su celular. Asimismo, habría recibido un mensaje de texto que le habría advertido que si no retiraba las denuncias, le sería asesinado. El Sr. Castilla Ospina habría creado que el mensaje de texto habría sido enviado por el Sr. Guisay Chadid.

505. Un nuevo análisis de peligro habría sido recientemente comisionado por el Ministerio del Interior en relación con las amenazas en contra del Sr. Castilla Ospina, pero al momento de su asesinato este informe no estaba completado. El Sr. Castilla Ospina había sido programado a presentarse ante la Fiscalía Primera Especializada de Montería el 24 de marzo de 2010 en relación con su denuncia formal en contra del Sr. Salleg Taboada.

506. Se temió que el asesinato del Sr. Castilla Ospina esté relacionado con las actividades que él realizaba para promover y defender los derechos de la gente de la región de Córdoba. Este asesinato, además de los actos amenazantes, de ser confirmados, se enmarca en un contexto de gran vulnerabilidad para los periodistas y defensores de los derechos humanos en Colombia.

Respuesta del Gobierno

507. Mediante cartas fechadas el 17 junio de 2010 y el 27 de julio de 2010, el Gobierno respondió a la carta de alegaciones con fecha de 20 de abril de 2010. El Estado se permite informar que la exactitud de los hechos denunciados será determinada mediante sentencia judicial.

508. No obstante, a la luz de la información aportada por la Fiscalía General de la Nación, el Estado colombiano se permite señalar que los hechos narrados por los Honorables Relatores Especiales, guardan consonancia con las labores investigativas adelantadas hasta la fecha.

509. El Estado colombiano se permite señalar que la Fiscalía Novena, adscrita a la Unidad Nacional de Derechos Humanos de la Fiscalía General de la Nación adelanta la investigación penal la cual fue iniciada de de oficio.

510. Tal como fue afirmado en el párrafo anterior, el Estado colombiano estima importante recordar que la Fiscalía General de la Nación, en atención a su obligación de investigar los delitos de los que tenga conocimiento, dio inicio a la investigación penal la cual se encuentra en la actualidad, en etapa de Indagación Preliminar.

511. Es así como, en desarrollo de la misma, la Fiscalía de conocimiento ha ordenado la elaboración del correspondiente programa metodológico, así como también diversas órdenes a la Policía Judicial de la Dirección de Investigaciones Judiciales de la Policía Nacional (DIJIN) para recaudar elementos probatorios, los cuales se encuentran en proceso de verificación.

512. No obstante lo anterior, a pesar de las gestiones desplegadas por la Fiscalía de conocimiento, el Estado colombiano se permite informar a Sus Señorías que hasta la fecha no se ha logrado individualizar ni identificar a los presuntos autores intelectuales y materiales del hecho punible.

513. En este mismo sentido, el Estado colombiano estima importante informar a Sus Señorías que la Procuraduría General de la Nación informó que la Procuraduría Delegada para el Ministerio Público en Asuntos Penales constituyó la Agencia Especial N° 9125 dentro de la investigación penal mencionada en el párrafo cuarto del presente documento.

514. Al respecto, el Estado colombiano se permite informar a Sus Señorías que a la luz de los hechos relacionados con el homicidio del periodista Castilla Ospona, la Fiscalía General de la Nación solicitó a su Oficina de Protección de Víctimas y Testigos que analice la viabilidad de incorporar a la esposa e hijos de la víctima dentro del Programa de Protección a su cargo.

515. De igual forma, se solicitó a los Comandos de la Policía Nacional en las ciudades de Montería y Mosquera (departamento de Córdoba), implementar protección especial a favor de estas personas.

516. En cuanto a las medidas de protección implementadas para garantizar la integridad física y psicológica de los defensores de derechos humanos en la región, el Estado colombiano se permite informar que durante el año 2010, la Policía del departamento de Córdoba ha llevado a cabo Estudios Técnicos de Nivel de Riesgo a ocho (8) defensores de Derechos Humanos del mencionado departamento, tres (3) de los cuales arrojaron como resultado “Extraordinario”, y cinco (5) arrojaron como resultado “Ordinario”. En este sentido, el Estado colombiano se permite indicar que se han implementado alianzas estratégicas de seguridad, como medida preventiva a favor de estos defensores de Defensores de Derechos Humanos, de forma tal que se mitiguen y controlen las situaciones de riesgo en que se pueden encontrar estas personas.

517. El Estado colombiano lamenta y rechaza los hechos que resultaron en la muerte del señor Clodomiro Castilla Opsina.

518. La Fiscalía Novena, adscrita a la Unidad Nacional de Derechos Humanos de la Fiscalía General de la Nación, adelanta la investigación penal la cual fue iniciada de oficio.

519. El Gobierno Nacional brindará la colaboración necesaria a la Fiscalía General de la Nación, con el propósito de identificar e individualizar a los responsables y llevarlos ante el Juez competente.

520. La Fiscalía General de la Nación solicitó a su Oficina de Protección de Víctimas y Testigos que analice la viabilidad de incorporar a la esposa e hijos de la víctima dentro del Programa de Protección a su cargo.

521. La Policía Nacional, a través del Comando de Policía del departamento de Córdoba, se encuentra brindando medidas especiales de protección a favor de los familiares del periodista Clodomiro Castilla Ospina.

Llamamiento urgente

522. El 26 de mayo de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato del Sr. **Rogelio Martínez**, líder campesino y miembro del Movimiento Nacional de Víctimas de Crímenes de Estado (MOVICE), capitulo de Sucre.

523. Según las informaciones recibidas, el 18 de mayo de 2010, el Sr. Rogelio Martínez fue asesinado por varios hombres encapuchados cerca de la finca “La Alemania”, en el municipio de San Onofre, Sucre. El Sr. Martínez habría liderado en los últimos años el retorno de un número de familias a la finca “La Alemania” las cuales habrían sido desplazadas por paramilitares del Bloque de Héroes de los Montes de María.

524. Desde 2008, el Sr. Martínez habría recibido amenazas de muerte mediante correos electrónicos, así como llamadas y mensajes a su teléfono móvil. Estos hechos habrían sido comunicados a las autoridades competentes. En este contexto, el Sr. Martínez habría sido

objeto de medidas de seguridad desde 2009 en el marco del Programa de Protección del Ministerio del Interior.

525. Se expresó grave preocupación por el asesinato del Sr. Martínez y por el hecho de que el mismo hubiera podido estar relacionado con sus actividades de promoción de los derechos humanos, en particular, a favor de los afectados por la usurpación de tierras por parte de grupos paramilitares.

Llamamiento urgente

526. El 31 de mayo de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato del Sr. **Alexander Quintero**, defensor de derechos humanos y presidente de la Asociación de Juntas de Acción Comunal del Alto Naya.

527. Según las informaciones recibidas, el día 23 de mayo de 2010, el Sr. Quintero habría sido asesinado con arma de fuego por hombres desconocidos movilizados en motocicleta cuando se dirigía a su casa en el casco urbano de Santander de Quilichao, Cauca.

528. El Sr. Quintero trabajaba en defensa de los derechos de las víctimas de la masacre del Alto Naya, ocurrida en 2001. Era asimismo uno de los líderes principales que promovía la convivencia entre las comunidades afrodescendientes, indígenas y campesinas del Alto Naya. El Sr. Quintero habría recibidos días antes de su asesinato amenazas de muerte por parte del grupo denominado “Águilas Negras”.

529. Este sería el segundo asesinato de un defensor de los derechos humanos en menos de una semana en Colombia después del asesinato el pasado día 18 de mayo en Sucre del Sr. Rogelio Martínez. Un llamamiento urgente ha sido enviado el pasado 26 de mayo por el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos. En ambos casos, se trata de líderes que trabajaban por las víctimas y estaban involucrados en procesos de restitución de tierras en manos de grupos paramilitares. Asimismo, ambos defensores estaban amenazados y disponían de medidas de protección por parte de las autoridades colombianas.

530. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia y riesgo para defensores de los derechos humanos en Colombia. Se expresó grave preocupación por el asesinato del Sr. Quintero y por el hecho de que el mismo hubiera podido estar relacionado con sus actividades de promoción de los derechos humanos, en particular, en favor de la restitución de tierras.

Respuesta del Gobierno

531. Mediante carta fechada el 9 de noviembre del 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 31 de mayo de 2010. El Estado se permite informar que la exactitud de los hechos denunciados será determinada mediante sentencia judicial, pues como se detalla más adelante, están siendo objeto de investigación y no corresponde pronunciarse antes de que las pesquisas adelantadas de manera independiente, por la rama judicial hayan concluido.

532. Sobre el particular, la obligación del Estado colombiano de proteger a todos los habitantes en el territorio, y de manera particular a las poblaciones vulnerables, se ha reflejado en el diseño y puesta en marcha de políticas, planes y programas que, en forma

articulada y coordinada, orientan los esfuerzos institucionales hacia el logro de la plena vigencia de los Derechos Humanos. Durante los dos periodos del Gobierno del Presidente Álvaro Uribe Vélez, y en lo corrido del mandato del Presidente Juan Manuel Santos, el Gobierno ha avanzado en el fortalecimiento del Programa de Protección que lidera el Ministerio del Interior y de Justicia, a través de incrementos considerables en el presunto asignado.

533. No obstante, el Estado colombiano estima pertinente poner en conocimiento de los Honorables Relatores que al momento de su fallecimiento, el señor Alexander Quintero no contaba con medidas de protección implementadas por el Ministerio del Interior y de Justicia. Lo anterior, en razón a que el Estudio Técnico de Nivel de Riesgo realizado arrojó resultado “Ordinario”.

534. De otro lado, el Estado colombiano se permite señalar que en el año 2003, el Ministerio de Defensa Nacional expidió la Directiva Ministerial N° 09, con el propósito de fortalecer la política de promoción y protección de los trabajadores, sindicalistas y defensores de derechos humanos.

535. Es así como en el marco de la mencionada Directiva Ministerial, la XIX Brigada del Ejército Nacional, desarrolla operaciones militares a nivel táctico, operacional y estratégico en el departamento del Cauca, las cuales han permitido lograr una serie de capturas, desmovilizaciones, decomiso de insumos para el procesamiento de alcaloides, e incautación de armamento, entre otros.

536. Adicionalmente, es pertinente mencionar que esa Unidad Operativa adelanta diferentes reuniones y actividades que cuentan con la participación de las autoridades locales, tendientes a fortalecer la interacción de las autoridades militares, policiales y civiles de la región, en defensa de los derechos fundamentales de los miembros de la comunidad.

537. El Estado colombiano se permite señalar que la Fiscalía Primera Seccional de Santander de Quilichao (departamento de Cauca ubicado al suroeste del país), adelanta la investigación penal por el delito de homicidio del señor Alexander Quintero, acaecido el pasado 23 de mayo de 2010 en el mencionado municipio.

538. El aludido proceso penal, en la actualidad se encuentra en etapa de indagación, en desarrollo de la cual se han llevado a cabo las siguientes gestiones tendientes a esclarecer los hechos, así como también a identificar e individualizar a los presuntos responsables: el 26 de mayo de 2010 se elaboró el correspondiente Programa Metodológico; los días 4 y 17 de junio de 2010, se llevaron a cabo entrevistas a testigo de los hechos.

539. De igual forma, el Estado colombiano se permite señalar que se llevó a cabo el protocolo de necropsia, con el propósito de determinar con exactitud, las causas de la muerte del señor Quintero. Adicionalmente, es pertinente señalar que en la fecha, la Fiscalía de conocimiento se encuentra a la espera de practicar nuevas pruebas.

540. A pesar de las gestiones desplegadas hasta la fecha, el Estado colombiano se permite señalar que aún no han sido identificados los presuntos responsables de la muerte del señor Quintero.

541. El Estado se permite señalar que la Procuraduría General de la Nación informó que la Procuraduría 226 Judicial Penal I, lleva a cabo una Agencia Especial sobre la investigación penal con el propósito de velar por el lleno de todas las garantías sustanciales y procesales.

542. El Estado colombiano rechaza los hechos que resultaron en la muerte del señor Alexander Quintero.

543. La Fiscalía 1º Especializada de Seccional de Santander de Quilichao (departamento de Cauca), adelanta la investigación penal con el propósito de esclarecer los hechos y identificar e individualizar a los responsables del homicidio del señor Quintero.

544. En el marco de la citada investigación, que a la fecha se encuentra en etapa de Indagación, se ha ordenado la práctica de diversas pruebas, tales como el programa metodológico, diligencias de entrevistas y el protocolo de necropsia.

545. Con el propósito de garantizar la transparencia dentro del mencionado proceso penal, la Procuraduría 226 Judicial Penal I, constituyó una Agencia Especial sobre la mencionada investigación penal.

546. El Gobierno Nacional brindará la colaboración necesaria a la Fiscalía General de la Nación, con el propósito de identificar e individualizar a los responsables y llevarlos ante el Juez competente.

Llamamiento urgente

547. El 10 de junio de 2010 la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la integridad física y psicológica del sacerdote y defensor de los derechos humanos **Javier Giraldo**. El padre Javier Giraldo es miembro del Centro de Investigación y Educación Popular (CINEP), organización no gubernamental creada por la Compañía de Jesús en 1962, que trabaja por la transformación social, económica y política de Colombia con especial atención a los sectores más desfavorecidos.

548. Según las informaciones recibidas, desde el día 22 de abril de 2010, habrían aparecido en la ciudad de Bogotá varias pintadas amenazando de muerte al padre Giraldo. Las pintadas habrían incluidos textos como “Javier Giraldo = muerte”.

549. Como parte de su labor como defensor de los derechos humanos, el padre Giraldo habría estado activamente involucrado en el esclarecimiento de la masacre de Trujillo, en el Valle de Cauca, en la cual habrían sido asesinadas más de 300 personas en 1990.

550. Asimismo, el padre Giraldo habría denunciado crímenes y asesinatos cometidos por el ejército colombiano, grupos paramilitares y guerrilla en la Comunidad de Paz de San José de Apartado desde julio de 1996. Su trabajo en relación con esta comunidad habría incluido la denuncia de la participación de un antiguo Comandante de las Fuerzas Armadas colombianas en la masacre de San José de Apartado ocurrida el 21 de febrero de 2005. En conexión con su trabajo en este caso, el padre Giraldo habría sido objeto de una comunicación enviada por el entonces Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, y la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 20 de marzo de 2009.

551. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en Colombia. Se expresó preocupación por la integridad física y psicológica del padre Javier Giraldo y por el hecho de que estas amenazas pudieran estar relacionadas con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos, en particular de los más desfavorecidos, así como con sus denuncias de violaciones de derechos fundamentales.

Llamamiento urgente

552. El 25 de junio de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Representante Especial del Secretario General sobre los derechos humanos de los desplazados internos, y el Relator Especial sobre la violencia contra la mujer enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas recibidas por varias organizaciones defensoras de los derechos humanos de las mujeres desplazadas en Colombia, en particular amenazas en contra de la **Corporación Sisma Mujer** y de algunas organizaciones pertenecientes al Observatorio de los Derechos Humanos de las Mujeres en Colombia.

553. Según las informaciones recibidas, a través de diversos boletines enviados vía correo electrónico, el grupo paramilitar Águilas Negras habría identificado a estas organizaciones como “objetivos militares”, las habrían amenazado de “muerte y seguimiento” advirtiendo que saben “donde viven, los recorridos que hacen con quienes andan y (...) que están cobrando las ayudas del Gobierno”.

554. Dicho grupo militar habría amenazado a estas organizaciones en varias ocasiones, inicialmente el 2 de enero de 2010 y después el 2 y el 14 de mayo de 2010. Los mensajes fueron remitidos desde la dirección electrónica fenixaguilasnegras@gmail.com, misma dirección desde la que ya se habían recibido amenazas en 2009. El grupo paramilitar habría destacado que continúa declarando a los destinatarios objetivo militar de un “plan de exterminio” por supuestamente “obstaculizar las políticas del Gobierno colombiano”.

555. De acuerdo con la información recibida, las amenazas habrían sido suscritas por grupos paramilitares que continúan existiendo en Colombia y cuyos actos de hostigamiento y ataque tendrían un carácter selectivo en contra de mujeres que tienen un papel de liderazgo social y comunitario y en contra de defensoras de derechos humanos.

556. El 5 de febrero de 2010, la Corporación Sisma Mujer habría interpuesto una denuncia penal en la Unidad de Derechos Humanos de la Fiscalía General de la Nación. Además, la Corporación Sisma Mujer habría solicitado medidas cautelares a la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH). En consecuencia, en el mes de abril de 2010, la CIDH solicitó al Estado colombiano adoptar medidas cautelares a favor de dos mujeres desplazadas que defienden los derechos humanos y que participan en el Observatorio, lo mismo que de las personas que trabajan en la Corporación Sisma Mujer.

557. Sin embargo, de acuerdo con la información recibida, las autoridades no habrían tomado medidas efectivas para la protección de la vida y la integridad personal de las mujeres que hacen parte de las citadas organizaciones, ni de las mujeres desplazadas que ellas defienden. Se destaca con preocupación que las amenazas por parte del grupo paramilitar fueron reiteradas en el mes de mayo, después de haber sido concedidas las medidas cautelares por parte de la CIDH en el mes de abril.

558. Cabe señalar que ya anteriormente (5 de septiembre de 2008), la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos y la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias, habían enviado al Gobierno de Colombia una comunicación relativa a actos de amenazas y ataques en contra de una defensora de derechos humanos, supuestamente perpetrados por la corporación paramilitar Águilas Negras. Se lamenta que, hasta el momento, no se ha recibido respuesta a esta comunicación.

559. Se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de los integrantes de la organización Corporación Sisma Mujer y de algunas organizaciones pertenecientes al Observatorio de los Derechos Humanos de las Mujeres en Colombia así como de las mujeres desplazadas que éstas defienden. Asimismo se expresó preocupación por las

alegaciones de que estas amenazas pudieran estar relacionadas con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos, en particular de defensa de las mujeres desplazadas. Finalmente, se expresó preocupación por las alegaciones de que las autoridades colombianas no habrían tomado medidas efectivas para la protección de la vida y la integridad personal de las mujeres afectadas. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en Colombia.

Respuesta del Gobierno

560. Mediante carta fechada el 27 de julio de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 25 de junio de 2010. El Estado se permite informar que la exactitud de los hechos denunciados será determinada mediante sentencia judicial, de lo cual se informará oportunamente a Sus Señorías.

561. Efectivamente, tal como lo afirman Sus Señorías en el mencionado documento, la Corporación SISMA Mujer ha presentado denuncias penales a instancias de las autoridades judiciales competentes, con el propósito de esclarecer los hechos de Amenazas en su contra, así como también para identificar e individualizar a los presuntos responsables.

562. Como resultado de las mencionadas denuncias, el Estado colombiano se permite informar que en la actualidad existen tres investigaciones penales.

563. Al respecto, el Estado se permite poner en conocimiento de Sus Señorías que la Dirección Nacional de Fiscalías informó que actualmente se adelantan investigaciones por parte de la Fiscalía General de la Nación en donde se registran como víctimas del delito de Amenazas, integrantes de la Organización Sisma Mujer, incluyendo a la señora Tránsito Jurado y María Eugenia González.

564. Como resultado de lo anterior, el Estado colombiano se permite informar a Sus Señorías que en la actualidad se está llevando a cabo al correspondiente Estudio Técnico de Nivel de Riego de las beneficiarias.

565. No obstante, en atención a la situación en la que se encuentran las mujeres de la Corporación Sisma, fue necesario realizar una consulta extraordinaria a los miembros del Comité de Reglamentación y Evaluación de Riesgos (CRER) del Ministerio del Interior y de Justicia, para la adopción de medidas de protección a favor de Tránsito Jurado, María Eugenia González y miembros de la Corporación Sisma Mujer. Lo anterior en virtud del trámite de emergencia, consagrado en el artículo 24 del decreto 2816 de 2006.

566. En el marco de dicha consulta extraordinaria, los miembros delegados del CRER recomendaron a favor de las beneficiarias una serie de medidas de protección cuyo detalles el Gobierno proporciona.

567. El Estado lamenta las amenazas proferidas en contra de líderes sociales y miembros de Organizaciones No Gubernamentales defensoras de Derechos Humanos, e informa a Sus Señorías que el Gobierno Nacional está presto a brindar la colaboración necesaria a las autoridades judiciales encargadas de esclarecer los hechos y de identificar e individualizar a los responsables.

568. La Fiscalía General de la Nación informó acerca de tres investigaciones penales activas por presuntas amenazas en contra de las integrantes de la Corporación Sisma Mujer, las cuales se encuentran en etapa de Indagación.

569. Sobre el particular, el Estado colombiano se permite informar que las Fiscalías de conocimiento han emitido órdenes de Policía Judicial con el fin de recopilar la evidencia disponible.

570. El Estado desea resaltar que no es cierta la afirmación de la Corporación Sisma Mujer en el sentido de que el Estado no ha brindado las medidas de protección necesarias, dado que tal como se señaló anteriormente, las beneficiarias han recibido apoyos de transporte terrestre, apoyos de trasteo, medios de comunicación celular, apoyos de reubicación.

571. Existe un trámite de emergencia, el cual es activado en aquellas situaciones de riesgo inminente. Bajo este supuesto, el Ministerio del Interior y de Justicia adopta e implementa medidas provisionales de protección, las cuales son aprobadas posteriormente por el Comité de Reglamentación y Evaluación de Riesgos (CRER).

572. El Estado desea poner de presente que se ha llevado a cabo un proceso de concertación con las beneficiarias, por medio del cual se ha generado un espacio en el que pueden presentar sus inquietudes, inconvenientes los hechos de los cuales han sido víctimas y las medidas de protección que consideran necesarias para proteger su vida e integridad personal.

Llamamiento urgente

573. El 21 de julio de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la integridad física y psicológica de la señora **María Angélica González Carreño**, coordinadora del “Programa de Atención a Comunidades en riesgo” de la Vicepresidencia de la República, y las señoras **Nohora Guerrero**, **Lizbeth Jaime** y **Mónica Duarte**, las tres profesionales vinculadas a la Fundación Progresar. La Fundación Progresar trabaja en la provincia de Norte de Santander ayudando a la población en situación de desplazamiento forzoso.

574. Según las informaciones recibidas, entre los días 8 y 9 de julio de 2010, las personas arriba mencionadas habrían sido tomadas como rehenes por miembros del Ejército de Liberación Nacional (ELN) en la zona rural del municipio de Teorama, Provincia de Norte de Santander. Las cuatro profesionales se encontraban desarrollando actividades humanitarias con la población desplazada de la provincia cuando fueron retenidas por hombres armados que se habrían identificado como miembros del ELN. A fecha de hoy, las cuatro profesionales se encontrarían en paradero desconocido.

575. Se expresó grave preocupación por la integridad física y psicológica de las señoras María Angélica González Carreño, Nohora Guerrero, Lizbeth Jaime y Mónica Duarte y por el hecho de que su retención por parte de miembros del ELN pudiera estar relacionadas con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos, en particular de las población en situación de desplazamiento forzoso. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en Colombia.

Llamamiento urgente

576. El 13 de Septiembre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con la Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la situación del ex juez penal militar capitán **Alexander Cortés**.

577. Según la información recibida el primero de marzo de 2007, después de un proceso de selección por concurso de méritos, el capitán Cortés asumió el cargo de juez 94 de instrucción penal militar adscrito a la Décima Séptima Brigada con sede en Carepa, departamento de Antioquia. Durante su labor como juez militar, el señor Cortés habría encontrado una gran cantidad de casos de muertes presentadas en combate, respecto de las cuales habría existido abrumadora evidencia de que se trataba de ejecuciones extrajudiciales. Teniendo en cuenta que en el ordenamiento jurídico colombiano la investigación de este tipo de hechos, por tratarse de graves violaciones a los derechos humanos, está excluido de la competencia de la justicia penal militar y deben ser investigados por la justicia ordinaria, el juez Cortés habría remitido 54 casos de ejecuciones extrajudiciales a la Fiscalía General de la Nación.

578. Como consecuencia de un traslado ordenado en junio de 2009, el señor Cortés se habría posesionado como juez quinto de instrucción penal militar con sede en Chiquinquirá, departamento de Boyacá. A finales de 2009, la esposa del capitán Cortés, María Elvira Espinosa Triana, habría recibido una llamada de un teniente de la Séptima División con sede en Medellín en la que le habrían advertido que se cuidara, ya que se había realizado una reunión con altos mandos militares en los que se habrían mencionado hechos graves en contra de su esposo. Adicionalmente, la señora Espinosa, habría sido despedida de su cargo como abogada de la Defensoría militar, también a finales de 2009. Este organismo está encargado de proveer la defensa técnica a los militares procesados por la justicia. El director de dicho organismo, le habría manifestado que su contrato se terminaba, como consecuencia de las decisiones judiciales adoptadas por su esposo durante el 2009. Adicionalmente, le habría advertido que, por esta misma razón, su esposo se había ganado como enemigo al General Zapata, quien fue Comandante de la Décimo Séptima Brigada, donde el capitán Cortés se desempeñaba como juez de instrucción.

579. También a finales de 2009, el Ejército Nacional habría realizado un estudio de seguridad minucioso al capitán Cortés y a su círculo familiar, el cual comprendió a su esposa y sus padres. En el desarrollo de este estudio se habrían recogido las direcciones y teléfonos de sus familiares. A la fecha no se conocería el resultado de este estudio de seguridad.

580. El 12 de enero de 2010 el juez Cortés habría sido desvinculado de su cargo aunque no habría existido ningún proceso disciplinario en su contra, ni ningún llamado de atención en el que se dejara constancia de alguna conducta reprochable en el desempeño de sus funciones.

581. El 17 de julio de 2010 la revista Semana, la cual tiene amplia circulación nacional, habría publicado el artículo “Los casos olvidados de los falsos positivos” y la entrevista con el capitán Alexander Cortés “Capitán nunca juzgara a Coronel”. En el primero de estos artículos, como consecuencia de la información que entregó el capitán Cortés, se habrían revelado detalles de diferentes casos de ejecuciones extrajudiciales ocurridos en la zona del Uraba antioqueño que habían sido presentados por miembros del Ejército nacional como muertos en combate. El artículo también habría revelado, con fundamento en grabaciones de audio, como el capitán Duván Hernández después de una conversación con su superior habría decidido presentar como una muerte en combate una ejecución extrajudicial. Para tal fin, el capitán se habría comunicado con un paramilitar quien le consiguió un arma que se habría colocado al lado del cuerpo de la víctima. La publicación de estos artículos habría generado interés en los principales medios nacionales radiales, los cuales habrían entrevistado dos días después de la publicación de la revista al capitán Cortés.

582. Como consecuencia de la protección solicitada a las autoridades estatales, ante el fundado temor de represalias por las denuncias realizadas, y por su actuación como funcionario judicial, el capitán Cortés habría recibido un esquema de protección. Dicho esquema que consiste en la asignación de un vehículo y de un patrullero, sería insuficiente.

En primer lugar, el vehículo no sería blindado. En segundo lugar, el esquema no tendría un tripulante por lo que el escolta asignado debería hacer las veces de conductor, lo cual dificultaría la reacción ante la eventualidad de un atentado.

583. Las deficiencias en el esquema de protección se habrían evidenciado el pasado sábado 21 de agosto de 2010 cuando desconocidos habrían ingresado, al parecer en horas de la tarde, al apartamento donde reside el capitán Cortés con su esposa. Afortunadamente, ellos no se encontraban allí. Las personas que habrían ingresado al apartamento lo habrían hecho a través del patio del edificio, para lo cual habrían desoldado uno de los barrotes que protege este sector. Si bien no habría sido hurtado ningún bien, este ataque contra la inviolabilidad del domicilio de la familia Cortés constituiría una nueva intimidación por la labor desempeñada por Alexander Cortés como juez penal militar y por sus denuncias sobre algunas de las ejecuciones extrajudiciales ocurridas en el Urabá antioqueño. Como consecuencia de estos hechos, se habría ordenado a dos policías de la estación del barrio San Fernando proteger el edificio donde reside la familia Cortés. Sin embargo, el domingo 22 de agosto en horas de la mañana dicha protección habría sido levantada.

584. Se expresó preocupación que las recientes intimidaciones y amenazas de las que ha sido víctima el Sr. Cortés se produjeron como consecuencia de su labor desempeñada como juez penal militar en la región de Urabá antioqueño, así como de sus recientes denuncias acerca de las ejecuciones extrajudiciales en dicha zona del país.

Llamamiento urgente

585. El 27 de octubre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con la Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, y la Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la situación de la fiscal **Ángela María Buitrago**.

586. Según la información recibida, la Dra. Buitrago fue nombrada a principios de 2005 como fiscal encargada del caso del Palacio de Justicia y habría iniciado una investigación sobre los presuntos crímenes por parte de miembros de las fuerzas armadas. Como consecuencia de su investigación, varios miembros de alto rango de las fuerzas armadas estarían siendo investigados o juzgados. En este contexto, hace algunos meses se habría emitido la primera condena penal en el caso contra el Coronel retirado Alfonso Plazas Vega.

587. El 2 de septiembre 2010, el Fiscal General encargado, Guillermo Mendoza Diago, habría pedido a todo el equipo de 11 fiscales que prestan servicios ante la Corte Suprema que presentaran sus dimisiones. Sin embargo, el Fiscal General encargado solo habría aceptado dos de ellas, incluyendo la dimisión de la Dra. Buitrago. La designación y separación de los fiscales forma parte del poder discrecional del Fiscal General. La destitución de la Dra. Buitrago habría tenido lugar unos días después que ésta hubiera llamado a indagatoria a tres generales colombianos en retiro por la ejecución extrajudicial del Magistrado Carlos Horacio Urán.

588. El Fiscal General encargado habría justificado esta decisión aduciendo el escaso rendimiento de la Dra. Buitrago y su negligencia en el desempeño de unos casos asignados debido a la concentración de sus esfuerzos en el caso del Palacio de Justicia. En consecuencia, un procedimiento disciplinar habría sido iniciado contra la Dra. Buitrago. Según las informaciones recibidas, la Dra. Buitrago habría estado presente en la Corte 285 días en 2009 y en 2010 para seguir todos los casos bajo su competencia. Ahora sus casos habrían sido repartidos entre 5 personas.

589. Según informes recibidos, la Dra. Buitrago habría sido objeto de amenazas, intimidaciones e interferencias en su trabajo vinculadas con su actividad de investigación. La asignación del caso del Palacio de Justicia a otros fiscales podría implicar importantes retrasos en este proceso lo cual podría tener consecuencias procesales negativas de cara a asegurar que los responsables de estos delitos respondan ante la justicia.

590. La destitución de la Dra. Buitrago tendría consecuencias que irían más allá del caso del Palacio de Justicia ya que la Dra. Buitrago habría sido la fiscal encargada en varias investigaciones y procesos judiciales de alto perfil sobre violaciones de derechos humanos, tales como el juicio del ex Director del Departamento Administrativo de Seguridad, Jorge Noguera; o el proceso contra ex oficiales de alto rango de la previa administración como el Vicepresidente Francisco Santos y el asesor del Presidente José Obdulio Gaviria. Estos casos, al igual que el caso del Palacio de Justicia, se encontrarían en estado avanzado de instrucción y la abrupta destitución de la fiscal podría representar un importante retroceso. Además, como consecuencia de la destitución de la Dra. Buitrago, los fiscales de los respectivos casos podrían mostrarse reacios a proceder contra algunos de los inculpados.

Llamamiento urgente

591. El 2 de noviembre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con la Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con amenazas, hostigamiento y actos de violencia contra el Sr. **Alexander Montaña** y la Sra. **Sofía Lopez**. La Sra. Lopez y el Sr. Montaña son abogados de derechos humanos asesores legales para la Corporación Justicia y Dignidad, una ONG de derechos humanos. Representan víctimas de violaciones de derechos humanos en el suroeste de Colombia, y llevan peticiones ante la Comisión Inter-Americana de Derechos Humanos (CIADH).

592. Según las informaciones recibidas, el Sr. Montaña y la Sra. Lopez habrían sido víctimas de seguimiento, actos de violencia física y verbal, así como amenazas, cuando salían de su lugar de trabajo en Cali, Colombia, por la tarde del 5 de octubre del 2010.

593. Según se informa, tras salir de su lugar de trabajo, el Sr. Montaña y la Sra. Lopez se habrían dado cuenta que un grupo de tres personas desconocidas les estaba siguiendo. Dicho grupo les habría amenazado e intimidado, refiriéndose a su trabajo como defensores de derechos humanos. Mas tarde, mientras el Sr. Montaña y la Sra. López esperaban el transporte público, otro individuo desconocido habría atacado al Sr. Montaña, golpeándole e insultándole. Tras la agresión, el individuo se habría retirado y reunido con el grupo de personas que anteriormente les habría seguido y amenazado. Posteriormente, el médico del Sr. Montaña habría recomendado que tomara quince días de baja debido a las lesiones sufridas tras el ataque.

594. En este contexto, la Corporación Justicia y Dignidad habría solicitado al Estado colombiano medidas de protección para sus integrantes con el fin de que pudieran continuar su trabajo representando víctimas. Sin embargo, la Cancillería habría negado su solicitud, indicando que únicamente los beneficiarios de medidas cautelares otorgadas por la CIADH serían elegibles.

595. Se expresó preocupación por las alegaciones recibidas según las cuales los actos de violencia, amenazas e intimidación contra el Sr. Alexander Montaña y la Sra. Sofía López pudieran estar relacionados con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos. Se expresa asimismo preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Montaña y la Sra. López, así como por otros integrantes de la Corporación Justicia y Dignidad.

Llamamiento urgente

596. El 8 de noviembre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con amenazas, actos de vigilancia, allanamiento y presunto robo contra la **Asociación Regional de Víctimas del Magdalena Medio** (ASORVIMM), una organización que forma parte del Movimiento Nacional de Víctimas de Crímenes de Estado en Colombia.

597. Según las informaciones recibidas, el 3 de noviembre de 2010, habría tenido lugar un allanamiento ilegal en la sede de ASORVIMM, en la ciudad de Barrancabermeja, Magdalena Medio, Colombia. Varios desconocidos habrían entrado en la oficina rompiendo el techo y forzando las puertas del interior de la misma; integrantes de ASORVIMM habrían posteriormente descubierto pisadas y documentos esparcidos por el suelo. Aunque no se habría extraído ningún equipo de la sede, se presume que se habría sustraído información digital.

598. El 4 de noviembre, la Policía Nacional y la Seccional de Investigación Criminal se habrían presentado a la sede de ASORVIMM y habrían registrado los sucesos aunque no habrían podido tomar las huellas de los agresores.

599. Según se informa, este allanamiento y presunto robo se enmarcarían en un contexto de creciente hostilidad contra ASORVIMM y sus integrantes. Se ha informado que anteriormente, el 9 de Octubre de 2010, varios desconocidos habrían rondado frente a la oficina de ASORVIMM vigilando su interior y a la gente que entraba y salía de ella. Aproximadamente a las 07:50 de la mañana, dos individuos desconocidos se habrían quedado en la puerta de la oficina observando el interior, retirándose más tarde en frente de la misma para vigilar quien entraba y salía de ella. Más tarde, una pareja joven habría reemplazado a los dos hombres y continuado la vigilancia de la oficina y las personas que en ella entraban. Los desconocidos habrían vigilado a la Presidenta de ASORVIMM, la Sra. Lilia Peña, cuando ésta llegó a la oficina, y realizado asimismo indagaciones a personas de negocios vecinos, así como a personas que se acercaron a la oficina de ASORVIMM.

600. Cabe añadir que, según la información recibida, el 26 de mayo del 2010, ASORVIMM habría también recibido una amenaza vía Internet, la cual habría sido enviada a varias organizaciones de Barrancabermeja desde la misma dirección de correo electrónico. Dicho mensaje habría acusado a las organizaciones de estar infiltradas por la guerrilla, y advertido que los remitentes del mensaje exterminarían a “quienes se opongan al desarrollo y seguridad del país”.

601. Se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de los integrantes de ASORVIMM, así como las indicaciones de que las amenazas, seguimiento y vigilancia, pudieran estar relacionadas con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos.

Llamamiento urgente

602. El 23 de noviembre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Presidente-Relator del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la situación de la Sra. **Carolina Rubio Esguerra**. La Sra. Rubio Esguerra es la jefa de la seccional Santander de la Fundación Comité de Solidaridad con los Presos Políticos (FCSPP); facilitadora del capítulo Norte de Santander del Movimiento Nacional de Víctimas de Crímenes de Estado (MOVICE); delegada al Comité Operativo de la Coordinación Colombia Europa Estados

Unidos, y fue representante de las organizaciones colombianas en la última asamblea de la Oficina Internacional de los Derechos Humanos Acción Colombia.

603. Previamente, la Sra. Rubio Esguerra ha sido objeto de un llamamiento urgente del Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión; del Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias; y de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, enviado el 23 de mayo de 2008. La Sra. Rubio Esguerra fue asimismo objeto de un llamamiento urgente del Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, enviado el 25 de junio de 2008. Hasta la fecha no se ha recibido respuesta por parte del Gobierno de su Excelencia a este último llamamiento urgente.

604. Según las informaciones recibidas, el 16 de noviembre de 2010, aproximadamente a las 13:00 horas, la Sra. Rubio Esguerra, quien se encuentra en su noveno mes de embarazo, habría sido arrestada por miembros de la Seccional de Investigación Criminal de la Policía (SIJIN) en Bucaramanga, en razón de un requerimiento de la Fiscal Quinta Seccional de la Unidad de Apoyo de la Fiscalía General de la Nación, Sra. Luz Daris Navas, bajo la acusación de un presunto delito de rebelión.

605. Según se informa, durante su permanencia en la SIJIN, la Sra. Rubio Esguerra habría sufrido un aumento de la presión arterial y la pérdida sensorial del bebé debido a su estado avanzado de embarazo y a la fuerte impresión sufrida a causa de la detención. En consecuencia, la Sra. Rubio habría sido examinada allí mismo por un médico particular y luego atendida de urgencia en la Clínica Cañaveral, en donde se le habrían realizado los exámenes de rigor.

606. La indagatoria de la Sra. Rubio Esguerra habría sido iniciada aproximadamente a las 21:00 horas de esa misma noche ante la mencionada Unidad de Apoyo de la Fiscalía, por el presunto delito de rebelión, por hechos que supuestamente habrían tenido lugar en el período comprendido entre 2002 y 2005. Además, la Sra. Rubio Esguerra habría sido señalada como miembro del “Frente 24” de la guerrilla de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC) por dos testigos sin rostro. Al terminar la diligencia, la mencionada fiscal habría ordenado la detención de la Sra. Rubio Esguerra en el reclusorio de mujeres de Bucaramanga puesto que, a partir de la indagatoria, la ley otorga un plazo de cinco días para definir la situación jurídica de los detenidos. Además, la fiscal habría afirmado que, teniendo en cuenta el estado de salud de la Sra. Rubio Esguerra, intentaría resolver el caso en el menor tiempo posible.

607. Seguidamente, el 18 de noviembre de 2010 aproximadamente a las 15:00hs, la Sra. Rubio Esguerra habría sido puesta en libertad. Según las informaciones recibidas, se habría suspendido la orden de captura en su contra, aunque la investigación continuaría su curso. Asimismo, se ha recibido información indicando que el caso debería ser trasladado a la Fiscalía de Barrancabermeja y que, en este momento, no habría fiscal asignado.

608. De acuerdo con las informaciones recibidas, la Fiscalía de la Nación habría tenido como fundamento para la apertura de la investigación así como la expedición de la orden de captura contra la Sra. Rubio Esguerra, el testimonio de reinsertados de un grupo insurgente, quienes se habrían desmovilizado en 2007 y ahora serían parte de los programas de reinserción del Gobierno nacional, y recibirían los beneficios que éstos les otorgan.

609. La Sra. Rubio Esguerra contaría con medidas de protección por parte del Ministerio del Interior desde 2005, las cuales habrían sido suspendidas temporalmente durante su detención.

610. Se expresó preocupación por las alegaciones de que su detención y las acusaciones en su contra pudieran estar relacionadas con sus actividades pacíficas y legítimas de

promoción y protección de los derechos humanos. Asimismo, dado su estado avanzado de embarazo, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Carolina Rubio Esguerra así como la salud de su futuro niño. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente hostigamiento, violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en Colombia en los últimos meses.

Respuesta del Gobierno

611. Mediante carta fechada el 29 de noviembre de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 23 de noviembre de 2010. El Estado se permite informar que efectivamente, el día 16 de noviembre de 2010, autoridades judiciales competentes, procedieron a la detención de la señora Carolina Rubio Esguerra, en el marco de una investigación penal iniciada en su contra, por el presunto delito de Rebelión.

612. Sobre el particular, de manera respetuosa el Estado colombiano se permite solicitar a los Honorables Relatores, precisar el alcance de la “queja”, dado que por dicho vocablo, puede entenderse una queja disciplinaria, una denuncia penal, un recurso ante una decisión judicial, una demanda ante la jurisdicción contencioso administrativa, una denuncia antes Organismos Internacionales, entre otros.

613. No obstante, de buena fe, el Estado colombiano procederá a analizar si se ha presentado algún tipo de queja de carácter disciplinario y/o un recurso de reposición o de apelación ante las decisiones judiciales presentadas en el marco de la investigación penal iniciada en contra de la señora Rubio Esguerra.

614. Sin embargo, el Estado colombiano se permite resaltar que los hechos que rodearon la detención de la señora Rubio Esguerra, se ajustaron a los preceptos legales vigentes, respetando su derecho al debido proceso y garantizando en todo momento su integridad personal

615. Sobre el particular, el Estado colombiano se permite informar a los Honorables Relatores que de conformidad con la Fiscalía General de la Nación, la Fiscalía 5 de Estructura de Apoyo adelanta la investigación penal por el presunto delito de Rebelión en contra de la señora Carolina Rubio Esguerra, encontrándose a la fecha en etapa de Instrucción.

616. La mencionada investigación, fue iniciada con ocasión de las declaraciones rendidas por dos desmovilizados de la guerrilla de las FARC, quienes manifestaron que la señora Rubio Esguerra, alias “La Gorda”, presuntamente habría pertenecido al Frente 24 de este grupo guerrillero, entre los años 2002 y 2005, el cual delinque en el sur del departamento de Bolívar, bajo el mando de Jose Lisandro Lascarro, alias “Pastor Alape”.

617. En el marco de este proceso penal, se han llevado a unas diligencias judiciales sobre las cuales el Gobierno proporcionó información. :

618. Finalmente, el Estado colombiano estima pertinente señalar que, en atención a la competencia territorial, las diligencias serán enviadas a la Unidad de Fiscalías Seccionales en la ciudad de Barrancabermeja (departamento de Santander), para que se continúe con el trámite procesal correspondiente.

619. Una vez dispongamos de información actualizada en relación con el avance de la investigación penal, así como también acerca de si hubo alguna queja presentada por la señora Rubio Esguerra ó en su nombre, será puesta en conocimiento de los Honorables Relatores, en forma oportuna.

Llamamiento urgente

620. El 25 de noviembre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con actos de hostigamiento y amenazas contra la Sra. **Cenelia Serna**. La Sra. Serna es la Secretaria General de la Corporación para el Desarrollo Integral y el Fortalecimiento de la Democracia (“Corporación Sembrar”). La “Corporación Sembrar” tiene como objetivo promover los derechos humanos, el desarrollo integral y el fortalecimiento de la democracia en Colombia mediante la promoción de la cultura, investigación científica y tecnológica, la protección del medio ambiente y la implementación de programas de desarrollo social.

621. Según las informaciones recibidas, el 5 de noviembre de 2010, un grupo de individuos armados habrían ingresado en el hotel donde la Sra. Serna se habría alojado en el municipio de Buenaventura, Valle del Cauca, con el fin de encontrarla. Según se informa, los hombres armados habrían procedido a interrogar al personal del hotel acerca de la habitación donde la Sra. Serna se encontraba y, utilizando la fuerza, habrían revisado el registro hotelero. Los individuos habrían abandonado más tarde el hotel al no recibir respuesta alguna del personal del mismo.

622. Posteriormente, la Sra. Serna habría abandonado el hotel y buscado alojarse en otro lugar en el mismo municipio. Sin embargo, el 6 de noviembre de 2010, aproximadamente a las 12:30 horas, hombres armados habrían llegado nuevamente al alojamiento donde se estaba hospedando la Sra. Serna, y habrían tratado de introducirse por la fuerza en el mismo pero, según se informa, la reacción inmediata de la comunidad se lo habría impedido.

623. Según se informa, la Sra. Serna se encontraba en Buenaventura para la realización de la Escuela de Formación de Líderes afrodescendientes en el marco de un proyecto financiado por la Agencia de Cooperación Española. Según las informaciones recibidas, dicho municipio estaría en la actualidad bajo control e influencia de grupos paramilitares, los cuales estarían siendo denominados por el Gobierno como “bandas criminales”.

624. Se expresó grave preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Cenelia Serna y por las alegaciones de que dichos actos de hostigamiento y amenazas pudieran estar relacionados con sus actividades legítimas y pacíficas de promoción y protección de los derechos humanos, en particular de los afrodescendientes en la Valle del Cauca. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto preocupante de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en el Valle del Cauca, así como en el resto del país, en los últimos meses.

Llamamiento urgente

625. El 2 de diciembre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el presunto asesinato del Sr. **Óscar Maussa**, líder de la Cooperativa de Trabajadores Agropecuarios de Blanquicet (COOTRAGROBLAN). El Sr. Maussa y COOTRAGROBLAN llevaban a cabo acciones de reclamación de tierras usurpadas por grupos paramilitares en Urabá, a través de varios procedimientos judiciales. Un llamamiento urgente en relación con las amenazas de muerte contra el Sr. Maussa fue enviado por la Representante Especial del Secretario-General para los defensores de los derechos humanos el 6 de noviembre de 2007. Hasta la fecha, no se ha recibido ninguna respuesta del Gobierno de Su Excelencia en relación con la previa comunicación.

626. Según las informaciones recibidas, el 24 de noviembre de 2010, el Sr. Óscar Maussa habría sido asesinado en la vereda Cañito del municipio de San Juan Nepomuceno, departamento de Bolívar. Posteriormente, un trabajador habría descubierto su cuerpo en su finca, “La Poza del Guamo”. Según se informa, al ser descubierto, el cuerpo del Sr. Maussa se encontraba bocabajo y con las manos atadas. Se especula que el Sr. Maussa habría muerto a causa de un golpe contundente que se le dio en la cabeza con un objeto. Además, se habría descubierto que las pertenencias en la casa del Sr. Maussa habían sido registradas.

627. Anteriormente, el 5 de octubre del 2010, a raíz del proceso penal abierto por la denuncia que el Sr. Maussa había presentado, el Fiscal 36 de la Unidad Nacional de Derechos Humanos y Derecho Internacional Humanitario habría ordenado la detención preventiva de un integrante de un grupo paramilitar operando en la región, cuyo nombre sería conocido por los Relatores Especiales. Éste individuo habría sido imputado como coautor de los delitos de concierto para delinquir con fines de paramilitarismo, invasión de tierras y edificios, y desplazamiento forzado.

628. Previamente, el 1 de septiembre de 2006, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) habría otorgado medidas cautelares a la familia del Sr. Maussa así como las de otros miembros de COOTRAGROBLAN, quienes habrían manifestado temor ante posibles represalias tras no ceder ante las presiones de los paramilitares que habían tomado posesión de sus tierras y activar el proceso judicial para lograr la restitución de las mismas.

629. Se expresó grave preocupación por la integridad física y psicológica de la familia del Sr. Óscar Maussa y por las alegaciones de que el supuesto asesinato del Sr. Maussa pudiera estar relacionado con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos, en particular de la reclamación de tierras ocupadas por paramilitares en Urabá. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en Colombia en los últimos meses.

Observaciones

630. La Relatora Especial agradece al Gobierno las respuestas a cinco de las dieciséis comunicaciones enviadas durante el periodo del presente informe y toma nota del inicio de investigaciones y procesos de protección en varios de los casos. Sin embargo, la Relatora Especial lamenta que al finalizar este informe, el Gobierno de Colombia no hubiera proporcionado respuesta a once de las comunicaciones enviadas durante el periodo así como tampoco a las siguientes comunicaciones enviadas en el período anterior: 28 de enero de 2009, 9 de marzo de 2009, 20 de marzo de 2009, 9 de abril de 2009, 28 de abril de 2009, 29 de mayo de 2010, 15 de junio de 2009, 23 de junio de 2009, 13 de julio de 2009, 30 de octubre de 2009, 1 de diciembre de 2009. La Relatora Especial considera que responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al Gobierno colombiano a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

631. La Relatora Especial expresa grave preocupación por el número de defensores de los derechos humanos que fueron asesinados durante el periodo del presente informe y exhorta al Gobierno a que tome las medidas que sean necesarias para garantizar la seguridad y protección de los defensores de los derechos humanos así como para asegurarse de que los culpables de estos hechos sean enjuiciados y debidamente sancionados para evitar la impunidad.

632. La Relatora Especial expresa asimismo su preocupación por las informaciones recibidas sobre un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en Colombia, incluyendo actos de intimidación, hostigamiento y

amenazas en particular contra jueces y abogados, periodistas así como contra defensores trabajando por los derechos de las comunidades campesinas e indígenas en situación de desplazamiento forzoso. La Relatora Especial hace referencia a las conclusiones y recomendaciones contenidas en el informe elaborado después de su visita al país, que tuvo lugar en 2009 (A/HRC/13/22/Add.3).

Cuba

Llamamiento urgente

633. El 3 de febrero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Juan Carlos González Leiva**. El Sr. González Leiva es abogado y el Secretario Ejecutivo del Consejo de Relatores de Derechos Humanos, una organización cubana que funciona como una red de casi 500 monitores y monitoras de los derechos humanos. Los integrantes informan, documentan y hacen públicas las violaciones y abusos, incluyendo los asesinatos y desapariciones, tanto de los ciudadanos como de los defensores de derechos humanos en Cuba. El Consejo incluye casi 70 organizaciones además de varios presos políticos en alrededor de 50 de las 250 cárceles que se creen existen en Cuba. El Sr. González Leiva ha sido objeto de comunicaciones enviadas por el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 2 de febrero de 2009 y el 1 de febrero de 2007; y por la entonces Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 8 de diciembre de 2006.

634. Según las informaciones recibidas, hace algunos meses el Sr. González Leiva y sus familiares habrían sido sujetos a intimidación, hostigamiento y amenazas como resultado de su labor para documentar y hacer público las violaciones de los derechos humanos en Cuba. El 20 de enero de 2010 por la tarde, agentes estatales de seguridad se habrían presentado al hogar de Sr. González Leiva y de su esposa, la Sra. Tania Maceda Guerra, una periodista y defensora de los derechos humanos, con el fin de obligarlos a dejar su hogar en La Habana y trasladarlos a Ciego de Ávila, la provincia natal del Sr. González Leiva. Las autoridades habrían declarado que la pareja está en la capital ilegalmente; por ya que según la ley conocida como Decreto 217, los cubanos originarios de otras partes del país, necesitan un permiso oficial para vivir en la ciudad de La Habana. El Sr. González Leiva se habría trasladado a La Habana en 2007 con su esposa, y desde entonces se habrían alojado en la casa del Sr. Sergio Díaz Larrastegui, un compañero. El Sr. Díaz Larrastegui es sordo y el Sr. González Leiva es ciego; el Sr. González Leiva habría sido permitido a vivir con el Sr. Díaz Larrastegui de acuerdo con la legislación sobre discapacidad.

635. El 20 de enero de 2010, el Sr. González Leiva y su esposa habrían resistido el desalojo y como resultado de las amenazas habrían decidido no salir del hogar. Hasta la fecha habrían estado encerrados en el edificio, y habrían dependido de amigos y compañeros para llevarles comida y otras provisiones necesarias mientras habrían continuado su trabajo con la documentación de las violaciones de derechos humanos, en particular para compilar un informe de las violaciones que habrían ocurrido en Cuba durante el año de 2009.

636. En noviembre de 2009, las autoridades se habrían negado a renovar el permiso del Sr. González Leiva para quedar en su domicilio en La Habana. Esta negación supuestamente habría sido ordenada por agentes de seguridad del estado. Se cree que el

esfuerzo para llevar el Sr. González Leiva y su esposa a Ciego de Ávila podría ser un método para aislarles y limitar su acceso al internet, a la prensa y a las misiones diplomáticas en La Habana.

637. Las amenazas contra el Sr. González Leiva y su esposa habrían seguido al despido del Sr. Díaz Larrastegui de su puesto el 12 de enero de 2010. Se informó que el 11 de enero de 2010, un agente de seguridad se habría dirigido al domicilio de los antedichos defensores de los derechos humanos, dónde se habría situado frente a la puerta del hogar con un perro pastor alemán grande. Esta tarde, el Sr. Díaz Larrastegui habría recibido una orden para presentarse ante la policía política y ante el jefe de la Unidad Policial ubicada en la Calle Municipio, 10 de octubre, en La Habana. El día siguiente, agentes de seguridad habrían confiscado su ordenador personal y le habrían amenazado con encarcelamiento, luego de que el se negara a permitir la instalación de cámaras de vigilancia en su hogar. Se informó, además, que el Sr. Díaz Larrastegui habría estado bajo presión para informar sobre visitantes de su domicilio.

638. Estos incidentes fueron acompañados por varios actos de hostigamiento e intimidación, incluyendo las amenazas de muerte, la repudiación pública y la vigilancia de sus movimientos. Además, agentes de seguridad habrían visitado su domicilio en varias ocasiones y la cuenta de correo electrónico del Consejo de Relatores de Derechos Humanos habría sido interceptada y cerrada. Se informó que el Sr. González Leiva habría recibido cinco mensajes amenazantes por celular, supuestamente enviados por parte de las oficinas de comunicaciones estatales. Uno de los mensajes habría dicho, "...ves que fácil es llegar a Uds....es solo cuestión de apretar un botón...estiercol, viva Fidel!...váyanse del país, el pueblo los desprecia por su servilismo...el primer derecho de la revolución es el de existir y contra éste los derechos de sus enemigos no valen nada..."

639. Se temió que las amenazas en contra de Juan Carlos González Leiva y sus familiares y compañeros estén relacionado con las actividades que ellos realizan para promover y defender los derechos de la gente de Cuba. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de todos los defensores y defensoras de los derechos humanos en Cuba. Estos actos de intimidación, de ser confirmados, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en Cuba.

Respuesta del Gobierno

640. Mediante carta fechada 5 de abril de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 3 de febrero de 2010. Cuba desea expresar su preocupación ante el hecho de que, al parecer, la información suministrada en reiteradas ocasiones por el Gobierno cubano no ha recibido la debida consideración ni ha sido tomada en cuenta. Cuba ha confirmado de modo fehaciente y con argumentos sólidos la falsedad de las sucesivas alegaciones contenidas en las comunicaciones de referencia. También ha desenmascarado la verdadera naturaleza de las actividades estadounidenses, apelan al calificativo de "defensores de los derechos humanos". Sus acciones violan de modo flagrante los derechos humanos del pueblo cubano, y atentan contra el disfrute de sus derechos al desarrollo, la paz y la libre determinación.

641. Igualmente vemos con preocupación y objetamos el lenguaje utilizado por los Sres. Relatores en el texto del Llamamiento Urgente, en el que asumen como hechos ciertos las falsas alegaciones incluyendo las supuestas actividades en defensa de los derechos humanos del Sr. González Leiva, la existencia de una pretendida organización que monitorea las supuestas violaciones de los derechos humanos en Cuba, haciéndose eco de infundadas acusaciones que sobre Cuba se expresan en campañas difamatorias.

642. En tal sentido, resulta inaceptable que se asuma la existencia de pretendidos “monitores” de supuestas violaciones de los derechos humanos en Cuba. La mencionada “red de monitores y monitoras” no conforman ninguna organización. Son personas que por el salario que le paga el Gobierno de los Estados Unidos se dedican a promover campañas difamatorias contra nuestro país. Constituye una burda calumnia, que rechazamos, las referencias a supuestos “asesinatos y desapariciones” en Cuba. Nunca en los 50 años de la Revolución Cubana ha habido un caso de desaparición o ejecución sumaria en nuestro país. Tales mentiras sólo buscan empañar la realidad y la ejecutoria de Cuba en materia de promoción y protección de todos los derechos humanos para todos.

643. Atendiendo a permanente voluntad de cooperación con las instancias de la maquinaria de los derechos humanos de las Naciones Unidas, y a pesar de los elementos antes expuestos, Cuba tiene a bien trasladar los siguientes comentarios con relación al llamamiento de fecha 3 de febrero:

644. Son totalmente falsas las alegaciones incluidas en la comunicación que nos fuera remitida sobre supuestos actos de hostigamiento, intimidación, amenazas o agresiones al Sr. González Leiva por parte de autoridades o individuos cubanos.

645. Cuba rechaza las falsas alegaciones incluidas en la comunicación descrita. Juan Carlos González Leiva, Tania Maceda Guerra y Sergio Díaz Larrastegui, no han sido objeto de violaciones a sus derechos humanos y sus vidas no corren peligro alguno.

646. Es falso que este individuo haya sido objeto de repudio, desalojo y traslado a su provincia natal. Contra él no se ha intentado instalar cámaras de vigilancia, ni se le ha interceptado ni cerrado ninguna cuenta de correo electrónico, no se le ha ocupado ningún medio de cómputo, ni se le han enviado por autoridades cubanas mensajes amenazantes a su celular.

647. Es necesario aclarar y recordar que González Leiva fue en el pasado responsable de actos graves de violaciones del orden público y obstrucción de servicios médicos en instalaciones hospitalarias en nuestro país. Por los delitos de desorden público, resistencia y desacato, debidamente tipificados en nuestra legislación nacional, dicho ciudadano fue condenado a cuatro años de arresto domiciliario; esto último atendiendo a su condición de discapacitado físico. Cuba remitió abundante información al respecto a los mecanismos pertinentes de la entonces Comisión de Derechos Humanos que la solicitaron.

648. El Sr. González Leiva, a quien se pretende utilizar con el objetivo de desacreditar la obra de la Revolución Cubana, es, por el contrario, una prueba fehaciente de que el beneficio de las realizaciones y las bondades de la Revolución llegan a todos sus ciudadanos. El Sr. González Leiva empezó a recibir a la edad de 22 años una pensión vitalicia por parte del sistema público de seguridad y de asistencia social, que cubre de manera universal a todo los cubanos, al ser beneficiado por las conclusiones de un peritaje médico en virtud de sus limitaciones visuales y a pesar del reducido período de tiempo en que había laborado.

649. Posteriormente, y de manera absolutamente gratuita, se le facilitó la realización de estudios por el sistema Brayile, en la Ciudad de la Habana, y se le permitió llevar a cabo los estudios de Licenciatura en Derecho en la Universidad de Ciego de Ávila y después en la Universidad de La Habana también de manera absolutamente gratuita.

650. Sin embargo, a pesar de todos los beneficios recibidos como ciudadano cubano, el Sr. González Leiva ha actuado como mercenario de la Sección de Intereses de los Estados Unidos (SINA) en La Habana. En su papel de agente del Gobierno norteamericano, tras asentarse en la Capital desde el año 2007, ha incrementado sus vínculos con la SINA con algunas organizaciones contrarrevolucionarias radicadas en el Exterior que actúan contra Cuba con funcionarios diplomáticos extranjeros y con la prensa extranjera, con el objetivo de

desarrollar acciones subversivas contra el sistema político, económico y social y contra el orden constitucional libremente elegido por el pueblo cubano en el ejercicio de su derecho a la libre determinación.

651. Los mercenarios reclutados en la isla por el Gobierno de los Estados Unidos, carecen de una base social autóctona y de un proyecto independiente, es por ello que personas como González Leiva se prestan para ser utilizados como parte de la política de dominación y agresión contra Cuba, por lo que reciben los beneficios económicos resultado del financiamiento dedicado a fabricar la supuesta “disidencia interna”. Como parte del paquete de financiamiento González Leiva recibe además computadoras, fotocopiadoras, radios, equipos de video cassette, DVD e impresoras con el propósito de distribuir propaganda subversiva en función de los intereses de una potencia extranjera.

652. Respecto a la falsa medida de desalojo adoptada contra González Leiva y su esposa, Tania Maceda, y las supuestas medidas tomadas contra el propietario de la vivienda, Sergio Díaz Larrastegui, tenemos a bien informar lo siguiente:

653. González Leiva y su esposa, procedentes de Ciego de Ávila, desde el año 2007 comenzaron a residir de manera ilegal en la vivienda de propiedad de Sergio Díaz Larrastegui en la Ciudad de La Habana, sin realizar los trámites legales para adquirir la residencia temporal o transitoria, establecido en el Decreto Ley 217 complementario de la Ley General de la Vivienda.

654. Ante tal ilegalidad, en el 2008 funcionarios del Carne de Identidad y el Registro de Población (CIRP), citaron oficialmente a Díaz Larrastegui para informarle sobre las violaciones en que estaba incurriendo; lo que motivó que González Leiva efectuara el trámite legal de solicitud, otorgándosele en el 2009 un permiso temporal de residencia por seis meses, que no renovó una vez vencido el plazo.

655. Sobre la base de la reiteración de la ilegalidad, funcionarios del CIRP, nuevamente informaron sobre la situación a Díaz Larrastegui, en fecha 13 de enero de 2010, imponiéndolo de la posibilidad de ser multado con \$500.00 o \$1000.00 pesos en moneda nacional, según establece la Ley, sin que fuera objeto de maltrato alguno.

656. Respecto a las supuestas “medidas de hostigamiento” contra Sergio Díaz Larrastegui tenemos a bien informar lo siguiente:

657. Es falso el supuesto despido del puesto laboral de Sergio Díaz Larrastegui en el mes de enero del 2010.

658. Larrastegui se vinculó a la Corporación COPEXTEL S.A. del Ministerio de la informática y las Comunicaciones (MIC) a principios del año 2008, en el cargo de Consultor de la Revista GIGA de la Dirección de Marketing, y posteriormente en el de Especialista en Gestión de la Información de la Dirección de Sistemas Informáticos.

659. Dadas sus limitaciones visuales, se le autorizó realizar el trabajo desde su domicilio. El trabajo consistía en realizar cuatro artículos mensuales para la gaceta interna de la Corporación y un artículo para la Revista GIGA. A tales efectos, le fueron facilitados los medios necesarios (una computadora de mesa, una memoria flash de 1 gigabyte de capacidad, servicio de correo electrónico y una línea telefónica), autorizados por directivos del MIC.

660. La poca calidad de los artículos realizados por Larrastegui y la confirmación de que constituían plagios, al ser copiados del sitio en Internet <http://cicat.once.es> de la Asociación de Ciegos de España, motivó que la evaluación de su desempeño laboral fuera catalogada como: No Idóneo. Por tal razón, en enero de 2010 se canceló su contrato a tenor con la Resolución No, 8/05 del Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, Capítulo IV, artículo 39.

661. En una reunión con Larrastegui donde se expusieron las insuficiencias detectadas en el desempeño de su trabajo, éste reconoció no haber cumplido con los compromisos contraídos.

662. Por otra parte, sobre los hechos o violaciones falsamente imputados en el texto del Llamamiento Urgente, no se presentaron por parte de los individuos implicados ni quejas ni denuncias en ninguna institución cubana, donde de conformidad con el artículo 63 de nuestra Constitución, cualquier ciudadano puede ejercer su derecho a dirigir quejas a saber: en los Departamentos de Control de la Legalidad y Protección de los Derechos Ciudadanos, existentes en todas las instancias de la Fiscalía General de la República; Dirección de Atención a la Población del Consejo de Estado y Departamentos de Atención a la Ciudadanía del Ministerio del Interior.

663. Juan Carlos Gonzáles Leiva no es en lo absoluto un defensor de derechos humanos y no ha sido sancionado como consecuencia del disfrute del derecho a su libertad de opinión y de expresión. Cuba lamenta que individuos y Gobiernos inescrupulosos utilicen los mecanismos de los Procedimientos Especiales del Consejo de Derechos Humanos como parte de las campañas difamatorias contra nuestro país.

Llamamiento urgente

664. El 22 de Febrero de 2010, la Relatora Especial envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la detención de varios defensores de los derechos humanos detenidos en la ciudad de Camagüey, Cuba, muchos de ellos integrantes del Movimiento Solidario Expresión Libre (MOSEL) y de la Alianza Democrática Oriental (ADO). Los detenidos incluyendo los Srs. **Virgilio Mantilla Arango, Rolando Rodríguez Lovaina, Jordi García Furniel, Faustino Calá Rodríguez, Mevis Mullen Días, Manuel Sardiñas Sañus, Fernando Zamora O'Reilly, Héctor Nodarse Suarez, Teófilo Álvarez Gil, Ramón Soto Acosta, Rolando Muñoz Arana, Raydel Arostegui Armenteros, Jesús Alvares Aguado, Maikel Maturell Mayín, Gabriel Díaz Sánchez, Yoandry Montoya Avilés, Cristian Toranzo Fundicheli, Idalmis Núñez Reynosa, Juan Carmelo Bermúdez, Raydel Ávila Lozada, Isael Pobeda Silva, Neobel García Furniel, Francisco Luis Manzanet Ortiz, Carlos Manuel Hernández Reyes, Omar Wilson Estévez, Jorge Triguero Mulet, José Carlos Fuentes, Jorge Corrales Ceballos, Damaris Figueredo Ramírez, Carlos Artiles Delgado y Julio Romero Muñoz**, y las Sras. **Nancy García López, Belkis Bárbara Pozal Prado, Mildred Noami Sánchez, Gertrudis Ojeda Suarez, Caridad Caballero Batista, Martha Días Rondón y Belkis Bárbara Portal Prado**. El Sr. Romero Muñoz ha sido el objeto de un llamamiento urgente enviado por el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y de Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 2 de febrero de 2009.

665. Según las informaciones recibidas, el 3 de febrero de 2010, varios defensores de los derechos humanos habrían sido detenidos y habrían sufrido actos de violencia y hostigamiento durante una manifestación organizada por integrantes de MOSEL y de ADO. La manifestación habría ocurrido frente al hospital "Amalia Simoni" con al objeto de expresar solidaridad con el Sr. Orlando Zapata Tamayo, un prisionero político conocido hospitalizado por resultado de una huelga de hambre que habría empezado el 3 de diciembre de 2009 para protestar por sus condiciones de encarcelamiento. Los manifestantes habrían protestado por el hecho que a la madre del Sr. Zapata Tamayo, Sra. Reina Luisa Tamayo Dánger, no se le habría permitido visitarle, aunque el Sr. Zapata Tamayo se encontraría en un estado crítico de salud.

666. Después de la protesta dentro del hospital, los manifestantes marcharon pública y pacíficamente por la ciudad de Camagüey. Se informó que durante esta marcha, varios

manifestantes habrían sufrido actos de violencia como parte de un operativo policial por parte de las Brigadas de Respuesta Rápida, dirigido por el Sr. Julio Cesar Bombino, Mayor del Departamento de la Seguridad del Estado, y el Sr. Julio César García Rodríguez, primer Secretario de la Provincia de Camagüey. Al llegar al Calle Primera entre tercera y cuarta reparto Vista Hermosa, la marcha habría sido bloqueada y 23 manifestantes habrían sido detenidos arbitrariamente, incluyendo a los Sres. Rolando Rodríguez Lobaina, Yordi García Fournier, Niober García Fournier, Maiky Martorell Mayáns, Raudel Ávila Losada, Caridad Caballero Batista, Idalmis Núñez Reinoso, Marta Díaz Rondón, Cristián Toranzo Fundicheli, Gertrudis Ojeda Suárez, Isael Poveda Silva, Carlos Manuel Hernández Reyes, Francisco Luis Manzanet Ortiz, Gabriel Díaz Sánchez, Yoandri Montoya Avilés, José Antonio Trigueros Mulet, Juan Carmelo Bermúdez, Julio Romero Muñoz, Carlos Artiles Delgado, Faustino Calá Rodríguez, Mildred Naomi Sánchez Infante, Rubén Marín Cárdenas y Belkis Bárbara Portal Prado. El Sr. Rolando Rodríguez Lobaina, defensor de los derechos humanos, habría sido detenido en la sede de Operaciones de Seguridad del Estado y habría sido mantenido en aislamiento hasta el 7 de febrero, momento en que su familia habría sido informada sobre su detención y paradero. El Sr. Rodríguez Lobaina habría sido acusado de “desorden público” por el Tribunal Provincial de Camagüey.

667. El 4 de febrero de 2010, un grupo de integrantes de la Unidad Camagüeyana de Derechos Humanos habría intentado organizar una manifestación relacionada. Un grupo de 14 manifestantes habrían sido detenidos, incluyendo los Sres. Virgilio Mantilla Arango, Faustino Calá Rodríguez, Meibi Mulén Díaz, Manuel Sardiñas Sañu, Nancy García López, Fernando Zamora O'Reilly, Héctor Nodarse Suárez, Teófilo Álvarez Gil, Ramón Soto Acosta, Rolando Muñoz Arana, Raidel Aróstegui Armenteros, Belkis Bárbara Portal Prado, Jesús Álvarez Aguado y Julio Romero Muñoz. Los detenidos habrían sido llevados a la Tercera Unidad de la Policía Nacional Revolucionaria en Camagüey. La familia del Sr. Mantilla Arango y la del Sr. Martorell Mayans no habrían conocido sus paraderos hasta el 7 de febrero, cuando el Sr. Mantilla Arango habría sido puesto en libertad. Asimismo, el Sr. Martorell Mayans habría sido puesto en libertad el 7 de febrero tras cuatro días de detención en las oficinas de la policía política en la ciudad de Las Tunas, pero se cree que el Sr. Martorell Mayans habría sido avisado que no debía encontrarse con los integrantes de ADO si no quería ser encarcelado.

668. Se informó que hasta la fecha, todos de los detenidos habrían sido puestos en libertad, con la excepción de cinco de aquellos que se estarían bajo custodia en Camagüey y Guantánamo.

669. Se temió que las detenciones de los defensores de los derechos humanos anteriormente mencionados estén relacionadas con las actividades que realizaban para promover y defender los derechos humanos en Cuba. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de todos los defensores de los derechos humanos en Cuba. Estos actos de intimidación, de ser confirmados, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en Cuba.

Respuesta del Gobierno

670. Mediante carta fechada 14 de mayo de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 22 de febrero de 2010. Cuba desea expresar su preocupación sobre las informaciones que son remitidas a la Sra. Relatora sobre supuestas detenciones de pretendidos “defensores de los derechos humanos” en el país. Tales informaciones se sustentan en falsas alegaciones y hechos tergiversados que sólo buscan potenciar pretextos para fabricar campañas difamatorias contra Cuba, con la pretensión de empañar la realidad y la ejecutoria de Cuba en materia de promoción y protección de todos los derechos humanos para todos.

671. Cuba ha confirmado de modo fehaciente y con argumentos sólidos la falsedad de las alegaciones contenidas en sucesivas comunicaciones que mediante el mecanismo de los Llamamientos Urgentes nos han remitido.

672. Atendiendo a la permanente voluntad de cooperación con las instancias de la maquinaria de los derechos humanos de las Naciones Unidas, y a pesar de los elementos antes expuestos, Cuba tiene a bien trasladar los siguientes comentarios con relación al llamamiento de fecha 22 de febrero:

673. Son falsas las alegaciones incluidas en la comunicación que nos fuera remitida sobre supuestos actos de violación de los derechos humanos a pretendidos “defensores de derechos humanos” en la ciudad de Camaguey, por parte de autoridades o individuos cubanos. En Cuba no se detiene ni se enjuicia a ninguna persona por sus actividades relacionadas con los derechos humanos o por el ejercicio de éstos.

674. Es falso que las personas detenidas en Camaguey sean defensores de los derechos humanos. Es preciso desenmascarar la verdadera naturaleza de las actividades de las personas que actúan como asalariadas de la política anticubana de las autoridades estadounidenses, y apelan al calificativo de “defensores de derechos humanos” para enmascarar sus actos provocadores y desestabilizadores, dirigidos a socavar el orden constitucional cubano y el sistema político y social libremente escogido por el pueblo cubano en el ejercicio de su derecho a la libre determinación.

675. Es necesario aclarar que 23 personas de las que se relacionan en la comunicación recibida (4 mujeres y 17 hombres), fueron detenidos por ser responsables de generar violaciones del orden público y actos de resistencia a las autoridades, a raíz de manifestaciones no pacíficas que motivaron la respuesta espontánea del pueblo, y que requirieron de la actuación policial para evitar que se generara una confrontación mayor. Los actos cometidos por estas personas son violatorios de la ley.

676. A todas las personas detenidas con excepción de Rolando Rodríguez Lovaina quien como promotor de las manifestaciones estuvo detenido 72 horas sujeto a investigación, se les realizaron advertencias oficiales por los actos cometidos y al día siguiente se les trasladó a sus provincias de residencia. Dichas personas no recibieron ningún maltrato ni violaciones a sus derechos.

677. Las detenciones se realizaron conforme a los procedimientos establecidos y las garantías procesales que establece la legislación penal cubana, regulados en el Título II, Capítulo II, Sección Primera “Actuación de la Policía”, artículos del 119 al 120 y Título IV: “De la Detención y el Aseguramiento del Imputado”, artículos del 241 al 246 de la Ley de Procedimiento Penal cubana.

678. Los delitos de Desordenes Públicos y Resistencia están debidamente tipificados en nuestra legislación nacional, en los artículos 200.1, 200.2, 200.3, y 200.4, así como en los artículos 143.1 y 143.2 respectivamente, en nuestra Ley No. 62 Código Penal.

679. En atención a lo antes expuesto las detenciones a las 23 personas referidas fueron realizadas conforme a la legislación nacional vigente y con estricto apego al respeto a la integridad y la dignidad humana de todos los implicados, tal como ha sido la práctica de Cuba durante 50 años de Revolución.

680. Los mercenarios reclutados en la isla por el Gobierno de los Estados Unidos carecen de una base social autóctona y de proyecto independiente. Es por ello que acciones provocadoras como las realizadas por las personas implicadas recibieron el repudio del pueblo presente, por tratarse de individuos que se aprestan para ser utilizadas como parte de la política de dominación y agresión contra Cuba, y por recibir beneficios económicos resultado del financiamiento otorgado por el Gobierno de los Estados Unidos con el fin de fabricar una supuesta “disidencia interna”.

681. El “Movimiento Solidario Expresión Libre” (MOSEL) y la “Alianza Democrática Oriental” (ADO) no son organizaciones reconocidas, ni tienen un status legal en Cuba. La Constitución cubana reconoce el derecho de asociación amparado por la Ley de Asociaciones (Ley No. 54). En Cuba se ejerce ampliamente este derecho. La sociedad civil en Cuba está conformada por más de dos mil organizaciones, entre las que destacan organizaciones sociales y de masas – que agrupan a mujeres, campesinos, trabajadores, jóvenes, estudiantes, pioneros, y vecinos – y asociaciones científicas, profesionales técnicas, culturales y artísticas, deportivas, religiosas y fraternales, de amistad y solidaridad y cualesquiera otras que funcionan en virtud de la Ley de Asociaciones.

682. Por otra parte, sobre las detenciones o violaciones falsamente imputados en el texto de Llamamiento Urgente, no se presentaron por parte de los individuos implicados ni quejas ni denuncias en ninguna institución cubana, donde de conformidad con el artículo 63 de nuestra Constitución, cualquier ciudadano puede ejercer su derecho a dirigir quejas, a saber: en los Departamentos de Control de la Legalidad y Protección de los Derechos Ciudadanos, existentes en todas las instancias de la Fiscalía General de la República; Dirección de Atención a la Población del Consejo de Estado y Departamentos de Atención a la Ciudadanía del Ministerio del Interior.

683. Las personas detenidas no son en lo absoluto defensores de derechos humanos y no fueron detenidos como consecuencia del disfrute del derecho a su libertad de opinión y de expresión. Cuba lamenta que individuos y Gobiernos inescrupulosos pretendan utilizar los mecanismos de los Procedimientos Especiales del Consejo de Derechos Humanos como parte de las campañas difamatorias contra nuestro país.

Observaciones

684. La Relatora Especial agradece las respuestas detalladas que el Gobierno de Cuba ha proporcionado a las comunicaciones enviadas durante el periodo del presente informe aunque lamenta no haber recibido respuesta a su comunicación del 3 de febrero de 2009. La Relatora Especial considera que responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al Gobierno a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

Democratic Republic of Congo

Lettre d’allégation

685. Le 19 janvier 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d’opinion et d’expression, du Rapporteur spécial sur les effets néfastes des mouvements et déversements de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissances des droits de l’homme, a envoyé une lettre d’allégation concernant la situation de MM. **Loka Makuiza, Kuebo Edouard, Mabedo Mabedo, Diangu Kakudu, Tshikokolo Sibou, Tshikokolo Njimbi, Nzau Mateka, Phoba Mayuma Pablo, Mualangu Phaka, Nsamvu Sasulu, Kadioto Nsamu, Nzinga Tshitunda, Bendo Balu, Nzau Njimbi, Buela Bembe et Lakula Bueya.** Ces seize personnes sont des paysans des villages de Kongo et Tshiende, dans le Bas-Congo, protestant, entre autres, contre l’enfouissement, de déchets toxiques à proximité de leurs villages par la société pétrolière PERENCO-MIOC.

686. Selon les informations reçues, le 15 décembre 2009, les seize personnes susmentionnées auraient été arrêtées par la police et détenues au cachot de la Police

Nationale Congolaise de Muanda sur ordre de l'Administrateur du territoire de Muanda et sur instruction du Gouverneur du Bas-Congo.

687. Cette arrestation aurait eu lieu au cours d'une manifestation pacifique organisé par les paysans près du terminal pétrolier de PERENCO-MIOC de Mibale. Il est allégué que cette manifestation avait pour objectif de réclamer le respect par PERENCO-MIOC de son cahier des charges et notamment la construction d'écoles, d'hôpitaux et l'embauche de membres de la communauté par la société pétrolière. Cette manifestation visait également à dénoncer l'enfouissement des déchets toxiques par PERENCO-MIOC qui aurait entraîné la pollution des terres et de rivières situées à proximité des villages de Kongo et Tshiende. Selon les informations reçues, l'Administrateur du territoire de Muanda avait été informé de l'organisation de cette manifestation par courrier.

688. Le 16 décembre 2009, ces seize paysans auraient été transférés à la prison de centrale de Boma et accusés d'incitation à la rébellion et perturbation de l'ordre public.

689. Le 31 décembre 2009, M. Phoba Mayuma Pablo aurait été libéré sous caution en raison de son état de santé.

690. Le 8 janvier 2010, les quinze autres paysans auraient été relâchés sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux.

691. Des craintes ont été exprimées quant au fait que ces arrestations et détentions soient liées aux activités non-violentes de promotion et protection des droits de l'homme de personnes susmentionnées.

Lettre d'allégation

692. Le 5 mars 2010, la Rapporteuse spéciale a envoyé une lettre d'allégation concernant la situation de M. **Calixte Cimanga** et de sa femme Mme **Patience Cimanga Kabaseli**. Tous deux étaient des réfugiés congolais du camp de Meheba en Zambie. M. Cimanga a été le président fondateur de l'organisation Victimes de la Court d'ordre militaire (VCOM), une organisation congolaise qui assistait des victimes et leurs familles avant la fuite de son fondateur vers la Zambie en 2006.

693. Selon les informations reçues, le 15 février 2010, M. et Mme Cimanga auraient été arrêtés par la police de l'immigration zambienne au centre de transit Makeni à Lusaka et transférés au poste de police. Il est allégué qu'ils auraient été contraints de signer leur propre ordre de déportation vers la République Démocratique du Congo (RDC) sans avoir été informés des raisons de leur arrestation et de leur déportation.

694. Par ailleurs, ils n'auraient pas eu la possibilité de faire appel de leur ordre de déportation devant les autorités zambiennes compétentes et ce malgré le fait qu'ils auraient fui la RDC en 2006 par crainte de représailles par l'Agence Nationale de Renseignements congolaise (ANR) en raison des activités de M. Cimanga.

695. La police de l'immigration zambienne les aurait ensuite remis aux éléments de l'ANR au poste frontière de Kasumbalesa. Le 19 février 2010, Mme Cimanga aurait été relâchée après avoir été interrogée par l'ANR. Le 26 février 2010, M. Cimanga aurait également été relâché.

696. Des craintes ont été exprimées quant au fait que la détention et l'interrogatoire de M. et Mme Cimanga par l'ANR aient été liés aux activités non violentes de promotion et protection des droits de l'homme de M. Cimanga au sein de VCOM. Compte tenu des raisons initiales de la fuite de M. Cimanga vers la Zambie, des craintes ont également été exprimées quant à son intégrité physique et mentale.

Lettre d'allégation

697. Le 16 mars 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, a envoyé une lettre d'allégation concernant la situation de Messieurs **Papy Avugara, Josep Likonga** et **Didier Nzau**, membres du Comité des droits de l'homme et de développement (CODHOD), une organisation luttant contre la pauvreté et l'injustice sociale en République Démocratique du Congo (RDC).

698. Selon les informations reçues, le 25 février 2010, MM. Avugara, Likonga et Nzau auraient été arrêtés par des policiers à Barumbu, Kinshasa, alors qu'ils filmaient le témoignage de Mme Elise Lokoku sur les conditions de travail des femmes en RDC. Mme Lokoku aurait également été arrêtée. MM. Avugara, Likonga et Nzau et Mme Lokoku auraient été détenus dans un container, puis un cachot, au sous-commissariat Epolo de la commune de Barumbu. Ils auraient été libérés le même jour.

699. Il est allégué que leur caméra aurait été saisie et que MM. Avugara, Likonga et Nzau auraient été interrogés par la police sur leurs activités et les sources de financement du CODHOD. Le responsable de la police leur aurait rendu leur caméra avant de les appeler à être prudents car ils portaient de « fausses accusations à l'égard du gouvernement ».

700. Des craintes ont été exprimées quant au fait que l'arrestation et la détention de MM. Avugara, Likonga, Nzau et de Mme Lokoku soient liées à leurs activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme.

Lettre d'allégation

701. Le 7 juin 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, a envoyé une lettre d'allégation concernant le décès de **M. Floribert Chebeya Bahizire**, directeur exécutif de la Voix des Sans Voix (VSV) et membre de l'Assemblée générale de l'Organisation Mondiale contre la Torture (OMCT) et la **disparition de M. Fidele Bazana Edadi**, membre et chauffeur de la VSV.

702. Selon les informations reçues, le 1er juin 2010, M. Bahizire aurait reçu un appel téléphonique le sollicitant pour un rendez-vous avec le Général John Numbi Banza Tambo, inspecteur général de la police nationale congolaise, pour un motif qui devait lui être communiqué sur place. M. Bahizire se serait rendu aux bureaux de la police nationale le jour même en compagnie de M. Edadi.

703. N'ayant pu rencontrer l'inspecteur général, M. Bahizire aurait envoyé plusieurs messages texte à son épouse, l'informant qu'il se rendait à l'Université pédagogique nationale. Il est allégué qu'à partir de 21h le même jour, M. Bahizire et M. Edadi auraient été injoignables, ne répondant pas aux appels téléphoniques de leurs proches.

704. Le 2 juin 2010, le corps de M. Bahizire aurait été retrouvé par la police à bord de sa voiture aux environs de Kinshasa. M. Edadi serait toujours porté disparu.

705. De vives craintes ont été exprimées quant au fait que le décès de M. Bahizire soit lié à ses activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme, et ce dans l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression. De vives craintes ont été exprimées quant à l'intégrité physique et mentale de M. Edadi et plus généralement des défenseurs des droits de l'homme travaillant en RDC.

Réponse du Gouvernement

706. Dans une lettre datée du 7 août 2010, le Gouvernement a indiqué que s'agissant des deux principales préoccupations exprimées par les trois Rapporteurs spéciaux, les faits dans la cause seront mieux relatés après le procès. Le dossier, inscrit dans l'office de l'Auditeur General des Forces Armées de la République Démocratique du Congo sous le numéro RMP 0311/TMK/2010, est en cours.

707. Néanmoins, les résultats d'autopsie sont disponibles et ont été remis au Procureur Général de la République en date du 8 juillet 2010. Les médecins légistes « ont trouvé sur le corps des indications de contrainte extrême limitée par chocs, compression et/ou enserrement au niveau des bras et des jambes. L'autopsie n'a pas démontré avec certitude la cause du décès. Toutefois, les observations sont fortement en faveur d'une cause primaire impliquant le cœur, car des anomalies préexistantes au niveau du muscle cardiaque ont été constatées.

708. Le Gouvernement tient aux différents principes internationaux rappelés dans la lettre d'allégation précitée et réaffirme sa détermination à les faire respecter.

709. Un procès impartial et équitable se tiendra dans les tout prochains jours à l'issue de la clôture des enquêtes qui ont par ailleurs bénéficié du concours des médecins légistes néerlandais (agréés par la famille du disparu), afin que les coupables soient sanctionnés conformément aux lois et règlements de la République.

Appel urgent

710. Le 18 juin 2010, le Rapporteur spécial, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent sur la situation de M. Berry Francklin Lutshaka, journaliste à Radio Okapi, une station parrainée par les Nations Unies.

711. Le 3 juin 2010, après avoir effectué une enquête de terrain, M. Lutshaka aurait rapporté sur les ondes de Radio Okapi que les travaux de construction des hôtels de la société Rakeen Congo sur les sites « Gare centrale », « Office des Routes » et « Lac » seraient suspendus en raison de problèmes liés à la gestion financière du projet. M. Lutshaka aurait ajouté que le prince saoudien, qui finance le projet, aurait exigé la démission de l'actuel comité de gestion pour malversations financières et souhaiterait le remplacer par un autre comité. Or, le comité actuel refuserait de démissionner.

712. Le 7 juin, M. Lutshaka se serait entretenu avec M. Duc Mwamba, directeur administratif de la société Rakeen, qui n'aurait pas apprécié l'intervention de M. Lutshaka. Ce dernier lui aurait offert un droit de réponse, mais M. Mwamba l'aurait menacé dans les termes suivants : « tu as très mal fait ton travail. Comment peux-tu aller chercher des informations auprès des personnes qui n'ont pas qualité de te dire quoi que ce soit ? Dans la vie, il faut éviter d'avoir des problèmes avec les personnes qui ont le pouvoir en main, surtout ceux qui ont l'argent... Imagine ce qui est arrivé à Chebeya... dis-nous qui t'as donné ces informations. Parce que si tu ne nous le dis pas, c'est comme si tu en savais plus sur la question et facilement, on peut te rechercher et te faire du mal, dis-moi carrément la personne qui t'as donné ces informations et moi je vais m'arranger pour te faire disculper. Dans la boîte, il y a un grand combat entre les grands patrons et toi comme tu viens de mettre à la disposition ces informations au grand public, c'est comme si tu étais pour un camp au détriment de l'autre... ».

713. Le 8 juin, Me Vincent, avocat de la société Rakeen, aurait appelé M. Lutshaka pour lui proposer une rencontre le 9 juin afin de discuter du droit de réponse. M. Lutshaka aurait

demandé à un officier de la sécurité de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) de l'accompagner au rendez-vous. Quand Me Vincent aurait appris que M. Lutshaka venait accompagné, il aurait menacé l'officier de sécurité qui alors conseilla à M. Lutshaka de ne pas se rendre au rendez-vous.

714. Dans la matinée du 9 juin, M. Lutshaka aurait été informé par un magistrat qu'une plainte avait été déposée contre lui.

715. Le 10 juin, l'inspecteur judiciaire principal au parquet général de la Gombe aurait appelé M. Lutshaka pour le convoquer au tribunal. Une convocation par écrit aurait été envoyée par la suite.

716. Le 14 juin, le même inspecteur aurait émis une seconde convocation.

717. De sérieuses craintes ont été exprimées quant au fait que les menaces proférées contre M. Lutshaka et les éventuelles poursuites engagées contre lui soient liées à l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression. Des craintes ont également été exprimées quant au fait que ces menaces s'inscrivent dans un contexte d'extrême vulnérabilité des journalistes et défenseurs des droits de l'homme en République démocratique du Congo, comme en attestent l'assassinat le 2 juin 2010 de Floribert Chebeya Bahizire, directeur exécutif de la Voix des Sans Voix et membre de l'Assemblée générale de l'Organisation Mondiale contre la Torture et la disparition de M. Fidèle Bazana Edadi, membre et chauffeur de la VSV. Ce n'est pas la première fois que des journalistes de Radio Okapi font l'objet de menaces et deux d'entre eux, MM. Serge Maheshe et Didace Namujimbo, ont été tués en 2007 et 2008 respectivement.

Appel urgent

718. Le 20 août 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent sur la situation de M. Michel Tshiyoyo, journaliste cameraman à Radio Télévision Amazone (RTA) qui émet à Kananga et de sa famille.

719. Selon les informations reçues, depuis le 15 août 2010, M. Tshiyoyo ferait l'objet de menaces de mort après qu'il ait filmé une partie d'un affrontement entre le Gouverneur du Kasai-Occidental, M. Trésor Kapuku, ses gardes du corps et la population de Luandanda, au cours duquel un garde du corps aurait été tué et quatre personnes au sein de la population auraient été blessées. A l'origine de cet affrontement, le Gouverneur aurait voulu procéder à l'investiture d'un nouveau chef du Groupement de Bakua Mushilu à Luandanda, en évinçant l'actuel chef qui serait d'obédience politique différente. La population aurait protesté à ce limogeage et le Gouverneur aurait cherché à mater ces protestations en arrêtant le chef de groupement évincé. M. Tshiyoyo aurait été le seul journaliste présent lors des faits.

720. Dans la soirée du 15 août, un garde du corps, accompagné d'un cameraman du Gouverneur, se serait rendu au domicile de M. Tshiyoyo, exigeant qu'il lui livre les images qu'il avait prises le jour même. Devant son refus, ces derniers seraient repartis. Plus tard dans la soirée, trois policiers en civil et un autre en tenue policière seraient venus au domicile de M. Tshiyoyo afin de l'appréhender, mais celui-ci n'était pas présent. Plusieurs personnes se seraient rendues au domicile des parents du journaliste et seraient restées à l'attendre jusqu'au lendemain matin. Il est allégué que le Gouverneur se serait déplacé en personne au domicile de M. Tshiyoyo afin d'obtenir les images en sa possession et qu'une prime de 200 USD aurait été promise aux voisins de M. Tshiyoyo s'ils informaient du retour du journaliste.

721. Craignant grandement pour leur vie, M. Tshiyoyo, sa femme et leurs cinq enfants auraient fui et se cacheraient. Il est allégué que l'Agence nationale de renseignements serait activement à leur recherche.

722. Le 19 août 2010, M. Tshiyoyo aurait reçu sur son téléphone portable un SMS le menaçant dans les termes suivants : « Sache que l'assassinat est fréquent à Kinshasa ainsi qu'à Kananga. Tu n'es pas à l'abri puisque tu es à Kinshasa. Tu es averti au-moins. Où a été tué Floribert Chebeya ? ».

723. De sérieuses craintes ont été exprimées quant au fait que les menaces de mort dont font l'objet M. Tshiyoyo et sa famille soient liées à l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression. Des craintes ont également été exprimées quant à l'intégrité physique et mentale de M. Tshiyoyo et de sa famille. Ces menaces s'inscrivent dans un contexte d'extrême vulnérabilité des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme en République démocratique du Congo, comme en attestent l'assassinat le 2 juin 2010 de Floribert Chebeya Bahizire, directeur exécutif de la Voix des Sans Voix et membre de l'Assemblée générale de l'Organisation Mondiale contre la Torture et la disparition de M. Fidèle Bazana Edadi, membre et chauffeur de la VSV. Ce n'est pas la première fois que des journalistes de Radio Okapi font l'objet de menaces et deux d'entre eux, MM. Serge Maheshe et Didace Namujimbo, ont été tués en 2007 et 2008 respectivement.

Appel urgent

724. Le 27 août 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent concernant la situation de M. Sylvestre Bwira Kyahi, président de la société civile de Masisi (nord Kivu).

725. Selon les informations reçues, le 24 août 2010, en début d'après-midi, M. Sylvestre Bwira Kyahi aurait été enlevé par deux hommes portant l'uniforme des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), sur la route de Ndosho sur l'axe Goma Sake. Ces deux hommes auraient fait entrer de force M. Bwira Kyahi à bord de leur véhicule de marque Jeep Prado, de couleur kaki et aux vitres fumées. Le véhicule serait ensuite parti en direction de Goma. La famille de M. Bwira Kyahi et les membres de la société civile de Masisi seraient depuis sans nouvelle de celui-ci et ils craindraient grandement pour sa sécurité.

726. Au cours des quatre derniers mois, M. Bwira Kyahi aurait fait l'objet de nombreuses menaces de mort de la part de personnes présumées être des officiers FARDC postés dans le territoire de Masisi. Le 30 juillet 2010, la société civile de Masisi, sous l'impulsion de son président, M. Bwira Kyahi, aurait adressé au Président de la République une lettre ouverte dans laquelle elle réclamait le départ des militaires et officiers issus des ex-groupes armés, dont le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), basés sur le territoire de Masisi. Cette lettre comportait les noms de plusieurs officiers supérieurs actifs dans le territoire qui auraient été mis en cause dans des cas de violations des droits de l'homme. Suite à la publication de cette lettre, la sécurité de la victime se serait davantage détériorée.

727. De graves craintes ont été exprimées quant au fait que les menaces de mort à l'encontre de M. Bwira Kyahi et son enlèvement soient liés à ses activités de défense des droits de l'homme, en l'occurrence ses activités de dénonciation de violations de droits de l'homme commises dans le territoire de Masisi par de présumés membres des FARDC et des éléments de groupes armés. Des craintes similaires ont été exprimées quant à l'intégrité physique et mentale de M. Bwira Kyahi et des membres de la société civile de Masisi.

728. Les menaces de mort à l'encontre de M. Bwira Kyahi et son enlèvement s'inscrivent dans un contexte d'extrême vulnérabilité des défenseurs des droits de l'homme et les

journalistes en République démocratique du Congo, comme en attestent, entre autres, les menaces de mort proférées ce mois contre le journaliste M. Michel Tshiyoyo et sa famille, ainsi que l'assassinat le 2 juin 2010 de M. Floribert Chebeya Bahizire, directeur exécutif de la Voix des Sans Voix (VSV) et membre de l'Assemblée générale de l'Organisation Mondiale contre la Torture et la disparition de M. Fidèle Bazana Edadi, membre et chauffeur de la VSV. Enfin, MM. Serge Maheshe et Didace Namujimbo, journalistes de Radio Okapi, ont été tués en 2007 et 2008 respectivement.

Appel urgent

729. Le 5 octobre 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Président-Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent sur la situation de Me Nicole Bondo Mwaka, avocate au barreau de Kinshasa/Gombe et membre de l'organisation de promotion et défense des droits de l'homme Toges Noires, du Mouvement Mondial pour la marche des Femmes et de la Commission Nationale de la réforme de la police, Me André Mwila Kayembe, président de Toges Noires et de Mme Madeleine Mangambu, amie de Me Nicole Bondo Mwaka.

730. Selon les informations reçues, le 29 septembre 2010, Me Nicole Bondo Mwaka et Mme Madeleine Mangambu auraient été arrêtées et conduites dans les locaux de la Direction Générale des Services spéciaux de la police (ex-Kin Mazière). Leur interpellation ferait suite à leur présence sur les lieux d'un incident à Kinshasa, au cours duquel le cortège présidentiel aurait essuyé un jet de pierre. M. Armand Mudiandambu Tungulu, l'auteur du jet de pierre, aurait violemment été passé à tabac par des policiers et Me Nicole Bondo Mwaka serait soupçonnée par la police d'avoir filmé la scène à l'aide de son téléphone portable. Mme Madeleine Mangambu était en compagnie de Me Nicole Bondo Mwaka au moment des faits.

731. Le 30 septembre 2010, Me André Mwila Kayembe, président de Toges Noires, se serait rendu en début d'après-midi au siège de la DGSS pour s'enquérir de la situation de Me Nicole Bondo Mwaka. Il y aurait été détenu jusqu'à 18h00.

732. Le 1er septembre 2010, Me Nicole Bondo Mwaka et Mme Madeleine Mangambu auraient été transférées dans les locaux de l'Agence national des renseignements pour le motif "d'atteinte à la sûreté de l'Etat". Elles y seraient toujours détenues à ce jour et n'auraient pas accès à leur avocat, ni à leur famille. Elles seraient également privées de nourriture.

733. Le 4 septembre 2010, Mme Madeleine Mangambu aurait été libérée.

734. De sérieuses craintes ont été exprimées quant au fait que l'arrestation et la détention de Me Nicole Bondo Mwaka et Me André Mwila Kayembe soient en relation avec leurs activités de défense des droits de l'homme. Des craintes similaires ont été exprimées quant au fait que l'arrestation et la détention de Mme Madeleine Mangambu soient liées aux activités susmentionnées de Me Nicole Bondo Mwaka. Enfin, de sérieuses craintes sont finalement exprimées quant à l'intégrité physique et mentale de Me Nicole Bondo Mwaka.

735. Ce nouvel incident s'inscrit dans un contexte d'extrême vulnérabilité des défenseurs des droits de l'homme et les journalistes en République démocratique du Congo, comme en attestent, entre autres, l'enlèvement de M. Bwira Kyahi en août 2010, précédé de menaces de mort ; les menaces de mort à l'encontre de M. Michel Tshiyoyo et sa famille ; et l'assassinat le 2 juin 2010 de M. Floribert Chebeya Bahizire, directeur exécutif de la Voix des Sans Voix (VSV) et membre de l'Assemblée générale de l'Organisation Mondiale

contre la Torture et la disparition de M. Fidèle Bazana Edadi, membre et chauffeur de la VSV.

Appel urgent

736. Le 2 novembre 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, a envoyé un appel urgent sur la situation de Mme Clémence Bakatuseka, coordinatrice de l'organisation non-gouvernementale Great Lakes Human Rights Program ('Programme des droits de l'homme dans la région des Grands Lacs' - GLHRP). Le GLHRP fournit une assistance juridique aux victimes de violences sexuelles et a notamment obtenu la condamnation de civils et de membres des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) pour de telles violences.

737. Selon les informations reçues, dans la nuit du 4 octobre 2010, six hommes armés, en tenue militaire, auraient pénétré par effraction au domicile de Mme Clémence Bakatuseka. Ils lui auraient ordonné d'ouvrir la porte de sa chambre et de leur donner l'argent reçu d'une organisation non-gouvernementale internationale aux fins de financer les activités du GLHRP. Devant son refus, ils auraient tenté de faire sauter la serrure de la porte en tirant dessus à deux reprises, en vain. Ils auraient alors ouvert le feu une troisième fois, avant de prendre la fuite. Les enfants de Mme Bakatuseka étaient présents dans la maison au moment des faits.

738. De sérieuses craintes ont été exprimées quant au fait que l'agression dont Mme Bakatuseka a été victime soit en relation avec ses activités légitimes de protection des droits de l'homme, à savoir ses activités au sein du GLHRP d'accompagnement judiciaire en faveur des victimes des violences sexuelles. Des craintes similaires ont été exprimées quant à l'intégrité physique et mentale de Mme Bakatuseka et de sa famille, ainsi que des membres du GLHRP.

739. Ce nouvel incident s'inscrit dans un contexte persistant d'extrême vulnérabilité des défenseurs des droits de l'homme en République démocratique du Congo, comme en attestent, entre autres, l'arrestation et la détention de Me Nicole Bondo Mwaka, Me André Mwila et Mme Madeleine Mangambu en septembre 2010 ; l'enlèvement de M. Bwira Kyahi en août 2010, précédé de menaces de mort ; les menaces de mort à l'encontre de M. Michel Tshiyoyo et sa famille ; et l'assassinat le 2 juin 2010 de M. Floribert Chebeya Bahizire, directeur exécutif de la Voix des Sans Voix (VSV) et membre de l'Assemblée générale de l'Organisation Mondiale contre la Torture et la disparition de M. Fidèle Bazana Edadi, membre et chauffeur de la VSV.

Lettre d'allégation

740. Le 15 novembre 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint, a envoyé une lettre concernant une « proposition de loi relative aux pratiques sexuelles contre nature » qui aurait été débattue récemment au sein de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo.

741. Les titulaires de mandat ont demandé au Gouvernement de bien vouloir transmettre la présente lettre au Président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo.

742. Selon les informations reçues, le 21 octobre 2010, la salle des Congrès de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo aurait débattu d'une « proposition de loi relative aux pratiques sexuelles contre nature ». Selon cette proposition de loi, « l'homosexualité (...) [est] une menace à la famille (...), une déviation de la race humaine vers des relations contre nature (...) et [constitue] une dépravation des mœurs qualifiées d'abomination ».

743. La proposition de loi vise à réviser le code pénal congolais, tel que modifié et complété par la loi du 20 juillet 2006 sur les violences sexuelles. Les modifications portent spécifiquement sur le paragraphe 8 de la section III du titre VI de la dite loi du code pénal :

- selon l'article 174h1 de la proposition de loi, « [s]era puni de trois à cinq ans de servitude pénale et d'une amende de 500.000 francs congolais, quiconque aura eu des relations homosexuelles » ;
- selon l'article 174h2 de la proposition de loi, « [s]ont interdites... toute association promouvant ou défendant des rapports sexuels contre nature. Sera puni de six mois à un an de servitude pénale et d'une amende de 1.000.000 francs congolais constants, quiconque aura créé, financé, initié et implanter toute association toute structure promouvant les relations sexuelles contre nature » ; et
- selon l'article 174h3 de la proposition de loi, « [s]ont interdits... toute publication, affiches, pamphlets, film mettant en exergue, ou susceptibles de susciter ou encourager des pratiques sexuelles contre nature ».

744. La criminalisation de l'homosexualité aurait un effet préjudiciable sur les efforts de la République démocratique du Congo dans sa lutte contre le VIH/SIDA. Les politiques de la santé publique concernant l'épidémie du VIH/SIDA démontrent clairement que la décriminalisation de l'homosexualité, combinée avec des efforts visant à lutter contre la discrimination des homosexuels, lesbiennes, bisexuels et transsexuels, représentent une mesure substantielle pour restreindre la propagation du virus. De plus, si la proposition de loi est adoptée, celle-ci aurait pour effet d'entraver l'accès à l'information, aux soins et aux traitements des personnes homosexuelles, atteintes de VIH/SIDA en République démocratique du Congo, et par conséquent pourrait compromettre la réponse nationale dans la lutte contre le VIH/SIDA.

745. Cette proposition de loi aurait également un effet néfaste sur la situation des défenseurs des droits de l'homme qui œuvrent pour la promotion et la protection des droits des homosexuels, lesbiennes, bisexuels et transsexuels en République démocratique du Congo. En effet, cette proposition de loi mettrait ces défenseurs dans une situation de vulnérabilité accrue car ils seraient potentiellement la cible d'attaques et d'actes d'intimidation de la part des autorités et de la population.

Observations

746. La Rapporteuse spéciale regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse à 57 des 58 communications envoyées depuis 2004. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs familles.

747. La situation des défenseurs des droits de l'homme opérant en République démocratique du Congo demeure très préoccupante, comme en témoignent les 10

communications envoyées en 2010, et ce malgré les recommandations formulées par la Rapporteuse spéciale à la suite de sa visite du pays en juin 2009 (A/HRC/13/22/Add.2). La Rapporteuse spéciale craint notamment une nouvelle recrudescence de violations contre les défenseurs dans le contexte des prochaines élections présidentielles qui devraient se tenir à la fin de l'année. Enfin, la Rapporteuse spéciale espère que le procès dans le cadre du meurtre de M. Floribert Chebeya Bahizire sera l'occasion de faire toute la lumière sur cet acte odieux.

748. Enfin, la Rapporteuse spéciale exhorte une nouvelle fois les membres de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo à ne pas adopter la « proposition de loi relative aux pratiques sexuelles contre nature », en conformité avec les obligations internationales du pays en matière de droits de l'homme.

Ecuador

Carta de alegaciones

749. El 22 de julio de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato del Sr. **Germán Antonio Ramírez Herrera**, médico forense de la prisión de Quevedo, en la provincia de Los Ríos, y experto independiente parte de la red nacional creada por la Fundación para la Rehabilitación Integral de Víctimas de Violencia (PRIVA) para la ejecución del proyecto "Prevención de la tortura a través de la documentación e implementación del Protocolo de Estambul". PRIVA es una organización no gubernamental que trabaja para la prevención y erradicación de la tortura en Ecuador.

750. Según las informaciones recibidas, el 6 de julio de 2010, sobre las 12:30 horas, el Dr. Ramírez Herrera recibió dos disparos con arma de fuego después de haber dejado su oficina. Varios testigos habrían asegurado ver en el lugar de los hechos a tres individuos en un coche color gris y a un cuarto en una motocicleta.

751. Como parte de su trabajo en tanto que experto independiente de la red nacional creada por PRIVA, el Dr. Ramírez Herrera habría documentando casos de tortura y ejecuciones extrajudiciales en la prisión de Quevedo. Como consecuencia de este trabajo, el Dr. Ramírez Herrera habría recibido amenazas en el pasado.

752. El día del asesinato del Dr. Ramírez Herrera, PRIVA habría presentado los casos de la prisión de Quevedo al Relator Especial de las Naciones Unidas sobre ejecuciones extrajudiciales, sumarias y arbitrarias, Philip Alston, el cual se encontraba realizando una visita de investigación al país.

753. Según las informaciones recibidas, tras el asesinato del Dr. Ramírez Herrera habría motivos para temer por la integridad física y psicológica de sus familiares así como de los trabajadores de PRIVA y de otros miembros de la red nacional de expertos independientes.

754. Se temió que el asesinato del Dr. Ramírez Herrera esté relacionado con sus actividades en defensa de los derechos humanos, en concreto con su labor de documentación de casos de tortura y ejecuciones extra-judiciales. Se expresó preocupación por la posibilidad de que el asesinato del Dr. Ramírez Herrera tenga relación con su trabajo como integrante de la red nacional de expertos independientes creada por PRIVA. Finalmente, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de los familiares

del Dr. Ramírez Herrera así como de los trabajadores de PRIVA y otros miembros de su red nacional de expertos independientes.

Respuesta del Gobierno

755. Mediante carta fechada 2 de Noviembre de 2010, el Gobierno respondió a la carta de alegaciones con fecha de 22 de julio de 2010. El Gobierno del Ecuador, que considera una prioridad el garantizar y velar por el pleno ejercicio y goce de los derechos humanos de todos los habitantes del país, ha brindado una especial atención al caso sobre la muerte del doctor Ramírez. En primer lugar, se informó de las denuncias y requerimientos internacionales sobre el caso a todas las altas autoridades que representan a las instituciones involucradas en brindar la debida respuesta estatal a este asunto, como son el Ministerio Coordinador de Seguridad; el Ministerio de Justicia, Derechos Humanos y Cultos; el Ministerio del Interior; la Fiscalía General del Estado y la Corte Nacional de Justicia.

756. Debido a la importancia del caso, a principios de agosto 2010 se articuló una coordinación interinstitucional, convocada por el Ministerio de Justicia y con la participación del Ministerio de Coordinación de Seguridad; del Departamento de Derechos Humanos de la Dirección de Educación de la Policía Nacional; de la Defensoría del Pueblo; del Ministerio de Defensa y del Ministerio de Relaciones Exteriores.

757. El 16 de agosto 2010, la Corte Nacional de Justicia informó que, en julio del presente año, solicitó al Fiscal General del Estado investigar el caso, a fin de establecer a los responsables del hecho, y al Comandante General de Policía solicitó tomar las medidas necesarias para garantizar la seguridad y la integridad de la familia del Dr. Germán Antonio Ramírez Herrera, así como de todo el personal y de la red de expertos independientes de PRIVA. La Presidencia de la Corte se comprometió a vigilar el proceso investigativo a fin de garantizar su rapidez e imparcialidad, respetando la independencia judicial.

758. Por su parte, el 2 de agosto del año en curso, la Fiscalía General del Estado reportó que a través del Fiscal de lo Penal de Quevedo la indagación previa se encuentra en etapa de investigación, en la cual se han receptado las declaraciones tanto de los funcionarios y los internos del Centro de Rehabilitación Social de Quevedo, como de los agentes de policía y otras personas involucradas en la investigación. El Fiscal de Quevedo señala que ha solicitado al Programa de Víctimas y Testigos brindar protección a las hijas y la esposa del doctor Germán Ramírez.

759. Adicionalmente, la Fiscalía General del Estado al ser de su competencia responde a las preguntas específicas planteadas por los titulares de los Procedimientos Especiales:

760. El Fiscal de Quevedo ratificó que las denuncias sobre los hechos del asesinato de Germán Ramírez corresponden a la realidad.

761. El Fiscal de Quevedo indicó que en el expediente consta una denuncia presentada por la hija de la víctima, señorita Tannia Carola Ramírez Peñafiel.-

762. El Fiscal de Quevedo señaló que la investigación se encuentra en etapa de Indagación Previa, que al momento consta de diez cuerpos, y se han receptado las declaraciones de los funcionarios y los internos del Centro de Rehabilitación Social de Quevedo, como de los agentes de policía y otras personas involucradas en dicha investigación.

763. El Fiscal informó que ha solicitado al Juzgado Séptimo de Garantías Penales de Quevedo la detención de algunos sospechosos de ser los autores materiales del delito con fines investigativos, a efectos de establecer las responsabilidades de los detenidos.-

764. Sobre la inclusión de las dos hijas y la esposa del doctor Germán Ramírez en el Programa de Víctimas y Testigos, las autoridades ecuatorianas certifican que la familia de la víctima ha sido llevada a otra ciudad y se le está brindando alojamiento y alimentación.

765. Cabe aclarar que, en virtud de que el presente caso se encuentra apenas en la fase de investigación, no se han impuesto sanciones penales ni administrativas con relación al mismo.

766. Sobre las medidas adoptadas por el Estado para garantizar la protección del personal de PRIVA, la Fiscalía General del Estado informa que el Sistema Nacional de Protección y Asistencia a Víctimas y Testigos constituye un conjunto sistemático de acciones interinstitucionales, encaminadas a dar asistencia y protección integral a las víctimas, testigos y otros participantes en el proceso penal que han sufrido de manera directa o indirecta las afectaciones de acciones criminales. Uno de los principios que rige el Sistema, el cual garantiza su imparcialidad, es la voluntariedad, principio que ha sido definido de acuerdo con el Art. 295 numeral 1 Código Orgánico de la Función Judicial, como: “La aceptación del ingreso y la decisión y retiro del Sistema será voluntaria”. En consecuencia, el Sistema inicia su actividad de protección previa denuncia y solicitud de las personas que necesitan dicha protección.

767. La Jefatura Nacional de Protección y Asistencia tomó contacto con el personal de la Fundación para la Rehabilitación de las Víctimas de la Violencia (PRIVA), a quienes se les informó del procedimiento a seguir para su ingreso y las medidas que el Sistema ejecuta en caso de ser acogidos. Hasta la presente fecha los miembros de PRIVA no han presentado denuncia alguna ni han formalizado un requerimiento de ingreso al Sistema de Protección a Víctimas y Testigos.

Observaciones

768. La Relatora Especial agradece que el Gobierno de Ecuador proporcionara respuesta detallada a su comunicación enviada durante el periodo del presente informe. Sin embargo, lamenta que el Gobierno no haya respondido a dos de sus comunicaciones enviadas durante el periodo anterior fechadas el 4 mayo 2009 y el 28 enero 2009. La Relatora Especial considera que responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental de la cooperación de los Estados con el mandato y por ello insta al Gobierno a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

769. La Relatora Especial lamenta especialmente el asesinato Dr. Ramírez Herrera y toma nota de la información proporcionada sobre el Programa de Víctimas y Testigos así como de las medidas adoptadas para proteger a su familia.

El Salvador

Llamamiento urgente

770. El 15 de enero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, y el Relator Especial sobre los efectos nocivos para el goce de los derechos humanos del traslado y vertimiento de productos y desechos tóxicos y peligrosos, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los asesinatos del Sr. **Ramiro Rivera** y de la Sra. **Dora Alicia Recinos Sorto**, las amenazas de muerte contra el Sr. **José Santos Rodríguez**,

el esposo de la Sra. Recinos Sorto, y los actos de intimidación y amenazas de muerte contra la Sra. **Isabel Gámez** y los demás miembros del personal de Radio Victoria. El Sr. Rivera era vicepresidente del Comité Ambiental de Cabañas (CEC), una organización que realiza actividades de información sobre las consecuencias negativas de la minería de oro tanto para la salud como para el medio ambiente, y en particular sobre el impacto de la contaminación con cianuro. La Sra. Recinos Sorto era integrante de la misma organización. El Sr. Santos Rodríguez es miembro de la junta directiva del CEC. La Sra. Gámez es periodista con Radio Victoria, una estación de radio del municipio de Victoria en Cabañas que ha denunciado públicamente a la empresa minera canadiense Pacific Rim por daño medioambiental y que también ha denunciado el secuestro, tortura y asesinato del defensor del medio ambiente, el Sr. **Marcelo Rivera**, en junio de 2009. El Sr. Marcelo Rivera también realizaba actividades de protesta contra la minería.

771. La empresa minera canadiense Pacific Rim actualmente no está operando en la mina El Dorado en Cabañas aunque busca su reapertura. Muchos opositores a la minería han realizado manifestaciones protestando contra dicha reapertura por varias razones, entre ellas, la contaminación de los ríos y la enorme extracción de agua para el uso de la mina la cual genera una escasez de agua para el uso de la gente de la región.

772. Según las informaciones recibidas, el 26 de diciembre de 2009, aproximadamente a las 3:30 horas de la tarde, la Sra. Recinos Sorto habría sido asesinada mientras caminaba a su casa con su hijo de dos años en sus brazos. La Sra. Recinos Sorto habría estado en su octavo mes de embarazo cuando la habrían asesinado. El niño de dos años habría sido herido en el incidente.

773. Durante el año 2009, la Sra. Recinos Sorto habría denunciado el hecho de que su esposo, el Sr. Santos Rodríguez, habría recibido varias amenazas de muerte y que en varias ocasiones hombres armados no identificados habrían llegado a su casa preguntando por el paradero de su esposo. Asimismo, en mayo de 2008, el Sr. Santos Rodríguez habría sido atacado con un machete.

774. En otro incidente, el 20 de diciembre de 2009, el Sr. Ramiro Rivera habría sido asesinado a tiros mientras conducía en su camioneta con un colega y una adolescente. Los agresores se habrían acercado a la camioneta y habrían disparado varias veces matando al Sr. Rivera y a su colega. La adolescente habría sido herida en el incidente.

775. El Sr. Ramiro Rivera habría sido beneficiario de medidas de protección brindadas por la policía tras un incidente el 7 de agosto de 2009 cuando habría sido víctima de una tentativa de asesinato.

776. Asimismo, se informó que, el 23 de diciembre de 2009, se habría enviado una amenaza de muerte por correo electrónico a dieciséis miembros del personal de Radio Victoria que decía: “Bueno, ya mandamos al hoyo a dos, la pregunta es quién va ser el tercero, será acaso el Padre Quintanilla o alguno de los de la radio, no es mala idea seguir mejor con alguno de los bocones de la Radio Victoria... No importa que anden un batallón de policías cuidándolos detrás como perros, cuando lo queremos, las muertes van a seguir y nadie detiene la venganza iniciada, preferimos que el tercero de los muertos sea un locutor, o un corresponsal..., el blanco más seguro es un locutor, cuidasen que no estamos jugando esta es la nueva ola de advertencias que estamos iniciando luego de quebrarnos a Ramiro”.

777. El 24 de diciembre de 2009, ocho de las personas que habrían recibido la amenaza del día anterior habrían recibido otro correo electrónico amenazante informándoles que ya habrían elegido a la persona que iban a asesinar. El 27 de diciembre de 2009, el día después del asesinato de la Sra. Recinos Sorto, seis hombres armados no identificados habrían llegado a la casa de la Sra. Gámez, una periodista de Radio Victoria. Los hombres se habrían asomado por las ventanas de la casa pero se habrían retirado cuando se dieron cuenta que la Sra. Gámez no se encontraba en casa.

778. Se temió que los asesinatos de la Sra. Recinos Sorto y los Sres. Ramiro Rivera y Marcelo Rivera y las amenazas de muerte contra el Sr. Santos Rodríguez estén relacionados con sus actividades en defensa de los derechos humanos, y en particular sus actividades de protesta contra la minería en Cabañas. Asimismo, se temió que las amenazas de muerte contra el personal de Radio Victoria estén relacionadas con el hecho de que han denunciado violaciones de derechos humanos, entre ellos, la tortura y asesinato del Sr. Marcelo Riveras. Se expresó preocupación que estos actos de agresión y amenazas busquen intimidar a las organizaciones sociales en Cabañas. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Santos Rodríguez y el personal de Radio Victoria.

Respuesta del Gobierno

779. Mediante dos cartas fechadas el 25 de marzo de 2010 y el 5 de mayo de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 15 de enero de 2010. Según el informe de la investigación a cargo de la Fiscalía General de la República, se ha establecido plenamente la existencia del delito de homicidio agravado en perjuicio del señor Gustavo Marcelo Rivera Moreno sucedido en el Cantón Agua Zarca, Municipio de Ilobasco, Departamento de Cabañas el 18 de Junio de 2009. A partir de la investigación llevada a cabo por dicha institución del Estado, se estableció que el 18 de Junio de 2009, el señor Gustavo Marcelo Rivera Moreno habría salido de su casa de habitación para acudir a una reunión en horas de la tarde con un sujeto perteneciente a la Mara Salvatrucha, siendo el punto de reunión el desvío conocido como El Molino, lugar al que otros dos sujetos pertenecientes a la misma Mara lo irían a recoger para conducirlo a un terreno ubicado en el Cantón Agua Zarca. El señor Gustavo Marcelo Rivera Moreno habría tenido una discusión con los miembros del grupo, la cual tuvo resultado la agresión y homicidio del señor Rivera Moreno. Una vez muerto, sacaron el cadáver de la casa y lo lanzaron a un predio baldío. Posteriormente, en horas de la madrugada se presentó uno de los autores materiales en compañía de otras 3 personas, para mover el cadáver hacia un pozo artesanal. El 29 de junio de 2009, fue localizado el cadáver por miembros de la Policía Nacional Civil.

780. Diversos organismos sociales, entre ellos representantes de la Asociación Amigos de San Isidro Cabañas (ASIC), a la cual pertenecía la víctima, han rechazado la versión de la Fiscalía General de la República que ha sido descrita en audiencia realizada en la sede del Ministerio de Relaciones Exteriores. No obstante, la hipótesis descrita es la única que ha sido judicializada por la autoridad fiscal en el proceso penal correspondiente.

781. Asimismo, se ha establecido plenamente la existencia del delito de homicidio agravado en perjuicio del señor Ramiro Rivera Gómez sucedido en el Cantón Trinidad, Municipio de Sensuntepeque, Departamento de Cabañas, el 20 de diciembre de 2009, mientras se conducía a bordo de su vehículo particular, siendo acompañado por personal de la División de Víctimas y Testigos, quienes le brindaban protección especial desde el 29 de Agosto de 2009. El señor Rivera Gómez formaba parte de la Mesa Nacional Contra la Minería.

782. A partir de la investigación a cargo de la Fiscalía General de la República, también se ha establecido plenamente la existencia del delito de homicidio en perjuicio de la señora Dora Alicia Recinos Sorto sucedido en el Cantón Trinidad, Municipio de Sensuntepeque, Departamento de Cabañas, el 26 de diciembre de 2009, mientras regresaba de lavar ropa de una quebrada cargando en brazos a uno de sus hijos de dos años de edad, cuando personas desconocidas salieron a su encuentro y le dispararon, falleciendo al instante y resultando en el mismo acto lesionado el hijo de la señora Recinos Sorto.

783. En relación a las amenazas que se han producido en este caso, según la Fiscalía General de la República, el 9 de noviembre de 2009, en el lugar de residencia de la señora Dora Alicia Recinos Sorto y el señor José Santos Rodríguez, aproximadamente a las 9 de la

noche, varios sujetos se hicieron presentes y preguntaron por el señor Rivera Gómez, al no obtener respuesta, amenazaron con asesinar a todos los involucrados si no lo encontraban.

784. En cuanto al caso de los actos de intimidación y amenazas de muerte contra la señora María Isabel Gámez y los demás miembros del personal de Radio Victoria, según consta en el informe de investigación de la Policía Nacional Civil, a principios del mes de Julio de 2009, las víctimas empezaron a recibir amenazas de muerte vía correo electrónico (Internet), anónimos (escritos a mano), a mensajes de celular y mediante llamadas telefónicas a celulares y teléfonos fijos.

785. El Gobierno proporcionó información detallada sobre las diligencias relativas a los casos mencionados, incluyendo detalles sobre las medidas de protección para garantizar la integridad física y psicológica de la Sra. Gámez y del Sr. Santos Rodríguez.

Carta de alegaciones

786. El 3 de febrero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Victoriano Abel Vega**. El Sr. Victoriano Abel Vega era Secretario General del Sindicato de Trabajadores y Empleados Municipales de la Alcaldía de Santa Ana (SITRAMSA) y afiliado de la Central Autónoma de Trabajadores Salvadoreños (CATS). Trabajaba en defensa de los derechos laborales y sindicales, y en particular de los derechos de los trabajadores urbanos, y era un crítico fuerte de los despidos de estos trabajadores.

787. Según las informaciones recibidas, el 15 de enero de 2010, el Sr. Abel Vega habría sido asesinado. El Sr. Abel Vega habría viajado a San Salvador para tomar parte en una reunión con otros dirigentes sindicales, con el fin de organizar manifestaciones y de presentar una denuncia en relación con los despidos de varios trabajadores de la Alcaldía de Santa Ana, un acto que habría violado los Convenios 87 y 98 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT).

788. Aproximadamente a las 5.20 horas de la madrugada frente al parque Anita Alvarado de Santa Ana, Victoriano Abel Vega habría sido atacado por seis hombres armados no identificados quienes lo habrían matado con seis disparos de una pistola de 9 mm.

789. Se informó que Victoriano Abel Vega habría recibido varias amenazas de muerte previamente, como resultado de su trabajo con los sindicatos y su crítica pública de violaciones de los derechos laborales. Estas amenazas supuestamente habrían sido enviadas por los alcaldes del municipio de Ahuachapán y de San Sebastián Salitrillo.

790. Se temió que el asesinato del Sr. Abel Vega esté relacionado con las actividades que él realizaba para promover y defender los derechos de la gente de El Salvador. Se expresa una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de todos los defensores de los derechos laborales y sindicales. Este asesinato, de ser confirmado, se enmarcará en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en el Salvador.

Respuesta del Gobierno

791. El 25 de marzo de 2010 el Gobierno envió una carta en respuesta a la carta de alegaciones con fecha de 3 de febrero de 2010 acusando recibo de la misma. La Relatora Especial agradece este acuse de recibo y espera que el Gobierno proporcione una respuesta

con información detallada sobre las circunstancias que rodearon el asesinato del Sr. Abel Vega.

Llamamiento urgente

792. El 4 de febrero de 2010 la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Oscar Humberto Luna**. El Sr. Luna es el Procurador para la Defensa de los Derechos Humanos. La Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos es el instituto nacional independiente de derechos humanos de El Salvador, fundado en 1992.

793. Según las informaciones recibidas, el Sr. Oscar Humberto Luna recientemente habría recibido varias amenazas de muerte contra él, y su familia. El 8 y el 19 de enero de 2010, habría recibido dos llamadas telefónicas en las que se le habrían proferido amenazas y se le habría ordenado que saliera del país dentro de las siguientes 48 horas. La primera llamada la habría recibido uno de los secretarios en la oficina regional de la Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos en Santa Ana, lugar donde está ubicado el domicilio del Sr. Luna. La segunda llamada habría sido dirigida a la oficina principal de la Procuraduría, ubicada en San Salvador. Se informó que las llamadas habrían sido originadas por un grupo anti-delincuencia cuyo objetivo será la eliminación de todos los integrantes de las “maras”, una banda criminal.

794. El Sr. Luna ha emitido recientemente varios comunicados sensibles, en los cuales habría expresado su preocupación sobre una decisión gubernamental que tendría como fin utilizar las fuerzas armadas para utilizar a la policía en la lucha contra el crimen, y las posibles repercusiones que esta decisión tendría para los derechos humanos. Asimismo, el Procurador habría pedido una investigación imparcial e inmediata sobre varios delitos presuntamente cometidos contra activistas anti-mineros en el pueblo de San Isidro, en Cabañas. El 18 de junio de 2009, el Sr. Marcelo Rivera habría desaparecido y luego su cadáver habría sido encontrado con indicios de tortura. El 20 de diciembre de 2009, el Sr. Ramiro Rivera también habría sido asesinado. Ambos hombres eran prominentes activistas anti-mineros. Además, se informó que otros importantes activistas anti-mineros de la región habrían recibido amenazas de muerte. El 19 de enero de 2010, el Sr. Luna habría denunciado la violencia y los abusos de los derechos humanos en Cabañas ante la oficina de la Fiscalía General y ante la Policía. Ambas instituciones habrían iniciado investigaciones formales sobre los delitos antedichos.

795. Se temió que las amenazas en contra del Sr. Oscar Humberto Luna estén relacionadas con las actividades que él realizaba para promover y defender los derechos de la gente de El Salvador. Las amenazas son un recordatorio de los graves riesgos para aquéllos que luchan contra la cultura de impunidad en la región. Estas amenazas se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en El Salvador.

Respuesta del Gobierno

796. Mediante cartas fechadas el 25 de marzo de 2010 y el 5 de mayo de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 4 de febrero de 2010.

797. Según el informe sobre la investigación a cargo de la Fiscalía General de la República, se ha establecido plenamente la existencia del delito de amenazas en perjuicio del señor Óscar Humberto Luna, Procurador para la Defensa de los Derechos Humanos de El Salvador, y su familia; las cuales fueron hechas por vía telefónica. De conformidad al

informe mencionado, la primera llamada fue recibida el 8 de enero del presente año, en el conmutador de la oficina de la Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos (PDDH) con sede en la ciudad de Santa Ana, ciudad en la que además tiene su residencia el señor Procurador. A través de dicha llamada y según el informe de investigación de la Policía Nacional Civil, los autores se identificaron como un “grupo de delincuentes” y ordenaron al señor Procurador salir del país dentro de las siguientes 48 horas. El 19 de enero del presente año, en el conmutador de la oficina de la Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos con sede en San Salvador, se recibió la segunda llamada en la cual los autores se identificaron como un “grupo anti-delincuentes” y ordenaron nuevamente la salida del país del señor Procurador en las siguientes 48 horas.

798. El 8 de enero del presente año, el señor Procurador informó personalmente al Jefe de la Delegación Departamental de la Policía Nacional Civil de la ciudad de Santa Ana, sobre las amenazas recibidas ese mismo día.

799. A raíz de la segunda llamada, el señor Procurador sostuvo una reunión con el Director General de la Policía Nacional Civil y con varios de los Subdirectores Operativos, a quienes explicó los detalles de lo ocurrido.

800. El 21 de enero del presente año, personal de la División de Investigación Criminal de la Policía Nacional Civil, visitó, en su despacho, al señor Procurador para tomar la denuncia formal por el delito de amenazas en contra de su vida y la de su familia.

801. La Fiscalía General de la República, que tiene a su cargo la investigación criminal, ha reportado hasta el momento las diligencias en torno al caso sobre las cuales el Gobierno proporcionó información:

802. Actualmente, la Fiscalía General de la República mantiene abierta la investigación, con el propósito de establecer una hipótesis definitiva sobre la autoría de las amenazas al señor Procurador.

803. Desde el 2 de julio de 2007, fecha en la cual el señor Óscar Humberto Luna fue nombrado Procurador para la Defensa de los Derechos Humanos, se le asignó 2 agentes policiales destinados a brindarle seguridad personal. Posteriormente, el 27 de junio de 2008, a requerimiento del señor Procurador, le fueron asignados 2 agentes más, para completar los agentes de la Policía Nacional Civil, que, cómo máximo, autoriza la Ley de Protección a Personas Sujetas a Seguridad Especial.

804. A partir de las amenazas recibidas en enero del presente año por el señor Procurador Óscar Humberto Luna, se le asignaron, de forma temporal, dos agentes adicionales de la Unidad de Protección a Personalidades Importantes (PPI) y un apoyo logístico de transporte con un logístico de transporte con un vehículo y personal policial adicional por parte del Grupo de Operaciones Policiales Especiales (GOPES). Este apoyo del GOPES, de acuerdo a lo informado por la Dirección General de la Policía Nacional Civil ya fue suspendido a petición del señor Procurador. La Delegación de la Policía Nacional Civil de la ciudad de Santa Ana, por su parte, brinda seguridad, las 24 horas del día, a la casa de habitación del señor Procurador ubicada en esa ciudad.

Observaciones

805. La Relatora Especial agradece al Gobierno de El Salvador las respuestas proporcionadas a las tres comunicaciones enviadas durante el periodo del presente informe y espera recibir información detallada sobre la comunicación fechada el 3 de febrero 2010.

806. La Relatora Especial se muestra preocupada por el contexto de creciente violencia contra los defensores de los derechos humanos en el Salvador, en particular por los asesinatos, amenazas de muerte y otros actos de intimidación contra los mismos. A este

respeto, insta al Gobierno a que continúe con sus esfuerzos para que los defensores/-as puedan realizar su trabajo sin temor a sufrir violencia y que ninguna violación cometida contra los defensores de los derechos humanos quede en la impunidad.

Ethiopia

Urgent appeal

807. On 15 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances sent an urgent appeal to the Government concerning Mr. **Nagga Gezaw**, a second-year civil engineering students, and Mr. **Dhaba Girre**, a third year management students. Both men were allegedly abducted from the Awassa University Campus by members of the security and police forces of the Government of Ethiopia. On 6 January 2010, Mr. Jatani Wario, a second year student in Cooperation, was taken away from the same security and police forces and with the same modalities. At the time this communication was sent, the fate and whereabouts of Mr. Nagga Gezaw, Mr. Dhaba Girre and Mr. Jatani Wario was unknown.

808. Concern was expressed that Mr. Nagga Gezaw's, Mr. Dhaba Girre's and Mr. Jatani Wario's enforced disappearances be the result of their participation in the students' movement in Gujii/Borena, Zone of Oromia Regional State, protesting against the alleged poisoning and contamination of local rivers and stream waters by uncontrolled and/or unregulated waste products from the activities of the gold mining industry at Lega Dembi.

Observations

809. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communication dated 15 January 2010. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments with her mandate. The Special Rapporteur expresses deep concern regarding the alleged abduction and detention of the aforementioned human rights defenders and, given the grave nature of the allegations received, urges the Government to respond to the concerns raised by her.

France

Lettre d'allégation

810. Le 23 avril 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation et Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, a envoyé une lettre d'allégation sur la situation de MM. Claude Didier et Rémi Ri Allan, directeurs d'écoles dans le département de l'Isère et de Mme Claudia Chiaramonti et de M. Colin Sanchez, directeurs d'écoles dans le département de Vaucluse, ainsi que sur la mise en œuvre du logiciel de données « Base-élèves premier degré » au sein de l'Education nationale. MM. Didier et Ri Allan ont fait l'objet d'une lettre d'allégations envoyée au Gouvernement de votre Excellence par la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, et le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation le 10 décembre 2009.

811. Selon les nouvelles informations reçues, le 30 mars 2010, à l'issue d'une réunion de la Commission administrative paritaire départementale, MM. Didier et Riallan auraient été démis de leurs fonctions de directeurs d'écoles par l'inspectrice d'académie de l'Isère suite à leur refus d'enregistrer les élèves de leurs établissements dans le fichier informatique Base élèves premier degré. Il est allégué que leur refus serait motivé par le fait que la Base élèves premier degré, créée par l'arrêté du 20 octobre 2008, serait contraire au droit des enfants et de leurs familles au respect de leur vie privée.

812. Il est également allégué qu'un blâme aurait été infligé à Mme Chiaramonti et M. Sanchez par l'inspecteur d'académie de Vaucluse pour les mêmes motifs.

813. Des craintes sont exprimées quant au fait que les retraits de postes de MM. Didier et Riallan et les blâmes infligés à Mme Chiaramonti et M. Sanchez soient liés à leurs activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment du droit au respect de la vie privée. Des craintes sont également renouvelées quant à la conservation de données nominatives des élèves pendant une durée de trente-cinq ans, et du fait que ces données pourraient être utilisées pour la recherche des enfants de parents migrants en situation irrégulière ou pour la collecte de données sur la délinquance.

Réponse du Gouvernement

814. Dans une lettre en date du 9 juillet 2010, le Gouvernement a fourni les éclaircissements suivants.

815. Rappel général concernant la « Base élève 1^{er} degré » et la protection des données pouvant être considérées comme sensibles

816. La « Base élèves 1^{er} degré » est un traitement de données à caractère personnel dont la finalité est d'assurer la gestion administrative et pédagogique des élèves du premier degré (enfants âgés entre 3 et 11 ans) et de permettre, après anonymisation, un suivi académique et national des statistiques et indicateurs.

817. Au niveau des écoles maternelles, élémentaires et primaires, la gestion administrative et pédagogique des élèves recouvre leur inscription, leur admission, leur radiation, leur affectation dans les classes, leur passage dans une classe supérieure.

818. Le traitement « Base élèves 1^{er} degré » a fait l'objet, le 24 décembre 2004, d'une déclaration auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), conformément à l'article 23 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, avant son déploiement à titre expérimental dans une centaine d'écoles de cinq départements au cours de l'année 2005.

819. Cependant, l'enregistrement dans « Base élèves 1^{er} degré » de données relatives à la nationalité de l'élève, à sa date d'arrivée en France, à sa langue et culture d'origine, ainsi qu'à ses besoins éducatifs particuliers, avait pu susciter, dans l'esprit de certains enseignants ou parents d'élèves, l'inquiétude que l'application soit utilisée à d'autres fins que la seule gestion des effectifs scolarisés.

820. Deux déclarations modificatives sont intervenues, les 19 février 2008 et 3 décembre 2008, pour tenir compte des craintes qui se sont exprimées à l'occasion de la mise en œuvre expérimentale de la version initiale de l'application « Base élèves 1^{er} degré ». Ces inquiétudes n'ont plus lieu d'être puisque toutes les données évoquées au paragraphe précédent ont été supprimées de la base.

821. L'application ainsi modifiée, dans sa version définitive conforme à l'arrêté du 20 octobre 2008, a été généralisée fin 2008 à l'ensemble du territoire national.

822. Cet arrêté, joint, restreint les données enregistrées dans la « Base élèves 1^{er} degré » aux seuls éléments suivants : l'identification et les coordonnées de l'élève et de ses responsables légaux, ainsi que celles des autres personnes à contacter en cas d'urgence ou autorisées à prendre en charge l'élève à la sortie de l'école, la scolarité de l'élève (dates d'inscription, d'admission et de radiation, classe, niveau, cycle) et les activités périscolaires (garderie, études surveillées, restaurant et transport scolaire).

823. Il convient de noter que la CNIL a délivré au ministère de l'éducation nationale un récépissé, tant pour la déclaration initiale du traitement que pour les déclarations modificatives. Elle a, par ailleurs, effectué plusieurs vérifications sur le fonctionnement de la « Base élèves 1^{er} degré » et fait figurer sur son site un « mode d'emploi » tendant à clarifier les informations qui circulent à son sujet, qu'elle-même qualifie de « plus ou moins exactes ».

824. Le Conseil d'Etat devrait prochainement confirmer la légalité du traitement au moins dans sa version actuelle sur requête présentée par une directrice d'école et un parent d'élève. A ce titre, il convient de noter que le juge des référés du Conseil d'Etat a rejeté la demande de suspension de l'arrêté créant le traitement « Base élèves 1^{er} degré » présentée par les deux mêmes requérants.

1. Observations sur les faits mentionnés

(a) *Les mesures prises à l'égard des directeurs d'école*

825. La France confirme que, dans les cas où les directeurs d'école, mis en demeure de renseigner la « Base élèves 1^{er} degré » ont persisté dans leur refus de se conformer à cette instruction, l'inspecteur d'académie compétent a pu prendre à leur encontre des décisions disciplinaires ou de retenues sur traitement pour service non fait.

826. En effet, la qualité de fonctionnaire des directeurs d'écoles publiques leur impose de respecter les dispositions de la loi no. 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et celles du décret no. 82-122 du 24 février 1989 modifié relatif aux directeurs d'école dont les fonctions, définies à l'article 2 de ce décret, recouvrent précisément la gestion administrative et pédagogique des élèves. Cette jurisprudence constante du Conseil d'Etat est bien entendu reprise par les tribunaux administratifs, notamment dans deux récents jugements, en date du 3 décembre 2009, du tribunal administratif d'Orléans (no. 0703052 et no. 0702611).

827. Ainsi, un directeur d'école ne peut refuser de mettre en œuvre une instruction individuelle émanant de son autorité hiérarchique directe, en l'espèce l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale (IA-DSDEN). Ce principe constant a été précisé dans un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 17 octobre 1962 (Section -Sieur Princeteau- publié au recueil des décisions, page 556).

828. Dans le département de l'Isère, Mmes Heurtier et Arthaud, MM. Didier, Riallian et Duckit, directeurs d'école, ont reçu un courrier, en date du 9 novembre 2009, dans lequel l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, leur demandait de procéder à la saisie dans la « Base élèves 1^{er} degré » des données relatives aux élèves de leur école. Ce courrier leur indiquait qu'ils seraient remplacés pour leur permettre d'effectuer cette mission et que l'absence de saisie serait considérée comme service non fait justifiant une retenue de salaire de cinq trentièmes. Il convient de noter que ce courrier faisait état de plusieurs courriers antérieurs dans lesquels l'inspecteur d'académie avait déjà rappelé aux directeurs concernés les responsabilités leur incombant au regard de la saisie obligatoire des données dans la « Base élèves 1^{er} degré ».

829. Des lors que l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de l'Isère, a transmis aux directeurs d'école concernés une lettre

demandant de mettre à jour la « Base élèves 1^{er} degré » pour une date déterminée et leur a indiqué son intention d'engager une procédure qui pouvait déboucher sur un retrait d'emploi de directeur, une telle lettre doit être considérée comme ayant le caractère d'une mise en demeure de nature à permettre une retenue financière à compter de l'échéance.

830. S'agissant de Mmes Artaud et Heurtier, ainsi que de M. Duckit, ils ont uniquement fait l'objet d'une retenue sur leur traitement. Il s'agit d'une mesure purement comptable qui se borne à tirer les conséquences de l'inaccomplissement par l'agent de son service. Une telle mesure entre dans le champ d'application de l'article 4 de la loi no. 61-825 du 29 juillet 1961 portant loi de finances rectificative dont il résulte que le traitement d'un fonctionnaire peut être réduit « en l'absence de service fait ». Elle est, par ailleurs, conforme à la jurisprudence constante du Conseil d'Etat qui avait considéré, dans un arrêt du 14 novembre 1994 (no. 83880 — inédit au recueil des décisions) que « le droit à rémunération des fonctionnaires est subordonné à l'exécution d'un service fait ; qu'en l'absence de service fait, l'autorité administrative était tenue de suspendre le traitement de la personne concernée, sans que cette décision revête le caractère d'une sanction disciplinaire ». Dans deux arrêts récents (no. 320035 du 16 décembre 2009 et n° 330073 du 17 mars 2010 - inédits au recueil des décisions), le Conseil d'Etat a rappelé le caractère indivisible du trentième du traitement mensuel appliqué en cas de service non fait par un fonctionnaire.

831. Aucun retrait d'emploi n'a été envisagé à leur égard par l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de l'Isère, pour les raisons suivantes : Mme Artaud a fait savoir à l'autorité académique qu'elle transmettait à l'inspecteur de l'éducation nationale de sa circonscription les fiches de renseignements remplies par les responsables légaux de ses élèves et Mme Heurtier est admise à faire valoir ses droits à la retraite à la rentrée scolaire de septembre 2010. Quant à M. Duckit, les dispositions du décret du 24 février 1989 précité ne lui ont pas été appliquées dans la mesure où il n'est chargé que d'une seule classe et n'avait pas été nommé dans un emploi de directeur, l'article 17 de ce décret réservant une telle nomination aux instituteurs ou professeurs des écoles assurant « la direction des écoles maternelles et élémentaires de deux classes et plus ».

832. Outre cette mesure comptable qui a concerné les cinq directeurs précités, il est avéré que le cas de MM. Didier et Riellan, respectivement directeurs d'écoles de deux et cinq classes, a été soumis à l'examen de la commission administrative paritaire départementale de l'Isère (CAPD) qui s'est tenue le 30 mars dernier en vue de se prononcer, en raison de leur refus de remplir leurs obligations, sur le retrait de leur emploi de directeur. Préalablement à cette réunion, chacun des directeurs a été invité à consulter son dossier individuel, ce qu'ils ont fait, l'un et l'autre, en présence d'un représentant syndical et de leur avocat. Compte tenu de l'avis de la CAPD, l'autorité académique a informé les intéressés de sa décision de procéder au retrait de leur emploi de direction et les a invités à participer à la procédure de changement d'affectation de l'éducation nationale pour demander un poste d'enseignant en vue de la rentrée scolaire 2010, ce qu'ils ont fait.

833. La procédure mise en œuvre par l'autorité académique respecte strictement les dispositions réglementaires fixées à l'article 11 du décret du 24 février 1989 précité qui dispose que « les instituteurs nommés dans l'emploi de directeur d'école peuvent se voir retirer cet emploi par l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, dans l'intérêt du service, après avis de la commission administrative paritaire départementale unique compétente, à l'égard des instituteurs et des professeurs des écoles ».

834. La décision de retrait de l'emploi de direction à MM. Didier et Riellan est donc réglementairement fondée. Elle ne constitue pas, par ailleurs, une mesure disciplinaire, mais une mesure prise « dans l'intérêt du service », notion conforme à la jurisprudence du

Conseil d'Etat (arrêt no. 88993 du 27 janvier 1993 - Ministre de l'éducation nationale c/ Mlle Gaujac).

835. Le cas de M. Le Gall, qui avait également refusé de renseigner la « Base élèves 1^{er} degré » avait été réglé, avant la rentrée scolaire de septembre 2009, dans les mêmes conditions que ceux de MM. Didier et Ri Allan.

836. Pour ce qui concerne Mme Claudia Chairamonti et M. Colin Sanchez, affectés dans une école à classe unique et assurant les fonctions de directeur d'école, à la suite de leur refus d'effectuer la saisie des données relatives à leurs élèves dans la « Base élèves 1^{er} degré » depuis la rentrée scolaire de septembre 2009, l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale du Vaucluse, leur a infligé un blâme, qui est une sanction disciplinaire, pour « refus persistant d'appliquer les instructions de leur hiérarchie », respectivement par décisions des 10 décembre 2009 et 2 avril 2010.

837. Chacune de ces décisions avait été précédée de courriers dans lesquels l'autorité académique rappelait aux intéressés les obligations leur incombant au regard de cette saisie obligatoire, telles qu'elles résultent de la loi no. 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée. L'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale du Vaucluse, qui est compétent pour prendre cette sanction, la prise en tenant compte du manquement manifeste des intéressés au devoir d'obéissance hiérarchique prévu à l'article 28 de la loi no. 83-634 du 13 juillet 1983 précitée qui dispose que tout fonctionnaire « doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public », ce qui n'était pas le cas en l'espèce.

838. En conclusion, les directeurs cités dans les deux lettres adressées par les Rapporteurs spéciaux n'ont nullement été victimes de leur engagement pour la défense des droits de l'homme, lesquels n'étaient nullement menacés. Certains ont fait l'objet de mesures comptable et administrative qui leur ont été appliquées à la suite de leur refus d'accomplir les missions afférentes à leurs fonctions alors que les raisons qu'ils mettaient en avant pour justifier cette abstention n'étaient nullement fondées au regard d'une quelconque atteinte aux droits et libertés fondamentaux de la personne humaine. D'autres ont fait l'objet d'une mesure administrative, classique en droit français, qui prend acte de leur refus d'accomplir les missions afférentes à leurs fonctions.

(b) *Concernant le dépôt de recours par les directeurs d'école concernés*

839. Les directeurs d'école en cause dans le département de l'Isère ont déposé des recours devant le tribunal administratif de Grenoble.

840. A ce jour, la seule décision intervenue est l'ordonnance en date du 9 juillet 2009 par laquelle le juge des référés a rejeté la requête de M. Le Gall qui l'avait saisi à la suite de son retrait d'emploi de direction. En revanche, la juridiction ne s'est pas encore prononcée sur le fond.

841. S'agissant de la procédure en cours devant le Conseil d'Etat précitée, le Conseil d'Etat devrait effectivement se prononcer prochainement. Le juge a procédé à une enquête à la barre pour vérifier plusieurs points. Une réponse a par ailleurs été récemment apportée à deux mémoires en intervention volontaire émanant d'organisations syndicales.

2. Concernant la compatibilité de l'arrêté du 20 octobre 2008 avec la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée

842. L'arrêté du 20 octobre 2008 est un acte réglementaire qui respecte les exigences de la loi no. 78-17 du 6 janvier 1978.

843. Les seules données à caractère obligatoire qui sont enregistrées visent, comme il a été dit plus haut, à assurer la gestion des élèves et à établir un suivi des effectifs dans l'ensemble des écoles. Une notice d'information annexée à la fiche de renseignements est remise par le directeur d'école aux parents.

844. S'il est vrai que le 1er alinéa de l'article 38 de la loi du 6 janvier 1978 permet aux personnes physiques de s'opposer, pour des motifs légitimes, à ce que des données qui les concernent fassent l'objet d'un traitement, le dernier alinéa de ce même article prévoit que ce droit peut être écarté par une disposition expresse de l'acte autorisant le traitement, ce qui est le cas en l'espèce : l'article 9 de l'arrêté du 20 octobre 2008 dispose que « le droit d'opposition prévu à l'article 38 de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas au traitement prévu par le présent arrêté ».

845. La faculté de permettre aux responsables légaux des élèves d'exercer leur droit d'opposition à l'enregistrement des données obligatoires précitées a été écartée pour éviter de compromettre les finalités assignées à la « Base élèves 1er degré » qui constitue un outil de pilotage des moyens alloués à l'enseignement du premier degré.

846. A ce titre, toutes les données à caractère personnel enregistrées font l'objet d'une procédure d'anonymisation préalablement au traitement statistique, qui est mis en œuvre au niveau des rectorats et des services centraux du ministère en vue d'établir, en termes d'effectifs, des constats de rentrée et de prévisions pour la rentrée scolaire suivante. Cette procédure est conforme à l'article 6 de l'arrêté du 20 octobre 2008.

847. Par ailleurs, la conservation des données à caractère personnel enregistrées n'est nullement de trente cinq années comme l'évoque le rapport. La durée maximum de conservation de ces données n'excède pas, en tout état de cause, le terme de l'année civile au cours de laquelle l'élève n'est plus scolarisé dans le premier degré (article 5 de l'arrêté du 20 octobre 2008).

3. Concernant la scolarisation des enfants étrangers

848. Il convient de rappeler que la France accueille dans ses écoles publiques tous les enfants présents sur le territoire national, quelle que soit la situation de leurs parents au regard du droit au séjour.

849. Les données à caractère personnel enregistrées dans la « Base élèves 1^{er} degré » sont donc strictement identiques pour tous les enfants, nonobstant leur nationalité, laquelle ne fait pas partie des données enregistrées dans l'application.

850. Par ailleurs, l'ensemble des données est transmis aux seuls destinataires prévus dans cet arrêté. Ce n'est que dans le cadre d'une procédure judiciaire que d'autres personnes pourraient y avoir accès, sur réquisition du juge judiciaire.

Observations

851. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement de sa réponse.

Gambia

Letter of allegations

852. On 2 November 2011, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent a letter of allegations to the government concerning Dr. **Isatou Touray** and Ms. **Amie Bojang-Sissoho**, human rights

defenders. Dr. Isatou Touray is the executive director of The Gambia Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children (GAMCOTRAP), and Ms Amie Bojang-Sissoh is the programme coordinator of GAMCOTRAP.

853. According to the information received, on 11 October 2010, Dr. Touray and Ms. Bojang-Sissoho, were allegedly arrested and held in custody for a day before being transferred to Mile Two Central Prison, after attending a meeting with the public relations officer of the National Drug Enforcement Agency.

854. The following day, Dr. Isatou Touray and Ms. Amie Bojang Sissoho were remanded to prison custody by the Banjul Magistrates Court. They face charges of theft in relation to some €30,000 embezzled from GAMCOTRAP.

855. On 20 October 2010, Dr. Isatou Touray and Ms. Amie Bojang Sissoho were released on bail and are now due to appear before the Court on 3 November 2010.

856. According to the information received, in May 2010, a commission was established to investigate the use of GAMCOTRAP's funding and has concluded that the allegation of misappropriation of funds were unfounded. Shortly after the publication of the commission's findings, its members were allegedly dismissed and a second commission, yet to present its conclusions, was set up.

857. According to the information received, in 1999, the President of the Gambia publicly stated that the safety of activists who campaign against female genital mutilation (FGM) could not be guaranteed. Furthermore, a Presidential directive had been issued allegedly prohibiting the dissemination of personal messages that oppose FGM or referring to the medical risks it entails.

858. Concern was expressed that the convictions against Dr. Isatou Touray and Ms. Amie Bojang Sissoho may be related to their human rights work in support of sexual and reproductive health and rights of women and children.

Observations

859. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communication dated 2 November 2010. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments with her mandate. The Special Rapporteur reiterates her concern for the situation of the aforementioned human rights defenders, and urges the Government to furnish a reply to her communication at its earliest convenience.

Georgia

Urgent appeal

860. On 31 December 2009, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the government regarding the situation of the **Inclusive Foundation**, its staff and the members of its Women's Club. Inclusive Foundation is a Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender organisation.

861. According to the information received, on 15 December 2009, five armed men allegedly raided and searched the premises of the Inclusive Foundation. The raid allegedly occurred during a meeting of the "Women's Club" where members of the LGBT community and the leaders of the Foundation were present. It is alleged that the armed men did not present a search warrant and refused to identify themselves, but some of them were

wearing jackets with a police inscription when they entered the offices. The participants at the meeting were not allowed to leave and they were told that “only their chief was of interest to them”.

862. The bags of the participants were allegedly searched and their cellular phones seized. It is also alleged that they were subjected to humiliating remarks and called “perverts”, “sick persons” and “satanists”. Two women were allegedly forcibly taken to the bathroom, undressed and searched. Furthermore, the armed men allegedly threatened to kill Ms. Eka Agdgomelashvili, one of the leaders of the organization, and Ms. Tinatin Japaridze if they continued to ask them for a search warrant and for their identification documents. They also threatened to take photos of the women and disseminate them to reveal their sexual orientation.

863. Mr. Paata Sabelashvili, the Head of the Foundation, was allegedly arrested and detained in Tbilisi. After his arrest, and without the presence of a lawyer, Mr. Sabelashvili reportedly confessed being in possession of marijuana. It is alleged that his confession was forcibly made. Mr. Sabelashvili has been released on bail on 26 December 2009. It is also alleged that since the raid of the Foundation’s premises, its staff members have been under constant surveillance by cars full of men in plainclothes.

864. Concern was expressed that the raid of the Foundation, the acts of harassment and intimidation against its staff and members and the arrest of Mr. Sabelashvili may have been directly related to their legitimate work in defence of human rights.

Response from the Government

865. In a letter dated 8 February 2010, the Government responded to the communication sent on 31 December 2009. The Ministry of Internal Affairs confirmed that on 15 December 2009, the office of the Inclusive Foundation was searched, illegal drugs were found and as a result Mr. Sabelashvili was arrested for illegal transportation and possession of drugs. Mr. Sabelashvili and his lawyers have only challenged the amount of drugs found and not the possession, transportation, and consumption.

As to specific facts alleged in the summary:

866. “The armed men” mentioned in the summary were Criminal Police Local District Officers who on legitimate grounds and in accordance with Georgian Legislation, in particular based on the Search Order of the investigator, entered the office of Inclusive Foundation. A Search Order is similar to a search warrant. It is applied in specific cases when a search needs to be carried out urgently. An investigator/prosecutor can order that a search be carried out urgently, a Search Order is issued; the order must be examined by the court within 48 hours issuance. In the present case the court verified and approved the Search Order as required by legislation.

867. The search was undertaken by the local unit of the criminal police, who wear easily identifiable coats with Criminal Police signs. Only an officer of a rank such as Detective does not have to wear a uniform, all other officers were in uniform.

868. They also presented their Police Identification Cards to all those present in the given location and showed the Search Order to the Head of the Inclusive Foundation, Mr. Paata Sabelashvili, who approved of it with his signature.

869. The Government would like to stress that the so called “raid” was in fact a legitimate police operation aimed at checking operative information received regarding illegal drugs in the given location and to detain suspects if any. Illegal drugs were indeed found as a

result of the search conducted by police officers in the presence of Mr. Sabelashvili and two witnesses selected by him.

870. The Government confirms that police actions were directed at Mr Sabelashvili as he was figurant of the operative information and not the organisation as such.

871. Concerning “searching and seizing the cell phones of the participants” – Police Officers did order individuals present in the given location, not to leave the office and to put their cell phones on the table. This is a common police practice throughout the world, aimed at securing the operative police action, the same applies to the temporary seizure of cell phones and does not represent any violation of Georgian criminal procedure legislation or any international act.

872. As to “women forcibly taken to the bathroom, undressed and searched” please be informed that this statement is not only exaggerated but highly misleading. These persons (not two as indicated, but all) were only checked visually which differs procedurally from the search of a person and is a very simple process. Police did not have the right to undertake a search without a warrant and they did not. Visual Check however is allowed by legislation. Fully in line with legislation, the women were checked by the uniformed female police officers. During the check they were asked to take off coats/jackets and shoes only, and to empty their pockets by themselves.

873. Allegations with respect to threats made toward Ms. Eka Agdgomelashvili or any other are not true. However, some of the members of the “Women’s Club” were indeed quite aggressive toward the police, cursing, insulting and threatening to the extent that police officers tried not to enter into the conversation at all. Their lack of awareness about the criminal procedures and legislation is understandable, as they are not lawyers. They continuously confuse terms, failing to accept police legitimate orders and explanations, for instance regarding the difference between the Search Warrant and Search Order. Or Search and Visual Check they were attempting to escalate the situation. Mr. Sabelashvili himself asked them twice to calm down.

874. With regard to the search of the office, all those present, apart from Mr. Sabelashvili and two witnesses he has chosen to observe the search were asked to wait in a separate room. This again does not represent a violation of any procedure or law, and was aimed at securing the area of search and proper working environment for police officers on duty.

875. Regarding arresting Mr. Sabelashvili, according to Georgian Legislation, illicit purchase, possession, as well as consumption of narcotics is a criminal offence. Mr. Sabelashvili was arrested in accordance with all procedural norms. When police entered the office, showed ID and a Search Order to Mr. Sabelashvili, he denied possession of illegal drugs and the search was undertaken in his presence and in the presence of two witnesses selected by him. As a result of the search conducted by the Police, illegal drugs were found, which were seized in an appropriate manner and the relevant protocol has been signed by Mr. Sabelashvili and the two observers of the search. Mr Sabelashvili in front of the witnesses admitted that the substance found was marijuana and belonged to him. The substance was indeed identified as marijuana by the forensic examination later.

876. Afterwards in his first testimony as a suspect, Mr. Sabelashvili, in presence of his legal attorney, admitted not only to possession, but that he purchased the drugs abroad and transported them to Georgia (separate crime under a different article of the Criminal Code). Later at the initial court hearing, the defendant used his right to be silent, while his attorney petitioned for alternative expertise with regard to the quantity of illegal drugs. The defendant and his attorney admitted before the judge to purchasing and transporting the drugs as part of the plea agreement with the prosecutor’s office. Mr. Sabelashvili was fined and sentenced to a conditional sentence. Accordingly Mr. Sabelashvili was released from

custody on 26 December. Thus the allegation that Mr. Sabelashvili's "confession was forcible made" is simply not true.

877. As to the quotation that "since the raid of the Foundation's premises, its staff members have been under constant surveillance by cars full of men in plainclothes", it is baseless, police had and have no interest in this criminal case. As noted above, only Mr. Sabelashvili was figurant of the operative information and the criminal offense against him was never linked to his professional activity. After the witnesses of the search had given testimonies to the police at the police station, following the search, police have not attempted directly or indirectly to make contact with them.

878. Neither members nor the staff of the Inclusive Foundation had ever lodged any complaints regarding the given matter. Moreover the persons involved in the case – in particular: witnesses of the search, legal attorney, and Mr. Sabelashvili himself had the possibility to register their complaints and objection to the process or the form of the search and police behaviour in general, but thus far they have not lodged any complaints.

879. However on 8 January 2010, the Ministry received a letter from the Public Defender and attached written explanations of Mr. Paata Sabelashvili (to be noted in his explanation he again admits possession, purchase as well as transportation of marijuana) and three individuals present in the location during the police operative actions.

880. Prior the receipt of the Public Defenders letter, there have been no inquiries carried out since the actions conducted (search and arrest) by the Police, nor has the behaviour of the Police Officers been challenged. However, with this letter, the competent authority, specifically, General Inspection had legal grounds to initiate an inquiry.

881. In his letter based on the explanations provided by the 4 individuals, the Public Defender made 4 assumptions and requested an inquiry and reaction.

These assumptions were:

882. Mr. Sabelashvili claimed he was not presented with a Search Order. This was not confirmed by the inquiry of the General Inspection.

883. Some members of the Women's Club claimed they were checked without sanction. This was not confirmed by the inquiry of the General Inspection.

884. Mr. Sabelashvili claimed substances found in the office were not properly seized. This was not confirmed by the inquiry of the General Inspection.

885. Mr. Sabelashvili alleged to have been subjected to a cynical and at times insulting attitude, based on the inquiry, including an interrogation by officers. General Inspection applied administrative sanctions and Severe Reprimand against the officer who escorted Mr. Sabelashvili from the Court to the prison in accordance with the Police Code of Ethics as his actions were qualified as non-ethical and inappropriate for a police officer. Severe Reprimand was also applied against two officers present for not preventing their fellow officer from making statements that could have been considered insulting by the detainee.

886. The investigation was initiated on the grounds of operative information, which contained elements of the offence prescribed by the Georgian Criminal Legislation. This particular case involved illicit purchase, transportation, possession, as well as consumption of narcotics, all of which are criminal offences punishable under Georgian legislation. After the search had been conducted, and marijuana was found, Mr Sabelashvili admitted that he had purchased the aforementioned drugs abroad and transported them to Georgia. Mr. Sabelashvili was arrested as a suspect for committing the offences prescribed by the Criminal Code of Georgia (Art 260 part I and Article 261 part I).

887. To conclude, it also must be noted, that the Georgian law enforcement authorities are fully aware that the Rule of Law is more about the process, rather than having a suspect arrested. Bearing in mind that the suspect represented a minority group, but most importantly to avoid questioning the reputation of the Inclusive Foundation because of its Head's specific criminal charge, the Ministry of Internal Affairs did not make this case public, including through its daily TV police news programme. This decision was made acknowledging the important role that this organisation, as well as other organisations plays, in building a democratic, tolerant society. On the other hand we must also highlight that holding a position, particular status, or membership of a religion, ethical, sexual or other minority does not safeguard a person against criminal responsibility.

Observations

888. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the detailed response provided to her communication sent on 31 December 2009. The Special Rapporteur encourages the Government to take the necessary measures to ensure the existence of an environment which is conducive to the work of all human rights defenders.

Guatemala

Llamamiento urgente

889. El 16 de diciembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Jorge Chen Álvarez**, oficial del Sindicato Nacional de Trabajadores de Salud de Guatemala (SNTSG) en Poptún, Petén. Recientemente, el Sr. Chen Álvarez habría realizado actividades, en su calidad de oficial del sindicato, para mejorar los servicios de salud para las mujeres embarazadas en el hospital de Poptún. Supuestamente, el sindicato habría evitado el rapto de dos bebés recién nacidos y habría negociado con la policía para que se proporcione seguridad en el hospital.

890. Según las informaciones recibidas, el 29 de noviembre de 2009, aproximadamente a las 7 horas de la mañana, el Sr. Chen Álvarez habría encontrado una nota amenazante en una bolsa de plástico en su jardín que decía "Jorge te damos quince días para que se vaya si no te va a pasar las de Carlos. Te busca la muerte". No se sabe quién es el Jorge al que se hace referencia.

891. El 1 de diciembre de 2009, el Sr. Chen Álvarez habría denunciado la amenaza ante la policía pero ésta todavía no habría brindado la protección adecuada para garantizar su seguridad.

892. Se temió que la amenaza de muerte contra el Sr. Chen Álvarez esté relacionada con las actividades que realiza en defensa de los derechos humanos, y en particular sus esfuerzos para mejorar los servicios de salud para las mujeres embarazadas en el hospital de Poptún. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Chen Álvarez.

Respuesta del Gobierno

893. Mediante carta fechada el 8 de abril de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 16 de diciembre de 2009.

894. Son exactas, ya que el señor Chen es miembro del sindicato de salud pública y, como tal, ha sido víctima de intimidaciones y amenazas por exigir una buena atención de parte del personal del Hospital Nacional de Poptún hacia las mujeres y niñas embarazadas quienes se encuentran en situación de vulnerabilidad.

895. El expediente se encuentra registrado bajo el número MP- 281/2009/1646, a cargo de la Agencia única de la Fiscalía Municipal Poptún, del departamento de El Petén.

896. La investigación se encuentra en etapa preliminar..Se realizaron las diligencias correspondientes para lograr obtener algún documento que haya sido escrito por parte de las personas mencionadas en la denuncia como presuntos responsables de las amenazas de muerte en contra del señor Chen, solicitando que un perito del Instituto Nacional de Ciencias Forenses de Guatemala (INACIF) pueda cotejarlo con la hoja que tiene escrita la amenaza encontrada en el jardín del señor Chen y poder determinar se dicho documento fue elaborado por alguno de los presuntos responsables. (Información proporcionada por el Ministerio Público)

897. Antes de proporcionarle medidas de seguridad al señor Chen, se tomaron en cuenta acciones tomadas por el agraviado, como denuncias hechas en la Fiscalía del Ministerio Público en Poptún, Petén; a la Procuraduría de Derechos Humanos en Poptún cuando sostuvo una reunión en el Hospital de Poptún; a la PNC de Poptún y a la Corte Suprema de Justicia; entregando copia a la CICIG. Asimismo, el señor Chen se presentó al Juzgado de Primera Instancia de Poptún con el objeto de poner en conocimiento su situación de vulnerabilidad como resultado de las continuas amenazas recibidas.

898. La Jueza del Juzgado de Primera Instancia de Poptún resolvió otorgarle seguridad perimetral en su puesto de trabajo y en su casa de habitación. Asimismo, el Ministerio Público informa que se continuará con las correspondientes Investigaciones del anónimo escrito que tiraron en su vivienda amenazándolo de muerte.

Carta de alegaciones

899. El 22 de diciembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato del Sr. **Adolfo Ich Chamán**. El Sr. Adolfo Ich Chamán era Presidente del Comité del Barrio La Unión y líder y defensor de los derechos de la comunidad Indígena Q'eqchi' en las Nubes, la Unión y El Chupón, en el municipio de El Estor, Departamento de Izabal.

900. Según las informaciones recibidas, el 27 de septiembre de 2009, algunos miembros de la comunidad Las Nubes habrían estado en camino a El Estor para reunirse con un grupo de personas de las comunidades La Unión y El Chupón, cuando dos miembros de un grupo paramilitar que opera en la región denominado "Pro Defensa del Estor" se habrían posicionado detrás de ellos y habrían disparado y matado dos vacas. Luego dichas personas habrían informado al dueño de las vacas que los miembros de la comunidad eran los responsables de este crimen. El dueño habría pedido el apoyo de los agentes de seguridad de la Compañía Guatemalteca del Níquel (CGN) para castigarlos y los agentes de seguridad habrían comenzado a disparar a los comunitarios. El Sr. Adolfo Ich Chamán, quien habría estado en una reunión en aquel momento, habría oído los disparos y habría intervenido. Cuando se habría acercado a los agentes de seguridad, uno de ellos le habría dicho "a vos te andamos buscando" y "con vos queremos hablar". Luego, le habrían macheteado el brazo y le habrían arrastrado en la dirección del terreno de la CGN. Después, un miembro de la seguridad de la CGN le habría disparado en la cabeza y al no morir inmediatamente, dos otros miembros también le habrían disparado, quitándole la vida. Posteriormente, los

agentes de seguridad habrían disparado a aproximadamente veinte miembros de la comunidad que habrían intentado rescatar al Sr. Adolfo Ich Chamán. Los Sres. Samuel Coc, Ricardo Acté, Alfredo Xi, Aroldo Cucul, Alejandro Acté, Luciano Choc, Héctor Choc y Guzmán Chub habrían sido gravemente heridos en el incidente. Además, los agentes de seguridad del CGN habrían detenido a cuatro personas y los habrían llevado a un cuarto. Sin embargo, los detenidos habrían logrado escapar.

901. Este incidente forma parte de una serie de agresiones y hostigamiento contra la comunidad las Nubes que supuestamente está relacionada con una disputa territorial entre la Comunidad y la Compañía Guatemalteca del Níquel (CGN). Con la intención de solucionar el problema, el 24 de abril de 2009, la Gobernadora Departamental, la Sra. Luz Maribel Ramos Peña habría negociado un acuerdo con diecisiete familias de Las Nubes quienes habrían aceptado trasladarse a otro terreno con la condición de que se les construirían caminos, una escuela y un centro de salud y que la CGN pagaría compensación a cada familia. Sin embargo, las diecisiete familias habrían decidido regresar a Las Nubes cuando las condiciones del acuerdo no habrían sido respetadas. El Sr. Adolfo Ich Chamán habría defendido los derechos de la comunidad Q'eqchi' en esta disputa.

902. Antes del asesinato, el 27 de septiembre de 2009, aproximadamente a las 9:00 horas de la mañana, la Gobernadora Departamental de Izabal, la Sra. Luz Maribel Ramos Peña, un grupo de aproximadamente ciento cincuenta agentes de seguridad de la CGN y dos personas no identificados, habrían llegado a la Comunidad para intentar convencer a los comunitarios de trasladarse a los terrenos ofrecidos por la CGN. Sin embargo, los comunitarios habrían rechazado sus ofertas.

903. El 25 de septiembre de 2009, en la mañana, un grupo de aproximadamente cincuenta agentes de seguridad de la CGN y algunos líderes del grupo paramilitar Pro Defensa del Estor y su cuadrilla de hombres y cuatro miembros de la Policía Nacional Civil, habrían llegado a Las Nubes disparando al aire. Habrían pedido a los líderes de la Comunidad dejar de trabajar porque la tierra pertenecía a la CGN. Posteriormente, agentes de seguridad de la CGN habrían pedido a los comunitarios ir al centro comunitario. Cuando los comunitarios se negaron a irse, los agentes habrían empezado a destruir el centro comunitario y habrían lanzado gases lacrimógenos y gas pimienta. Los Sres. Abelino Pan Tzir y Agustín Chub Bó habrían resultado heridos. Además, algunas mujeres habrían sido heridas por balas de goma y por el gas pimienta. A pesar de su presencia durante el incidente, la Policía Nacional Civil no habría intervenido para proteger a los comunitarios. Posteriormente, miembros de la comunidad habrían hecho una denuncia formal en relación con el incidente frente a la Policía Nacional Civil.

904. El 23 de septiembre de 2009, representantes de la CGN y su cuerpo de seguridad, la Gobernación Departamental y Asesor Legal, la corporación Integración Total, la Secretaría de Asuntos Agrarios y la Oficina de Asuntos Agrarios de la Municipalidad del Estor, se habrían presentado en Las Nubes. Habrían allanado las casas de los habitantes y habrían sacado fotografías de las mismas. Además, habrían amenazado a las mujeres de la comunidad con matar a sus esposos y que se desalojaría a sus familias si no aceptaban trasladarse a vivir en otro lugar.

905. Se temió que el asesinato del Sr. Adolfo Ich Chamán esté relacionado con las actividades que realizaba en defensa de los derechos de la comunidad Las Nubes.

Respuesta del Gobierno

906. Mediante carta fechada el 15 de marzo de 2010, el Gobierno respondió a la carta de alegaciones con fecha de 22 de diciembre de 2009.

907. De acuerdo con las investigaciones que realizó el Ministerio Público, el señor Adolfo Ich Chamán fue asesinado el 27 de septiembre del 2009, a consecuencia de heridas de arma blanca y de proyectil de arma de fuego, durante una manifestación que dio inicio al medio día por un conflicto de tenencia de tierra en el municipio del Estor, entre los pobladores Maya Q'eqchi' de las aldeas La Unión, Las Nubes y Chupón, con guardias de seguridad privada de la empresa Compañía Guatemalteca Níquel CGN.

908. Aproximadamente a las 16:30 horas en el mismo incidente, fueron heridos con proyectil de arma de fuego varias personas. . De estos hechos se presentaron denuncias respectivas al Ministerio Público.

909. Por parte de los pobladores de las comunidades La Unión, Chupón, Las Nubes, se han presentado las siguientes quejas: el 28 de septiembre del 2009, exigiendo la presencia del Ministerio Público con el propósito de levantar acta y la reconstrucción de los hechos en la escena del crimen con el acompañamiento de los testigos oculares. El proceso se encuentra actualmente en la fase de investigación en la Fiscalía de Derechos Humanos de la Unidad Fiscal de Delitos cometidos contra Activistas de Derechos Humanos, Agencia 1.

910. El 18 de enero 2010, el Ministerio Público informó que el expediente por los delitos de asesinato del señor Adolfo Ich Chamán y lesiones a ocho personas, a cargo de la Fiscalía de Sección de Derechos Humanos, de la Unidad Fiscal de Delitos Cometidos contra Activistas de Derechos Humanos Agencia 1, el 27 de septiembre del 2009.

911. Dentro de las diligencias realizadas por el Ministerio Público, constan las declaraciones y ampliaciones a las declaraciones, informes y peritajes forenses. Concluye que, en cuanto a la autoría, de las primeras investigaciones se ha individualizado e identificado a una persona como la responsable directa de los hechos referidos, sin perjuicio de identificar e individualizar a otros autores materiales, contra la cual se está solicitando orden de aprehensión (se adjunta copia simple del informe circunstanciado, que consta de ocho folios).

Carta de alegaciones

912. El 31 de diciembre de 2009, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno a la información recibida en relación con el asesinato del Sr. **Fausto Leonel Otzín Poyón**, abogado maya, ex-director ejecutivo de la Asociación de Abogados Mayas y uno de los fundadores de la Asociación Juvenil en Solidaridad y Apoyo (AJESA). El Sr. Otzín Poyón habría realizado actividades en defensa y promoción de los derechos de las comunidades indígenas de Guatemala.

913. Según las informaciones recibidas, el 18 de octubre de 2009, el Sr. Otzín Poyón habría sido localizado en el fondo de un barranco en San Juan Comalapa, departamento de Chimaltenango, después de sólo un día de haber desaparecido. Su cuerpo habría presentado señales visibles de tortura así como heridas de machete. El Sr. Otzín Poyón habría muerto poco después de que se le hubiera encontrado.

914. Cabe añadir que el Sr. Otzín Poyón recientemente habría recibido varios mensajes en su teléfono amenazándole de muerte.

915. Se temió que el asesinato del Sr. Otzín Poyón esté relacionado con las actividades legítimas que realizaba en defensa de los derechos humanos, en particular de los pueblos indígenas.

Respuesta del Gobierno

916. Mediante carta el fechada 17 de marzo de 2010, el Gobierno respondió a la carta de alegaciones con fecha de 31 de diciembre de 2009.

917. En cuanto a los hechos que refiere el caso, el Ministerio Público informó que señor Fausto Leonel Otríz Poyón, ex director ejecutivo de la Asociación de Abogados Mayas, fue encontrado el 18 de octubre del 2009 en el fondo de un barranco en San Juna Comalapa departamento de Chimaltenango, por lo que la investigación se encuentra a cargo del Auxiliar Fiscal Eduardo Calvillo de la Agencia No. 3 de la Fiscalía Distrital de Chimaltenango.

918. Según lo manifestado por el Ministerio Público, no se han presentado quejas por parte de los familiares ni de la Asociación de Abogados Mayas, por lo que sólo se han realizado investigaciones por parte del MP.

919. El 18 de enero de 2010 el Ministerio Público informó lo siguiente:

920. Dentro de las diligencias realizadas por el Ministerio Público, constan las declaraciones de testigos que se mencionan en acta de levantamiento de cadáver e investigaciones e la Dirección Especializada en Investigación Criminal –DEIC’; inspección en el lugar de los hechos; allanamientos de residencias sospechosas, mismas que se realizaron para tratar de localizar las pertenencias del fallecido zapatos, teléfonos celulares, etc. Por lo que también dentro de la investigación se realizaron pruebas de luminol en la residencia de los sospechosos y ampliaciones a las declaraciones de los testigos; informes y peritajes forenses. Se concluye que, en cuanto a la autoría hasta el momento no se ha logrado la identificación plena, por lo que no se ha solicitado la aprehensión de ninguna persona. Se continúa con la investigación.

Llamamiento urgente

921. El 5 de marzo de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con los asesinatos del Sr. **Octavio Roblero**, del Sr. **Germán Antonio Curup** y del Sr. **Juan Antonio Chen**. Asimismo, se expresó preocupación grave sobre amenazas en contra del Sr. **Leoadio Juracán** y de otros integrantes de la organización Comité Campesino del Altiplano (CCDA), una organización constitutiva del Movimiento Sindical, Indígena y Campesino de Guatemala (MSICG). El MSICG es una organización sindicalista bien conocida, en particular por su papel en la fundación de “Café Justicia”, un proyecto de la producción de café ético y justo. Durante los últimos meses, el MSICG ha sido objeto de actos de intimidación, incluyendo amenazas y asesinatos.

922. El Sr. Roblero era líder de la Frente de Resistencia en Defensa de los Recursos Naturales de Malacatán (FRENA), una organización constitutiva del MSICG. El Sr. Curup era el hijo del Sr. Abelino Curup, un líder comunitario de la región de San Juan Sacatepéquez, que ha sido condenado a 50 años de prisión por un asesinato después de un juicio injusto, por un crimen que supuestamente no cometió. El Sr. Chen era un abogado Maya que trabajaba con la Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala (ODHAG) y del Programa Nacional de Resarcimiento (PNR). Asimismo estaba vinculado a la Convocatoria Ciudadana, una iniciativa para incluir a la comunidad en el trabajo contra la impunidad y para promover el sistema de justicia.

923. El Sr. Juracán es Coordinador del CCDA, y es un integrante del consejo político de MSICG. El MSICG ha trabajado en estrecha colaboración con el CCDA para hacer público los graves riesgos actuales de los trabajadores y sindicalistas en Guatemala. El 2 de febrero de 2010, el MSICG produjo un informe llamado "Guatemala, el costo de la libertad sindical", que trata de las violaciones de los derechos de activistas indígenas, campesinos y sindicalistas en Guatemala. Asimismo, representantes de CCDA y MSICG, incluyendo el Sr. Juracán, visitaron recientemente la Unión Europea como parte de su campaña.

924. El Sr. Juracán y el CCDA ya han sido objetos de una comunicación de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 23 de marzo de 2009.

925. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 17 de febrero, aproximadamente a las 5.30 horas de la tarde, el Sr. Roblero habría sido asesinado. El Sr. Roblero habría sido asesinado a tiros por una persona no identificada en su lugar de trabajo ubicado en el mercado de Malacatán en San Marcos. Se informó que 17 balas habrían sido disparadas en el ataque. El mismo día, el Sr. Chen habría sido asesinado mientras se encontraba en su vehículo. Aproximadamente a las 7.00 horas de la tarde, personas no identificadas le habrían asesinado a tiros desde una camioneta. Se informó que el Sr. Roblero habría recibido varias amenazas telefónicas de muerte antes de su asesinato. Su cuñado, el Sr. Víctor Gálvez, integrante de FRENA y activista contra abusos cometidos por la autoridad de electricidad en la región, fue asesinado el 24 de octubre de 2009 afuera de las oficinas de FRENA. Durante los últimos meses, el Sr. Roblero habría emprendido una campaña en contra de la impunidad por el homicidio del Sr. Gálvez.

926. El 11 de febrero, el cuerpo del Sr. Curup habría sido encontrado en el municipio de Bárcenas. El cadáver habría sido degollado y se habría encontrado con indicios de tortura. El Sr. Curup habría sido secuestrado con un colega de trabajo no identificado. Se informó que sus abductores les habrían esperado al salir del trabajo.

927. Estos asesinatos habrían ocurrido después del asesinato de otra activista de FRENA, la Sra. Evelinda Ramirez, quien habría sido asesinada el 13 de enero de 2010 en el municipio de Ocos, cerca de Malacatán, después de una reunión con oficiales del Gobierno en la ciudad de Guatemala. Ella habría recibido varias impactas de bala en el pecho mientras viajaba en coche con otras tres activistas de FRENA, cuando personas no identificadas les habrían disparado tiros desde una camioneta blanca.

928. Estos asesinatos habrían ocurrido en el contexto de un ambiente amenazante para los defensores de los derechos humanos en Guatemala, en particular defensores sindicalistas. Durante la noche del 9-10 de febrero de 2010, habría ocurrido un robo en el centro de procesamiento de Café Justicia, ubicado en Cerro de Oro, Santiago Atitlán. Se habría robado 182 sacos de granos de café verde, cada un peso aproximado de 150 libras cada uno. Asimismo los supuestos ladrones habrían construido un círculo usando bloques del concreto, en el que habrían tirado varias botellas de cerveza y cigarrillos medio fumados. Se informó que mensajes amenazantes se habrían encontrado en el centro después del robo. Se cree que el robo podría estar relacionado a la publicación del informe de CCDA y MSICG el 2 de febrero.

929. Según las informaciones recibidas, el 13 de febrero de 2010 personas no identificadas se habrían presentado a las oficinas del CCDA y al centro de procesamiento de Café Justicia para dejar mensajes amenazantes en contra del Sr. Juracán y su familia. El 14 de febrero, una nota amenazante se habría puesto debajo la puerta del hogar de familiares del Sr. Juracán, lugar que él habría visitado al principio de ese mismo día. El 15 de febrero, un grupo de representantes de MSICG se habría presentado a las oficinas de CCDA. Después de esa visita, el grupo habría sido sugerido por personas no identificadas.

930. Estas amenazas y actos de intimidación habrían seguido otros actos de hostigamiento que habrían ocurrido durante los últimos años. El Sr. Juracán habría recibido amenazas de muerte durante el mes de febrero de 2009 y habría sido objeto de un intento de asesinato el 1 de mayo de 2008. Asimismo, otro robo habría ocurrido en noviembre de 2009, en el que 27 sacos de granos de café verde habrían sido robados del centro de procesamiento del Café Justicia. Se cree que este robo pudiera estar relacionada con la presencia de representantes del MSICG ante del Congreso Nacional de Guatemala para pedir cambios legislativos en relación con el Ley del Desarrollo Rural.

931. Se temió que los asesinatos del Sr. Octavio Roblero, el Sr. Germán Antonio Curup y el Sr. Juan Antonio Chen, además de las amenazas en contra del Sr. Leocadio Juracán y otros integrantes del CCDA, estén relacionados con las actividades que realizaban en la defensa de los derechos humanos. Estos asesinatos se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en Guatemala.

Llamamiento urgente

932. El 12 de marzo de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con varias organizaciones indígenas de Guatemala, aquellas **CONAVIGUA, MOJOMAYAS, Comunidades Maya Ixiles afectadas por las hidroeléctricas** y las **12 comunidades afectadas por la cementera en San Juan Sacatepequez**. Estas organizaciones representan comunidades indígenas afectadas por proyectos mineros y la producción de cemento. Estas organizaciones trabajan por los derechos ambientales y territoriales de las comunidades afectadas a nivel nacional e internacional.

933. Según las informaciones recibidas, varios representantes de las organizaciones anteriormente mencionadas habrían participado en la 76ª sesión del Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial de la ONU, que se celebró en Ginebra, Suiza, entre el 15 de febrero y el 12 de marzo de 2010, en la cual habrían presentado un informe sobre la situación de los pueblos y defensores indígenas en Guatemala. Desde su participación en la sesión, las organizaciones indígenas habrían sido objeto de declaraciones públicas difamatorias.

934. La primera semana de marzo de 2010, el grupo habría recibido un documento por correo electrónico que contendría acusaciones graves en contra de los representantes de estas organizaciones indígenas. Se informa que este documento está siendo circulando por internet y por correo electrónico. El documento se habría referido a los representantes de estas organizaciones como “terroristas”, “Taliban de Guatemala/grupos de al Qaeda [sic]” y como “malos Guatemaltecos”.

935. Acompañado por fotos de hombres armados llevando pasamontañas, el documento habría advertido a Gobiernos y países europeos sobre un “nueva invasión” de estos grupos “terroristas”, que están buscando “recursos financieros gubernamentales/estatales, para poder continuar con el terror y las acciones de extremismo solapado”. Asimismo, el documento haría referencia actos de guerra, secuestros, extorsión, tortura, amenazas, y otros delitos por parte de las organizaciones indígenas, así como a alegaciones de interferencia y sabotaje en contra de los esfuerzos gubernamentales para desarrollar el país económicamente y para controlar el crimen organizado.

936. Se expresó preocupación por que las denuncias públicas contra las organizaciones indígenas anteriormente mencionadas estén relacionadas con la participación de estas organizaciones en la 76 sesión del Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial.

Asimismo, preocupó que las declaraciones formen parte de una campaña de difamación con el fin de desacreditar las actividades legítimas que realizan estos defensores de los derechos humanos en Guatemala.

Respuesta del Gobierno

937. Mediante carta fechada el 21 de mayo de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 12 de marzo de 2010.

938. Los hechos son los mismos que esta Comisión Presidencia conoce.

939. El señor Jorge Rufino Morales Toj, defensor de los Derechos Humanos de los pueblos indígenas, el 30 de marzo de 2010, envió un escrito a la Fiscalía de Sección de Derechos Humanos del Ministerio Público y la Procuraduría de Derechos Humanos donde se denuncian los señalamientos cometidos en su contra. Según el Ministerio Público, ente de investigación penal, informó que no aparece ninguna denuncia registrada en su base de datos.

940. Según el Ministerio Público, no aparecen registros de denuncia interpuesta por parte de las organizaciones afectadas, por lo que no puede iniciar la persecución judicial respectiva.

941. El Gobierno de Guatemala proporcionó información sobre como funciona el proceso judicial haciendo referencia a su Código Procesal Penal, específicamente al Decreto 51-92, artículos 24, 474 y 476; y al Decreto 17-73, artículo 164.

942. La Procuraduría de los Derechos Humanos solicitó de manera urgente a la Policía Nacional Civil seguridad de tipo perimetral a favor de todas las organizaciones afectadas por los señalamientos en su contra con el objeto de resguardar la vida e integridad física de dichas personas.

943. El Estado informará posteriormente de las investigaciones que se dieran de la denuncia que interpongan los interesados, como mecanismo dispositivo del proceso penal.

Llamamiento urgente

944. El 23 de marzo de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Erenia Vanegas**, la Sra. **Claudia Samayoa**, y otros empleados de La Unidad de Protección a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos, Guatemala (UDEFEFUGA). La Sra. Vanegas es una investigadora de UDEFEFUGA, una organización que apoya a los defensores y defensoras de derechos humanos en Guatemala. UDEFEFUGA conlleva actividades tales como la vigilancia y verificación de violaciones de los derechos humanos, asistencia en la protección de los defensores en riesgo, y la investigación de temas pertinentes a los defensores. Por ejemplo, durante meses recientes UDEFEFUGA ha investigado la campaña de difamación en contra de los defensores del movimiento San Juan Sacatepéquez, los asesinatos de Malacatán, y alegaciones en relación con las actividades del Ministerio de Gobierno. En febrero de 2010, UDEFEFUGA publicó un informe “Nadie debe perder la vida o libertad por ejercer el derecho sindical”, y ha denunciado públicamente asesinatos recientes de defensores, particularmente en el marco del Estado de Prevención.

945. De acuerdo con las informaciones recibidas, durante el mañana del 5 de marzo de 2010, habría ocurrido un robo en el hogar de la Sra. Vanegas. Mientras ella y sus familiares no habrían estado presentes, dos personas no identificadas habrían entrado a su hogar. Un

vecino informó que un hombre desconocido habría visitado la casa y, hablando con los vecinos, estableció que nadie estaba presente. Poco después, dos hombres no identificados habrían llegado a la casa en un coche negro con vidrios polarizados y habrían roto dos cerraduras de las puertas y una de las ventanas para entrar. El vecino habría informado que los hombres se habrían quedado adentro durante aproximadamente cinco minutos. Cuando la hija de la Sra. Vanegas habría vuelto a la casa cerca del medio día, varios armarios de los dormitorios y una caja de documentos habrían sido registrados. Sin embargo, se creyó que no habrían robado nada.

946. La Sra. Vanegas habría presentado una denuncia sobre el incidente ante la Fiscalía de Derechos Humanos del Ministerio Público y la Unidad de Derechos Humanos de la División Especializada de Investigación Criminal (DEINC) de la Policía Nacional Civil.

947. Asimismo, otros empleos de UDEFEGUA habrían sido sujetos a actos de intimidación y amenazas. El 2 de febrero de 2010, el coche de la Sra. Claudia Samayoa, coordinadora de UDEFEGUA, habría sido sabotado. Se habría puesto aceite debajo del asiento de la conductora para que los pedales se volvieran resbaladizos, y ella habría perdido el control del coche brevemente. Sin embargo, el coche habría estado viajando a bajo velocidad y ella habría evitado un accidente. Ese mismo día, habría notado que el capó de su coche estaba abierto, y que la batería habría sido interferida. Una investigación llevada a cabo después del incidente habría establecido que el aceite no era de tipo usado para los coches, y que el coche de la Sra. Samayoa no goteaba aceite. En ese momento, la Sra. Samayoa habría estado viajando para asistir a una reunión de la Instancia de Análisis de Ataques en contra de Defensores de Derechos Humanos. La Sra. Samayoa habría presentado una denuncia sobre el incidente a la policía. Se cree que la interferencia del coche habría sido en un intento por provocar un accidente e intimidar a la Sra. Samayoa.

948. Entre el 30 de abril y el 3 de mayo de 2009, las Sras. Vanegas, Samayoa y Pineda, otra empleada de UDEFEGUA, habrían recibido más de 30 mensajes de texto celulares amenazantes. Varios de estos mensajes habrían sido enviados del número de la Sra. Silvia Ruiz, ex-administradora de la Asociación para el Estudio y la Promoción de la Seguridad en Democracia (SEDEM). Después de las investigaciones llevadas por la unidad de derechos humanos de la Fiscalía General, se habría concluido que la Sra. Ruiz habría sido responsable por los mensajes y la Fiscalía General habría iniciado un proceso penal. Sin embargo, durante la primera audiencia legal el 23 de febrero de 2010, la Jueza sexta de primera instancia habría retirado todos los cargos en contra de la Sra. Ruiz. Además, la jueza habría expresado preocupación que el número del celular de la Sra. Ruiz podría ser clonado para enviar los mensajes. Dicha decisión habría sido apelada.

949. Se temió que estos incidentes podrían ser vistos como actos de intimidación, acoso y amenazas en contra de las Sras. Vanegas, Samayoa, Pineda, Ruiz y del personal de UDEFEGUA. Se expresó preocupación que estas amenazas podrían estar relacionadas con las actividades que ellos realizaban para promover y defender los derechos de los defensores y defensoras de los derechos humanos en Guatemala. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de las personas anteriormente mencionadas. Estos actos de intimidación y amenazas, de ser confirmados, se enmarcan en el contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en Guatemala.

Llamamiento urgente

950. El 6 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la violencia contra la mujer, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Norma Cruz**. La Sra. Cruz es Directora de la Fundación

Sobrevivientes, una organización enfocada en brindar apoyo y asistencia a las víctimas femeninas de violaciones de los derechos humanos, en especial la violencia sexual y de género. En particular, la Fundación Sobrevivientes trabaja para combatir la cultura de impunidad en Guatemala, en particular en relación con los asesinatos de mujeres en el país.

951. El 29 de octubre de 2008, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente al Gobierno de su Excelencia en relación con los actos de intimidación y amenazas contra la Sra. Cruz, integrantes de la Fundación Sobrevivientes y familiares de la Sra. Cruz. Se agradece la respuesta de su Gobierno, recibida el 9 de diciembre de 2008. El 1 de octubre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos y la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, con inclusión de sus causas y consecuencias, enviaron un nuevo llamamiento urgente al Gobierno de su Excelencia en relación con nuevos actos de intimidación y amenazas contra la Sra. Cruz. Lamentamos no haber recibido respuesta del Gobierno de su Excelencia a dicha comunicación.

952. Actualmente, la Sra. Cruz brinda apoyo un caso en que dos familiares de una víctima de violación de trece años de edad han sido asesinados. El Sr. Juan José Santos Barrientos está acusado del homicidio de la Sra. Francisca Ayala y del Sr. Carlos Enrique Cruz Pineda en julio de 2008, en el pueblo de El Zapote, El Progreso. Estos homicidios están vinculados a un juicio que la Sra. Ayala había iniciado en contra del Profesor Leonel Ayala en relación con acusaciones de la violación de una joven de trece años, quien era sobrina de la Sra. Ayala. El Sr. Santos Barrientos está acusado de llevar a cabo los homicidios en relación con su pertenencia a un grupo de crimen organizado, llamado “El Taquero” que opera supuestamente en el este del país.

953. Según las informaciones recibidas, recientemente la Sra. Cruz habría recibido varias amenazas de muerte en su contra y asimismo en contra de sus familiares. El 18 de marzo de 2010, la Sra. Cruz habría recibido varios mensajes de texto amenazantes en su teléfono celular. El primer mensaje, recibido a las 5:24 horas de la tarde habría dicho, “...tus hijas y tus queridas nietecitas tienen sus días contados; vas a pagar caro las humillaciones que nos has hecho...”. El segundo mensaje habría sido recibido a las 5:32 horas de la tarde y habría dicho, “Todavía estas a tiempo de desistir del caso de Juan José, esta es la última advertencia porque sino, lo vas a pagar con la sangre de tus hijos”. El último mensaje, que habría sido recibido a las 5:37 horas de la tarde, le habría advertido, “Cuidate ... porque el fuego quema”.

954. El 19 de marzo, la Sra. Cruz habría recibido otros mensajes de texto amenazantes, proveniente del mismo número de teléfono que habría enviado los mensajes del día anterior. El primer mensaje, enviado a las 10:00 horas de la mañana, habría declarado “Vas a pagar con sangre lo que has hecho... te lo advertí y no has querido entender”. El segundo mensaje, recibido a las 11.09 horas de la mañana, habría dicho “Te voy a entregar 5 cabezas, las de tus 2 hijos, tus nietas y la de la hija de la muerte de hambre d la Gloria” [sic]. El último mensaje, a las 11.12 horas de la mañana, le habría avisado: “Tenés 24 horas para renunciar al caso de Juan José ... porque sino, hoy corre sangre” [sic].

955. El 22 de marzo de 2010, una persona anónima habría llamado a la Sra. Cruz a las 1.59 horas de la tarde, y habría dicho, “Que tienen controladas a sus nietas y que tienen controlada a la Usuaría y que dos policiítas no son nada...”.

956. La Sra. Cruz habría presentado una denuncia sobre las amenazas ante la Fiscalía de Derechos Humanos del Ministerio Público, la Procuraduría de Derechos Humanos y la Comisión Presidencial de Derechos Humanos de Guatemala.

957. Estas amenazas habrían sido recibidas tras varios actos de intimidación durante meses recientes. El 13 de enero de 2010, el Sistema de las Naciones Unidas en Guatemala habría informado que la Sra. Cruz habría recibido amenazas telefónicas. El Sistema habría

solicitado a las autoridades guatemaltecas que investigaran las amenazas y proporcionaran las medidas cautelares necesarias para garantizar la seguridad de la Sra. Cruz y su familia. Asimismo, durante los años 2007 y 2008, integrantes de la Fundación Sobrevivientes habrían recibido varias amenazas, por escrito y por teléfono, en relación con sus actividades de defensa de los derechos humanos.

958. Se temió que las amenazas contra la Sra. Cruz y sus familiares estén relacionadas con las actividades que realiza para promover y defender los derechos de las mujeres y víctimas de violencia de género en Guatemala. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Cruz y sus familiares. Estas amenazas, de ser confirmadas, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en Guatemala.

Respuesta del Gobierno

959. Mediante carta fechada el 5 de julio de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 6 de abril de 2010.

960. De conformidad con el informe del Ministerio Público, el 18, 19, 20, y 22 de marzo de 2010 la señora Norma Cruz recibió amenazas de muerte e intimidaciones por parte de personas desconocidas a través de tres números de teléfono supuestamente por ser querellante adhesivo en contra del señor Juan José Santos Barrientos.

961. Se solicitó a la División Especializada en Investigación Criminal –DEIC- de la Policía Nacional Civil realizar las respectivas Investigaciones en relación con el caso. Se solicitó autorización al Juez contralor de la investigación para requerir el despliegue de llamadas. Se solicitó a las empresas de telefonía el despliegue de las llamadas. Se solicitó informe a la Unidad de Análisis del Ministerio Público sobre los extractos de los mensajes de texto en contra de la señora Norma Cruz.

962. Actualmente la señora Norma Cruz, Directora de la Fundación Sobrevivientes beneficiaria de la Medida Cautelar MC-185-07 decretada por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, cuenta con seguridad desde el 13 de noviembre de 2008 consistente en seguridad, perimetral en su residencia, a cargo de la Policía Nacional Civil, quienes deberán pasar constantemente en el lugar.

963. La señora Norma Cruz, cuenta con seguridad de tipo personal, a cargo de 2 agentes de la Policía Nacional Civil en turnos de 8 x 8 días, el hijo de la señora Cruz cuenta con seguridad de tipo personal a cargo de 2 agentes de la Policía Nacional Civil en turnos de 8 x 8 días, y la hija de la señora Cruz cuenta con seguridad de tipo personal a cargo de agentes de la Policía Nacional Civil en turnos de 8 x 8 días.

964. La Fundación Sobrevivientes cuenta con seguridad de puesto fijo; para el efecto cuenta con dos agentes de la Policía Nacional Civil, quienes pertenecen a la División de Protección a Personas y Seguridad en turno de 8 x 8 horas.

965. Además la sede de la Fundación cuenta con seguridad perimetral, patrullando con la unidad policial del sector, a cargo de la Comisaría 11.

Carta de alegaciones

966. El 20 de abril de 2010, la Relatora Especial envió una carta de alegaciones señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Luis Felipe Cho** y el Sr. **Samuel Ramírez Paredes**. El Sr. Ramírez Paredes era Secretario General del Sindicato de Trabajadores Bananeros del distrito de Panchoy (SITRABI), y

además integrante del Consejo Consultivo de la Confederación de Unidad Sindical de Guatemala (CUSG) y del Movimiento Sindical Indígena y Campesino Guatemalteco (MSICG). El Sr. Cho era integrante del Consejo Consultivo del Sindicato de Trabajadores de la municipalidad de Santa Cruz, en el departamento de Alta Verapaz, una organización constituyente de la Unión Sindical de Trabajadores de Guatemala (UNSI TRAGUA) y del MISCG.

967. Según las informaciones recibidas, el 26 de marzo de 2010, aproximadamente a las 7.00 horas de la tarde, el Sr. Ramírez Paredes habría sido asesinado. Se informó que recientemente el MSICG habría realizado una reunión con representantes del Gobierno de los Estados Unidos, durante la cual el sindicato habría presentado denuncias contra el Estado de Guatemala en el contexto del Tratado de Libre Comercio entre Estados Unidos y Centroamérica, conocido como el acuerdo CAFTA. Estas denuncias estaban relacionadas con graves violaciones de los derechos laborales de los trabajadores del sector bananero guatemalteco.

968. El 6 de marzo de 2010, el cadáver del Sr. Cho habría sido encontrado cerca de la Aldea Del Cid, en la carretera entre el Cid y Chixoy. El cadáver habría estado marcado señales de tortura. Se informó que el Sr. Cho habría sufrido por los menos de diez impactos de bala en el cráneo, además de la amputación de las dos orejas, los dos ojos y la lengua. Asimismo, la piel de la cara se habría desprendido del cuero cabelludo hasta el nivel de la mandíbula, dejando expuesto el cráneo.

969. En enero de 2010, el Sr. Cho habría sido obligado a dejar su puesto en el Consejo Consultivo del Sindicato de Trabajadores de la municipalidad de Santa Cruz, debido a la gravedad de amenazas que habría recibido en relación con su trabajo sindical. A pesar de estas amenazas, el Sr. Cho habría continuado a trabajar con el sindicato y durante meses recientes tomaba parte en una campaña del MSICG y el sector laboral municipal para observar, denunciar y hacer públicas violaciones de derechos laborales y sindicales en la región.

970. Se temió que los asesinatos del Sr. Cho y el Sr. Ramírez Paredes estén relacionados con las actividades que ellos realizaban para promover y defender los derechos de los trabajadores en Guatemala. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de todos los defensores de los derechos humanos en Guatemala, en particular los defensores laborales y sindicales, quienes se encuentran en una situación de gran vulnerabilidad debido a un aumento de actos de intimidación, amenazas y asesinatos durante los últimos meses.

Respuesta del Gobierno

971. Mediante carta fechada el 19 de julio de 2010, el Gobierno respondió a la carta de alegaciones con fecha de 20 de abril de 2010.

972. El 29 de junio de 2010 el Ministerio Público informó lo siguiente: Luis Felipe Cho: El 6 de marzo de 2010 fue localizado en la entrada de la aldea Valparaíso, Municipio de Santa Cruz Verapaz, el cadáver del señor Luis Felipe Cho quien presentaba varios impactos de proyectil de arma de fuego y con el rostro desfigurado; junto a él se encontró un vehículo tipo motocicleta, de su propiedad.

973. El 23 de julio de 2010 el Ministerio de Gobernación informó lo siguiente: Samuel Ramírez Paredes: El 26 de marzo de 2010 fue localizado en la calle de tercería que conduce a la Aldea San Isidro El Choco frente a la escuela rural Mixta de aldea Rosario el Choco jurisdicción del municipio de Morales, departamento de Izabal, el cadáver del señor Ramírez, presentado varios impactos de proyectil de arma de fuego: junto a él se encontró un vehículo tipo pick up color verde.

974. El 29 de marzo de 2010, la esposa del señor Samuel Ramírez Paredes, interpuso la respectiva denuncia ante la Sub-Estación de la Policía Nacional Civil con sede en Morales, Izabal, por las amenazas recibidas por teléfono. No hubo denuncia de la familia del señor Luis Felipe Cho.

975. El Gobierno proporcionó información detallada acerca de las diligencias de la investigación relativas a los dos casos.

976. En cuanto a las medidas de protección adoptadas para asegurar la integridad física y psicológica de los otros integrantes de MSICG, no se ha recibido ninguna solicitud de protección por parte dicha organización.

Llamamiento urgente

977. El 29 de mayo de 2010, la Relatora Especial junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación las amenazas de muerte recibidas por los Sres. **Alberto Díaz Zet** y **Cornelio Subuyuj Camey**, Presidente y Vicepresidente de la Coordinadora Comunitaria de Desarrollo (COCODE), el Sr. **Juan Marcelo Coztojaj Tubac**, miembro de COCODE, el Sr. **Lázaro Raxon Cotzajaj**, Coordinador del Consejo Pastoral de la Iglesia, y el Sr. **Gregorio Cotzajaj Tubac**, Alcalde auxiliar. Todas estas personas serían líderes comunitarios opuestos al proyecto de instalación de una planta de cementos por la empresa Cementos Progreso S.A en la comunidad de San Antonio Las Trojes I, perteneciente al municipio de San Juan de Sacatepéquez, Departamento de Guatemala.

978. Según las informaciones recibidas, el día 5 de junio de 2010, varios trabajadores de la empresa Cementos Progreso S.A. habrían agredido a un grupo de personas que se encontraban reunidas en la comunidad de San Antonio de las Trojes I, insultándolos y lanzando piedras contra las casas, antes de que se cortara el servicio de electricidad. Aprovechando el corte de luz, los trabajadores de la mencionada empresa cementera habrían llevado a cabo varios destrozos y se habrían producido disparos.

979. En este contexto, los trabajadores de la empresa Cementos Progreso S.A. habrían proferido amenazas de muerte contra los Sres. Alberto Díaz Zet, Cornelio Subuyuj Camey, Juan Marcelo Coztojaj Tubac, Lázaro Raxon Cotzajaj y Gregorio Cotzajaj Tubac. El Sr. Cornelio Subuyuj Camey habría sido apuntado con un arma de fuego mientras se le amenazaba con eliminarlo físicamente.

980. Según la información recibida, varios trabajadores de la empresa Cementos Progreso S.A. se habrían asimismo presentado en la casa del Sr. Gregorio Cotzajaj Tubac y, al no encontrarlo, habrían amenazado a su familia y les habrían advertido que quemarían su casa.

981. En el contexto de estos sucesos, varias personas de la comunidad de San Antonio Las Trojes habrían resultaron heridas, algunas de gravedad.

982. Esta no sería la primera vez que se producen actos de intimidación y amenazas contra líderes de esta comunidad. Recientemente, el día 2 de junio de 2010, un autobús que viajaba hacia la comunidad con miembros de la misma involucrados en la reparación de una carretera de la zona habría sido detenido por trabajadores de la empresa Cementos Progreso S.A. Los trabajadores de la empresa habrían hecho descender del autobús a sus ocupantes, les habrían amenazado y agredido físicamente.

983. Asimismo, se recuerda que el 11 de febrero de 2010, el cuerpo del Sr. Germán Antonio Curup, fue encontrado en el municipio de Bárcenas. El cadáver habría sido degollado y se habría encontrado con indicios de tortura. El Sr. Curup habría sido secuestrado con un colega de trabajo no identificado. Germán Antonio Curup era hijo del

Sr. Abelino Curup, un líder comunitario de la región de San Juan Sacatepéquez. Un llamamiento urgente ha sido enviado el 5 de marzo de 2010 sobre esa situación, por el Relator Especial sobre la promoción y la protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión y la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos. Hasta la fecha, no hemos recibido ninguna respuesta de parte del Gobierno de su Excelencia.

984. En este contexto, se temió que las amenazas de muerte contra los Sres. Alberto Díaz Zet, Cornelio Subuyuj Camey, Juan Marcelo Coztojay Tubac, Lázaro Raxon Cotzoyay y Gregorio Cotzajay Tubac estén relacionadas con las actividades que realizan en defensa de los derechos de su comunidad, en particular en contra del proyecto de instalación de una planta de cementos por la empresa Cementos Progreso S.A. Estas amenazas y agresiones, algunas de ellas muy graves, se enmarcarían en un clima de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en Guatemala. Quisiéramos instar al Gobierno de su Excelencia a que tome las medidas necesarias para garantizar la seguridad de los defensores de los derechos humanos y para asegurar que ninguna violación contra ellos quede en la impunidad.

Llamamiento urgente

985. El 27 de agosto de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con la integridad física y psicológica de la Sra. **Theodora Antonia Hernández Cinto**, defensora de derechos humanos y miembro de la Asociación para el Desarrollo de San Miguel Ixtahuacán (ADISMI), en el Departamento de San Marcos. La Sra. Hernández Cinto trabaja en temas relacionados con el medio ambiente de su comunidad, en especial sobre el impacto de las actividades de la mina Marlin, propiedad de la compañía Montana Exploradora de Guatemala S.A.

986. Según las informaciones recibidas, el día 7 de julio de 2010, la Sra. Hernández Cinto habría recibido un disparo en la cabeza a causa del cual habría perdido un ojo. El evento se habría producido cuando dos hombres desconocidos se presentaron en el domicilio de la Sra. Hernández Cinto, ubicada en San José de Nueva Esperanza, preguntando por posibilidades de alojamiento. Los dos hombres habrían sido recibidos por un familiar de la Sra. Hernández Cinto el cual les habría indicado que no podía ofrecerles alojamiento pero les habría ofrecido dos tazas de café. Al entrar la Sra. Hernández Cinto en la habitación donde se encontraban los dos hombres, uno de ellos le habría disparado en la cabeza alcanzándole en un ojo. Posteriormente, los dos hombres habrían huido. Con anterioridad a estos hechos, la Sra. Hernández Cinto habría recibido amenazas por su oposición a las actividades de la mina Marlin.

987. Según los informes recibidos, en los últimos meses, se habrían producido amenazas y ataques contra otros defensores de los derechos humanos y miembros de ADISMI.

988. El 20 de mayo de 2010, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos otorgó medidas cautelares a los integrantes de 18 comunidades ubicadas en las proximidades de la mina Marlin, incluyendo el cierre temporal de la mina.

Respuesta del Gobierno

989. Mediante carta fechada el 27 de octubre de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 27 de agosto de 2010.

990. El Gobierno informó que el nombre con el que se identificó la Sra. Hernández Cinto ante el Ministerio Público de la COPREDEH en Guatemala, es Diodora y no Theodora, tal como aparece en dicho llamado urgente.

991. El 02 de agosto de 2010 el Ministerio Público informó que se han diligenciado acciones para el esclarecimiento de los hechos tales como perítales forenses. Investigaciones por parte de la Policía Nacional Civil levantamiento de actas de los testimonios proporcionados e inspección ocular en el lugar de los hechos.

992. La señora Diodora Antonia Hernández Cinto presentó la denuncia correspondiente indicando que el 7 de julio de 2010, aproximadamente a las 19:30 horas, dos personas desconocidas de sexo masculino llegaron a su residencia pidiendo alojamiento y, acto seguido le dispararon provocándole una herida en el ojo derecho y posteriormente se dieron a la fuga.

993. El Gobierno proporcionó información detallada acerca de las diligencias de la investigación relativas al caso.

994. Según informe del Ministerio Público hasta el momento no han sido individualizados los sindicados y el proceso por delito de Homicidio en Grado de Tentativa se encuentra sujeto a investigación. Actualmente se gestionan las diligencias necesarias para brindar protección a la señora Diodora Antonia Hernández Cinto y familia.

Observaciones.

995. La Relatora Especial agradece al Gobierno de Guatemala las respuestas a siete de las nueve comunicaciones enviadas durante el periodo del presente informe. No obstante, la Relatora Especial lamenta que el Gobierno no haya proporcionado respuestas a las comunicaciones enviadas el 5 de marzo de 2010, el 23 de marzo de 2010, y el 29 de mayo de 2010. Asimismo, lamenta no haber recibido respuesta a sus comunicaciones enviadas en el periodo anterior fechadas el 20 de enero de 2009, el 23 de marzo de 2009, el 26 de marzo de 2009, el 9 de abril de 2009 y el 23 de abril de 2009.

996. La Relatora Especial se muestra especialmente preocupada por el contexto de creciente violencia contra los defensores y defensoras en Guatemala, en particular por los asesinatos de líderes indígenas y comunitarios que trabajan en defensa de los derechos ambientales y territoriales de sus comunidades así como de sindicalistas. Asimismo, la Relatora Especial se muestra muy preocupada por el clima de intimidación, acoso y hostigamiento de los defensores y defensoras en Guatemala. A este respecto, insta al Gobierno a que continúe con sus esfuerzos para que los defensores/-as puedan realizar su trabajo sin temor a sufrir violencia y que ninguna violación cometida contra los defensores de los derechos humanos quede en la impunidad.

Honduras

Carta de alegaciones

997. El 19 de enero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron una carta de alegaciones en relación con el **Sr. Walter Orlando Trochez**, defensor de los derechos de la comunidad lesbiana, gay, bisexual y transgénero (LGTB) e integrante del Centro de Promoción e Investigación de los Derechos Humanos (CIPRODEH). En su calidad de miembro de CIPRODEH, realizaba actividades en defensa de los derechos humanos tras el golpe de Estado. Recientemente,

habría hecho esfuerzos para liberar detenidos después de los operativos de represión contra las protestas pacíficas de la resistencia y habría denunciado las violaciones de los derechos humanos cometidas por oficiales del ejército y de la policía durante las manifestaciones.

998. Según las informaciones recibidas, el 13 de diciembre de 2009, aproximadamente a las 10:30 horas de la noche, un hombre no identificado habría disparado contra el Sr. Trochez en el centro de la ciudad de Tegucigalpa, cerca del Parque Central Francisco Morazán. El Sr. Trochez habría sido llevado al hospital donde habría muerto poco después.

999. Cabe añadir que el 4 de diciembre de 2009, el Sr. Trochez habría hecho una denuncia pública a nivel nacional e internacional alegando que habría sido secuestrado por cuatro individuos encapuchados y llevado en un vehículo sin placas a un lugar desconocido donde habría sido golpeado. Los agresores le habrían preguntado sobre sus actividades de defensa de los derechos humanos y sobre otros líderes opuestos al Gobierno de facto. Asimismo, le habrían dicho que lo iban a matar. En aquella ocasión el Sr. Trochez habría logrado escapar.

1000. Se expresó temor porque el asesinato del Sr. Trochez pudiera estar relacionado con las actividades que realizaba en la defensa de los derechos humanos, en particular sus actividades documentando y denunciando las violaciones de los derechos humanos durante protestas pacíficas relacionadas con el golpe de Estado. Este asesinato se enmarcaría en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en Honduras.

Carta de alegaciones

1001. El 20 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron una carta de alegaciones en relación con el **Sr. José Bayardo Mairena Ramírez, el Sr. Manuel Juárez, el Sr. Nahun Palacios Arteaga, el Sr. David Meza y el Sr. Joseph Hernandez**. El Sr. Mairena Ramírez y el Sr. Juárez eran periodistas en el programa “Así es Olancho”, que transmite en Canal 4, una televisora de Televisión R.Z., y asimismo trabajaban con Radio Excélsior, una emisora hondureña. El Sr. Mairena Ramírez también era director del Radio Excélsior, integrante de la Asociación de la Prensa Hondureña, y estudiante del periodismo al Centro Universitario Regional Nor-Oriental en Juticalpa. El Sr. Palacios Arteaga era director de noticias de la televisora Canal 5 del Aguán.

1002. Según las informaciones recibidas, el 26 de marzo de 2010, el **Sr. Mairena Ramírez y el Sr. Juárez** habrían sido asesinados. Los dos periodistas habrían estado viajando en un coche por una carretera proveniente de la ciudad de Catacamas. Cerca de la ciudad de Juticalpa en el departamento de Olancho, aproximadamente a las 9.30 horas de la mañana, otro vehículo les habría acercado mientras su coche estaba en movimiento y hombres no identificados habrían disparado el Sr. Mairena Ramírez y el Sr. Juárez con varias ráfagas de tiros de ametralladora. Después, los agresores se habrían detenido y se habrían bajado de su vehículo para disparar más tiros y asegurar que los dos periodistas estaban muertos. Se informó que el coche del Sr. Mairena Ramírez tenía 21 agujeros de bala después del ataque. El Sr. Mairena Ramírez habría resultado muerto en la escena. El Sr. Juárez habría sido trasladado al Hospital San Francisco en Juticalpa pero habría muerto un poco después. Se informó que el Sr. Mairena Ramírez recientemente habría estado investigando los conflictos territoriales y el crimen organizado en Honduras.

1003. Durante la noche del 14 de marzo, el **Sr. Palacios Arteaga** habría sido asesinado mientras viajaba en coche hasta su casa, ubicada en el barrio de Los Pinos, en la ciudad de Tocoa, departamento de Colón. Personas no identificados le habrían disparado con fusiles

automáticos AK-47, y el Sr. Palacio Arteaga habría sufrido por los menos de 30 impactos de bala. Se informó que el coche en que viajaba habría recibido 42 impactos de bala, y que dos personas que estaban con él en el coche resultaban heridas.

1004. El Sr. Palacios Arteaga habría sufrido varios actos de acoso durante meses recientes debido a su crítica público al golpe de Estado de 2009, y su cobertura de las manifestaciones organizadas por la resistencia al mismo. El 30 de junio de 2009, equipos de trabajo del Canal 5 habrían sido confiscados durante un allanamiento militar en que agentes militares habrían allanado su casa, decomisado su coche, y amenazado a sus hijos con armas de fuego. El 24 de julio, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos ordenó la implementación de medidas cautelares de protección para el Sr. Palacios Arteaga a fin de asegurar su vida e integridad física. Sin embargo, estas medidas nunca habría sido implementadas por las autoridades hondureñas.

1005. Durante las últimas semanas, el Sr. Palacios Arteaga habría investigado el conflicto agrario que está tomando lugar en la región de Aguán entre el Movimiento Campesino Unificado (MUCA) y empresarios. Asimismo, recientemente habría informado sobre un operativo militar en el que 18 personas habrían sido detenidas y varias armas de fuego habrían sido decomisadas. Con posterioridad a ello, el mismo habría recibido nuevas amenazas de muerte.

1006. Estos asesinatos habrían ocurrido en el marco de una situación de gran vulnerabilidad de los periodistas en Honduras. Se informa que por lo menos cinco periodistas ya habrían sido asesinados en Honduras en los primeros tres meses de 2010. Por ejemplo, el 1 de marzo, el Sr. Joseph Hernández Ocho habría sido asesinado en la ciudad de Tegucigalpa, la señora Karol Cabrera habría resultado herida a consecuencia de un atentado contra su persona. El 11 de marzo de 2010, el **Sr. David Meza Montesinos**, periodista de "Radio El Patio" habría sido asesinado en horas de la tarde en La Ceiba, a unos 300 metros de su domicilio.

1007. Hasta la fecha ninguna información habría sido hecha disponible en relación con las investigaciones de estas asesinatos ni sobre las medidas cautelares solicitadas a fin de proteger a otros periodistas y defensores de Derechos Humanos en riesgo.

1008. Se expresó temor porque los asesinatos del Sr. José Bayardo Mairena Ramírez, el Sr. Manuel Juárez y el Sr. Nahun Palacios Arteaga pudieran estar relacionados con las actividades que ellos realizaban en defensa de los Derechos Humanos en Honduras, en particular desde el golpe de Estado de 2009. En vista de las informaciones aquí resumidas, se expresó profunda preocupación por la integridad física y psicológica de los periodistas y los defensores de los Derechos Humanos en Honduras. Aunque la Comisión Interamericana de Derechos Humanos ha ordenado varias medidas cautelares para asegurar la seguridad de periodistas en peligro, amenazas y ataques en contra de sus vidas e integridad siguen produciéndose.

Llamamiento urgente

1009. El 21 de mayo de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y la Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, enviaron un llamamiento urgente haciendo referencia a su comunicación de fecha 16 de noviembre de 2009 en la que expresaron su preocupación en relación con los **actos de hostigamiento e intimidación en contra de magistrados, defensores públicos y demás auxiliares de justicia**. En particular, se expresaba preocupación sobre el hecho que la Corte Suprema de Justicia de Honduras habría ordenado procesos disciplinarios, traslados forzosos, y otras acciones que se considera de

intimidación y hostigamiento contra varios jueces y funcionarios que se habrían manifestado, de distintas formas legales, contra la destitución del ex presidente Manuel Zelaya.

1010. En la misma comunicación se solicitaban algunas clarificaciones con respecto a los mecanismos para garantizar los principios de estabilidad e inamovilidad de los jueces y la manera en la cual se asegura en Honduras que en el curso de los procesos disciplinarios en contra de los jueces se respeten las garantías mínimas del derecho a un proceso justo.

1011. A la fecha, no había recibido respuesta a la mencionada comunicación. Por ello, los Relatores Especiales quisieron reiterar su preocupación respecto a nueva información recibida. Según la misma, el pasado 5 de mayo, el pleno de la Corte Suprema de Justicia habría conocido de los expedientes de remoción de cinco funcionarios que fueron -entre otros- objeto de nuestro llamamiento urgente de fecha 16 de noviembre de 2009, es decir: **Luis Alfonso Chavez de la Roca**, Juez contra la violencia doméstica en San Pedro Sula; **Ramón Enrique Barrios**, Juez de Sentencia en San Pedro Sula; **Guillermo López Lone**, Juez de Sentencia de San Pedro Sula; **Osman Fajardo Morel**, Defensor Público de San Pedro Sula; y **Tirza Flores Lanza**, Magistrada de la Corte de Apelaciones Penal de San Pedro Sula. De acuerdo a la información recibida, la Corte Suprema habría acordado durante dicha sesión la remoción de estos funcionarios. Esta decisión habría sido ratificada en el Pleno de la Corte Suprema el 13 de mayo.

1012. Según la información recibida, a los jueces Guillermo López y Luis Alfonso Chévez, así como al Defensor Público Osman Fajardo, se les habría atribuido haber participado en manifestaciones contra el golpe de Estado; al juez Ramón Enrique Barrios lo habrían cuestionado por haber publicado un artículo en un periódico en el que objetaba, con argumentos jurídicos, la posición de la Corte Suprema de denominar como sucesión constitucional a la destitución del ex-Presidente Manuel Zelaya. Finalmente, a la magistrada Flores se le habría sancionado por haber presentado un recurso de amparo constitucional a favor del ex-Presidente Zelaya y otros funcionarios.

1013. Se informó también que todos los funcionarios objeto de remoción serían miembros de la Asociación de Jueces para la Democracia, organización que habría expresado públicamente su posición con respecto a la crisis política del año pasado y cuyos miembros habrían participado activamente en la interposición de diversos recursos judiciales al respecto.

1014. Se expresó temor porque la sanción que se impuso a los jueces no sólo les afecta personalmente sino que puede tener un efecto intimidatorio respecto a los otros miembros del gremio en el sentido de que se abstengan de manifestar opiniones diferentes de aquellas expresadas por las autoridades actuales. Esto representaría un ataque inadmisibles contra la independencia de la judicatura. Al respecto, quisiéramos subrayar que la creación de un clima de temor en el Poder Judicial y en los abogados puede debilitar el estado de derecho y obstruir la justicia.

Llamamiento urgente

1015. El 19 de noviembre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y la Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, enviaron un llamamiento urgente en relación con la situación de **varios abogados y trabajadores de la organización Asociación para una Sociedad mas Justa (ASJ)**, los cuales trabajan defendiendo los derechos y libertades fundamentales de sectores desfavorecidos de la población hondureña, incluyendo casos de derechos laborales.

1016. Según las informaciones recibidas, el 21 de septiembre de 2010, una abogada de ASJ habría sido amenazada por empleados de la Secretaría del Trabajo mientras se encontraba realizando labores de investigación en la misma Secretaría. Dichos empleados habrían advertido a la abogada de que el Sub-Secretario de la Secretaría de Trabajo y Seguridad Social, antiguo gerente de la compañía “Seguridad Técnica de Honduras” (SETECH), estaría muy interesado en su investigación y que debería tener cuidado con lo que estaba haciendo.

1017. Posteriormente, el día 19 de octubre de 2010, la misma abogada amenazada en septiembre, habría sido víctima de un secuestro en la ciudad de Tegucigalpa por parte de dos hombres armados los cuales la habrían obligado a introducirse en un taxi. Una vez en el vehículo, los individuos habrían intercambiado armas de fuego y habrían comentado entre ellos: “Sabes que nos pagaron para ejecutarla, tenemos que hacerlo”. Después, se habrían dirigido a la abogada y le habrían preguntado: “¿Trabajas para ASJ? ¿Quién te paga? ¿Cuánto te paga? ¿Estás investigando a SETECH?” Sin embargo, 40 minutos después de haberla retenido, los dos hombres la habrían dejado bajar del vehículo cerca de unos grandes almacenes.

1018. SETECH es una empresa de seguridad, la cual fue demandada en 2006 por sus trabajadores por incumplimiento de la normativa laboral. ASJ y el abogado Dionisio Díaz García estaban trabajando en uno de los casos cuando el Sr. Díaz García fue asesinado el 4 de diciembre de 2006 después de recibir amenazas de muerte. El resultado de las investigaciones y del juicio por el asesinato del abogado Díaz García resultó en una condena a un antiguo guardia de seguridad de SETECH así como a un agente de la Oficina Nacional de Investigación Criminal. Tras la muerte del Sr. Díaz García, el 20 de diciembre de 2006, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos otorgó medidas cautelares a cuatro trabajadores de ASJ. Según la información recibida, después del asesinato del Sr. Díaz García, ASJ habría suspendido el acompañamiento legal de los trabajadores de SETECH.

1019. Según informes recibidos, el día 3 de noviembre, otra abogada de ASJ habría recibido amenazas por parte de dos hombres desconocidos en motocicleta mientras circulaba en su vehículo particular en un transitado boulevard de la ciudad de Tegucigalpa. Estos dos hombres se habrían acercado a la ventanilla del conductor del vehículo de la abogada y le habrían dicho: “Ten cuidado con Transformemos Honduras y ASJ” al tiempo que mostraban un arma de fuego. Transformemos Honduras es una asociación de la cual forma parte ASJ y que trabaja investigando y denunciando irregularidades y corrupción en los sistemas educativo y sanitario de Honduras.

1020. Los sucesos relatados habrían sido puestos en conocimiento de la Fiscalía Especial de Derechos Humanos, así como de la Secretaría de Estado de Seguridad, con el fin de solicitar las medidas necesarias para garantizar la seguridad de los abogados de ASJ. Según la información recibida, hasta el momento no habrían sido adoptadas medidas de protección para los trabajadores de ASJ amenazados recientemente. En este sentido, tampoco se habría visto reforzada la protección otorgada a varias personas de la citada asociación en virtud de la medida cautelar de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos de 20 de diciembre de 2006.

1021. Se expresó grave preocupación por la integridad física y psicológica de los abogados y trabajadores de la Asociación para una Sociedad más Justa (ASJ) así como por las alegaciones de que los sucesos arriba mencionados pudieran estar relacionadas con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos, en particular con sus labores de investigación en casos relacionados con las actividades de la empresa de seguridad SETECH. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en Honduras.

Observaciones

1022. La Relatora Especial lamenta que, en el momento de finalizar este informe, no se había recibido respuesta a las cuatro comunicaciones enviadas durante el periodo del presente informe ni tampoco a sus comunicaciones enviadas en el periodo anterior. La Relatora Especial considera que el responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato es por ello que insta al Gobierno de Honduras a que le proporcione una respuesta acerca de los casos mencionados.

1023. La Relatora Especial reitera su especial preocupación por el contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en Honduras incluyendo asesinatos y actos de hostigamiento e intimidación, en particular para los periodistas, jueces y abogados así como defensores que trabajan documentando violaciones ocurridas durante las protestas pacíficas relacionadas con el golpe de Estado de 2009.

Hungary

Urgent appeal

1024. On 3 of November 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent a urgent appeal to the Government regarding the situation of Dr. **Ágnes Geréb**, an obstetrician, gynecologist and midwife, founder of the Napvilág Birthing Centre, and advocate for women's home-birth rights in Hungary. As an internationally respected expert on home birth, Dr. Geréb regularly attends supports and contributes to conferences on home-birth rights both in Hungary and internationally. The Napvilág Birthing Centre provides education courses for expectant parents.

1025. According to the information received, Dr. Ágnes Geréb is currently imprisoned on charges of endangering life during the exercise of her profession following arrest on 5 October 2010. It is alleged that Dr. Geréb, who is 59 years old, has been subjected to humiliation and ill-treatment in detention since her arrest.

1026. Dr. Geréb was arrested on 5 October 2010 at the Napvilág Birthing Centre, Alma utca, Budapest, after assisting the delivery of a premature child. It is reported that when the expectant mother – who had been advised by Dr. Geréb to give birth in hospital because of certain conditions present during the pregnancy – arrived at the Centre for a routine consultation and examination. It was found that she was in an advanced stage of labour, and the child was born extremely rapidly. An ambulance was immediately called as the midwives began to assist the mother. The ambulance arrived approximately twenty minutes later, followed by the police.

1027. Upon arrival, the police demanded the identification papers of all persons present, including the father of the child, the health professionals, and families taking part in a parental class on the premises. Dr. Geréb and two other midwives were subsequently taken into custody.

1028. It is alleged that, since her arrest, Dr. Geréb has been subjected to humiliation and ill-treatment while in detention. On 12 October 2010, Dr. Geréb appeared in an open court for the first time, restrained by both handcuffs and foot shackles. According to reports, the shackles were applied so tightly that they created a 10cm open wound on her ankle, and Dr. Geréb's requests for the shackles to be loosened had been denied. Upon being questioned by the judge as to whether the shackles were necessary, in light of the fact that she had

made no attempt to escape, Dr. Géreb's guards replied that "it had been ordered". Furthermore, a member of a Hungarian political party who visited Dr. Geréb in detention has reported that Dr. Geréb is subjected to nude, full body cavity searches before and after receiving visitors. It is reported that the authorities have since prevented any further visits to Dr. Geréb from parliamentary representatives. Dr. Geréb is granted only one visit a month from family members, and one ten-minute phone call per week.

1029. In January 1998, Hungarian Parliamentary Civil Rights Commissioner, Dr. Péter Polt, ruled that women have the right to choose to give birth at home, and that the State is obliged to regulate home births. The decision was based in the woman's right to self-determination in accordance with, inter alia, Articles 8, 54, 66 and 70/D of the Hungarian Constitution. However, it is reported that the State's continued refusal to regulate home birth serves to de facto criminalize the work of independent midwives such as Dr. Geréb. The Hungarian Public Health Authority (ANTSZ) requires independent midwives to have one of their licenses to legally work in a home environment; however, such licenses are allegedly not granted, as successive governments have failed to recognize independent midwives as a professional group, notwithstanding the aforementioned ruling. Consequently, while it is legal for a woman to give birth at home unassisted, it is illegal for her to do so with the help of an independent midwife. Before her arrest, four further cases involving Dr. Geréb and other midwives (all facing charges of "having endangered life during the exercise of one's profession") had reached the criminal court. The court has reportedly decided to hear all the cases together as a single case.

1030. Serious concern was expressed at the physical and psychological integrity of Dr. Geréb given the allegations received indicating ill-treatment during her detention. Further concern was expressed that the arrest, detention, and charges against Dr. Ágnes Geréb may be related to her legitimate and peaceful activities in defense of human rights, more specifically, in defense of women's rights.

Response from the Government

1031. In letters dated, 1 December 2010, and 20 December 2010, the Government responded to the communication sent on 3 November 2010.

1032. Pre-trial detainee Dr. Ágnes Geréb was admitted to the Fovárosi Büntetés-végrehajtási Intézet (Budapest Capital Remand Prison) on 8 October 2010. She was escorted to the Budapest Capital Court on 12 October 2010 at 8.30 hours for the first time. According to Article 48 of Decree 6/1996 (VII.12) of the Minister of Justice on the rules of implementing custodial sentences and pre-trial detention, handcuffs, one-wrist cuff with strap held by the officer, and leg shackles were applied as movement restriction tools. The use of such combination of movement restriction tools was decided by the prison authorities on the basis that the prisoner had been admitted only four days before, and a risk assessment had not yet been completed by that time.

1033. Further reason for applying these measures was that the case of the detainee generated significant media attention and an unpredictable number of protesters were expected in the area of operation. Therefore the prison authorities had to ensure safety taking into consideration such conditions. It is a basic requirement of the Prison Service that the prisoners should be kept safely in order to guarantee the success of criminal procedure both, as a whole and individual procedural actions thereof. To this end, it can exclusively apply means regulated by law, and upon application thereof individual circumstances should be taken into consideration, as well. Accordingly, relevant regulation on using movement restriction tools requires an individual decision to be taken in each case based on the assessment of the detainee concerned.

1034. Application of security measures may seem exaggerated from an external point of view, however taking into account that neither the reaction of the detainee, nor that of the public were foreseeable, the measures for application of movement restriction tools cannot be challenged from the point of view of security, nor do they infringe the applicable rules.

1035. During the course of the court hearing, the judge ordered the prison service officer (female) to remove the handcuffs. The judge also inquired about the reason for applying the leg shackles. The judge accepted the officer's response and made no further decision on the removal of the leg shackles. According to Article 48 (5) of above mentioned Decree, the judge is fully authorised to decide on the use of movement restriction tools which must be executed by the prison service officer without consideration.

1036. As the judge made no altering decision on the application of the leg shackles, the prison service officer made no omission in that respect. It was only after the court hearing upon return to the prison that the detainee indicated to the prison service officer that the shackles hurt her right ankle. The tool was removed immediately and the prisoner was escorted to the medical unit. The medical report, dated on the same day, describes the following injuries in connection with the use of leg shackles and the Government provided the information contained in it.

1037. On the command of the deputy governor of the prison, the medical examination has been repeated on 13 October 2010. On the latter occasion the (following) injuries had been recorded (and the Government provided the information).

1038. The doctor anticipated a seven-day healing period for these injuries as a normal healing procedure if there is no complication.

1039. On admission, Dr. Ágnes Geréb was required to undergo a compulsory medical examination. The aim of such check-up is to examine and decide on whether the detainee can be admitted to community and to establish if there have been any visible injuries on the detainee. Neither on this nor on any other occasion did Dr. Geréb have to undergo any body cavity search, nor was Dr. Geréb stripped naked.

1040. The detainee's connection with her family is normal; she regularly uses all authorised forms of maintaining contact with her family. She received two parcels from her daughter on 27 October 2010 and was visited by her mother and son once on 2 November 2010. Her legal representatives have visited her in the detention centre 11 times.

1041. Before every visit each prisoner should be searched, clothes and pockets are examined as a security measure. The search shall be performed by an officer of the same sex and in a decent manner.

1042. The pre-trial detainees as well as the non-working convicted prisoners are allowed to make telephone calls three times a week. The duration of each call may not be more than 10 minutes. They are allowed to talk to their relatives who are not excluded from contact and their legal representatives. Within the 10 minute call period, they can make as many calls as they wish. Dr. Geréb has been permitted these measures each time.

1043. On 25 October 2010 at 16.05 hours two members of the Hungarian Parliament representing the political party entitled as "Lehet Más a Politika" (LMP) wanted to visit the detainee, but they failed to present any documentation reflecting the objective of their visit. The deputy governor refused permission based on the verdict issued by the Prosecutor Highest Office No. Bv. 2761/2009. Accordingly, an MP can visit a pre-trial detainee in certain, justified cases even without the permission of the prosecutor or the judge as a member of a Parliament's committee, if authorised and mandated with specific task by the Parliament's committee concerned.

1044. On 27 October 2010, the chairperson of the Committee of Human Rights, Minority, Civil and Religious Matters of the Parliament delegated two MPs to gain information on the conditions of Dr. Geréb's arrest and detention, and to that end to maintain regular contact with Dr. Geréb. The letter of authorization was sent to the prison authorities. After issuance of the letter of authorization by the chairperson of the Committee of Human Rights, Minority, Civil and Religious Matters of the Parliament regular visits to Dr. Geréb by the MPs are ensured by the prison authorities.

1045. It can be concluded from the above that Dr. Geréb is currently under pre-trial detention, however Dr. Geréb has not been subjected to humiliation and ill-treatment in detention since her arrest. Dr. Ágnes Geréb has not submitted any complaint relating to her treatment in prison since her arrest.

1046. On 13 October 2010, political party "LMP" submitted an interpellation to the Minister of Interior criticizing the alleged strip- and body cavity search, and the application of movement restriction tools, especially the use of leg shackles. The State Secretary of the Ministry of Interior responded to the interpellation. On 14 October 2010, the legal representative of the detainee addressed the governor of the prison concerning the circumstances of the court escort and the medical examination. The governor gave full response to the inquiry.

1047. In relation to the interpellation, the Minister of Interior ordered the Director General of the Prison Service to carry out an investigation of the case. As a result, the application of movement restriction tools may appear to be an exaggerated demonstration of force, however there was no infringement of regulations and rules in connection with their application.

1048. Removal of the leg shackles was not specifically ordered by the judge at the court hearing. Consequently, the prison officer did not commit any omission.

1049. As the detainee herself stated in the records, no strip search or body cavity examination had been carried out during her detention in the prison.

1050. According to preliminary findings, examination of clothes including strip-down applied at the police arrest premises may have not been in full compliance with relevant legal requirements, therefore thorough investigation of the case was ordered and is currently under way.

1051. The Parliamentary Commissioner for Civil Rights has launched an investigation on the subject of detention and court escort of Dr. Geréb, which is currently in progress.

1052. The legal basis of arrest and detention are provided by Act XIX of 1998 on Criminal Proceedings. The legal provisions contained in the Act and the measures based on those provisions are fully compatible with international human rights norms and standards as contained, inter alia, in the International Covenant on Civil and Political Rights and the Declaration on Human rights Defenders.

1053. For further verification, the Government included in its response, the relevant provisions of the Code on Criminal Proceedings including legislation regarding custody, Section 126 (1) (2) (3) (4) (5); Section 127 (1) (2) (3); Section 128 (1) (2) (3)

1054. Pre-trial detention: Section 129 (1) (2) (a) (b) (c) (d); Ordering pre-trial detention: Section 130 (1) (2) (3); Terms of the pre-trial detention: Section 131 (1) (2) (3) (4); Section 132 (1) (a) (b); (2) (3) Section 133 (1) (2); Section 134; Section 135 (1) (2) (3) (4) (a) (b) (c); Section 136 (1) (2) (3).

Observations

1055. The Special Rapporteur thanks the Government for the detailed responses received both on 1 December 2010 and 20 December 2010 to her communication dated 3 November 2010. Notwithstanding the information provided by the Government, the Special Rapporteur reiterates her concern that the arrest and detention of Dr. Ágnes Geréb may be linked to her work in the defence of human rights.

India

Urgent appeal

1056. On 23 December 2009, the Special Rapporteur sent an urgent appeal regarding **Kopa Kunjam, Alban Toppo, Sukhnath** and the **staff and members of Vanvasi Chetna Ashram (VCA)**. VCA is a human rights and development organization working with indigenous peoples in southern Chhattisgarh state. Kopa Kunjam, Alban Toppo and Sukhnath are VCA's volunteers.

1057. According to the information received, on 10 December, Kopa Kunjam and Alban Toppo were allegedly arrested and detained at Bhairamgarh police station. It was reported that they were beaten by the police during their detention. Alban Toppo was later released while Kopa Kunjam was allegedly charged with murder, waging war against the state and illegally carrying a weapon and held in detention since then.

1058. On 14 December, 39 women's defenders were allegedly harassed and prevented to join a march organized by VCA in relation to populations affected by the conflict in southern Chhattisgarh.

1059. On 16 December, a District Magistrate allegedly refused to authorize a demonstration organized by VCA calling for the implementation of an order of the Supreme Court of India. The Court order provided for the rehabilitation and compensation of indigenous peoples displaced by the elements of the Salwa Judum movement. On the same day, the founder of VCA, Mr. Humanshu Kumar, was informed that pressure were made upon the VCA's landlord to evict the organization from its headquarters.

1060. It was also alleged that the national government blocked VCA's access to foreign funding in January 2009. Furthermore, in July 2009, a VCA volunteer, Sukhnath was allegedly arrested and detained by elements of a state-backed militia. He is reportedly still held in detention. It was alleged that these acts are related to VCA documenting human rights abuses committed against the indigenous peoples by security forces and state-backed militias in Chhattisgarh state.

1061. Concern was expressed that the arrest of Alban Toppo, the detentions of Kopa Kunjam and Sukhnath and the acts of intimidation against the 39 women's defenders might be directly related to their work in defense of human rights. Given the brutal circumstances of the detention of Kopa Kunjam, concern was expressed about the physical and psychological integrity of Kopa Kunjam. More generally, further concern was expressed about the acts of intimidation and harassment against VCA, its employees and members.

Responses from the Government

1062. In a letter dated 30 December 2009, the Government acknowledged receipt of the appeal.

1063. In a letter dated 4 June 2010, the Government informed the Special Rapporteur that it had had the matter examined and the communication was found to be inaccurate. The subject, Alban Toppo, was permitted to stay at the police station at his own request in writing in view of threats to his security. Further, the allegations of misconduct by the police against the subjects are incorrect.

Urgent appeal

1064. On 5 February 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding Mr. **Devi Singh Rawat**. Mr. Singh Rawat is a lawyer and human rights defender based in Rajasthan, India, working particularly on the issue of torture. From 2006-2008 he worked with the National Project on Prevention of Torture (NPPT) in India, including participation in training sessions.

1065. According to the information received, on 5 January 2010, Mr. Singh Rawat filed a complaint against officers from Adarsh Nagar Police Station in the Ajmer District of Rajasthan, alleging that two individuals, Mr. Gopal Swaroop and a Mr. Rajkumar, had been subjected to acts of torture. He filed his complaint before Judicial Magistrate No. 4, naming police officers Mr. Ramjan Khan, Mr. Sajjan Singh and Mr. Karan Singh as the alleged offenders. The court recorded statements by the complainants and witnesses under sections 200 and 202 of the Code of Criminal Procedure, and adjourned the case until 11 February 2010 to allow for further investigation. The complaint was filed by Mr. Singh Rawat on behalf of a request by the State Law Officer of NPPT.

1066. On 30 January 2010, Mr. Singh Rawat was allegedly summoned by SHO Rajendra Singh Rawat of Adarsh Nagar Police Station, where he was asked to withdraw the complaint, or face consequences as a result. However, Mr. Singh Rawat refused to do so.

1067. On 31 January 2010 at approximately 11:00am, a fight broke out between police officers and members of the public during elections for Panchayati Raj Institution (PRI) (a local governance body) in Palra Village, which falls within the jurisdiction of Adarsh Nagar Police Station. It is reported that several voters who had travelled to Palra from Khajpura village were arrested by Adarsh Nagar police and prevented from casting their votes. The police allegedly attempted to seize their vehicle, leading to a scuffle which developed into a fight between the police and voters. A police vehicle was damaged and several individuals received minor injuries. Approximately 20 people were arrested at the scene and several had charges filed against them.

1068. Mr. Singh Rawat was not present at the scene at the time of the incident, and is resident in another area. He was therefore not reportedly connected in any way to the election under way in Palra village. However, he was arrested later that day, in relation to the violence, at his residence and taken to Adarsh Nagar Police Station. His relatives were not informed of his arrest. It has been reported that the police physically assaulted and abused Mr. Singh Rawat and up to 15 other detainees upon arrival at the police station. Whilst in detention they were forced to remove their clothes and were then photographed. These photographs were later provided to the press.

1069. Mr. Singh Rawat was charged with “Voluntarily causing hurt to deter a public servant from his duty” and “Assault or criminal force to deter a public servant from the discharge of his duty” under Sections 332 and 353 of the Indian Penal Code (IPC) and under Section 3 of the Protection Against Property Damage Act for “mischief causing damage to public property”.

1070. During a hearing to remand the detainees into custody on 1 February 2010, a bail application was filed on behalf of Mr. Singh Rawat. The hearing was held before Judicial Magistrate No. 5, Mr. Mhendra Dabi, as the presiding officer of the original Jurisdictional Court No 4, Mrs Neelam Sharma, was on leave. Mr Mhendra Dabi refused Mr. Singh Rawat's bail application and remanded the detainees into custody until 11 February 2010.

1071. A second bail application was filed later the same day before a District and Sessions Judge under Section 439 of the Criminal Procedure Code. At a hearing at 2:00p.m on 2 February 2010, Additional District and Sessions Judge No. 2, Mr. Kamal Bagadi granted bail to Mr Singh Rawat and the other detainees. Mr Singh Rawat and the others were released from the Central Prison in Ajmer at 6:30p.m that evening. Charges remain pending against all of the detainees.

1072. Concern was expressed that the arrest of and charges against Mr Devi Singh Rawat, in addition to his reported ill-treatment while in detention, might be related to his work in defence of human rights, particularly his work against torture and for speaking out against violations of human rights by the authorities.

Responses from the Government

1073. In a letter dated 20 April 2010, the Government acknowledged receipt of the appeal.

1074. In a letter dated 9 December 2010, the Government informed that the initial investigation shows that the subject was arrested as per procedure laid down by the law. The matter is *sub judice*.

Urgent appeal

1075. On 8 April 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography, sent an urgent appeal regarding acts of intimidation and threats against Mr. **Ajeet Singh** and members of the NGO **Guria Swyam Sevi Sansthan** (Guria). Mr. Ajeet Singh is a prominent human rights defender and the president of Guria, a non-governmental organization working on issues of forced prostitution and trafficking in Uttar Pradesh. Mr. Singh is also the member of the Central Advisory Committee on Combating Child Prostitution and Trafficking of Women and Children of the Government of India and of the State Monitoring Committee for the abolition of child prostitution and the exploitation of women. Guria has been running a tuition centre for 16 years in the Panchayat Bhawan community centre in Shivdaspur, Uttar Pradesh.

1076. According to the information received, on 25 March 2010, at approximately 4pm, a group of individuals entered the tuition centre run by Guria in Shivdaspur, verbally abused staff present at the premises and threatened to kill them. They also threatened Guria staff members that "they would break the arms and legs of anyone who attempted to continue teaching the children there". They have also told staff members to warn Mr. Ajeet Singh not to enter the area or he will face dire consequences. The assailants subsequently locked the premises of the tuition centre making it inaccessible for evening classes.

1077. On 29 March 2010, at approximately 1pm, staff members of Guria discovered that the door of the centre had been broken down, leaving the centre unprotected.

1078. On 5 April 2010, a group of individuals again entered the centre while the evening tuition was ongoing, ransacked the centre, beat staff members and tore their clothes.

1079. The incidents were reported to the Manduadih police station and to the Deputy Inspector General of the police in Varanasi.

1080. Concern was expressed that the intimidation of and threats against Mr. Ajeet Singh and other staff members of Guria might be related to their legitimate activities in defence of human rights, in particular in fighting against the sexual exploitation of women and children in Uttar Pradesh.

Responses from the Government

1081. In a letter dated 20 April 2010, the Government acknowledged receipt of the appeal.

1082. In a letter dated 13 December 2010, the Government informed that it had examined the complaint and found that the matter actually pertained to a property dispute which was later resolved amicably on 19 April 2010.

Allegation letter

1083. On 29 July 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an allegation letter concerning the killing of **Mr. Amit Jethwa** who was a Public Interest Law Practitioner and Right to Information Activist.

1084. According to the information received, on 20 July 2010, Mr. Jethwa was shot dead by two individuals on a motorcycle as he was leaving the Gujarat High Court building after a meeting with his lawyer. The killers allegedly left on foot leaving the motorcycle, a bag and the weapon on the scene. Mr. Jethwa died at the scene before the arrival of the ambulance.

1085. Mr. Jethwa had reportedly been denouncing corruption in the exploitation of the Gir forests and had alleged that a local Member of Parliament was running illegal mines near the same forests. Mr. Jethwa had filed a Public Interest Litigation against the State forest department concerning illegal mining in the Gir forests of Junagadh district on the Kathiawar peninsula in Western Gujarat.

1086. Concern was expressed that the killing of Mr. Jethwa might have been related to his work in exposing corruption and denouncing illegal mining.

Response from the Government

1087. In a letter dated 20 January 2011, the Government informed that the alleged incident is under investigation and five of the six accused have been arrested. At the same time, all efforts are being made to arrest the sixth accused who is absconding.

Urgent appeal

1088. On 29 July 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Chair-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal concerning the situation of **Mr. Mian Abdul Qayoom**, President of the Jammu and Kashmir High Court Bar Association, Srinagar, and **Mr. Ghulam Nabi Shaheen**, General Secretary of the Bar Association.

1089. According to the information received, on 7 July 2010, the house of Mr. Mian Abdul Qayoom was allegedly raided by the police. He was reportedly arrested under the Jammu and Kashmir Public Safety Act of 1978 (PSA), which allows for detention of suspects for up to two years without charge or trial, and taken to Hiranagar Jail in Jammu. On 20 July 2010, a first hearing took place and there was a request to transfer Mr. Mian Abdul Qayoom to Srinagar Central Jail, which was reportedly denied. Mr. Mian Abdul Qayoom is accused of political activities in support of secession within his role in the Bar Association and of instigating mass protests. A next hearing is scheduled for 29 July 2010.

1090. On 18 July 2010, Mr. Ghulam Nabi Shaheen was allegedly arrested and taken to the District Jail in Rajouri. He is reportedly being accused under the PSA of having organized public demonstrations calling for the release of Mr. Mian Abdul Qayoom.

1091. It is alleged that these detentions follow the legal assistance provided by Mr. Mian Abdul Qayoom and Mr. Ghulam Nabi Shaheen to individuals arbitrarily detained under the PSA as well as their work on alleged human rights violations including enforced disappearances in Kashmir.

1092. Concern was expressed that these arrests and detention might have been related to the activities of Mr. Mian Abdul Qayoom and Mr. Ghulam Nabi Shaheen in defence of human rights.

Response from the Government

1093. In a letter dated 6 December 2010, the Government informed that the subjects, who are involved in secessionist activities as also other acts highly prejudicial to the security of the state, were arrested following due procedure as laid down by the law and produced before the court. The matter is *sub judice*.

Urgent appeal

1094. On 18 August 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the situation of Ms. **Bharathi Pillai**, Ms. **Niharga Priya**, Ms. **Sudha**, Mr. **Gnana Diraviam**, and Mr. **Anandan**, participants of a human rights training course organized by the non-governmental organizations the Dalit Foundation (DF) and People's Watch (PW), from 11 to 20 August 2010, in Nagamalai Puthukottai, near Madurai in Tamil Nadu. The DF works to eliminate caste discrimination and caste-based violence, with a particular emphasis on Dalit women and manual scavengers, and the PW provides legal support and human rights education.

1095. According to the information received, on 15 August 2010, around 6.30 p.m., as part of their fieldwork exercise, Ms. Bharathi Pillai, Ms. Niharga Priya, Ms. Sudha, Mr. Gnana Diraviam, and Mr. Anandan went to the Veeravanallur Police Station, in Tirunelveli District of Tamil Nadu, to gather information in relation to allegations of torture of a Dalit youth by police officers at the station. The five human rights defenders identified themselves, and requested permission to Ms. P. Roswin Savimo, Sub-Inspector of police, and Mr. T. Murugesan, Inspector of police, to be provided with documents relating to the case. As a result, they were questioned and kept in the police station. It is alleged that Mr. Murugan is one of the alleged perpetrators in this case.

1096. Later in the evening, Ms. Bharathi Pillai, Ms. Niharga Priya, and Ms. Sudha requested to leave the police station and come back the next day, but Mr Ramu, Deputy

Superintendent of Police of Ambasamudram, refused, arguing that they had to be further questioned. Mr. Gnana Diraviam then tried to call a program assistant from the training program, but his mobile phone, as well the phones belonging to the other defenders, got confiscated. The five defenders were taken to separate rooms to get their identification marks, and were kept in the police station until 11 p.m.

1097. At 11.45 p.m., the group of defenders arrived under police escort at the house of the Judicial Magistrate in the nearby town of Cheranmahadevi in order to be remanded into judicial custody. They were charged with using the Indian Penal Code under Section 170 (impersonating a public servant), Section 353 (assault or criminal force to deter a public servant from discharge of his duty), Section 416 (cheating by impersonation) and Section 506 (punishment for criminal intimidation). They learnt that the complainant in the case against them was Ms. P. Roswin Savimo. The group was then taken to the hospital for medical examination. The three women defenders were then transferred to Kokarakulam Women's Sub Jail in the city of Tirunelveli, and the two male defenders were taken to Ambasamudram Sub Jail.

1098. During the evening, staff members of PW tried to call the Veeravanallur Police Station to enquire about the situation of the five defenders, in vain. One staff went to the police station to meet the group, but was asked to sign some papers without being told what they were and then to leave the station immediately.

1099. Finally, it is reported that in the case remand report, Mr. Henri Tiphagne, Executive Director of PW-India, Member of the Executive Committee of the Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA), and a member of the Asian NGOs Network on National Human Rights Institutions, was referred to as an "absconding accused", although no charges had been filed against him, nor was he present at the police station at the time of the arrest of the five defenders.

1100. Serious concerns were expressed that the arrest and detention of Mr. Gnana Diraviam, Mr. Anandan, Ms. Bharathi Pillai, Ms. Niharga Priya, and Ms. Sudha, and the charges brought against them, might have been related to their legitimate human rights activities. Further concerns were expressed for the physical and psychological integrity of the five human rights defenders.

Allegation letter

1101. On 22 October 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an allegation letter concerning **the killing of civilians** by military and police forces in Jammu and Kashmir. We would also like to bring your attention to allegations received that journalists and human rights defenders are being targeted by the authorities in relation to their work in the promotion and protection of human rights.

1102. According to information received, between 1 January and 8 August 2010, 84 civilians, 120 persons identified as militants, and 66 Indian forces personnel have been allegedly killed. It is reported that those killed by the Central Reserve Police Force (CRPF), police and army personnel were predominantly young Muslim men.

1103. "Encounter killings" are also allegedly used by security forces to create the impression of a national threat and the extension of cross-border terrorism. On 30 April 2010, for example, Indian Armed Forces claimed that three "foreign/infiltrating militants" (from Pakistan) were killed in an "encounter" in Machil sector, Kupwara district, along the Line of Control (LoC). On 28 May 2010, the three victims namely Shahzad Ahmad, Riyaz Ahmad, and Mohammad Shafi were reportedly authenticated as "fake encounter" killings.

Over 20 persons were killed in “encounters” in April-May 2010, and each “encounter” was reported as necessary to combating “infiltrating militants”.

1104. There have also been widespread protests against “militarized governance” in the Jammu and Kashmir. The military and police forces are said to be targeting unarmed and peaceful protesters and often have used live ammunition on protesters. Civilians have reportedly reacted to this through stone pelting, damaging State property and arson. In several instances this has resulted in injury to some members of the security forces.

1105. In addition, State authorities have reportedly been targeting journalists and human rights defenders as a means of preventing them from discharging their functions. For example Advocate Mian Qayoom, President of the Jammu and Kashmir High Court Bar Association in Srinagar and also a human rights defender, was arrested allegedly because of his legal advocacy for the detained and disappeared in Jammu and Kashmir, his offer of legal counsel to dissenters against the Indian state, his arguments against the indiscriminate use of the Jammu and Kashmir Public and Safety Act (PSA), his investigations into allegations of abuse by the Indian military and police, his articulation of Jammu and Kashmir as a disputed territory, and his support of self-determination. On 18 July 2010, Advocate Ghulam Nabi Shaheen, General Secretary, Jammu and Kashmir High Court Bar Association, Srinagar, and a human rights defender, was arrested under the same Act (PSA).

1106. The mandate-holders have appended the following annex to this communication summarizing alleged killings that occurred between 11 June and 8 August 2010. They would like to seek from the Government information on the inquiries into the protests and their outcomes, on the measures taken to hold those responsible for killings accountable, and on the measures taken to prevent the recurrence of such acts. They would also like to enquire about allegations received that journalists and human rights defenders are being targeted by the authorities in order to prevent them from carrying out their work in defense of human rights.

1107. Annex: List of alleged victims of excessive use of force - According to information received, it is alleged that:

1108. On 11 June 2010, **Mr Tufail Ahmad Mattoo**, aged 17-years, a resident of Saida Kadal, Srinagar, was allegedly killed by personnel of the Jammu and Kashmir Police. According to information received Mr. Mattoo was walking with his peers, when police pursued them. He was fired upon by the police near the Gani Memorial Stadium. He was taken to the Shri Maharaja Hari Singh Hospital in Srinagar (SMHSH) by community members, where he was declared dead on arrival. An autopsy that was conducted indicated that the cause of death was the result of a tear gas canister.

1109. On 12 June 2010, **Mr. Muhammad Rafiq Bangroo**, aged 24-years, a resident of Danamazar in Safa Kadal, Srinag, was killed by members of the CRPF. He was standing near his residence and was beaten by CRPF personnel. He died at the Sher-e-Kashmir Institute of Medical Sciences Hospital (SKIMSH) in Soura, Srinagar.

1110. On 20 June 2010, **Mr. Javaid Ahmad Malla**, aged 19-years, a resident of Palpora, Noorbagh, Srinagar, was killed by members of the Jammu and Kashmir police and CRPF. Mr. Malla was killed when police and CRPF personnel opened fire on the funeral procession of Muhammad Rafiq Bangroo. He was shot with a bullet in the neck, at Waniyar near Noorbagh and was brought to SMHSH where he died on the same day.

1111. On 20 June 2010, **Mr. Mazloom Malik**, a resident of Chuntwari, Machil, Kupwara District was fired upon in the Machil sector of the LoC. An army spokesperson stated that Pakistani troops opened fire on Indian posts and positions in Machil sector, in which Mazloom Malik and another army porter were killed. A post mortem report revealed that he

was shot from close range. Information made available indicates that they were killed in a fake encounter by personnel of the Indian Armed Forces.

1112. On 25 June 2010, **Mr. Firdous Ahmad Kakroo**, aged 16 years, a resident of Niglee, Sopore, Baramulla district was killed by a bullet fired by CRPF personnel in Jamia Qadeem, Sopore. He was killed when CRPF personnel fired upon a procession of civilians demanding the release of the bodies of two alleged militants killed in Sopore town, wanting proof that these were not possible fake encounter executions of local civilians. At this procession, protesters were pelting stones.

1113. On 25 June 2010, **Mr. Shakeel Ahmad Ganai**, aged 24 years, a resident of Lalad, Sopore, Baramulla district was killed by a bullet fired by personnel of the 177 Battalion of the CRPF in Chankhan, Sopore. He was killed when CRPF personnel fired upon a procession of civilians that was demanding release of the bodies of two alleged militants killed in Sopore town, wanting proof that these were not possible fake encounter executions of local civilians. This procession had defied curfew to attend the funeral of Firdous Kakroo who was killed in Sopore.

1114. On 27 June 2010, **Mr. Bilal Ahmad Wani**, aged 22 years, a resident of Kralteng, Sopore, Baramulla district was killed by a bullet fired into his neck by CRPF personnel in Kralteng, Sopore. Mr. Wani was killed while he was entering a mosque to offer prayers.

1115. On 28 June 2010, **Mr. Tajamul Bashir Bhat**, aged 17 years, a resident of Wadoora, Sopore, Baramulla district, was killed by personnel of the CRPF and the Special Operations Group of Jammu and Kashmir Police. He was shot by a bullet near Kapra Cinema outside the headquarters of the 92 Battalion of the CRPF. He was killed when CRPF and Special Operations Group personnel fired upon a peaceful procession of civilians. He was brought to the sub-district hospital in Sopore by community members, where he died.

1116. On 28 June 2010, **Mr. Tauqeer (Asif) Ahmad Rather**, aged 9 years, a resident of Rather Mohalla, Delina, Baramulla district was killed by CRPF personnel in Delina. He was part of a peaceful procession from Baramulla town that was proceeding on foot toward Sopore. Mr. Rather was shot by a bullet that lodged in his chest and died from the injuries sustained on his way to the district hospital in Baramulla.

1117. On 29 June 2010, **Mr. Ishtiyahq Ahmed Khanday**, aged 15 years, a resident of S. K. Colony, Islamabad, Anantnag district, **Mr. Imtiyaz Ahmad Itoo**, aged 17 years, resident of Watergam, Dialgam, Islamabad, Anantnag district and **Mr. Shujat-ul-Islam**, aged 17 years, a resident of Anchidora, Islamabad, Anantnag district were killed by police personnel in the S. K. Colony area. Eyewitnesses stated that police personnel forcibly entered a house in the S. K. Colony where the three youths had taken shelter, as police were chasing youth in the area. The police opened fire on the victims, Mr. Khanday and Mr. Itoo died immediately while Mr. Shujat-ul-Islam died on his way to the SMHSH in Srinagar. A judicial inquiry took place and indicted senior police officials however its recommendations were not implemented.

1118. On 6 July 2010, the body of **Mr Muzaddar Ahmad Bhat**, aged 17 years, a resident of Gangbug, Batamallo, Srinagar, was recovered from Doodganga Nullah stream in Baramulla district. According to local community members, he was arrested by police and CRPF personnel during civil demonstrations on the evening of 5 July 2010, and it is alleged that he had been murdered by police and/or CRPF personnel and his body been disposed of in the Doodganga Nullah. Police officials maintain that Muzaffar died of drowning in the stream. Eyewitnesses reported that Muzaffar Bhat's body bore visible torture marks and that the body, when recovered, was not swollen from the water.

1119. On 6 July 2010, **Mr Fayaz Ahmad Wani**, aged 24 years, a resident of Gangbug, Batamallo, Srinagar, was killed by a bullet fired by CRPF and/or police personnel, in

Batamaloo. The killing took place during a peaceful march to protest the death of Mr. Muzaffar Ahmad Bhat. The police and CRPF personnel used tear gas canisters/grenades and opened fire on the procession.

1120. On 6 July 2010, **Ms Yasmeen Jan**, aged 25 years, a resident of Lashman Pora Dander Khah, Batamaloo, in Srinagar, was killed by a bullet fired into her chest by CRPF and police personnel. She was shot while standing near a window inside her home.

1121. On 6 July 2010, **Mr. Abrar Ahmad Khan**, aged 16 years, a resident of Maisuma Bund, Srinagar, was killed by a bullet fired into his neck by CRPF and police personnel at Maisuma Bund, at a small protest gathering mourning the death of Muzaffar Bhat and Fayaz Wani. The protesters were pelting rocks.

1122. On 17 July 2010, **Mr Faizan Ahmad Bhuroo**, aged 13 years, a resident of Jalal Sahib, Baramulla district, drowned as he jumped into the Jhelum river in Baramulla at Azadgunj Bridge when Special Operations Group personnel attempted to arrest him. The incident took place when he was returning home from the Main Chowk in Baramulla.

1123. On 19 July 2010, **Mr Fayaz Ahmad Khanday**, aged 23 years, a resident of Binner, Baramulla district was killed by a bullet fired by CRPF and police personnel who fired at a peaceful funeral procession in Baramulla. Those in the funeral procession were on their way to the District Commissioners Office to lodge a protest when they were attacked by CRPF and police personnel. The protesters pelted stones and the police opened fire killing Fayaz Ahmad.

1124. On 25 July 2010, **Mr Tariq Ahmad Dar**, aged 17 years, a resident of Panzala, Rafiaband, Baramulla district, was killed in police custody at Panzala Police Station. The police stated that he had committed suicide and that he was a drug addict. Reports indicated that his body, which was recovered from the holding cell at Panzala Police Station, had visible marks of torture on the neck and back. The victim was arrested on 18 July 2010, on uncorroborated charges of being an operative of a group known as Lashkar-e-Toiba.

1125. On 30 July 2010, **Mr. Muhammad Ahsan Ganie**, aged 45 years, a resident of Amargarh, Sopore, Baramulla district, and **Mr. Showkat Ahmad Chopan**, aged 17 years, a resident of Amargarh, Sopore, Baramulla district, were killed by bullets. The incident took place when CRPF personnel attacked people headed towards the Krankshivan Colony to offer Friday prayers at the local mosque, near Taqwa Masjid located between Krankshivan and Amargarh localities in Sopore town.

1126. On 30 July 2010, **Mr. Adil Ramzan Sheikh**, aged 13 years, a resident of Pattan, Baramulla district and **Mr. Nazir Ahmad Mir**, aged 23 years, a resident of Sheeri, were killed by a bullet fired by CRPF personnel. They were part of a demonstration dissenting the killings at Sopore and the firings at Chanapora in Srinagar. After the attack of the Pattan Police Station, the demonstrators set fire to a building and two vehicles, in response CRPF personnel opened fire. Nine police officers that were inside were rescued. The victims died at SKIMSH in Srinagar.

1127. On 31 July 2010, **Mr. Javaid Ahmad Teli**, aged 20 years, a resident of Bungalbagh, Baramulla district, was killed by a bullet that lodged in his head, fired by personnel of the Special Operations Group. The incident took place at the Cement Bridge in Baramulla town and at the moment of the firing, there were no protests or stone pelting. The victim died at SKIMSH in Srinagar.

1128. On 31 July 2010, **Mr. Mudasir Ahmad Lone**, aged 17 years, a resident of Herpora, Naidkhai, Sumbal, Bandipora district, was killed by a bullet fired by CRPF and police personnel. He was participating in a protest dissenting the unprovoked beating of boys playing in the ground opposite the Indian Reserve Police camp at Naidkhai. The protest was

stopped and attacked by CRPF and police personnel. In response the protesters attacked the Indian forces camp at Naidkhai.

1129. On 1 August 2010, **Mr. Nayeem Ahmad Shah**, aged 20 years, a resident of Pampore, Pulwama district and **Mr. Rayees Ahmad Wani**, aged 18 years, a resident of Pampore, Pulwama district, were killed by bullets fired by CRPF personnel. The deceased were among the people who were holding demonstrations on the highway and staged a peaceable sit-in against the repression by Indian forces in Kashmir. CRPF and police personnel attacked the sit-in.

1130. On 1 August 2010, **Ms. Afroza Teli**, aged 15 years, a resident of Khrew, Pulwama district, was killed by a bullet that lodged in her head, fired by CRPF and/or Special Operations Group personnel. She was participating in a peaceful demonstration. Ms. Teli died at SKIMSH in Srinagar.

1131. On 1 August 2010, **Mr. Javaid Ahmad Sheikh**, aged 18 years, a resident of Wuyan, Pampore, Pulwama district, and **Mr. Muhammad Amin Lone**, aged 22 years, a resident of Shalnag, Khrew, Pulwama district, were killed and dozens injured in a blast at the Special Operations Group camp of Jammu and Kashmir Police at Khrew, Pulwama district, after civilians, largely youth, set it on fire following the killing of Afroza Teli and two young men by police and CRPF personnel earlier that day. The Special Operations Group camp contained an armory of explosives. Local community members alleged that the explosives had been readied and triggered by Special Operations Group personnel to harm the protesters. No Special Operations Group officers were injured or killed during the incident.

1132. On 1 August 2010, **Mr. Riyaz Ahmad Bhat**, aged 25 years, a resident of Khrew, Pulwama was shot in the head CRPF and police personnel. He died on 3 August 2010, at SKIMSH in Srinagar. He was marching with peaceful protesters to express solidarity with family members of victims killed the same day, when police and CRPF troops opened fire on them.

1133. On 1 August 2010, **Mr. Tariq Ahmad Dar**, aged 17 years, a resident of Semthan, Bijbehara, Anantnag district, was shot in the head by CRPF and/or police personnel. He was among the people who were protesting the actions of the Indian security forces the Kashmir, where a large demonstration was taking place.

1134. On 2 August 2010, **Mr. Basharat Ahmad Reshi**, aged 14 years, a resident of Wachi, Sangam, Anantnag district, was killed by a bullet fired by police personnel, while he was going to join a protest. Local community members stated that a policeman fired upon him and subsequently his body was thrown into the Jehlum River.

1135. On 2 August 2010, **Mr. Irshaad Ahmad Bhat**, aged 17 years, a resident of Reshipora, Sangam, Anantnag district, was killed by a bullet fired by CRPF and police personnel.

1136. On 2 August 2010, **Mr. Ashiq Hussain Bhat**, a student in the ninth grade, resident of Kulgam, Anantnag district and **Mr. Rameez Ahmad Bhat**, aged 6 years, a resident of Kulgam, Anantnag district, were killed by bullets fired by CRPF personnel. The CRPF personnel opened fire on peaceful protesters at Chawalgam village as they proceeded toward Kulgam town.

1137. On 2 August 2010, **Mr. Hafiz Muhammad Yaqoob Bhat**, aged 22 years, a resident of Zadoora, Kakapora, Pulwama district, was killed by a bullet fired into his chest by CRPF and police personnel, while marching with peaceful protesters to Khrew to express solidarity with family members of victims killed on 1 August 2010.

1138. On 2 August 2010, **Mr. Khursheed Ahmad War**, aged 27 years, a resident of Shumnag, Kralpora, Kupwara district, was killed by a bullet of CRPF personnel when they

opened fire on protesters who were part of a large demonstration near Khuzanmutti Bridge, as they marched from Kralpora.

1139. On 2 August 2010, **Mr. Sameer Ahmad Rah**, aged 9 years, a resident of Batamaloo, Srinagar, died after being beaten by CRPF personnel. According to a witness, the CRPF personnel grabbed Mr. Rah at Batamaloo and beat him to death. He was playing in the locality where a demonstration had taken place earlier that day. It is alleged that CRPF personnel beat and tortured him to death, including driving a bamboo stick into his mouth.

1140. On 3 August 2010, **Mr. Meraj-ud-Din Lone**, aged 23 years, a resident of Barthana, Qamarwari, Srinagar, was killed by a bullet fired by CRPF and police personnel, at Qamarwari. They were demonstrating peacefully.

1141. On 3 August 2010, **Mr. Fida Nabi Lone**, aged 20 years, a resident of Qamarwari, Srinagar, was hit by a bullet fired by CRPF and police personnel when they opened fire on demonstrators protesting the death of Meraj-ud-Din Lone of Qamarwari. The demonstrators were pelting stones. He died on 8 August 2010, at SKIMSH in Srinagar.

1142. On 3 August 2010, **Mr. Anis Ahmad Ganai**, aged 17 years, a resident of Dangerpora, Narwara, Srinagar, was killed by a bullet fired into his abdomen by CRPF and police personnel in Narwara near the Iddgah. He was among protesters for the killing of Meraj-ud-Din Lone. He died in SMHSH in Srinagar. The demonstrators were pelting stones. He died on 8 August 2010, at SKIMSH in Srinagar.

1143. On 3 August 2010, **Mr. Suhail Ahmad Dar**, aged 15 years, a resident of Zainakote, Srinagar, was killed by a bullet fired into his abdomen by CRPF and police personnel, at Parimpora. He was with people protesting the killing of Meraj-ud-Din Lone. The demonstrators were pelting stones. He died on 8 August 2010, at SKIMSH in Srinagar.

1144. On 3 August 2010, **Mr. Jehangir Ahmad Bhat**, aged 23 years, a resident of Chenigam Yaripora Kulgam, Anantnag district, was killed by a bullet fired by CRPF and police personnel at Kulgam. He was among the people protesting the actions of the Indian security forces in Kashmir. The protesters were pelting stones.

1145. On 4 August 2010, **Mr. Muhammad Yaqoob Bhat**, aged 20 years, a resident of Nund Resh Colony, Bemina, Srinagar, was killed by a bullet fired by personnel of a patrolling party of CRPF, while standing near his house.

1146. On 4 August 2010, **Mr. Muhammad Iqbal Khan**, aged 22 years, a resident of Lone Mohalla, Chanapora, Srinagar, died at SKIMSH. He was hit by bullets fired into his face and neck by CRPF and police personnel on 30 July 2010, in Chanapora. He was participating in a peaceful demonstration. The demonstrators were attacked by CRPF and police personnel, resulting in the death of Muhammad Khan and four others being injured. Following the shootings, protesters pelted stones.

1147. On 5 August 2010, **Mr. Shabir Ahmad Malik**, aged 30 years, a resident of Lonepora, Newa, Pulwama district, was killed by a bullet fired by CRPF and police personnel who resorted to indiscriminate firing on a peaceful sit-in at Wagoora on the outskirts of Pulwama town.

1148. On 5 August 2010, **Mr. Ghulam Nabi Badyari**, aged 48 years, a resident of Ganpatyar, Habba Kadal, Srinagar, died from a bullet wound in his abdomen fired by CRPF personnel. He was shot near his residence the previous night when there were protests being held in the vicinity. He was wounded at Ganpatya and was brought to SMHSH where he died.

1149. On 6 August 2010, **Mr. Rameez Ahmad**, aged 22 years, a resident of Mundji, Sopore, Baramulla district, was shot by a bullet fired by CRPF personnel. He was injured along with seven others at Warpora, Sopore, Baramulla district, when CRPF personnel

opened fire on a group of protesters participating in a peaceful demonstration against the repression by Indian security forces in Kashmir. He died on 7 August 2010, at SKIMSH in Srinagar.

1150. On 7 August 2010, **Ms. Aisha Shiekh**, aged 55 years, a resident of Ganpatyar, Habba Kadal, Srinagar, was shot in the chest by CRPF personnel. She was hit when travelling with her granddaughter to purchase milk. She died at Ganpatyar, on 8 August 2010, at SMHSH in Srinagar.

Response from the Government

1151. In a letter dated 3 December 2010, addressed to the United Nations High Commissioner for Human Rights, the Government apologized for the delay in acknowledging the letter of 22 October 2010, and assured that the letter had been forwarded to authorities in India for their due consideration. The Government stressed the complexity of the situation that has a strong dimension of cross-border terrorism and extremism, aimed at challenging the very idea of a secular, liberal and democratic India, as also her modest level of economic development. The Government further referred to its sensitivities on this issue and its current position on the matter.

1152. On the issue of the Armed Forces Special Powers Act, the Government assured that it is seized of the concerns that have been expressed by various quarters, including the civil society, and would give due attention to the views of the High Commissioner.

Responses from the Government to a communication sent before the reporting period

1153. In a letter dated 25 May 2010, the Government responded to the communication dated 5 November 2009 by the Special Rapporteur and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression concerning the situation of Messrs. **Chotan Das, Bhanu Sarkar and Ramesh Das**, informing that it had examined the complaint and found it to be inaccurate. Contrary to the allegation, one of the subjects, Mr. Chotan Das, was neither arrested, nor detained by any police personnel. The two other subjects mentioned in the communication, Mr. Bhanu Srakar and Mr Ramesh Das, belong to Bandi Mukti Committee that is an outfit affiliated with a banned extremist organization CPJ-Maoist, and were detained on 6 October 2009 while demanding release of some prisoners connected with another front organization controlled by this banned extremist outfit. They were subsequently released after questioning.

1154. In a letter dated 30 June 2010, the Government responded to the communication sent by the Special Rapporteur on 16 October 2009 regarding the situation of Mr **Veerakumar**, informing that it had had the matter examined and the communication had been found inaccurate. Contrary to what had been stated in the communication, a police case was duly registered on the night of the incident in Avinashipalayam police station and appropriate inquiries carried out. The accused was arrested the next day and sent for judicial remand, subsequent to which he was released on bail. Upon completion of investigation, a charge-sheet was filed on 31 March 2010.

1155. In a letter dated 6 December 2010, the Government responded to the communication dated 24 September 2009 sent by the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of indigenous people, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, concerning regarding the arrests of Mr.

Jiten Yumnam, Ms. Longjam Memchoubi, Mr. Likmabam Tompok, Mr. Amom Soken, Mr. Irom Brojen, Mr. Thiyam Dinesh, Mr. Chung-shel Koireng, Mr. Taorem Ramananda and Mr. Samjetshabam Nando. The Government informed that it had examined the communication and found its chief to be inaccurate. The investigation into the matter, including those of relevant medical records, showed that the subject was not tortured by the police. Contrary to what was alleged in the communication, the medical certificate concerning the subject does not state the subject had been treated for any electric shocks.

Observations

1156. The Special Rapporteur thanks the Government for its responses, as well as for extending an invitation to her to visit India from 10 to 21 January 2011, and for its exemplary cooperation throughout the mission. She wishes to make reference to her statement made at the end of her mission, which contains her preliminary observations and recommendations.³ A full report, with final conclusions and recommendations, will be presented to the Human Rights Council in March 2012.

Indonesia

Urgent appeal

1157. On 26 March 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of participants to an Asian regional meeting of the **International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA)**.

1158. According to the information received, on 26 March 2010, more than 150 human rights defenders representing 100 organizations from 16 Asian countries gathered in Surabaya to participate in a three-day Asian regional meeting of the ILGA.

1159. In response to protests by conservative Muslim groups and the Indonesian Ulema Council, the police reportedly ordered the cancellation of the conference, and national and international participants were ordered to leave the conference hotel.

1160. At the time of drafting the present appeal, a group of militant fundamentalists was inside the hotel, attempting to identify conference participants, by conducting a room-by-room search.

1161. According to various reports, the police were not taking any measure to ensure the safety of the participants.

1162. Grave concern was expressed for the physical and psychological integrity of the participants of the ILGA meeting. We remind the Government of Indonesia of its responsibility under international human rights law to ensure the safety of the participants.

³ See the full statement of the Special Rapporteur, New Delhi, 21 January 2011: <http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=10660&LangID=E>

Observations

1163. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communication dated 26 March 2010. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments with her mandate.

1164. The Special Rapporteur reiterates her concern regarding the allegations in this communication, particularly taking in to account the number of human rights defenders present at the LGBT gathering. Moreover, she is also concerned about reports that police did not take measures to ensure that those present were offered adequate protection. As such, she urges the Government to provide information about the allegations at its earliest convenience.

Iran (Islamic Republic of)

Urgent appeal

1165. On 21 December 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government concerning Mr. **Jafar Ebadi**, Ms **Noushin Ebadi**, Mr. **Javad Tavassolian**, who are family members of Ms. **Shirin Ebadi**, Nobel Peace Prize Laureate and prominent human rights defender.

1166. According to information received, on 18 December 2009, Mr. Jafar Ebadi, the brother of Ms. Shirin Ebadi, was interrogated in the Ministry of Information for about two hours. He has allegedly been put under severe pressure to confess that Ms. Shirin Ebadi's statement about the confiscation of her Nobel Peace Prize by the Iranian Government was not true and that the husband of Ms. Ebadi, Mr. Javad Tavassolian, had not been beaten.

1167. Ms. Noushin Ebadi, who is the sister of Ms. Shirin Ebadi, received a phone call from the Ministry of Information on the same day, summoning her to the Ministry. When she refused to comply, she was allegedly threatened that she would be arrested next week.

1168. The Nobel Peace Prize medal and accompanying diploma, as well as Ms. Ebadi's French Legion d'Honneur award and a ring given her by the German association of journalists were allegedly seized early November 2009 from a safe deposit box in Tejarat Bank in Tehran. Moreover, Ms. Ebadi's financial accounts have also been frozen, on charges that she had failed to pay taxes on her Nobel Peace Prize award, although the award is exempt from tax under Iranian law.

1169. Concern was expressed that the interrogation and intimidation of family members of Ms. Shirin Ebadi may be in connection with her activities in defence of human rights, and her public statements denouncing the confiscation of her awards and the freezing of her accounts by the Government of the Islamic Republic of Iran. Further serious concern was expressed regarding the psychological and physical integrity of Ms. Shirin Ebadi and members of her family.

Response from the Government

1170. In a letter dated 7 October 2010, the Government transmitted a response to the communication dated 21 December 2009. Actions by Ms Shirin Ebadi are for the purpose of waging psychological operations against the Islamic Republic of Iran and to cover up her tax evasion and subversive activities at the Centre for Defenders of Human Rights.

1171. Her claim regarding the taking of her Nobel medal, legion d'honneur, and a ring from the bank safe deposit box is untrue. Firstly, actions by the officers were on the basis of a court order. Secondly, her safe deposit box was opened in front of her husband (Javad Tavasolian) and officers of the bank. There was only Nobel medal that was handed over to him. Other items were not in the safe deposit box and the family of Ms Shirin Ebadi denies this claim and have admitted that they have these items. The family has also said that the items in question have been clandestinely taken out of the country on two occasions at the insistence of Ms. Ebadi.

1172. Moreover, in our previous response to the report of the Secretary-General of the United Nations in 1388, we have provided our detailed response on her situation to rapporteurs, referring to the fact that she freely travels to and from the country. As the first Muslim Nobel laureate, she cannot succeed by putting the blame on others for failure without taking into account the realities of the society and religious tendencies and persuasions of the people. Providing for her safety at times that she has acted against the sanctities of the society has been very difficult for the government, but the officials have been able to tolerate the heavy burden and managed her safety in a commendable manner.

Urgent appeal

1173. On 28 December 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, and Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences sent an urgent appeal to the government regarding Ms. **Somayeh Rashidi**. Ms. Rashidi is working on women's rights and is notably supporting the One Million Signatures Campaign which purpose is to collect signatures in support of amendments of laws that discriminate against women. Members of the One Million Signatures Campaign have been the subject of previous communications sent to your Government, the most recent of which was sent on the 9 September 2008 on behalf of the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders. No response has yet been received from the Government.

1174. According to the information received, on 14 December 2009, security officials came to the house of Ms. Rashidi with a search warrant. After having searched the house, they seized her belongings. It is alleged that they refused to identify themselves.

1175. On 19 December 2009, Ms. Rashidi was summoned to the Revolutionary Courts where she was allegedly interrogated for two hours. She was then charged, detained and transferred to Evin prison.

1176. Furthermore, it is alleged that several other members of the One Million Signatures Campaign were also previously arrested and detained in April 2009. Furthermore, on 5 November 2009, more than eleven other members were allegedly summoned to the Revolutionary Courts for questioning.

1177. Concern was expressed that the arrest and detention of Ms. Rashidi might be directly related to her work in defence of human rights. More generally, further concern was also expressed about the summons and detentions of others members of the One Million Signatures Campaign.

Response from the Government

1178. In a letter dated 7 October 2010, the Government transmitted a response to the communication dated 28 December 2009.

1179. Ms. Somayeh Rashidi was arrested and detained for 48 hours on 13/8/1388 on the basis of a warrant of arrest issued by judicial authorities. After completing investigations during this time and hearing her defence arguments, she was freed for lack of evidence on 15/8/1388.

Urgent appeal

1180. On 7 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding the arrest and incommunicado detention of a large number of human rights defenders, lawyers, journalists and bloggers in the wake of the anti-government protests during the observance of Ashura on 27 December 2009.

1181. According to information received, Mr. **Reza Al-Bacha**, a Syrian journalist employed by Dubai TV, was arrested on Sunday, 27 December 2009.

1182. Mr. **Mashaallah Shamsolvaezin**, spokesperson for the Association of Iranian Journalists and the Press Freedom Committee, and the editor of reformist Iranian newspapers, was arrested on 28 December 2009 in his home by plain clothes officers. Allegedly the men did not present an arrest warrant, only a document with the heading of the Revolutionary Court, which however did contain neither his name nor any reasons for his arrest.

1183. Mr. **Badrolssadat Mofidi**, the Secretary General of the Association of Iranian Journalists was arrested on 28 December 2009.

1184. Mr. **Emadeddin Baghi**, a prominent human rights defender and the founder of the Society for the Defence of Prisoner's Rights, winner of the Martin Annals Award in 2009 and a leading advocate against the death penalty, was arrested on 28 December 2009 in his home by plain clothes officers. Mr. Baghi reportedly suffers from heart and nerve conditions which were further aggravated by his previous detentions.

1185. Ms. **Noushin Ebadi**, the sister of Nobel Peace Prize winner Shirin Ebadi, a dentistry professor, was detained on 28 December 2009 and held at an unknown location since.

1186. Mr. **Mortaza Kazemian**, a journalist working for several newspapers and reformist websites, was arrested by men in plain clothes at his home in Tehran on 28 December 2009.

1187. Ms. **Mansoureh Shojaie**, who contributes to various women's rights websites, including www.feministschool.com, was arrested in the evening of 28 December 2009.

1188. Mr. **Kivan Mehrgan**, journalist working at the daily newspaper Etemad; Mr. **Nassrin Vasiri**, journalist for the ILNA news agency and Mr. **Abdolreza Tajik**, a reporter, were also arrested on the same day.

1189. Since 28 December 2009, further arrests have also taken place, including Mr. **Hesmatollah Tabarzadi**, a student activist; Mr. **Alireza Beheshti**, director of the website Kalame and Mr. **Mostafa Izadi**, Mr. **Kevyan Mehrgan**, who are journalists. Ms. **Zohreh Tonkaboni**, member of the organization 'Mothers for Peace' and the Secretary General and Deputy Secretary General of the Cultural Foundation, Mr. **Baran Morteza Haji** and Mr. **Hasan Rasouli**, were also among those arrested.

1190. Mr. **Mohammad Sadegh Javadihessar**, columnist for the now closed daily Etemad-e Melli, was arrested on 30 December 2009, after having been summoned by the Ministry of Intelligence. It is reported that books and his computer's hard drive have also been confiscated following a search of his home.

1191. Ms. **Maryam Zia**, children's right activist, President of the NGO 'Struggle for a World Deserving of Children' and member of the 'One Million Signatures Campaign' was arrested on 31 December 2009 in her home by plain clothes officers.

1192. On 1 January 2010, Mr **Nemat Ahmad**, a lawyer representing imprisoned journalists; Mr. **Mahsa Hekmet**, journalist working for the now closed Etemad-e Melli newspaper, as well as Mr. **Mohammed Reza Zohdi**, former editor of the now closed newspaper Arya have been arrested.

1193. Ms. **Parisa Kakei**, journalist and blogger for the weblog <http://parisad.blogspot.com> was arrested on 2 January 2010 after being summoned by the Ministry of Intelligence.

1194. Concern is expressed that the arrest and detention at unknown location and without charges of the above-mentioned journalists, lawyers, bloggers and human rights defenders may be related to their activities in defence of human rights and promoting democracy in Iran. In light of their alleged incommunicado detention, further serious concern is expressed regarding the physical and psychological integrity of those arrested.

Urgent appeal

1195. On 27 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding the continuing arrests of journalists in Tehran, including Mr. **Behrang Tonekaboni**, Mr. **Kaycan Farzin**, Mr. **Azad Lotpoury**, as well as Mr. Tonekaboni's mother, Ms. **Lily Farhadpour**, member of the Iranian NGO "Mothers for Peace".

1196. According to the information received, on 5 January 2010, Mr. Behrang Tonekaboni, editor of "Farhang va Arhang", and his colleague Mr. Kayvan Farzin were arrested at their office in Tehran. Following the arrest, Mr. Tonekaboni was taken to his home, which was searched and some items, including his mother's computer, were confiscated. After his arrest, Mr. Tonekaboni telephoned his mother twice, but he was not allowed to indicate where he was. On 20 January, Ms. Lily Farhadpour was summoned to the Ministry of the Intelligence and sent home after waiting for several hours without being questioned. Later that day, she was arrested at her home. Both Mr. Tonekaboni and Ms. Farhadpour require daily medication.

1197. On 14 January, Mr. Azad Lotpoury, editor of the Kurdish and Fasi-language newspaper "Yaneh" was arrested by officers from the Ministry of Intelligence at his home in Sanandaj.

1198. Although the reasons for their arrests are not known, it is believed that they may be related to the ongoing protests against the Government in the Islamic Republic of Iran. In addition, several of the journalists arrested in Tehran are presumed to be held at section 240 of Evin prison, where they have been subjected to pressure in order to confess. However, the exact whereabouts of Mr. Tonekaboni, Mr. Farzin, Ms. Farhadpour and Mr. Lotpoury remain unknown.

1199. In light of their alleged incommunicado detention, concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr. Tonekaboni, Mr. Farzin, Ms. Farhadpour and Mr. Lotpoury.

Urgent appeal

1200. On 22 February 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government concerning the continuing arrests and detention of journalists, human rights defenders and activists, namely of Messrs. **Vahid Pourostad**, journalist, member of the editorial board of the Farhikhtegan newspaper; **Akbar Montajabi**, journalist; **Ehsan Mehrabi**, parliament reporter of the Farikhtegan newspaper; **Zainab Kazemkhah**, a reporter for the Iranian Student's News Agency (ISNA) for literature; **Ahmad Jalali Farahani**, the editor of social services of the Mehr News Agency; **Somayeh Momeni**, reporter for Nasim'e Bidari; **Ali Kalae**, **Shiva Nazar-Ahari**, **Parisa Kakaee**, **Kouhjar Ghoudarzi**, **Mehrdad Rahimi**, **Saeed Kalanaki**, **Saeed Haeri** and **Saeed Jalalifar**, all members of the Committee of Human Rights Reporters; **Maryam Ghanbari**, born in 1983, graduate of the Allameh Tabatabaee University, attorney, a member of the Iranian Bar Association and of the Maydan women's group; **Mah-Farid Mansourian**, aged 55, environmental activist; **Kaveh Ghassemi Kermanshahi**, **Maziar Samiee**, **Mahsa Jazini**, and **Somayeh Momeni**, all members of the "One Million Signatures Campaign"; **Zeinab Kazem Zadeh**; **Niloofar Laripour**, a poet and lyricist, in charge of the music section of the Chelcheragh Weekly publication; Nooshin Jafari, journalist; Nazanin Farzanjoo, a student of French translation; Sama Bahmani; Golnaz Tavassoli, arts student at Tehran Azad University; Nazanin Hassan Nia, Sahar Ghassemi Nejad, both student activists; Jamileh and Banafsheh Darolshafae, both "Arts Arena" activists.

1201. According to information received, Vahid Pourostad was arrested at his mother-in-law's home on the night of 8 February, two days before the 11th anniversary of the Islamic Revolution in Iran, on a warrant issued by Tehran Prosecutor's Office. His home was later searched and his laptop computer and hand-written notes were confiscated. The officers carrying out the arrest did not provide him or his family with the reasons for his arrest.

1202. Vahid Pourostad has published several books, including related to legal documents pertaining to the Iranian press. Among these books are "Tous [Newspaper] Trial", "Ava [Publication] Trial", and "Adineh [Publication] Trial", in which he discussed the production of these publications and related trial proceedings in court. Before becoming a member of the editorial board of the Farhikhtegan newspaper, he had served on the editorial boards of the Mosharekat, Yas-e No, and Vaghaye Ettefaghieh newspapers. He is also a founding member of the Etemad Melli newspaper's editorial board, a position from which was dismissed in 2009. Vahid Pourostad wrote for many reformist newspapers such as Etemad Melli, Mosharekat, and Salam.

1203. Akbar Montajabi works for the Irandokht publication. Previously he worked for Yas-e-No, Shargh, and Etemaad Meli and for the weekly publication Shahrvand-e Emrooz as a reporter in the political section. He was arrested by security agents at 2am on 7 February. Ehsan Mehrabi, who works for the Hambastagi newspaper, and Zainab Kazemkhah, were arrested during the same night at their respective homes.

1204. Ahmad Jalali Farahani, was also arrested in the early hours of 7 February, one day after he had been dismissed from his position at the Mehr News Agency. Previously he worked for the Iran newspaper, which is considered to be a publication favourable to the

current Government of the Islamic Republic of Iran. Somayeh Momeni, who was previously a reporter for ISNA, was arrested at her house at 3am on 7 February.

1205. The last group to have been arrested includes Maryam Ghanbari, apprehended at her home during the afternoon of 8 February. She participated in the Independence Campaign of the Iranian Bar Association, which was formed after a revised set of bylaws were proposed for the Iranian Bar Association. These draft bylaws would have made the Bar Association a subsidiary body of the Iranian judiciary. Upon request by prominent Iranian lawyers, then Judiciary Head Ayatollah Shahroudi agreed to postpone the proposal for six months. Mah-Farid Mansourian was previously imprisoned for six years during the 1980ies.

1206. Kaveh Ghassemi Kermanshahi, Maziar Samiee, Mahsa Jazini, and Somayeh Momeni, who are involved in the “One Million Signatures Campaign” which calls for an end to discriminatory laws against women in Iran, were also arrested. Mahsa Jazini and Somayeh Momeni were arrested on 9 February. There is no information about the exact dates of arrest or the fate of Kaveh Ghassemi Kermanshahi, and Maziar Samiee. Mahsa Jazini, who is detained at the Dastgerd Prison in Isfahan, worked with the Isfahan Section of the Iran Newspaper. She is also a student at the Allameh Tabatabai University who was denied continuation of her education because of her social activities in the field of women’s rights.

1207. Ali Kalae, who is currently conducting his military service, was arrested on 7 February by order of the military prosecutor. His home was searched and personal belongings seized. Ali Kalae’s family was informed that they should follow his case in military court No. 2.

1208. With the arrest of Ali Kalae the total number of detained members of the Committee of Human Rights Reporters amounts to eight, the others being Shiva Nazar-Ahari, Parisa Kakaee, Kouhjar Ghoudarzi, Mehrdad Rahimi, Saeed Kalanaki, Saeed Haeri and Saeed Jalalifar. Ali Kalae had been arrested before in December 2007 and sentenced to two years of imprisonment by order of Branch No. 10 of the Tehran Revolutionary Court. He was arrested in December 2008 and in May 2009, following which he spent two months in Evin prison.

1209. Among another group arrested by security officers between 2 and 7 February are Zeinab Kazem Zadeh, Niloofar Laripour, Nooshin Jafari, Nazanin Farzanjoo, Golnaz Tavassoli, Nazanin Hassan Nia, Sahar Ghassemi Nejad, Jamileh and Banafsheh Darolshafae. It is reported that Niloofar Laripour has not been politically active other than attending the campaign headquarters of candidate Mir Hossein Mousavi during the presidential elections of June 2009.

1210. Jamileh Darolshafae, a graduate of music school, music teacher, and screenwriter, was arrested after having been summoned to the offices of the Ministry of Information. She was asked to tell her family to come to the Ministry of Information upon which her sister, Banafsheh Darolshafae, was also arrested. Their parents were also interrogated for several hours. Intelligence officers accompanied them to their home and searched the premises.

1211. It is reported that Sahar Ghassem Nejad and Nazanin Hassan Nia have not been involved in any political activities. Nazanin Hassan Nia’s aunt spent time in prison in the 1980ies. Nazanin Farzanjoo worked with a group of human rights activists. Sama Bahmani is from Bandar Abbas and was arrested with her husband in August 2009 after having published reports about alleged human rights violations in the Kurdish region of the Islamic Republic of Iran. Sanandaj courts sentenced her to three years of suspended imprisonment for “propaganda against the regime,” and “membership in human rights organizations.” In her verdict she was ordered to avoid commuting in the Kurdish region and fraternizing with political individuals.

1212. Most arrests concerning this group of detainees were carried out during midnight hours and through a blanket arrest warrant. Most of the above individuals were not informed about the reasons for their arrests. Some of those arrested were told that the reason for their arrests was their participation in gatherings. Sources report that they have been transferred to Evin Prison in Tehran. In all cases, the arresting officers searched the premises and seized personal computers, hand-written notes, and some personal items of the arrested individuals.

Urgent appeal

1213. On 1 April 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of Mr. **Isa Saharkhiz**, a citizen of Iran and resident of Teheran. He is a pro reform movement journalist and a political analyst in Iran. He is a member of the Association of Iranian Journalist Syndicate and a member of the Central Council of the Committee for Protect of Press Freedom. Mr. Isa Saharkhiz is a founding member of the Society for the Defense of Freedom of the Press (SDFP) in Iran. The SDFP has been outspoken in its opposition to censorship and press suppression, and the constant harassment and imprisonment of journalists. Mr. Isa Saharkhiz was instrumental in establishing the Golden Pen award. The SDFP awards the Golden Pen every year to a person who has taken important steps to defend the freedom of the press in Iran. He is also a civil society and human rights activist.

1214. According to the information received, Mr. Isa Saharkhiz was detained at home by eight plainclothes officers, on July 4, 2009, after having been in hiding since his family home was raided on 20 June. No arrest warrant was presented to him, nor was he informed of the reasons and legal basis for his arrest. He was taken to an unknown location, where he was reportedly tortured during the interrogation, and suffered from broken ribs as a result.

1215. Although his family and his lawyer tried to obtain information about his place of detention, the Iranian authorities failed to provide this information for a considerable time. He is now believed to be held at Evin Prison, under the surveillance of the Revolutionary Guard. According to the source, for the first sixty two (62) days of his detention, he was held incommunicado and in solitary confinement.

1216. Before his arrest, on 20 June 2009, his family home in Tehran had been raided whilst he was travelling in Northern Iran and his computer and campaign materials supporting the opposition presidential candidate Mehdi Karroubi were confiscated. On 2 July, Mr. Isa Saharkhiz had posted an article on news website Rooz in which he criticized the Supreme Leader, Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei.

1217. Concern was expressed that the arrest and detention of Mr. Isa Saharkhiz might be directly related to his work in defence of human rights, in particular the non-violent exercise of his right to freedom of expression. Further concern was expressed that his detention may form part of a broader pattern to intimidate other journalists.

Response of the Government

1218. In a letter dated 7 October 2010, the Government responded to the communication dated 1 April 2010. According to information we have received, Mr. Saharkhiz was in charge of foreign news service of one of the presidential candidates and played an effective role after the election in propagating fictitious news, attributing fabricated allegations to high-ranking officials of the country, disturbing public mind and provoking unrest. He was

arrested on the basis of a warrant, and after completion of investigations and collection of evidence; the investigating judge on 3 July 2009 remanded the accused in light of previous records of commission of numerous offences.

1219. On 14 December 2009 an indictment was issued charging him for his actions in waging propaganda against the Islamic Republic of Iran, insulting the high-ranking officials of the country and disturbing public minds, his case was sent to the court – Branch 15 – and the first hearing was held on 18 July 2010. He has four defence lawyers. Despite the factious claim concerning his lawyers not being able to have access to his dossier, according to our inquiries his defence lawyer came to the court and read his case on 2 Esfand 1388 and 14 Farvardin 1389. Moreover, the lawyers met their client number of times. Mr Sharkhiz is serving his sentence in the general cell of Evin Prison and is in good health. In relation to having telephone contacts, his family visits him weekly. Claims concerning the mistreatment of Mr. Sharkbiz in prison are rejected.

Urgent appeal

1220. On 23 June 2010, the Special Rapporteur, together with the the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding the arrest and detention of Ms. **Narges Mohammadi** and Mr. **Abdolreza Tajik**. Ms. Narges Mohammadi is the deputy head of the Defenders Human Rights Centre (DHRC). Mr. Abdolreza Tajik is a journalist and member of the DHRC. The closure of the Defenders Human Centre and the arrest and detention of, as well as judicial proceedings against its director and members were the subject of several communications sent to your Excellency's Government, including on 16 July 2009, 18 June 2009, 19 January 2009, 31 December 2008 and 22 December 2008. Mr. Tajik was also the subject of joint urgent appeals sent on 10 July 2009 and 7 January 2010.

1221. According to the information received, on 10 June 2010, Ms. Narges Mohammadi was arrested at her home in Tehran by security forces. According to information received, those carrying out Ms. Mohammadi's arrest were not in possession of a valid arrest warrant issued by a judicial official, but instead showed a letter stating that they had the authority to search Ms. Mohammadi's house and to arrest her. Ms. Mohammadi has been permitted only one phone call to relatives and has been held incommunicado since then in Evin Prison.

1222. On 12 June 2010, Mr. Abdolreza Tajik was arrested as he was leaving his office, after being summoned by the Ministry of Intelligence in Tehran. Mr. Tajik has been held incommunicado in Evin Prison since then. Mr. Abdolreza Tajik was prevented from leaving the country in February 2009, on his way to attend a seminar in Spain. He was arrested on 14 June 2009 and released on bail after 45 days in detention. He was rearrested again in December 2009.

1223. Ms. Narges Mohammadi was allegedly prevented from leaving the Islamic Republic of Iran in May 2010, when she was about to attend a conference in Guatemala. She has been reportedly regularly summoned for interrogation and advised to stop her work with the DHRC.

1224. The Defenders of Human Rights Centre has been closed since December 2008.

1225. Concern was expressed that the arrest and incommunicado detention of Ms. Narges Mohammadi and Mr. Abdolreza Tajik may be in connection with their peaceful activities in defence of human rights, in particular their work in the Defenders of Human Rights Centre.

Urgent appeal

1226. On 1 July 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government concerning **Majid Tavakkoli**, aged 24, member of the Islamic Students' Association at Amir Kabir University.

1227. According to the information received, Majid Tavakkoli was first arrested on 7 December 2009 after he gave a speech at a student demonstration at Amir Kabir University in Tehran. He ended a seven-day hunger strike in protest for being placed in solitary confinement when he was transferred to the general section of Evin Prison on 29 May 2010. However, on 22 June, he was transferred to Section 350, where the conditions are believed to be poor, with overcrowded cells, inadequate food and sanitary facilities. Mr. Tavakkoli suffers from a respiratory condition which has worsened during his detention, and for which he has not received medical attention.

1228. Mr. Tavakkoli was beaten upon arrest. Additionally, on 8 December 2009, Fars News Agency published pictures of Mr. Tavakkoli wearing women's clothing, indicating he had been wearing them to avoid arrest. However, it is alleged that he was forced to wear the clothes to humiliate him.

1229. His trial took place in January 2010, but his lawyer was not allowed to attend. Mr. Tavakkoli was sentenced to five years imprisonment for "participating in an illegal gathering", one year for "propaganda against the system", two years for insulting the Supreme Leader" and six months for "insulting the President". He was also banned from participating in political activities or leaving the country for five years.

Urgent appeal

1230. On 29 July 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, and the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, sent an urgent appeal to the government concerning the situation of Mr. **Mohammad Mostafaei**, a human rights lawyer, and his family.

1231. According to the information received, on 21 July 2010, Mohammad Mostafaei was issued with a summons requiring him to go to a branch of the Prosecutor's Office in Evin Prison. He reportedly went there on 24 July, was questioned for about one hour and then was released. Later, however, he received a further summons by telephone. The same evening, his wife, Ms. Fereshteh Halimi, and her brother, Mr. Farhad Halimi, were arrested and have been detained since then. At the time this communication was sent, it was reported that Mohammad Mostafaei's current whereabouts are unknown. On the evening of 24 July he reportedly wrote on his Facebook account: "it is possible they will arrest me".

1232. Mohammad Mostafaei is a human rights lawyer who has taken up cases of juvenile offenders, those convicted of a capital offence committed while under the age of 18; men and women facing stoning and other cases, including of political prisoners.

1233. Serious concern was expressed about the fact that his questioning by the authorities and the arrest of his wife and brother in law may be linked to his activity in defence of human rights and in particular to his work as defence counsel in many human rights cases,

including the case of Ms. Sakineh Mohammadi Ashtiani, a woman who was sentenced to death by stoning for alleged adultery (and whose sentence is currently on stay).

Urgent appeal

1234. On 12 August 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government concerning Mr. **Abdolreza Tajik**, a journalist and member of the Association of Human Rights Defenders. Mr. Tajik was the subject of previous communications sent on 23 June 2010, 7 January 2010 and 10 July 2009.

1235. According to the new information received, Mr. Abdolreza Tajik was arrested on 11 June 2010 by security officers. It is the third time he has been arrested following the 2009 presidential elections in Iran. Since the arrest, Mr. Tajik has been held in solitary confinement and subjected to torture and ill-treatment, in order to extract a confession. It is also believed that Mr. Tajik was “defiled” in the presence of Tehran’s deputy prosecutor. Although Mr. Tajik’s family filed a complaint with the Tehran Prosecutor-General, no action has been taken to investigate the allegations of torture and ill-treatment. Additionally, Mr. Tajik has not been allowed to meet with his lawyer and was only granted one meeting with his family.

Urgent appeal

1236. On 27 August 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment sent an urgent appeal to the Government concerning the situation of Ms. **Shiva Nazar-Ahari**, a member of the Committee of Human Rights Reporters (CHRR), an Iranian human rights non-governmental organization. Ms. Shiva Nazar-Ahari has been the subject of joint urgent appeals sent by several Special Procedures mandate-holders on 22 February 2010 and 10 September 2009. We regret that both urgent appeals are left unanswered as of today.

1237. According to the information received, since 20 December 2009, Ms. Shiva Nazar-Ahari has reportedly been detained and charged with moharebeh (enmity with God), under article 186 of the Iranian Penal Code, which potentially carries the death penalty, as well as with “assembly and collusion to commit a crime” (article 610) and “propaganda against the Regime” (article 500). Ms. Shiva Nazar-Ahari and her organization are reportedly accused of contacting the People’s Mojahedin Organization of Iran, a group which is allegedly banned in the country.

1238. Ms. Shiva Nazar-Ahari has further been charged with “causing unease in the public mind through writing on the CHRR’s website and other sites” and “acting against national security by participating in [anti-government] demonstrations on 4 November 2009 and 7 December 2009”. Ms. Shiva Nazar-Ahari denies participating in these demonstrations as she had allegedly been working on those days.

1239. Ms. Shiva Nazar-Ahari is currently being tried in Branch 26 of the Revolutionary Court in Tehran. The next hearing will take place on 4 September 2010.

1240. It is reported that Ms. Shiva Nazar-Ahari has been held in solitary confinement, in a cage-like cell which prevents her from moving her arms and legs. In addition, she has limited access to her family.

Urgent appeal

1241. On 23 September 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Abdollah Momeni**, member and spokesperson of the Central Council of the Alumni Organization of University Students of the Islamic Republic of Iran (Sazeman-e Danesh Amookhtegan-e Iran-e Islami—Advar-e Tahkim-e Vahdat), an organization working toward the advancement of democracy and human rights. Mr. Momeni was the subject of communications sent on 12 July 2007, 31 July 2008 and 10 July 2009.

1242. According to the information received, Mr. Abdollah Momeni has been detained at Evin Prison since his arrest in 2009. Upon arrest, he was beaten, punched and kicked by security officials. The officials then shackled his hands and feet and took him to Evin prison. Upon arrival and throughout the first interrogations, he was threatened with execution. He spent 86 days in solitary confinement, and 50 in incommunicado detention. Afterwards, he was transferred to wards 209 and 240, respectively where he was only allowed to go to the courtyard on six occasions during seven months. He was allowed a very short phone call to his family every two weeks, with the presence of his interrogator.

1243. After spending two days in a cell in Section 109, where the carpet was covered with faeces, he was transferred to Section 240, under the authority of the Ministry of Intelligence. The cell measured 1.6 by 2.2 meters, forcing him to lie in one position the whole time.

1244. During the lengthy interrogation sessions, he was forced to stand on one foot for long periods of time. Pressure was applied to his throat several times, leading to him losing consciousness. Afterward, he suffered from severe pain in the neck and throat, which made eating or drinking intolerable. The aim of the interrogations was to force him to confess to having had sexual relations with other men. When he did not reply what was expected from him, he was forced to eat the interrogation forms. During the interrogations, Mr. Momeni was beaten, slapped, punched and kicked throughout the face and body on numerous occasions. He was also verbally insulted and threatened with rape. On one occasion, the interrogators forced his head down the toilet, forcing him to swallow faeces.

1245. Mr. Momeni was told by one of the interrogators that he should not request the services of a lawyer, and he was not allowed to appoint a private one. He refused the services of the public defender, who would have needed the approval of the interrogators. When he was presented before the court, he read the statement provided by the interrogators, as they had agreed to release him if he did so. At the meeting with the prosecutor, the interrogator was present, and Mr. Momeni did not mention the ill-treatment due to fear. In March 2010, he was released on bail, but was re-arrested soon after for failing to confess to further crimes demanded by the interrogators. He remains in detention in Evin prison.

1246. In light of the serious allegations of torture and ill-treatment, concern is expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Abdollah Momeni.

Urgent appeal

1247. On 24 September 2010, the Special Rapporteur, together with the the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Saeed Ha'eri** and Ms. **Shiva Nazar Ahari**, members of the Committee of Human Rights Reporters, an organization which campaigns against human rights violations, including abuses against women, children, prisoners, workers and others. Ms. Nazar Ahari and Mr. Ha'eri were the subject of urgent appeals sent on 22 February 2010 and 27 August 2010.

1248. According to the information received, Ms. Shiva Nazar Ahari and Mr. Saeed Ha'eri were arrested on 20 December 2009, together with another member of the Committee of Human Rights Reporters. They were both released on bail pending their trial.

1249. On 18 September 2010, Ms. Ahari's sentence of 74 lashes for "disturbing public order" was commuted to a fine. However, she was also sentenced to three years' imprisonment for "moharebeh" (enmity against God), two years for "gathering and colluding to commit a crime" and six months for propaganda against the system", which she must serve at Izeh Prison. It is not clear if Izeh Prison has existing facilities for women. Mr. Ha'eri was sentenced by Branch 26 of the Revolutionary Court to two and a half years' imprisonment and 74 lashes for "disturbing public order" and "gathering and colluding with intent to harm state security". The convictions and sentences of both Mr. Ha'eri and Ms. Ahari will be appealed.

1250. Concern was expressed that the arrests and convictions of Mr. Saeed Ha'eri and Ms. Shiva Nazar Ahari might be directly related to their work in defence of human rights. Further concern was expressed for the physical and psychological integrity of Ms. Ahari and Mr. Ha'eri if his sentence is implemented.

Urgent appeal

1251. On 29 September 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the government regarding the situation of Mr. Emadeddin (Emad) Baghi, founder of the Centre for the Defence of Prisoners' Rights, laureate of the 2009 Martin Ennals Award for Human Rights Defenders, and also laureate of the 2005 Human Rights Prize of the French Republic. Mr. Baghi was the subject of an urgent appeal sent by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyer; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders; the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment; and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences on 7 January 2010.

1252. According to the information received, on 21 September 2010, after being summoned by Branch 1057 of the Tehran Revolutionary Court regarding the closure in 2009 of the Centre for the Defence of Prisoners' Rights, Mr. Emadeddin (Emad) Baghi was reportedly informed that on 17 August 2010 he had been sentenced by the Branch 26 of the Revolutionary Court to six years of imprisonment on charges of "propaganda against the system" and "colluding against the security of the regime", allegedly because of an interview with the late Grand Ayatollah Hussein-Ali Montazeri.

1253. In relation to the above mentioned interview, Mr. Emadeddin (Emad) Baghi has reportedly been arrested for six months on 28 December 2009, spending five of them in solitary confinement, while suffering from heart and breathing problems and severe back pain. He was reportedly released on 23 June 2010 on health grounds, after paying a bail of about 200,000 dollars.

1254. It is reported that Mr. Baghi is to serve a total of seven years in prison, since on 27 July, he was sentenced by the Branch 15 of the Revolutionary Court to one year of prison and five years of deprivation of civil activities, regarding a different case for heading the Centre for the Defence of Prisoners' Rights. Reportedly, to date, he remains under provisional release.

1255. Concern was expressed that the convictions against Mr. Emadeddin (Emad) Baghi is a result of his legitimate human rights activities, in a context of repeated harassment against human rights lawyers and activists in Iran.

Response from the Government

1256. As was explained earlier in our response to some of the communications of rapporteurs on Mr. Emadeddin Baghi, in the Islamic Republic of Iran charges against individuals are investigated and tried on the basis of law, regardless of the individual's social and political status.

1257. Regrettably, Mr. Baghi used improper and unacceptable activities. He was arrested and tried on the charges of waging propaganda against the Islamic Republic of Iran by propagating lies for the purpose of disturbing public mind. He was indicted by the Islamic Revolution Court of Tehran and after exhausting all legal remedies and formalities he was sentenced to one year in prison. His trial was on the basis of indictment 6/83/327 dated 12/7/1383 and in accordance with article 500 of the Penal Code. This article in the Penal Code stipulates that any person who acts against the Islamic Republic of Iran or wages propaganda in the interest of groups or organization that oppose Islamic Republic of Iran shall be sentenced from three months to one year in prison. The sentence was appealed by his defence lawyer, Mr. Saleh Nikbakht. The appellate court upheld the sentence by the lower court.

1258. This sentence by the court was enforced on 22/7/1396, and from 27/10/1386 to 27/1/1387 (three full months) and again from 13/3/1387 (for two weeks) and from 25/6/1387 to 5/7/1387 (two weeks), he was sent outside the prison for sick leave.

1259. Altogether, he has used four months of sick leave that is counted as part of his prison term. He repeated the same offence and was summoned by Branch 1 of Tehran Dadsara in the month of Azar 1386 and his case is presently being reviewed by Branch 15 of Tehran Criminal Court. No verdict has been issued yet.

1260. He has two defence lawyers on this case, Mr. Keshavarz and Mr. Tabatabaie.

Urgent appeal

1261. On 30 September 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government regarding the criminal case against Mr. **Mohammad Seifzadeh**, a lawyer and human rights activist.

1262. According to information received, Mr. Seifzadeh has been charged under the Islamic penal code with founding the Defenders of Human Rights Centre. The centre was shut down by judicial authorities and its activities declared to be unlawful.

1263. The case is being heard before the 15th Branch of the Revolutionary Court. The first court session was held on 13 September 2010; however the case was adjourned to a later date because the Prosecutor did not turn up.

1264. Grave concerns were expressed that Mr. Mohammad Seifzadeh was being prosecuted under criminal law because of the exercise of his profession as a lawyer and human rights defender. While we do not wish to prejudge the accuracy of these allegations, we would like to seek clarification from the Government of the circumstances regarding the trial against Mr. Seifzadeh.

Urgent appeal

1265. On 7 October 2010, the Special Rapporteur, together with the the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding the sentencing of Mr. **Isa Saharkhiz**, a pro-reform movement journalist and member of the Association of Iranian Journalists and of the Central Council of the Committee to Protect Press Freedom, and Mr. **Hossein Derakhshan**, a blogger with dual Iranian-Canadian citizenship who posted instructions on his blog in Persian on how to set up a blogging site and begin writing online comments.

1266. Concerns regarding the case of Mr. Isa Saharkhiz have been communicated to the Government on numerous occasions, including through urgent appeals dated 11 February 2010 and 1 April 2010. We regret that we have not yet received a reply from the Government to these communications. Mr. Isa Saharkhiz's case has also been considered by the Working Group on Arbitrary Detention and has been deemed arbitrary in its opinion adopted on 6 May 2010 (Opinion No.8/2010).

Urgent appeal

1267. On 12 November 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers sent an urgent appeal to the Government regarding the criminal conviction and disbarment of Mr. **Mohammad Seifzadeh**, a lawyer and co-founder of the Defenders of Human Rights Centre (DHRC).

1268. We have previously brought to the attention of your Excellency's Government the case of Mr. Mohammad Seifzadeh in a communication dated 30 September 2010, in which concern was raised that Mr. Seifzadeh is being prosecuted under criminal law because of the exercise of his profession as a lawyer and human rights defender. We are yet to receive a response from the Government.

1269. According to information received, on 30 October 2010, Branch 15 of Tehran's Revolutionary Court sentenced Mr. Seifzadeh to nine years in prison and a ten year ban from practicing law. He was found guilty of "creating and acting within an organization which aims at threatening national security". We are informed that Mr. Abdolfattah Soltani and Mr. Mohammad Ali Dadkhah, two other co-founders of DHRC, are also being prosecuted under similar charges.

1270. Mr. Seifzadeh's trial was held without a jury panel and behind closed doors. Further the Court refused Mr. Seifzadeh's request to summon and to declare as witnesses ten individuals who had issued the DHRC license at the time, including former members from the cabinet of the then Interior Minister. The refusal was allegedly in violation of article 193 of the Iranian Criminal Procedure Code.

1271. We are informed that the disbarment of Mr. Seifzadeh by the judiciary violates Iranian legislation, which provides that "a lawyers' license can only be suspended by the disciplinary bodies of the bar associations."

Urgent appeals

1272. On 19 November 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of Ms. **Nasrin Sotoudeh**, a lawyer and a prominent human rights activist. Ms. Nasrin has represented clients ranging from juvenile offenders facing the death penalty to Nobel Peace Laureate Ms. Shirin Ebadi. She has also spoken openly about alleged shortcomings in the rule of law and administration of justice in the Islamic Republic of Iran.

1273. According to information received, on 28 August 2010, Ms. Nasrin Sotoudeh's house and office were searched by law enforcement authorities. On 4 September, Ms. Sotoudeh was arrested, and subsequently summoned to appear in court. Her trial reportedly started on 15 November 2010, during which she reportedly faces charges of acting against national security; gathering and colluding to disturb national security; and co-operation with a human rights body, the Centre for Human Rights Defenders, co-founded by Ms. Shirin Ebadi. Mr. Reza Khandan, Sotoudeh's husband, was reportedly not allowed to attend the court session but was able to talk to his wife for a few minutes afterwards. Ms. Sotoudeh's next court session is reportedly scheduled to be held on 24 November 2010.

1274. Since her arrest, Ms. Sotoudeh has reportedly remained in solitary confinement in Evin Prison in Tehran, with only occasional contact with family members. On 3 November she met her two children and sister who reportedly found her in poor condition, having lost weight as a consequence of a hunger strike she had undertaken to protest against her arrest and the conditions of detention inside Evin prison. Ms. Sotoudeh has reportedly ended her hunger strike with the commencement of her trial on 15 November.

1275. According to the information received, prior to her arrest, Ms. Nasrin Sotoudeh had been threatened with reprisals if she did not stop her human rights work. Her husband, Mr. Reza Khandan, also received threats urging him to stop his wife from defending her clients, including Ms. Ebadi.

1276. Concern was expressed that the arrest and detention of Ms. Sotoudeh, and the threats against her husband, Mr. Reza Khandan, may be related to her legitimate activities in defence of human rights. Further concern was expressed for Ms. Sotoudeh's physical and psychological integrity while in detention.

1277. According to new information received, on 27 September 2010, the authorities of the Islamic Republic of Iran reportedly informed the lawyer of Mr. Isa Saharkhiz that he had been sentenced to three years in prison, a five-year ban on political and journalistic activities, and a one-year travel ban. Mr. Saharkhiz was detained in July 2009 shortly after the disputed presidential elections and was charged with "insulting the Supreme Leader" and "propagating against the regime". Mr. Saharkhiz's arrest came two days after he printed articles criticizing the Iranian Government. He has on multiple occasions given

speeches on the importance of the freedom of the press and of human rights, often criticizing the Government. According to the information received, he was arrested on account of participating in Karroubi's political campaign for the recent presidential elections and for speaking out against the Government.

1278. On 29 September 2010, Mr. Hossein Derakhshan was convicted by Branch 15 of the Revolutionary Court of cooperating with hostile States, propaganda against the system, propaganda in favour of counter-revolutionary groups, insults to the holy sanctities, and set-up and management of vulgar and obscene websites. He was sentenced to 19-and-a-half years in prison, a five year ban on political and journalistic activities and repayment of receive funds of 30,750Euros, US\$2,900, and UK£200 British Pounds. It is unclear what the funds were allegedly for. Additionally, it has been reported that his lawyer has not been given a copy of the verdict and his family was not informed of his conviction until it was published in the news.

1279. Mr. Derakhshan was detained at his family home in Tehran on 1 November 2008 in connection with comments he allegedly made about a cleric, spent over a year without charge and in solitary confinement for nine months, and has been prevented from receiving visits from his family and lawyers. He has 20 days in which to lodge an appeal and is believed to be held in Evin Prison in Tehran.

Observations

1280. The Special Rapporteur thanks the Government of Iran for the responses transmitted to four of the eighteen communications she sent during the reporting period. She regrets however that, at the time of the finalization of this report, the Government had not responded to fourteen of her communications. The Special Rapporteur considers response to her communications as an important part of cooperation by Governments with her mandate and urges the Government to transmit responses to the outstanding communications.

1281. The Special Rapporteur expresses grave concern about the situation regarding human rights defenders in Iran, particularly about allegations of widespread use of torture and ill-treatment against human rights defenders while in detention, as well as the practice of detention in unknown locations and incommunicado detention. The Special Rapporteur is also concerned about reported restrictions with regard to access to a lawyer.

1282. The Special Rapporteur expresses deep concern about reported systematic arrests of human rights defenders, particularly lawyers, journalists and those advocating against the discrimination of women, as well as about the illegitimate restrictions imposed on the right of human rights defenders to freedom of opinion and expression. The Special Rapporteur urges the Government to take the necessary measures to guarantee the existence of an environment in which all human rights defenders can carry out their legitimate work without risk to their physical and psychological integrity or to any form of restriction, harassment, intimidation or fear of persecution.

Iraq

Urgent appeal

1283. On 11 November 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special

Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of Mr. **Ayad Muayyad Salih**, a human rights defender working with the Iraqi Institution for Development, a local non-governmental organization active in documenting and reporting human rights violations by the Iraqi army in Nineveh and Mosul. He is also an alumni of the Canadian non-governmental organization Equitas' CIDA-funded project, "Human Rights Education: A Pathway to Building a Human Rights Culture in Iraq, the Middle East and North Africa".

1284. We would also like to draw the attention of your Excellency's Government to information we have received concerning the situation of Messrs. **Muayyad Salih Ahmed** and **Ra'ed Muayyad Salih**, the father and brother of Mr. Ayad Muayyad Salih respectively.

1285. According to the information received, on 26 October 2010, at 3:30 a.m., the house of Mr. Ayad Muayyad Salih in Al-Faysaleya quarter of Mosul city was raided by members of the Iraqi military, who came to arrest him. However, Mr. Ayad Muayyad Salih was away at that time, attending a conference organized by the Human Rights Centre of Nottingham University in Erbil City.

1286. Shortly afterwards, Messrs. Muayyad Salih Ahmed and Ra'ed Muayyad Salih were arrested and taken to an undisclosed location, reportedly to force Mr. Ayad Muayyad Salih to surrender. Their whereabouts remain unknown as of today.

1287. It is reported that Mr. Ayad Muayyad Salih went into hiding, fearing he would be arrested.

1288. Serious concerns were expressed that the attempt to arrest Mr. Ayad Muayyad Salih, and the subsequent arrest and detention of Messrs. Muayyad Salih Ahmed and Ra'ed Muayyad Salih, may be related to Mr. Ayad Muayyad Salih's legitimate activities in defence of human rights. In view of the incommunicado detention of Messrs. Muayyad Salih Ahmed and Ra'ed Muayyad Salih, further concerns were expressed for their physical and psychological integrity.

Observations

1289. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communication dated 11 November 2010. The Special Rapporteur considers responses to her communications an important part of cooperation by Governments with her mandate. She urges the Government of Iraq to respond to the concerns raised by her in the aforementioned communication.

Israel

Urgent appeal

1290. On 23 December 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the Independence of Judges and Lawyers the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent a communication to the Government regarding the arrest and detention of Mr. **Jamal Juma**. Mr. Juma has been the coordinator of the "Stop the Wall Campaign", a Palestinian grassroots human rights organization, since 2002.

1291. The Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders sent a joint communication concerning the arrest and detention of another member of the “Stop the Wall Campaign”, Mr. **Mohammad Othman**, on 13 November 2009.

1292. According to information received, on 15 December 2009, Mr. Jamal Juma was summoned for interrogation by the Israeli Security Forces. After he had been interrogated at the Qalandia checkpoint, Mr. Juma was brought back to his house by security officials, who searched the premises for several hours and confiscated his computer and cell phone. He has been detained at the Moskobiyyeh Interrogation Center since 16 December, without charges and without access to a lawyer or family members. The court decided on 17 December to introduce a ban on contacts with his attorney.

1293. The first court hearing in Mr. Juma’s case was held on 21 December 2009, at the Moskobiyyeh Interrogation Center in the Russian Compound district of Jerusalem. Although the prosecution requested a 14-day extension of his detention period, the military judge granted only a 4-day extension for interrogation purposes. However, the court decided to interrogate Mr. Juma under the military court system, despite arguments of his attorney that the military court lacked jurisdiction over him, and that as a resident of East Jerusalem he should be brought before a civilian court. The next hearing in Mr. Jamal Juma’s case has been set for 24 December 2009.

1294. Concern was expressed that the arrest and detention without charge of Mr. Jamal Juma may be directly related to his peaceful activities in defense of human rights, especially to his advocacy work against the construction of the separation wall. In light of his incommunicado detention, further concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr. Jamal Juma.

Response of the Government

1295. In a letter dated 12 February 2010, the Government responded to the communication sent on 23 December 2009.

1296. Mr. Juma was arrested on December 16, 2009 and was interrogated by the security forces for suspicions of contacting a foreign agent of a terrorist organization

1297. The interrogation materials in his regard were transferred to the military prosecution in the West Bank for review and decision regarding his indictment. After reviewing his case it was decided not to file an indictment against Mr. Juma at this time. Subsequently, Mr. Juma was released on January 13, 2010.

1298. In confronting the threat of terrorism and protecting its civilians from suicide bombers and other attacks, Israel, like other countries facing such threats, has found that the use of administrative detention is, on occasion, a necessary and effective measure. Where sufficient, admissible evidence exists against an individual, the authorities are required to bring those individuals to justice, rather than adopt such measures as administrative detention. Thus, this measure may be used as an exception only when the evidence in existence is clear, concrete and trustworthy, but for reasons of confidentiality and protection of intelligence sources, cannot be presented as evidence in ordinary criminal proceedings. Issuance of administrative detention orders against detainees who pose a danger to public security, in cases such as those outlined above, is recognized by international law and is in full conformity with Article 78 of the *Fourth Geneva Convention 1949*.

1299. As an additional safeguard, the measure is only used in cases where there is corroborating evidence that an individual is engaged in illegal acts that endanger security and the lives of civilians, and each order is subject to judicial review. Administrative detention orders are limited to six months and any extension requires a re-evaluation of the relevant intelligence material, as well as further judicial review.

1300. Furthermore, local legislation governing the process grants all relevant individuals the rights to appeal the order to the Military Court of Appeals, for judicial review. Petitioners may be represented by counsel of their choice at every stage of these proceedings. All individuals have the additional rights to petition the Israeli High Court of Justice for a repeal of the order. The judicial organs reviewing each and every order carefully examine whether the criteria outlined in case law and legislation are fully met.

1301. Mr. Othman was detained in administrative detention in September 2009. The last order in his regard was issued on December 22, 2009, and was due to remain in force until January 22, 2010. In the judicial review of the order after examination of the confidential material against Mr. Othman, the Court stated, *inter alia*, that the information at the basis of Mr. Othman's detention was the suspicion that he was in contact with a foreign agent of a terrorist organization, a suspicion that Mr. Othman himself confirmed. The Court also stated that relevant considerations of protection security and the public, stood at the basis of the decision to extend his administrative detention. At no point was Mr. Othman's political activity or personal views regarded as a basis for his detention. After weighing the respondent's right for freedom versus the public interest, the Court affirmed the order but shortened it until January 12, 2010 in order to give the security forces additional time for investigation procedures. Mr. Othman was subsequently released from detention on January 12, 2010. Mr. Othman was represented by a lawyer in all legal proceedings and court hearings in his regard.

Letter of allegations

1302. On 5 March 2010, the Special Rapporteur sent a letter of allegations to the government regarding the existence of a worrying and increasing trend of restricting and delegitimizing the activities of human rights organizations working in Israel and the occupied Palestinian territories. Such information includes reports regarding restrictions on the freedom of movement and activities of members of human rights and humanitarian organizations, who are seeking to carry out activities in the occupied Palestinian territories or participate in conferences, workshops and other events abroad that are related to their work. Further, it is alleged that human rights defenders have been arrested, detained and deported, and that several human rights organizations have had their premises raided by Israeli security forces.

1303. On 22 September 2009, Mr. **Mohammed Othman**, a volunteer with the "Stop the Wall Campaign", a Palestinian grassroots human rights organization, was allegedly administratively detained without charges and held for four months. On 16 December 2009, the coordinator of the campaign, Mr. **Jamal Juma**, was allegedly arrested and detained without charges until 12 January 2010. Mr. Othman and Mr. Jamal were the subjects of two urgent appeals sent on 13 November and 23 December 2009 respectively. Your Excellency's Government sent a reply to the second appeal on 24 January 2010.

1304. On 10 December 2009, Mr. **Abdallah Abu Rahma**, head of the Popular Committee against the Wall, was allegedly arrested. It is further alleged that Mr. Rahma remains in detention. On 3 February 2010, Mr. **Ibrahim Abed El Fatah Bornat** was arrested in his house by soldiers. While trying to photograph this arrest, Mr. **Hamde Abu Rahmeh**, a Palestinian journalist was allegedly attacked and arrested by the soldiers.

1305. On 20 January 2010 Ms. **Eva Novakova**, media coordinator of the International Solidarity Movement, a Palestinian-led movement committed to resisting the Israeli occupation using nonviolent methods and principles, was allegedly deported. The same day, Mr. **Jared Malsin**, the chief editor of the Palestinian Ma'an News Agency, was also allegedly deported after having been detained for eight days.

1306. On 3 February 2010, the Israeli Minister of Interior allegedly issued a six-month travel ban against Mr. **Khalil Tafakji**, a Palestinian cartographer residing in East Jerusalem. It is alleged that the travel ban was issued in response to the activities of Mr. Tafakji for the promotion of Palestinian human rights, notably his involvement with several Palestinian delegations to peace talks between 1992 and 2001 in his capacity as an expert on maps and issues related to borders, as well as his lectures abroad on the situation in the OPT. Similarly, it is alleged that since 2006 Mr. **Shawan Jabarin** has been subjected to a travel ban based on "secret evidence", which may be attributable to his appointment as director of Al Haq, a West Bank affiliate of the International Commission of Jurists. The travel ban against Mr. Jabarin is reportedly still in place despite three appeals to the Israeli High Court of Justice.

1307. On 7 February 2010, the premises of the International Solidarity Movement in Ramallah were allegedly raided by the Israeli security forces. It is further alleged that, during the raid, Ms. **Ariadna Jove Marti**, a Spanish journalist, and Ms. **Bridgette Chappell**, an Australian student, were arrested, and the equipment and documents of the organization were seized. Ms. Marti and Ms. Chappell were detained in Ofer prison, following which they were released in Israel and prohibited from entering the West Bank. It is reported that currently await a decision on the legal challenge to their deportation orders. On the same day, another raid by Israeli security forces was allegedly conducted on the premises of "Stop the Wall campaign" in Ramallah.

1308. Within this context, on 31 January 2010 13 Israeli human rights organizations (ASSAF - Aid Organization for Refugees and Asylum-Seekers in Israel, the Association for Civil Rights in Israel, Bioko - Planners for Planning Rights, B'Tselem, Gisha, the Public Committee against Torture in Israel, Yesh Din, Hamoked - The Center for the Defence of the Individual, the Hotline for Migrant Workers, Israel Religious Action Center, Kav LaOved - Worker's Hotline, Physicians for Human Rights – Israel and Rabbis for Human Rights) sent a letter to the President, the Knesset Speaker of the Knesset and the Prime Minister. This letter was sent to protest the alleged efforts of public officials to stigmatize, and therefore delegitimize, human rights organizations; to protest the alleged restrictions, imposed by the Government of Israel, on the activities of human rights organizations; to protest alleged acts of intimidation and harassment against human rights defenders by the Israel Security Agency (ISA) and by the Israel Defense Forces (IDF); and, in particular, in response to an allegedly defamatory advertisement published in the newspaper Maariv on 20 January 2010, which denigrated the New Israel Fund and its grantees for having cooperated with the United Nations Fact Finding Mission on the Gaza Conflict.

1309. With respect to the latter concern, it is noted that, following the publication of said advertisement, public statements were made by a number of officials of your Excellency's Government that appeared to support the sentiment that the advertisement expressed. In this connection, and also following the publication of this advertisement, it is reported that the Deputy Speaker of the Knesset, together with the former Secretary General of the Yesha Council, called for a vote in the Knesset to approve the opening of a parliamentary investigation into the cooperation of Israeli organizations with the United Nations Fact Finding Mission on the Gaza Conflict.

1310. Concern was expressed that the alleged restrictions on the freedom of movement, arrests, detentions and deportation of human rights defenders, and raids of certain organizations' premises may be directly related to their legitimate work in defense of

human rights. It was stressed that such actions negatively affect the ability of human rights defenders to carry out their work. Further concern was expressed that certain measures taken by the Government, which impinge on the activities of selected human rights organizations, may be connected to their cooperation with the United Nations Fact Finding Mission on the Gaza Conflict. Given the extent of the allegations, there is an over-arching, serious concern that this may form part of a broader pattern to delegitimize the activities of human rights defenders who are critical of actions and policies of the Government, in particular those related to Israeli security forces.

Letter of allegations

1311. On 20 April 2010, the Special Rapporteur, together with the the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent a letter of allegations to the government regarding the situation of Mr. **Omar Alaaeddin** and Mr. **Mahmoud Zwahre**. Mr. Alaaeddin is a Palestinian human rights activist who has been organizing and participating in demonstrations in the village of Al Ma'asara (West Bank) in protest of human rights violations allegedly committed by the Israeli authorities and the Israeli armed forces. Mr. Mahmoud Zwahre is the mayor of Al Ma'asara, and a co-organizer of demonstrations in Al Ma'asara.

1312. According to the information received, on 14 March 2010, Mr. Alaaeddin was reportedly beaten and arrested by Israeli soldiers at the Container checkpoint in the West Bank. He was detained incommunicado in the Israeli Russian Compound jail in Jerusalem and interrogated in relation to his participation in demonstrations and for having allegedly assaulted one Israeli soldier who arrested him. Mr. Alaaeddin reported that he was beaten and subjected to electro-shocks with a taser while in detention. He further alleged that despite his repeated requests, he did not receive any medical treatment during his detention. Furthermore, Mr. Alaaeddin denied having assaulted Israeli soldiers at the Container checkpoint.

1313. On 21 March 2010, Mr. Alaaeddin was brought before a judge who reportedly ordered his release for lack of evidence in relation to the assault of Israeli soldiers.

1314. This arrest follows the one of Mr. Zwahre, who was allegedly arrested at the Container checkpoint, beaten and detained by Israeli forces on 2 March 2010.

1315. Concern was expressed that the arrests and detentions of Mr. Alaaeddin and Mr. Zwahre might be directly related to their legitimate work in defense of human rights, in the exercise of their right to freedom of expression. More generally, further concern was expressed for the physical and psychological integrity of the organizers of demonstrations in Al Ma'asara.

Urgent appeal

1316. On 21 May 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the government concerning the situation of Mr. **Ameer Makhoul**. Mr. Makhoul, Palestinian Arab citizen of Israel, is the General Director of Ittijah (the Union of Arab Community-Based Associations), a network of Arab NGOs in Israel with special consultative status with the UN Economic and Social Council. He is also the Chairman of the Public Committee for the Defense of Political Freedom where he monitors the restrictions on the political freedoms of the Arab citizens in Israel.

1317. According to the information received, on 8 January 2010, 10 days after Mr. Makhoul gave a speech in Haifa protesting the ongoing attack on Gaza, Israeli police allegedly summoned him for an interrogation. Mr. Makhoul refused, and was allegedly forcibly escorted by two ISA officers to a police station where he was interrogated for three hours.

1318. On 21 April 2010, an administrative order signed by Israeli Interior Minister Eli Yishai allegedly prohibited Mr. Makhoul from traveling outside Israel for a period of two months based on Article 6 of the Emergency Regulations of 1948.

1319. On 6 May 2010, 16 Israeli police officers accompanied by agents from the Israeli General Security Services (GSS) allegedly raided Mr. Makhoul's home in Haifa and arrested him pursuant to an arrest order dated 23 April 2010 citing security reasons as the grounds for his arrest. It is alleged that the police searched his house and confiscated documents, maps, the family's four mobile phones, the laptops of Mr. Makhoul and his wife, the hard drives from his daughters' desktop computers, a camera and a small tape recorder. During the house search, the police allegedly violently restrained Mr. Makhoul's wife.

1320. It is alleged that a few hours after the arrest, Mr. Makhoul's wife received a phone call from someone who identified himself as representative from the "international terrorism" section of Petah Tikva interrogation center. She was then informed that her husband was being detained at the Petah Tikva interrogation center for questioning. The same day, a detention hearing on Mr. Makhoul's case was reportedly held at the Magistrates' Court in Petah Tikva and his detention was extended for six days. During this time, Mr. Makhoul was reportedly held incommunicado and had no access to a lawyer.

1321. On 17 May 2010, Mr. Makhoul's detention was allegedly further extended until 20 May by the Petah Tikvah Magistrate Court. It is alleged that, for the first time since his arrest, Mr. Makhoul was allowed to attend the hearing and granted access to his lawyers.

1322. It is further alleged that, Mr. Makhoul, who has been subjected to extensive interrogations, is suffering for exhaustion and pains in the head.

1323. Concern was expressed that the arrest and incommunicado detention of Mr. Makhoul might be directly related to his legitimate work in defense of human rights, in the exercise of his right to freedom of expression. Further concern was expressed about his physical and psychological integrity.

Response from the Government

1324. In a letter dated 28 July 2010, the Government responded to the communication sent on 21 May 2010. Mr. Amir Makhoul was arrested on May 6, 2010, and on May 27, 2010 an indictment was filed against him for the following offences.

1325. Details on the indictment were provided by the Government. According to the indictment, the defendant knowingly had contact with foreign agents of the Hezbollah terrorist organisation, without reasonable explanation, and while he is aware that the abovementioned agents dealt with or were sent to collect confidential information or other actions that may harm state security on behalf of a terrorist organisation or linked to it or acting on its behalf. In doing so, the defendant conspired to assist the enemy, the Hezbollah terrorist organisation, in its war against Israel with the intent to do so, by transmitting information with the intention that they will result in enemy hands or knowing that they might reach enemy hands. In addition the defendant transmitted information and confidential information while not being authorised to do so and with the intent of harming State security.

Urgent appeal

1326. On 3 November 2010, the Special Rapporteur, together with Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent a communication to the Government concerning the conviction of Mr. **Ameer Makhoul**. Mr. Makhoul is the General Director of Ittijah – a union of Arab community-based associations, a network of Arab NGOs in Israel which holds consultative status with the United Nations Economic and Social Council – and is also Chairperson of the Public Committee for the Defence of Political Freedom where he monitors restrictions on the political freedoms of Arab citizens in Israel. Mr. Makhoul was the subject of a previous Urgent Appeal by the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders sent on 21 May 2010. The response of your Excellency's Government to the above appeal was received on 2 August 2010.

1327. According to new information received, on 27 October 2010, Mr. Ameer Makhoul was convicted by Haifa district court of involvement in espionage operations with the Lebanese organization Hezbollah. It is reported that Mr. Makhoul was found guilty, subsequent to confession which formed part of a plea bargain reached between the prosecution and defence, on charges of contact with a foreign agent, espionage and aggravated espionage. Mr. Makhoul also pleaded guilty to charges of conspiracy to aid the enemy in a time of war, a charge which was later dropped.

1328. Concern has been expressed that Mr. Makhoul may have confessed to these crimes as a result of torture or the use of other forms of violence against him while in detention. It is reported that Mr. Makhoul previously stated in the Magistrate's Court in Petah Tikva that he had admitted to false accusations under duress, due to the harsh methods of interrogation to which he was subjected. The methods of interrogation reportedly included sleep deprivation and constant interrogation while being tightly bound to an undersized chair in such a way as to cause him extreme pain.

1329. Mr. Makhoul is due to be sentenced in December.

1330. Concern was expressed that the conviction of Mr. Ameer Makhoul may be related to his legitimate and peaceful human rights activities. Furthermore, in light of the allegations of ill-treatment and torture in detention, grave concern was expressed for Mr. Makhoul's physical and psychological well-being.

Urgent appeal

1331. On 8 November 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967, sent a communication to the government concerning the sentencing of Mr. **Abdallah Abu Rahma**. Mr. Abu Rahma is a secondary-school teacher and head of the Bil'in Popular Committee against the Wall, an organization that carries out public demonstrations against the Israel security barrier and wall in the West Bank. This organization was awarded the International League for Human Rights' Carl Von Ossietzky Medal in 2008 for its work in defense of human rights.

1332. According to the information received, on 11 October 2010, Mr. Abdallah Abu Rahma was sentenced to one year of imprisonment and fined 5,000 New Israeli Shekels by an Israeli Military Court, after having been found guilty of incitement and organizing illegal demonstrations. The charges allegedly relate to Mr. Abu Rahma's activities

organizing peaceful protests against the Israeli-built separation wall in the village of Bil'in. In addition, Mr. Abu Rahma was reportedly given a six-month suspended sentence in case he might carry out similar actions again in the future. Initial charges against Mr. Abu Rahma for alleged stone-throwing and arms possession were apparently withdrawn.. The latter was reportedly linked to Mr. Abu Rahma's having collected used tear-gas canisters and bullet cases relating to shots at demonstrators by Israeli security agents, in order to document the level of force directed at demonstrators –

1333. The demonstrations against the wall, which Mr. Abu Rahma was involved in organizing, are reportedly non-violent and consist of Israeli, Palestinian, and foreign participants. It is further reported that Military Order 101, which applies only to the Occupied Palestinian Territory, was evoked in order to convict Mr. Abu Rahma. This Order criminalizes attempts to influence public opinion, orally or otherwise, "in a manner that is liable to harm public order or public safety", as well as other acts such as displaying or waving flags. The prosecution allegedly requested that the judge make an example of Mr. Abu Rahma by handing down a harsh sentence, with the objective of deterring others from participating in such public demonstrations.

1334. Concern was expressed that the sentencing of Mr. Abu Rahma may be related to his legitimate human rights activities.

Response from the Government

1335. In a letter dated 26 November 2010, the Government responded to the communication sent on 8 November 2010. In 2005, three criminal indictments were filed against Mr. Abdullah Abu Rahma for disruption of public order, interference with an IDF soldier in performing his duty and incitement and breach of curfew. Mr Abu Rahma was released from detention upon certain conditions for the duration of his trial. On 20 July 2010, Abu Rahma was convicted of the above offences and sentenced to two months imprisonment.

1336. While breaching the conditions set by the court upon his abovementioned release, on December 10, 2009, Mr. Abu Rahma was arrested again, this time for committing additional offences. An indictment was filed against him for incitement; organisation and participation in an unauthorised demonstration aimed, *inter alia*, to disrupt public order, stone throwing; and the possession of unlicensed ammunition. Mr. Abu Rahma was arrested until the completion of the proceedings.

1337. On August 24, 2010, the Court convicted Mr. Abu Rahma for incitement and for organising and participating in an unauthorised demonstration. Mr. Abu-Rahma was acquitted of stone-throwing and possession of unlicensed ammunition. The conviction was based on Articles 1, 3, 7(a), 10 of Military Order No. 101 (1967).

1338. On October 11, 2010, the Court sentenced Abu Rahma to a total of 12 months imprisonment conditional imprisonment and a NIS 5000 fine.

1339. Mr. Abu Rahma was convicted for his role in the "Bil'in in Popular Committee" or the "Fence Committee" which organises the weekly demonstrations in Bil'in against the construction of the security barrier since 2005.

1340. It should be mentioned that these demonstrations often turn violent and involve stone-throwing and violent acts against Israeli forces in the area. Abu Rahma was convicted for organisation of these events and for incitement before and during these events. The judges thoroughly reviewed all evidence before them in an extensive judgement and all procedures were held in accordance with relevant legislation and orders.

1341. The violent actions of demonstrators in Bil'in are a constant threat to public order and security. Incitement to violence leads to actions that undermine peace and security and pave the way for violence and hatred.

1342. The military courts in the Judea and Samaria area act under the power of security legislation, which also guarantees the independence of the judges. All judges are jurists. All defendants have a right to retain private counsel, who are independent of the Israeli military system. In addition, it should be noted that all processes under the courts may be appealed to a Court of Appeals as well as ultimately reviewed in an appeals process by the High Court of Justice in Israel.

1343. The Court in its decision regard Abu Rahma addressed allegations raised by the Defendant relating to unfair trial and investigation practices. When these charges were found to have merit by the Court, they were taken into account, and accordingly, two charges were dropped, *inter alia*, for reasons of lack of sufficient investigation and lack of evidence. A great deal of testimony, however, was found to be unreliable, as several of the witnesses contradicted one another, while other witnesses were declared to be "hostile" due to meaningful inconsistencies in their testimonies during investigation and during trial.

1344. The maximum penalty for the offences that Abu Rahma was convicted of is 10 years imprisonment. In his sentencing, handed down on October 11, 2010, due consideration was given to aggravating as well as mitigating factors. Abu Rahma's leading role in the demonstrations and in society, his influence over the village people that was used for incitement to violence and his previous convictions and parole conditions which were violated called for a longer sentence. However, the court also took into account the fact that Abu Rahma's actions were sparked by a sense of injustice; the defendant's overall moral character; the fact that he has worked to promote peace, dialogue and co-existence; and the fact that the defendant is a teacher and a father. Taking into consideration all of the factors noted above, Abu Rahma was sentenced to a total of 12 months imprisonment, 6 months of conditional imprisonment (should he repeat these offenses in the following 5 years) and a NIS 5000 fine.

1345. Mr. Abu Rahma was represented by a lawyer in all the legal proceedings and court hearings. In addition an interpreter was present at the hearing.

Observations

1346. The Special Rapporteur thanks the Government for the detailed responses received to the communications sent on 23 December 2009, 21 May 2010 and 8 November 2010, but regrets that, at the time of finalization of this report, the Government had not transmitted replies to her communication sent on 5 March 2010, 20 April 2010 and 3 November 2010. The Special Rapporteur considers response to her communications an important part of the cooperation between governments and her mandate. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

1347. The Special Rapporteur wishes to express her concern at the reported increased restrictions to the activities of human rights defenders working in Israel, including arrests, administrative detentions and restrictions to their freedom of movement as well as to their freedom of opinion and expression. She is particularly concerned about allegations of torture and ill-treatment received, and urges the Government to provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken in such cases.

Italy

Letter of allegations

1348. On 1 March 2010, the Special Rapporteur sent a letter of allegations to the government concerning the sentencing of Mr. **Roberto Malini** and Mr. **Dario Picciau**. Mr. Malini and Mr. Picciau are the co-presidents of the non-governmental organization “EveryOne Group” and work to promote the rights of persons belonging to minorities, including the Roma.

1349. According to information received, on 12 February 2010, Mr. Malini and Mr. Picciau were notified by Italian authorities that they were sentenced to a prison term, on the basis that “in complicity with each other, they caused the interruption, or at least disturbed a police operation aimed at identifying three foreign citizens, and used abusive language towards the officers from the Pesaro-Urbino police headquarters, and interfered in the carrying out of their duty”. The prison term sentence, which was subsequently commuted into a fine of 2,100 Euros, was handed down on the basis of Articles 110 and 340 of the Italian Penal Code. These provisions allow the magistrate to sentence a person based solely on the submission of the prosecutor, without an adversarial procedure. Such penal decrees may be appealed within 15 days from the notification.

1350. The sentencing of the two activists relates to events which took place on the evening of 20 December 2008. A police officer from the Pesaro-Urbino police station was talking in a reportedly arrogant manner to a Roma migrant, Mr. Nico Grancea, outside a coffee shop. When Mr. Malini and Mr. Picciau approached the scene and greeted Mr. Grancea, whom EveryOne Group have been providing assistance to during the past year, the police officers requested that Mr. Malini and Mr. Picciau identify themselves. They have reportedly complied with the police order, after which the officers left without issuing a notification.

1351. During the judicial process under Articles 110 and 340 of the Penal Code, the magistrate in charge of the case did not take into consideration the testimonies of the owner of the coffee shop, Mr. Nico Grancea or the two human rights defenders, and the procedure amounted to a conviction without trial. Mr. Malini and Mr. Picciau have appealed the sentence.

1352. Concern was expressed that the sentencing of Mr. Roberto Malini and Mr. Dario Picciau may be related to their legitimate activities promoting and protecting the rights of minorities and migrants and advocacy against the expulsion of asylum seekers. Further concern is expressed regarding the alleged comments of the Pesaro Police Commissioner, who described the Roma as “dangerous criminals” and alluded that those advocating for their rights, including EveryOne Group, are part of a criminal organization.

Response from the Government

1353. In a letter dated 20 May 2010, the government sent a letter in response to the communication sent on 1 March 2010.

1354. From the reports of the State Police, on December 20, 2008, Mr. R.M and Mr. D. P. burst, during an identification check by police officers – activity falling within the exercise of public functions of the Police -, in a public square in the Municipality of Pesaro. The two persons under reference addressed the Police officers with specious slander and thus interrupted the performance of public service.

1355. In terms of reconstruction of events, it is noted that of the three foreigners under identification control by the Police, only one person was in possession of identification

documents. Moreover, Judicial Authorities have reported that none of these foreigners has applied for asylum. It is also worth-noting that Mr. R.M. and Mr.D.P., once brought to the Police headquarters, apologized for their behaviour.

1356. By “penal decree of condemnation”, the gentlemen under reference were convicted under Article 340 of the penal code for the interruption of a public service. The police, being unable to fulfil their duty to identify the three foreigners, have not submitted any complaint, resulting in the dismissal of the offense of abuse, originally objected to Mr. R.M. and Mr. D.P.. Please also note that in the event that the offence under Article 340 is ascertained the relevant criminal proceeding starts *ex officio*. This is not the case for the latter offence, namely that of abuse of public officer – mainly existing in the civil law tradition.

1357. As for the effective implementation of the principle of the fair trial, the Italian Authorities firmly deny that the gentlemen in question have been convicted without a trial. The above penal decree, which was issued on May 11, 2009 against the persons concerned, is envisaged under Article 459 of the Code of Criminal Procedure. This procedure responds to the need to deflate the backlog and workload of the judicial authorities only in the event that the situation meets strict law criteria. Besides this is activated upon request by the public prosecutor and released by the judge for preliminary investigations when there is a clear evidence of guilt.

1358. Under the given circumstances prescribed by law, it is therefore possible to apply such proceedings, which provide neither the preliminary hearing nor the trial in its ordinary form, but preserve its “rewarding nature¹”.

1359. Once issued this decree, the convicted person may, within 15 days, appeal it, with the specific ability to request or activate either the so-called immediate trial, or summary trial or plea bargain under Article 444 of the Code of Criminal Procedure.

1360. Such summary judgement does not affect the right of defence. Indeed, if the accused disagrees with such measure, s/he may in fact establish the normal criminal proceedings through opposition to the decree.

1361. In this case, the two defendants, through legal counsel, brought, on February 22, 2010, opposition to the penal decree, and requested the establishment of the hearing and thus the trial, in its ordinary form.

1362. In terms of results, it has to be noted that the persons under reference have been convicted under that decree to pay a criminal fine of 1,140.00 euro each, and not 2.100,00 euros.

1363. Last but not least, according to the Police report, it has not emerged that the owner of a Bar was there when the events under examination occurred. However, if any testimony is requested by the two defendants in the incoming trial, such evidence will be submitted, according to relevant law provisions and in due judicial course.

1364. For these reasons, Italian Authorities deem that in this specific case there has been no breach of the provisions of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR).

Observations

1365. The Special Rapporteur thanks the Government for the detailed response received regarding the communication dated 20 May 2010. However, the Special Rapporteur regrets that in the response by the Italian Government, information was not provided regarding concerns expressed pertaining to alleged comments made by the Pesaro Police

Commissioner and reiterates her concern that the alleged comments may serve to stigmatise and create a negative bias towards the Roma community and those who work defending their rights.

Jamaica

Letter of allegations

1366. On 1 December 2010, the Special Rapporteur sent a letter of allegations to the Government concerning the **Jamaica Forum for Lesbians, All-Sexuals and Gays (J-FLAG)**, a human rights lobby group which advocates equal rights for lesbian, gay, transgender and intersex (LGBTI) persons in Jamaica. The organisation was previously the subject of a Joint Allegation Letter sent by the then Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression on 6 December 2004. As of today, no response has been received by the part of your Excellency's Government.

1367. According to the information received, on 16 November 2010, J-FLAG was refused permission to hold a meeting regarding LGBTI issues and human rights at the Jamaica Pegasus hotel in Kingston.

1368. It is reported that on 11 November 2010, J-FLAG made a booking with the said hotel to hold a meeting, on 18 November 2010, with similar organisations and stakeholders with a view to examining LGBTI-related human rights issues in Jamaica. However, on 16 November 2010, the Executive Director of J-FLAG was informed via a telephone call from the hotel's Director of Sales and Marketing that due to the nature of the work carried out by J-FLAG, the Jamaica Pegasus Hotel was unwilling to allow the meeting to take place on its premises. It is alleged that this marks a change in policy on the part of the hotel, which had previously hosted groups including LGBTI persons.

Response from the Government

1369. In a letter dated 31 January 2010, the Government responded to the communication dated 1 December 2010.

1370. The allegation by J-FLAG of the refusal of the Pegasus Hotel to honour a reservation to hold a meeting was investigated by the Government. The investigations revealed that the information communicated by J-FLAG to you appears to be factual. The Hotel's decision was related to a number of concerns, which included the need to protect both the meeting attendees and the hotel, as a prior event hosted by a pro-gay group was marred by unsatisfactory behaviour.

1371. Following the incident, a meeting was convened between J-FLAG and the hotel where an amicable agreement was reached on future arrangements. The parties agreed that a designated member of the hotel staff would address reservation requests from J-FLAG and on confirmation of such requests, consultations will be done on the tilting and listing of the event on the hotel's notice board.

Observations

1372. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for responding to her communication dated 1 December 2010. The Special Rapporteur encourages the

Government to take the necessary measures to ensure the existence of an environment which is conducive to the work of all human rights defenders.

Jordan

Letter of allegations

1373. On 3 August 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegation to the Government concerning restrictions to the right to freedom of expression in the Hashemite Kingdom of Jordan, notably the trial of Mr. **Sufyan Aref Ahmad Tell**, journalist, and Mr. **Muwfaq Mohd Khalf Al Mahadin**, columnist for the daily "Al-Arab Al-Yawm", as well as the banning of the media to report on allegations of corruption.

1374. According to information received, on 14 January 2010, Mr. Muwfaq Mohd Khalf Al Mahadin participated in a debate on the satellite television station Al Jazeera, during which he criticized the Hashemite Kingdom of Jordan's cooperation with the United States of America on security issues, while Mr. Sufyan Aref Ahmad Tell criticized the Hashemite Kingdom of Jordan's "military presence outside its borders" during a talk show on a local television station, Nourmina. On 9 February 2010, Mr. Sufyan Aref Ahmad Tell and Mr. Muwfaq Mohd Khalf Al Mahadin were ordered to appear at a court in Amman for questioning by the Prosecutor of the State Security Court, Mr. Yousef Faouri, following a complaint filed by retired military officers who accused them of insulting the Jordanian armed forces.

1375. When they appeared at the court with their lawyer on 10 February 2010, the Prosecutor ordered them to be held for 15 days at Al-Juweida prison, based on the following charges: carrying out actions that would disturb the peaceful relations with a foreign country (article 118 of the Penal Code); inciting racism (article 130 and 150 of the Penal Code); disparaging the army (article 191 of the Penal Code); encouraging the public to change the current Government (article 159 and 161 of the Penal Code); and taking actions that would impair the prestige of the State (articles 130 and 132 of the Penal Code).

1376. On 20 May 2010, the case was transferred to the Amman Court of First Instance, but the date for the trial is yet to be set. If found guilty, they risk being sentenced to up to fifteen years of imprisonment.

1377. In a separate case, on 9 March 2010, the Prosecutor of the State Security Court reportedly issued an order banning the news media from reporting or commenting on the case of alleged corruption involving the Jordanian Petroleum Refinery Company (JPRC) without his personal approval. The ban was ordered following the arrest on 4 March 2010 of Mr. Adel Kudah, former Minister of Finance and an official of JPRC, Mr. Ahmed Rifai, former executive of JPRC, Mr. Khaled Shahin, prominent businessman, and Mr. Mohammed Rawashdeh, Government economic advisor, for allegations of corruption related to an expansion project undertaken by JPRC.

1378. Concern was expressed that the charges against Mr. Sufyan Aref Ahmad Tell and Mr. Muwfaq Mohd Khalf Al Mahadin and the ban imposed on the media regarding allegations of corruption constitutes a direct attempt to stifle the right to peaceful freedom of expression on politically sensitive issues in the Hashemite Kingdom of Jordan.

Response from the Government

1379. In a letter dated 13 October 2010, the Government sent a letter in response to the communication sent on 3 August 2010.

1380. Investigations have ascertained that the Amman Criminal Court has not yet concluded proceedings in the first case, regarding Mr. Sufyan Aref Ahmad Tell and Mr. Muwfaq Mohd Khalf Al Mahadin, and that the second case, involving the Jordanian Petroleum Refinery Company, is still being heard by the court of appeal.

1381. As regards the request for detailed information on how far articles 118, 130, 132, 159 and 161 of the Criminal Code are in conformity with the international norms and standards on the right to freedom of opinion and expression set forth in article 19 of the International Covenant on Civil and Political Rights, and on the order handed down by the Prosecutor of the State Security Court in the case involving the Jordanian Petroleum Refinery Company, attention is drawn to the following:

1382. With regard to the question on the extent to which articles 118, 130, 132, 159 and 161 of the Criminal Code are in conformity with the international norms and standards on the right to freedom of opinion and expression set forth in article 19 of the International Covenant on Civil and Political Rights, all these articles have been incorporated into parts 1 and 2 of the Criminal Code, which deal with State-security and law and order offences. Article 19, paragraph 3, of the Covenant stipulates: “the exercise of the rights provided for in paragraph 2 of this article carries with it special duties and responsibilities. It may therefore be subject to certain restrictions, but these shall only be such as are provided by law and are necessary: (a) For respect of the rights or reputations of others; (b) For the protection of national security or of public order (ordre public), or of public health or morals.

1383. Certain restrictions may thus be imposed on the right to freedom of opinion, as provided for in paragraph 2 of article 19, and cited by the Special Rapporteurs in their letter provided that they are sanctioned by law and are necessary in order to protect security or ensure respect of the rights or reputations of others. This principle is also reflected in the Criminal Code.

1384. Paragraph 5 (n) of the Human Rights Council resolution referred to in the letter from the Special Rapporteurs stipulates that States must review their procedures, practices and legislation, as necessary, in order to ensure the full and effective implementation of all their obligations under international human rights law, including to ensure that any limitations on the right to freedom of opinion and expression are only such as are provided by law and are necessary for the respect of the rights and reputations of others, or for the protection of national security or of public order (ordre public) or of public health or morals.

1385. All the offences with which the two persons involved in this case were charged are included in legislation enacted to protect State security. Proceedings brought on the basis of that legislation do not impinge on Jordan’s obligations under article 19 of the International Convention on Civil and Political Rights. Legal proceedings were not initiated against these persons merely because of the debates that they had participated in or because they had criticized Government policy. In this connection, it should be noted that the Press and Publications Act was amended to provide for the establishment, in courts of first instance and courts of appeal, of specialized criminal divisions to consider press and publications cases. The special division of the Amman court of first instance was granted exclusive jurisdiction to hear publications and publishing offences under the Press and Publications Act that constitute a threat to national security, either at home or abroad. Moreover, under the recently promulgated act amending the Criminal Code, fines rather than prison terms are imposed for certain press offences.

1386. The Public Prosecutor's decision was taken in accordance with the relevant legislation (art. 225 of the Criminal Code, art. 39 of the Press and Publications Act No. 8 of 1998, art. 11 of the Contempt of Courts Act and art. 13 of the Access to Information Act) and is in conformity with the relevant international standards, including article 19, paragraph 3, of the International Covenant on Civil and Political Rights, which states that under the law, certain restrictions may be placed on freedom of expression and opinion when this is necessary to ensure respect for the rights and reputations of others.

Observations

1387. The Special Rapporteur thanks the Government for the detailed response received to her communicated dated 3 August 2010. The Special Rapporteur urges the Government to take the necessary measures to ensure the existence of an environment which is conducive to the work of human rights defenders allowing them to carry out their legitimate work without fear of persecution.

Kazakhstan

Urgent appeal

1388. On 8 October 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent a communication to the Government concerning Mr. **Vadim Kuramshin**, Mr. **Zhumagali Omanbayev** and Mr. **Spandiyar Shymyrkulov**.

1389. According to the information received, on 6 October 2010 at 6 p.m., Mr. Vadim Kuramshin and Mr. Zhumagali Omanbayev, brother of a prisoner at 40th Colony Dolinka in Shakhtinsk, near Karaganda, were arrested following after they tried to arrange a meeting with the prison administration. The men were trying to obtain permission to meet with a prisoner, Mr. Spandiyar Shymyrkulov who, on his arrival at the Colony was allegedly beaten up and put in a punishment cell for refusing to clean a toilet.

1390. As Mr. Kuramshin and Mr. Omanbayev were leaving the prison building, the men were arrested by officers from the Shakhtinsk Police and staff of the Committee for the Criminal Investigation System (National prison administration), and taken to the local police station. Upon inquiring into the reasons for the arrest, Mr. Kuramshin was informed by Police Major Kashkynov that he had received information from certain persons accusing him of being involved in drug trafficking. These people remain anonymous.

1391. Mr. Zhumagali Omanbayev has reportedly been pressured to turn down help from Mr. Kuramshin. Mr. Kuramshin and Mr. Omanbayev are currently held at the Police Station in Shakhtinsk. With regard to the situation of Mr. Spandiyar Shymyrkulov, no information about his well-being was available at the time the communication was sent.

Response from the Government

1392. In a letter dated 21 January 2011, the Government responded to the communication sent on 8 October 2010. V. Kuramshin and Z. Omanbaev were arrested on 6 October 2010 as they were trying to meet with the administration of a correctional institution to obtain a meeting with the prisoner S. Shymyrkulov, who had been beaten for refusing to clean a toilet.

1393. Verification of the matter laid out in the complaint showed that, at approximately 10 a.m. on 6 October 2010, V. Kuramshin, introducing himself as a representative of a human rights defenders' organization, and Z. Onbaev (in the communication of the United Nations Special Rapporteur, the family name is given as Omanbayev), stating he was the cousin of prisoner S. Shymyrkulov, came to the administration of the AK-159/6 institution of Karaganda province department of the Committee of the Penal Correction System (Dolinka colony, strict regime), asking for a meeting with S. Shymyrkulov.

1394. The meeting was refused because, pursuant to a decision by the head of the institution on 4 October 2010, S. Shymyrkulov was being held in a punishment cell for 15 days for refusing to clean the quarantine area of the correctional institution (under article 114 of the Code of Criminal Procedure, prisoners held in punishment cells are not allowed to have visits).

1395. It has not been proved that the institution administration used unauthorized measures against S. Shymyrkulov for refusing to clean a toilet.

1396. On the day in question, at 5.18 p.m., duty operator of Karaganda province Internal Affairs Department Central Operations Division received anonymous information, recorded under No. 1874, that unknown persons travelling in a vehicle were transporting narcotic substances into the AK-159/6 institution (Dolinka colony open prison).

1397. The information was promptly passed on at area level to Shakhtinsk police station, where the duty officer recorded it in the information register at 5.18 p.m. under No. 1874, and immediately instructed Dolinka neighbourhood officer to check the report. The vehicle was apprehended with driver Z. Onbaev and passenger V. Kuramshin at the entrance to the open prison.

1398. The neighbourhood officer used his powers to check the driver's papers, carried out a visual inspection of the vehicle and then, in light of the information received, asked them to go to Shakhtinsk police station to give an explanation.

1399. It should be noted that Z. Onbaev and V. Kuramshin drove independently, without the officer accompanying them, to Shakhtinsk police station, where only Z. Onbaev was actually questioned; V. Kuramshin refused to give any explanation. Z. Onbaev's statement was taken in the entrance hall of the police station in front of the duty officer, where he wrote by hand that he had come to Dolinka on the request of V. Kuramshin to meet an acquaintance of the latter.

1400. They were not detained, there was no unlawful action by the police officers against them, and they remained in Shakhtinsk police station no longer than 30 minutes. V. Kuramshin and Z. Onbaev made no complaints to the procurator's office about unlawful actions by officers of Shakhtinsk police station, or the administration of institutions in the area of Dolinka colony.

1401. It should be noted that, on 19 October, the administration of institution AK-159/6 allowed V. Kuramshin and Z. Onbaev to meet briefly with S. Shymyrkulov. The meeting lasted one hour, during which V. Kuramshin offered his services and encouraged S. Shymyrkulov to make a complaint about the actions of the open prison administration, but the latter refused to do so.

1402. Given those circumstances, the conclusions drawn in the communications from the Special Rapporteurs have not been substantiated.

Observations

1403. The Special Rapporteur thanks the Government for the response received to her communicated dated 8 October 2010. The Special Rapporteur urges the Government to take the necessary measures to ensure the existence of an environment which is conducive to the work of human rights defenders allowing them to carry out their legitimate work without fear of persecution.

Kenya

Urgent appeal

1404. On 30 April 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Keneth Kirimi**, a human rights activist working with the non-governmental organization Release Political Prisoners (RPP), and member of Bunge la Mwananchi, a grassroots movement fighting social injustice and promoting accountable leadership.

1405. According to the information received, on 22 April 2010, Mr. Keneth Kirimi was arrested by plain clothed officers in Nairobi, together with two other individuals who were with him at the time. The arrest reportedly took place near the headquarters of the General Services Unit of the police. Mr. Kirimi and the two other individuals were allegedly forced into a vehicle and driven around the Eastlands for several hours and interrogated.

1406. While the two other individuals were released on the same day, Mr. Kirimi was allegedly detained in Thika, where he was blindfolded and sedated, and taken to an isolated house in Suswa. During his detention he was allegedly subjected to torture and ill-treatment, including sexual assault, intimidation by gunshots fired in a small room and threats of sexual violence against his wife.

1407. Mr. Kirimi was allegedly interrogated about RPP, the work carried out by Stephen Musau, the executive coordinator of RPP, the organization's work on extrajudicial killings and the sharing of their report with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, Mr. Philip Alston.

1408. Mr. Keneth Kirimi was found on 25 April 2010, at Suswa market, reportedly in serious physical condition and is currently undergoing medical treatment.

1409. Concern was expressed that the arrest, arbitrary detention and torture and ill-treatment of Mr. Keneth Kirimi may be related to his legitimate work in defence of human rights, in particular his work on political prisoners and summary executions in Kenya. Further serious concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr. Kirimi. Further concern was expressed regarding threats against human rights defenders who have been in contact with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions in connection with his visit to Kenya in February 2009. A communication containing such concerns was sent to your Government on 13 March 2009. No response addressing the concerns has yet been received to that communication. In this context we wish to recall that in a statement to the 11th session of the Human Rights Council in June 2009, the representative of your Government regretted and condemned the killings of human rights defenders from the Oscar Foundation and reassured that no human rights defenders will be intimidated or harassed.

Observations

1410. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply the communication sent during the reporting period, particularly given the seriousness of the allegations received and concerns expressed. She also regrets not having received response from the Government to the communications sent by the mandate in previous years including those dated 13 March 2009, 19 September 2008, 15 August 2008, 22 May 2008, 26 February 2008, 31 January 2008, 23 January 2008, 15 January 2008, 17 September 2007, 27 July 2005, and 6 July 2005.

1411. The Special Rapporteur considers response to her communications an important part of the cooperation between governments and her mandate and as such requests that the Government of Kenya provide details about the issues raised in the aforementioned communications.

1412. The Special Rapporteur reiterates her concern about the general situation of human rights defenders in Kenya and urges the authorities to take all necessary measures to create a safe environment conducive to the work of all human rights defenders.

Kuwait

Urgent appeal

1413. On 11 June 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers sent an urgent appeal to the Government regarding the detention of and charges against Mr. **Mohammad Abdul Qadar Al-Jasim**, journalist and lawyer.

1414. According to information received, on 1 April 2010, a Kuwaiti trial court convicted Mr. Al-Jasim on criminal slander charges based on remarks he made at a private gathering in a house of a member of parliament at which he allegedly questioned the Prime Minister's fitness for office and called for his removal. He was sentenced to six months in prison, but Mr. Al-Jasim has reportedly appealed his sentence. His sentence was thus suspended pending the appeal.

1415. On 11 May 2010, Mr. Al-Jasim was summoned to the department of National Security for interrogation, and was allegedly questioned for more than fifteen hours over a period of two days by state security officers. From 11 to 18 May, Mr. Al-Jasim allegedly went on hunger strike to protest his detention. He has been held in detention since then.

1416. On 24 May 2010, Mr. Al-Jasim was presented before the court in Kuwait City for the first session of his trial on charges of "instigating to dismantle the foundations of Kuwaiti society", "slight to the personage of the Emir", and "instigating to overthrow the regime". The lawsuit was reportedly filed by Shaikh Nasser Sabah al-Ahmed al-Sabah, Minister of Amiri Diwan Affairs and the son of the Emir. These charges are linked to 32 articles published on his personal blog "Al Meezan" over the last five years, which allegedly criticised public officials in connection with the exercise of their offices.

1417. On the same day, public prosecutor's office reportedly banned coverage of the case in all media, without providing any legal justification or compelling reasons for such a ban.

1418. On 7 June 2010, Mr. Al-Jasim was presented before the court for the second session of his trial. During the session, Mr. Al-Jasim and his lawyers allegedly complained that according to Article 44 of the Law on Penal Procedures, the 21-day maximum period of precautionary detention of Mr. Al-Jasim ended on 31 May 2010 and, since there had been no court order to renew his detention, his continued detention is thus illegal. The defence team also reportedly complained that prior to both trials, Mr. Al-Jasim had not been given due notification of the session, in breach of the Law on Penal Procedures. It was also allegedly claimed that Mr. Al-Jasim's detention, alongside convicted prisoners in cases related to State security, is a violation of articles 25 and 26 of the Law on Prisons. The case has been adjourned until 21 June 2010 to hear the testimony of the investigation officer.

1419. Over his career, Mr. Al-Jasim has reportedly been the object of more than 20 formal complaints filed because of his writings and statements.

1420. Concern was expressed that the detention of and charges against Mr. Al-Jasim constitute an attempt to stifle the right to freedom of opinion and expression, in particular expression that is critical of Government officials. Moreover, concern was expressed that the ban of any media coverage of the case violates the public's right to receive information.

Observations

1421. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communication dated 11 June 2010. The Special Rapporteur considers response to her communications an important part of the cooperation between governments and her mandate and as such requests that the Government of Kuwait provide details about the issues raised in the aforementioned communication at its earliest convenience.

Kyrgyz Republic

Urgent appeal

1422. On 22 June 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government concerning Mr. **Azimzhan Askarov**, a prominent Kyrgyz human rights defender, and director of the human rights organization Vozdukh (Air), which forms part of regional human rights network in southern Kyrgyzstan. He has been documenting police ill-treatment of detainees in the village of Bazar Korgan, and in other parts of the Jalal-Abad region of Kyrgyzstan for several years.

1423. According to the information received, on 15 June 2010, Mr. Azimzhan Askarov was detained by representatives of the Bazar Korgan District Police Department. According to information provided by his first lawyer appointed by the police, his detention was not officially registered until 16 June 2010, albeit he was arrested on 15 June 2010 and such registration under the law should have taken place within 3 hours following the arrest.

1424. From 15 to 20 June 2010, Azimzhan Askarov was held incommunicado in a pre-trial detention centre in Bazar Korgan. According to his brother, who was arrested together with him and who was released on 17 June 2010, Azimzhan Askarov and he were subjected to daily torture during interrogations. Upon his release, Mr. Azimzhan Askarov's brother

appealed to human rights defenders with the request for urgent intervention, as Mr. Azimzhan Askarov allegedly feared for his life while in detention.

1425. On 17 June 2010, at 16:35, the prosecutor issued a decree accusing Mr. Askarov of crimes, foreseen under article 233 para 2 and 3, article 299 para 2 points 1 and 3 of the Penal Code under criminal case # 166-10-159. The court has sanctioned the arrest of Mr. Azimzhan Askarov for another two months, until 16 August 2010, in order to carry out investigation. On 21 June 2010, a complaint was lodged with the Djalalabad district court appealing the court's decision to prolong Mr. Azimzhan Askarov's detention. Human rights defenders were allegedly forced to pay a small bribe (upload mobile telephone balance) to have their appeal registered.

1426. The first meeting of Mr. Azimzhan Askarov with an independent lawyer and his colleagues took place on 20 June 2010. According to them, Mr. Askarov was very bleak, he could not sit. Both meetings took place in the presence of several police officers. It is believed that Mr. Askarov was beaten on his kidneys. According to the press release issued by the law-enforcement officials, the medical examination has not revealed any signs of physical mistreatment.

1427. It was reported that Mr. Azimzhan Askarov was subjected to prolonged daily beatings by police officials, in order to force him to disclose the location of his film clips and video camera. Mr. Azimzhan Askarov has filmed violence, and arson attacks in the mainly Uzbek-populated district of Bazar-Korgon. Mr. Askarov is believed to have filmed rioters firing on unarmed civilians, while armed police officers present at the scene allegedly did nothing to prevent ransoms and even participated in them.

1428. On 15 June 2010, police conducted its first search of Mr. Askarov's house. When they demanded to open the gates and his wife refused to do so, they fired in the air and broke down the entrance door of the gate. Mr. Azimzhan Askarov's wife managed to flee to a neighbour's house. Two more searches were conducted on 17 June 2010, one during the day and another in the evening. Human rights defenders arrived at his house at the end of the first search. According to the neighbours, Mr. Azimzhan Askarov was brought with the police officers who carried out the second search. On both occasions, Mr. Askarov's house was ransacked, and all food and his car were taken away from the house. According to human rights defenders, searches were conducted without a witness.

1429. On 17 June 2010, the Ombudsman of Kyrgyzstan, Mr. Tursunbek Akun declared at a press conference that the detention and charges against Mr. Azimzhan Askarov were unfounded. A similar statement was issued by Kyrgyz human rights defenders on 15 June 2010, expressing concern concerning the arrest and detention of Mr. Askarov and stressing that he worked peacefully on monitoring human rights violations committed.

1430. Concern was expressed that the arrest and detention of Mr. Azimzhan Askarov may be related to his peaceful activities as a human rights defender, in particular to monitoring and recording the violence and arson attacks related to the recent ethnic violence in the Jalal-Abad region. In light of the alleged prolonged beatings and incommunicado detention, further serious concerns are expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr. Azimzhan Askarov.

Response from the Government

1431. In a letter dated 22 July 2010, government of the Kyrgyz Republic issued a response to the urgent appeal dated 22 June 2010.

1432. After mass disorders in the village of Bazar-Korgon, Dzhahalal-Abad province, on 13 June 2010, the organizers of the disorders resorted to particular brutality in killing local police inspector M. Sulaimanov; seven other officers were wounded to varying degrees.

1433. The same day, the procurator's office in Bazar-Korgon district, Dzhahalal-Abad province, initiated criminal proceedings for incitement to ethnic, racial, religious or interregional hatred, mass disorders and murder of a member of the law enforcement agencies and the military.

1434. On 16 June 2010, Mr. Azimzhan Askarov and another individual were arrested on suspicion of having committed the above-mentioned crime, and taken into custody at the Bazar-Korgon district internal affairs office. Mr. Askarov's house was searched with the authorization of the Bazar-Korgon district procurator, and the following were found in a bookcase and removed: 10 cartridges for a 9-mm calibre PM pistol; various books and disks calling for the incitement of inter-ethnic discord.

1435. Mr. Askarov and another individual were charged under articles 233 (mass disorder) and 299 (inciting ethnic, racial, religious or interregional hatred) of the Criminal Code. The following day, the Bazar-Korgon district court ordered their pre-trial detention as a preventive measure.

1436. The charges against Mr. Askarov and another individual are supported by the evidence of six of the police officers who were victims, the official reports of the confrontations between the police and Mr. Askarov, evidence from a witness, and the official reports of his confrontation with Mr. Askarov.

1437. According to evidence from the above-mentioned police officers, on 13 July 2010, Mr. Askarov and another individual were in the crowd, encouraging people to refuse to obey the law enforcement agencies, to take hostage the head of the district internal affairs office, and to kill the other police officers.

1438. On 24 June 2010, Mr. N. Toktakunov, lawyer for Mr. Askarov, came to the Dzhahalal-Abad provincial procurator's office to submit a complaint concerning the alleged torture of his client. According to a forensic medical report dated 17 June, Mr. Askarov had bruising around his arm and lower back, serious enough to be considered impairment to health but not causing any short-term health disorder.

1439. The inquiry conducted as a result of the complaint found that Mr. Askarov was arrested on 16 June 2010 and held in the cell where two other individuals were being detained on suspicion of having participated in the mass disorders. The same day, on the grounds that Mr. Askarov's illegal actions had led to his house being set on fire and many people being killed, one of the individuals hit Mr. Askarov around the head, causing Mr. Askarov to fall on his back on the concrete floor.

1440. On 25 June 2010, Mr. Askarov requested the Dzhahalal-Abad procurator's office not to charge said individual as he had no claims against him. Moreover, it was noted in the complaint that none of the police officers had beaten him, and he refused to undergo a forensic medical examination.

1441. On 29 June 2010, the provincial procurator's office refused to initiate criminal proceedings against said individual because there had been no complaint from the victim; and in respect of the alleged use of torture, because no crime had been committed.

1442. Mr. Askarov's participation in the mass disorders has been proved by materials in the case file. Investigations are now taking place in respect of the criminal case.

Letter of allegations

1443. On 12 August 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers sent an allegation letter to the Government concerning the situation of Mr. **Nurbek Toktakunov**. Mr. Toktakunov is a lawyer and the defence attorney of human rights defender Mr. Azimjan Askarov, whose situation was subject to an urgent appeal dated 22 June 2010.

1444. According to the information received, on 23 June 2010, Mr. Toktakunov was allegedly threatened near the Jalalabad police station by a crowd in relation to his legal assistance provided to Mr. Askarov.

1445. On 2 August 2010, Mr. Toktakunov was meeting Mr. Askarov, the director of the human rights organization Vozdukh (Air) in the Jalalabad police station when policemen reportedly ended the meeting. Mr. Toktakunov was told that this measure had been taken for security reasons since the family of a man killed during riots between ethnic Uzbeks and Kyrgyzs was on his way to the police station.

1446. An unknown man, seeing Mr. Toktakunov through the police station window, threatened to go inside and to punish him for defending Mr. Askarov. A few minutes later, the man, together with another man and women allegedly entered the police station, surrounded Mr. Toktakunov, tore his shirt, took his briefcase and threatened him with reprisal if he did not withdraw from Mr. Askarov's case. It is alleged that the policemen present did not try to stop the attack until representatives of the Regional Prosecutor's Office in Jalalabad intervened.

1447. Concern was expressed that the attack against Mr. Toktakunov might be directly related to his peaceful activities in the defense of human rights and in particular the legal assistance provided to Mr. Askarov.

Response from the Government

1448. In a letter dated 16 December 2010, the Government responded to the communication sent on 12 August 2010 but, at the time of finalization of this report, the reply of the Government had not been translated.

Urgent appeal

1449. On 18 August 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the government regarding Mr. **Azimzhan Askarov**, director of Vozdukh, a human rights organization which documents police ill-treatment in detention. Mr. Askarov was the subject of a joint urgent appeal sent by the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders; and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment on 22 June 2010.

1450. According to the information received, Mr. Azimzhan Askarov, an ethnic Uzbek, was detained by the police on 15 June, suspected of being involved in the death of a police officer during the recent violence in the country.

1451. On 26 July, the Jalal-Abad city court upheld the decision of the prosecutor's office not to investigate allegations that Mr. Askarov had been tortured following his detention. The authorities have argued that the large bruises on Mr. Askarov's body were produced by his cellmate. In addition, the General Prosecutor's Office indicated that Mr. Askarov had confirmed that he had not been ill-treated. Mr. Askarov's lawyer has not been allowed to meet with his client in private, and believes he is afraid of further ill-treatment if he files a complaint.

1452. During the time Mr. Askarov has been in detention, his sister-in-law and his lawyer were both attacked when they went to visit him at the police detention centre. The police reportedly failed to intervene to stop the aggression.

Response from the Government

1453. In a letter dated 21 August 2010, the Government responded to the communication sent on 18 August 2010 by providing the same reply as to the communications sent on 22 June 2010 (see above).

Letter of allegations

1454. On 15 September 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers sent a letter of allegations to the Government of the Kyrgyz Republic concerning concerning the assault on Mr. **Abdumannap Khalilov**, human rights defender from Osh and a human rights lawyer who has represented individuals in both penal and civil cases.

1455. According to the information received, on 16 August 2010, at the city tribunal in Osh, Mr. Khalilov was beaten by a crowd of women while a group of policemen who were present at the scene reportedly did not intervene.

1456. Mr. Khalilov went to the city tribunal to attend a court ruling for a civil case on which he had been working. In the courtyard of the tribunal, a group of women of Kyrgyz ethnic origin were protesting against the appointment of a new judge.

1457. According to reports received, one of the women recognized Mr. Khalilov and shouted "He is the defender of Uzbeks". The group of women reportedly attacked him and started to beat him. Mr. Khalilov could escape and ran to a group of policemen who were present at the scene. However, instead of protecting him, the group of policeman reportedly pushed him towards the women, who continued to assault him.

1458. Mr. Khalilov managed to reach the court building and hid in the room of the President of the Tribunal, where the President and two police colonels allegedly were present at the time. The women ran after him, entered the room and continued their assault of Mr. Khalilov. One woman reportedly took a bottle of water and smashed it on Mr. Khalilov's face, after which he lost consciousness.

1459. According to the information received, two staff members from the Office of the Prosecutor who knew Mr. Khalilov helped him to leave through a back door and get into a taxi. As a consequence of the assault, Mr. Khalilov reportedly suffered from concussion and his body showed numerous bruises/ hematoma.

1460. According to information received, various incidents of violence against human rights defenders and their supporters would have been documented in this region, some of which are reportedly closely related to the Uzbek ethnicity of the victims.

1461. Concern is expressed about the physical and psychological integrity of Mr. Khalilov and at the allegations that members of the police were present at the scene and did not protect him effectively.

Urgent appeal

1462. On 25 October 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of staff members of the human rights non-governmental organization **Spravedlivost**, which provides free legal and judicial assistance to both ethnic Kyrgyz and Uzbek people in the aftermath of the violence which erupted in the south of the country in June 2010, and the situation of lawyers working on cases related to these violent incidents.

1463. According to the information received, on 12 October 2010, two unidentified men, claiming to be relatives of ethnic Kyrgyz who were allegedly killed during the events in June by ethnic Uzbek, visited the premises of Spravedlivost in Jalal Abad. They harassed the staff members then present by asking for their full names and contact details, and why they were “employing lawyers for killers”. They stated that these lawyers, i.e. the lawyers hired for a number of ethnic Uzbek defendants, should remain quiet throughout the trial and refrain from submitting petitions to the judge. The two men further enquired about the organisation’s sources of funding. Finally, they stated that all human rights organizations should be closed in the Kyrgyz Republic, and threatened to return the following day.

1464. Serious concern is expressed that the threats against the staff members of Spravedlivost may be related to their legitimate human rights activities, i.e. the legal and judicial assistance they provide to both Kyrgyz and Uzbek people. Further concern is expressed for lawyers working on cases related to the violent incidents of June 2010.

Urgent appeal

1465. On 29 October 2010, the Special Rapporteur, together with the the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Azimzhan Askarov**, director of Vozdukh, a human rights organization which documents police ill-treatment in detention, and Mr. **Nurbek Toktakunov**, Mr. Askarov’s lawyer. Mr. Askarov was the subject of joint urgent appeals sent by the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders; and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment on 22 June 2010 and by the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers; the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, on 18 August 2010. Responses to the above communications were received on 23 July 2010 and 23 August 2010, respectively. Mr. Toktakunov was the subject of a joint allegation letter sent by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, on 12 August 2010.

1466. According to the new information received, Mr. Azimzhan Askarov is currently appealing a sentence of life imprisonment imposed by the regional court at Nookan, in the Jalal-Abad region of the Kyrgyz Republic, after a trial allegedly characterised by severe procedural irregularities and allegations of torture and ill-treatment of the accused while in detention. Mr. Askarov and the other defendants, all ethnic Uzbeks, were found guilty of murdering a Kyrgyz policeman during ethnic clashes in Bazar-Korgon in June 2010.

1467. The trial was allegedly characterized by worrying irregularities with regard to fair trial procedure. At the opening of the trial hearing on 2 September 2010, family members of the deceased policemen reportedly verbally abused Mr. Askarov and threatened “to kill all the defendants and their children wherever they are”. During the hearing, relatives of the victim reportedly prevented Mr. Askarov’s relatives from entering the court room. It is also reported that they repeatedly interrupted the proceedings with threats and insults against the defendants, often making reference to the defendants’ ethnicity. The judge allegedly did not intervene to maintain order in the court room. The defendants’ lawyers were also attacked by relatives of the deceased police officer and injured police officers, who reportedly hit them with sticks, and threw a glass at them, which smashed against the bars of the cage holding the defendants, resulting in splinters of glass hitting one of the lawyers. It is reported that court officials, including the judge, intervened only sporadically to stop the violence and to restore order. Mr. Askarov’s lawyers were allegedly denied the opportunity to question witnesses or submit petitions during the hearing. When the lawyers expressed concern that they would not be able to defend their clients under these conditions, the judge threatened to have their licenses to practice revoked.

1468. Before the trial hearing on 6 September 2010 began, family members of the deceased policeman and injured police officers posted flyers on the walls of the court building containing offensive language against Mr. Askarov and co-defendants and calls for the application of death penalty. The hearing itself was characterized by yet further allegations of procedural irregularities. A request by Mr. Askarov’s lawyer, Mr. Nurbek Toktakunov, that the hearing be deferred to allow him time to prepare an adequate defence was also denied; Mr. Toktakunov was also reportedly denied permission to meet with his client, and informed that he could only meet Mr. Askarov at the end of the trial process. Members of the audience, including family members of the deceased policeman, attempted to violently attack the defendants, and frequently subjected both the defendants and Mr. Toktakunov to verbal abuse; racist remarks; and threats. It is reported that no witnesses for the defence were heard during the trial, and that when Mr. Toktakunov stated his intention to call a witness, he was told by the victim’s relatives that the witness would “not leave this place alive”. Further, members of the audience also reportedly directed questions to the defendants without authorisation from the judge, and the accused did not receive a full explanation of their rights and responsibilities. It is also alleged that Mr. Askarov’s relatives were subjected to intimidation and threatened not to attend the hearing.

1469. Serious concerns have been raised regarding the treatment of Mr. Askarov and the other defendants while in detention. At the trial hearing of 6 September 2010, four of the defendants, including Mr. Askarov, allegedly bore visible marks indicating that they had been subjected to beatings. A petition by Mr. Toktakunov that his client be given a thorough medical exam was denied. When questioned by the judge, Mr. Askarov denied that he was subjected to any harm, although concern is expressed that this may have been out of fear of retribution.

1470. On 15 September 2010, Mr. Askarov and all seven defendants were found guilty and sentenced to life imprisonment. The verdict in the trial was subsequently denounced by Kyrgyz Ombudsman, Mr. Tursunbek Akun, as being politically motivated. Mr. Akun also claimed that an alternative investigation into the policeman’s killing held by his office had found Mr. Askarov not guilty.

1471. On 25 October 2010, Mr. Askarov appeared before Tashkumyr city court in order to appeal against the sentence. It is reported that upon arriving at the court, witnesses for the defence were prevented from entering the court room by a group of individuals. Upon raising the issue with the judge, the defence lawyer was questioned as to why the defence team had not previously applied for protection for their witnesses. During the session, several defendants reportedly claimed that they had been subjected to torture during interrogation; however, the court reportedly failed to respond to the allegations. The next hearing in the appeal is scheduled for 3 November 2010.

1472. Concern was expressed that the conviction and sentencing of Mr. Azimzhan Askarov may be related to his legitimate and peaceful work in defence of human rights in Kyrgyzstan. Grave concern was also expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Askarov and his family, Mr. Toktakunov, and witnesses for the defence in this case, in light of the repeated allegations of torture and ill-treatment, attacks, harassment, and intimidation outlined above. Further concern was expressed regarding the aforementioned allegations of irregularities relating to due process during Mr. Askarov's trial and appeal.

Response from the Government

1473. In a letter dated 16 December 2010, the Government responded to the communication sent on 29 October 2010 but, at the time of finalization of this report, the reply of the Government had not been translated.

Observations

1474. The Special Rapporteur thanks the Government for the responses transmitted to four of the six communications sent during the reporting period dated 22 June 2010, 12 August 2010, 18 August 2010 and 29 October 2010. But she regrets that, at the time of finalization of this report, responses to her communications sent on 15 September 2010 and the 25 October 2010 have not been received. She also regrets that, at the time of finalizing this report, responses to the communications sent during the previous reporting cycle dated 16 April 2009, 21 July 2008, 24 April 2008, 4 February 2008, 24 January 2008, 10 January 2008 and 31 December 2007 still remain without a response. She considers responses to her communications as an important part of cooperation by Governments with her mandate and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

1475. The Special Rapporteur expresses serious concern about the situation for human rights defenders in the Kyrgyz Republic, particularly following the period of unrest in June 2010. She urges the Government to ensure that human rights defenders are able to carry out their professional duties in an environment conducive to promoting human rights without risk to their physical or psychological integrity or fear of reprisals, intimidation, threats, stigmatisation or judicial harassment.

Lebanon

Lettre d'allégation

1476. Le 1^{er} octobre 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégation concernant la situation de **M. Ismael Shaikh Hassn**, un urbaniste libano-palestinien de renom, spécialisé dans les questions ayant trait à la reconstruction de camps de réfugiés.

1477. Selon les informations reçues, le 18 août 2010, M. Ismael Shaikh Hassn aurait été arrêté par les services secrets libanais au point de contrôle militaire Al-Abdeh au camp Nahr el Bared, alors qu'il essayait de pénétrer dans ce camp. Le camp, qui compterait 30.000 civils, serait déclaré « zone militaire » depuis 2007.

1478. Le 21 août 2010, M. Ismael Shaikh Hassn aurait été libéré sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui.

1479. Il est allégué que cette arrestation ferait suite à la publication d'un article de M. Ismael Shaikh Hassn dans le quotidien libanais *Assafir* le 12 mai 2010 dans lequel il critiquait les difficultés rencontrées dans le processus de reconstruction du camp Nahr el Bared, ainsi que les mesures de sécurité prises par les militaires dans ce camp au cours des trois dernières années, notamment l'imposition d'un permis d'entrée qui serait grandement préjudiciable à la vie économique du camp. Suite à la publication de cet article, M. Ismael Shaikh Hassn aurait reçu des menaces.

1480. Des craintes ont été exprimées quant au fait que l'arrestation et la détention de M. Ismael Shaikh Hassn soient liées à ses activités de défense des droits de l'homme, et ce dans l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Réponse du Gouvernement

1481. Dans une lettre datée du 10 novembre 2010, le Gouvernement a indiqué que, selon la direction générale de la sûreté générale, M. Ismael Shaikh Hassn n'a jamais été arrêté.

Lettre d'allégation

1482. Le 18 novembre 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégation concernant la situation de M. **Ghassan Abdallah**, président de l'organisation non-gouvernementale *Organisation palestinienne des droits de l'homme* (Palestinian Human Rights Organisation - PHRO) qui promeut et protège le droits des réfugiés palestiniens au Liban. M. Abdallah a fait l'objet d'un appel urgent envoyé par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme le 27 juin 2008. Nous accusons réception de la réponse du Gouvernement de votre Excellence reçue le 23 septembre 2008.

1483. Selon les nouvelles informations reçues, le 5 octobre 2010, M. Abdallah aurait reçu un appel téléphonique du Colonel Asmar, Chef de l'unité d'enquête au sein du service de renseignements de la base militaire à El-Qubeh, l'invitant à se rendre à la base pour « prendre un café ».

1484. Dans la matinée du 9 octobre 2010, M. Abdallah se serait rendu au bureau du Colonel Asmar où il aurait été interrogé pendant trois heures. L'interrogatoire, qui n'aurait pas été enregistré, aurait porté, entre autres, sur l'appartenance depuis 2002 de la PHRO au Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme (REMDH), un réseau de renommée internationale représentant des organisations de défense des droits de l'homme, des institutions et des personnes situées dans 30 pays de la région euro-méditerranéenne. M. Abdallah aurait été accusé d'entretenir des liens avec le REMDH, qui selon l'interrogateur, inclurait d'autres organisations présentées comme étant « sionistes ». M. Abdallah aurait également été interrogé sur les activités d'un nouveau bureau de la PHRO au camp de réfugiés palestiniens Nahr al-Bared, ainsi que sur un séminaire organisé par la PHRO sur la question de l'accès aux camps de réfugiés palestiniens. M. Abdallah aurait été informé par

le Colonel Asmar que la décision de l'interroger émanait d'ordres provenant du commandement.

1485. Le Colonel Asmar aurait déclaré à M. Abdallah que dorénavant, à chaque fois qu'il souhaitait renouveler son permis d'accès au camp, celui-ci devrait se rendre au service de renseignements dans le nord.

1486. Au cours de l'interrogatoire, le Colonel Asmar se serait absenté de la salle pendant une heure et trente minutes. Durant cette absence, M. Abdallah aurait entendu, en provenance d'une autre pièce, des cris, ainsi que des références faites à haute voix quant à l'usage d'un instrument de torture.

1487. Des craintes ont été exprimées quant au fait que l'interrogatoire de M. Abdallah et les actes d'intimidation à son égard soient en relation avec ses activités légitimes de promotion et défense des droits de l'homme. Des craintes similaires sont exprimées quant à son intégrité physique et mentale et celle des membres de la PHRO.

Observations

1488. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement de sa réponse, mais regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux communications en date du 18 novembre 2010, 18 octobre 2006 et 7 décembre 2005. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs familles.

Malawi

Urgent appeal

1489. On 13 January 2010, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government concerning the situation of Mr. **Dunker Kamba** and the Centre for the Development of People (CEDEP). Mr. Kamba is an HIV/AIDS activist working for CEDEP, a non-governmental organization that advocates for sexual minorities and people with HIV/AIDS.

1490. According to the information received, on 4 January 2010, the police allegedly raided the premises of CEDEP and arrested Mr. Kamba. Mr. Kamba has been charged with possession of pornographic material.

1491. It is alleged that the material possessed by Mr. Kamba is AIDS/HIV educational materials and that his arrest as well as the raid of the offices of CEDEP follow CEDEP's involvement in the defence of Mr. Chimbalanga and Mr. Monjeza, who were arrested on 29 December 2009 after their public engagement in a traditional ceremony. CEDEP, notably through statements of his Executive Director in several news reports, has been protesting the arrests of Mr. Chimbalanga and Mr. Monjeza who have been charged with gross public indecency and unnatural offences and are detained in Chichiri Prison pending trial.

1492. Concern was expressed that the raid of CEDEP's premises and the arrest of Mr. Kamba might be directly related to their work in defense of human rights.

Urgent appeal

1493. On 9 March 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding Messrs **Edward Chileka, Howard Jimu and Awonenji Chimera**. Mr. Chileka is the Executive Director of Eye for Development (EFD), and Messrs. Jimu and Chimera are staff members of EFD. EFD is a youth organisation, member of the Global Call to Action against Poverty (GCAP) Coalition in Malawi.

1494. According to the information received, on 24 February 2010, Messrs. Chileka, Jimu and Chimera were reportedly arrested and detained after a press conference on the charge of “incitement to violence against members of the Democratic Progressive Party (DPP) Youth.” On 4 March 2010, they were denied bail by a Court in Lilongwe. The next hearing is scheduled for 11 March 2010.

1495. It is reported that their arrest follows the issuance, during the press conference, of a media statement criticising the Government's decision that youth groups affiliated with the DPP will have priority in the distribution of the State Youth Enterprise Development Fund.

1496. Concern was expressed that the arrest and detention of Messrs Chileka, Jimu and Chimera might be directly related to their work in defense of human rights, notably in the exercise of their right to freedom of opinion and expression.

Observations

1497. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communications sent during the reporting period dated 13 January and 9 March 2010. The Special Rapporteur considers response to her communications an important part of the cooperation between governments and her mandate and as such requests that the Government of Malawi provide details about the issues raised in the aforementioned communications.

Maldives

Response from the Government to a communication sent earlier

1498. In a letter dated 1 September 2010, the Government responded to a communication dated 4 October 2005 regarding *Minivian*, the only independent newspaper and the biggest selling newspaper in the Maldives.

1499. The Government would like to take this opportunity to inform that since the inception of a democratic system of government in the Maldives on 11 November 2008, following the first ever multi-party elections in the country, the Maldives has made tremendous progress towards guaranteeing human rights for all in its territory. As such, the persons referred to in the abovementioned letter have long been released. Furthermore, Ms Aminath Najeeb currently sits on the board of Maldives National Broadcasting Corporation (MNBC) and is a prominent journalist in the country, while Mr. Paul Roberts and Mr. Shauaib Ali both hold responsible posts at the President's Office.

1500. In addition, the Government would like to note that local as well as foreign journalists are free from any form of threat and/or harassment from the Government of Maldives and are free to express their thoughts and opinions, within the purview of the Constitution of the Maldives. The new Constitution ratified in August 2008 explicitly

provides for freedom of the press and the Government does not prevent the media from disseminating and publishing news freely and independently. At present, press freedom is at an all time high, with frequent television and radio programmes and articles criticizing government policy and top government officials. Notably, the 2009 World Press Freedom Ranking, compiled by Reporters with Borders, declared the Maldives in 51st place; a prominent advancement for a country in the list with a previous position of 104th place. This, as Your Excellencies would agree, is a remarkable achievement for the new democratic Government of the Maldives.

1501. From a legislative point of view, laws relating to media freedom and the rights to information are at various stages of the law-making process. In November 2008, the Maldives Media Council Bill was ratified by the President. The Act established the Council as an independent, self regulatory body with responsibility for, *inter-alia*, establishing and preserving the freedom of media in the country, and conducting inquiries into complaints filed with the Council concerning the abuse of media freedom.

1502. A year later, in November 2009, the Majils adopted a Bill abolishing several articles of the current Penal Code under which defamation was prescribed a criminal offence. Most recently, The Maldives Broadcasting Corporation Act was enacted in April 2010.

1503. In light of these achievements, the Government wishes to assure you that the Government of Maldives is undertaking all necessary steps to secure the right to freedom of opinion and expression and wish to convey that we are sincerely committed to maintaining our international human rights obligations, as well as fully guaranteeing all the rights and freedoms prescribed in the Constitution of the Maldives.

Response from the Government to a communication sent earlier

1504. In a letter dated 1 September 2010, the Government responded to a communication dated 10 April 2006 concerning Ms. **Shiuna Fathimath**, who is an active member of the opposition Maldivian Democratic Party (MDP).

1505. The Government would like to take this opportunity to inform Your Excellencies that since the inception of a democratic system of government in the Maldives on 11 November 2008, following the first ever multi-party elections in the country, the Maldives has made tremendous progress towards guaranteeing human rights for all in its territory and has become a champion of human rights in the international arena. Therefore the incidences such as those referred to in your letter are taken with utmost seriousness and the Government of Maldives is undertaking substantial measures to eliminate the deep rooted of torture and Police impunity that has prevailed in the country for several decades.

1506. The Government also takes this opportunity to inform you that the person referred to in your letter has long been released. The Government is also pleased to inform that the new Constitution of the Maldives ratified in August 2008 encompasses a comprehensive set of fundamental rights and freedoms, covering a wide range of civil, political, economic, social and cultural rights. Under the 2008 Constitution and relevant implementing legislation, an arrestee: must be informed of the reason of his/her arrest in writing within an explicit period of twenty four hours; and has the right to legal counsel, to remain silent and to be brought before a judge within twenty four hours of arrest. The judge may then order immediate release with or without condition, continued detention or validate the detention. The Maldives is currently in the process of improving legal protections against torture, and in this regard the Attorney General's Office has made representations to the relevant parliamentary committee to amend the country's penal Code to make torture a separate offence.

1507. The Government of Maldives is also undertaking measures to prevent violence against women. A domestic Violence Bill is in its final drafting stages and in February 2008, the Maldives amended its Sentencing Guidelines in order to provide more appropriate punishments for the perpetrators of sexual abuse, including gender-based sexual violence. Gender mainstreaming is given a special focus in the formulation of government police. Under the new gender mainstreaming strategy, a coordination unit within the President's Office will monitor all governmental activities and liaise with assigned Gender Focal Points in each ministry to ensure that all policies and programmes promote gender equality. All Cabinet Papers presented by Ministers must now include gender impact perspective.

1508. In light of these developments, the Government assures you that will continue to implement all necessary steps to eliminate all factors that may hinder or prevent the full enjoyment of human rights.

Response from the Government to a communication sent earlier

1509. In a letter dated 1 September 2010, the Government responded to a communication dated 19 May 2006 regarding Ms **Aminath Najeeb**, editor of the newspaper *Minivan* and human rights defender, Mr. **Abdulla Saeed (Fahala)**, Mr. **Mohamed Yooshau**, Mr. **Imran Zahir** and **Ibrahim Manik**, journalists with *Minivan*, Mr. **Nazim Sattar**, a sub editor with *Minivan*.

1510. The Government takes this opportunity to inform you that the persons referred to in your letter have all been released. The Government informs you that as a strong supported of human rights within the country, as well as on the international stage, the Government of Maldives does not pose any threat, whether implicitly or explicitly, to human rights defenders working in the Maldives. In fact the Government wishes to establish the necessary mechanisms and institutions for the full enjoyment of human rights and the consolidation of democracy in the Maldives.

1511. Assisted by these constitutional guarantees that provide an ideal backdrop for human rights advocacy and political participation, the Government is keen to see an active body of NGOs and political parties in the country. The fact that demonstrations and political rallies are now an everyday part of life in the Maldives, is, proof of the significant improvement in the enjoyment of human rights in the country.

Observations

1512. The Special Rapporteur thanks the Government for responding to the communications sent on 4 October 2005, 10 April 2006 and 16 May 2006 but regrets that, at the time of finalization of this report, no response had been received to the communications sent by the mandate on 23 May 2006, 3 November 2006, 27 November 2006, 30 November 2006 and 1 December 2006. The Special Rapporteur considers response to her communications an important part of the cooperation between governments and her mandate and as such requests that the Government of Maldives provide details about the issues raised in the aforementioned communications.

1513. The Special Rapporteur encourages the Government to take all necessary measures to ensure the existence of an environment which is conducive to the work of all human rights defenders.

Mauritania

Lettre d'allégation

1514. Le 22 février 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégation concernant la situation de **M. Biram Ould Dah Ould Abeid**, conseiller auprès de la Commission nationale mauritanienne des droits de l'Homme, président de l'Initiative de résurgence du mouvement abolitionniste en Mauritanie (IRA) et chargé de mission auprès de SOS-Esclaves.

1515. Selon les informations reçues, M. Biram Ould Dah Ould Abeid aurait été invité à participer au Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH), organisé à Genève du 5 au 14 mars 2010, afin de présenter le documentaire « Chasseurs d'esclaves » consacré au travail mené par l'organisation SOS-Esclaves. Afin de se rendre en Suisse, M. Biram Ould Dah Ould Abeid, détenteur d'un passeport de service en sa qualité de conseiller auprès de la Commission nationale mauritanienne des droits de l'Homme, aurait fait une demande de renouvellement de passeport auprès de la Direction de la sûreté nationale. Or, le 6 février 2010, cette demande aurait été arbitrairement rejetée par ladite Direction.

1516. Il est allégué que ce refus ferait suite à la participation de M. Biram Ould Dah Ould Abeid à une conférence intitulée « L'esclavage en terre d'Islam : pourquoi les maîtres mauritaniens n'affranchissent pas leurs esclaves? », organisée au Centre d'accueil de la presse étrangère (CAPE) le 17 février 2009 à Paris, au cours de laquelle M. Biram Ould Dah Ould Abeid aurait dénoncé la persistance de l'esclavage alléguée et sa légitimation par l'application de la charia en Mauritanie. Par ailleurs, M. Biram Ould Dah Ould Abeid se serait vu reprocher par les autorités mauritaniennes d'avoir fourni des informations à Mme Gulnara Shahinian, Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les formes contemporaines d'esclavage, lors de sa visite officielle dans le pays en octobre et novembre 2009.

1517. En outre, au cours du mois de novembre, le portail d'information elbidaya.net aurait publié un article anonyme contenant des propos diffamatoires à l'encontre de M. Biram Ould Dah Ould Abeid, article qui aurait été repris par plusieurs sites Internet mauritaniens. Enfin, durant cette même période, un inconnu aurait tenté de s'introduire à son domicile avant de prendre la fuite.

1518. Des craintes ont été exprimées quant au fait que le refus de renouveler le passeport de M. Biram Ould Dah Ould Abeid et le climat délétère dans lequel celui-ci travaille soient liés à ses activités de promotion et protection des droits de l'homme.

Réponse du Gouvernement

1519. Dans une lettre datée du 4 mai 2010, le Gouvernement a informé que M. Biram Ould Abeid a bénéficié d'une invitation personnelle au Festival du Film et Forum International sur les droits Humains prévu du 5 au 14 mars 2010 à Genève. A cette occasion, le Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme a, par lettre no. 675 du 2 février 2010, adressé une demande de prorogation du passeport de service no. M00197773 établi au nom de Biram Ould Dah Ould Abeid. Cette demande a été transmise au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation par la Directrice Adjointe du Cabinet du Premier Ministre par lettre no. 012 du 3 février 2010.

1520. Les passeports de service sont réglementés, en Mauritanie, par le décret 62.160 en date du 12 juillet 1962 règlementant les titres de voyage qui dispose en son article 27 « les passeports de service sont accordés par le Ministère de l'Intérieur à la demande du Ministère des Affaires Etrangères. En Mauritanie, ils sont délivrés, renouvelés ou prorogés par le Ministère de l'Intérieur à la demande du Ministère des Affaires Etrangères. » L'article 30 du même décret précise : « en Mauritanie, la délivrance, le renouvellement ou la prorogation d'un passeport de service est subordonnée à la remise... d'une ampliation de l'ordre de mission de l'intéressé. »

1521. L'on rappelle que les ordres de mission pour les fonctionnaires de l'administration mauritanienne ne peuvent être établis que par le secrétaire général du Gouvernement.

1522. Par ailleurs, l'article 29 définit les personnes pouvant bénéficier d'un passeport de service. Il précise, en effet, que « peuvent obtenir un passeport de service pour leur déplacement à l'étranger, pendant la durée de leur mission :

1523. les fonctionnaires civils et militaires voyageant pour des raisons de services et possédant dans la hiérarchie administrative ou militaire un grade jugé suffisant par les ministères intéressés ;

1524. les personnes chargées par un département ministériel d'une mission importante revêtant un caractère national. »

1525. Dans le cas d'espèce, M. Biram Ould Abeid ne dispose que d'une invitation personnelle et ne pouvait sur cette base bénéficier d'un ordre de mission pris en charge par l'Etat quant aux frais de séjour et de voyage. C'est pour cette raison qu'il ne pouvait pas voyager avec un passeport de service alors qu'il n'est pas détenteur d'un ordre de mission établi par les autorités administratives compétentes. Le passeport de service demandé par M. Biram Ould Abeid est une facilité que le Gouvernement accorde aux fonctionnaires qu'il envoie en mission. Il ne pouvait pas bénéficier de cette commodité puisqu'il envisageait un voyage à titre privé.

1526. Sur un autre plan, nous rappelons, à cette occasion, que notre pays, la Mauritanie, a enregistré d'importants progrès en matière de protection et de promotion des droits de l'homme. Ces progrès ont été réalisés en application des principes de liberté et d'égalité édictés par l'Islam et garantis par la Constitution du 20 juillet 1991. Ces principes ont permis la reconnaissance de dizaines de partis politiques et de centaines d'associations de la société civile qui exercent leurs activités en toute quiétude et souvent avec l'appui des institutions de la République (telles que le Commissariat aux Droits de l'Homme, à l'Action Humanitaire et aux Relations avec la Société Civile et la Direction Générale des Elections et des Libertés Publiques). C'est, aussi, dans ce cadre qu'a été instituée, par l'ordonnance 2006.015 du 12 juillet 2006, la Commission Nationale des Droits de l'Homme afin de mener les investigations et entreprendre les actions nécessaires (auxquelles avait pris part M. Biram Ould Abeid en tant que Conseiller à cette institution) pour lutter contre toutes les formes de discrimination, notamment les séquelles de l'esclavage et autres traitements dégradants, dénoncés par les défenseurs des droits de l'homme.

1527. Il importe de préciser, par ailleurs, que M. Biram Ould Abeid s'active au nom de l'initiative pour la résurgence du mouvement anti-esclavagiste (IRA - Section Mauritanie), une association illégale en Mauritanie puisqu'elle n'a aucune existence juridique au regard de la loi mauritanienne, pas même le début du moindre dossier de reconnaissance auprès des autorités administratives. Malgré cela, M. Biram Ould Abeid a pu, jusqu'à présent, s'exprimer et voyager au nom de cette association sans être inquiété. Aussi, il nous semble exagéré qu'une institution aussi importante et fondamentale pour la promotion et la protection des droits humains de part le monde, que le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme puisse, se laisser entraîner dans la comédie de M. Biram Ould Abeid dont le seul but est de faire du sensationnel en jouant la victime de persécutions

qui n'existent que dans son imagination. Pour notre part, nous n'admettons pas que la Mauritanie soit indexée pour des suppositions ou allégations sans fondement. La Mauritanie est un pays de droit qui garantit et respecte les droits à l'égalité et à la diversité pour l'ensemble de ses citoyens.

Appel urgent

1528. Le 27 avril 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent sur la situation de M. **Biram Ould Dah Ould Abeid**, Président de l'Initiative pour la Résurgence du Mouvement Abolitionniste en Mauritanie (IRA Mauritanie), une organisation qui lutte pour l'éradication de l'esclavage. M. Ould Dah Ould Abeid est également chargé de mission auprès de SOS-Esclaves.

1529. Selon les nouvelles informations reçues, le 1^{er} avril 2010, M. Ould Dah Ould Abeid aurait été démis de ses fonctions de conseiller de la Commission nationale des droits de l'homme par son Président, M. Ba Mariam Koita. Il est allégué que ce dernier lui aurait clairement signifié que cette décision était liée à ses activités relatives à la lutte contre l'esclavage et se serait adressé en lui dans les termes suivants : "Bien que tu sois non seulement un cadre compétent mais aussi un frère auquel je dois beaucoup, contre mes conseils tu n'as pas marché avec les autorités, ce qui t'empêche maintenant de travailler avec nous".

1530. Il est également allégué que le 15 avril 2010, M. Ould Dah Ould Abeid aurait été convoqué par le Directeur général des libertés publiques du Ministère de l'Intérieur, M. Mohamed Mahmoud Ould Mohamed Salah. Au cours de cet entretien, M. Ould Dah Ould Abeid se serait vu enjoint de cesser « toute déclaration ou activité de lutte contre l'esclavage » au risque de se voir arrêté et poursuivi pour activités illégales. M. Salah lui aurait également confirmé sa révocation du poste de conseiller de la Commission nationale des droits de l'homme.

1531. Des craintes ont été exprimées quant au fait que la révocation et la convocation de M. Ould Dah Ould Abeid susmentionnées ainsi que l'interdiction de mener des activités relatives à la lutte contre l'esclavage soient liées à ses activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme, et ce dans l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Observations

1532. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement pour sa réponse, mais demeure préoccupée quant à la situation de M. Biram Ould Dah Ould Abeid, ainsi que les membres de l'IRA-Mauritanie, comme en attestent leurs récentes arrestations et condamnations, suivies d'une remise de peine suite à une grâce présidentielle.

Mexico

Carta de alegaciones

1533. El 18 de diciembre de 2010 la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción y la protección

del derecho a la libertad de opinión y de expresión, el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, el Relator Especial sobre los efectos nocivos para el goce de los derechos humanos del traslado y vertimiento de productos y desechos tóxicos y peligrosos, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con los asesinatos de los Sres. **José Galindo Robles, José Bladimir, Antuna García y Mariano Abarca Roblero.**

1534. Según las informaciones recibidas, el Sr. José Galindo Robles era el director de la Radio Universidad de Guadalajara y había ganado varios premios importantes, incluyendo el Premio Nacional de Periodismo Ambiental por su reportaje sobre el vertimiento de desechos tóxicos en el Río Santiago por parte de empresas privadas.

1535. El 24 de noviembre de 2009, el cuerpo del Sr. José Galindo Robles habría sido encontrado en su casa en Guadalajara, Jalisco, con las manos atadas con un cable y su cuerpo envuelto en una cobija. La Oficina del Procurador habría informado que la causa de la muerte del Sr. José Galindo Robles habría sido una contusión profunda y una fractura en el cráneo.

1536. El Sr. José Bladimir Antuna García era periodista con el periódico local El Tiempo de Durango. El 2 de noviembre de 2009, el cuerpo del Sr. José Bladimir Antuna García habría sido encontrado cerca del hospital en Durango. El Sr. Antuna García habría sido secuestrado esa misma mañana mientras caminaba a su lugar de trabajo. Una nota habría sido encontrada al lado de su cuerpo que decía “Esto me pasó por dar información a los militares y escribir lo que no se debe. Cuiden bien sus textos antes de hacer una nota. Atentamente Vladimir”. La semana antes de su muerte, habría publicado un artículo sobre la corrupción policial en Durango y habría investigado el asesinato no resuelto de otro periodista de El Tiempo de Durango, el Sr. Carlos Ortega Samper, que había sido secuestrado y asesinado el 3 de mayo de 2009.

1537. El Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos expresaron su preocupación en relación con el asesinato del Sr. Carlos Ortega Samper en una comunicación conjunta que fue enviada al Gobierno de su Excelencia el 15 de mayo de 2009. Lamentamos no haber recibido una respuesta del Gobierno de su Excelencia a dicha comunicación.

1538. El Sr. Mariano Abarca Roblero era integrante del Frente Cívico de Chicomuselo y de la Red Mexicana de Afectados por la Minería (REMA). Realizaba actividades de protesta contra la explotación minera en México y formaba parte del movimiento organizado por habitantes de Chicomuselo para oponerse a la explotación de la compañía minera canadiense Blackfire Exploration Ltd.

1539. El 27 de noviembre de 2009, aproximadamente a las 20:00 horas de la tarde, el Sr. Abarca Roblero habría sido asesinado por un hombre armado no identificado mientras hablaba con un colega afuera de su casa en Chicomuselo, Chiapas. El asesino se les habría acercado en motocicleta y les habría disparado varias veces. El Sr. Abarca Roblero habría muerto inmediatamente y su colega habría sido herido en el incidente.

1540. Recientemente, el Sr. Abarca Roblero habría recibido varias amenazas de muerte por parte de algunos empleados de la compañía minera Blackfire Exploration Ltd. Habría denunciado estas amenazas ante el Ministerio Público pero las autoridades no habrían adoptado las medidas de protección necesarias para garantizar su integridad física.

1541. Varias organizaciones en Chiapas realizan actividades en protesta contra la explotación de recursos naturales alegando que ésta afecta los derechos humanos de la población local. Se alega que los integrantes de estas organizaciones también podrían estar en riesgo. Recientemente, miembros del Comité de Derechos Humanos Oralía Morales en

el Municipio de Frontera Comalapa y del Comité de Derechos Humanos 10 de Enero también habrían recibido amenazas por parte de empleados de Blackfire Exploration Ltd.

1542. Se temió que los asesinatos de los Sres. José Galindo Robles, José Bladimir Antuna García y Mariano Abarca Roblero y las amenazas contra los integrantes de las organizaciones antimineras en Chiapas como Dos Valles Valientes, el Comité de Derechos Humanos 10 de Enero y el Comité de Derechos Humanos Oralia Morales estén relacionados con su trabajo como periodistas y defensores de derechos humanos. Asimismo, se expresa una profunda preocupación de que los asesinatos de los Sres. Galindo Robles y Antuna García formen parte de un patrón de asesinatos de periodistas que investigan e informan sobre temas políticamente susceptibles en México y que representen un intento de impedir y silenciar al periodismo independiente en el país.

Respuesta del Gobierno

1543. Mediante carta fechada el 13 de septiembre de 2010, el Gobierno respondió a la carta de alegaciones con fecha de 18 Diciembre 2010. El señor Mariano Abarca Roblero era miembro de la Red Mexicana de Afectados por la Minería (REMA- Chiapas) cuyo propósito es frenar y eliminar la minería a cielo abierto por considerarla no sustentable. Específicamente, era opositor a la explotación de minas de barita por la empresa canadiense Black Fire Exploration Mexico en la sierra de Chiapas.

1544. El 27 de noviembre de 2009, el señor Abarca Roblero fue asesinado frente a su casa cuando un sujeto en motocicleta se le acercó y le disparó. En la agresión quedó herido Orlando Velázquez, también integrante de la REMA-Chiapa. La Procuraduría General de Justicia de Chiapas (PGJ Chis) inició una averiguación previa en contra de quienes resulten responsables.

1545. De acuerdo a familiares de la víctima y a REMA- Chiapas, los directivos de la empresa canadiense hablan amenazado de muerte al señor Abarca Robledo, por lo que la PGJ Chis llamó a declarar a dos directivos de la minera para deslindar responsabilidades en el asesinato.

1546. Además, se están implementando medidas de protección en favor de los familiares de Mariano Abarca Roblero.

1547. A principios de 2010, se ejerció acción penal en contra de los señores Caralampio López Vázquez, Jorge Carlos Sepúlveda Calvo y Ricardo Antonio Coutiho Velasco, como autores materiales de los delitos de homicidio calificado y homicidio en grado de tentativa.

1548. Asimismo, se ejerció acción penal en contra de Walter Antonio León Montoya por ser el presunto autor intelectual de los delitos anteriormente mencionados. Actualmente el procedimiento penal se encuentra en periodo de instrucción.

1549. El señor José Emilio Galindo Robles, se desempeñó como director de Radio Universidad de Guadalajara de Ciudad Guzmán, su cadáver fue hallado en su domicilio el 24 de noviembre de 2009. Su labor era conocida por defender el medio ambiente y los derechos humanos. De acuerdo a las primeras investigaciones de la Procuraduría General de Justicia del estado de Jalisco, el comunicador fue victimado y continúan los trabajos para determinar con exactitud las causas de su muerte y el móvil.

1550. El señor José Bladimir Antuna García, se desempeñó como reportero del periódico "El Tiempo", fue encontrado muerto la noche del 2 de noviembre de 2009 a poco menos de 12 horas de haber sido aparentemente secuestrado por un grupo armado en el estado de Durango.'

1551. Las investigaciones para poder dar con el presunto o presuntos responsables, en un primer momento corrieron a cargo de la Procuraduría General de Justicia del estado de Durango, posteriormente la Procuraduría General de la República ejerció la facultad de atracción.

1552. La Comisión Nacional de los Derechos Humanos abrió un expediente de queja para dar seguimiento a las investigaciones ministeriales relacionadas con el homicidio del reportero. Además, solicitó medidas cautelares para garantizar la seguridad e integridad física de la familia del comunicador, así como de comunicadores y directivos de ese diario.

Llamamiento urgente

1553. El 30 de diciembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Adolfo Guzmán Ordaz** y su familia. El Sr. Adolfo Guzmán Ordaz es miembro de Enlace, Comunicación y Capacitación, AC (Enlace CC), una organización de derechos humanos que realiza actividades de defensa y promoción de los derechos de los grupos indígenas y campesinos en el centro y el sur de México. El Sr. Guzmán Ordaz trabaja en la sede de Enlace que se encuentra en Comitán de Domínguez, Chiapas.

1554. Según las informaciones recibidas, el 14 de diciembre de 2009, aproximadamente a las 19.15 horas, se deslizó una nota amenazante, con recortes de periódico, por debajo de la puerta de la casa del Sr. Guzmán Ordaz en Comitán de Domínguez que decía "No sigan se van a morir". Se envió esta amenaza sólo dos días antes de la audiencia de presentación de testigo en el Ministerio Público en la que el Sr. Guzmán Ordaz y su esposa iban a identificar a uno de los agentes de policía que habría allanado su casa el 8 de noviembre de 2009. Asimismo, el 25 de noviembre de 2009, la pareja habría recibido otra nota amenazante que decía "Soy su vecino. Anoche estuvieron cinco hombres vigilando la casa, tengan cuidado por favor cuiden a sus hijos". En vista de las amenazas recibidas, el Sr. Guzmán Ordaz y su esposa habrían decidido no presentarse a la audiencia el 16 de diciembre de 2009, temiendo por su seguridad.

1555. En el incidente del 8 de noviembre de 2009, aproximadamente a las 3:30 horas de la mañana, un grupo de agentes de la policía habría entrado por la fuerza en la casa del Sr. Guzmán Ordaz. Varios de ellos habrían amenazado a la esposa del Sr. Guzmán Ordaz con armas de fuego y le habrían ordenado que les enseñara todos los cuartos de la casa. Otros agentes de la policía habrían interrogado al Sr. Guzmán Ordaz sobre sus actividades como integrante de Enlace CC. Asimismo, habrían sacado fotografías de la casa y habrían grabado un video de la familia.

1556. A la luz de los actos de intimidación y las amenazas recibidas, el Sr. Guzmán Ordaz y su familia se habrían visto obligados a cambiar de domicilio.

1557. Se temió que las amenazas y los actos de intimidación contra el Sr. Guzmán Ordaz y su familia estén relacionados con las actividades que él realiza para promover y defender los derechos de grupos indígenas y campesinos. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Guzmán Ordaz, así como por la de su familia. Estos actos de intimidación y amenazas, de ser confirmados, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en México.

Carta de alegaciones

1558. El 7 de enero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió una carta de alegaciones señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Miguel Angel Pérez Casales**, herrero de profesión, integrante de la Comisión Ejecutiva del Consejo de Pueblos de Morelos y uno de los dos delegados elegidos para representar la asamblea de la Comunidad Indígena de Santa Catarina Tepoztlán ante el Concejo de Pueblos de Morelos. El Sr. Pérez Casales realizaba actividades en defensa de la tierra, el agua y el aire en la comunidad indígena de Xoxocotla. Recientemente trabajaba con la Comisión negociadora de los pueblos de Tejalpa y Santa Catarina con el objetivo de resolver el conflicto limítrofe entre las dos comunidades en relación con el área de la reserva ecológica de El Texcal. Las negociaciones culminaron con un acuerdo entre las dos comunidades para legalizar la posesión por parte de los miembros de la comunidad de Santa Catarina y ofrecer una indemnización a los comuneros de Tejalpa por parte de un fondo federal de la Secretaría de la Reforma Agraria. Supuestamente, varios funcionarios estatales no estuvieron satisfechos con este acuerdo.

1559. Según las informaciones recibidas, el 31 de octubre de 2009, el Sr. Pérez Casales habría salido de su casa a las 11 horas de la mañana para realizar un presupuesto de herrería. Nunca habría regresado. Su familia habría empezado a buscarlo cuando no habría llegado a una reunión donde tenía que estar a las 4 horas de la tarde del mismo día. El 1 de diciembre del 2009, el cuerpo del Sr. Pérez Casales habría sido encontrado en un terreno baldío en Ahuatepec, al norte de Cuernavaca, estado de Morelos. Habría sido matado de un tiro y su cuerpo habría presentado señales de haber sido golpeado. Asimismo, a un lado de su cadáver se habría encontrado un letrero con el siguiente mensaje: “Por rata, por vender terrenos dos veces” aunque el Sr. Pérez Casales nunca se habría dedicado a la venta de terrenos.

1560. Posteriormente, varios miembros de su familia y varios compañeros suyos habrían acudido a la Procuraduría General de Justicia del Estado para denunciar el incidente y presentar su testimonio de los hechos. Se alega que las investigaciones que las autoridades habrían iniciado posteriormente no estaban en conformidad con las normas nacionales ni internacionales.

1561. Se temió que el asesinato del Sr. Pérez Casales esté relacionado con el trabajo que realizaba en defensa de los derechos humanos. Asimismo, se expresó una profunda preocupación por el deterioro de la seguridad de los defensores de los derechos humanos en México. Quisiera subrayar que el Gobierno de su Excelencia tiene la responsabilidad de investigar de manera exhaustiva cualquier violación cometida contra los defensores de derechos humanos y enjuiciar a los responsables. Asimismo, debe denunciar públicamente cualquier ataque cometido contra defensores de derechos humanos.

Carta de alegaciones

1562. El 19 de enero de 2010 la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Josefina Reyes**. La Sra. Josefina Reyes era defensora activa de los derechos humanos y activista social, trabajando en la Ciudad de Valle de Juárez en el Estado de Chihuahua, México. Tras el secuestro de su hijo en 2008, aparentemente cometido por integrantes del Ejército Nacional, Josefina Reyes comenzó realizar actividades para combatir la represión, la violencia y las violaciones de los derechos humanos a manos del ejército y otras agencias de orden público en Chihuahua. Josefina Reyes había denunciado públicamente al Ejército y su papel en el

aumento de violencia, crimen organizado, narcotráficante y militarización en la región; por ejemplo, participó en el Foro Contra la Militarización y la Represión durante el mes de agosto de 2009.

1563. Según las informaciones recibidas, el día 3 de enero de 2010, aproximadamente a las 1.30 horas de la tarde, agentes policiales descubrieron el cuerpo de Josefina Reyes afuera de una tienda en la municipalidad de Guadalupe, al oeste de Ciudad Juárez. Un testigo habría presentado el testimonio que un grupo desconocido de hombres armados se habrían acercado a la defensora de los derechos humanos y habrían intentado secuestrarle. Josefina Reyes habría resistido y luchado contra los hombres; el testigo habría informado que uno de los hombres habría dicho, “te crees muy chingona porque estás con las organizaciones”. Después, le habría disparado en la cabeza.

1564. Se temió que el asesinato de Sra. Josefina Reyes esté relacionado con las actividades que ella realizaba para promover y defender los derechos de la gente del Estado de Chihuahua. Se expresa una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de todos los defensores de los derechos humanos en Chihuahua. Estos asesinatos, de ser confirmados, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en México. Quisiera recordarle al Gobierno de su Excelencia que tiene la responsabilidad de garantizar la seguridad de los defensores de los derechos humanos y de tomar las medidas necesarias para asegurar que ninguna violación contra un defensor de los derechos humanos quede en la impunidad.

Carta de alegaciones

1565. El 22 de enero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **José Luis Romero**. El Sr. José Luis Romero; periodista que trabajaba para la emisora Radio Sistema del Noroeste. Informaba sobre crimen y temas policiales para el programa de noticias, “Línea Directa”.

1566. Según las informaciones recibidas, el día 16 de enero de 2010 en las horas de la mañana, agentes policiales habrían descubierto cadáver del Sr. José Luis Romero cerca de la ciudad de Los Mochis en la provincia de Sinaloa. El cuerpo habría sido envuelto en cuatro bolsas de plástico negras y depositadas al lado del camino entre Los Mochis y El Fuerte, cerca del pueblo de Mochicahui. La policía habría encontrado el cuerpo después de haber recibido una llamada telefónica anónima ese mismo día a las 1.30 horas de la madrugada. La persona desconocida que llamó habría dicho que el cuerpo en ese lugar era el del Sr. José Luis Romero.

1567. Muestras de tierra se habría encontrado en el cadáver; por lo tanto, las autoridades habrían sugerido que el cuerpo se habría enterrado antes de ser exhumado y depositado al lado de la carretera para que fuera descubierto más fácil. José Luis Romero habría recibido impactos de bala en la cabeza y el hombro. Además se habrían encontrado indicios de tortura, como fracturas a piernas y cráneo y heridas en las manos. El Sr. Ramón Ignacio Rodrigo Castro, subprocurador del norte de la provincia de Sinaloa, habría confirmado que José Luis Romero habría sido asesinado por lo menos de dos semanas antes del descubrimiento de su cuerpo.

1568. El día antes del descubrimiento del cuerpo, una pancarta se habría colgada en un puente alrededor del norte de Los Mochis, supuestamente con sugerencias sobre el paradero de José Luis Ramero. La pancarta dijo, "Devuelvan a José Luis Romero (periodista). Ejército: búsqenlo en Plan del Río, Guasave". Por consiguiente, agentes del 89 Batallón de

Infantería del Ejército Nacional habrían interrogado vecinos y realizado búsquedas de varias casas en las comunidades de Plan de Río y Ranchito de Castro en Guasave.

1569. José Luis Romero habría sido secuestrado el día 30 de diciembre de 2009. A las 6:00 horas de la tarde aproximadamente, José Luis Romero habría estado en el centro de Los Mochis cuando unos hombres armados no identificados, llevando pasamontañas, le habrían secuestrado. Seis horas después del secuestro, el jefe del equipo policial de investigación, el Sr. Jesús Escalante Leyva, murió cuando se le habría disparado aproximadamente 30 veces afuera de su oficina. Jesús Escalante Leyva estaba a cargo de la investigación sobre el secuestro de José Luis Romero. El Fiscal General del Estado habría confirmado que los dos asesinatos podrían estar vinculados.

1570. Se temió que el asesinato del Sr. José Luis Romero esté relacionado con las actividades que él realizaba para promover y defender los derechos de la gente del Estado de Sinaloa. Además el asesinato del Sr. Jesús Escalante Leyva es un recordatorio de los riesgos graves para aquellos que luchan contra la cultura de impunidad en la región. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de todos los defensores de los derechos humanos en el Estado de Sinaloa, México. Estos asesinatos, de ser confirmados, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en México.

Llamamiento urgente

1571. El 2 de febrero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, y Presidente del Grupo de Trabajo sobre las desapariciones forzadas o involuntarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Cipriana Jurado Herrera**. La Sra. Cipriana Jurado Herrera es Directora del Centro de Investigación y Solidaridad Obrera (CISO) y también es integrante de la Coordinadora de Organizaciones de la Sociedad Civil, con base en Ciudad Juárez, Chihuahua. La Sra. Cipriana Jurado Herrera realiza actividades contra los abusos y violaciones de los derechos humanos a manos de los agentes militares y el personal de seguridad en la región. En particular, trabaja para hacer públicas las desapariciones forzadas, ha criticado a las fuerzas armadas y ha asumido varios casos en contra de abusos supuestamente cometidos por agentes militares en el Operativo Conjunto Chihuahua. La Sra. Cipriana Jurado Herrera era compañera de la Sra. Josefina Reyes, una activista que había denunciado públicamente al Ejército y su papel en el incremento de la violencia, el crimen organizado, el narcotráfico y la militarización en la región. La Sra. Josefina Reyes fue asesinada el día 3 de enero de 2010.

1572. Según las informaciones recibidas, en meses recientes, la Sra. Cipriana Jurado Herrera habría recibido varias amenazas y habría sufrido actos de hostigamiento e intimidación como consecuencia de su labor en contra de las desapariciones forzadas y otras violaciones cometidas por miembros de las fuerzas armadas. Como resultado de las graves amenazas en contra de la Sra. Cipriana Jurado Herrera y la vulnerabilidad de su situación actual, el día 25 de enero de 2010 se habría presentado una solicitud formal ante la Comisión Nacional de los Derechos Humanos solicitando que las autoridades mexicanas implementen las medidas cautelares necesarias para evitar “hechos de difícil o imposible reparación”. Asimismo, se habría presentado una solicitud ante la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos (CIDH) solicitando medidas cautelares para garantizar la vida, integridad y seguridad física y psicológica de la Sra. Cipriana Jurado Herrera y su familia, además de la realización de una investigación inmediata, imparcial y exhaustiva sobre el asesinato de la Sra. Josefina Reyes.

1573. Además, tras el asesinato de la Sra. Josefina Reyes, se teme que otros defensores y defensoras de los derechos humanos de Ciudad Juárez, sobre todo los integrantes de la Coordinadora de Organizaciones de la Sociedad Civil, estén en grave riesgo, en particular aquéllos que critican y hacen públicas las violaciones y abusos cometidos por miembros de las fuerzas armadas.

1574. Se temió que las amenazas y los actos de hostigamiento e intimidación en contra de la Sra. Cipriana Jurado Herrera estén relacionados con las actividades que ella realiza para promover y defender los derechos de la gente del Estado de Chihuahua. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de todos los defensores y defensoras de los derechos humanos en Chihuahua. Estos actos de hostigamiento e intimidación, de ser confirmados, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en México. Se expresó, asimismo, temor sobre el supuesto ambiente de hostigamiento e intimidación en contra de los defensores y defensoras en Chihuahua, y sobre la cultura de impunidad en que ocurren las violaciones graves de los derechos humanos fundamentales. Quisiera recordarle al Gobierno de su Excelencia que tiene la responsabilidad de garantizar la seguridad física y psicológica de los defensores de los derechos humanos y de tomar las medidas necesarias para asegurar que ninguna violación contra un defensor de los derechos humanos quede en la impunidad.

Llamamiento urgente

1575. El 24 de marzo de 2010, la Relatora Especial sobre los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente la información recibida en relación con la Sra. **Obtilia Eugenio Manuel**. La Sra. Eugenio Manuel es fundadora y Presidenta de la Organización del Pueblo Indígena Me'phaa (OPIM), una organización que trabaja para la defensa de los derechos humanos de la gente indígena del Estado de Guerrero, sobre todo la comunidad Me'phaa de Barranca de Guadalupe. En particular, la Sra. Eugenio Manuel es testigo en el caso de la Sra. Inés Fernández Ortega, quien interpuso una demanda en contra del Estado mexicano después de haber sido violada por soldados en 2002, un incidente que nunca habría sido investigado efectivamente. La Corte Interamericana de Derechos Humanos examinará el caso en abril de 2010. Se informa que desde el principio de este caso, los integrantes de OPIM han sido objeto de varias amenazas, golpes y actos de intimidación y acoso.

1576. Según las informaciones recibidas, la Sra. Eugenio Manuel ha sido objeto de amenazas desde el año 2002 y ha presentado varias denuncias al respecto ante el Ministerio Público. En abril de 2009 y en el año 2005, la Corte Interamericana de Derechos Humanos otorgó medidas provisionales de protección en favor de la Sra. Eugenia Manuel, su esposo, sus hijos, y a favor de otros miembros de OPIM y otros defensores y defensoras de los derechos humanos de Guerrero. Algunas de estas medidas han sido implementadas. No obstante, los responsables de las amenazas y golpes no han sido identificados.

1577. La Sra. Eugenio Manuel ha sido objeto de una comunicación de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 3 de abril de 2009, y de la Representante Especial del Secretario General sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 2 febrero de 2008, el 4 de mayo de 2005 y el 16 de febrero de 2005.

1578. Según las informaciones recibidas, el 6 de marzo de 2010, la Sra. Eugenio Manuel habría recibido una nota que contenía amenazas en la sede de OPIM, ubicada en Ayutla de los Libres, Guerrero. La Sra. Eugenio Manuel habría regresado a la oficina durante la mañana ese mismo día, después de haber pasado algunos días en la comunidad Me'phaa de Barranca de Guadalupe. Aproximadamente a las 13:00 horas, al salir de la oficina, la Sra. Eugenio Manuel habría notado a un hombre no identificado quién habría estado mirando a su edificio. Al volver a la oficina aproximadamente dos horas después, la Sra. Eugenio

Manuel habría notado que el hombre continuaba frente al edificio. Por ello, ella habría señalado la presencia del hombre a dos compañeros de trabajo, el Sr. Serafín Ortega y el Sr. Crispín Santiago González, ambos integrantes de OPIM, quienes se encontrarían en la oficina. Los tres habrían descrito que el hombre desconocido era moreno, de aproximadamente 1.65 metros de altura y 20 años de edad, con pelo lacio y corto.

1579. Aproximadamente a las 18:30 horas, el hombre todavía habría estado frente de la oficina. Luego, esta persona habría empezado a tomar fotografías del edificio con un teléfono celular, por lo cual la Sra. Eugenio Manuel, el Sr. Ortega y el Sr. Santiago González habrían decidido salir de la oficina y confrontar al hombre. No obstante, esta persona habría negado haber tomado fotografías y habría declarado que estaba allí únicamente para tomar cervezas. Después, el hombre se habría retirado.

1580. La Sra. Eugenio Manuel, el Sr. Ortega y el Sr. Santiago González habrían vuelto a la oficina, dónde poco después habrían encontrado una nota al lado de la puerta, junto a una celosía de cemento. La nota habría dicho, usando lenguaje ofensivo: “Optilia, Calmate hijo de su [...], ya no ande denunciando en contra del Gobierno ya se que tu presenta a la denuncia deatodo el nivel calma: [...] Cuando queremos te hacemos frijoladas no creas que tu eres fierro como quiera atraviezan las balas nosotros como protegido Gobierno federal estatal local [...] estamos cerca por tí” [sic]. Después este incidente, la Sra. Eugenio Manuel habría expresado grave preocupación por su seguridad y habría decidido irse de Guerrero indefinidamente para garantizar su integridad física y psicológica.

1581. Se temió que esta amenaza y la vigilancia de la Sra. Eugenio Manuel estén relacionadas con las actividades que ella realiza en defensa de los derechos humanos y en particular con su trabajo de denunciar violaciones de derechos humanos cometidas en contra de la comunidad Me’phaa. En vista de las informaciones aquí resumidas, se expresó profunda preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Eugenio Manuel, sus compañeros y sus familiares. Quiero reiterar que, si bien reconozco los esfuerzos del Gobierno para mejorar la situación de los defensores de derechos humanos, aún queda mucho por hacer para garantizar un entorno seguro y propicio para los defensores de derechos humanos en México. Aunque la Sra. Eugenio Manuel es beneficiaria de medidas provisionales otorgadas por la Corte Interamericana de Derechos Humanos, las amenazas en contra de su vida e integridad continúan. El Gobierno de su Excelencia tiene la responsabilidad de denunciar e investigar de manera exhaustiva las violaciones cometidas contra los defensores de derechos humanos y enjuiciar a sus autores.

Llamamiento urgente

1582. El 6 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Ernesto Rábago Martínez** y su familia, en particular su esposa, la Sra. **Estela Ángeles Mondragón**. El Sr. Rábago Martínez era integrante de Bowerasa (Haciendo Camino), una organización civil que apoya las comunidades indígenas de la región de la Sierra de Tarahumara, ubicado en el municipio de Carichí en el estado de Chihuahua. Bowerasa trabaja por los derechos territoriales y culturales, y el derecho a la salud y a la educación, de las comunidades indígenas en el contexto de la militarización y los proyectos turísticos y mineros de la región. La Sra. Ángeles Mondragón también es miembro de Bowerasa, y el pareja trabajaba juntos como abogados. Participaban en el Programa Interinstitucional de Apoyo al Indígena (PIAI) y tomaban parte en la mesa de Justicia y Derechos Humanos.

1583. En particular, el Sr. Rábago Martínez y la Sra. Ángeles Mondragón representaban las comunidades indígenas en varios litigios agrarios, sobre todo en los casos de la

ocupación forzada de sus tierras por las personas no indígenas. Recientemente, la pareja habían representado una comunidad indígena Raramuri del pueblo de Bakéachi, en Carichí, Chihuahua. El 5 de febrero de 2010, un tribunal agrario dictaminó que un grupo de ganaderos tienen que devolver varias tierras disputadas a la comunidad Raramuri, después de la ocupación ilegal de las tierras por los ganaderos.

1584. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 2 de marzo de 2010, aproximadamente a las 10.30 horas de la tarde, el Sr. Rábago Martínez habría sido asesinado en su oficina, ubicada en la calle Allende con la calle 23, Colonia Obrera en Chihuahua. Se crea que personas no identificadas habrían entrado a la oficina, que el Sr. Rábago Martínez compartía con la Sra. Ángeles Mondragón, y le habrían matado a tiros. Un cartucho de bala de calibre 25 habría sido encontrado en la oficina después del ataque.

1585. El Sr. Rábago Martínez, la Sra. Ángeles Mondragón y su familia habrían sido sujeto a varios actos de acoso y intimidación durante años recientes, incluyendo amenazas de muerte y intentos de asesinato. El 18 de febrero de 2010 la Sra. Deni Ruth Loya Ángeles, hija de la pareja, habría recibido impacto de bala en su ante brazo derecho durante un supuesto intento de asesinato. Aproximadamente a las 7.30 horas de la tarde, la Sra. Loya Ángeles y su hija de trece años habrían encontrado sentado en su coche Nissan Platina 2005 mientras personas no identificadas les habrían disparado. La Sra. Loya Ángeles informó que habría visto dos hombres jóvenes quienes habrían huido de la escena. Un cartucho de bala de calibre 25 también habría sido encontrado después de la incidente.

1586. El 28 de marzo de 2009, la oficina de la pareja habría sido incendiado cuando dos aparatos explosivos hecho en casa habrían sido tirado al despacho. Asimismo la pareja habría denunciado varios amenazas y actos de intimidación. Se habría presentado una denuncia sobre el ataque en contra de la Sra. Loya Ángeles ante la Procuraduría General de Justicia del Estado y ante el Secretario General de Gobierno del Estado de Chihuahua el Lic. Sergio Granados Pineda. Sin embargo, se informó que no investigación habría sido iniciado y las autoridades no habrían vinculado el ataque con las actividades de los padres de la víctima. Asimismo, ningunas medidas de protección habrían sido implementadas por el Sr. Rábago Martínez, la Sra. Ángeles Mondragón o sus familiares.

1587. Se temió que el asesinato del Sr. Rábago Martínez, y las amenazas y actos de intimidación contra la Sra. Ángeles Mondragón y sus familiares estén relacionados con las actividades que ellos realizaban para promover y defender los derechos de grupos indígenas. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Ángeles Mondragón y sus familiares. Estos actos de intimidación, amenazas y asesinatos, de ser confirmados, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en México.

Respuesta del Gobierno

1588. En una carta fechada el 7 de junio de 2010 el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 6 de abril de 2010. De acuerdo a la información proporcionada por la Procuraduría General de Justicia del estado de Chihuahua (PGJ Chih), el señor Rábago Martínez fue asesinado el 1 de marzo de 2010 cuando se encontraba en sus oficinas. Con motivo de esos hechos, el Ministerio Público inició la averiguación previa 3827/2010 por el delito de homicidio.

1589. La Comisión Estatal de Derechos Humanos del estado de Chihuahua inició de oficio la queja RAMD 084/2010, la cual se encuentra en trámite. Las primeras diligencias judiciales practicadas por la PGJ Chih fueron las siguientes: Levantamiento del cadáver, inspección ocular del lugar de los hechos, certificación de la causa de muerte, recolección

de objetos hallados en el lugar de los hechos. La investigación continúa abierta para su perfeccionamiento.

1590. En el mes de marzo de 2010, el Secretario General de Gobierno del estado de Chihuahua se reunió con el Subprocurador General de Justicia, el Subprocurador de Justicia Zona Centro, el Coordinador de la unidad de delitos contra la vida y el Ministerio Público de la PGJ Chih, con la participación de la señora Estela Ángeles Mondragón, en atención a la gravedad de los hechos.

1591. En esa reunión las autoridades estatales le ofrecieron las medidas para su protección y para su hija, a lo cual la beneficiaria permanece pendiente de dar su consentimiento; a la fecha únicamente ha accedido a recibir los servicios de un especialista en terapia psicológica.

Llamamiento urgente

1592. El 6 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Margarita Guadalupe Martínez Martínez**; su esposo, el Sr. **Adolfo Guzmán Ordaz** y sus familiares. El Sr. Guzmán Ordaz es integrante de Enlace, Comunicación y Capacitación (Enlace CC), una organización de derechos humanos que realiza actividades de defensa y promoción de los derechos de los grupos indígenas y campesinos en el centro y el sur de México. El Sr. Guzmán Ordaz trabaja en la sede de Enlace en la ciudad de Comitán de Domínguez, Chiapas.

1593. Se expresó también preocupación por otros integrantes de Enlace CC, quienes recientemente habrían recibido amenazas; entre ellos, el Sr. **Claudio Javier Figueroa Domínguez** y la Sra. **Edna Yael Robles Aguilar**. El Sr. Figueroa Domínguez es Coordinador de Enlace CC en Comitán de Domínguez. La Sra. Robles Aguilar es líder del Proyecto de Alternativas de Comunicación Indígena en la Selva, promovido por Enlace CC. El Sr. Figueroa Domínguez y la Sra. Robles Aguilar son esposos.

1594. El Sr. Guzmán Ordaz y su familia han sido ya objeto de una comunicación anterior de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, de fecha 30 de diciembre de 2009.

1595. Según las informaciones recibidas, durante meses recientes, el Sr. Guzmán Ordaz, la Sra. Martínez Martínez y su familia, habrían sido objeto de varios actos de hostigamiento, intimidación, secuestro y amenazas. El 26 de febrero de 2010, aproximadamente a las 13.30 horas, la Sra. Martínez Martínez fue secuestrada por dos hombres no identificados, mientras caminaba a recoger a su hijo de su escuela primaria, ubicada en San Cristóbal de Las Casas, Chiapas. Los secuestradores habrían cubierto la cabeza de la Sra. Martínez Martínez con un bolso de plástico para que no les pudiese ver y la habrían obligado a subir a un vehículo mientras la golpeaban en el rostro con un objeto contundente. Un objeto habría sido puesto contra sus costillas, posiblemente una pistola, y otro objeto frío habría sido puesto sobre sus manos. Los secuestradores le habrían advertido que debía abandonar la denuncia interpuesta por ella y su marido contra agentes policiales vinculados con un allanamiento de su casa el 8 de noviembre de 2009. Asimismo, le habrían amenazado con tomar medidas para asegurarse que ella no pudiese volver a trabajar nunca más, y afirmado que la paliza que le habían propinado y el secuestro eran un “regalito” del Presidente Municipal de Comitán de Domínguez. Finalmente, la habrían descendido del vehículo y puesto en libertad en una calle cercana a su domicilio.

1596. El 27 de febrero de 2010, a las 3.30 horas, la Sra. Martínez Martínez y el Sr. Guzmán Ordaz fueron convocados a una reconstrucción de los hechos del allanamiento de su hogar, como parte de la investigación en curso sobre dicho operativo. Estas pruebas habrían sido iniciadas por una denuncia presentado por el Sr. Guzmán Ordaz sobre uso de

fuerza excesiva y abuso de autoridad de la policía durante el allanamiento; actos de tortura, y varias amenazas recibidas por la familia. Varias agencias de seguridad públicas habrían tomado parte en estas pruebas, entre ellas la Policía Estatal Preventiva (PEP); la Dirección de Seguridad Pública Municipal de Comitán (DSPM); la Policía Especializada Ministerial de Comitán (PEE); Fiscales del Ministerio Público y expertos criminales de esa ciudad.

1597. A la luz de los actos de intimidación y las amenazas recibidas, el Sr. Guzmán Ordaz y su familia se habrían visto obligados a cambiar de domicilio por la segunda vez en dos meses.

1598. El secuestro de la Sra. Martínez Martínez habría ocurrido tras varias amenazas de muerte que habrían sido recibidas por la familia después del allanamiento anteriormente mencionado. El día 6 de enero de 2010, aproximadamente a las 17:45 horas, se descubrió una nota amenazante en la casa del Sr. Adolfo Guzmán Ordaz con las palabras “muerte, muerte, muerte” escritas con tinta roja. Adolfo Guzmán Ordaz y su familia no estaban presentes en la casa cuando la nota se recibió. Esta amenaza fue denunciada por el Sr. Adolfo Guzmán Ordaz al Lic. Pedro Raúl López Hernández, responsable de la Fiscalía Especializada en la Protección de los Organismos no Gubernamentales para la Defensa de los Derechos Humanos. A raíz de la amenaza, Adolfo Guzmán y su familia habrían decidido no pasar la noche en su hogar. Ese mismo día, agentes de la Policía Estatal Preventiva (PEP) habrían llegado a la casa de Adolfo Guzmán Ordaz y preguntado por su paradero. Adolfo Guzmán Ordaz no estaba presente y los agentes se fueron.

1599. El 25 de diciembre de 2009, aproximadamente a la 1:00 horas, una persona no identificada habría llamado a la casa de Adolfo Guzmán Ordaz y habría hablado con él por teléfono. El desconocido le habría dicho: “Feliz Navidad, porque esta va a ser tu última Navidad”. Otras amenazas fueron recibidas previamente, el 14 de diciembre y el 25 de noviembre de 2009.

1600. Además de las amenazas contra el Sr. Guzmán Ordaz, la Sra. Martínez Martínez y su familia, otros integrantes de Enlace CC habrían recibido también amenazas durante los últimos meses. El 19 de enero de 2010, aproximadamente a las 19.20 horas, el Sr. Figueroa Domínguez y la Sra. Robles Aguilar encontraron una nota amenazante en el interior de la vivienda en Comitán de Domínguez. La nota, de autor anónimo y escrita con recortes de periódico, decía: “Tienes una semana para abandonar el país. Si no lo haces tus hijos muertos”. El 26 de enero de 2010, el Sr. Figueroa Domínguez habría sido citado como testigo en relación con las investigaciones sobre el allanamiento del hogar del Sr. Guzmán Ordaz.

1601. Se temió que las amenazas y los actos de intimidación contra el Sr. Guzmán Ordaz, la Sra. Martínez Martínez, el Sr. Figueroa Domínguez, la Sra. Robles Aguilar y sus familiares, estén relacionados con las actividades que realizan para promover y defender los derechos de grupos indígenas y campesinos. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de las personas anteriormente mencionados. Estos actos de intimidación, amenazas y secuestro, de ser confirmados, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en México.

Llamamiento urgente

1602. El 19 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con la desaparición del Sr. **Ramón Ángeles Zalpa**, corresponsal del diario Cambio de Michoacán y originario de la

comunidad indígena purépecha, el cual se encontraba desaparecido desde el día 6 de abril de 2010 después de haber informado sobre un ataque contra dicha comunidad indígena.

1603. Según las informaciones recibidas, el día 18 de marzo de 2010, el Sr. Zalpa habría publicado una información acerca de un ataque de un grupo armado contra una familia indígena purépecha. Dicha comunidad indígena estaría siendo objeto desde hace varios meses de abusos por parte de las autoridades locales debido a su intento de crear una radio comunitaria. Además, el Sr. Zalpa habría cubierto en sus investigaciones varios asuntos relacionados con el crimen organizado.

1604. La familia del Sr. Zalpa habría denunciado su desaparición el día 7 de abril ante el Ministerio Público de Paracho. La Procuraduría del Estado de Michoacán habría confirmado que habría iniciado un operativo de búsqueda de la persona del Sr. Zalpa aun sin resultados.

1605. Se expresó grave preocupación por la desaparición del Sr. Zalpa así como por su integridad física y psicológica. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de extrema vulnerabilidad para los periodistas y, de manera más general, para los defensores de los derechos humanos en México.

Carta de alegaciones

1606. El 22 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con el allanamiento y robo en las instalaciones de la revista *Contralínea* en el Distrito Federal de la capital mexicana. Esta Revista habría llevado a cabo y publicado trabajos de investigación y denuncia sobre temas relacionados con la seguridad nacional, la corrupción gubernamental, narcotráfico, lavado de dinero, así como sobre diversos temas sociales.

1607. Según las informaciones recibidas, entre los días 10 y 11 de abril de 2010, varios individuos habrían forzado las puertas de acceso de las oficinas de las áreas editorial y administrativa de la revista *Contralínea*, habrían sustraído documentación contable y periodística, ordenadores así como teléfonos móviles. El allanamiento habría sido denunciado ante la Procuraduría General de Justicia del Distrito Federal, que le habría asignado el número de expediente FCH/CUH-6/T1/00542/10-04.

1608. Desde 2007, tanto la empresa Corporativo Internacional de Medios de Comunicación, S.A. de C.V. que edita, entre otras publicaciones, la revista *Contralínea*, como su Director, el Sr. Miguel Badillo, la periodista Ana Lilia Pérez y los trabajadores de la mencionada revista habrían sido objeto de diversas demandas judiciales por parte de los grupos empresariales Zeta Gas, Oceanografía y Blue Marine, contratistas de Petróleos Mexicanos (PEMEX), las cuales podrían estar relacionadas con publicaciones de la revista sobre corrupción y adjudicación irregular de contratos por parte de algunas empresas.

1609. Con relación a estas demandas, la Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH) emitió la recomendación 57/2009 del 14 de septiembre de 2009 donde se advierte que los poderes federales Ejecutivo y Judicial violaron los derechos humanos de los periodistas de la publicación. La recomendación de la CNDH habría establecido que, en el caso del Sr. Badillo, de la Sra. Pérez y de los integrantes de la revista *Contralínea*, tanto la judicialización de la libertad de expresión como el veto publicitario se podrían considerar como formas de censura. Los periodistas de este medio de comunicación serían en la actualidad objeto de medidas cautelares dictadas por la CNDH y medidas precautorias dictadas por la Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal de la capital mexicana.

1610. Se expresó preocupación por el hecho de que este nuevo allanamiento y robo formasen parte de una serie de acosos que los periodistas de la revista *Contralínea* habrían sufrido desde 2007 debido a su trabajo de investigación y denuncia de casos de corrupción gubernamental. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente vulnerabilidad para los periodistas y defensores de los derechos humanos en México. Quisiera recordarle al Gobierno de su Excelencia que tiene la responsabilidad de garantizar la seguridad de los periodistas y defensores de los derechos humanos así como de tomar las medidas necesarias para asegurar que ninguna violación contra un defensor de los derechos humanos quede en la impunidad.

Llamamiento urgente

1611. El 4 de mayo de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con la muerte y las lesiones por arma de fuego en contra de un grupo de defensores de derechos humanos, observadores internacionales y periodistas que formaban parte de una Misión de Observación de Derechos Humanos en el Estado de Oaxaca. Entre los integrantes de la Misión se encontrarían miembros del colectivo **Voces Oaxaqueñas Construyendo Autonomía y Libertad** (VOCAL), de la **Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblos** (AMAP), profesores de la Sección 22 del **Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación**, integrantes de la **Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca** (APPO), integrantes del **Centro de Apoyo Comunitario Trabajando Unidos** (CACTUS), de la **Red de Radios y Comunicadores Indígenas del Sureste Mexicano**, así como periodistas de la revista *Contralínea* y algunos otros periodistas nacionales y observadores internacionales de Alemania, Bélgica, Finlandia e Italia.

1612. Según las informaciones recibidas, el 27 de abril de 2010, los integrantes de dicha misión de observación habrían sido atacados cerca del municipio de San Juan Copala, en la región Triqui del Estado de Oaxaca, por un grupo de hombres armados presuntamente pertenecientes al grupo paramilitar “Unidad y Bienestar Social de la Región Triqui” (UBISORT). Como consecuencia de dicho ataque, habrían fallecido la Sra. **Beatriz Alberta Cariño Trujillo**, miembro de Centro de Apoyo Comunitario Trabajando Unidos (CACTUS), y del Sr. **Jyri Antero Jaakkola**, observador internacional de Finlandia. Asimismo, siete personas habrían resultado heridas por arma de fuego entre ellas, la Sra. **Mónica Citlali Santiago Ortiz**, estudiante de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales de la Universidad Autónoma Benito Juárez de Oaxaca.

1613. Además, como consecuencia de dicho ataque, durante los siguientes dos días, la Sra. **Noe Bautista Jiménez** y el Sr. **David Venegas Reyes**, integrantes de VOCAL, el Sr. **David Cilia García** y la Sra. **Ericka Ramírez Padilla**, periodistas de *Contralínea*, habrían permanecido escondidos en las cercanías del lugar de los hechos sin ser localizados por las autoridades hasta la tarde noche del día 29 de abril. Dos de ellos presentarían heridas por arma de fuego.

1614. Desde noviembre de 2009 hasta la fecha se habrían producido 18 asesinatos en la zona de los que serían presuntamente responsables grupos que se disputan el control del municipio autónomo de San Juan Copala.

1615. Para su información, el Sr. Venegas Reyes ha sido el objeto de un llamamiento urgente enviado por la entonces Presidente-Relatora del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria y el Relator Especial sobre la tortura el 23 de abril de 2007.

1616. Se expresó grave preocupación por la muerte de la Sra. Beatriz Alberta Cariño Trujillo y del Sr. Yyri Antero Jaakkola, como consecuencia de las lesiones por arma de fuego sufridas por varios miembros de la Misión de Observación, así como por la integridad física y mental del resto de los integrantes de la mencionada misión, incluyendo defensores de los derechos humanos, observadores internacionales y periodistas.

Respuesta del Gobierno

1617. Mediante carta fechada el 10 de mayo de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 4 de mayo de 2010. Líneas de comunicación sobre los hechos ocurridos en San Juan Copala, Oaxaca, el 27 de abril de 2010.

1618. El Gobierno de México lamenta profundamente los hechos acaecidos en San Juan Copala, Juchitán, Oaxaca, el 27 de abril pasado, de los cuales resultó el fallecimiento de la ciudadana mexicana Beatriz Alberta Cariño y del ciudadano finlandés Jyri Jaakkola.

1619. La llamada "comunidad autónoma" de San Juan Copala, así denominada en el año 2007 por el Movimiento Unificador de Lucha Triqui Independiente (MULTI), es una zona en la que diversas organizaciones sociales se disputan el control político, lo que ha generado constantes enfrentamientos violentos.

1620. En efecto, en la zona triqui existe una disputa entre tres organizaciones: el ya citado Movimiento Unificador de Lucha Triqui Independiente (MULTI), el Movimiento Unificador de Lucha Triqui (MULT), y la Unidad de Bienestar Social de la Región Triqui (UBISORT).

1621. El 27 de abril de 2010, una denominada Caravana de observación por la paz - integrada por miembros de diversas organizaciones sociales y personas extranjeras de diversas nacionalidades, principalmente europeos, se dirigía a San Juan Copala cuando fue emboscada por gente armada. En efecto, según la información disponible, había una persona de nacionalidad alemana, dos finlandesas; una belga; una italiana y una francesa.

1622. Como resultado de la emboscada fallecieron las dos personas ya citadas y resultó herida la mexicana Mónica Citlalli Santiago Ortiz, mientras que otros miembros de la caravana escaparon del lugar.

1623. También se registraron noticias de diversas personas desaparecidas. Al día de hoy, únicamente registran ese carácter dos periodistas del semanario Contralínea (Erica Ramírez y David Cilia). No obstante, se tiene plena evidencia de que están vivos y a punto de ser rescatados por las autoridades, de manera que no hay personas desaparecidas.

1624. El Gobierno de México se compromete a dar puntual seguimiento a este caso y mantendrá informada a la opinión pública sobre el particular.

1625. En la emboscada resultó herida la mexicana Mónica Citlalli Santiago Ortiz, y fallecieron la connacional Beatriz Alberta Cariño y el ciudadano finlandés Jyri Jaakkola. El resto de los ciudadanos extranjeros que participaban en la caravana se encuentran a salvo y ya han entrado en contacto con sus respectivas embajadas.

1626. Es importante señalar que no se ha identificado la participación de agentes del estado, ni federal ni estatal en los hechos acontecidos.

1627. Acciones desarrolladas por el Gobierno mexicano:

1628. A raíz de los hechos, la Procuraduría General de Justicia del estado de Oaxaca inició el Legajo de Investigación 114/(SJ)/2010, dentro del cual se están realizando las investigaciones correspondientes para esclarecer los hechos. Las corporaciones policiales se

mantienen en la zona y en coordinación con el Ministerio Público. Cabe destacar que todas las personas reportadas inicialmente como desaparecidas han sido localizadas.

1629. Por lo que respecta a la atención de las personas extranjeras involucradas, se creó un grupo de trabajo encabezado por la Secretaría de Relaciones Exteriores, con la participación de diferentes dependencias federales y representantes de las embajadas europeas para esclarecer el paradero de sus nacionales.

1630. Dicho grupo se trasladó de inmediato a Oaxaca el miércoles 28 de abril, donde reunió con el Secretario General de Gobierno, la Procuradora de Justicia y el Secretario de Seguridad Pública del estado de Oaxaca.

1631. La SRE crea grupo de trabajo con embajadas de la UE para identificar y localizar a sus ciudadanos involucrados en los hechos de San Juan Copala, Oaxaca.

1632. El Gobierno de México lamenta profundamente el fallecimiento de la ciudadana mexicana Beatriz Alberta Cariño y del ciudadano finlandés Jyri Jaakkola, acaecidos en los hechos ocurridos en San Juan Copala, Juxtlahuaca, Oaxaca, el 27 de abril pasado.

1633. Para dar respuesta a las inquietudes manifestadas por diversas embajadas europeas por la participación de algunos de sus connacionales en la Caravana de Derechos Humanos, la Secretaría de Relaciones Exteriores (SRE) decidió establecer un Grupo de Trabajo con la participación de diferentes dependencias federales y representantes de las embajadas europeas para esclarecer el paradero de los extranjeros. La invitación a sumarse a este grupo fue transmitida a la Unión Europea (UE) a través de la Embajada de España en México, que ostenta la presidencia temporal de la UE.

1634. La comisión plural se trasladó de inmediato a Oaxaca, donde el miércoles 28 de abril por la noche tuvo lugar una reunión de trabajo con el Secretario General de Gobierno, la Procuradora de Justicia y el Secretario de Seguridad Pública de esa entidad, en la que se revisó puntualmente la situación de cada uno de los ciudadanos europeos involucrados y se pudo comprobar que, salvo por el ciudadano finlandés, el resto de los europeos que participaban en la Caravana se encuentran sanos y salvos y ya han establecido contacto con sus respectivas embajadas.

1635. Por lo que hace al ciudadano finlandés fallecido, la Cancillería y el Gobierno del Estado de Oaxaca darán todas las facilidades para la recuperación y el traslado de sus restos.

1636. El Gobierno Federal reitera su pleno compromiso con la promoción y protección de los derechos humanos y con las personas, organizaciones e instituciones que trabajan legítimamente con ese propósito.

1637. El Gobierno de México, a través de la SRE, se compromete a dar puntual seguimiento a este caso y atender las demandas de información que el mismo amerite, en el ámbito de sus responsabilidades.

1638. El Gobierno incluyó en su respuesta un boletín informativo fechado el 11 de mayo de 2010 proporcionando información sobre un acuerdo de la Cámara de Diputados de establecer un grupo de trabajo para la región triqui de Oaxaca.

Llamamiento urgente

1639. El 28 de junio de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, y la Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los actos de hostigamiento y las

amenazas, incluidas amenazas de muerte, recibidas por las Sras. **Blanca Mesina Nevarez y Silvia Vázquez Camacho**.

1640. La Sra. Blanca Mesina es hija de Miguel Ángel Mesina López, agente de la Secretaría de Seguridad Pública de Tijuana, quien fue arrestado y presuntamente torturado en marzo de 2009 en las instalaciones del Octavo Batallón Militar por agentes del grupo GOPE de Inteligencia Militar de Tijuana, Baja California. Sobre este caso, se envió una comunicación al Gobierno de su Excelencia el 28 de mayo de 2009.

1641. La Sra. Silvia Vázquez es abogada defensora de los derechos humanos y colabora con la Comisión Ciudadana de Derechos Humanos del Noroeste y con la Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos. Tanto Blanca Mesina como Silvia Vázquez trabajan en la denuncia y documentación de casos de tortura en la región.

1642. Según las informaciones recibidas, durante los últimos meses, las Sras. Blanca Mesina Nevarez y Silvia Vázquez Camacho habrían sido víctimas de actos de hostigamiento y amenazas, incluidas amenazas de muerte, presuntamente por su labor de defensa y acompañamiento de familiares y víctimas de tortura bajo arraigo en instalaciones militares de Tijuana, Baja California.

1643. Tanto Blanca Mesina como Silvia Vázquez habrían recibido llamadas telefónicas amenazantes, han sido objeto de seguimiento y vigilancia y habrían recibido amenazas de muerte contra ellas y contra sus familias. El último incidente habría tenido lugar el 18 de mayo de 2010 cuando Blanca Mesina habría sido seguida y posteriormente recibido amenazas de muerte por parte de un hombre encapuchado.

1644. Según las informaciones recibidas, como consecuencia de las amenazas recibidas, tanto la Blanca Mesina como Silvia Vázquez habrían recibido medidas de protección por parte de las autoridades federales mexicanas las cuales, sin embargo, habrían sido suspendidas recientemente sin ninguna explicación. Posteriormente, el 25 de mayo de 2010, las autoridades les habrían proporcionado un número de teléfono de seguridad al que podrían llamar durante las 24 horas en caso de emergencia. Sin embargo, dicho número correspondería a un servicio de coordinación que estaría disponible únicamente en horario de oficina y sin conexión con la policía regional.

1645. Según las últimas informaciones recibidas, el 4 de junio de 2010, antes las reiteradas amenazas, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos habría otorgado medidas cautelares. En este sentido, La Comisión Interamericana habría solicitado al Gobierno adoptar las medidas necesarias para garantizar la vida y la integridad física de Blanca Mesina y Silvia Vázquez y sus familias.

1646. Se expresó grave preocupación por la integridad física y psicológica de las Sras. Blanca Mesina Nevarez y Silvia Vázquez Camacho y por el hecho de que las amenazas recibidas pudieran estar relacionadas con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos, en particular por su labor de defensa y acompañamiento de familiares y víctimas de tortura bajo arraigo en instalaciones militares de Tijuana. Se expresó asimismo preocupación por la presunta suspensión de las medidas de protección otorgadas por las autoridades mexicanas así como por la eficacia de las mismas. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en México.

Llamamiento urgente

1647. El 9 de julio de 2010 la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Presidente-Relator del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del

Gobierno la información recibida en relación con la situación del señor **Raúl Hernández Abundio**, integrante de la Organización del Pueblo Indígena Me'Phaa (OPIM). La OPIM, con residencia en la cabecera municipal de Ayutla de los Libres, Estado de Guerrero, trabaja en defensa de los derechos de los pueblos indígenas en las comunidades de Ayutla de los Libres, Acatepec y Costa Montaña. Desde el 9 de abril de 2008, debido a las constantes amenazas y ataques físicos recibidos, todos los integrantes de la OPIM cuentan con medidas provisionales de la Corte Interamericana de Derechos Humanos.

1648. Según las informaciones recibidas, el 17 de Abril de 2008, el Sr. Hernández Abundio fue arrestado, junto con otros cuatro miembros de la OPIM, por su supuesta participación en el asesinato del Sr. Alejandro Feliciano García, cometido en diciembre de 2007. El 23 de abril de 2008, el Juzgado de Primera Instancia del Municipio de Ayutla de los Libres dictó un auto formal de prisión contra el Sr. Hernández Abundio y los otros cuatro integrantes de la OPIM. Enviamos comunicaciones el 21 de mayo y el 22 de julio de 2008 sobre esta situación, pero lamentamos no haber recibido respuesta del Gobierno de su Excelencia hasta el día de hoy.

1649. El 19 de marzo de 2009, los otros cuatro integrantes de la OPIM fueron liberados después de que la justicia federal les concediera un amparo al estimar que no había pruebas que acreditaran su responsabilidad en los delitos. Sin embargo, el Sr. Hernández Abundio habría permanecido en prisión a pesar de las alegaciones de inconsistencias e irregularidades que afectaban al caso, incluidas contradicciones entre los testimonios ofrecidos por los diferentes testigos.

1650. El 26 de mayo de 2010, como parte de las últimas pruebas antes del cierre del periodo de instrucción del caso, se habría llevado a cabo la inspección ocular ofrecida por la defensa del Sr. Hernández Abundio. Según las informaciones recibidas recientemente, durante dicha inspección, se habría puesto de manifiesto la inconsistencia del testimonio del único testigo que señalaba al Sr. Hernández Abundio en el lugar del crimen. La prueba ocular habría revelado que debido a la distancia, la orografía del terreno y el grado de visibilidad a la hora en que ocurrió el crimen habría resultado casi imposible identificar a una persona en el lugar de los hechos. Como consecuencia de lo anterior, la defensa del Sr. Hernández Abundio habría solicitado el cierre del proceso y una sentencia absolutoria.

1651. Se expresó preocupación por la situación del Sr. Hernández Abundio ya que se temió que su detención y los cargos contra él podrían estar relacionados con el ejercicio legítimo de sus actividades como defensor de los derechos humanos, en particular su trabajo en defensa de los derechos de las comunidades indígenas Me'phaa. Asimismo, se expresó preocupación por las alegaciones de que la acción judicial contra el Sr. Hernández Abundio podría formar parte de un clima de acoso y hostigamiento constante contra las organizaciones indígenas y campesinas del Estado de Guerrero.

Respuesta del Gobierno

1652. Mediante carta fechada el 13 de septiembre de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente con fecha de 9 de julio de 2010. Son parcialmente ciertos los hechos denunciados en el llamamiento urgente. De acuerdo con la información proporcionada por la Procuraduría General de Justicia del estado de Guerrero (PGJ Gro), el señor Hernández Abundio y cuatro personas más, fueron detenidos con motivo de una orden de aprehensión debidamente fundada y motivada librada por un juez penal, por su probable responsabilidad en el delito de homicidio.

1653. El 23 de abril del 2008, la Comisión de Defensa Estatal de Derechos Humanos del estado de Guerrero (CDEDH Gro) dio inicio a un expediente de queja Coddehum-VG/089/2008-IV con motivo de una queja presentada por los señores Raúl Hernández

Abundio, Manuel Cruz Victoriano, Orlando Manzanarez Lorenzo, Natalio Ortega Cruz y Romualdo Santiago Enedina quienes argumentaron detención arbitraria, maltrato durante la detención, amenazas y robo.

1654. El 27 de junio de 2008, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) resolvió otorgar medidas a favor de los señores Hernández Abundio, Cruz Victoriano, Manzanarez Lorenzo, Ortega Cruz y Santiago Endina a efecto de prevenir la violación de sus derechos a la vida e integridad personal.

1655. Dicha decisión se basó en una solicitud de medidas cautelares presentada por tres organizaciones no gubernamentales en la que se alegó la detención arbitraria de las personas aludidas por parte de agentes federales de investigación de la Procuraduría General de la República, de la Secretaría de Seguridad Pública y de la policía judicial del estado de Guerrero por el homicidio de Alejandro Feliciano García.

1656. En cumplimiento de la solicitud de la CIDH, la Secretaria de Gobernación convocó a una reunión de trabajo con las autoridades involucradas y los peticionarios, para determinar el tipo de medidas que se requerían para garantizar su integridad física y determinar las necesidades reales de protección en favor de los señores Hernández Abundio, Cruz Victoriano, Manzanarez Lorenzo, Ortega Cruz y Santiago Enedina.

1657. El 22 de julio de 2008, se llevó a cabo una primera reunión en las oficinas de la Procuraduría General de Justicia en la ciudad de Chilpancingo, Guerrero, en la que participaron representantes de las Secretarías de Gobernación y de Relaciones Exteriores, Procuraduría General de la República, así como de la Secretarías de Gobierno, de Seguridad Pública y de la Procuraduría General de Justicia del estado de Guerrero y los representantes de los beneficiarios, en la que se acordaron de manera conjunta las medidas y los mecanismos correspondientes para su implementación.

1658. El 5 de septiembre de 2008 se llevó una segunda reunión en las instalaciones del Centro Regional de Readaptación Social de Ayutla de los Libres, Guerrero (CERESO), con la participación del Subsecretario de Readaptación Social y del Titular de la Unidad de Asuntos Jurídicos y Derechos Humanos de la Secretaría de Seguridad Pública del estado de Guerrero, y los representantes de los beneficiarios. La reunión tuvo como finalidad verificar las condiciones de detención de los señores Hernández Abundio, Cruz Victoriano, Manzanarez Lorenzo, Ortega Cruz y Santiago Enedina.

1659. El Ministerio Público del fuero común del Distrito Judicial de Allende de Ayutla de los Libres, Guerrero, inició la averiguación previa número ALLE/SC/01/002/2008 en contra de quien resultare responsable por el homicidio de Alejandro Feliciano García.

1660. Después de que el Ministerio Público integró la averiguación previa y haber encontrado elementos para fincar responsabilidades, el 11 de abril del 2008 consignó la indagatoria mediante pedimento penal 56/2008, ejercitando acción penal en contra de los señores Hernández Abundio, Cruz Victoriano, Manzanarez Lorenzo, Ortega Cruz y Santiago Enedina y otras diez personas más, por el delito de homicidio calificado en agravio de Alejandro Feliciano García. En esa misma fecha el Juzgado Mixto de Primera Instancia radicó el pedimento penal, y se giraron órdenes de aprehensión.

1661. El 17 de abril del 2008, se puso a disposición de dicho juzgado a los siguientes inculcados: Hernández Abundio, Cruz Victoriano, Manzanarez Lorenzo, Ortega Cruz y Santiago Enedina, decretándose en esa misma fecha su detención legal. El 23 de abril les fue dictado el auto de formal prisión.

1662. En el mes de abril de 2008, los procesados interpusieron juicio de amparo ante el Juez Octavo de Distrito, a efecto de combatir la formal prisión por el citado delito. El 19 de agosto de 2008 la autoridad federal resolvió conceder el amparo por no haberse comprobado los elementos del tipo penal del delito de homicidio calificado.

1663. Inconforme con la resolución, el Ministerio Público Federal interpuso el recurso de revisión al considerar que los razonamientos de la sentencia de amparo, no se encontraban fundados ni motivados en la resolución.

1664. El 18 de marzo de 2009, el recurso de revisión fue resuelto por el Tribunal Colegiado en materia penal del Vigésimo Primer Circuito, en el estado de Guerrero, en el sentido de confirmar la sentencia de amparo, por lo que se ordenó la inmediata libertad de Manuel Cruz Victoriano, Orlando Manzanarez Lorenzo, Natalio Ortega Cruz y Romualdo Santiago Enedina. Por lo que respecta al señor Raúl Hernández Abundio, le fue negado el amparo.

1665. Con base a las pruebas aportadas por las partes durante la tramitación del proceso penal, el 27 de agosto de 2010, el Juzgado Mixto de Primera Instancia dictó una sentencia absolutoria a favor del señor Hernández ni penalmente responsable del delito de homicidio calificado cometido en agravio de Alejandro Feliciano García, quedando en inmediata libertad.

1666. Cabe mencionar que el señor Hernández Abundio desde el momento de su detención conoció del delito del cual se le acusaba, a su denunciante y se le hicieron saber los derechos que contaba, tales como, el no ser obligado a declarar en su contra, el derecho a gozar de una defensa adecuada, por sí, por abogado o por persona de su confianza y el de brindarle las facilidades para solicitar todos aquellos datos necesarios para preparar su defensa y aportar las pruebas necesarias para desvirtuar la probable responsabilidad. Por las características del delito de homicidio, se hizo de su conocimiento que no contaba con el beneficio de la libertad bajo caución al considerarse como delito grave.

1667. El 9 de abril de 2009, la Corte Interamericana de Derechos Humanos (CoIDH), emitió una resolución mediante la cual ordenó al Estado mexicano la adopción de medidas provisionales en relación con las medidas solicitadas por la CIDH a favor de los señores Raúl Hernández Abundio, Manuel Cruz Victoriano, Orlando Manzanarez Lorenzo, Natalio Ortega Cruz y Romualdo Santiago Enedina.

1668. Para el otorgamiento de las medidas de protección, el Estado se ha abocado a explorar las mejores vías para la implementación de dichas medidas, para ello, se han realizado diversas reuniones entre las autoridades involucradas, representantes de los beneficiarios y los peticionarios de las medidas, en las que de manera concertada se acordaron las mejores alternativas para dar cumplimiento a la decisión de la Corte.

1669. Asimismo, el Estado en su firme compromiso con el acatamiento de las resoluciones de la CoIDH, informa de manera periódica las acciones y medidas adoptadas para salvaguardar la vida e integridad de las personas antes mencionadas, así como investigar las amenazas, hostigamiento y agresiones que refieren haber sufrido.

Carta de alegaciones

1670. El 5 de agosto de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron una carta de alegación en relación con el secuestro de los señores **Jaime Canales**, camarógrafo del canal de televisión Multimedia; **Oscar Solís**, periodista del Diario Local El Vespertino; **Héctor Gordo** y **Alejandro Hernández**, ambos camarógrafos de la cadena Televisa.

1671. Según las informaciones recibidas, el lunes 26 de julio, los señores Jaime Canales, Oscar Solís, Héctor Gordo y Alejandro Hernández habrían sido secuestrados por un grupo de presuntos criminales en la Región de la Laguna, cerca de la Ciudad de Durango y el Estado de Coahuila.

1672. Según la información recibida, el periodista Oscar Solís habría sido secuestrado durante la noche del lunes 26 de julio, mientras las otras tres personas habrían desaparecido por la tarde del mismo día, luego de dar cobertura a una serie de protestas organizadas por los presos y sus familias en un centro de detención de la Ciudad de Gómez Palacio, en Durango.

1673. De acuerdo con la información recibida, el grupo que habría secuestrado a los periodistas habría exigido transmitir por los medios locales algunos videos que mostrarían entrevistas con dos hombres que habrían declarado trabajar para los Zetas, y otro hombre identificado como agente de la policía.

1674. De acuerdo con información reciente, la policía federal habría logrado la liberación de los cuatro periodistas el sábado 31 de julio mediante un operativo especial en el área de Durango.

Respuesta del Gobierno

1675. Mediante carta fechada el 15 de septiembre de 2010 el Gobierno respondió a la carta de alegaciones con fecha de 5 de agosto de 2010. De acuerdo a la información proporcionada por la Secretaría de Seguridad Pública Federal, el 26 de julio de 2010 los señores Alejandro Hernández Pacheco y Héctor Gordo Márquez, camarógrafo y reportero de la empresa Televisa; Javier Canales Fernández, camarógrafo de la empresa Multimedios Torreón; y, Oscar Solís, reportero del diario local “El Vespertino”, fueron secuestrados en Gómez Palacios, Durango, mientras realizaban una cobertura en el penal ubicado de esa ciudad.

1676. El 29 de julio de 2010, el Ministerio Público Federal adscrito a la Subdelegación de Procedimientos Penales “B” de la Procuraduría General de la República (PGR) inició una averiguación previa AP/PGR/DGO/GP-II/159/2010 en Gómez Palacios, Durango, por el delito de secuestro.

1677. El 31 de julio de 2010, la Unidad Especializada en Investigación de Secuestros de la Subprocuraduría de Investigación Especializada en Delincuencia Organizada de la PGR, inicio una averiguación previa PGR/SIEDO/UEIS/344/2010, por el secuestro de los señores Alejandro Hernández Pacheco, Héctor Gordo Márquez y Javier Canales Fernández.

1678. Desde el momento en que se tuvo conocimiento del plagio, el Presidente de la República giró instrucciones a la Policía Federal para iniciar inmediatamente labores de investigación e inteligencia a través de un equipo de investigadores, analistas, asesores en manejo de crisis y del grupo de especial de operaciones, pues el objeto primordial de estas acciones era salvaguardar en todo momento la vida de las víctimas.

1679. La Secretaría de Seguridad Pública Federal asistió, desde el primer momento, con asesoría a los enlaces que estuvieron involucrados en el proceso de negociación con los secuestradores. En este contexto, fue liberado por los mismos captores el reportero Héctor Gordo Márquez el 29 de julio de 2010, el señor Óscar Solís fue liberado al día siguiente.

1680. Luego de un intenso trabajo de inteligencia, y continuando con las líneas de investigación, el día 31 de julio de 2010 la Policía Federal realizó un operativo en el área donde se tenía conocimiento de la existencia de una casa de seguridad.

1681. Para privilegiar la vida de las víctimas, elementos de la Policía Federal realizaron un operativo que consideraba un cordón de seguridad en el perímetro y unidades de operación para la intervención.

1682. Al percatarse de la presencia de elementos de la Policía Federal en los alrededores de la casa de seguridad, los plagiarios huyeron, terminando así el cautiverio de los reporteros Javier Canales Fernández y Alejandro Hernández Pacheco.

1683. Las averiguaciones previas aún se encuentran en la etapa de análisis para emitir la determinación que conforme a derecho proceda.

Carta de alegaciones

1684. El 20 de agosto de 2010 la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con la situación en la que se encuentran el Padre **Martín Octavio García Ortiz** (conocido como Padre Martín), sacerdote católico que colabora con el Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé Carrasco en el municipio de San José del Progreso, Oaxaca, y el Padre **R. Francisco Wilfrido Mayrén Peláez**, mejor conocido como “Padre Uvi”. El Padre Uvi es defensor de Derechos Humanos, fundador del Centro Regional de derechos humanos “Bartolomé Carrasco Briseño” AC. y coordinador de la Comisión Diocesana de Justicia y Paz.

1685. Según las informaciones recibidas, el Padre Martín Octavio García Ortiz vendría siendo víctima desde hace algún tiempo de hostigamiento por parte de autoridades municipales debido a su activismo medioambiental y sus esfuerzos por informar a la comunidad sobre el impacto social y ecológico de la mina de oro y plata San José, operada por la compañía Cuzcatlán S.A de C.V. y propiedad de la empresa canadiense Fortuna Mines, Inc.

1686. En mayo de 2009, coincidiendo con el auge de las movilizaciones de protesta contra la mina, habría dado comienzo una campaña de desprestigio contra el Padre Martín. En este contexto, varios diarios locales lo habrían acusado en diversas ocasiones de incitación a la violencia en el municipio de San José del Progreso. El 25 de noviembre de 2009, el Presidente Municipal de San José del Progreso habría presentado una denuncia contra el Padre Martín y le habría acusado públicamente de pertenecer al Ejército Popular Revolucionario (EPR), organización guerrillera activa en el sur del país desde 1996.

1687. Según los informes recibidos, el 16 de junio de 2010, se habría producido un enfrentamiento entre autoridades municipales de San José del Progreso y personas opositoras a la explotación de la mina, resultando muertos dos individuos: el Sr. Venancio Oscar Martínez Rivera, Presidente Municipal de San José del Progreso, y el Sr. Félix Misael Hernández, Regidor de Salud. En reacción a estos hechos, un grupo de personas habría retenido ese mismo día, durante varias horas, al Padre Martín, golpeándolo y amenazándolo con matarlo, hasta que decidieron entregarlo a la policía. Como consecuencia de las agresiones físicas que habría sufrido el Padre Martín durante su retención, éste habría tenido que ser trasladado al hospital donde habría permanecido hasta el día 30 de junio. Ninguna de las personas que participaron en la retención ilegal del señor García Ortiz habría sido detenida hasta la fecha.

1688. Posteriormente, la Procuraduría General de Justicia del estado de Oaxaca habría solicitado el arraigo del Padre Martín por considerarlo sospechoso de la autoría intelectual del homicidio del Sr. Venancio Oscar Martínez Rivera. Tras cumplir parte de su arraigo en el hospital para recuperarse de sus lesiones, el arraigo habría sido suspendido y el Padre Martín habría sido puesto en libertad el 30 de junio de 2010. Sin embargo, el proceso penal habría continuado su curso por lo que el Padre Martín continúa enfrentando una acusación penal, ahora en libertad.

1689. En este contexto, se ha recibido información de que en los últimos meses se han incrementado las notas periodísticas y actos de intimidación en contra del Padre R. Francisco Wilfrido Mayrén Peláez. El Padre Uvi habría apoyado y acompañado la defensa del Padre Martín desde el momento de ser privado de su libertad por parte de las autoridades oaxaqueñas. Asimismo, el Padre Uvi habría denunciado públicamente el asesinato en abril de 2010 de la defensora Beatriz “Betty” Cariño y de Jiry Jaakkola y habría intervenido como mediador en el caso a petición del Municipio de San Juan Copala. Durante los últimos meses, diversos medios locales habrían acusado al Padre Uvi de ser uno de los generadores de la violencia en el municipio.

1690. Se expresó grave preocupación por la integridad física y psicológica del Padre Martín Octavio García Ortiz y por las alegaciones de que su situación actual, incluyendo el proceso penal actualmente en curso, pudiera estar relacionada con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos, en particular su defensa del medioambiente y sus esfuerzos por informar a los afectados sobre el impacto social y ecológico de la mina de oro y plata San José. Asimismo, se expresa preocupación por la situación del Padre R. Francisco Wilfrido Mayrén Peláez y por las alegaciones de que los actos de desprestigio, acoso e intimidación que vendría sufriendo estarían relacionados con sus actividades como defensor de los derechos humanos y, en particular, con su apoyo al Padre Martín y con su labor de mediación en la situación del Municipio de San Juan de Copala.

1691. Las alegaciones arriba señaladas, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en México. En el Informe sobre la situación de las y los defensores en México, la OACNUDH señaló que el Estado de Oaxaca era el Estado con mayor número de quejas por agresiones en contra de defensores/as y advirtió el uso arbitrario del sistema penal como la segunda forma más habitual de obstaculización del trabajo de las y los defensores en México.

Carta de alegaciones

1692. El 1 de octubre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con el ataque armado en el cual perdiera la vida el reportero gráfico **Luis Carlos Santiago**, de 21 años de edad, y resultara gravemente herido su compañero Carlos Manuel Sánchez Colunga, ambos colaboradores del Diario de Juárez, en Ciudad Juárez, Chihuahua.

1693. Según las informaciones recibidas, el 16 de septiembre 2010, un comando armado integrado por sujetos no identificados habría atacado con armas de fuego el vehículo en el que se trasladaban Luis Carlos Santiago y Carlos Manuel Sánchez Colunga, en las inmediaciones del centro comercial “Río Grande Mall”, ubicado en Ciudad Juárez, Chihuahua. Como resultado del ataque, perdió la vida en el lugar el Sr. Luis Carlos Santiago, y el Sr. Carlos Manuel Sánchez Colunga, con serias heridas de bala, fue trasladado a un centro asistencial en donde fue sometido a una intervención quirúrgica.

1694. Según se informa de que el vehículo en el que ambos viajaban, era propiedad del señor Gustavo de la Rosa y era utilizado comúnmente por su hijo Alejo de la Rosa, quien también colabora en el Diario de Juárez. El Señor de la Rosa, es visitador de la Comisión Estatal de los Derechos Humanos y se ha destacado por enfocarse a monitorear y denunciar violaciones de derechos humanos cometidas por el ejército en Ciudad Juárez, Chihuahua. Además, ha sido profesor de la Universidad de Ciudad Juárez, y es ampliamente reconocido por su labor de defensa de los derechos humanos en la comunidad. En el año 2009, habría

solicitado públicamente la salida de las fuerzas armadas de Ciudad Juárez, por lo que posteriormente fue objeto de diversos actos de hostigamiento y amenazas en su contra, situación que lo habría obligado a trasladar su residencia a El Paso, Texas.

1695. Según se tiene conocimiento, el 17 de septiembre 2010, la Comisión Nacional de los Derechos Humanos emitió un comunicado (CGCP/236/10) condenando el ataque y solicitando el esclarecimiento de los hechos. Señaló que “con el homicidio de Luis Carlos Santiago se elevó a 65 el número de periodistas asesinados del año 2000 a la fecha”.

1696. Se temió que el atentado en el cual perdió la vida el reportero gráfico Luis Carlos Santiago, y resultara seriamente herido el Sr. Sánchez Colunga, esté relacionado con las actividades periodísticas que ellos realizan. Asimismo, se expresó una profunda preocupación por la vida, y por la integridad física y psicológica tanto del Sr. Carlos Manuel Sánchez Colunga que sobrevivió al hecho, como del Sr. Gustavo de la Rosa y de su hijo Alejo de la Rosa, particularmente porque llevan a cabo su trabajo en un área considerada de riesgo para el ejercicio de la profesión periodística y de defensa de los derechos humanos.

1697. De ser confirmados los hechos, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los periodistas en México, por lo que quisiéramos recordar al Gobierno de su Excelencia que tiene la responsabilidad de garantizar la seguridad de los periodistas y comunicadores sociales y de tomar las medidas necesarias para asegurar que ninguna violación contra un periodista o comunicador social quede en la impunidad.

Llamamiento urgente

1698. El 16 de noviembre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los actos de hostigamientos y las amenazas recibidas por el Sr. **Jorge Arzave Orihuela**. El Sr. Arzave Orihuela es miembro de la Asociación de Vecinos Propositivos por Lomas de San Francisco Tepojaco, agrupación que trabaja por el derecho a la vivienda y medio ambiente sano de las habitantes de Lomas de Cuautitlán. En este contexto, el Sr. Arzave Orihuela, con acompañamiento del Centro Prodh, ha interpuesto diversos recursos jurídicos con el objetivo de que se respeten los derechos a la información pública, a la vivienda y el acceso a la justicia de los habitantes de Lomas de Cuautitlán.

1699. Según las informaciones recibidas, desde agosto 2010, el Sr. Arzave Orihuela habría sido víctima de repetidos actos de hostigamientos y amenazas. Estas se han materializado en forma de llamadas amenazantes al teléfono de su domicilio y recientemente, el 8 de noviembre, en una visita de un vehículo no identificado en horas de la madrugada en la dirección de su domicilio.

1700. Según informes recibidos, el pasado 8 de noviembre 2010, un vehículo negro se habría estacionado durante unos minutos a altas horas de la madrugada frente al domicilio del Sr. Arzave Orihuela en Cuatitlán Izcaltli. Dicho vehículo habría estado aparcado unos minutos frente a la casa del Sr. Arzave Orihuela con música a muy alto volumen de cuya letra se habría alcanzado a distinguir la frase “... del mérito de Michoacán”.

1701. Este hecho habría sido precedido por dos llamadas a su teléfono doméstico. La más reciente, con fecha 29 de octubre, la habría realizado un individuo que se habría identificado como integrante de “La Familia Michoacana”, un conocido grupo de crimen organizado que opera en el Estado de Michoacán. Esta persona habría indicado al Sr. Arzave Orihuela que una joven le habría entregado unas fotografías en las que aparecían él y

su familia marcados con círculos. Según este individuo, dichas imágenes se las habrían proporcionado con el objetivo de que secuestrase al Sr. Arzave Orihuela.

1702. Anteriormente, el día 17 de agosto, el Sr. Arzave Orihuela habría recibido una llamada similar en la que se le habría indicado que se le estaba investigando desde hace 7 días por órdenes de alguien “que le quería hacer daño”. El mismo individuo le habría dado el nombre de su esposa y los datos de su domicilio para demostrarle que lo tenían vigilado. Según la información recibida, la llamada intimidatoria se habría producido en el contexto de la denuncia pública realizada el mismo día 17 de agosto por parte del Sr. Arzave Orihuela en un reportaje periodístico en medios de comunicación locales y nacionales. En dicho reportaje, el Sr. Arzave Orihuela habría denunciado que la alcaldesa del municipio de Cuautitlán Izcallí no habría llevado a cabo las gestiones necesarias para proveer a la población de un derecho digno a la vivienda y a la salud, y se habría referido al basurero de la zona, a las condiciones de salubridad del mismo y al riesgo de la acumulación de gases.

1703. De acuerdo con los informes recibidos, integrantes de la Agencia de Seguridad Estatal y de la policía municipal se habrían presentado en el domicilio del Sr. Arzave Orihuela para facilitarle sus números de celular, con la finalidad de que los llamara si fuera necesario. Se ha recibido información de que las patrullas de los elementos de seguridad estatal y municipal se habrían presentado esporádicamente en casa del Sr. Arzave Orihuela, lo cual no sería suficiente para garantizar su seguridad.

1704. Según la información recibida, el señor Arzave Orihuela habría interpuesto denuncias y solicitado medidas cautelares. Sin embargo, se alega que las autoridades competentes no habrían avanzado en las investigaciones de estas amenazas, ni en las medidas para garantizar de manera efectiva su seguridad y la de su familia.

1705. Se expresó preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Arzave Orihuela y también por el hecho que estos actos de hostigamiento y amenazas pudieran estar relacionados con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos, en particular en favor del derecho a la vivienda y medio ambiente sano de los habitantes de Lomas de Cuautitlán. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en México.

Llamamiento urgente

1706. El 19 de noviembre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con amenazas y actos de hostigamiento contra el Sr. **Ignacio Muñoz Zamora**, asesor jurídico del Centro de Derechos Humanos del Migrante “Beato Juan Bautista Scalabrini”, el cual se ubica en la Casa del Migrante Nazareth, A.C., ciudad de Nuevo Laredo, Tamaulipas, México, y parte de la iniciativa “Frontera Norte de México: Espacio de encuentro y aprendizaje para la incidencia binacional en materia de derechos humanos de las personas migrantes”. El trabajo del Sr. Muñoz Zamora consiste en la orientación legal de personas migrantes que son deportadas por la frontera norte de México y la representación de algunos de los casos, así como la concesión de atención jurídica a las personas migrantes que se alojan en la Casa del Migrante Nazareth, A.C.

1707. Según las informaciones recibidas, el 5 de octubre del 2010, aproximadamente a las 15:30hs., el Sr. Muñoz habría recibido amenazas de una pareja de hombres desconocidos mientras esperaba el transporte público que le conduciría hacia el Centro de Derechos Humanos del Migrante.

1708. Según se informa, un automóvil Camaro, de color celeste, se había dirigido en sentido contrario a la circulación de los automóviles hacia donde el Sr. Muñiz se encontraba esperando. El conductor y acompañante del automóvil habrían pedido al Sr. Muñiz que se acercase al vehículo y le habrían preguntado en reiteradas ocasiones acerca de su lugar de trabajo. En un primer momento, el Sr. Muñiz se habría limitado a decirles que trabajaba en una oficina. No obstante, los individuos le habrían dicho que contestase bien, puesto que ellos tenían conocimiento acerca del trabajo que realizaba el Sr. Muñiz, que le tenían ubicado a él y a todas las otras personas que trabajan en el Centro de Derechos Humanos del Migrante “Beato Juan Bautista Scalabrini”. Asimismo, se informa que los dos individuos habrían amenazado al Sr. Muñiz, advirtiéndole que solo estaban “haciendo su trabajo” y que era mejor que los dejara hacerlo porque se les estaba poniendo difícil. El conductor del vehículo habría amenazado al Sr. Muñiz señalándole un arma de fuego y le habría advertido que esperaban “que se comporte mejor para que no tengan que volver a buscarle en una próxima ocasión”. Más tarde, los individuos habrían seguido al Sr. Muñiz.

1709. Según se informa, estas amenazas y actos de hostigamiento habrían estado relacionadas con los servicios de asesoría jurídica y auxilio que el Sr. Muñiz había dado como parte de su trabajo, el día anterior, a siete personas migrantes de varios países centroamericanos, quienes habían escapado y refugiado en la Casa del Migrante Nazareth, tras haber sido secuestrados y agredidos físicamente por personas que habrían señalado ser miembros de “los Zetas”.

1710. Posteriormente, el 3 de noviembre del 2010, el Sr. Muñiz habría sido hostigado nuevamente mientras caminaba entre las calles Lincoln y Héroes, a unas cuadras de su domicilio, y del lugar donde habría ocurrido el incidente anterior. Según se informa, un automóvil Toyota color rojo y sin placas se habría acercado al Sr. Muñiz a muy baja velocidad antes de detenerse enfrente del mismo. El acompañante del vehículo – quién habría sido el mismo individuo que había amenazado al Sr. Muñiz hacía unas semanas -- habría saludado al Sr. Muñiz por su nombre y le habría preguntado “cómo le iba” en su trabajo y “cómo estaban los muchachos, porque no habían llegado muchos en estos días”, posiblemente refiriéndose a los migrantes. Posteriormente, los hombres habrían seguido su marcha a alta velocidad.

1711. Se ha expresado preocupación de que los responsables por estos actos de hostigamiento y amenazas sean miembros del crimen organizado presente en la región que, según se informa, regularmente someten a los migrantes a violaciones a sus derechos humanos, entre ellos matanzas, secuestros, extorsiones, y desapariciones. En este contexto, otros integrantes del Centro de Derechos Humanos del Migrante “Beato Juan Bautista Scalabrini”, particularmente su coordinador, el Sr. José Luis Manzo Ramírez, habrían previamente sido víctimas de varios actos de hostigamiento, vigilancia y amenazas como resultado de su trabajo. El 18 de noviembre de 2010, tras la solicitud de la Comisión Nacional de Derechos Humanos del 9 de septiembre, la Secretaría de Gobernación habría iniciado el proceso para que les serán proporcionados equipos de telefonía celular, así como gestión para denunciar penalmente las amenazas ante la Procuraduría General de la República. No obstante, dado el hecho de que estos actos puedan tratarse de asuntos relacionados con el crimen organizado, se expresa preocupación de que las dichas medidas no serán suficientes para garantizar la integridad física y psicológica de los Sres. Muñiz Zamora y Manzo Ramírez, así como otros integrantes del Centro de Derechos Humanos del Migrante “Beato Juan Bautista Scalabrini”.

1712. Se expresó grave preocupación por la integridad física y psicológica de los Sres. Ignacio Muñiz Zamorra, José Luis Manzo Ramírez y otros integrantes del Centro de Derechos Humanos del Migrante “Beato Juan Bautista Scalabrini”. Asimismo, se expresó preocupación por las alegaciones de que dichas amenazas y actos de hostigamiento pudieran estar relacionadas con sus actividades de promoción y protección de los derechos

humanos, en particular los derechos de migrantes. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos de migrantes en Nuevo Laredo así como México generalmente.

Llamamiento urgente

1713. El 3 de diciembre de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención del Gobierno la información recibida en relación con la agresión sufrida por la Sra. **Margarita Guadalupe Martínez**, integrante de la Organización Enlace, Comunicación y Capacitación, A.C (Enlace CC), así como las nuevas amenazas de muerte en su contra y también contra los integrantes del equipo del Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas, conocido como Centro Frayba. Los hechos referidos tuvieron lugar en la ciudad de San Cristóbal de las Casas, en el Estado de Chiapas. La Organización ENLACE tiene sede social en el municipio de Comitán (Chiapas) y tiene por objetivo la construcción de alternativas de desarrollo local sostenible en territorios suburbanos, indígenas y campesinos del sur de México.

1714. Según las informaciones recibidas, el 24 de noviembre de 2010, la Sra. Margarita Guadalupe Martínez habría sido interceptada y amenazada de muerte. Estos hechos habrían tenido lugar cuando la Sra. Martínez salía de una cafetería después de haber sostenido una entrevista con un funcionario de la Oficina en México del Alto Comisionado de las Naciones Unidas, en la mencionada ciudad de San Cristóbal de las Casas. La reunión habría tenido por objeto dar seguimiento a anteriores incidentes de amenazas y agresiones con la Sra. Martínez.

1715. Estos actos de los que habría sido objeto la Sra. Martínez habrían originado el 3 de marzo de 2010 el otorgamiento de medidas cautelares por parte de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos y habrían sido incluidos en Actualización 2010: Informe sobre la situación de las y los defensores de derechos humanos en México el cual habría sido presentado Oficina en México del Alto Comisionado de las Naciones Unidas el día 24 de noviembre de 2010. La Sra. Martínez recibe actualmente protección, la cual incluye escolta policial.

1716. Según la información recibida, al salir de la cafetería, la Sra. Margarita Guadalupe Martínez habría buscado a la persona que tiene asignada como escolta pero no la habría encontrado. Habría caminado una cuadra cuando habría sido interceptada por dos personas, un hombre a bordo de una camioneta blanca sin placas de circulación, y otro individuo a pie. El último le habría indicado, amenazándola de muerte si no cumplía las órdenes, que caminará dos cuadras hasta que se encontrara con una persona que le daría indicaciones. Una vez realizado el recorrido, la Sra. Martínez habría recibido un papel con amenazas contra los integrantes del Centro Frayba. Los individuos le habrían exigido que transmitiera las amenazas y le habrían indicado que debería caminar dos cuadras más para tomar un taxi. Según los informes recibidos, durante todo este tiempo, la Sra. Martínez habría sido seguida de cerca por la camioneta blanca.

1717. Se ha recibido información indicando que el antecedente más reciente a los incidentes mencionados habría tenido lugar el 26 de febrero de 2010, cuando la Sra. Martínez habría sido secuestrada y amenazada de muerte cuando se dirigía a buscar a su hijo a la escuela. En esa ocasión personas no identificadas le habrían colocado una bolsa de plástico en la cabeza y la habrían obligado a entrar en un vehículo, en el cual habría sido golpeada en el rostro y agredida mediante punzadas en los costados con un objeto que pudo ser un arma corto-punzante o un arma de fuego. En esta ocasión, sus agresores la habrían amenazado de muerte, diciéndole “ya no vas a poder trabajar”, y la habrían instando a que

desistiera de la denuncia penal iniciada el 23 de noviembre de 2009 en contra de funcionarios del Gobierno de Chiapas por los delitos de abuso de autoridad, allanamiento, tortura psicológica y amenazas con el agravante de muerte. Sus agresores también le habrían indicado que la agresión contra ella se trataba “de un regalito del presidente municipal de Comitán”. Posteriormente, la habrían bajado del vehículo.

1718. Se expresó grave preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Martínez y por las alegaciones de que estos hechos pudieran estar relacionados con sus actividades de promoción y protección de los derechos humanos. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcarían en un contexto de creciente violencia e inseguridad para los defensores de los derechos humanos en México.

Respuesta del Gobierno a una comunicación enviada con anterioridad

1719. Mediante carta fechada el 7 de mayo de 2010 el Gobierno respondió a la carta de alegaciones con fecha de 9 de septiembre de 2009 sobre las amenazas recibidas por el padre Alejandro Solalinde Guerra, el Sr. David Alvarez Vargas, la Sra. Areli Palomo Contreras y otros miembros del Albergue del Migrante Hermanos en el Camino. .

1720. Según información proporcionada por el Instituto Nacional de Migración (INM), diversos medios de comunicación locales publicaron notas periodísticas que habitantes de Ciudad Ixtepec, Oaxaca, exigieron al sacerdote Alejandro Solalinde Guerra, director del albergue del migrante “Hermanos en el Camino de la Esperanza” y coordinador de la zona sur de la Dimensión Pastoral de la Movilidad Humana de la Conferencia Episcopal Mexicana, el cierre del albergue de manera definitiva y además amenazaron que de no hacerlo en un plazo de cinco días, incendiarían el albergue.

1721. La exigencia de los habitantes de dicho municipio obedeció a la denuncia presentada ante la Procuraduría General de Justicia del estado de Oaxaca (PGJ Oax), el 20 de junio de 2008 por parte de la Sra. Nora Luz Solano Rivera en contra del nacional nicaragüense Jaime Francisco Alvarado Flores, por el delito de violación en perjuicio de su hija de seis años de edad, ocurrido en su domicilio particular ubicado a un kilómetro del albergue.

1722. El sacerdote Alejandro Solalinde señaló a los habitantes que no era posible acceder a su requerimiento debido a que el albergue se encuentra a cargo de la Dimensión Pastoral de la Movilidad Humana, área Pastoral de Migrantes de la Diócesis de Tehuantepec, Oaxaca, cuya finalidad es ofrecer alimentación, albergue y atención médica a las personas migrantes procedentes de Guatemala, Honduras, El Salvador y Nicaragua, en tránsito temporal en México con rumbo hacia los Estados Unidos de América.

1723. Al tener conocimiento de las exigencias, el Arzobispo de Tijuana, responsable de la Dimensión Pastoral de la Movilidad Humana expresó su preocupación por la seguridad del sacerdote y solicitó a representantes del INM la implementación de las medidas de seguridad para la protección del sacerdote, de los migrantes que la habitan y del personal que lo auxilia. Por su parte, el sacerdote Solalinde solicitó ayuda al presidente municipal de Ciudad Ixtepec, Oaxaca para garantizar la seguridad del albergue.

1724. En atención a la petición formulada por el Arzobispo, el 26 de junio de 2008, la delegada regional del INM en el estado de Oaxaca solicitó al Secretario de Seguridad Pública Federal (SSP) y al Secretario de Protección Ciudadana del estado de Oaxaca, brindaran medidas de seguridad para resguardar el orden de la comunidad y del albergue en caso de suscitarse hechos violentos que pusieran en riesgo la salud, integridad y vida del sacerdote Solalinde, de los migrantes albergados, así como los habitantes del municipio de Ciudad Ixtepec, Oaxaca.

1725. El 27 de junio de 2008, en las oficinas del palacio municipal de Ixtepec, Oaxaca, se celebró una mesa de diálogo con la participación del sacerdote Alejandro Solalinde, del presidente municipal y sus colaboradores, el ministerio público de Juchitán, Oaxaca, representantes del Gobierno del estado de Oaxaca, de la Comisión Nacional de los Derechos Humanos, de la Comisión Estatal de Derechos Humanos de Oaxaca, de Ferrocarriles de México, de la Asociación Nacional Católica y una comisión conformada por los vecinos del municipio.

1726. Entre otras cuestiones amerita destacar que la comisión de vecinos mostró su inconformidad ante los hechos en los que se vio involucrado el nicaragüense Alvarado Flores y solicitó a las autoridades involucradas la pronta solución a la problemática que enfrenta el municipio con la estadía de los migrantes, así como lo relacionado con el funcionamiento del albergue.

1727. Al finalizar la reunión se concertaron los siguientes acuerdos: Se solicitó apoyo de la policía estatal y municipal con el objeto de incrementar la seguridad en el área en que se encuentra el albergue y la zona aledaña,

- el sacerdote Alejandro Solalinde ofreció edificar una barda perimetral en el albergue, así como elaborar un reglamento interno y un registro con fotografía de los migrantes que hicieran uso de las instalaciones,
- el municipio realice las labores de limpieza y alumbrado de la zona ferroviaria,
- solicitar a la Secretaría de Gobernación su intervención para que analice las condiciones de operación del albergue para su permanencia o su posible reubicación.

1728. Adicionalmente, el 30 de junio de 2008, la Dirección Seguridad Pública del estado de Oaxaca ordenó a su jefatura operativa en Juchitán de Zaragoza, Oaxaca, efectuar recorridos de seguridad y vigilancia las 24 horas en el albergue, con el fin de prevenir la comisión de delitos.

1729. La Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) transmitió al Estado mexicano tres solicitudes de información (15 de octubre, 30 de noviembre de 2009 y 3 de febrero de 2010) a fin de valorar la necesidad de implementación de medidas cautelares en favor del sacerdote Alejandro Solalinde, y de los señores David Álvarez Vargas, Areli Palomo Contreras, Mario Calderón López y Norma Araceli Doblado Ábrego.

1730. En las solicitudes, las personas aludidas, señalaron haber sido objeto de amenazas y actos de hostigamiento en su contra entre los meses de mayo y julio de 2009, al parecer como resultado de las denuncias presentadas ante la PGJ Oax, por el delito de secuestro en agravio de los migrantes alojados en la casa del migrante.

1731. Acciones de la autoridad estatal: La PGJ Oax se encuentra integrando las averiguaciones previas 87(IXT)2009 y 136(IXT)2009 iniciadas con motivo de la investigación de los hechos denunciados por el sacerdote Alejandro Solalinde y por los señores David Álvarez Vargas y Areli Palomo Contreras.

1732. Acciones de la autoridad federal: El 28 de julio de 2009, el jefe del departamento de regulación migratoria del INM en el estado de Oaxaca, presentó denuncia ante el Ministerio Público Federal adscrito a la Delegación de la Procuraduría General de la República en el estado de Oaxaca, por el delito de privación ilegal de la libertad, en agravio de 6 extranjeros de nacionalidad hondureña.

1733. Como parte de las diligencias ministeriales, el 21 de agosto de 2009 se citó al sacerdote Alejandro Solalinde para rendir su declaración ministerial quien compareció el 17 de septiembre de 2009.

1734. Acciones de la Comisión Nacional de los Derechos Humanos: La Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH) informó que mediante una nota periodística publicada el 26 de julio de 2009 en un diario local, tuvo conocimiento que un grupo de personas armadas irrumpieron en el albergue “Hermanos en el Camino de la Esperanza” con el fin de secuestrar a un grupo de migrantes ahí alojados, para pedir a sus familiares un rescate para su libertad.

1735. El 3 de agosto de 2009, personal de la CNDH entabló comunicación con el sacerdote Solalinde para ofrecer apoyo y medidas para su protección y de las personas que habitan el albergue.

1736. En respuesta al apoyo ofrecido de la CNDH, el sacerdote Alejandro Solalinde manifestó que no era su deseo presentar una queja, y únicamente solicitó la intervención de un representante de la institución para que lo acompañara ante el Ministerio Público Federal para presentar una denuncia. No obstante a lo anterior, la CNDH solicitó a la SSP la adopción de medidas cautelares para evitar acciones que pongan en riesgo la integridad física y psicológica del sacerdote Solalinde, del personal que labora en el albergue y de los migrantes ahí alojados.

1737. Las medidas cautelares fueron aceptadas e implementadas de manera inmediata por la SSP, dichas medidas se hacen consistir en llevar a cabo rondines de seguridad en los alrededores del albergue.

1738. Periodo de sesiones de la CIDH: Durante el 138° periodo ordinario de sesiones de la CIDH, se celebró una reunión de trabajo referente al asunto “Miembros del albergue del migrante hermanos en camino, Oaxaca” y una audiencia sobre el tema “Secuestro de personas migrantes en tránsito por territorio mexicano”, las cuales tuvieron verificativo el 20 y 22 de marzo de 2010, respectivamente. Participaron las víctimas, los peticionarios y las autoridades del Gobierno mexicano (Secretaría de Relaciones Exteriores, Secretaría de Gobernación, Instituto Nacional de Migración y la Comisión Nacional de los Derechos Humanos).

1739. En la reunión de trabajo y en la audiencia, el Relator para México, Rodrigo Escobar Gil y el Relator de Trabajadores Migratorios y Miembros de sus Familias, Paulo Sérgio Pinheiro recibieron información de las partes y convinieron que el Estado mexicano realice una evaluación sobre las condiciones que enfrentan los migrantes durante en tránsito por territorio mexicano. El Estado se comprometió a elaborar un informe que contenga la política migratoria y las medidas para atender esta problemática. Actualmente dicho informe se encuentra en la fase de elaboración.

1740. Medidas cautelares solicitadas por la CIDH: El 23 de abril de 2010, la CIDH solicitó al Estado mexicano la adopción de medidas cautelares en favor del sacerdote Alejandro Solalinde y del personal que labora en el “Hermanos en el Camino de la Esperanza”, ya que habría sido objeto de actos de intimidación y hostigamiento que ponen en riesgo sus vidas e integridad personal

1741. Las medidas cautelares solicitadas por la CIDH consistieron en: 1. Adoptar las medidas necesarias para garantizar la vida y la integridad física del sacerdote José Alejandro Solalinde Guerra, y de los señores David Álvarez Vargas, Areli Palomo Contreras, Mario Calderón López y Nora Araceli Doblado Abrego, personal que labora en el albergue; 2. Planificar e implementar las medidas de protección con la participación de los beneficiarios y los peticionarios; 3. Informar sobre las medidas adoptadas a fin de remover los factores de riesgo para los beneficiarios.

1742. Con el fin de acordar de manera conjunta con los peticionarios las medidas que se adoptarán, se celebrará el 14 de mayo de 2010 una reunión de trabajo en la ciudad de

Oaxaca, Oaxaca con la participación de las autoridades involucradas, los beneficiarios y sus representantes.

Observaciones

1743. La Relatora Especial agradece las respuestas recibidas en el momento de la finalización de este informe a cinco de sus veinte comunicaciones enviadas durante el periodo así como a su comunicación enviada durante el periodo anterior con fecha de 9 de septiembre de 2009. Sin embargo, lamenta que, en el momento de finalizar el presente informe, no había recibido respuesta a quince de las comunicaciones enviadas durante el periodo como tampoco a dieciocho de sus comunicaciones enviadas en el periodo anterior. La Relatora Especial considera que el responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental de la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al Gobierno mexicano a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

1744. La Relatora Especial reitera su preocupación sobre el hecho de que sigue recibiendo información acerca de graves violaciones y atentados contra la vida de defensores y defensoras de derechos humanos y, especialmente, contra defensores de los derechos de los pueblos indígenas, aquéllos que trabajan en temas medioambientales y los que defienden los derechos de los migrantes. La Relatora Especial continúa preocupada por la situación de gran vulnerabilidad de los periodistas e informadores sociales en México así como de las mujeres defensoras. Asimismo, se muestra alarmada por los informes recibidos acerca del clima de impunidad que impera en el país y por el uso arbitrario del sistema penal como la segunda forma más habitual de obstaculización del trabajo de las y los defensores en México.

1745. En un comunicado de prensa de fecha 12 de mayo de 2010, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre las ejecuciones sumarias, extrajudiciales o arbitrarias y el Relator Especial sobre la promoción y la protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión, advirtió sobre el deterioro de la situación para los defensores de los derechos humanos en México y condenaron firmemente los asesinatos de Bety Cariño y Tyri Antero Jaakkola, en Oaxaca.⁴

Moldova (Republic of)

Urgent appeal

1746. On 22 December 2009, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding Ms. **Tatiana Eto** and Mr. **Victor Mosneag**, journalists working at the weekly newspaper “*Ziarul de Garda (ZDG)*”. ZDG is well-known for investigating cases of corruption and human rights abuses. On 10 December 2009, on the occasion of International Human Rights Day, ZDG was awarded the First Prize Human Rights Award by the UN Country Team in Moldova, for its work on a range of human rights issues, including the fundamental rights of women and human rights in the context of the events of April 2009.

⁴ Comunicado de prensa, 12 de mayo de 2010:
<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=10041&LangID=E>

1747. According to the information received, from 26 November to 17 December 2009, Ziarul de Garda published a series of four investigative articles. The articles dealt with widespread corruption at the Moldovan national railways and illegal wine exports to the Russian Federation.

1748. Since the publication of the articles, Ms. Tatiana Etco and Mr. Victor Mosneag have been receiving anonymous threats by phone. Threats were received by ZDG as well.

1749. Concern was expressed that the threats received by Ms. Tatiana Etco and Mr. Victor Mosneag might be directly related to their activities in defense of human rights, in particular their investigative journalism into corruption issues. Further concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Ms. Tatiana Etco, Mr. Victor Mosneag, and other employees of ZDG.

Response from the Government

1750. In a letter dated 29 June 2010, the Government informed that the competent authorities of the Republic of Moldova have been examining the case regarding the journalists working at the weekly newspaper "Ziarul de Garda" (ZDG), nominally Mrs. Tatiana Etco and Mr. Victor Mosneag. In the period of 26 November - 10 December 2009 the above mentioned journalists published a series of articles entitled "Train of corruption from railway station Chisinau".

1751. After those publications Mrs. Tatiana Etco and Mr. Victor Mosneag filed a complaint which was registered on 20 January 2010. In this context, the Ministry of Internal Affairs started to verify all the circumstances indicated by the journalists, inclusively oriented for the insurance of their security and identification of the persons which was placing the information on the Internet.

1752. At the same time, the investigations took into account the national and international legislation, as well as Article 10 of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms and Article 32 of the Constitution of the Republic of Moldova, according to which all citizens are guaranteed with the freedom of opinion, as well as the freedom of publicly expressing their thoughts and opinions by way of word, image or any other means possible.

1753. After the investigative measures, suspected persons were not identified, and the necessary information according to the stipulations of the Criminal Procedure Code was sent to Prosecutor Office of the Centru sector, mun Chisinau.

1754. In this regard, Prosecutor Office has delivered a decision/ordinance with the refusal to initiate a criminal pursuance, in the basis of the fact that electronic messages, formally, do not contain direct threat which will present a real risk, and respectively the absence of the constitutive elements of the offence components (article 155 Criminal Code of the Republic of Moldova - threatening murder or severe bodily injury or damage to health).

1755. Nevertheless, the Moldovan authorities remain fully confident on the implementation of the international commitments assumed in the field of protection of the human rights and fundamental freedoms, freedom of opinion and expression.

Urgent appeal

1756. On 24 September 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding Mr. **Ion Guzun**, project coordinator with the Moldovan Institute

for Human Rights (IDOM) and other members of **IDOM**. IDOM is one of the foremost non-governmental human rights organizations in Moldova. It was very active in documenting abuses in the April 2009 events, and presented detailed evidence in this regard to the UN Committee Against Torture in November 2009. He has been among the groups pressing most strongly for accountability for members of the previous Government involved in human rights abuses.

1757. According to the information received, on 30 August 2010, Mr. Ion Guzun received a threatening text message on his mobile phone with the following message: “don’t try to climb too high, you will fall down and...”. On 1 September 2010, Mr. Guzun filed a complaint regarding these threats with the General Prosecutor’s Office and with the Intelligence and Security Services (SIS).

1758. In April 2010, the website of IDOM was hacked twice and threatening messages were posted on it.

1759. It is believed that the recent threats received by Mr. Guzun, as well as the hacking of the website of IDOM may be related to the organization’s activities in seeking accountability for members of the previous Government involved in human rights abuses related to the April 2009 events, as well as IDOM’s motion before the Chisinau Court of Appeal to cancel the decision of the Supreme Council of Magistracy dismissing the Chairman of the Supreme Court of Justice.

1760. Concern was expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Ion Guzun and other staff members of IDOM.

Response from the Government

1761. In a letter dated 22 November 2010, the Government indicated that in order to clarify the case and its circumstances brought to the Moldovan Government's attention by the Special Rapporteurs, appropriate requests were sent to the national competent authorities.

1762. In fact, with the reference to complaint of Mr. Ion Guzun and other staff members of IDOM, the Information and Security Service of the Republic of Moldova confirmed the reception of three complaints from 7 and 19 April 2010 and from 1 September 2010, investigated the allegations exposed in these complaints and, accordingly to the legal procedures and the functional competences, the case was sent to the Ministry of Domestic Affairs with, respective information of the IDOM.

1763. On 2 September 2010, the petitioner submitted to the Office of the General Prosecutor a similar request about receiving threats on the mobile. The allegations were investigated in accordance with the provisions of the Penal Procedure Code (PPC) of the Republic of Moldova. Following the investigations of the allegations was established that the real facts do not meet the elements of an infringement. In this context, on 15 September 2010, according to the article 275 (3) PPC RM was emitted an ordinance on refusing to open a criminal file.

1764. On the basis of the mentioned above ordinance the Office of the General Prosecutor, as well as the Ministry of Domestic Affairs did not start another investigation procedure. Mr. Ion Guzun and other staff members of IDOM were informed about the refusal to open a criminal file.

1765. At the same time, the competent authorities reaffirmed the necessity to make efforts, including legislative measures, in order to exclude similar situations.

Urgent appeal

1766. On 22 November 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children, sent an urgent appeal regarding the situation of **Ms. Alina Radu**, an award-winning investigative journalist and director of the independent investigative newspaper *Ziarul de Garda* (*The Guard* newspaper). Ms. Radu is a member of the board of the International Association for Women in Radio and Television (IAWRT), the Moldovan Association of Independent TV Journalists and the South East European Media Organisation. Over the past few years, Ms. Radu has been investigating various affairs in the fields of corruption, human trafficking, smuggling and human rights abuses in Moldova.

1767. According to the information received, on 18 September 2010, a prosecuting officer of the Chisinau Police contacted Ms. Alina Radu in order to inform her that a request for prosecution against her was submitted. Reportedly, the request had been submitted by an individual whose name was revealed by Ms. Radu in a series of newspaper articles entitled "Jail in the brothel" as a person accused of trafficking 17 young women.

1768. According to the information received, on 21 September 2010, Ms. Radu received a summons informing her that she should go to the Criminal Investigation Department for a hearing concerning the complaint filed against her. Reportedly, on 24 September 2010, Ms. Radu and her lawyer Mr. Victor Pantaru, went to the Criminal Investigation department where Ms. Radu was interrogated. She was told by police that a criminal file against her would be opened

1769. It has been reported that over the past few months, Ms. Radu has been receiving threats, including death threats, from people accused of trafficking in human beings.

1770. Concern was expressed that the threats and actual complaint filed against Ms. Alina Radu might be connected to her legitimate activities as an investigative journalist and human rights defender, in particular with her work documenting instances of human trafficking in the country.

Response from the Government

1771. In a letter dated 3 January 2011, the Government informed that the Police Station of the Centre Sector of the Chisinau Municipality registered the claim of Mr. Victor Sorocovici who, in accordance with article 170 of the Criminal Code (Slander), submitted a complaint against Ms Alina Radu, the author of a Series of newspaper articles entitled "Jail in the brothel".

1772. At the same time, Mr. Sorocovici sent a similar complaint to the lawyer and a close relative of Ms. Radu.

1773. Following investigations in the case, Mr Sorocovici was charged with human trafficking related to the recruitment, transportation and concealment of a person for commercial sexual exploitation, committed by deception (art. 165 Criminal Code), and he is wanted at the national and international levels.

1774. The investigation of the claim made against Ms Radu established that the real facts do not meet the elements of a crime, and therefore an ordinance on non-initiating a criminal investigation was issued.

1775. The file was also sent to the Prosecutor Office of the Municipality of Chisinau which, in accordance with the art. 275 (1) of the Criminal Code, refused to initiate a criminal investigation.

1776. Due to the fact that art. 170 Criminal Code (Slander) was abrogated, but is still a contravention (art. 70 Contravention Code), the police office was obliged to examine the complaint. Therefore the summons of Ms Alina Radu was in compliance with legal provisions. In addition, Ms Alina Raclu did not send a complaint to national legal authorities about the threats, including death threats, that she received from people accused of trafficking human beings.

1777. The legal authorities continue to investigate the cases, which have been noticed by Ms Radu, in order to arrest and prosecute the perpetrators in accordance with the appropriate national laws.

Observations

1778. The Special Rapporteur thanks the Government for its responses, but regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 8 May 2007, 19 July 2006 and 23 May 2006. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken as well as protective measures taken.

Morocco

Lettre d'allégation

1779. Le 31 décembre 2009, la Rapporteuse spéciale a envoyé une lettre d'allégation concernant la situation de **Mme Khadija Riyadi et de M. Abdel-ilah Benabdesselam**, respectivement présidente et vice-président de l'Association marocaine des droits humains (AMDH).

1780. Selon les informations reçues, le 2 décembre 2009, Mme Khadija Riyadi aurait été convoquée par le délégué général de l'administration pénitentiaire. Mme Riyadi, accompagnée de M. Benabdesselam, aurait été reçue au bureau du délégué général, rejoint par le directeur de la réinsertion. Au cours de cet entretien, les deux fonctionnaires les auraient accusés de vouloir « obtenir des fonds » et « de trahir leur pays » en publiant des rapports sur le Maroc et ils leur auraient été « conseillés » de quitter le Maroc « s'ils n'étaient pas contents ».

1781. Il est allégué que cette convocation ferait suite à la publication par l'AMDH le 25 novembre 2009 de deux courriers dénonçant les conditions de détention à Casablanca et Settat.

1782. Des craintes sont exprimées quant au fait que cette convocation soit liée aux activités de promotion et de protection des droits de l'homme de Mme Riyadi et de M. Benabdesselam.

Réponse du Gouvernement

1783. Dans une lettre en date du 19 février 2010, le Gouvernement a informé que le 2 décembre 2009, le Délégué général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion a

rencontré la Présidente de l'Association marocaine des droits humains, ainsi que le Vice-Président de l'Association, au siège de la Délégation générale. Cette rencontre a eu lieu à la suite d'une invitation - et non d'une convocation, contrairement à ce qui est indiqué dans la communication - adressée, par téléphone, à la Présidente de l'Association par le Délégué général. La Présidente de l'Association a spontanément accepté l'invitation, sans y être forcée, d'autant que le Délégué général ne dispose d'aucun pouvoir l'habilitant à l'obliger à l'accepter.

1784. L'invitation adressée par le Délégué général à la Présidente de l'Association marocaine des droits humains la priant de venir s'entretenir avec lui au siège de la Délégation générale n'avait d'autre but que de nouer des relations de coopération avec l'Association et répondait à la volonté de la Délégation générale de jeter les bases d'une ouverture constructive en direction des différentes instances concernées. Des rencontres similaires avaient eu lieu dans le passé, le Délégué général ayant déjà répondu à une invitation à un entretien, qui lui avait été adressée par le Vice-Président de l'Association concernée, M. Benabdesselam, au nom de neuf autres associations des droits de l'homme. L'entretien a eu lieu le 23 juin 2008; à cette occasion, le Délégué général a exposé les efforts déployés en vue d'améliorer les conditions de détention des prisonniers et affirmé l'engagement de la Délégation générale à mettre en œuvre la législation et à empêcher toute atteinte aux droits des détenus.

1785. Le Délégué général a adressé l'invitation en question à la Présidente de l'Association après avoir reçu de cette dernière une communication faisant état de plaintes émanant des familles de certaines personnes détenues, pour terrorisme et intégrisme, dans la prison agricole d'Aïn Ali Moumen et la prison locale d'Al Baïda alléguant la détérioration des conditions de détention de ces prisonniers. Dans cette communication, l'Association demandait à la Délégation générale d'intervenir d'urgence pour entamer un dialogue avec les prisonniers concernés.

1786. Dès réception de la communication, un examen et des investigations ont été effectués au sujet des allégations susmentionnées. À la suite de quoi, le Délégué général a invité la Présidente de l'Association, par téléphone, à un entretien afin de l'informer des conditions de détention des prisonniers concernés. Cette dernière a répondu favorablement à l'invitation, de manière spontanée et sans hésitation, et s'est présentée accompagnée de son vice-président, M. Benabdesselam.

1787. Au cours de l'entretien, le Délégué général s'est efforcé de fournir des renseignements complets sur tous les faits relatifs aux conditions de détention des prisonniers concernés et d'assurer l'Association et, par son intermédiaire, les familles des détenus de l'attachement ferme et responsable de la Délégation générale aux droits que la loi garantit aux détenus, sans discrimination, manquement ou négligence d'aucune sorte.

1788. Pendant l'entretien, le Délégué général a nié les allégations contenues dans la communication de la Présidente de l'Association concernant la détérioration des conditions des prisonniers concernés et a réaffirmé l'engagement de la Délégation générale à empêcher toute atteinte aux droits et, s'agissant de leurs conditions, de continuer d'appliquer la loi dans toutes ses dimensions tant humanitaires que sécuritaires. À cette occasion, le Délégué général a exprimé à la Présidente de l'Association sa disposition à collaborer à la mise en œuvre de toutes les initiatives et propositions constructives susceptibles de créer une complémentarité et une convergence d'objectifs entre la Délégation générale et les différentes instances actives dans le domaine de la protection et de la promotion des droits de l'homme. Les propos du Délégué général se sont limités aux points précités et il n'a donc adressé aucune accusation à l'Association que ce soit au sujet de ses activités, de ses objectifs ou de ses méthodes de travail.

1789. Il convient de noter que le législateur marocain a donné aux associations la possibilité de visiter les établissements pénitentiaires pour apporter un soutien aux détenus, conformément aux dispositions de la loi régissant les prisons. Il leur a également accordé la possibilité d'effectuer des visites similaires dans le but de s'enquérir des conditions de détention des prisonniers, et ce, dans le cadre des commissions régionales de surveillance des prisons, prévues par les articles 620 et 621 du Code de procédure pénale, dont font partie en plus des représentants des autorités administratives compétentes et des autorités judiciaires, des représentants bénévoles désignés par le Ministre de la justice parmi les différentes associations.

1790. Il convient également d'indiquer que cet entretien s'est déroulé en présence du Directeur chargé des activités socioculturelles des détenus et de leur réinsertion.

Appel urgent

1791. Le 1^{er} octobre 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le de Président-Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire, a envoyé un appel urgent sur la situation de MM. **Ali Salem Tamek**, secrétaire général du Collectif des défenseurs sahraouis des droits de l'homme (CODESA), **Brahim Dahane**, président de l'Association Sahraouie des Victimes des Violations graves des Droits de l'Homme commises par l'Etat du marocain (ASVDH) et **Ahmad Anasiri**, président du comité de défense de droits de l'homme à Smara et Président de l'association marocaine des Droits de l'Homme (AMDH), section de Smara.

1792. MM. Ali Salem Tamek, Brahim Dahane et Ahmad Anasiri, ainsi que MM. Yahdih Ettarrouzi, Saleh Lebayhi, Rachid Sghayar et Mme Degja Lachgar, ont fait l'objet d'un appel urgent envoyé le 14 octobre 2009 par le Président Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

1793. Selon les nouvelles informations reçues, le 16 août 2010, la détention de MM. Ali Salem Tamek, Brahim Dahane et Ahmad Anasiri aurait été renouvelée pour deux mois supplémentaires par le juge d'instruction du Tribunal militaire de Rabat.

1794. Le 23 septembre 2010, ce même juge aurait informé MM. Ali Salem Tamek, Brahim Dahane et Ahmad Anasiri qu'ils n'étaient plus poursuivis par le Tribunal militaire de Rabat, qui se serait déclaré incompétent. Les charges qui étaient retenues contre eux - « atteinte à la sûreté extérieure du pays, espionnage au profit d'un état étranger et atteinte à l'intégrité territoriale » - auraient été abandonnées. Cette décision aurait été prise après que MM. Ali Salem Tamek, Brahim Dahane et Ahmad Anasiri aient passé 11 mois de détention provisoire.

1795. Le dossier de MM. Ali Salem Tamek, Brahim Dahane et Ahmad Anasiri, ainsi que de MM. Yahdih Ettarrouzi, Saleh Lebayhi, Rachid Sghayar et Mme Degja Lachgar, actuellement en liberté provisoire, serait présentement entre les mains du Procureur général qui décidera si l'accusation d' « atteinte à la sûreté extérieure du pays » sera retenue contre ces personnes.

1796. De sérieuses craintes ont été réitérées quant au fait que la détention de MM. Ali Salem Tamek, Brahim Dahane et Ahmad Anasiri, ainsi que les éventuelles poursuites contre ces personnes et contre MM. Yahdih Ettarrouzi, Saleh Lebayhi, Rachid Sghayar et Mme Degja Lachgar, soient liées à leurs activités non-violentes de promotion et de protection des droits de l'homme. Des craintes ont également été réitérées quant à l'intégrité physique et mentale de ces personnes.

Réponse du Gouvernement

1797. Dans une lettre en date du 17 novembre 2010, le Gouvernement a répondu à la lettre du 1^{er} octobre 2010. Au moment de la finalisation du présent rapport, la réponse du Gouvernement n'a pas encore été traduite.

Réponse du Gouvernement à des communications envoyées avant le 11 décembre 2009

1798. Dans une lettre en date du 19 février 2010, le Gouvernement a répondu à la communication du 21 octobre 2009 concernant Mme **Sukeina Idrissi**. Il informe que l'enquête diligentée concernant l'allégation d'interpellation de Sukeina Idrissi par les forces de sécurité a révélé, après vérification des registres et rapports établis le 1 octobre 2009, qu'aucune arrestation ou interpellation n'a eu lieu par les forces de sécurité, à la même date, à l'encontre de la susnommée ou à l'encontre des personnes ayant assisté à l'audition à Laâyoune, des deux sahraouis Hamza Dkhil et Abdellah Ajday. Quant aux allégations avancées par la susnommée, selon lesquelles les forces de l'ordre l'auraient battue et conduite vers une destination inconnue à bord d'un véhicule de police et qu'elle n'aurait été relaxée que le 4 octobre 2009, elles sont dénuées de tout fondement et demeurent de simples assertions car l'intéressée n'a été ni interpellée à cette date, ni détenue durant quatre jours. De même, aucune plainte d'enlèvement ou coups et blessures de Sukeina Idrissi n'a été enregistrée auprès des autorités judiciaires concernées. Ainsi, par ces allégations, l'intéressée tente d'attirer l'attention de l'opinion publique locale et internationale en faisant miroiter, notamment, sa soi-disant qualité de « défenderesse sahraouie des droits de l'homme, sujet à la répression policière et aux intimidations des autorités marocaines ».

Observations

1799. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement de ses réponses.

1800. Elle demeure néanmoins préoccupée par la situation des défenseurs des droits de l'homme opérant au Sahara occidental et presse le Gouvernement de pleinement respecter leurs activités.

Nepal

Response from the Government to a communication sent earlier

1801. In a letter dated 8 February 2010, the Government responded to a communication dated 30 April 2009 regarding Ms. **Kara Devi Sardar**, Ms. **Thakani Mehta**, Ms. **Sita Kamat**, Ms. **Bina Chaudhari**, Ms. Sunita Sah and Ms. **Laxmi Chaudhary** and **other women human rights defenders of Chimdi Village Development Committee (VDC)** in Sunsari district in Nepal, as well as Mr **Rajan Niraula**, Mr. **Krishna Bhattra**i and Mr. **Gopal Kolirala**, all of them journalists, Mr. **Sukudev Chaudhari**, representative for the Informal Sector Service Centre (INSEC) and Mr. **Binod Chaudhary**, a member of the Women's Rehabilitation Centre (WOREC) in Sunsari district, an organization helping victims of domestic and sexual violence.

1802. The facts and circumstances of the incident are as follows:

1803. On April 9, 2009 approximately 8 to 10 women including Karo Devi Sardar visited the Area Police Office, Chimdi Sunsari district and verbally reported the incident of battery of Kara Devi. The Sub-Inspector requested them to provide a written complaint of the incident. Without presenting a written complaint the group of women left the Area Police Office in anger.

1804. In the afternoon of April 10, 2009, approximately 100-150 women from WOREC Federation Nepal approached the Area Police chanting various slogans and subsequently in an utter demonstration of violence, locked the office of the Sub-Inspector. They behaved disorderly and rude casting displeasure and anger and ragged the properties of the office. The police remained clam and asked for orderly demonstration and to present their demand or complaint in writing so that it could take its course.

1805. On April 11, 2009 at about 14.00 hrs approximately 400-500 women chanting slogans attempted to forcibly enter the police stations *en mass*. The mood of the mass appeared disorderly and violent, Around 16.00 hrs the women protesters set on fire a power trailer and vandalized a private van in which journalists and human rights activists were travelling. Amid such a situation, the police were forced to disperse the crowd with utmost restraint using light baton charge. As a result, in their attempt to run in the midst of the crowd Ms. Thakani Devi Mahato, Ms. Sita Katma, Ms. Sunita Shah, and Ms. Laxmi Chaudhary suffered minor injuries and were immediately taken to hospital for treatment and were later discharged from the hospital after minor primary treatment. Except this light use of force by the police to disperse the crown in order to prevent the mob from incurring destruction to the public and private properties and harming the people around, they were neither beaten by the police nor were they subject to ill treatment. In all series of the agitations, they were treated with respect and honour and were not subject to any kind of misbehaviours as concocted in paragraphs of the communication.

1806. Quickly responding to a complaint from a group of journalists and human rights activists against the officer-in-charge of the police station, the Sub Inspector of the District Police Office in Sunsari on April 12, 2009 formed an inquiry committee to probe into the incident as demanded by the complainants. The inquiry committee in its report found out that the group of journalists and human rights activists were beaten an ill-treated by the agitating mob of the women staging demonstrations in front of the Chamdi Police Station and their vehicle was vandalized. No evidence was found to support the complaints against the Sub-Inspector and other police personnel.

1807. Besides the findings of the inquiry, a large number of ordinary people witnessing the incident at the area police office and its vicinity that day submitted a mass appeal to the Home Minister as well as other relevant Police officers in the district explaining what they saw during the incident. This spontaneous appeal of the ordinary people in the locality signed by 108 people, that included people from all spectrums of the society, local leaders of all political parties, office bearers of NGOs and INGOs and local civil society representatives presented on the day, who witnessed the situation, explained the real scene of the incident and calls were made not to fabricate and mislead the circumstances otherwise.

1808. In the submission they candidly explained that the police had to use slight batons for self-defence and for the protection of the Area Police station as well as for the protection of the property set ablaze by the violently agitating protestors. They have also outlined how the protestors, including those claiming to be members of WOREC and INSEC of Sunsari district and other women participating in the agitation, intentionally and wantonly started to violently destroy the Area Police Office and the property in the area. In their written submission the above mentioned representatives of the society have also demanded to punish those involved in the violent demonstration in the name of human rights defenders.

The signed submission was sent to all relevant Government offices, police offices and national and international human rights organizations based in Nepal.

1809. Therefore in light of the above, the Government of Nepal would like to transmit the following:

1810. The facts alleged in the communication are conveniently fabricated and remain utterly misled.

1811. On the basis of the complaint lodged by the alleged victims, the authorities quickly responded by constitution a prove committee as explained in paragraph 4 above.

1812. The result of the inquiry was as explained in the above paragraph 4.

1813. In the meantime, the Government of Nepal takes this opportunity to reiterate its unflinching commitment to the norms and principles of human rights enshrined in the Interim Constitution and prevalent law of the land. As a State party to the ICCPR and almost all of the core human rights instruments, protection and promotion of human rights remains at the highest priority of the Government of Nepal. The Government is aware of its human rights obligations as stipulated in the Constitution and prevalent laws of the country as well as in the human rights instruments that it is a State party to including the universal declaration of human rights, as recalled in the communication.

1814. The law enforcement authorities have been exercising utmost restraints while carrying out their duty of maintaining law and order, ensuring access to justice, protecting lives, liberties and properties of individuals, safeguarding public institutions and properties, upholding laws and constitution of the country and creating an environment that violence and illegitimate force are checked before they cause injury or incur damage to the public and private lives and properties. They are provided with necessary training and education on the norms of human rights with the cooperation and assistance of various national and international institutions including the OHCHR country office in Nepal. Training curricula of the security forces in Nepal have integrated human rights as an integral part of their training and development. This probably represents as the most comprehensive human rights campaigns targeted to the public law enforcement and security officials with proactive cooperation and involvement of the Government and its entire machinery. We have seen the inspiring results of such endeavours.

1815. All people in the country are provided with equal protection of law and opportunity to redress the grievances through established judicial and administrative procedure established by the law. Nepal does not believe in unnecessary restrictions of individual's liberties neither upholds any aberration from its obligations outlined by the Constitution of the country. The Interim Constitution of Nepal stands as one of the most comprehensive human rights bills existed anywhere demonstrating our supreme commitment to the protection and promotion of the rights of all people of Nepal irrespective of their social status, ability, power, race, or creed. At the same time, the Government and its authorities remain committed to uphold law and order in the society and curb violence whoever the perpetrators may be and whatever cover they might have been veiled in.

Other responses from the Government to communications sent earlier

1816. The Government sent letters acknowledging receipt of the communication sent by the mandate on 14 January 2009 concerning Ms **Uma Singh** and Ms. **Manika Jha**; 9 November 2007 concerning the reported killing of Mr. **Birendra Shah**; 25 September 2007 concerning Ms. **Uma Devi Badi**; 31 July 2007 concerning Mr. **Alex Chimling**, 7 August 2007 concerning Mr. **Madan Rimal**; 24 August 2007 concerning Mr. **Jitman Basnet**; and 12 June 2007 concerning Mr. **Jitman Basnet**.

1817. The Special Rapporteur thanks the Government for these acknowledgements of receipt but urges the authorities to provide her with detailed responses on the mentioned cases at its earliest convenience.

Observations

1818. The Special Rapporteur thanks the Government for the response to her communication dated 30 April 2009 but regrets that, at the time of the finalizing of this report, the Government had not transmitted responses to her communications dated 25 July 2008, 16 July 2008, 20 June 2007 and 14 June 2007. The Special Rapporteur considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her.

1819. The Special Rapporteur remains concerned about the general situation for human rights defenders in Nepal and urges the Government to take the necessary measures to ensure that an environment exists in which human rights defenders are able carry out their legitimate work without fear of persecution, or restriction.

1820. The Special Rapporteur reiterates her hope that the Government will respond favorably to her follow-up request of 21 January 2010 to visit the country (NB: previous requests are dated 14 October 2003, 4 December 2004, 4 July 2005, and 5 November 2008).

Nicaragua

Respuesta del Gobierno a una comunicación enviada con anterioridad

1821. Mediante carta fechada el 4 de febrero de 2010, el Gobierno respondió a una carta de alegaciones con fecha de 26 de noviembre de 2009, en relación con las **Sras. Lorna Norori, Patricia Orozco y Ana Evelyn Orozco**.

1822. Teniendo en consideración los hechos planteados en la carta de alegación enviada, el Estado de Nicaragua se permite informar que los mismos no son exactos.

1823. De conformidad con las investigaciones realizados el incidente a que se refieren las Señoras Sras. Lorna Norori, Patricia Orozco y Ana Eveling Orozco, se desarrolló de la siguiente manera:

1824. En fecha 30 de octubre de 2009, como parte de las medidas operativas generales para contrarrestar las actividades ilícitas y el crimen organizado, la Policía Nacional dispuso un retén ubicado en la Salida del balneario de Poneloya, ubicado en el departamento de León. Dicho reten Policial, entre otros, detuvo un vehículo taxi, color blanco, con el objeto de requisarlo e identificar a los ocupantes. El conductor del vehículo, sin ningún problema, entregó los documentos respectivos y se identificó. Se procedió a continuación a inspeccionar el vehículo y se localizaron en el valijero del mismo tres maletas.

1825. En el momento que los oficiales de Policía se disponían a realizar la requisa rutinaria en las maletas localizadas se bajaron del vehículo las tres mujeres que viajaban como pasajeras, quienes sin identificarse, y sin ser requeridas por los oficiales de Policía, comenzaron a vociferar e impedir la actuación policial aduciendo que era ilegal, que no habían cometido delito alguno, que eran abogadas y conocían la ley, cerrando de forma violenta el valijero del vehículo y ordenando al conductor que se retirara del lugar.

1826. Ante esta situación los miembros del retén policial dieron parte telefónico al Centro de Emergencia Policial de León, desde donde se orientó ubicar otra retén policial motorizando en la entrada a la ciudad de León para interceptar al vehículo taxi referido. Al observar que el vehículo se aproximaba al lugar del retén con procedencia de Poneloya, la Autoridad Policial procede a realizarle el alto respectiva, sin embargo el conductor del vehículo hace caso omiso a la señal de detención por lo que se procede a su persecución policial.

1827. La patrulla motorizada le da alcance al vehículo en mención en el sector conocido como el Rastro, media cuadra al sur, al abordar por segunda ocasión al conductor del vehículo se bajan del mismo las tres mujeres que viajan en el taxi agrediendo verbalmente a los policías y negándose a identificarse. Al intentar trasladarlas a la Delegación para aclarar la situación, agredieron físicamente a los policías por lo que los oficiales requieren al Centro de Emergencia el apoyo de otra patrulla.

1828. Al lugar se hace presente otra patrulla motorizada al mando del suboficial Julio Cesar Díaz quien intenta persuadir a las tres mujeres para que se identifiquen y se trasladen a la Delegación Policial para aclarar la situación, pero éstas responden con agresividad, improperios y bajo un estado de alteración excesiva, motivo por el cual se envía al lugar del incidente una nueva patrulla, al mando del teniente quien luego de agotar la persuasión y ante la agresividad y negativa de las mujeres de identificarse y permitir la requisa de las maletas, decide conducir las a la Delegación Policial.

1829. Al momento de intentar montarlas a la patrulla, las mujeres oponen resistencia activa, forcejean con los policías, una de ellas toma de la camisa con violencia al teniente, desprendiéndole dos botones y rompiendo parte de la solapa y le ocasiona mordiscos y arañazos, hasta que se logra reducir a una de ellas colocándole las esposas y trasladándola a la Delegación, las otras dos acompañantes se quedaron en el lugar debido a la presencia de personas antisociales que se sumaron a la alteración.

1830. En la Delegación, la persona femenina conducida mantuvo siempre una actitud hostil, violenta y altamente agresiva negándose a identificarse e insistiendo en que se le permitiera llamar telefónicamente. Posteriormente llegaron las otras dos mujeres a bordo del taxi en el que se movilizaban sumándose a la conducta violenta que habían mantenido.

1831. Una de las mujeres le preguntó al sub-comisionado donde se encontraban las oficinas de la Comisaría de la Mujer y la Niñez, éste se las mostró, se dirigieron hasta ahí y preguntaron por la jefa, identificándose en ese momento la sub. Comisionada, y les preguntó si tenían alguna denuncia que hacer, a lo que ellas contestaron que a la misma policía iban a denunciar al final decidieron interponer la denuncia ante los medios de comunicación.

1832. La Policía de León conoció la identidad de las personas conducidas después de las llamadas telefónicas que las tres señoras realizaron, por lo que se procedió a informar a las autoridades superiores de la Policía Nacional y se procedió a permitir que se marcharan por decisión de la Jefatura Nacional. En ningún momento este incidente se derivó o estuvo vinculado al hecho de que las tres señoras relacionadas pertenecen a Organismos No Gubernamentales de Mujeres, muchos menos que este incidente sea producto de alguna situación de persecución como se ha pretendido hacer aparecer.

1833. Por iniciativa del Jefe de la Delegación Policial Departamental de León, se inició una investigación disciplinaria para determinar la legalidad de la actuación y responsabilidad de los oficiales de policía en sus actuaciones.

1834. Asimismo, el Inspector General de la Policía Nacional Comisionado atendió personalmente a las señoras Patricia Orozco, Ana Eveling Orozco y Lorna Norori, y posteriormente, ordenó una investigación exhaustiva sobre los hechos planteados.

1835. La institución Policial actuó de manera legítima y apegada a las atribuciones y funciones que le confiere la Ley 228, Ley de la Policía Nacional, Código Procesal Penal y Código Penal. Como parte de sus funciones, la Policía Nacional tiene la facultad de registrar vehículos, naves y aeronaves cuando exista la posibilidad fundada de la comisión de un delito, así lo establece el artículo 239 del Código Procesal Penal.

1836. En el caso concreto lo que justifica la acción policial se menciona a continuación:

1837. Se trata de una zona altamente afectada por la actividad del tráfico de estupefacientes, armas, contrabando y otras modalidades del tráfico ilícito.

1838. Previamente a las 2.45 de la tarde de ese día, se registró un robo con intimidación en la zona, cerca de donde se produjo el incidente.

1839. El vehículo en el que se movilizan las tres mujeres en el departamento de León es un taxi con placas de Managua, lo que no es común en el sector, y estos tipos de vehículos han sido utilizados en otras ocasiones para cometer robos con intimidación

1840. Los policías que actuaron en el retén ignoran las calidades de las personas que viajaban en el vehículo, tampoco éstas se quisieron identificar.

1841. Las personas tienen la obligación de identificarse y brindar sus datos de filiación al momento de ser requerida por una autoridad policial que actúa en el cumplimiento de sus funciones bajo pena de incurrir en la Falta Penal de Negativa de Identificarse que establece el artículo 533 del Código Penal.

1842. Quien se oponga o impida a la Policía Nacional el cumplimiento de una función o actividad legítima incurre en el delito de Obstrucción de Funciones que establece el artículo 460 del Código Penal.

1843. Pese a existir bases legales que sustentan la actuación de la Policía en el caso en comento, lo que ya fue mencionado en el ítem anterior, efectivamente la Jefatura Nacional de la Policía abrió un proceso de investigación administrativa en contra de los oficiales de Policiales involucrados a través de la División de Asuntos Internos.

1844. Como parte del Proceso de Investigación se realizaron las siguientes diligencias:

1845. Se recepcionó denuncia de Patricia Orozco Andrade y Lorna del Socorro Norori Gutiérrez

1846. Entrevistas a ofendidos, testigos, y policías.

1847. Requerimiento de Dictámenes médicos legales de los oficiales de Policía. Como resultado del examen físico practicados a los oficiales de policía, se encontró equimosis y excoriaciones traumáticas. Se adjunta copia simple de los dictámenes médicos legales y fotografías.

1848. Oficio de la policía al Instituto de Medicina Legal solicitando valoración médico legal de la Sra. Patricia Orozco Andrade, en el que se concluye equimosis compatible por colocación de las esposas, excoriación superficial.

1849. En fecha 18 de noviembre del 2009, se remitió oficio al Instituto de Medicina Legal solicitando valoración médico legal de Ana Eveling Orozco Andrade y Lorna del Socorro Norori Gutiérrez y al requerir el dictamen medico legal se informó que mediante sus registros no se encontró resultados, se presume que las oficiadas no acudieron.

1850. Atendiendo los resultados de cada una de las diligencias de investigación practicadas, se encontró que los oficiales investigados actuaron en correspondencia a las normas y procedimientos que rigen la actuación policial se determinó que no existe responsabilidad administrativa en contra de ellos y que al contrario fueron víctimas de violencia, procediendo a darle cierre a la investigación.

1851. Es importante establecer que los hechos a que se refiere la comunicación urgente del 14 de enero del 2008 relacionada en esta pregunta, no tienen ninguna vinculación con el incidente actualmente en comento. Partiendo de que ambos hechos son de naturaleza distinta y no existe relación entre ellos, informamos lo siguiente:

1852. No existe abierta ninguna causa judicial en este caso, lo que existe son denuncias radicadas en el Ministerio Público.

1853. Actualmente las denuncias referidas en están en proceso de análisis jurídico no existiendo causa judicial en contra de la señora Norori, ni de ningún otro por los hechos denunciados.

1854. Al no existir ninguna acusación, ni causa penal en contra de los denunciados, los mismos gozan plenamente de sus derechos fundamentales establecidos en la Constitución Política de nuestro país sin ninguna limitación ni restricción estando en pleno derecho y ejercicio de los mismos.

1855. La Comisaría de la Mujer y la Niñez fue creada mediante el artículo 21 de Ley 228 de la Policía Nacional.

Observaciones

1856. La Relatora Especial agradece la información proporcionada por el Gobierno de Nicaragua en relación con la comunicación con fecha de 26 de noviembre de 2009. Sin embargo la Relatora Especial lamenta que la comunicación con fecha de 11 de diciembre de 2009 siga sin respuesta. La Relatora Especial considera que el responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al Gobierno nicaragüense a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

Nigeria

Letter of allegations

1857. On 5 March 2010, the Special Rapporteur sent a letter of allegation to the Government regarding the situation of Mr. **Leo Igwe** and his family. Mr. Igwe is the West Africa representative of the International Humanist and Ethical Union (IHEU) and Executive Secretary of the Nigerian Humanist Movement. IHEU is an international non governmental organization working on the promotion and protection of human rights. It has a special consultative status with the UN, a general consultative status at UNICEF and the Council of Europe and an observer status at the African Commission on Human and People's Rights. Mr. Igwe has been working on a rape case since 2007, as a result of which the alleged perpetrator, Mr Edward Uwah falsely accused him, his family as well as the family of the rape victim of involvement in illegal activities.

1858. According to the information received, on 5 January 2010, Mr. Igwe and his father Oliver Igwe were allegedly arrested at their home in Mbaise by police officers and soldiers who were accompanied by Mr. Edward Uwah and his friend Mr. Ethelbert Ugwu. They were brought to the police station and then transferred to police headquarters in Umuahia. It is alleged that they have been threatened to be beaten and killed after having asked to wash their clothes and to contact their family. They were released on 6 January 2010. On 8 January 2010, Mr. Uche Igwe, the brother of Mr. Leo Igwe was allegedly arrested and detained by the State Security Service. He was reportedly released on the same day.

1859. During their detention, Mr. Igwe and his father were informed by the police that a murder complaint had been filed against them by Mr. Ugwu. The latter reportedly accused Mr. Igwe, his father, his three brothers and another man of murder and attempt to conceal the murder of a man in September 2009. It is alleged that the alleged victim of the murder actually died from natural causes and that this accusation follows the involvement of Mr. Igwe on the case of a ten-year-old girl who was allegedly raped by Mr. Uwah in 2006.

1860. It is further alleged that since 2007 and Mr. Igwe's work on the rape case against Mr. Uwah, he and his family have been intimidated and arrested on several occasions. Mr. Igwe has been arrested three times, his father arrested six times and two of Mr. Igwe's brothers have been detained on three occasions. Three civil suits have been lodged by Mr. Ugwu and Mr. Uwah against Mr. Igwe, his family and the father of the rape's victim. It is further alleged that Mr. Ugwu and Mr. Uwah have written petitions calling for the dismissal of the brothers of Mr. Igwe. The latter has filed numerous complaints against Mr. Ugwu but no investigation has been carried out allegedly because of the collusion between Mr. Uwah and the police.

1861. Concern was expressed that the arrests and acts of harassment against Mr. Igwe and his family may have been directly related to his legitimate work in defense of human rights and notably his assistance to the rape's victim.

Observations

1862. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to the communication sent on 5 March 2010 as well as to previous communications dated 9 September 2008, 4 June 2007, 9 March 2007, and 20 June 2006. The Special Rapporteur considers response to her communications an important part of the cooperation between governments and her mandate and as such requests that the Government of Nigeria provide details about the issues raised in the aforementioned communications.

Occupied Palestinian Territories

Urgent appeal

1863. On 14 May 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of Mr. **Mohanad Salahat**, a representative of the Palestinian Human Rights Foundation (Monitor) in Jordan. The Monitor is a Palestinian human rights organization with its headquarters in Lebanon.

1864. According to the information received, on 28 March 2010, Mr. Salahat was allegedly arrested by Palestinian Intelligence officers at the Allenby Border Terminal while travelling from Jordan to the West Bank. His belongings and laptop were confiscated. It is reported that he was transferred to the central interrogation headquarters of the Palestinian Intelligence office in Ariha city (Jericho) and held in solitary confinement for fifteen days.

1865. He was allegedly interrogated daily by Intelligence officers between 11.30 pm and 5 am, threatened and forced to open his email account. He is reportedly accused of working for other Arabic countries such as Syria and Qatar, and campaigning against funding for Palestinian institutions.

1866. It is reported that Mr. Salahat was released on 11 April 2010 but his laptop was not handed over to him. Furthermore, Mr. Salahat was allegedly requested to return to the Palestinian Intelligence office for further questioning on 13 and 15 April 2010 and threatened to be re-arrested should he fail to do so.

1867. On 19 April 2010, Mr. Salahat was allegedly re-arrested by the Palestinian Intelligence at the “Karama” border while crossing on his way to Jordan. It is alleged that he was detained at this checkpoint for six hours and had his identification papers confiscated before being released.

1868. Following his release from the checkpoint, Mr. Salahat went to the Jordanian border where he was prevented from entering Jordan by the Jordanian authorities. He was allegedly given a document signed by the Director of the Jordanian Intelligence ordering the competent security authorities in Jordan to send him back to the Palestinian territories. It is reported that Mr. Salahat was told by the Jordanian forces that this travel ban was due to a request from the Palestinian Intelligence to the Jordanian authorities which banned him from travelling and forced him to return to the Palestinian territories.

1869. On 26 April 2010, Mr. Salahat, who was staying in Palestine following his travel ban, allegedly received a summons from the Palestinian Intelligence demanding his presence at the headquarters of the Intelligence department in Nablus on 1 May, with a warning that he would be re-arrested if he failed to show up.

1870. On 1 May 2010, Mr. Salahat presented himself at the Intelligence Department and was allegedly re-arrested by members of the Palestinian Intelligence in Nablus. It is alleged that his current fate and whereabouts are unknown.

1871. Concern was expressed that the summons, arrests and current incommunicado detention of Mr. Salahat might be directly related to his legitimate work in defense of human rights. Given the fact that at the time this communication was sent, the current fate and whereabouts of Mr. Salahat was unknown, further concern was expressed about his physical and psychological integrity.

Observations

1872. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communication dated 14 May 2010. The Special Rapporteur considers response to her communications an important part of the cooperation between governments and her mandate and as such requests that the Government of Occupied Palestinian Territory provide details about the issues raised in the aforementioned communication. Furthermore, the Special Rapporteur urges the Government to take all necessary measures to ensure the existence of an environment which is conducive to the work of all human rights defenders.

Oman

Letter of allegations

1873. On 31 December 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations to the Government regarding the situation of Mr. **A’sem Al-Sheedi**. Mr. Al-Sheedi is a journalist working for the “Oman daily”, an Arabic language daily newspaper.

1874. According to the information received, on 8 December 2009, Mr. Al-Sheedi was allegedly sued by the general director of the Police and Customs in Oman for the publication of an article in the "Oman daily" on 7 December 2009 denouncing police corruption.

1875. On 12 December 2009, Mr. Al-Sheedi was summoned by the Prosecution Office and charged with "slander against the police apparatus" and "false testimony", for his refusal to reveal his source of information.

1876. Concern was expressed that the charges against Mr. Al-Sheedi might be directly related to his legitimate work in defense of human rights.

Response from the Government

1877. In a letter dated 23 March 2010, the Government transmitted a response to the communication dated 31 December 2010.

1878. We should like to explain that the Basic Law (Constitution) of the State, issued by Sultani Decree No. 101/96, guarantees freedom of opinion and expression. Article 29 of the Constitution states: "Freedom of opinion and of oral, written and all other forms of expression is guaranteed within the limits set by law." The Sultanate of Oman, believing as it does in the importance of freedom of expression and opinion, has enshrined this principle in its legislation and has firmly established this right, granting it the protection of the law.

1879. With regard to the concerns you have expressed about the fate of the journalist Mr. Asim al-Sheedi, following his publication of an article accusing the police of the Sultanate of Oman of corruption, a complaint was submitted by the Inspector-General of the Police and Customs against Mr. al-Sheedi, in note No. 9/7/267 dated 21 Dhi al-Hijjah A.H. 1430, corresponding to 8 December A.D. 2009. The note cited the article, entitled "Unclear violations: the colours are not from a rainbow", which had been published in the "Oman" newspaper on 7 December 2009. The complaint was then filed in the form of a legal suit. An investigation panel was set up under the direct supervision of the Attorney General and the chairmanship of the Deputy Attorney General, Director of Public Prosecutions, and a number of members. The investigation was launched on 12 December 2009. When the journalist who wrote the article was questioned, he acknowledged that he had written it, in his capacity as a journalist employed by the "Oman" newspaper, based on information received from an unidentified individual which he had found to be convincing. The individual had shown him the certificate of ownership of his vehicle, which had been renewed, but he had not verified the information himself. He added that the incident had happened at the Sohar Traffic Department. When the panel asked him about the individual, because it wished to pursue the investigation and to establish the veracity of the claims made to the journalist, the latter refused to reveal the name or to provide any clues as to the identity of the information. He said that the ethics of his profession prevented him from revealing the identity of a source. He asked the investigation panel to give him some time to persuade the person who had provided him with the information to appear before it; otherwise, he would himself furnish the panel with whatever information he had about the matter. He said that he would cooperate with the panel with a view to establishing the truth. This request was granted after he had signed his statements, as a witness, in an official transcript.

1880. On 14 December 2009, the journalist appeared before the investigation panel for a second time. The statements that he gave when questioned differed from those he had given previously. This contradiction means that the incident which he mentioned in his article did not necessarily occur at the Sohar Traffic Department. He persisted in his refusal to reveal the identity of the informant or to indicate the person's vehicle licence number.

1881. Accordingly, he was charged with the offences of fabricating information and infringing the Printing and Publishing Act. He asked for the examination to be deferred until he could engage a defence lawyer. The hearing was scheduled for 15 December 2009. He was examined in the presence of his lawyer and released the same day without being detained.

1882. On 16 December 2009, the investigation panel went to the Traffic Department to look into the matter. The investigation concluded that there had been no illegal transfers of violation in the vehicle records nor had there been any tampering with traffic violation records. Everything had been done according to the law, contrary to the journalist's claims. Hence, the article was in breach of numerous laws, including the Printing and Publishing Act and the Omani Criminal Code. Therefore, the laying of charges was justified. Since no measures were taken against Mr. al-Sheedi, who was never placed in detention, the case is still being processed.

Observations

1883. The Special Rapporteur thanks the Government for responding to the communication sent on 31 December 2010. The Special Rapporteur encourages the Government to take all necessary measures to ensure the existence of an environment which is conducive to the work of all human rights defenders.

Panamá

Llamamiento urgente

1884. El 19 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la Lic. **Magaly Castillo** y la Alianza Ciudadana Pro Justicia. La Alianza Ciudadana Pro Justicia es una asociación de veinte organizaciones de la sociedad civil panameña, que trabaja con el fin de mejorar la administración de justicia en la República de Panamá. La Alianza observa, examina y denuncia la corrupción, abusos de autoridad y violaciones de los derechos humanos en Panamá. La Lic. Castillo es abogada y Directora Ejecutiva de la Alianza Ciudadana Pro Justicia.

1885. Según las informaciones recibidas, durante las últimas semanas la Lic. Castillo, la Alianza Ciudadana Pro Justicia y sus integrantes habrían sido objeto de una campaña de desprestigio por parte de las autoridades panameñas. La campaña habría empezado después de la suspensión de un contrato de consultoría entre el Ministerio Público y una empresa de consultoría, la Consultora Internacional Multidisciplinaria Aguilar y Asociados S.R.. El 18 de marzo de 2010, el Ministerio Público habría comunicado la suspensión del contrato a la Consultora Internacional Multidisciplinaria Aguilar y Asociados S.R. en una carta firmada por el Sr. Giuseppe Bonissi, el nuevo procurador general de la nación. La carta habría citado el nombre de la Lic. Castillo. La Consultora Internacional Multidisciplinaria Aguilar y Asociados habrían contactado a la Lic. Castillo como posible asesora en materia de derechos humanos. La labor de consultoría habría sido adjudicada en una licitación internacional realizada por los Proyectos del Banco Interamericano de Desarrollo (BID), que tiene previsto la capacitación de 30 funcionarios del Ministerio Público durante un período de siete meses.

1886. Esta cancelación y la campaña de desprestigio habrían coincidido con la participación de la Lic. Castillo y la Alianza Ciudadana Pro Justicia en una audiencia temática ante el 138 Período de Sesiones de la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos (CIDH), que tuvo lugar el 23 de marzo de 2010. La audiencia trataba de la situación de la administración de justicia en Panamá. Además, durante los últimos meses la Lic. Castillo habría criticado públicamente la suspensión reciente de la anterior procuradora general de la nación, la Sra. Ana Matilde Gómez.

1887. Durante los días siguientes, varios funcionarios del Ministerio Público y otras agencias gubernamentales habrían aparecido en programas de televisión y de radio, y habrían hecho declaraciones sobre la participación de la Lic. Castillo en la consultoría. Por ejemplo, durante un programa de televisión llamada “Encontremos Soluciones”, que se habría sido transmitido en Canal 21 RCM el 24 de marzo, los presentadores habrían hecho referencia a la Lic. Castillo en relación con pagos que ella supuestamente habría recibido del Gobierno. “Magaly Castillo es una de las que el procurador encargado Bonissi le acaba de suspender un contrato de Cientos de Miles de dólares... ¿Cómo es que están emplanillados allá con miles de dólares?”

1888. El 30 de marzo de 2010 la Alianza Ciudadana Pro Justicia habría realizado una conferencia de prensa para rechazar las acusaciones en su contra y en contra de la Lic. Castillo. Las representantes de la Alianza habrían declarado sin lugar a equívocos que nunca habría existido un contrato entre la Lic. Castillo y la Consultora Internacional Multidisciplinaria Aguilar y Asociados S.R. . Habrían aclarado que la Lic. Castillo formaba parte de una lista de potenciales consultores que podrían participar en la consultoría, y que los honorarios previstos para la realización de la consultoría eran de USD5,000 durante todo el período del contrato. Una comunicación de prensa publicada por la Alianza durante la conferencia habría sido firmada por catorce organizaciones de la sociedad civil, quienes habrían solicitado el fin de la campaña de desprestigio de la que estaría siendo objeto la Lic. Castillo.

1889. El mismo día, la Secretaría de comunicación del Estado habría enviado un comunicado a los medios de comunicación en Panamá. Este comunicado confirmó que el Gobierno de Panamá apoya la libertad de expresión y el derecho de la sociedad civil de expresar su opinión sobre decisiones que tome el Gobierno Nacional. Sin embargo, se declaró que “lo que Magaly Castillo debería hacer como miembro de la sociedad civil es aclarar la asesoría de 10 mil 400 dólares al mes que le adjudicó la Procuradora separada, Ana Matilde Gómez, en vez de echarle la culpa al Gobierno”.

1890. El 6 de abril, dos ministras de Estado habrían criticado públicamente a la Alianza Ciudadana Pro Justicia mientras aparecían en “Debate Abierto”, un programa de televisión transmitido en Canal 4. Las Ministras habrían cuestionado sobre la constitución de la Alianza, de sus estatutos y de su composición, y habrían sugerido que la Alianza Ciudadana podría carecer de legitimidad. La Sra. Alma Cortes, Ministra de Trabajo y Desarrollo Laboral, habría sugerido que los grupos de sociedad civil no estaban cualificados para emitir opiniones. Asimismo, habría declarado que iba a solicitar un censo de “todos estos gremios” para aprender en dónde están ubicados y quiénes les representan, “porque si van a querer trabajar con nosotros - el Gobierno - tendrán que definir una postura y deponer intereses personales”.

1891. La Ministra habría criticado a la Lic. Castillo por su defensa de la previa procuradora, “que todo el mundo sabía de sus desatinos y a lo mejor de su incapacidad y la de su equipo, que administraba justicia con su grupito”. Asimismo la Ministra habría criticado a la participación de la Lic. Castillo en la audiencia ante la CIDH. Ella habría dicho, “Me tienes muy decepcionada”, porque las denuncias de la Lic Castillo “pueden constituirse en un instrumento calumnioso e injurioso, que para sus efectos son comunicados anónimos”.

1892. Asimismo, durante el programa anteriormente mencionado las Ministras habrían revelado que la Lic. Angélica Maytin, la Director Ejecutiva de la Fundación para el Desarrollo de la Libertad Ciudadana, que es una de las organizaciones constitutivas de la Alianza Ciudadana Pro Justicia, habría sido investigada por el Órgano Ejecutivo en relación con su declaración personal de renta anual. Se informó que es posible que otros integrantes de la Alianza puedan ser objeto de investigaciones similares.

1893. El 8 de abril, la Ministra de Trabajo habría sugerido que si las organizaciones y grupos de sociedad civil querían examinar la vida pública y privada de los funcionarios públicos, entonces las vidas públicas y privadas de los representantes de sociedad civil también podrían ser investigadas.

1894. Se temió que la campaña de desprestigio de la que habría sido objeto de la Lic. Castillo, la Alianza Ciudadana Pro Justicia y sus integrantes esté relacionada con las actividades que ellos realizaban para promover la administración de justicia en Panamá. Se expresó grave preocupación por el hecho de que estas declaraciones podrían ser indicios de intentos de intimidación y acoso a los grupos o individuos que critican a los funcionarios y autoridades panameñas, y que estas alegaciones podría ser una forma de represalia por la participación de la sociedad civil en la audiencia ante la CIDH durante el mes de marzo de 2010. Se expresó especial preocupación sobre las implicaciones de estas alegaciones en el ejercicio de la libertad de expresión en Panamá. Las alegaciones, de ser confirmadas, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos en Panamá.

Llamamiento urgente

1895. El 29 de julio de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la detención y retención de documentos de identificación del Sr. **Francisco Gómez Nadal**, así como por el supuesto acoso y hostigamiento del que ha sido víctima. El Sr. Gómez Nadal, de nacionalidad española, trabaja como periodista y posee una trayectoria de varios años como defensor de derechos humanos en Panamá.

1896. Según las informaciones recibidas, el 4 de julio de 2010, el Sr. Gómez Nadal se disponía a viajar, cuando fue detenido en el Aeropuerto de Tocumen en Panamá en base a una orden del Servicio Nacional de Migración. Sin mediar ninguna explicación, le habrían retenido su cédula panameña y su pasaporte español, lo que habría dado lugar a la intervención de la Embajada de España en Panamá.

1897. De acuerdo con la información recibida, varias razones habrían sido presentadas por las autoridades para justificar la detención del Sr. Gómez Nadal y la retención de sus documentos, entre ellas: supuestas irregularidades fiscales; una variación de las condiciones por las que le fue concedida la residencia; y la supuesta falta de pago al Seguro Social.

1898. Según se tiene conocimiento, el Sr. Gómez Nadal habría presentado documentación que demostraría como infundados los argumentos presentados por las autoridades panameñas. Por el momento su situación sería incierta ya que las autoridades de Migración en Panamá no habrían dado a conocer formalmente los motivos de esta acción.

1899. Asimismo, se tiene información que el Sr. Gómez Nadal se presentó ante la Dirección general de Ingresos en donde le pidieron la última declaración de la renta. Sin embargo, después de haberla presentado, se le habría negado el “paz y salvo” ya que, según las autoridades, tenía una deuda de \$114.00 desde el año 2007. Según la información

disponible, el Sr. Gómez Nadal poseería actualmente un crédito fiscal de \$2,000.00 y nunca antes habría tenido problemas para extender el “paz y salvo”.

1900. De acuerdo con la información recibida, el Sr. Gómez Nadal interpuso un recurso de Habeas Corpus ante la Corte Suprema de Justicia, para establecer la razón por la cual se habría indicado en el Aeropuerto que podría salir del país pero no retornar.

1901. Se expresó preocupación por las alegaciones de que la situación en la que se encuentra el Sr. Francisco Gómez Nadal pudiera estar relacionada con su labor periodística y por sus actividades en defensa de los derechos humanos. Asimismo, se expresó preocupación por la inseguridad jurídica de su estatus en el país al habersele retenido sus documentos de identificación.

Llamamiento urgente

1902. El 6 de septiembre de 2010 la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, y el Relator Especial sobre la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente la información recibida en relación con los sucesos ocurridos en el departamento de Bocas del Toro entre los días 7 a 10 de julio de 2010 y, en conexión con éstos, en relación con la situación de ciertos sectores de la sociedad civil panameña que estarían trabajando en la investigación y seguimiento de dichos sucesos. En particular, se querría llamar la atención sobre la situación de la Lic. **Magaly Castillo** y la organización Alianza Ciudadana Pro Justicia. La Lic. Castillo es abogada y Directora Ejecutiva de la Alianza Ciudadana Pro Justicia. Asimismo, se querría llamar la atención sobre la situación de la organización y los miembros de Human Rights Everywhere.

1903. La Sra. Castillo y el Sr. Francisco Gómez Nadal, éste último representante legal de la organización Human Rights Everywhere en Panamá, han sido objeto de llamamientos urgentes por parte del Relator Especial sobre la promoción y la protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión y de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos enviados el 19 de abril y el 29 de julio de 2010, respectivamente.

1904. Según las informaciones recibidas, durante los días 7 y 10 de julio de 2010, se habrían producido enfrentamientos en Changuinola, departamento de Bocas del Toro, entre cuerpos y fuerzas de seguridad del Estado panameño y trabajadores de las plantaciones bananeras, en su mayor parte miembros de la comunidad indígena Ngäbe-Bugle. Desde el 2 de julio, estos trabajadores se encontraban realizando una huelga en contra de ciertos artículos de la recién aprobada Ley 30 de 12 de junio de 2010. Tras varios días de huelga, las fuerzas de seguridad habrían decidido intervenir para disolver una manifestación de los trabajadores de las plantaciones haciendo uso de la fuerza y de determinado tipo de material antidisturbios, incluyendo cartuchos impulsores de perdigones de plomo (calibre 12), balines de goma, munición de diverso calibre y gases lacrimógenos de diverso tipo.

1905. Según las autoridades, como consecuencia de dichos enfrentamientos resultaron al menos dos personas muertas, los señores Antonio Smith y Virgilio Castillo, las cuales, según información recibida, habrían fallecido por la acción directa de las fuerzas del orden. Asimismo, se ha recibido información según la cual, además de las personas mencionadas, habrían fallecido otras cinco personas como consecuencia de los enfrentamientos, incluyendo tres menores de edad por el uso de gases lacrimógenos.

1906. Como consecuencia de estos enfrentamientos, se habrían producido más de 150 heridos y más de un centenar de detenidos. Entre los heridos habría un gran número de casos con impacto de perdigones de plomo en la cabeza y el tórax. Asimismo, se ha recibido información fiable sobre casos de personas detenidas que habrían podido sufrir tortura u otros tratos crueles, inhumanos o degradantes a manos de las fuerzas y cuerpos de seguridad, incluyendo el caso de una persona que habría sido arrodillada, esposada y apuntada con una pistola; el caso de otra a la que le habrían vertido vinagre en las heridas; numerosos casos de personas que habrían recibido gas pimienta en la cara; otro caso al cual antes de darle de comer habrían rociado con gasolina la comida; y numerosos casos, incluidas tres mujeres, que habrían sido desnudadas y humilladas. El 21 de julio, el Gobierno habría anunciado la creación de una comisión especial para investigar los hechos.

1907. En el contexto de los acontecimientos ocurridos en Bocas del Toro, el Sr. Valentín Palacio habría permanecido en paradero desconocido entre los días 8 y 12 de agosto. El Sr. Palacio habría reaparecido el día 12 de agosto y presentado en conferencia de prensa por el Director de la Policía Nacional.

1908. Según los informes recibidos, tras los sucesos de Bocas del Toro, se habrían intensificado los actos de intimidación y acoso por parte de la prensa nacional y de miembros de partidos políticos contra ciertos sectores de la sociedad civil panameña, así como contra destacados defensores de los derechos humanos en el país.

1909. En este contexto, el día 10 de agosto, miembros de la organización de la sociedad civil Alianza Ciudadana Pro Justicia habrían acompañado a varios miembros de la organización Asamblea de la Sociedad Civil para presentar un recurso de habeas corpus en nombre del Sr. Palacio ante la Corte Suprema de Justicia.

1910. Posteriormente, el 16 de agosto de 2010, la señora Magaly Castillo habría recibido una citación de la Fiscalía Auxiliar de Panamá para comparecer al día siguiente a declarar dentro del sumario del caso del Sr. Palacio. La Sra. Castillo habría acudido a dicha citación pero se habría negado a prestar declaración por considerar que el Fiscal Auxiliar de Panamá mantiene una opinión negativa sobre la sociedad civil, la cual habría hecho pública en varias ocasiones mediante declaraciones a la prensa.

1911. El día 20 de agosto, el partido político Cambio Democrático habría publicado en el diario "La Prensa" un anuncio a página completa ofreciendo una recompensa de 5,000 Balboas (equivalente a USD 5,000) a quienes pudieran dar información "que aclare la falsa desaparición de Valentín Palacio". El anuncio habría acusado a miembros de la oposición política así como a organizaciones de la sociedad civil panameña, mencionando explícitamente a la organización Human Rights Everywhere, de realizar falsas acusaciones contra el Gobierno y el Presidente de la República. La mencionada organización habría trabajado activamente en la investigación de los hechos acaecidos en Bocas de Toro, en el mes de julio.

1912. El día de la publicación del anuncio arriba mencionado, miembros de varias organizaciones de la sociedad civil habrían expresado su creciente temor ante la intensificación de actos de acoso e intimidación contra ellos tanto en prensa nacional como en varios canales de televisión.

Observaciones

1913. La Relatora Especial lamenta que al finalizar este informe, no había recibido respuesta a ninguna de las tres comunicaciones enviadas durante el periodo. La Relatora Especial considera que el responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato y por ello insta al Gobierno panameño a que le proporcione una respuesta tratando los casos mencionados. En cuanto a

los hechos mencionados en la comunicación fechada el 6 de septiembre de 2010, la Relatora Especial reitera su grave preocupación sobre los mismos e insta al Gobierno a que le proporcione información detallada al respecto lo antes posible.

1914. La Relatora Especial expresa su preocupación sobre los casos de acoso e intimidación de defensores de los derechos humanos en Panamá, en particular en relación con su derecho a la libertad de opinión y expresión.

Peru

Llamamiento urgente

1915. El 16 de marzo de 2010, la Relatora Especial, junto con la Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, enviaron un llamamiento urgente en relación a la siguiente situación. El **Juez Jorge Barreto**, quien se encontraría investigando el mayor caso de corrupción de los últimos años en el Perú, estaría afrontando indebidas presiones del Poder Ejecutivo en su contra. En el proceso judicial que tiene a su cargo, estarían involucrados dos funcionarios de alto nivel del Gobierno, los señores Rómulo León Alegría y Alberto Quimper. Estos funcionarios han sido acusados de recibir dinero a cambio del otorgamiento de concesiones de pozos de petróleo y de lotes de exploración en favor de la compañía Discovery Petroleum. El Juez Barreto debe emitir su informe final en los próximos días.

1916. De conformidad con las alegaciones recibidas, el Primer Ministro habría pedido públicamente al Juez que abandone el caso. Como el Juez no ha accedido a presentar su dimisión, el Primer Ministro habría pedido formalmente al Presidente de la Corte Suprema de Justicia que solicite a la Sala Plena que cambie al Juez Barreto liberándole del caso, y procediendo a designar a otro juez en su lugar.

1917. Se afirmó que éste sería un grave caso de interferencia del Poder Ejecutivo en la autonomía del Poder Judicial. Se ha recordado que la Constitución Política de la República del Perú garantiza la inamovilidad del juez en su cargo y protege su independencia e imparcialidad. Se afirmó que cambiar al juez antes de que rinda su informe final, dilatará el proceso y puede beneficiar a los implicados.

Llamamiento urgente

1918. El 1 de diciembre de 2010, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente en relación a los actos de hostigamiento y amenazas contra la **Sra. Carmen Rosa Arévalo Salas**, miembro directriz de la Comisión de Justicia y Paz – Derechos Humanos del Vicariato Apostólico de Iquitos (CJPDHVAI), entidad de la Iglesia Católica.

1919. Según las informaciones recibidas, en los últimos meses, la Sra. Arévalo Salas habría sido sometida a varias amenazas así como de actos de hostigamiento por parte de personas desconocidas.

1920. Se informa que entre el 13 de julio y 29 de agosto 2010, la Sra. Arévalo Salas habría recibido unas 40 llamadas telefónicas, siendo a través de las cuales amenazada y hostigada por personas desconocidas. Además, durante una de las llamadas, su interlocutor le habría avisado que se cuidase porque la podrían violar.

1921. Asimismo, se informó que el 22 de octubre de 2010, aproximadamente a las 19:45 hs., la Sra. Arévalo Salas habría sido hostigada al dirigirse hacia su domicilio tras haber

salido de su oficina. Según se informa, mientras conducía hacia su domicilio en motocicleta, un automóvil de color blanco habría comenzado a cerrarle el paso y conducirla hacia lugares donde podía estrellarse. Ante las insistentes acciones peligrosas del mismo automóvil, la Sra. Arévalo Salas habría intentado acelerar y buscar un lugar donde hubiera concentración de personas; sin embargo, en esos momentos se habría dado cuenta que los frenos de su motocicleta no funcionaban, habiendo sido averiados. Con la ayuda de algunas personas, la Sra. Arévalo Salas habría eventualmente logrado detener su vehículo.

1922. Posteriormente, el 23 de octubre, la Sra. Arévalo Salas habría presentado la denuncia ante la policía local, la cual habría certificado que el sistema de frenos de la motocicleta de la Sra. Arévalo Salas habría sido manipulado con el fin de que no funcionara.

1923. Según se informó, durante los últimos meses la Sra. Arévalo Salas habría realizado varias actividades de defensa de los derechos humanos, entre ellas el representar a los pueblos indígenas del Río Marañón en su reclamo de reparaciones por el derrame de petróleo producido por una barcaza de la empresa Plus Petrol, y una campaña a favor del religioso hermano de La Salle, Sr. Paul McAuley, quien, según se informa, correría el riesgo de ser expulsado del Perú por ser miembro de la Red Ambiental de Loreto. Se informó asimismo que la Sra. Arévalo Salas habría denunciado de manera sistemática los supuestos abusos contra la población por parte de funcionarios estatales.

Respuesta del Gobierno a una comunicación enviada con anterioridad

1924. Con fecha 25 de noviembre de 2010, el Gobierno envió una respuesta a la comunicación de la Relatora Especial con fecha de 26 de agosto de 2009 referida al caso del **Sr. Andres Luna Vargas** que se detalla a continuación.

1925. Conforme a la documentación adjunta se aprecia que en el Distrito Judicial de Piura no se encuentra registrada alguna denuncia o investigación al respecto de los presuntos actos de intimidación y amenazas de muerte contra el Sr. Luna Vargas. Asimismo, la Representación del Poder Judicial ante el Consejo Nacional de Derechos Humanos (CNDH) reporta la no existencia de proceso alguno relacionado con estos hechos. De otro lado, la Representación del Ministerio del Interior ante el CNDH informe que el Sr. Luna Vargas fue citado a la Sección de Investigación de Homicidios con la finalidad de recepcionar su declaración respecto a los supuestos actos efectuados en su contra. No concurriendo el mencionado ciudadano a la referida citación, razón por la que no se han podido dilucidar los hechos señalados. El Gobierno adjunta los antecedentes en 28 folios.

Observaciones

1926. La Relatora Especial agradece al Gobierno la respuesta recibida a su comunicación enviada en el periodo anterior con fecha de 26 de agosto de 2009. Sin embargo, lamenta que, en el momento de finalizar este informe, no se había recibido respuesta a las dos comunicaciones enviadas durante el periodo del presente informe. Asimismo, lamenta no haber recibido respuesta a cinco de las siete comunicaciones enviadas en el periodo anterior. La Relatora Especial considera que el responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato es por ello que insta al Gobierno de Perú a que le proporcione una respuesta acerca de los casos mencionados.

Philippines

Urgent appeal

1927. On 26 February 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, and the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health regarding the situation of Dr. Merry Mia, Dr. Alexis Montes, Mr. Gary Liberal, Ms. Teresa Quinawayan, Ms. Lydia Obera, Mr. Renaldo Macabenta, Ms. Angela Doloricon, Ms. Delia Ocasia, Ms. Jane Balleta, Ms. Janice Javier, Mr. Franco Remoroso, Ms. Ailene Monasteryo, Ms. Pearl Irene Martinez, Ms. Elen Carandang, Ms. Dany Panero, Mr. Rayom Among, Ms. Emily Marquez, Ms. Emilia Marquez, Ms. Glenda Murillo, Mr. Ace Milenna, Mr. Ely Castillo, Ms. Lalyn Saligumba, Mr. Jovy Oritz, Mr. Samsung Castillo, Mr. Mark Estrellado, Mr. Miann Oseo, Ms. Selcia Pajanosta, Ms. Lolibeth Donasco, Ms. Jenelyn Pizaro, Mr. Ramon De la Cruz, Ms. Jacqueline Gonzales, Ms. Maria Elena Serato, Ms. Mercy Castro, Ms. Lea de Luna, Ms. Judilyn Oliveros, Mr. Valentino Paulino, Ms. Yolanda Yaun, Mr. Edwin Dematera, Ms. Sherilyn Riocasa, Mr. Gerry Sustinto, Mr. Jenmark Barrientos, Mr. Mark Escartin. These 42 people are health workers and members of the Community for Health Development (COMMED) and the Council for Health and Development (CHD). Both organizations are providing community-based healthcare in the Philippines. Ms. Janice Javier and Mr. Franco Remoroso were the subject of an allegation letter sent by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders on 6 October 2008.

1928. According to the information received, on 6 February 2010, about 300 armed soldiers and policemen entered the farmhouse of Dr. Melecia Velmonte, in the province of Rizal, and arrested the above mentioned health workers who were attending a training seminar sponsored by the Community Medicine Foundation. The health workers were searched, handcuffed, photographed and interrogated. The Police Superintendent showed an incomplete search warrant after handcuffing the health workers.

1929. The 42 health workers were then detained incommunicado for two days in Camp Capinpin in Rizal. The detainees were handcuffed, blindfolded and subjected to torture and other forms of ill-treatment during interrogation, including electrocution and sleep deprivation. Female health workers were sexually molested. They were forced to admit that they were members of the New People's Army (NPA), the armed wing of the Communist Party of the Philippines.

1930. On 8 February 2010, Ms. Leila De Lima, the Chairperson of the National Human Rights Commission was allowed to visit the detainees. The relatives of eight of the detainees were allowed to visit them under close supervision of soldiers.

1931. On 9 February 2010, the COMMED filed a petition for Habeas Corpus on behalf of the detained health workers.

1932. On 11 February 2010, the health workers were charged of illegal possession of firearms, manufacturing bombs as well as of being part of the Communist Party of the Philippines, on the basis of explosives and firearms allegedly found by the army at Dr. Velmonte's house. The military, who were carrying plastic bags at the time of the arrests, planted weapons within Dr. Velmonte's farmhouse during the house search. The same day, the Supreme Court granted the petition for habeas corpus, ordering the military to present the 42 detainees at the Court of Appeals the following day and to answer allegations of torture, evidence-planting and illegal arrest and detention.

1933. On 12 February 2010, the military and the police failed to present the health workers to the Court of Appeals. On 15 February 2010, the 42 detainees were brought before the Court of Appeals. During the hearing, the military denied the allegations that the female detainees were sexually harassed and molested by the soldiers.

1934. In view of the allegations of electrocution, sexual molestation and other forms of torture and ill-treatment, grave concerns were expressed with respect to the physical and mental integrity of the 42 above-mentioned detainees. Further concern was expressed that the arrest and detention of the above mentioned persons might be directly related to their work in defense of human rights and in particular the right to health.

Allegation letter

1935. On 19 March 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, concerning Ms. Charity Diño, aged 29; Mr. Billy Batrina, aged 29; and Mr. Sonny Rogelio, aged 26, all community organizers for Samahan ng Magbubukid ng Batangas (SAMBAT), a local peasant's rights group.

1936. According to the information received, on 23 November 2009, Ms. Charity Diño, Mr. Billy Batrina and Mr. Sonny Rogelio were working in a community in Talisay, Batangas, when officers of the 730th Combat Group of the Philippines Air Force travelling in three separate vans blocked their path and detained them. They were taken to a camp in Palico, Bantagas, where they were held for 17 days before being turned over to Batangas Provincial Jail in Lipa City. Upon their arrival at the camp, they were assaulted by military officers. They banged Mr. Batrina and Ms. Diño's heads on the wall, and Ms. Diño's fingers were squeezed together while bullets were inserted in between her fingers. The ill-treatment was allegedly used to force them to confess to being members of a rebel group. The following day, they were charged with illegal possession of firearms, explosives and drugs. They remain in detention, without access to a lawyer.

Response from the Government

1937. In a letter dated 5 August 2010, the Government informed that based on the investigation conducted by the Regional Investigation and Detective Management Division (RIDMD) of Police Regional Office CALABARZON-(PRO4A)-and Batangas Police Provincial Office (PPO), responding on reported presence of armed men, members of the Philippine Air Force and A team from PRO CALABARZON established security/blocking force at Barangay (Village) Poblacion 3, Talisay, Batangas at around 1:00 p.m. on 23 November 2009. At the same time, the team chance upon a group composed of three (3) persons namely: Charito Diño, Sonny Rogelio and Billy Baterina, who were acting suspiciously. Found in their possession were: two (2) caliber .45 pistols; two (2) magazines of caliber .45 pistol; ten (10) live ammunitions for caliber .45; one (1) caliber 9mm pistol; one (1) magazine of caliber 9mm pistol; six (6) live ammunitions for caliber 9mm; two (2) grenades; one (1) improvised Anti-Personnel Landmine; and one (1) electrical blasting cap. Per verification with the Firearms and Explosive Division of Camp Cram; Quezon City, said individuals did not have proper licenses and therefore were not authorized to carry firearms and explosives.

1938. On 24 November 2009, the three were presented before the Provincial Prosecutor of Batangas for Inquest Proceedings. The Provincial Prosecutor found that the arrested persons violated Presidential Decree No. 1866 as amended by Republic Act 8294 and

Republic Act 9516 (Illegal Possession of Firearms and Explosives) docket No. under NPS Docket No. 1V-02- INQ-09K-00459.

1939. The alleged torture was not substantiated in the absence of their affidavit that would merit a formal complaint. Also based on the medical examinations conducted by Dr. Jaime L. Butiong of Apacible Memorial Hospital in Nasugbu, Batangas, on 10 December 2009, there is nothing in the findings that could indicate that the three persons were subjected to torture. Subjects were committed to the Provincial Jail pursuant to the Commitment Order issued by the honorable judge of Batangas.

Allegation letter

1940. On 23 April 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an allegation letter concerning Boicy P. Villaniso, aged 23, Roy P. Villaniso, aged 20, Emilio P. Villaniso, aged 18, Junrex A. Linantod, aged 21, Anastacia Villaniso, aged 59, Alfonso Mangubat, aged 45, Baden Mangubat, aged 35, Nilo Sinao, aged 48, Mary Grace Yurong, aged 15, and Edmon Cutor, aged 19, members of the Peoples United in Diwalwal, an organization that campaigns against large-scale mining in the area.

1941. According to the information received, on 7 March 2010, 60 elements from the 25th Infantry Battalion of the Armed Forces of the Philippines allegedly arrived at a house where Junrex Linantod, Francisco Linantod, Emilio Villaniso Jr., Roy Villaniso, Boicy Villaniso, Mary Jane Yurong were gathered together with Francisco Linantod and Christina Arances, at Sitio Kalaberahan, Barangay Ulip, Municipality of Monkayo, Compostela Valley Province, and arrested them.

1942. During the arrest, Junrex Linantod, Francisco Linantod, Emilio Villaniso, Roy Villaniso and Boicy Villaniso were allegedly beaten by soldiers, who accused them of being members of the New People's Army. Boicy Villaniso was allegedly forced to eat hot sweet potato, and was beaten on the stomach and forehead with the butt of an M16 rifle, as well as on his fingers and neck with rattan. Roy Villaniso's head was reportedly wrapped in cellophane, and he was beaten on the stomach with the butt of an M16 rifle. It is also alleged that Emilio Villaniso was beaten on the stomach with a wooden stick and on the neck with the butt of an M16 rifle. Junrex Linantod's head was wrapped with cellophane and he was beaten on the stomach with a wooden stick. He was also kicked and smashed against the door several times. Edmon Cutor's hands were tied behind his back, while he was choked and punched on the stomach.

1943. One hour later, at approximately noon, while in the forest with their families, Anastacia Villaniso, Alfonso Mangubat, Baden Mangubat, Nilo Sinao, Mary Grace Yurong and Edmon Cutor were allegedly arrested by approximately 30 members of the 25th Infantry Battalion.. Alfonso Mangubat, Nilo Sinao and Edmon Cutor were separated from the women and allegedly beaten with an M16 rifle. The women were threatened with torture if they did not admit they were members of the New People's Army. One of the soldiers tickled Ms. Yurong and stroked her thighs.

1944. They were reportedly taken to a military detachment in Barangay Upper Ulip. It is alleged that they were beaten during the interrogation, and forced to accept they were members of the New People's Army. During their detention at the military detachment, the victims' whereabouts were unknown to their families. They were not provided any food, but those who had been beaten received hot compresses

1945. On 10 March, they were reportedly then handed over to the Philippine National Police in Monkayo. They were not allowed to see their families at the police station. On 11 March, they were presented before the Provincial Prosecutor, who ordered their release.

1946. Concern was expressed that these arrests, detentions and acts of torture might be directly related to the work in defense of human rights of the above mentioned members of the Peoples United in Diwalwal. Further concern was expressed for the physical and mental integrity of Boicy P. Villaniso, Roy P. Villaniso, Emilio P. Villaniso, Junrex A. Linantod, Anastacia Villaniso, Alfonso Mangubat, Baden Mangubat, Nilo Sinao, Mary Grace Yurong, Edmon Cutor and their families.

Allegation letter

1947. On 8 July 2010, the Special Rapporteur, jointly with Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, sent an allegation letter concerning the recent killings of four journalists, Mr. Desidario Camangyan, Mr. Joselito Agustin, Mr. Nestor Bedolido, and Mr. Jose Daguio.

1948. According to information received, on 14 June 2010, Mr. Desidario Camangyan, radio journalist and host of a discussion programme on Sunshine FM, was killed while hosting a singing competition in Manay, Davao Oriental province. The gunman reportedly shot him in the back of the head while the journalist was seated on stage before fleeing. Mr. Camangyan and his colleagues had criticized local politicians and those responsible for illegal logging for almost a month and had received threats. He had also campaigned for the incumbent mayor of Mati City, the provincial capital, in elections held in May.

1949. On 15 June 2010, Mr. Joselito Agustin, radio journalist of DZJC Aksyon Radyo, was riding a motorcycle with his nephew when he was shot four times by two men on another motorcycle in Laog City, Ilocos Norte province. He died in hospital the following day and his nephew was wounded. Mr. Agustin was reportedly known for his candid on-air commentaries against official corruption and had accused a politician of corruption in his programme. He had received death threats in the weeks before being killed. Gun shots were also allegedly fired at Mr. Agustin's home on 7 May 2010.

1950. On 19 June 2010, Mr. Nestor Bedolido, reporter for The Kastigador weekly newspaper, was shot six times by two gunmen in Digos City, Davao del Sur province. He died on his way to hospital. He was known for his critical writing about an influential politician in Davao Del Sur.

1951. On 3 July 2010, Mr. Jose Daguio, former radio commentator and part-time columnist, was shot at close range inside his house in Barangtay Tuga City. While the possible motive may be linked to a dispute over a road project contract, it has been reported that the killing may have been related to his work as a former journalist.

1952. Concern was expressed that the killings of Mr. Desidario Camangyan, Mr. Joselito Agustin, and Mr. Nestor Bedolido in particular are related to their criticisms of public officials and their work in exposing corruption. Further concern was expressed regarding a climate of impunity in the Philippines as journalists continue to be targets of attacks and killings.

Response from the Government

1953. In a letter dated 7 September 2010, the Government shared the following information provided by the Presidential Human Rights Committee and the Department of Justice of the Republic of the Philippines.

1954. In the case of Mr. Desidario Camangyan, who was gunned down in Manay, Davao Oriental on 14 June 2010, a complaint for murder was filed against Police Officer 1 Dennis Lumikid (of the Philippine National Police City Command in Mati City) and Barangay Captain Ramon Antoling, Sr. (of Barangay Macopa in the Municipality of Manay) before the Office of the Provincial Prosecutor of Davao Oriental on 21 June 2010. The case is now under preliminary investigation.

1955. In the case of Mr. Joselito Agustin, who was gunned down in Laoag, Ilocos Norte on 15 June 2010, a complaint for murder was filed against Vice Mayor Pacifico Velasco (of the Municipality of Bacarra of the same province) and a certain Mr. Leonardo Banaag, Jr. (of Barangay San Simon, Bacarra, Ilocos Norte) before the Office of the City Prosecutor of Laoag City on 21 June 2010. The case is now under preliminary investigation.

1956. In the case of Mr. Nestor Bedolido, who was gunned down in Davao del Sur on 19 June 2010, a complaint for murder was filed against Artemio Timosan, Jr., and Ritchie Mirafuentes before the Office of the City Prosecutor of Digos City on 23 June 2010. The case is now under preliminary investigation.

1957. In the case of Mr. Jose Dagio, the accuracy of the facts stated in the letter is yet to be established. Relevant information will be submitted as soon as they become available.

Allegation letter

1958. On 19 July 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an allegation letter concerning the death of Mr. Suwaib Upham, a witness in the trials related to the “Maguindanao Massacre”.

1959. The mandate-holders had previously addressed the Government in relation to the “Maguindanao Massacre” in a letter dated 30 November 2009, to which the Government replied in communications dated 10 December 2009 and 25 January 2010. The Special Rapporteur on extrajudicial executions noted in a report submitted to the Human Rights Council that he appreciated the responses provided by the Government about the actions taken by various Government branches and agencies to investigate and prosecute the alleged perpetrators of the Maguindanao massacre. However, the Government did not provide the requested information about the private militia of the family of the Governor of Maguindanao Province, the measures taken to disband the militia, and the relationship between the private militia and government security forces in Maguindanao. Furthermore, the Government did not provide the requested information on measures to prevent election-related violence (A/HRC/14/24 Add.1).

1960. According to information we have now received, on 14 June 2010, an unidentified gunman shot and killed Mr. Suwaib Upham, a witness to the Maguindanao killings, in Parang municipality, Maguindanao. Reports made available to me indicate that Mr Upham had agreed in February 2010, to testify against suspects arrested in connection with the “Maguindanao Massacre” on condition that he is provided with witness protection. Three months before he was killed, protection concerns regarding Mr. Upham were raised with the Justice Department officials in Manila, reportedly the department was still considering his request for protection at the time of his killing.

1961. Mr. Upham had allegedly been a militia member for the Ampatuans, whose family members have been arrested in connection with the “Maguindanao's massacre”. It is alleged that Mr. Upham knew the inner workings of the Ampatuans' militia operations, their sources of weapons, and the command structure of the police, military, and paramilitary

forces in Maguindanao. He also knew details of past abuses perpetrated by the Ampatuans and their private army.

Response from the Government

1962. In a letter dated 20 October 2010, the Government informed that, with regard to the killing of Mr. Suwaib Upham in Parang, Maguindanao on 14 June 2010, he is not included as one of the witnesses for the prosecution of the “Maguindanao Massacre” case. Neither was his name embodied in the list of possible witnesses submitted by the prosecution to the court during the preliminary conferences. According to the latest information from the Criminal Investigation and Detection Group of the Autonomous Region of Muslim Mindanao (CIDG-ARMM), the investigation is still on-going to ascertain the identity of Mr. Upham's assailant.

1963. As to the status of the ongoing investigation and prosecution of the Maguindanao Massacre case itself (i.e. *People v. Andal Ampatuan, Jr., et-al.* Criminal Case Nos. Q-09-162148 to 72; Q-09-162216 to 31; and Q-10-162654 to 66), please be informed that on 24 March 2010, the court admitted the amended information against one hundred ninety-six (196) other accused, including Andal Ampatuan, Sr. Zaldy Ampatuan, Sajid Ampatuan, Saudi Ampatuan, Anwar Ampatuan, Akmad Ampatuan, other Ampatuan relatives, police officers and civilian auxiliaries involved in the Massacre. As of 28 July 2010, seventeen (17) out of the one hundred ninety-seven (197) accused have been arraigned. Preliminary conferences ensued on 4, 5 and 11 August 2010, wherein the prosecution manifested that it will present a total of two hundred twenty-seven (227) witnesses, while the defense said that it will present three hundred seventy-one (371) witnesses, more or less, for accused Ampatuan, Jr. On 17 August 2010, the pre-trial was terminated.

1964. Discussions are currently ongoing between the public and private prosecutors on how to efficiently synchronize the current evidence presented against Andal Ampatuan, Jr. with future evidence or witnesses to be presented against the 197 new accused.

1965. In another letter dated 18 October 2010, the Department of Justice reported that on 29 September 2010, the prosecution presented its tenth witness, Norodin Mauyag, to testify on his observations in Sitio Masalay, Barangay Salman, Ampatuan from 20 to 23 November 2009, and to identify the accused Ampatuans and members of the 1507 and 1508 Police Provincial Mobile Group (PPMG) involved in the killings. The next scheduled hearings of the case are on 20 and 27 October 2010.

Urgent appeal

1966. On 29 November 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the killing of Mr. Benjamin Bayles, aged 43, a human rights advocate and church worker, and the alleged intimidation and harassment by members of the Philippine Army of witnesses related to the Bayles case, including Mr. Manuel Bayles, Mr. Benjamin Ramos and Ms. Vilma Espinosa Tejada, as well as the threats against two journalists reporting on the case, Mr. Larry Trinidad of Radio Mindanao Network, and Mr. Jaime Lim, a Bacolod-based journalist.

1967. According to information received, on 14 June 2010, Mr. Benjamin Bayles, from Sitio Pamandayan, Barangay Buenavista, Himamaylan City, Negros Occidental, was killed by two armed men riding a motorcycle. The Kabankalan City Philippine National Police set up a check point and arrested two persons in connection with the murder. Two .45 caliber

pistols were recovered from the suspects. It is alleged that the two suspects are members of the 61st Infantry Battalion, Armed Forces of the Philippines (AFP).

1968. On 18 June 2010, the Chief of police of Himamaylan City received a complaint of murder against the suspects at the Office of the City Prosecutor of Himamaylan. On 5 July 2010, a criminal case was filed before the regional trial court.

1969. On 27 October 2010, a pre-trial conference was held and the names of the witnesses in the case were mentioned, including Mr. Manuel Bayles and Ms. Vilma Tejada. Later on the same day, at around 5.00 p.m., three army men dressed in military uniforms entered the house of Ms. Vilma Tejada at Sitio Pamandayan, Brgy, Buenavista, Himamaylan City. They woke her up and pointed the barrel of a high powered rifle (M16) at her. The soldiers interrogated Ms Tejada about the case of Mr. Bayles. They stayed at her house for approximately 30 minutes. On 4 November 2010, at around midnight, 12 armed men in military insignia entered the house of Ms. Tejada. They threatened that if she testified in the case she would be killed and attempted to take her with them but she refused.

1970. Mr. Manuel Bayles, who is a brother to the deceased and a complainant/witness in the case, has indicated that he is under military surveillance. He indicates that at least twice a week, two men riding a motorcycle, wearing army uniforms and helmets, have been seen stopping near his house. Army men had also been asking his neighbors about him.

1971. The mandate-holders were also informed that Mr. Benjamin Ramos, legal counsel for the Bayles family, is also under threat. Other witnesses in the Bayles case have also received death threats or are under military surveillance, as well as Mr. Larry Trinidad and Mr. Jaime Lim, two journalists who are linking the military to the killing.

1972. Information made available to the mandate-holders also indicates that there are concerns that the ballistic evidence in the case may have been tampered with.

1973. The mandate-holders welcomed the steps that the Government had undertaken to secure the arrest of the suspects related to the killing of Mr. Benjamin Bayles. While they did not wish to prejudge the accuracy of these allegations reported to them, they expressed their concern with regard to the allegations that members of the Philippine Army are harassing and intimidating witnesses related to the case, as well as journalists reporting on the case, and that ballistic evidence might be tampered with.

1974. Response from the Government to a communication sent before the reporting period

1975. In a letter dated 26 May 2010, the Government responded to the letter dated 8 October 2009 pertaining to the killings of Mr. Romulo Mendova and Father Cecilio Pelito Lucero from Northern Samar.

1976. Information obtained from the Philippine National Police (PNP) revealed that the case of Mr. Romulo Mendova was already filed at the Provincial Prosecutors Office, Basey, Western Samar for the crime of murder docketed under NPSVITT-09b-INV-09L-00125 against Rodrigo Rosas, alias "Decoy" and two (2) John Does last 04 December 2009. The case is presently undergoing preliminary investigation.

1977. On the killing of Father Cecilio Pelito Luccro, a case was already filed last 24 November 2009 at the Provincial Prosecutors Office, Northern Samar for the crime of murder docketed under IS No. VIII-II-INV-09K-00205 against Gerry Espera y Domasig, alias Tiyok, alias Mark Tonok, and four (4) John Does.

Observations

1978. The Special Rapporteur thanks the Government for its responses, but regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her

communications of 29 November 2010, 23 April 2010, 26 February 2010, 13 July 2009, 3 September 2008, 9 July 2008, 20 June 2008, 7 May 2008, 30 April 2008, 23 April 2008, 14 March 2008, 9 November 2007, 4 October 2007 (Franklin Cabiguin Labial), 9 November 2006, 12 July 2006 (Adulaziz Shamrod), 26 April 2006, 23 February 2006, 2 December 2005, 22 February 2005, 24 September 2004, 1 March 2004 and 21 January 2004. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

1979. The Special Rapporteur remains seriously concerned regarding the persistent challenges faced by human rights defenders in the Philippines, including extrajudicial killing, threats and intimidation, arbitrary arrest and detention, and illegitimate restrictions to the right of freedoms of opinion and expression, peaceful assembly and association. She urges the Government of the Philippines to conduct thorough investigations in each case and prosecute the perpetrators. This is crucial in order to create a safe environment conducive to the work of defenders.

1980. The Special Rapporteur, once again, expresses her hope that the Government of the Philippines will respond favourably to her follow-up request of 21 January 2010 to visit the country (NB: first request issued in November 2008), in order to strengthen the dialogue with the authorities on the worrying situation of human rights defenders in the Philippines.

Republic of Korea

Allegation letter

1981. On 15 January 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the human rights of migrants, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an allegation letter regarding Mr. Minod Moktan as well as alleged human rights violations of migrant workers, including alleged violations of the right to freedom of expression and the right to liberty and security of the person. We have already addressed some of these concerns in a communication jointly sent by the Special Rapporteur on the human rights of migrants and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders on 16 May 2008, regarding the arrest of Mr. Limbu and Mr. Sabur, trade unionists of the Migrants Trade Union (MTU). We, however, regret that to date we have not received any response from your Excellency's Government, although it is alleged that they were deported to their countries of origin.

1982. According to the information received, Mr. Minod Moktan, a Nepalese citizen and human rights activist, arrived in South Korea in February 1992 on a short-term tourist visa. Mr. Moktan worked as a manual laborer in South Korea from 1992 until 2003. In 2004, he reportedly founded a band in South Korea called "Stop Crackdown Band". In 2005, he carried out educational programme on labour rights for migrants and also appeared on several television news programme to discuss the discrimination faced by migrant workers and the importance of cross-cultural awareness. He was reportedly one of the founders of the Migrant Workers TV ("MWTV"), a television station that broadcasts news related to migrants in South Korea in several languages. Between 2007 and 2008, he served as Co-chair of MWTV and in 2009 as Director of the MWTV Film Production Team. Mr. Moktan was reportedly arrested on 8 October 2009 at 10 a.m. in front of his office building by officers of the Seoul immigration authorities. He was allegedly deported to Nepal on 23

October, 2009. Concern is expressed that the arrest and deportation of Mr. Moktan are linked to his activity in favour of labour rights for migrant workers.

1983. These allegations are of particular concern, when considered in light of the information received which indicates that there exists a pattern of excessive use of force against and arbitrary arrest of irregular migrants by immigration officials. Between January and May 2009, the Immigration Service has reportedly arrested and detained 11,818 irregular migrant workers, and has deported 11,318 irregular migrants. Reports indicate that immigration officials often failed to follow arrest procedures in cases of irregular migrant workers and even use violence to execute the arrest. According to the information received, in June and July 2009, immigration officials conducted raids in Ansan, an area reportedly heavily populated by migrant workers. They reportedly entered private houses without any warrants and without identifying themselves. Some migrant workers reportedly suffered from injuries due to the excessive use of force by the immigration officials in those instances.

Response from the Government

1984. In a letter dated 13 April 2010, the Government indicated Mr. Moktan, a Nepalese citizen, entered the Republic of Korea on 22 February 1992 on a short-term tourist visa. (B-2), and resided illegally in the ROK for 17 years and eight months. When the Seoul Immigration Office issued a deportation order against Mr. Moktan on 6 February 2000, he claimed that he had delayed wage payments and requested a postponement of deportation. Upon his request, the Seoul Immigration Office granted him a temporary release from 20 March until 29 May 2000, only to find, however, that he had escaped. He was later attested on 8 October 2009 and was deported to his Country of origin on 23 October 2009. His arrest and deportation were based on the grounds of his long-term illegal stay, and is not at all linked to his activity in favour of labour rights for migrant workers. The allegation that immigration officials entered a private residence in the Ansan area, on 10 July 2009, without any warrant and without identifying themselves is not true. The immigration official who was in charge of the enforcement operation at the time attempted to verify the identity of suspicious foreigners in the street after presenting his identification card. However, Mr. Moktan abruptly ran away to a nearby residence in order to avoid the enforcement operation, and the official entered the private house in the process of chasing him. It is true that a few of the immigrant workers were injured. These injuries occurred accidentally in the process of an attempt to arrest the escaping irregular migrants, and the Immigration Service took disciplinary measures against the officials concerned and carried out special training in that regard. The allegation regarding an excessive use of force against and arbitrary arrest of irregular migrants by immigrant officials is inaccurate. In the course of an enforcement operation on irregular migrants, there are inevitably instances in which the officers are compelled to use force in order to restrain irregular migrants from their attempts at escape or to defend themselves from violent resistance. Even in such cases, however, officials make every possible effort to legitimately exercise authority with minimal force only to the extent necessary. Furthermore, the Seoul Immigration Service provides training for officials to ensure the protection of the human rights of foreigners who are subject to an enforcement operation.

1985. Article 46 (Persons to be Deported) of the immigration Control Act is applicable to the case of Mr. Moktan. He was arrested pursuant to Article 51, Section 1, 3 (Custody) and Article 63 (Custody of Persons Subject to Deportation Orders), and was deported under Article 62 of the Immigration Control Act (Execution of Deportation Orders). Mr. Moktan filed a lawsuit to 'seek 'the revocation of a deportation order' with the court, pursuant to the Administrative Litigation Act. In December 2009, the Court ruled that the actions taken by the Immigration Service were legitimate, as Mr. Moktan had a past record of escaping in

early 2000 from the temporary release which was granted to him by his request on the condition that he would leave the country as soon as he received his overdue wages. The judgment was finally settled on 15 January 2010.

1986. The International Covenant on Civil and Political Rights (hereinafter ICCPR) sets out provisions on the prohibition of discrimination (Article 2), the right to liberty and security of person, the right not to be subject to arbitrary arrest or detention, the right to be informed of the reasons for his/her arrest, and the right to take proceedings before a court (Article 9). Article 13 of the ICCPR provides that “an alien lawfully in the territory of a State Party to the Covenant may be expelled therefrom only in pursuance of a decision reached in accordance with law and shall... be allowed to submit the reasons against his expulsion.” However, the Human Rights committee, in the General Comment No. 15, paragraph 9, states that “illegal entrants and aliens who have stayed longer than the law or their permits allow, in particular, are not covered by its provisions.” In the case of Mr. Moktan, he was deported as an irregular migrant in accordance with the Immigration Control Act. The arrest and the deportation were conducted in accordance with the relevant procedure, as set out in the Immigration Control Act. Furthermore, Mr. Moktan filed a lawsuit against the deportation order, and was provided with an opportunity to defend himself through his defense counsel during the process. Hence, the custody and the deportation of Mr. Moktan complied with the ICCPR. The letter from the Special Rapporteurs also mentions freedom of expression by referring to the ICCPR and Human Rights Council Resolution. 12/16. But, Mr. Moktan's arrest and deportation were not linked to his exercise of freedom of expression. It should be noted that Mr. Moktan was put into custody and deported on the grounds of his illegal stay in the country for 17 years and eight months.

1987. The immigration officials followed due process in the enforcement operation, custody, and deportation of Mr. Limbu and Mr. Sabur. Mr. Limbu and Mr. Sabur were guaranteed the right to communicate with counsel and to receive medical treatment, and were deported to their countries of origin on 15 May 2008 and on 16 May 2008, respectively. The legal grounds for their deportation were Articles 46 (Persons to be Deported) and 62 (Execution of Deportation Orders) of the Immigration Control Act. Mr. Limbu and Mr. Sabur entered the country on a tourist visa, but Mr. Limbu illegally stayed for 16 years and four months, and Mr. Sabur for nine years and two months. Moreover, they reported themselves and declared in March 2002 that they would voluntarily depart from the country during the “Voluntarily Reporting Period for Illegal Immigrants.” They were granted a postponement of the departure until 31 August 2003 - however, they failed to leave the country within the grace period, and continued to stay illegally. After the enforcement operation, they sought legal relief by filing an objection to the custody and deportation orders, by the Chief of the Seoul Immigration Office pursuant to Articles 55 (Objection to Custody) and 60 (Objection to Compulsory Eviction Order) of the Immigration Control Act. The Ministry of Justice rejected the objection after the review of the case, and no further administrative litigation was filed with the court regarding the rejection. Their deportation was in full compliance with the Immigration Control Act and international norms and standards. Their activities in the Migrants Trade Union were irrelevant in their deportation.

1988. The Government of the Republic of Korea guarantees freedom of speech and the press, and freedom of assembly and association under Article 21 of the Constitution. Such rights are universal human rights and therefore the rights of foreigners in these regards are equally recognized. The Constitutional Court also ruled in a similar context (verdict number 2001HeonBa43) that freedom of expression for foreigners was recognized. According to Article 33 of the Constitution, the Government of the Republic of Korea guarantees the right to independent association, collective bargaining and collective action. These rights are regarded as having the aim of seeking to enhance working conditions under the

assumption that legitimate labor relations will be continued in the future. The Act on the Employment, etc. of Foreign Worker's stipulates that legally employed foreigners are to be accorded equal treatment with domestic workers, and therefore foreign workers are allowed to freely organize a trade union or join one in accordance with the Trade Union and Labor Relations Adjustment Act. Illegal foreign workers, however, are not allowed to join a trade union or to organize one under the Trade Union and Labor Relations Adjustment Act. They are prohibited from working pursuant to the Immigration Control Act, and thus cannot be seen as workers entitled to trade union rights.

1989. Pursuant to the Directive of the Ministry of Justice of 15 June 2009, "the Due Procedure for Enforcement Operation directed at Immigration Offenders" and "General Standards for the Protection of Human Rights" were introduced and, have been implemented in order to enhance the protection of human rights and compliance with due process. The Directive sets out detailed provisions to ensure enforcement operations, investigations and evaluations of violation of the law, and the use of tools for arrest and restraining devices are conducted in such a manner as to fully protect human rights.

1990. When immigration officials are performing their duties, they must carry and present a certificate indicating their authority to the violators of the Immigration Control Act, and explain to them the purpose of the action taken, in accordance with Article 82 (Carrying and Presentation of Certificate) of the Immigration Control Act. At the time of an enforcement operation directed at irregular migrants or their custody, the irregular migrants concerned are provided with information on the Miranda Rule and guidelines regarding the filing of an appeal against the custody or deportation, in ten different languages. In the case that a foreigner receives a deportation order, he/she can file an objection to the Minister of Justice within seven days of the date of issue of the order. He/she can either submit a request to the Administrative Appeals Commission under the Prime Minister for an administrative trial, or file an administrative litigation to the court within 90 days from the day he/she receives the deportation order. In the case of the filing of an administrative litigation, the deportation procedure is suspended as soon as the court makes a decision to suspend the execution upon the litigant's request. Even in the case of an irregular migrant subject to deportation, a sojourn permit is granted on humanitarian grounds, in special circumstances such as marriage with a Korean citizen. If necessary, an irregular migrant may be granted a postponement of the deportation or temporary release from custody for reasons such as industrial accident compensation, litigation proceedings, a settlement of delayed payment of wages and return of a deposit for rented accommodation. The custody and deportation procedures comply with international human rights instruments, which provide for lawful arrest and detention, notification of the reasons of arrest and objection procedure, review of the ease by the courts or the relevant authority. Such international instruments include, inter alia, the Universal Declaration of Human Rights, the International Covenant on Civil and Political Rights, the Body of Principles for the Protection of All Persons under Any Form of Detention or Imprisonment, and the Code of Conduct for Law Enforcement Officials.

1991. In a case of alleged exercise of arbitrary arrest and violence by law enforcement officials, the alleged victims and their families are able to file a civil suit against the officials concerned and pursue a state litigation in accordance with the State Compensation Act. A complaint or lawsuit can also be brought to the investigation agencies, and the Government of the Republic of Korea, if necessary, postpones the deportation or permits a temporary release from custody. Furthermore, the Korea Legal Aid Corporation provides legal aid services to irregular migrants and their families in the same manner as it does to citizens of the Republic of Korea.

1992. The Government of the Republic of Korea prohibits arbitrary arrest and detention, and follows due process in cases of deportation of irregular migrants, in accordance with

domestic laws and international human rights standards. Imposing deportation orders on irregular migrants on the grounds that they have violated the Immigration Control Act is considered as part of legitimate law enforcement in accordance with a country's own immigration policies. Some have alleged that the execution of deportation orders against irregular migrants by the Government of the Republic of Korea was intended to suppress the labor rights of migrant workers. However, this allegation is ill-founded. The Government of the Republic of Korea cordially requests that the Special Rapporteur on the human Rights of Migrants, the Special Rapporteur on the Promotion and Protection of the Right to Freedom of Opinion and Expression and the Special Rapporteur on the Situation of Human Rights Defenders review this case in a fair and impartial manner, taking into due consideration the situation and the points set out herewith.

Urgent appeal

1993. On 6 April 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, sent an urgent appeal regarding the situation of Mr. Park Lae-gun and Mr. Lee Jong-hoi, citizens of the Republic of South Korea. Mr. Park Lae-gun is a human rights activist who has been working with the SARANGBANG Group for Human Rights since 1994. Mr. Lee Jong-hoi has been working on issues related to freedom of opinion, expression and privacy and has been the representative of the Korean Progressive Network Jinbonet since 1998.

1994. According to the information received, on 11 January 2010, Mr. Park Lae-gun, 49, was imprisoned under No 90 in Seoul Detention Center; and Mr. Lee Jong-hoi, 51, was imprisoned under No 15. Both human rights activists were imprisoned in connection with the Yongsan fire incident of 19 January 2009, during which a police SWAT team raided a dilapidated building in central Seoul to evict dozens of squatters opposing the redevelopment of the area. Six people, including a police officer, were killed in the blaze that occurred during the pre-dawn raid.

1995. After the Yongsan incident took place on 19 January 2009, the bodies of those killed during the incident had been kept in the Soon Chun Hyang University Hospital in Seoul. Their relatives had stayed in the hospital together with rights activists against whom the arrest warrants were issued after the incident.

1996. Right after the Yongsan incident, around 100 civil and rights organizations as well as religious groups organized a nationwide committee to urge the government to find the truth, punish the perpetrators, provide appropriate compensation and make proper plans for areas that are designated for redevelopment. Mr. Park Lae-gun and Mr. Lee Jong-hoi have undertaken to be representatives of the committee and initiated various campaigns in order to deliver the messages of the families while the prosecutor's office and mainstream media had labeled the deceased as 'terrorists'.

1997. According to the Constitution, licensing of assembly shall not be recognized but the Act on Assembly and Demonstration (hereinafter "the Act") has been applied as the permission system in practice. When the nationwide committee submitted the application for holding an assembly to the police station, it never received approval. The committee held several commemoration ceremonies for those who lost their lives after sunset which does not require permission from the police based on the Act. However, the police considered these assemblies illegal and arrested the participants while forcibly dispersing them.

1998. According to the source, in spite of such discrepancy between the Constitution and the Act, as well as related articles on paper and in practice, the Seoul Central District Court issued arrest warrants against Mr. Park on March 23, 2009 and Mr. Lee later in March 2009.

respectively. After the funeral ceremony in early January, the two surrendered themselves to the police station and have been detained for further interrogation, on January 11. They were accused of violating the Act on Assembly and Demonstration as well as Road Traffic Act.

1999. In accordance with the article 214 (2) ((1)) of Criminal Procedure Act, their legal representative requested from the court the review of the legality of their confinement. The court, however, dismissed this claim on January 26, 2010 by stating that, "according to the result of interrogation on the suspects and investigation related reports, issuing the arrest warrant was legal and there is need to continue keeping the suspects in custody so that it is acknowledged there is no reason for the defendant's claim, the court decides to dismiss the claim". No further explanation has been given.

2000. The causes for detention are clearly stipulated in the Criminal Procedure Act. Article 70 (1) of the Criminal Procedure Act provides "The court may detain the defendant when there is reasonable ground to suspect that he has committed a crime and he falls under any of the following subparagraphs: 1. When he has no fixed dwelling; 2. When there is reasonable ground enough to suspect that he may destroy evidence; and 3. When he flees or there is reasonable ground enough to suspect that he may flee." In addition, article 70 (2) of the Act further says, "Every court shall take into consideration the seriousness of a crime, risk of repetition of the crime, anticipated harm to the victim, important witnesses, or such, in examining grounds for detention pursuant paragraph (1)."

2001. However, according to the information received, the two activists firstly have permanent resident status, secondly, the police have already finished the initial investigation which was used to ask for arrest warrant and therefore those activists would be unable to destroy evidence.

2002. Concern was expressed that the arrest and detention of Mr. Park Lae-gun and Mr. Lee Jong-hoi might be directly related to their work in defense of human rights and notably the non-violent exercise of their right to freedom of expression and peaceful assembly.

Response from the Government

2003. In a letter dated 20 December 2010, the Government informed that it is falsely suggested in the letter that the Yongsan incident occurred as a result of police actions. It was in fact the demonstrators who threw Molotov cocktails, bricks, and bottles of hydrochloric acid at the police which caused the Yongsan incident to occur. The Appeals Court concluded on 31 May 2010 that these violent demonstrators were responsible for the Yongsan incident, and confirmed the imprisonment passed by the Court of First Instance.

2004. The Constitution and the Act on the Assembly and the Demonstration (hereinafter, "the Act") of the Republic of Korea guarantee the right of peaceful assembly and demonstration. The Act further stipulates that those who obstruct the exercise of the right shall be subject to criminal liability (Article 22) and that the police shall provide necessary protections (Article 3). Prior reporting of outdoor assemblies is required by Article 6 of the Act. The purpose of this reporting system is to avoid multiple assemblies and demonstrations at the same place, to facilitate a smooth flow of traffic, to protect the privacy of citizens; to prevent threats against important facilities (such as diplomatic offices and residences), and so forth. Prior reporting is not required in cases of religious; family, cultural, sports or academic assemblies, even when they are held outdoors. However, assemblies and demonstrations, which are highly likely to result in collective violence and pose a threat to public order, are unprotected by the right to assembly and demonstration. Such activities may therefore be prohibited in order to prevent illegal acts and crimes.

2005. The assembly by the Nationwide Committee (hereinafter “the Committee”) was not merely a commemoration ceremony as the participants argue it to be. Given the Committee's past history, it was evident that this assembly would result in collective violence, and as a result, the assembly was prohibited. In fact, from January 2009 to March 2009, the Committee held five assemblies in which demonstrators engaged in serious acts of violence and attacked the police. Despite having been notified that the assembly was prohibited, the Committee occupied the road and illegally proceeded. The participants repeatedly refused to comply with a police order to disperse and perpetrated violence by attacking the police. As a result, they were arrested on charges of assault and obstruction of traffic under the Criminal Act.

2006. Mr. Park Lae-gun and Mr. Lee Jong-hoi did not respond to the police request which asked them to report to the police station for questioning, thus leading to the issuance of their arrest warrants in March 2009. Mr. Park Lae-gun and Mr. Lee-Jong-hoi were on the run roughly ten months before they were arrested and confined in January 2010. The arrest and confinement warrants were issued following a judicial review by an independent court. The Court reviewed the case for the issuance of the confinement warrants carefully and acknowledged the need for the incarceration of these two men. Mr. Park Lae-gun and Mr. Lee Jong-hoi were released on bail with the permission of the Court, and they are currently attending trial free of confinement.

2007. No complaints have been lodged to the police or to the prosecutors' office on behalf of Mr. Park Lae-gun or Mr. Lee Jong-hoi.

2008. The Republic of Korea's legal system guarantees the right of peaceful assembly and demonstration. Any restrictions on the exercise of the right are applied under strict requirements in accordance with the law. The relevant domestic laws are in compliance with international norms and standards, including the Universal Declaration of Human Rights, the International Covenant on Civil and Political Rights, and the Declaration on Human Rights Defenders. The Republic of Korea's Constitution and the Criminal Act prohibit arbitrary arrest and detention, uphold the principle of “*nullum crimen sine lege*” and guarantee a defendant's right to a fair trial. In conclusion, the arrest, confinement, and criminal trial of Mr. Park Lae-gun and Mr. Lee Jong-hoi have been carried out in accordance with the Constitution and the Criminal Act of the Republic of Korea, the Universal Declaration of Human Rights, the International Covenant on Civil and Political Rights, and the Declaration on Human Rights Defenders.

Allegation letter

2009. On 1 July 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an allegation letter concerning threats and investigations initiated against the staff of the People's Solidarity for Participatory Democracy (PSPD), a non-governmental organization in consultative status with the United Nations Economic and Social Council.

2010. According to information received, on 11 June 2010, the PSPD transmitted an open-letter, together with its 27-page report, to the Permanent Missions of the 15 Member States of the United Nations Security Council in New York. The report questioned the results of the investigation by the Joint Civilian-Military Investigation Group (JIG), which concluded that the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) was responsible for launching a torpedo attack against the Republic of Korea's “Cheonan” naval vessel on 26 March 2010 that killed 46 navy personnel. The report also urged the Governments of the Republic of Korea and the DPRK to refrain from any provocative action which may threaten the peace on the Korean peninsula, and requested the Government of the Republic

of Korea to re-investigate the incident and to disclose all available information to the public.

2011. Since 14 June 2010, a number of statements have allegedly been made by high-level Government officials, including the President, the Prime Minister, and the Minister of Foreign Affairs and Trade, which have depicted the PSPD as hindering the Government's diplomatic efforts to push for action by the Security Council to hold the DPRK accountable for the incident. Such statements have allegedly incited members of the public to verbally and physically attack the PSPD and its staff, including threatening telephone calls and throwing of gas canisters and eggs at the building in which the PSPD office is located.

2012. On 16 June 2010, the Seoul Central District Prosecutor's Office reportedly initiated an investigation on the PSPD on charges of benefitting the enemy (the DPRK) in violation of the National Security Law, defaming the members of the JIG by spreading false information, and interfering in the official duties of the Government's diplomatic affairs. It has also been reported that Mr. Lee Tae-ho and Mr. Ko Gap-woo, PSPD staff who were involved in the compilation and submission of the letter and report to the Security Council Member States, are to be summoned for further investigation.

2013. Concern was expressed that the threats against and investigations of the PSPD staff are related to the peaceful exercise of their right to freedom of opinion and expression, which includes the right to impart information and ideas of all kinds regardless of frontiers.

Response from the Government

2014. In a letter dated 15 September 2010, the Government informed that it is untrue that the Prosecutor's Office (hereinafter "PO") initiated an investigation as to whether the act of sending a letter to the United Nations Security Council by the People's Solidarity for Participatory Democracy (hereinafter "PSPD") can constitute a crime of benefitting the enemy, defamation, or obstruction of public duties. The PO is conducting a preliminary inquiry, not a criminal investigation, pursuant to its receipt of a petition requesting an investigation of the PSPD activists, as is further explained below. Additionally, it is baseless and presumptuous to allege that the comments made by high-level government officials on the PSPD's decision to send a letter to the UN Security Council have provoked verbal and physical attacks by conservative groups against the PSPD.

2015. On 11 June 2010, several civic organizations including RIGHT KOREA lodged a petition with the PO demanding that the PSPD be prosecuted for sending a letter to the 15 members of the United Nations Security Council in which it questioned the results of the investigation by the Joint Civilian-Military Investigation Group (JIG) of the sinking of the naval vessel Cheonan. The PO thereafter initiated a preliminary inquiry in accordance with Section 141(1) of the Regulation of Prosecutorial Affairs (Regulation of the Ministry of Justice). Currently, the PO is conducting a review of the case to determine whether or not the facts alleged in the petition are accurate and whether the petition has legal merit. If the review results in an affirmative answer on both counts, the PO will launch a criminal investigation in accordance with the Regulation of Prosecutorial Affairs, Section 143. Otherwise, the PO will discontinue the preliminary inquiry. Thus far, no competent Korean governmental authority has expressed its opinion on whether or not the government will prosecute the PSPD and whether or not the PSPD violated the law.

2016. Upon the PSPD's request, police officers were deployed to protect the PSPD during the civic group demonstrations that took place around the PSPD building from 15 to 18 June 2010. Moreover, a team of 5 officers remained to protect the PSPD's staff and its facility for an additional 3 weeks. Additionally, the police referred this case to the PO on 22

July for a decision on whether the demonstrations by 5 civic groups that took place from 15 to 18 June in front of the PSPD's building constitute a violation of the Assembly and Demonstration Act. The police are also currently working to identify a person suspected of engaging in violence against the PSPD staff and its facilities. Once the suspect's identity is verified, he will be charged in accordance with the law.

Observations

2017. The Special Rapporteur thanks the Government for its detailed responses.

Russian Federation

Urgent appeal

2018. On 15 January 2010, the Special Rapporteur sent an urgent appeal concerning the situation of **Ms. Anastasia Denisova**. Ms. Denisova is the President of ETHnICS, a youth group based in Krasnodar promoting tolerance, as well as a member of the Krasnodar section of the Memorial Human Rights Centre and of the coordination council of the Youth for Human Rights Movement. Ms. Denisova was the subject of a previous urgent appeal sent on 22 October 2009 concerning acts of harassment against her and members of the Youth Group for Tolerance "YGT" ETHnICS. The Special Rapporteur acknowledged receipt of the reply from the Government dated 14 December 2009.

2019. According to the new information received, on 11 January 2010, the apartment of Ms. Denisova was allegedly searched by three police officers from the Krasnodar Crimes Department who were looking for pirate software in the framework of an investigation on terrorism. They allegedly refused to give her a copy of the search warrant but informed her that a criminal case had been opened against her. It is alleged that the police seized her laptop, external hard drive and flash memory.

2020. On 12 January 2010, the Krasnodar Police Department of Internal Affairs allegedly summoned Ms. Denisova for interrogation. During her questioning, in presence of her lawyer, she refused to answer questions, arguing that according to Article 51 of the Russian Constitution she should not be obliged to give evidence against herself. It is alleged that Ms. Denisova is suspected of "illegal use of copyright objects or neighboring rights", "appropriation, storage, transportation of pirated copies of material for sale purposes on a large scale, with use of official position".

2021. Concern was expressed that the house search and summons of Ms. Denisova might have been directly related to her work in defense of human rights and intended at restricting her peaceful human rights activities.

Response from the Government

2022. In a letter dated 19 February 2010, the Government responded to the communication sent on 15 January 2010 as follows. A claim was filed with the Krasnodar Internal Affairs Administration on 1 October 2009 against the Youth Group for Tolerance "ETHnICS", a voluntary association in the Krasnodar territory headed by Ms. Denisova, indicating that, according to available information, it was using software in violation of Russian copyright legislation; therefore, a request was made for an inspection to be carried out involving an expert specialized in identifying products not in conformity with licensed products. The

Russian Federation submitted the relevant information on this inspection of the ETHnICS premises to the Special Rapporteur in December 2009.

2023. The investigative unit for criminal offences in the precinct of Militia Division No. 1 of the Krasnodar Internal Affairs Administration instituted criminal proceedings against Ms. Denisova for infringement of copyright and neighbouring rights under article 146, paragraph 3 (d), of the Criminal Code of the Russian Federation.

2024. In the course of the investigation, the apartment rented by the suspect was searched by court order on 11 January 2010, resulting in the seizure of Ms. Denisova's laptop and data storage devices. According to forensic analysis, the data storage devices seized during the search contained malicious programmes designed to make unauthorized changes to software. The laptop was found to contain counterfeit software.

2025. During the search, the investigator showed Ms. Denisova the warrant to search the apartment from the Leninsky District Court of Krasnodar, dated 6 January 2010, which bears her own signature and the signature of the owner of the rented apartment.

2026. Ms. Denisova was questioned as a suspect in the presence of a lawyer on 12 January 2010. She refused to give evidence regarding the issues raised and invoked her rights under article 51 of the Constitution of the Russian Federation. No complaint or statement about the law enforcement officers' actions has been filed by her or her lawyer.

2027. No violations of current legislation during the foregoing investigation have been established. The criminal investigation is still under way. No charges have been brought against Ms. Denisova.

Letter of allegations

2028. On 12 February 2010, the Special Rapporteur sent an allegation letter in relation to **Mr. Roman Veretennikov, Mr. Dmitry Yegoshin and Mr. Vladislav Sadykov**. Mr. Veretennikov, Mr. Yegoshin and Mr. Sadykov are lawyers and human rights defenders currently working for the Public Commission on Chechnya as members of a joint mobile group established to undertake investigations of killings, kidnappings and other human rights violations in the region. The membership of the joint mobile group is composed of staff from various Russian human rights organisations, many of them lawyers, who since November 2009 have lived and worked in Chechnya on a rotating basis. The Public Commission on Chechnya focuses on the protection of victims of human rights abuses and on combatting the culture of impunity for serious abuses of human rights in the region. Mr. Veretennikov works for the organisation Mothers in Defence of the Rights of Detainees, Suspects and Convicts, based in Krasnodar. Mr. Yegoshin works for the *Chelovek i Zakon* (Man and law) organisation, and Mr. Sadykov is head of the Bashkir Division of the NGO Committee Against Torture.

2029. According to the information received, on Sunday, 7 February 2010 at approximately 7.00pm, Mr. Veretennikov, Mr. Yegoshin and Mr. Sadykov were arrested in Shali, a town in the Shali region in Chechnya. They were brought to the Shali district department of the Ministry of Internal Affairs ("Shalinskiy ROVD") after their arrest by local authorities. It is reported that Mr. Magomed Daudov, the head of Shalinskiy ROVD, was amongst these authorities.

2030. According to the information received, the arrests took place at a meeting with an unknown Chechen citizen who had contacted the three human rights defenders and arranged to meet them in order to provide information about a kidnapping in the Shali region. Mr. Veretennikov and Mr. Sadykov were arrested during the meeting and taken to

Shalinskiy ROVD. Approximately an hour and a half later, Mr. Yegoshin was arrested by traffic police person who arranged the meeting.

2031. An individual identifying himself as Magomed Daudov spoke by phone to Mr. Oleg Habibrakhmanov, a representative of the NGO Committee Against Torture, and reportedly confirmed that the three defenders were in Shalinskiy ROVD and were being questioned, but that they had not been officially arrested and would only spend the night at the headquarters. The three men were released at 10.30am on 8 February. No explanation for their arrest has been given. The Federal Security Service and the Republic's Public Prosecutor have been informed of the arrest, but no response has yet been received.

2032. Concern was expressed that the arrest of Mr. Roman Veretennikov, Mr. Dmitry Yegoshin and Mr. Vladislav Sadykov is related to their work in defence of human rights, particularly their investigations of serious violations of human rights by authorities in the region.

Response from the Government

2033. In a letter dated 20 April 2010, the Government responded to the communication sent on 12 February 2010 as follows. According to available information, on 10 February 2010 Mr. Veretennikov, Mr. Sadykov and Mr. Yegoshin filed complaints of unlawful conduct by Shali district internal affairs officers with the Shali inter-district investigative unit in the investigative department of the Investigative Committee attached to the Russian Federation procurator's office for the Chechen Republic.

2034. The complaint states that Mr. Veretennikov, Mr. Yegoshin and Mr. Sadykov met with Mr. M.M. Turkaev on 7 February 2010 to verify information about the latter's unlawful three-month detention and to look into the circumstances surrounding the disappearance of Mr. A.D. Askhabov. They were then taken into custody, along with a motor vehicle, and transported to the Shali district internal affairs office, where they were detained until the next morning.

2035. As it was established, the aforementioned persons were arrested on the grounds of a statement by Ms. M.M. Turkaeva that, on 6 February 2010, Mr. Veretennikov and Mr. Sadykov tried to persuade her to file a complaint containing deliberately false information about the physical and mental coercion of her son, Mr. M.M. Turkaev, and other family members by Shali law enforcement officers.

2036. The investigative department of the Investigative Committee attached to the Russian Federation procurator's office for the Chechen Republic took a decision on 24 February 2010 that no criminal proceedings should be instituted, as the investigation into Mr. Veretennikov's allegation of unlawful detention had turned up no evidence that an offence had been committed by the militia officers. This decision was overturned on 25 February 2010 by the head of this investigative body because the investigation was incomplete. A further investigation is currently under way, and its outcome is being overseen by the Chechen Republic procurator's office.

2037. In connection with findings that Mr. Veretennikov, Mr. Yegoshin and Mr. Sadykov were detained unlawfully on internal affairs office premises and procedures for seizing and impounding a motor vehicle were breached, the Chechen Republic procurator's office submitted to the Ministry of Internal Affairs for the Chechen Republic on 4 March 2010 a recommendation concerning, among other things, the issue of disciplinary action against the Shali district internal affairs officers involved. The Chechen Republic procurator's office is monitoring the outcome of the consideration of the recommendation.

Urgent appeal

2038. On 23 June 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding **Ms. Sapiyat Magomedova**, human rights lawyer in the Republic of Dagestan. Ms. Magomedova works at the Omarov and Partners law firm, which is well-known for its commitment to human rights and frequently takes on cases related to abductions, torture and extrajudicial executions in the Republic of Dagestan. Ms. Sapiyat Magomedova has also filed four applications with the European Court of Human Rights, claiming violations of the rights of her clients by the police and the prosecutor's office in Khasavyurt. Ms. Magomedova had reportedly been previously threatened by the prosecutor and by members of the investigative committee under the prosecutor's office in Khasavyurt.

2039. According to the information received, on 17 June 2010, at around 4:00 p.m., Ms. Sapiyat Magomedova went to the Khasavyurt police station (GOVD – City Interior Division), to visit a client, Ms. Malika Evtomirova, who had been arrested earlier that day. Ms. Magomedova was denied access to her client by a detective, Mr. Zakir Stamulov. Subsequently, Mr. Stamulov ordered four police officers from a special riot unit (OMON) of the Khasavyurt police station to remove her from the premises. The four policemen reportedly severely beat Ms. Magomedova, before dragging her out of the police station upon orders of Mr. Shamil Kerimovich Temigereev, the chief of police. Ms. Magomedova's mobile phone was smashed and her chain stolen, as she was left lying unconscious outside the security checkpoint of the police station.

2040. Ms. Magomedova was taken by ambulance to the Khasavyurt City Hospital, where she remained unconscious until the evening. A staff forensic doctor allegedly refused to record Ms. Magomedova's injuries.

2041. Concern was expressed that the assault and beating of Ms. Sapiyat Magomedova by officers of the Khasavyurt police station may have been related to her activities in defence of human rights, in particular regarding the court proceedings she had initiated alleging ill-treatment and violations of clients' rights by the Khasavyurt police station and prosecutor's office. Further serious concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Ms. Sapiyat Magomedova.

Response from the Government

2042. In a letter dated 13 August 2010, the Government responded to the communication sent on 23 June 2010 as follows. The allegations made by Ms. Sapiyat Magomedova's lawyer concerning the use of force against her on 17 June 2010 by officers of the Internal Affairs Department in Khasavyurt, Republic of Dagestan, have been verified by the investigation department of the Bureau of Investigation reporting to the Federal Procurator's Office in Dagestan. As a result of the verification, criminal proceedings were instituted on 1 July 2010, under article 286, paragraph 3 (a), of the Criminal Code (improper exercise of authority).

2043. The necessary investigative work is being conducted. The accounts of injury to, and misappropriation of the property of, Ms. Sapiyat Magomedova, and the link between those crimes and her activities in defence of human rights will be verified during the investigation. The Dagestan Procurator's Office is monitoring the investigation.

Letter of allegations

2044. On 3 August 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations concerning the safety of **Mr. Magomed Hanmagomedov**, investigative journalist working for Chernovik weekly newspaper in Dagestan.

2045. According to information received, on 9 July 2010, Mr. Magomed Hanmagomedov published an article regarding an operation by law enforcement officials of Dagestan which took place in the town of Derbent on 16 June 2010, during which four suspected armed fighters were killed. In his article, Mr. Magomed Hanmagomedov questioned the official version of the event provided by the Ministry of Internal Affairs, which claimed that the four men in the car refused to stop and opened fire at the police. Instead, he suggested that the men in the car were led into an ambush and gunned down, and that individuals other than the suspected fighters may also have been present in the car. He also noted in his article that two of the names of the individuals killed were initially reported wrongly by the police.

2046. Alongside his article, Mr. Magomed Hanmagomedov posted a video clip on the newspaper's website, which was allegedly recorded on a mobile phone by law enforcement officials during the operation. The video captures a voice pleading not to shoot, followed by a number of shots, after which the voice ceases.

2047. Following the publication of his article and the video clip, Mr. Magomed Hanmagomedov has allegedly received phone calls from law enforcement officials expressing indignation at his article, and a number of text messages from unknown numbers alleging that he is receiving funds from abroad and working for militants. It has also been reported that the local prosecutor's office may be preparing a criminal case against Mr. Magomed Hanmagomedov.

Response from the Government

2048. In a letter dated 20 December 2010, the Government responded to the communication sent on 3 August 2010 as follows. According to available information, internal affairs agency officers attempted to stop a passenger vehicle in Derbent, Republic of Dagestan, in the course of investigative work there on 16 June 2010. In response, unidentified persons in the vehicle opened fire with the intent to kill. Five militia officers sustained gunshot wounds of varying severity as a result. Four criminals were killed in the exchange of fire.

2049. The Derbent interdistrict investigating agency of the investigation department for the Republic of Dagestan, a unit of the Investigative Committee attached to the Office of the Procurator of the Russian Federation, initiated criminal proceedings on 16 June 2010 in connection with this incident for offences under article 317 (attempt on the life of a law enforcement officer) and article 222, paragraphs 1 and 2 (unlawful acquisition, transfer, sale, storage, transport or carriage of weapons), of the Criminal Code.

2050. The preliminary investigation established that the persons killed in the exchange of fire were members or accomplices of unlawful armed groups.

2051. Mr. Hanmagomedov's account in Chernovik of the killing of civilians during the events of 16 June 2010, published on 9 July 2010, is not borne out by the facts. Mr. Hanmagomedov was not interrogated during the investigation of this matter, nor were any criminal proceedings brought against him. No complaints about him being persecuted or appeals for safety measures to be taken were received. The allegation concerning a criminal

prosecution of Mr. Hanmagomedov in connection with the above-mentioned publication is groundless.

Letter of allegations

2052. On 19 October 2010, the Special Rapporteur, together with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations regarding the situation of **Mr. Aleksei Sokolov**. Mr Sokolov is the Head of "Pravovaya Osnova" (Legal Basis), an organization which campaigns against torture and other ill-treatment of people held in the Russian Federation's places of detention, and a member of the civic supervisory committee on places of detention appointed by the Russian Federation Parliament.

2053. Mr. Sokolov has been in detention since May 2009 facing various charges and different judicial processes. Mr. Sokolov was the subject of a communication sent to the Government on 25 August 2009 by the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. The Special Rapporteurs acknowledged the reply received from the Government on 19 November 2009.

2054. According to the information received, on 18 August 2010, Mr. Sokolov was sentenced on appeal by the Regional Court of Sverdlovsk to three years' imprisonment in a high security colony. He will serve one year and a half, due to his previous detention on remand. Reportedly, Mr. Sokolov intends to lodge a second appeal. According to the information received, the documents manually drafted by Mr. Sokolov in preparation of the discussions with his lawyer have been consistently confiscated by the prison guards, therefore obstructing his right to defend himself.

2055. Mr. Sokolov was originally arrested on 13 May 2009 in relation to a robbery in 2004. On 14 May 2009, the Verkh-Isetsy court in Yekaterinburg authorized Mr. Sokolov's arrest for a period of ten days. However, he was subsequently held in detention until 31 July 2009 when the court ruled to overturn the decision to remand him in custody. New charges of robbery under Article 162, Part 4 of the Criminal Code were filed on 31 July 2009, the same day that Mr. Sokolov was released from detention by the Sverdlovsk regional court. On 13 May 2010, Sverdlovsk regional court found Mr. Sokolov guilty of the robbery and he was sentenced to five years in prison. On 18 August 2010, during the first court appeal, Mr. Sokolov's had his sentence reduced from five to three years.

2056. On 25 August 2010, the family and legal representatives of Mr. Sokolov were informed that, at the decision of the Russian Prison Service, he had been transferred from Yekaterinburg to Krasnoyarsk, more than 2,000 kilometers away from where his family lives. Moreover, allegations received indicate that Mr. Sokolov was beaten by the police during the transfer from Yekaterinburg to Krasnoyarsk while he was detained at the FGU IZ-54/1 Remand Center in Novosibirsk (Western Siberia). Reportedly, on 30 August 2010, the Prosecutor's office confirmed the illegal use of physical force against Mr. Sokolov confirming the use of a special device "PR-73 (baton)" by the prison authorities on Mr. Sokolov. This transfer will make it more difficult for Mr. Sokolov to communicate with his family and lawyers.

2057. According to the reports received, since January 2010, Mr. Sokolov has suffered repeated attacks by his cell mates. On 17 January 2010, at the Kamychlov detention centre,

Mr. Sokolov was assaulted by his cell mate who threw boiling water at him before attacking him. Officials reportedly witnessed the scene without intervening. One of them finally entered the cell, and shouted to his colleagues: “Sokolov attacked a co-detainee and is beating another one”. Following this assault, on 18 January 2010, Mr. Alexei Sokolov was reportedly transferred to the Soukhoi Log detention centre, where he was assaulted by his new cell mate, who hit him in the jaw and threatened him as follows: “We already warned you but you still don’t understand”. This cell mate is allegedly one of those responsible for the re-opening of the investigation against Mr. Sokolov on 23 April 2009. The various petitions for provisional release of Mr. Sokolov lodged throughout the process have been reportedly rejected by the court.

2058. Concern was expressed about the physical and mental integrity of Mr. Sokolov and about allegations indicating that his situation and the various judicial processes against him may be related to his activities as a human rights defender, more specifically his work against torture and ill-treatment including monitoring places of detention. Serious concern was expressed about the allegations received indicating that Mr. Sokolov was beaten by prison guards at the Novosibirsk Remand Center during his transfer to the Krasnoyarsk region. Moreover, concern is also expressed about allegations that Mr. Sokolov has been subjected to acts of violence and harassment by various cell mates and that the respective prison officials did not intervene. Finally, concern was expressed about information received indicating that Mr. Sokolov will serve his sentence in the Krasnoyarsk region of Siberia, more than 2,000 kilometers away from Yekaterineburg, where his family lives.

Urgent appeal

2059. On 3 December 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal concerning the ongoing judicial harassment of **Mr. Oleg Orlov**, Chairman of human rights organisation Memorial. Mr. Orlov was the subject of an allegation letter sent by the Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders; the Special Rapporteur on the question of torture, and Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression on 29 November 2007. Mr. Orlov was awarded the European Parliament’s Sakharov Prize on 16 December 2009.

2060. According to the information received, Mr. Oleg Orlov has been subjected to ongoing criminal proceedings and judicial harassment following remarks he made concerning the President of the Chechen Republic, Mr. Ramzan Kadyrov, in July of 2009.

2061. On 6 October 2009, the Tverskoy District Court of Moscow found Mr. Orlov guilty of libel, following the publication of a statement in which Mr. Orlov indicated his belief that Mr. Kadyrov or his administration was responsible for the murder of Ms. Natalia Estemirova, the head of Memorial’s office in Grozny, on 15 July 2009. Mr. Kadyrov subsequently lodged an administrative complaint against Mr. Orlov, claiming that the statement had damaged the “honour and dignity” of the President of the Chechen Republic, and demanding ten million rubles in damages. Having been found guilty, it is reported that Mr. Orlov was ordered to retract the statement and pay a personal fine of 20,000 rubles. Memorial was also ordered to pay a fine of 50,000 rubles. The sentence was upheld on appeal by Moscow City Court on 21 January 2010.

2062. Furthermore, a criminal investigation concerning the same comments was opened on 20 October 2010. Despite reports that Mr. Kadyrov had publicly stated on 9 February 2010 that he would dismiss the criminal proceedings, on 18 June 2010, Mr. Orlov was informed that the charges against him remained pending, and summoned to appear before the Investigatory Department of the Department of Internal Affairs of the Central

Administrative District of the City of Moscow on 6 July 2010 for further investigation. Mr. Orlov was subsequently charged with the criminal offence of libel under Article 29 parts 2 and 3 of the Criminal Code of the Russian Federation, and subjected to questioning.

2063. In the subsequent trial hearing of 13 September 2010, serious concerns were reportedly expressed regarding criminal procedure, specifically with respect to Article 72 of the Russian Federation's Code of Criminal Procedure, as it was alleged that Mr. Kadyrov's lawyer had been interrogated as a witness during pre-trial investigation. Citing these concerns and others, on 22 October 2010, the European Parliament called upon the authorities of the Russian Federation to reconsider the decision to open the criminal trial.

2064. In the trial hearing of 25 November 2010, which took place before District Court No. 363 of Khamovniki district, Moscow, the first defence witnesses were examined. The next hearing is reported to be scheduled for 16 December 2010.

2065. Concern was expressed that the ongoing criminal proceedings against Mr. Oleg Orlov may be related to legitimate and peaceful work in defence of human rights, in particular his remarks made about the President, as well as that of the human rights organisation Memorial. These acts, if confirmed, would take place in a context of increasing harassment of and violence against human rights defenders in the Russian Federation.

Observations

2066. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the responses received to four of the six communications sent during the reporting period. However, she wishes to express her regret that, at the time of the finalization of this report, the Government had not responded to her communications sent on 19 October 2010 and 3 December 2010. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

2067. The Special Rapporteur would like to express her deep concern about the context of increasing harassment, threats and acts of violence against human rights defenders in the Russian Federation, in particular against journalists and lawyers. She is also concerned about reported arrests, detentions and instances of police abuse and judicial harassment against human rights defenders.

Rwanda

Urgent appeal

2068. On 14 April 2010, the Special Rapporteur sent an urgent appeal regarding Ms. **Carina Tertsakian**, senior researcher of Human Rights Watch in Kigali.

2069. According to the information received, on 25 January 2010, upon her arrival in Kigali, Ms. Tertsakian applied for a work visa with the relevant authorities, which was granted without issue. On 3 March 2010, Ms. Tertsakian was summoned by immigration officials and questioned about the paperwork submitted with her visa application. Immigration officials also pointed to supposed discrepancies in her supporting documentation and subsequently confiscated her passport. On 4 March 2010, she was summoned once again and submitted to similar questioning.

2070. On 8 March 2010, Ms. Tertsakian received a formal summons from the police Criminal Investigations Department (CID). On 9 March 2010, during a meeting with the CID, Ms. Tertsakian and her lawyer were informed that Ms. Tertsakian was suspected of using forged documents. She was also questioned on perceived differences in the signatures in her original papers. On 10 March 2010, she was given her passport back, but her work visa had been cancelled without any official explanation.

2071. On 16 March 2010, Ms. Carina Tertsakian submitted a second application for a work visa, along with a legal affidavit from the Legal Director of Human Rights Watch attesting to the veracity and authenticity of the original and resubmitted forms. On 24 March 2010, Ms. Tertsakian was informed that the investigations were still ongoing, without providing further details. There has been no further development since.

2072. Concern was expressed that the cancelling of the work visa and the subsequent investigation into the authenticity of the supporting documents of Ms. Carina Tertsakian might be related to her activities in defence of human rights, in particular her research activities on behalf of Human Rights Watch, and may form part of a larger campaign against Human Rights Watch. Further concern was expressed that unless Ms. Tertsakian was granted a work visa, she might be forced to leave Rwanda on 25 April 2010.

Response from the Government

2073. In a letter dated 25 August 2010, the Government informed that Ms Carina arrived in Rwanda on 25 January 2010, she claimed she had come for a short visit but that later in March she would come for a long stay as a resident HRW researcher.

2074. On the same day, Carina submitted application for work permit (one may wonder the reason behind such a hurry, especially on a British citizen who had up to 90 days of stay).

2075. The employment contract in the application documents was dated 27 October 2009 signed on 29 October 2010 and submitted on 25 January 2010. It could have been an error if it was the other way around. However, it is highly unusual for a person to sign a document on 29 October 2009 and put 29 October 2010. The logical explanation is that the document was signed in 2010 although it was meant to be signed in 2009.

2076. One of signatures on the contract was totally different from the signature signed by the same person (Maria Pignataro Nielsen) in 2007. The explanation given by HRW officials was simply that the two signatures although different were authentic. HRW officials could not explain why a senior Human Right Watch official has two different signatures on official documents.

2077. The original application letter dated on the time of her arrival (25 January 2010) had a signature of another senior Human Right Watch official called Georgette Gagnon which is different from another signature of the same person signed on the employment contract. The explanation given was that the signature was the same despite the fact that forensic experts had proved otherwise. Regarding the dates it was explained that the letter was forward dated to coincide with her arrival in Rwanda. Again, no substantive reasons were given.

2078. All the facts were presented to the applicant and Human Right Watch officials could not refute them except only to explain that the documents presented were authentic without giving any reason for the discrepancies.

2079. These explanations provided by HRW officials were not sufficient enough to make the documents acceptable. Can such flawed documents be accepted by any immigration service anywhere in the world especially in developed countries? Are we supposed to turn a

blind eye on such glaring faults simply because the suspected defaulter is a researcher in Human Right Watch?

2080. Interestingly, in all the media reports or statements not even a single one mentions the reasons shown by Immigration on the case. Instead the statement made by Human Right Watch was swallowed wholly, while facts presented by Immigration were completely disregarded.

2081. In another angle, Human Right Watch officials deliberately did not reveal that another Human Right Watch researcher who had been in the country since 2007 was given a work permit to carry out her duties.

Allegation letter

2082. On 6 July 2010, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an allegation letter concerning the death of **Mr. Jean Leonard Rugambage**, Deputy Editor of the Rwandan local-language *Umuwugizi* newspaper.

2083. According to the information received, on 24 June 2010, at about 10:00 p.m., Mr. Rugambage was reportedly shot dead in front of his home in Nyamirambo, Kigali by unidentified gunmen. Witnesses indicated that they saw the gunmen flee in a car. The police arrived at the scene soon after the shooting and have opened investigations into the case.

2084. Mr. Rugambage had reportedly been investigating the assassination attempt of Mr. Kayumba Nyamwasa, the exiled former Chief-of-Staff of the Rwandan Army, which occurred in Johannesburg, South Africa, on 19 June 2010. On 24 June 2010, the day of Mr. Rugambage's murder, *Umuwugizi* newspaper had published an on-line article, alleging that Rwandan intelligence officials were linked to the shooting. Prior to his killing, Mr. Rugambage had told his colleagues that he was under intensified surveillance.

2085. In 2007, Mr. Jean Bosco Gasasira, Editor of *Umuwugizi*, fled into exile in a neighbouring country after being assaulted by unidentified men in Kigali.

2086. Grave concern was expressed that the killing of Mr. Rugambage might be linked to the exercise of his right to freedom of opinion and expression. Further concern was expressed for the physical and psychological integrity of journalists of *Umuwugizi*, and more generally, for journalists throughout the country.

Observations

2087. The Special Rapporteur thanks the Government for its response, but regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 6 July 2010 and 15 July 2004. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken as well as protective measures taken.

Saudi Arabia

Letter of allegations

2088. On 26 February 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations regarding the **Saudi Society of Labour**. The Saudi Society of Labour is a human rights organization which works to protect the rights of workers.

2089. According to the information received, it was alleged that the Saudi Society of Labour has been trying to register since 2007. In May 2007, after having requested a meeting with the Minister of Labour to discuss their application for registration, the founders of the Saudi Society of Labour were allegedly told to give up by the Head of the Minister's office.

2090. On 8 July 2007, Mr. Alansari publicly raised the issue in the Newspapers Al-Madina. Following this publication, he was allegedly summoned by the Ministry of Labour and told to formally apologize since he had not right to criticize the Ministry in the media.

2091. In November 2008, the Ministry of Labour refused to grant the second registration application of the Saudi Society of Labour. Mr. Alansari was then allegedly called by the office of the Minister of Labour and told the registration was refused since there were other bodies already working on similar issues.

2092. In mid 2008, during a meeting at the Ministry of Social Affairs the founders of the Saudi Society of Labour were allegedly told the Ministry was only mandated to authorize philanthropic and cooperative societies.

2093. At the end of 2008, the founders formally submitted a complaint to the National Commission of Human Rights. The latter told the founders that they should wait until the creation of a commission specialized in regulating civil society organizations which would review their complaint. It is alleged that this commission has yet not been established.

2094. On 31 January 2010, Mr. Anice Alansari, the president of the Saudi Society of Labour made a public statement to the press denouncing the continued refusal by Saudi authorities to register the Saudi Society of Labour.

2095. Concern was expressed that the repeated refusal by Saudi authorities to register the Saudi Society of Labour might be directly related to its legitimate work in defense of human rights and notably the right to work.

Urgent appeal

2096. On 28 April 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the situation of **Mr. Mohammed Saleh El-Bejadi**, supervisor of the website "Monitor of Human Rights in Saudi Arabia-Al-Marsad" and co-founder of the Saudi Civil & Political Rights Association (ACPRA) established in October 2009. He was previously the host of a weekly on-line forum called "The Citizen and His Rights",

2097. According to the information received, in March 2009, Mr. El-Bejadi was allegedly summoned to the Intelligence Police Department and interrogated about his involvement on internet reports and protest activities calling for democratic reforms and the release of detainees. It is alleged that following his interrogation, a travel ban was issued against him on 23 July 2009 by the passport authorities in Barida.

2098. On 2 March 2010, Mr. El-Bejadi's passport was allegedly confiscated by a passport officer at the passport checkpoint at King Khalid airport in Riyadh. Mr. El-Bejadi, who was on his way to Qatar, was informed that he was not allowed to travel. Mr. El-Bejadi argued that the travel ban issued against him in July 2009 had been lifted but was allegedly told that "the ban was reinstated three hours ago according to an order by the security affairs at the Ministry of Interior".

2099. Furthermore, it is alleged that since 2009, Mr. El-Bejadi and members of his family have been threatened by phone calls and messages.

2100. Concern was expressed that the restrictions on the freedom of movement of Mr. El-Bejadi and the acts of intimidation against him and members of his family might be directly related to his work in defense of human rights.

Urgent appeal

2101. On 16 November 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding the situation of **Mr. Fahd Bin Abdu-Rahman Al-Harbi**, also known as Fahd Al Jukhaidib. Mr. Al-Harbi is the editor of the daily newspaper Aljazierah, and principal of a secondary school.

2102. According to the information received, Mr. Al-Harbi was accused of leading a protest among residents of Qubba to the local electricity department, in order to demand that action be taken to resolve regular power cuts affecting the town. Mr. Al-Harbi also reportedly published the story on the front page of Aljazierah. Subsequently, the electricity company yielded to the demands of the local residents, and sent additional power generators to the town.

2103. However, following the protest, Mr. Al-Harbi was allegedly summoned by the police, interrogated, and charged with instigating protests. He was brought before a court in Qaseem and, on 26 October, sentenced to two months imprisonment and 50 lashes, 25 of which would take place in public, in front of the local electricity department.

2104. Mr. Al-Harbi has reportedly been assigned a lawyer to appeal his sentence.

2105. Given the severity of the corporal punishment to which he had allegedly been sentenced, concern was expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Fahd Bin Abdu-Rahman Al-Harbi. Further concern was expressed that the conviction of Mr. Al-Harbi may be related to his peaceful and legitimate activities in defence of human rights.

Observations

2106. The Special Rapporteur wishes to express her regret that, at the time of the finalization of this report, the Government had not responded to any of her communications sent during the reporting period. She also wishes to express her regret that, at the time of the finalization of this report, the Government had not responded to her communications sent on 27 May 2008 and 13 June 2008. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

2107. The Special Rapporteur is concerned about reported restrictions, including of movement and of registration, placed on organizations working in the defense of human rights, as well as reported instances of severe sentencing of human rights defenders.

Serbia

Letter of allegations

2108. On 19 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations concerning **Mr. Marko Karadzic**, State Secretary of the Ministry for Human and Minority Rights of the Republic of Serbia.

2109. Mr. Karadzic was the subject of an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders on 6 May 2009. We regret that no response to that communication has been received from Government to date.

2110. According to the information received, on 8 January 2010, Mr. Marko Karadzic's apartment was broken into by unknown individuals. Apart from some cash no other valuables have been reported missing.

2111. At the same time, a graffiti by the organization "Crna Ruka" (black Hand) appeared near Mr. Karadzic's apartment in Belgrade. The same organization posted obscene posters of Mr. Karadzic in Pancevo at the beginning of 2009.

2112. Concern was expressed that the harassment of Mr. Marko Karadzic may have been related to his peaceful activities defending human rights, in particular his advocacy for the adoption of the Anti-Discrimination Law; his public stance against the eviction of Roma families; his call on the Government to ban extremist right wing organizations advocating violence against the Roma and Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender people and his comments rejecting political statements about the implied superiority of Serbs over other minorities living in Serbia.

Response from the Government

2113. In a letter dated 25 May 2010, the Government responded to the communication sent on 19 January 2010 as follows. On 20 January 2010 a criminal complaint by an unknown person was forwarded to the Ministry of Interior for the committee criminal offence of grand larceny as prescribed in Article 204 of the Criminal Code of the Republic of Serbia to the detriment of Mr. Marko Karadzic. The mentioned criminal complaint was submitted to the Police Directorate of the City of Belgrade, the Directorate of Criminal Complaints, for processing with an order to send it to the competent public prosecution office, pursuant to Article 224, paragraph 3 of the Criminal Procedure Code as well as to make the checks of the allegations contained in the complaint upon receipt of the request to collect the necessary information.

2114. According to the report by the police officers, within the period from 12:30 to 16:30pm on 8 January 2010, the criminal offence of grand larceny as prescribed in Article 204 was committed to the detriment of Mr. Marko Karadzic, the State Secretary of Human and Minorities Rights from Belgrade. The criminal offence was committed by an unknown perpetrator by breaking the outside door and stealing EUR 150.00 from the flat of the damaged person, together with other valuables. The specialized teams of the Police Directorate of the City of Belgrade carried out the investigation on the scene of the crime.

2115. The scene of the crime was processed with the aim to find possible traces, the swabs were taken in order to establish possible DNA profiles of the perpetrator, the traces of papillary lines were fixed as well as traces of footwear. On 11 January 2010, the Ministry of Interior, the Police Directorate of the City of Belgrade, Department of Investigation, Operative Jobs, submitted to the First Public Prosecutor Office a complaint against an unknown person for the criminal offence of grand larceny as prescribed in Article 204, paragraph 1, item 1 of the Criminal Code to the detriment of Mr. Marko Karadzic.

Observations

2116. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the reponse received to her communication sent on 19 January 2010. However, she wishes to express her regret that, at the time of the finalization of this report, the Government had not responded to her communications sent on 6 May and 7 August 2009. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

Sri Lanka

Urgent appeal

2117. On 17 March 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal concerning **the existence of a worrying and increasing trend aimed at delegitimizing the activities of human rights organizations, individual human rights defenders and journalists working in Sri Lanka**. Such information includes reports regarding physical attacks, threats, intimidation and public smear campaigns.

2118. Such attacks and threats, while experienced since 2006, have tangibly intensified following the Special Session of the Human Rights Council on Sri Lanka, which was held on 26-27 May 2009. It is reported that the Human Rights Minister, Mr. Mahinda Samarasinghe commented in The Hindu newspaper that “The people who go and sit in the cafeterias in the UN and lobby people in a very subjective manner putting forward those kind of sentiments (against Sri Lanka) would be inviting a very stern response from the government of Sri Lanka”.

2119. In another article published in the online edition of the newspaper Divayina on 25 May 2009, it was alleged that “an NGO team goes to Geneva to defend the LTTE leadership. A team of people from NGOs in this country, including a representative of the Free Media Movement, has reached Geneva airport (...) with the aim of going before the Human Rights Council with inaccurate and false statements against the government of Sri Lanka and the security forces”. It is further reported that the Inspector General of the Police claimed in an interview on ITN TV station on 28 May 2009, that several journalists were on LTTE payroll. The Inspector General of the Police further alleged that these journalists have committed treason and distorted and misreported against Sri Lanka.

2120. On 3 March 2010, the Sri Lankan news website Lanka News Web published an article and a list containing the name of 31 human rights defenders and journalists allegedly compiled by the Sri Lankan State Intelligence Services. The list includes human rights defenders and journalists categorized according to their work, and a brief description of the activities of each individual. The list contains the names of individuals who have been engaged in “international outreach” on human rights related issues and grades them

according to their perceived importance to the intelligence services. Several human rights defenders and journalists are referred to as “providing information on human rights issues and IDPs to several local and international outlets”, as “international platform speaker on media/human rights” and as a person who “speaks on human rights and media freedom and involved in advocacy overseas”. While the purpose of the list remains unclear, it gives rise to a serious concern about the physical and psychological integrity of the individuals contained therein.

2121. The head of Transparency International’s Sri Lanka office, Mr. J. C. Weliamuna is at the top of the list. It was reported on 8 March 2010 that the Government of Sri Lanka is planning to arrest Mr. Weliamuna in connection with the alleged misuse of funds. This information comes amidst a media campaign targeted against the Sri Lankan branch of Transparency International. It is feared that the allegations may be related to reports that Transparency International issued in December 2009 and January 2010, which included allegations about violation of election laws and misuse of public resources by the ruling party, and would be aimed at discrediting organizations engaged in monitoring elections. Mr. Weliamuna was the subject of a communication sent on 6 October 2008 by the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the Chairman of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances. We have not yet received a response to this communication from your Excellency’s Government. The communication related to a grenade attack on the house of Mr. Weliamuna, causing damages to his property. It is reported that no credible inquiry has been carried out into this attack.

2122. Mr. Paikiasothy Saravanamuttu, Executive Director of the Centre for Policy Alternatives, has been listed number three in the list. Mr. Saravanamuttu has been receiving death threats mainly in connection with the extension of GPS Plus (Generalized System of Preferences) status by the European Union to Sri Lanka in case it should have been rejected. Mr. Saravanamuttu was the subject of an urgent appeal sent on 24 August 2009 by the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders. A response from your Excellency’s Government to this communication was received on 25 August 2009.

2123. Mr. Sunanda Deshapriya, a prominent journalist and human rights defender, who is number six on the list, has been living in exile in Switzerland since May 2009, due to the threats received and the ongoing denigration campaign in the media following his participation and intervention at the March 2009 session of the Human Rights Council and the 11th Special Session on Sri Lanka. He has been accused of being a “traitor” and a “liar” due to his participation at the Special Session. Videos containing death threats against him have been posted on the social networking site Facebook; he has received numerous threatening text messages and has been vilified in television and radio shows and a number of editorials. The Prime Minister of Sri Lanka, Mr. Mahinda Rajapaksa allegedly stated in an interview on 7 June 2009 in *The Nation* that it was a betrayal by Mr. Deshapriya to talk against his own country and to say that Sri Lanka violates human rights, while countries like India, China and Russia were firmly standing by the Government. In an interview with ITN TV on 4 June 2009, Mr. Mahinda Samarasinghe, the Minister of Disaster Management and Human Rights allegedly did not object to the talk show host’s suggestion that Mr. Deshapriya should be expelled from the country for his intervention at the HRC Special Session. Mr. Deshapriya was the subject of urgent appeals sent on 7 June 2006 and 23 May 2005 by the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression. A response from the Government to this communication was received on 27 June 2006.

2124. Concern was expressed that threats and harassment of, and intimidation against human rights defenders and journalists, including media smear campaigns, may be related to their legitimate activities in defense of human rights, in particular to their international advocacy and outreach efforts. Further serious concern was expressed that some of the threats may be related to their having cooperated with the UN Human Rights Council and Special Procedure mandate holders. Given the extent of the allegations, an overarching concern was expressed that the threats, attacks and media smear campaigns may form part of a broader attempt to delegitimize the activities of human rights defenders who are critical of actions and policies of the Government.

Observations

2125. The Special Rapporteur wishes to express her regret that, at the time of the finalization of this report, the Government had not responded to any of her communications sent during the reporting period. She also regrets that at the time of the finalization of the report, the Government had not transmitted any replies to her communications dated 27 August 2009, 9 and 15 October 2009 and 6 November 2009. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

2126. The Special Rapporteur expresses her concern about the reported climate of fear, including criminalization of, threats and intimidation against human rights defenders, particularly journalists and lawyers working on human rights issues. She is especially concerned at threats that may have been related to their cooperation with the UN Human Rights Council and Special Procedure mandate holders, which explains the lower number of complaints received during the reporting period.

2127. She reiterates her hope that the Government will respond favorably to her follow-up request of 21 January 2010 to visit the country. (NB: previous request is dated 5 November 2008)

Sudan

Urgent appeal

2128. On 14 December 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment sent an urgent appeal regarding the situation of Ms. **Butheina Omar al Sadiq**, Ms. **Randa Yousif** and Ms. **Nafisa al-Nur Hajar**.

2129. According to the information received, on 8 December 2009, while posting flyers at the Al Kalakla Court complex in Khartoum, Ms. Omar Al Sadiq, Ms. Yousif and Ms. Al-Nur Hajar were arrested by the police following an order by Judge Bashir Rahama. The leaflets called on lawyers to renew their membership to the Bar Association to enable them to vote at the next Bar Association elections in January 2010. After having been interrogated by the police, the three lawyers were released. Later the same day, they were re-arrested by agents of the National Intelligence Security Service of Sudan (NISS), and since then have been held in incommunicado detention.

2130. Concern was expressed that the arrest and detention of Ms. Omar Al Sadiq, Ms. Yousif and Ms. Al-Nur Hajar may have been directly related to their work in defense of human rights, and in particular for posting information regarding the upcoming Bar Association elections. In view of their incommunicado detention, further concern was expressed for their physical and psychological integrity.

Urgent appeal

2131. On 23 November 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Chair-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment sent an urgent appeal regarding the situation of **Mr. Abdelrahman Mohamed Al-Gasim**, Legal Aid and Training Coordinator of the Darfur Bar Association, and a member of the Executive Committee for the Sudanese Human Rights Monitor; **Mr. Abdelrahman Adam Abdallah and Mr. Derar Adam Abdallah**, Deputy Director and Administration Officer of the Sudan-based Human Rights and Advocacy Network for Democracy respectively; **Mr. Manal Mohamed Ahmed, Ms. Aisha Sardo Sherif, Ms. Aziza Ali Idris, Mr. Abu Gasim Al Din, and Mr. Zakaria Yacoub**, Darfuri human rights activists; and **Mr. Jaafar Alsabki Ibrahim**, a Darfuri editor working for the newspaper Al Sahafa in Khartoum.

2132. According to the information received, on 29 October 2010, Mr. Abdelrahman Mohamed Al-Gasim was reportedly arrested by members of the National Intelligence and Security Services (NISS) in Khartoum. On 31 October, NISS agents informed his family that he had been arrested, but did not specify the charges brought against him. Neither his lawyer, nor his family were allowed access to him. The whereabouts of Mr. Abdelrahman Mohamed Al-Gasim remain unknown as of the time of the communication.

2133. It was further alleged that Mr. Abdelrahman Mohamed Al-Gasim received threats from Sudanese officials while participating in the 15th session of the Human Rights Council in Geneva in September 2010. Mr. Abdelrahman Mohamed Al-Gasim lobbied for the extension of the mandate of the Independent Expert on the situation of human rights in the Sudan, and delivered a number of oral interventions before the Council on alleged human rights violations committed by the Sudanese authorities in the country. He was also a panelist in a side-event entitled "Sudan: Impunity, Repression and Conflict on the Rise", co-sponsored by the non-governmental human rights organizations Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS), Amnesty International, Human Rights Watch, and the International Federation for Human Rights. Furthermore, Mr. Abdelrahman Mohamed Al-Gasim was scheduled to take part in the stakeholder's submission, co-sponsored by CIHRS and its partner organizations in the Sudan, on the Universal Periodic Review of the Sudan. Finally, Mr. Abdelrahman Mohamed Al-Gasim was due to attend the 48th session of the African Commission for Human and Peoples Rights in Banjul in November 2010.

2134. On 30 October 2010, Mr. Abdelrahman Adam Abdallah, Mr. Derar Adam Abdallah, Mr. Manal Mohamed Ahmed, Ms. Aisha Sardo Sherif, Ms. Aziza Ali Idris, Mr. Abu Gasim Al Din, and Mr. Zakaria Yacoub were arrested by NISS agents, following the participation by some of them, in a youth forum hosted allegedly by a pro-democracy student movement called Girifna. During the forum, the issues of social development and the administration of justice in Darfur were discussed. Lawyers and families have reportedly been denied access to the detainees and their current fate and whereabouts are unknown.

2135. On 3 November 2010, Mr. Jaafar Alsabki Ibrahim was arrested by NISS agents at the premises of Al Sahafa in Khartoum. He was prevented from making a call to his family before being taken to an undisclosed location.

2136. Serious concerns were expressed that the arrest and detention of the nine aforementioned persons were linked to their legitimate activities in defence of human rights. In view of the fact that their fate and whereabouts were unknown, further concerns were expressed for their physical and psychological integrity.

Observations

2137. The Special Rapporteur wishes to express her regret that, at the time of the finalization of this report, the Government had not responded to any of the two communications she sent during the reporting period and had also not responded to a large number (27) of her communications sent in previous periods, as follows: 14 December 2009, 17 April 2009, 24 March 2009, 28 November 2008, 22 May 2008, 21 January 2008, 29 November 2007, 24 September 2007, 19 April 2007, 20 November 2006, 8 September 2006, 25 August 2006, 15 August 2006, 8 August 2006, 26 July 2006, 11 July 2006, 19 May 2006, 20 March 2006, 27 January 2006, 16 November 2005, 6 September 2005, 1 June 2005, 24 February 2005, 6 October 2004, 18 June 2004, 12 May 2004 and 5 April 2004.

2138. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

2139. The Special Rapporteur expresses her concern about reports indicating an intensification of acts of harassment, intimidation, as well as arrests and detentions of human rights defenders in Sudan, particularly since March 2009, in connection with their legitimate work in defense of human rights. She reiterates her recommendation to the Government to take all necessary measures to ensure that human rights defenders are able to operate in a safe and conducive environment.

Syrian Arab Republic

Urgent appeal

2140. On 23 December 2009, the Special Rapporteur, together with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding **Mr. Mustafa Ismail**, lawyer, of Kurdish origin. Mr. Ismail writes frequently about the treatment of Kurds in the Syrian Arab Republic and Turkey for a number of foreign-based websites.

2141. According to the information received, on 12 December 2009, Mr. Mustafa Ismail was arrested at the Air Force Security Branch in Aleppo, where he went following an order from the local security office in Ain Arab.

2142. On 17 December 2009, members of his family went to the same Air Force Security Branch in Aleppo to look for him. However, they were told that Mr. Ismail was not there and were instead ordered to leave.

2143. During the past few months, Mr. Ismail had been questioned several times by members of different security services such as by the Political Security Branch on 3 October, the Military Security Branch on 5 October and the State Security Branch on 7 and 8 November. During those sessions, questions had reportedly surrounded his work for the media, particularly phone interviews he had given to a European-based Kurdish satellite TV station, Roj TV.

2144. On 11 December 2009, Mr. Ismail had posted an article on the website of Levant News citing the order to report to the Air Force Security Branch in Aleppo and pointing to the numerous times that he has been summoned for questioning to security offices since 2000.

2145. So far, the authorities had not acknowledged that Mr. Ismail is in detention or provided any other explanation.

2146. In light of Mr. Ismail's prolonged incommunicado detention, concern was expressed for his physical and psychological integrity.

Response from the Government

2147. In a letter dated 26 June 2010, the Government responded to the communication sent on 23 December 2009 as follows. With regard to the information that in respect of Mr. Mustafa Isma`il, we wish to clarify that Mr. Isma`il is a Syrian citizen who enjoys his full rights as guaranteed by the Syrian Constitution and under Syrian law. Under Syrian law, all Syrian citizens are granted their rights to freedom and to engage in lawful activities; in return, they are subject to Syrian laws, which impose penalties on any person who commits an unlawful act.

2148. In view of the above, and in view of the unlawful acts committed by Mr. Isma`il, which are punishable under the Syrian Criminal Code, he was arrested on 12 December 2009 by the competent authorities for investigation. He was subsequently transferred to the Office of the Military Public Prosecutor in Aleppo, with the record of the investigation into his case, where it was decided to institute public proceedings against him on the basis of the documents available and the investigation into two offences, namely: engaging in acts that would harm Syrian relations with a foreign State, under article 278 of the General Criminal Code; and membership of a prohibited political party, under article 267 of the General Criminal Code.

2149. The case for prosecution and the preliminary investigation file were presented to the military investigating officer in Aleppo, who conducted a judicial investigation into Mr. Isma`il's case and, consequently, decided to remand him in custody for the two offences that he is alleged to have committed. The case remains under consideration.

2150. With regard to the assertion in your letter that Mr. Isma`il was held incommunicado and the concern that you expressed for his physical and psychological health, we wish to reiterate our hope that you take into consideration that most of the sources upon which you rely for information in respect of the Syrian Arab Republic provide you with false information and incorrect facts, and that you attend to those sources accordingly. Mr. Isma`il was not held incommunicado but was treated as other prisoners in the Syrian Arab Republic are treated in accordance with all of the international standards for the treatment of prisoners. We also wish to reassure you with regard to Mr. Isma`il's physical and psychological health that he receives the same medical care in prison as he would if he were not in prison. In prisons, full-time physicians attend to the health of prisoners and provide them with health care and psychological care; any prisoner with a health condition is treated immediately. In this regard, we hope that you will not hesitate to notify us should

you receive information that any harm has been done so that those responsible can be held to account, should it be proven.

2151. Lastly, we wish to emphasize that Mr. Isma`il is a Syrian citizen and is protected by the Syrian Constitution and Syrian laws. He is subject to the judicial procedures set out in Syrian criminal law, which is consistent with all international conventions, charters and standards and with the common practice of most countries of the world. We wish to underscore that should an investigating judge find during the investigation that there is sufficient evidence to charge him and bring him to trial before the criminal court, then Mr. Isma`il will be subject to a fair trial before a fair and impartial court.

Letter of allegations

2152. On 12 March 2010, the Special Rapporteur sent an urgent appeal regarding the situation of **Mr. Radeff Moustafa**. Mr. Moustafa is a human rights lawyer, the Director of the Kurdish Committee for Human Rights (KURDCHR) and the coordinator of the Syrian Coalition against Capital Punishment.

2153. According to the information received, Mr. Moustafa was allegedly prevented from travelling to Geneva by the security authorities to attend the Fourth World Congress against death penalty taking place from 24 to 26 February 2010.

2154. It was alleged that the travel ban against Mr. Moustafa has been in force for two years. He was not given any reason for his travel ban by the security authorities.

2155. Concern was expressed that the imposition of the travel ban against Mr. Moustafa might be directly related to his legitimate work in defense of human rights and notably his legal assistance to human rights defenders and victims of violations of human rights in Syria.

Response from the Government

2156. In a letter dated 25 June 2010, the Government responded to the communication sent on 12 March 2010. The Government of the Syrian Arab Republic thanks the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders for her concern and appreciates your efforts to defend them, in particular those who are persecuted and prevented from exercising their human and professional rights.

2157. The Government has taken careful note of the letter in respect of Mr. Radif Mustafa, a lawyer who presented himself as Chairperson of the Kurdish Committee for Human Rights in the Syrian Arab Republic. Having consulted the records of the Ministry of Social Affairs in the Syrian Arab Republic, we have found no indication that the organization headed by Mr. Mustafa is licensed. On the contrary, our investigations found that Mr. Mustafa heads an unlicensed organization and belongs to a prohibited terrorist group that is on the United Nations list of terrorist organizations. The group is active in the Syrian Arab Republic and in Turkey; it carries out terrorist operations against civilians and the military and calls for the partitioning of the Syrian Arab Republic. Mr. Mustafa is therefore not a defender of human rights and does not use peaceful means in the defence of human rights. However, he uses expressions such as “defence of human rights” and “protection of the people” to conceal his illegal and inhumane actions and has submitted his complaint to you in order to evade the legal consequences of those actions.

Urgent appeal

2158. On 18 March 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, sent an urgent appeal regarding **Mr. Haithem al Maleh**, 78 years old. Mr. al Maleh has been a lawyer since the 1950s and in 2001 established the Human Rights Association in Syria (HRAS). Mr. al Maleh was the subject of two urgent appeals by several special procedures on 21 October 2009 and 23 February 2004.

2159. According to the new information received, during Mr. al Maleh's incommunicado detention at the General Security building (see previous communication of 21 October 2009), he was detained in a room without food or drink and in which a number of torture tools were displayed. There, he was reportedly subject to an inquiry by high ranking officers of the General Intelligence, who questioned him extensively on an interview he gave to Barada TV on 12 October 2009 and articles he had written regarding his client Mr. Muhannad Al-Hassani, as well as other human rights work he had undertaken.

2160. On 19 October 2009, Mr. Haithem al Maleh was transferred to a branch of the Military Police in Qaboun, Damascus. On 3 November 2009, the Military General Prosecutor charged him with Articles 374 and 377 of the Criminal Law (Contempt of the Head of State"), Article 285 of the Criminal Law (Contempt of Public Administration), and Article 286 of the Criminal Law (Crime of disseminating false information affecting the morale of the nation). The military prosecution subsequently retained the charge under Article 286 of the Criminal Law, for which Mr. al Maleh remains in detention. According to the information received, his trial before the Military Court of Damascus is ongoing.

2161. Since 21 October 2009, Mr. al Maleh has been detained in Adra prison, Damascus. Information received suggests that in the first few weeks of his detention and again since 11 February 2010, Mr. al Maleh, who suffers from diabetes and an overactive thyroid gland, has been refused his medication as prescribed by his doctors, causing a serious deterioration of his state of health. Reports received suggest that during his hearing before the military judge on 22 February 2010, Mr. al Maleh was so weak that he could hardly speak. In addition, he had fainted during hearings earlier in February.

2162. Mr. al Maleh was detained in a cell with approximately 60 people. The cell does not contain any beds, simply mattresses on the floor, which are shared by several detainees. Water in the prison was often cut off, meaning the detainees cannot wash for long periods and have to use the toilet without any water – leading to serious health risks.

Response from the Government

2163. In a letter dated 1 April 2010, the Government responded to the communication sent on 18 March 2010 as follows. With regard to the letter asking for clarification about Syrian citizen Haithem Al-Maleh, we should like to explain that Mr. Al-Maleh was arrested by the competent authorities for committing unlawful acts which are punishable under the Syrian General Criminal Code. His arrest had nothing to do with his defending Muhannad Al-Hassani.

2164. According to the Syrian Code of Criminal Procedures, the courts may not pursue criminal proceedings against any citizen unless he or she has engaged a defence lawyer. Otherwise, the judicial body conducting the trial must ask the Bar Association to designate one of its lawyers to act, free of charge, as defence counsel in the case. The facts and the

logic of the case disprove the false information which you have received from your sources. Mr. Al-Hassani has a number of lawyers acting as his legal representatives and defence team. None of these persons has been arrested for defending Mr. Al-Hassani. The Government of the Syrian Arab Republic fully respects the legal practice of defending accused persons in court and regards the legal profession as one of the noblest of all the human professions. In this connection, we should like to reiterate our views about the sources on which you rely for information on issues relating to our cooperation with you. Most of these sources have no other aim than to damage the good name of the Syrian Arab Republic by submitting false information and making unfounded allegations about us.

2165. Mr. Haithem Al-Maleh was arrested for committing offences which are punishable under the Syrian General Criminal Code, namely, incitement and terrorization of others by disseminating false information in the Syrian Arab Republic and abroad with the aim of damaging the reputation of the Government of the Syrian Arab Republic vis-à-vis Syrian citizens and international organizations, undermining national unity in Syrian society and stirring up citizens against one another and against their Government. He was arrested and brought before the competent judicial body, namely, the Office of the Military Prosecutor in Damascus, which investigated the case. The Office discovered that, while committing these offences, Mr. Al-Maleh had also defamed the Syrian judiciary. Therefore, it filed proceedings against him for the following offences: (a) Defaming the judiciary, which is punishable under article 376 of the General Criminal Code; (b) Disseminating false information likely to weaken national sentiment, which is an offence under article 286, referring to article 285 of the General Criminal Code; and (c) Disseminating abroad false information likely to damage the prestige of the State, which is an offence under article 287 of the General Criminal Code.

2166. The case file was then sent to the chief military investigating judge in Damascus, who interviewed Mr. Al-Maleh about the allegations and confronted him with the evidence submitted by the Office of the Prosecutor. After the interview was completed, the investigating judge issued a decision, on 1 November 2009, formally charging Haithem Al-Maleh with disseminating false information likely to weaken national sentiment, which is an offence under article 286, referring to article 285 of the General Criminal Code, defaming the judiciary, which is an offence under article 376 of the General Criminal Code, and disseminating abroad false information likely to damage the prestige of the State, which is an offence under article 287 of the General Criminal Code. The investigating judge's decision was open to appeal at cassation. Indeed, Mr. Al-Maleh did appeal the decision through his defence lawyers. The appeal was lodged with the criminal division of the Syrian Court of Cassation, which is the highest court in the Syrian Arab Republic and has the final say as to whether this person should be tried by a criminal court or proceedings should be discontinued and he should be released.

2167. As for Mr. Al-Maleh's health and the information in your letter that he suffers from diabetes and an overactive thyroid gland and is therefore in need of appropriate medical treatment and medicine, we should like to provide you with a categorical assurance that Mr. Al-Maleh is receiving appropriate medical treatment and care in prison at the hands of the prison doctor. In addition, should he, or any other prisoner in a Syrian prison, require the assistance of a medical specialist, the competent prison administration responsible for protecting prisoners' welfare will make sure that he is given a physical examination and is taken care of by medical specialists in the Syrian Arab Republic. In this regard, we should like to assure you that, in keeping with our values and our cultural and human heritage, we are required to provide prisoners with full humanitarian and health care, irrespective of the obligations set out in the relevant international treaties which the Government of the Syrian Arab Republic applies and by which it is bound. We view any failing in this regard not only as an infringement of international law and human rights but also a breach of values and

morals. We hope that you will always inform us of any allegation that you receive about any failing in this regard so that we may hold those responsible to account, if proven guilty.

2168. As for the information in the letter about Mr. Al-Maleh's right to freedom of expression under international instruments, the Government of the Syrian Arab Republic assures you that, just like other citizens, Mr. Al-Maleh exercises his full rights as a member of Syrian society, including his right to freedom of expression and opinion. We in the Syrian Arab Republic are fully committed to protecting this right, which is explicitly safeguarded under the Syrian Constitution. However, any citizen who steps over the internationally recognized limits on the right to freedom of expression by inciting others, stirring up fear, undermining national unity and the prestige of the State and defaming the judiciary shall be deemed to have committed a criminal act which is punishable under Syrian law and must be prosecuted by the courts.

2169. With regard to guaranteeing a fair trial before an impartial court, we must draw your attention to the fact that the laws of the Syrian Arab Republic are in conformity with all international treaties and norms and are entirely in line with the laws in effect in most countries of the world. We can also assure you that we have a firmly established judiciary and judges who are impartial, enjoy complete immunity and have full authority in the exercise of their functions. Any person who infringes the law is subject to the authority conferred on the courts by the Constitution and the law, which regulate all decisions, procedures and judgements of the courts with a view to protecting Syrian society and safeguarding human rights.

Urgent appeal

2170. On 6 July 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding the sentencing of **Mr. Muhammad al-Hasani**, President of the Syrian Human Rights Organization and Commissioner of the International Commission of Jurists, to three years imprisonment.

2171. The case of Mr. Al-Hasani has previously been addressed by the Special Procedures Mechanisms in communications dated 3 August 2009 and 10 December 2009. In these communications concern was raised that the disbarment and criminal charges against Mr. Al-Hasani were reportedly related to his peaceful and legitimate activities in defense of human rights, including as a lawyer. We are yet to receive a reply to the communications we addressed to your Excellency's Government.

2172. According to information we have now received, the Second Criminal Court started hearing the case of Mr. Al-Hasani on 18 February 2010, on the charges of "weakening national sentiments and encouraging racist and sectarian feelings", and "transferring false and exaggerated news that weaken national sentiments" under Articles 285, 286 and 287 of the Penal Code.

2173. Five subsequent hearings were conducted on 10 March, 6 April, 4 May, 27 May and 6 June. The final hearing and sentencing took place on 23 June 2010, and he was sentenced to three years imprisonment.

2174. According to information received, a number of procedural fair trial guarantees were not complied with during the trial. The defense lawyers called 11 (eleven) witnesses to testify during the trial and it is alleged that the President of the Second Criminal Court denied all defense witnesses from testifying and did not take into account the evidence submitted by the defense. The conviction of Mr. Al-Hasani was based on three secret reports of the General Intelligence Service, even though defence lawyers had presented credible evidence undermining the authenticity of the reports. Further Mr. Al-Hasani's lawyers were not allowed to visit and meet with him in jail without authorization from the

Bar Association. On several occasions, the Bar Association refused to his lawyers to visit him in jail. During consultations with his lawyer there was a prison guard present.

Response from the Government

2175. In a letter dated 31 November 2010, the Government responded to the communication sent on 6 July 2010 as follows. In paragraph 4 of your letter of 6 July 2010, addressed to us with regard to the situation of Mr. Muhannad al-Hasani, you requested detailed information in relation to the concerns raised in your earlier communications, to which the Government of the Syrian Arab Republic has replied in detail describing Mr. Al-Hasani's legal situation and the charges against him in full.

2176. We hereby reaffirm that he was arrested for an offence punishable under the Syrian General Criminal Code, namely, spreading false and exaggerated information in order to discredit and damage the Government of the Syrian Arab Republic, at the national and at the international level, with the aim of destabilizing the Syrian Arab Republic, inciting the international community against the Syrian Government and undermining national unity. Mr. Al-Hasani exploited his status as a lawyer and used the defence of human rights as a cover whilst perpetrating these acts. He distorted and falsely represented Supreme State Security Court and other court proceedings in news items stories that bore little relation to the facts of the trials that he attended. He did so in order to present himself as a human rights defender and draw attention to himself, at the expense of his country's reputation; however, he was far from being truthful, fair and balanced as would befit a defender of human rights. In this connection, we wish to underscore that Supreme State Security Court trials in the Syrian Arab Republic are open and are attended by numerous European diplomats assigned by their embassies. Mr. Al-Hasani's case, therefore, was transferred to the Office of the Public Prosecutor in Damascus, which assessed the initial investigation and the evidence before it. The Office of the Public Prosecutor decided to institute public proceedings against him for detracting from the reputation of the State, undermining national sentiment, spreading false and exaggerated information in the Syrian Arab Republic and abroad and establishing illegal ties; these are offences under articles 275, 285, 286 and 287 of the Syrian General Criminal Code.

2177. Mr. Al-Hasani's case was reviewed by the first investigating judge in Damascus who had conducted the investigation and collected and examined the evidence. He decided on 12 October 2009, on the facts of the case and the evidence, that the case brought by the Public Prosecutor was correct with regard to the legal qualification of the allegations against Mr. Al-Hasani. He therefore decided to refer the case to the urgent applications judge, in accordance with the Syrian Code of Criminal Procedure, to consider issuing an indictment, whereupon the case would be referred to the Criminal Court in Damascus. The urgent applications judge in Damascus then considered the facts of the case and the evidence and decided to issue an indictment against Mr. Al-Hasani and to bring him to trial before the Criminal Court.

2178. An appeal against Mr. Al-Hasani's indictment was submitted to the Syrian Court of Cassation, which is the highest judicial authority in the Syrian Arab Republic. Its decision as to whether or not Mr. Al-Hasani is tried by the Criminal Court as it deems compatible with Syrian law is final.

2179. With regard to the questions raised in your most recent letter, the course of Mr. Al-Hasani's trial is set out below, from the start.

2180. The urgent applications judge submitted the appeal to the Court of Cassation, which, having considered it, decided to endorse the indictment. The case was subsequently referred to the Second Criminal Court in Damascus for consideration of the allegations against Mr.

Al-Hasani. Based on the outcome of the trial, the court decided to acquit him of the charge of establishing illegal ties, which is an offence under article 275 of the Criminal Code, for lack of evidence. It decided to convict him of spreading information in the Syrian Arab Republic that would harm the nation and weaken national sentiment, both of which are serious offences under articles 285 and 286 of the Criminal Code. Mr. Al-Hasani was duly sentenced to 3 years' imprisonment for these offences. In addition, the court decided to convict him of spreading exaggerated information abroad that would discredit the State, which is an offence under article 286 (1) of the Criminal Code, and sentenced him to 6 months' imprisonment and a fine of 100 Syrian pounds. The court decided to merge and implement the most severe of these penalties, namely, 3 years' imprisonment. The Criminal Court issued its decision on 23 February 2010; in the body of the decision, it discussed the facts and defences brought by the public prosecution, represented by the Office of the Public Prosecutor, and by the accused, represented by his defence counsel.

2181. In your letter, you state that "the defence lawyers called 11 witnesses to testify during the trial and it is alleged that the President of the Second Criminal Court denied all defence witnesses from testifying and did not take into account the evidence submitted by the defence. The conviction of Mr. Al-Hasani was based on three secret reports of the General Intelligence Service" and "procedural fair trial guarantees were not complied with". In this connection, we assure you that the information that you have received from your sources is incorrect and distorted. In fact, Mr. Al-Hasani's defence requested that a number of people be heard as witnesses so that those persons could deny his criminal intent. The court turned down this request as the court alone is competent to interpret criminal intent. The available evidence against Mr. Al-Hasani was compelling written evidence of bad faith and criminal intent and did not need anyone to interpret or explain them. The remarks concerning the three secret General Intelligence reports are completely false; once the contents of the case file are available for judicial review, all involved in the prosecution and the defence have access to it. There are no secret reports; it was General Intelligence that conducted the initial investigation into Mr. Al-Hasani and General Intelligence that submitted its findings to the Office of the Public Prosecutor in Damascus, with numerous pieces of written evidence. Mr. Al-Hasani did not refute but recognized and confessed most of that evidence, at all stages of the investigation and the trial. He did, however, deny that he had illegal ties and that he had received funds from certain parties. The court reviewed his statement, as the initial investigation had not provided sufficient evidence of these crimes, and decided to acquit him of this charge. The court's decision to convict Mr. Al-Hasani for the other charges was not based on any secret reports, but on the ample evidence and on his confessions.

2182. In addition, we assure you that the defence counsel did not put forward any credible evidence that would cast doubt on the validity of the evidence submitted by the public prosecution and we again express our strong reservations concerning your description of some of the evidence presented openly in the case as secret reports. Moreover, we assure you that Mr. Al-Hasani was not prevented from meeting with his defence counsel; they remained in quiet, continuous communication with him in prison and during the trial hearings, without any interference or hindrance.

2183. An appeal against the decision of the Criminal Court in respect of Mr. Al-Hasani's case has been lodged with the Syrian Court of Cassation and is currently under consideration. The Court of Cassation is the highest judicial authority in Syria and is competent to determine the extent to which the trial of Mr. Al-Hasani was, or was not, compatible with the law.

Urgent appeal

2184. On 13 October 2010, the Special Rapporteur, together with The Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal concerning the arrest, and alleged disappearance of **Mr. Ismail Abdi**. Mr. Abdi is a lawyer and member of the board of trustees of the Committees for the Defence of Democracy Freedoms and Human Rights in Syria (CDDFHRS), and has written numerous articles concerning the situation of human rights in the Syrian Arab Republic.

2185. According to the information received, on 23 August 2010, Mr. Abdi was arrested by members of the Amn al Dawla (State Security Forces) in Aleppo Airport, Syrian Arab Republic, as he attempted to return from the Syrian Arab Republic to his residence in Germany, along with his wife and three of his children. Since his arrest, Mr. Abdi's family and colleagues have received no information regarding neither his location nor his fate.

2186. It was reported that while in the airport, Mr. Abdi was taken aside by members of the Amn al Dawla for a security check, before being taken away by the security agents without being able to communicate further with his family.

2187. Upon inquiring at the time of arrest as to where Mr. Abdi would be taken, Mr. Abdi's family members were reportedly informed by a member of the Amn al Dawla that he would probably be taken to the State Security headquarters in Qamishli. However, when asked, officials at said headquarters denied holding anyone by the name of Ismail Abdi.

2188. Mr. Abdi's family had expressed concern that the arrest and alleged disappearance are related to his work on CDDFHRS' publication, in February 2010, of a list of some 600 names of individuals who had allegedly been tortured and killed in Syrian prisons between 2008 and 2010.

2189. Concern was expressed that the arrest and alleged disappearance of Mr. Abdi are related to his peaceful and legitimate activities in defence of human rights, in particular with respect to the aforementioned publication. Furthermore, mindful of the fact that the location of Mr. Abdi's detention allegedly remains unknown and the lack of any formal charges brought against him, concern was expressed for his physical and psychological integrity.

Response from the Government

2190. In a letter dated 1 December 2010, the Government responded to the communication sent on 13 October 2010 as follows. With regard to the information that you have received in respect of Mr. Isma`il Abdi, a lawyer, we hereby inform you that Mr. Abdi was lawfully arrested on 23 August 2010 for publishing inflammatory articles that seek to undermine respect for the State, national sentiment and national unity, for bringing the country into disrepute abroad, for attacking the system of government in Syria and for communicating with Al-Mustaqillah and Al Jazeera satellite channels and making statements on the so-called persecution of the Kurds in the Syrian Arab Republic that would encourage the spread of sectarianism.

2191. Mr. Abdi was duly transferred to the Syrian courts, where the required legal action will be taken against him by means of an impartial and fair trial.

Urgent appeal

2192. On 9 November 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding the situation of **Mr. Haytham Al-Maleh**. Mr. Al-Maleh, aged 79, has been a lawyer since the 1950s and in 2001 founded the Human Rights Association in Syria (HRAS).

2193. Mr. Al-Maleh was the subject of a Joint Urgent Appeal from the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders dated 23 February 2004; a Joint Urgent Appeal sent by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders; and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman, or degrading treatment or punishment dated 21 October 2009; and a Joint Urgent Appeal sent by the Special Rapporteur on the independence of Judges and Lawyers; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health; the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders; and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman, or degrading treatment or punishment dated 18 March 2010. The response of your Excellency's government to the Joint Urgent Appeals dated 21 October 2009 and 18 March 2010 was received on 1 April 2010.

2194. According to information now received, on 4 July 2010, Mr. Haytham Al-Maleh was sentenced to three years imprisonment by a Syrian Military Court, on charges of disseminating false information which could harm the nation.

2195. Concerns have been expressed regarding the fairness of Mr. Al-Maleh's trial before a Military Court, given that Mr. Al-Maleh holds no military status, and the crime of which he was found guilty was not of a military nature. Furthermore, the Code of Military Procedures, in accordance with which Mr. Al-Maleh was sentenced, allegedly fails to offer many of the fair trial guarantees stipulated in the International Covenant on Civil and Political Rights and the Syrian Code of Criminal Procedures.

2196. On 15 October 2010, the appeal lodged by Mr. Al-Maleh's lawyer was rejected by the Damascus Appeals Court, Military Room. It is reported that Mr. Al-Maleh has no further recourse to appeal within Syria.

2197. Serious concerns have also been expressed regarding Mr. Al-Maleh's treatment while in detention and the conditions in which he is detained. Mr. Al-Maleh suffers from diabetes and an overactive thyroid gland, and it is alleged that, while he has been provided with some medication, he reportedly continues to be denied access to the medication specifically prescribed to him for his illnesses by his doctors. We hereby acknowledge receipt of the response provided by your Excellency's Government on 1 April 2010 concerning the medical assistance provided to Mr. Al-Maleh. However, we regret that the response did not provide substantive information regarding allegations indicating that Mr. Al-Maleh is being denied the specific medical assistance as prescribed by his doctors.

2198. It was reported that Mr. Al-Maleh shares a cell with as many as 60 other prisoners, in which there are no beds and a limited number of mattresses, and that the water in the prison is often cut off, leading to health risks. It is also reported that Mr. Al-Maleh has developed a degenerative knee infection, back problems, and recurrent influenza.

2199. Given Mr. Al-Maleh's age, state of health and the conditions in which it is alleged that he is detained, serious concern was expressed for his physical and psychological integrity. Concern was also expressed that the rejection of the appeal against Mr. Al-Maleh's sentence may be related to his legitimate and peaceful work in defence of human rights, including as a lawyer. In this connection, further concern was expressed that the aforementioned decision forms part of a pattern of ongoing judicial harassment against human rights defenders and lawyers in Syria.

Urgent appeal

2200. On 11 November 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding the situation of **Mr. Muhannad Al-Hassani**, President of the Syrian Human Rights Organization "Sawasiya" and a Commissioner of the International Commission of Jurists, currently serving a three year prison sentence for "weakening national sentiments and encouraging racist and sectarian feelings", and "transferring false and exaggerated news that weaken national sentiments". In October 2010, Mr. Al-Hassani received the 2010 Martin Ennals Award for human rights defenders and the Dean Award of the Amsterdam Bar Association.

2201. The case of Mr. Al-Hassani has previously been addressed by the Special Procedures Mechanisms in a Joint Urgent Appeal sent by the Vice-Chair Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders; and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment dated 3 August 2009; a Joint Urgent Appeal sent by the Special Rapporteur on human rights defenders; the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers; and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, dated 10 December 2009; and a Joint Urgent Appeal sent by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers dated 6 July 2010. In these communications concern was raised that the disbarment, charges, trial and sentencing of Mr. Al-Hassani were related to his peaceful and legitimate activities in defence of human rights, including as a lawyer. The response of the Government to the communication dated 10 December 2009, was received on 29 July 2010.

2202. According to information now received, on 28 October 2010, Mr. Muhannad Al-Hassani, who reportedly shares a cell with at least 30 convicted criminals, was attacked and severely beaten by a cell-mate, whose name is known to us. The attack reportedly caused a wound in his forehead which required ten stitches, as well as swelling of his left eye and cheek. The alleged attacker is reported to be serving a prison sentence for rape, armed robbery and forming a criminal gang. As he assaulted Mr. Al-Hassani, the perpetrator allegedly accused him of being an agent for a foreign entity and not being a Syrian nationalist.

2203. It is reported that the prison authorities subsequently launched an investigation into the assault. However, it is alleged that in the process of the said investigation, comments made by the alleged attacker before the investigation committee in which he threatened to kill Mr. Al-Hassani were not recorded in the charge sheet. It is further alleged that despite making a request to transfer the alleged perpetrator to another cell, Mr. Al-Hassani remains imprisoned in the same cell along with his attacker.

2204. On 29 October 2010, the day following the attack, the Penal Chamber at the Court of Cassation reportedly rejected Mr. Al-Hassani's appeal, confirming the three-year sentence passed by the Second Damascus Criminal Court on 23 June 2010, and leaving Mr. Al-Hassani with no further legal recourse within the Syrian Arab Republic.

2205. Given the serious risk that Mr. Al-Hassani may be subjected to further attacks, grave concern was expressed for his life, and physical and psychological integrity. Further concern was expressed that both the attack against Mr. Al-Hassani and subsequent rejection of his appeal before the Court of Cassation may have been related to his legitimate and peaceful activities in defence of human rights, particularly as a lawyer.

Observations

2206. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the responses provided to five of her seven communications sent during the period but she wishes to express her regret that, at the time of the finalization of this report, the Government had not responded to her communications dated 9 and 11 November 2010. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

2207. The Special Rapporteur is particularly concerned about the situation of human rights defenders in the Syrian Arab Republic, especially the situation of lawyers who are subject to arrests and judicial harassment for their legitimate and peaceful work in defence of human rights. She remains concerned about the physical and psychological integrity of Mr. Muhannad al-Hasani, President of the Syrian Human Rights Organization and Commissioner of the International Commission of Jurists, in view of the three-year prison sentence and the further rejection of his appeal before the Court of Cassation. Mr. al-Hasani received the Martin Ennals Award in 2010. The Special Rapporteur is also concerned about the situation of Mr. Al-Maleh, given his age, state of health and reported conditions of detention.

2208. The Special Rapporteur reiterates her hope that the Government will respond favorably to her follow-up request of 21 January 2010 to visit the country (NB: previous request is dated 5 November 2008).

Tajikistan

Urgent appeal

2209. On 18 March 2010, the Special Rapporteur, together with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding **Mr. Nematillo Botakuziev**, a human rights defender and representative of the of the Nookat branch of the Kyrgyz NGO "Justice-Truth" since 2004. "Justice-Truth" provides legal assistance and representation in criminal trials that have human rights concerns.

2210. According to the information received, on 26 February 2010, Mr. Nematillo Botakuziev, a Kyrgyz citizen, reportedly disappeared in Dushanbe, Tajikistan, following a meeting with the local office of UNHCR the same day. Mr. Botakuziev had been hiding in Kyrgyzstan since October 2008, after he had been accused by the authorities of organizing

the protest in Nookat, Kyrgyzstan, on 1 October 2008, and wanted him on criminal charges. Mr. Botakuziev arrived in Tajikistan in mid-February 2010 and sought asylum. He was registered with the local office of the UNHCR as an asylum seeker and was last seen in the UNHCR offices in the afternoon of 26 February 2010.

2211. On 4 March 2010, the Regional Office of OHCHR for Central Asia in Bishkek, Kyrgyzstan was informed by several sources that Mr. Bokatziev is allegedly detained by the State Committee on National Security of the Republic of Tajikistan and is under threat of being extradited to the Kyrgyz Republic. On 13 March 2010, Mr. Rashan Gapirov, the Director of the NGO "Justice-Truth" was informed that Mr. Bokatziev was being held in a detention facility on Molodaya Gvardia street in Dushanbe, Tajikistan.

2212. Mr. Botakuziev had allegedly suffered repeated beatings while in detention and his state of health is further weakened due to a recent heart attack.

2213. On 17 March, Mr. Bukatziev's lawyer attempted to get access to him but was refused to see his client.

2214. Concern was expressed that the arrest and detention of Mr. Nematillo Botakuziev may be related to his legitimate activities in defence of human rights, in particular his denunciation of the repression of the Nookat demonstration by Kyrgyz security forces. Further serious concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr. Botakuziev in light of his fragile state of health and allegations of torture and ill-treatment while in detention.

Urgent appeal

2215. On 29 March 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding **Mr. Nematillo Botakuziev**, a human rights defender and since 2004 the representative of the Nookat branch of the Kyrgyz NGO "Justice-Truth". "Justice-Truth" provides legal assistance and representation in criminal trials that have human rights concerns. A first communication on the case was sent to your Government by several special procedures mandate holders on 18 March 2010.

2216. According to the new information received, Mr. Botakuziev's lawyer was still not permitted to meet with his client in detention. The lawyer was told to request permission from the Prosecutor-General of the Kyrgyz Republic to obtain access to Mr. Botakuziev. Information received further suggests that the extradition papers are being prepared by the authorities so that Mr. Botakuziev be returned to the Kyrgyz Republic prior to 1 April 2010. In addition, Mr. Botakuziev was already questioned with the participation of Kyrgyz authorities.

2217. If returned to the Kyrgyz Republic, Mr. Botakuziev faced a serious risk of being ill-treated and not to be afforded a fair trial. He has been accused by the Kyrgyz authorities of organizing the protest in Nookat, Kyrgyz Republic, on 1 October 2008, and was therefore wanted on criminal charges. At the trial of 32 persons allegedly involved in the events at Nookat, several testified that they had been tortured and ill-treated (reference is made to the urgent appeal of 11 December 2009 by the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment). However, the court neither ordered an investigation of the allegations nor dismissed the evidence defendants said had been obtained under torture. In May 2009, the Kyrgyz Republic's Supreme Court reviewed the case and upheld the verdicts. It did not investigate the defendants' torture allegations.

Response from the Government

2218. In a letter dated 29 March 2010, the Government responded to the communication sent on 29 March 2010 indicating that the absence of the Russian version of the mentioned communication was an obstacle to prepare a timely response from the Government of Tajikistan.

Observations

2219. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the response provided to her communications dated 29 March 2010 but she wishes to express her regret that the Government has not responded to her communication dated 18 March 2010.

2220. The Special Rapporteur considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

Tanzania (United Republic of)

Letter of allegations

2221. On 13 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an allegation letter regarding physical attacks against **Mr. Frederick Katulanda**, journalist working for Mwananchi Communications in the Mwanza region.

2222. According to information received, Mr. Frederick Katulanda had been investigating a story regarding funds that have allegedly been stolen from a Government institution's account held at a commercial bank. On 21 December 2009 at around 7:00 p.m., Mr. Frederick Katulanda managed to obtain a bank statement in the course of his investigation.

2223. On 22 December 2009 at around 12:30 a.m., a group of unidentified individuals forced their way into his home where he was sleeping. The individuals were reportedly armed with a machete, an axe and an iron bar, and hit Mr. Frederick Katulanda, as well as his brother, Mr. Tulusubya Katulanda, who was also sleeping at his home. The individuals took documents from Mr. Frederick Katalunda's home, including the bank statement he had obtained, a wallet and a mobile phone before leaving the house.

2224. Mr. Frederick Katulanda was hit with an axe on his right hand and on the legs. He was reportedly taken to the Butimba Hospital in the Misungwi district, where he received stitches and was discharged.

2225. The head of the Mwanza regional police, Mr. Jamal Rwanbow, has reportedly confirmed that the incident took place and has stated that police detectives are investigating the matter.

2226. Concern was expressed that the attack against Mr. Frederick Katulanda was linked to his work as a journalist to expose a possible case of corruption and represents an attempt to stifle independent reporting in Uganda.

Observations

2227. The Special Rapporteur wishes to express her regret that the Government of Tanzania has not responded to her communication sent during the reporting period. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

Thailand

Letter of allegations

2228. On 1 October 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegation concerning numerous arrests of and charges against Ms. Chiranuch Premchaiporn, editor of Prachatai, an online media portal that contains news, opinion and a discussion forum, for comments posted by readers on the website. Ms. Premchaiporn is also an advocate for freedom of expression and freedom of the media and is actively involved in the “Citizen Net” network which monitors the state of censorship in Thailand.

2229. According to information received, on 6 March 2009, Ms. Chiranuch Premchaiporn, also known as Jiew, was arrested on the basis of a warrant alleging that she violated articles 14(1), 14(3), 14(5) and 15 of the Computer Crimes Act for having allowed readers to post comments on Prachatai’s online discussion forum that allegedly defamed the King of Thailand. On 31 March 2010, she was arrested again for the same alleged offence, but with the additional charge of violating the lèse majesté provision of the Criminal Code (article 112).

2230. On 24 September 2010, Ms. Chiranuch Premchaiporn was arrested at Suvarnabhumi airport in Bangkok upon returning from her trip to Lithuania and Hungary, where she participated in the Internet Governance Forum organized by the United Nations and a conference on Internet freedom organized by Google and the Central European University respectively. At passport control, immigration officers allegedly took her to the immigration office for questioning for two hours, after which she was transported in a police car to Khon Kaen police station, located approximately 450 kilometres from Bangkok. She was allegedly shown an arrest warrant relating to material posted on the Prachatai website in April 2008 which, according to the warrant, violated the same provisions as those listed in the previous warrants.

2231. On 25 September 2010 at approximately 1:00 a.m., Ms. Premchaiporn was released on bail after paying a 200,000 baht fine (approximately USD 6,500). She was required to report to the Khon Khaen Muang district police station every month. Her next mandatory visit to the police station was scheduled on 24 October 2010. Ms. Chiranuch Premchaiporn was awaiting trial for the charges mentioned above, which in total could lead to a 50-year prison sentence.

Responses from the Government

2232. In a letter dated 6 October 2010, the Government responded to the communication sent on 1 October 2010 as follows. It is informed that the above-mentioned matter has been duly forwarded to the concerned authorities for further examination. Thailand, as an open society, upholds the people’s right to freedom of speech and expression as guaranteed by

the Constitution. The exercise of such rights, however, must bear in mind considerations regarding national stability and social harmony. Importantly, it has to be in accordance with the law and viewed in a societal context. Views that are disrespectful of the monarchy, or advocate hatred or hostile feelings towards this important national institution, or those which incite hatred or violence are generally unacceptable in the Thai society.

2233. In fact, article 19 (3) of the International Covenant on Civil and Political Rights stipulates that the exercise of freedom of expression “carries with it special duties and responsibilities” and the exercise of this right “may therefore be subject to certain restrictions but these shall only be such as are provided by law and are necessary for respect of the rights and reputation of others”. In this regard, the legal proceedings against Ms. Pemchaiporn are in accordance with Thai law. Furthermore, Ms. Pemchaiporn has been and will be accorded due process as provided by the Thai Criminal Code, including the right to fair trial, due opportunity to contest the charges and assistance from her lawyer.

2234. In another letter dated 17 February 2011, the Government informed that the Court has not yet ruled on the case of Ms. Premchaiporn, and further witness hearings are scheduled in September 2011. Therefore, it is important not to prejudge the decision of the Court at this stage. Ms. Premchaiporn has been freed on bail.

Responses received to communications sent earlier

2235. By a letter dated 16 February 2010, the Government responded to the communication sent on 31 March 2009 regarding the searches conducted by the police and army on the office of the Working Group on Justice for Peace (WGJP) in Pattani Province on 8 February 2009. The Government reported that prior to the search in February 2009, the Pattani Special Taskforce received information about planned attacks in the Pattani Municipality during the Chao Mae Lim Ko Niao Festival (6-10 February). On 7 February 2009, a perpetrator of violence under arrest warrant and an expert in explosive devices, was believed to be hiding in the vicinity of 6 contiguous commercial buildings in Pattani. As a result, in order to prevent any possible attack in the area during the festival, on 8 February 2009 at 6:00 am the Special Taskforce conducted a search of all 6 buildings. However, the suspect was not found during the search.

2236. Upon learning that one of the buildings was the Office of the WGJP, the Chief of the Pattani Special Taskforce 23 contacted them and explained that the search was carried out as a preventive measure to ensure peace and security of life and property of the local population in the area. There was no intention of intimidating any person or group. The Special Taskforce also expressed its appreciation to the staff of the WGJP for their cooperation during the search.

2237. On 29 March 2009, the Deputy Chief of the Special Taskforce 23, together with four soldiers under his command, visited the office of the WGJP. The purpose of this visit was to introduce himself and his team with a view to enhancing the relationship with the staff members of the WGJP. The dialogue was conducted in a good atmosphere with the aim of finding out more information about the organization and its activities so that both sides can gain a mutual understanding of their work and promote good cooperation in the future.

2238. On 30 March 2009, the officials from the Special Taskforce 23 revisited the office of the WGJP to hand over a box of medicine including painkillers, antihistamine, cotton sheets and bandage. Such action was conducted as a friendly gesture without any hidden motives with the intention that such medicine and medical equipment could be used by the WHJP to help people in need. Indeed, it is a regular activity of military officials to provide boxes of medicine to people when visiting them on the ground. It is an expression of sincere concern for the well-being of people.

2239. On 7 April 2009, the WGJP organized a meeting to provide information about the role of human rights organizations working in the Southern Border Provinces, particularly the work of the WGJP. The meeting was well attended by government officials, including the military and police officers. The Chief of Special Taskforce 23 took the opportunity to clarify any misunderstanding that the searched and visit may have caused.

2240. On 8 April 2009, the WGJP issued a briefing note to the Special Taskforce 23, non-governmental organizations both in Thailand and abroad, embassies and relevant UN agencies, stating that it was particularly pleased with the turnout at the event and perceived this event as an important step of trust-building with the military. The meeting provided a good opportunity to identify some of the misconceptions and misunderstandings between the two sectors and to create networking with officers throughout the region.

Observations

2241. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the response provided to her communications dated 1 October 2010 as well as for the response to the communication sent in the previous reporting period dated 31 March 2009. However, she wishes to express her regret that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to 10 of her communications of 26 February 2008, 15 February 2008, 16 March 2007, 19 December 2006, 30 November 2006, 21 September 2006, 28 March 2006, 28 December 2004, 28 June 2004 and 27 May 2004.

2242. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

2243. The Special Rapporteur reiterates her hope that the Government will respond favorably to her follow-up request of 21 January 2010 to visit the country. (NB: previous request is dated 5 November 2008)

Tunisia

Appel urgent

2244. Le 22 février 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent sur la situation de M. **Khémaïs Chammari**, **Mohamed Abbou** et **Ayachi Hammami**. M. Chammari est membre co-fondateur de la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme (FEMDH). Me Abbou est avocat et membre du Conseil national pour les libertés en Tunisie. M. Hammami est avocat. Tous trois sont membres de la Commission Nationale pour la Liberté d'expression et d'information, du Collectif du 18 octobre pour les droits et les libertés et du groupe indépendant d'échange et d'information sur les élections municipales. Messieurs Chammari, Abbou et Hammami ont fait l'objet de plusieurs communications envoyées en 2005 et 2006.

2245. Selon les informations reçues, depuis la mi-février 2010, MM. Chammari, Abbou et Hammami seraient constamment suivis par la police et leurs résidences seraient surveillées par une dizaine de policiers. Ces derniers auraient notamment empêchés plusieurs défenseurs des droits de l'homme de se rendre au domicile de M. Chammari.

2246. Le 19 février 2010, M. Chammari se serait vu signifier par la police qu'il lui était désormais interdit de recevoir de la visite. Seuls les membres de sa famille seraient désormais autorisés à lui rendre visite.

2247. Il est allégué que ces mesures seraient liées aux activités de plaider de MM. Chammari, Abbou et Ayachi pour la tenue d'élections municipales transparentes le 9 mai 2010.

2248. Des craintes ont été exprimées quant au fait que la surveillance des déplacements et des domiciles de MM. Chammari, Abbou et Hammami et l'interdiction imposée à M. Chammari de recevoir des visiteurs soient liées à leurs activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme.

Lettre d'allégation

2249. Le 6 juillet 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégation concernant un **projet de loi amendant l'article 61 bis du Code pénal tunisien**.

2250. Selon les informations reçues, le 15 juin 2010, la Chambre des députés du Parlement tunisien aurait adopté un projet de loi amendant les dispositions de l'article 61 bis du Code pénal en y ajoutant l'incrimination "des personnes qui établissent, de manière directe ou indirecte, des contacts avec des agents d'un Etat étranger, d'une institution ou d'une organisation étrangère dans le but de les inciter à porter atteinte aux intérêts vitaux de la Tunisie et à sa sécurité économique". Ce crime serait passible d'une peine allant de cinq à vingt ans de prison. Ce projet de loi devrait prochainement être présenté à la Chambre des conseillers avant d'être approuvé par le Président de la République.

2251. Il est allégué que le vote d'une telle disposition viserait à criminaliser les activités des défenseurs tunisiens collaborant avec des organisations internationales et intergouvernementales. Par ailleurs, l'absence de définition de ce que pourrait constituer une atteinte aux intérêts vitaux et à la sécurité économique de la Tunisie pourrait porter atteinte au droit à la liberté d'expression des défenseurs des droits de l'homme. Cet amendement pourrait également entraver l'accès des défenseurs tunisiens aux financements, notamment en provenance de l'étranger.

2252. Des craintes ont été exprimées que l'adoption de ce projet de loi viserait à criminaliser les activités de sensibilisation menées par les défenseurs des droits de l'homme tunisiens et notamment leurs activités de plaider sur la situation des droits de l'homme en Tunisie auprès des organisations internationales et intergouvernementales.

Appel urgent

2253. Le 11 octobre 2010, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Président-Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Rapporteur spécial sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint et la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, a envoyé un appel urgent sur la situation de M. **Fahem Boukaddous**, journaliste de la chaîne de télévision *Al Hiwar Al Tounisi* et du **site d'information en ligne Al Badil**.

2254. M. Boukaddous a fait l'objet d'un appel urgent envoyé le 12 janvier 2009 par le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. Le Gouvernement de son Excellence a été remercié pour sa réponse en date du 31 mars 2009.

2255. Selon les nouvelles informations reçues, le 6 juillet 2010, la Cour d'appel de Gafsa aurait confirmé la peine d'emprisonnement de quatre ans prononcée en première instance par la Chambre criminelle du Tribunal de première instance de Gafsa à l'encontre de M. Boukaddous, pour « participation à une entente visant à préparer et à commettre des agressions contre des personnes et des biens ». M. Boukaddous n'aurait pu assister au prononcé du verdict en raison de son hospitalisation dans la ville de Sousse pour des problèmes respiratoires. Un nombre d'avocats, journalistes et activistes des droits de l'homme auraient été empêchés, de manière semble-t-il injustifiée, d'accéder au Palais de Justice de Gafsa.

2256. Il est allégué que les garanties du droit à un procès équitable n'auraient pas été respectées, des atteintes répétées aux droits de la défense ayant notamment été commises selon plusieurs sources. En l'occurrence, les avocats de M. Boukaddous auraient rencontré des difficultés pour s'entretenir avec leur client avant l'audience. Par ailleurs, les justifications médicales apportées à l'absence de M. Boukaddous n'auraient pas été prises en compte, sous le prétexte allégué d'une vacance du Tribunal au-delà du 15 juillet 2010 ; cette absence justifiée aurait empêché M. Boukaddous de pouvoir s'expliquer directement sur les termes de l'accusation.

2257. Le 14 juillet, M. Boukaddous aurait quitté l'hôpital et aurait été incarcéré le lendemain.

2258. Il est rapporté qu'au début du mois de septembre 2010, la santé de M. Boukaddous se serait dégradée en raison du manque de soins médicaux appropriés. M. Boukaddous souffrirait d'exsudation pulmonaire, d'asthme, d'une inflammation de la gorge et de décomposition de ses dents. Les autorités pénitentiaires auraient refusé de transférer M. Boukaddous dans un hôpital.

2259. De sérieuses craintes ont été exprimées quant à l'intégrité physique et mentale de M. Boukaddous en raison du refus des autorités tunisiennes d'apporter des soins médicaux appropriés à celui-ci. Des craintes ont été renouvelées quant au fait que la condamnation en appel de M. Boukaddous soit liée à ses activités non-violentes de promotion et protection des droits de l'homme. Enfin, des craintes ont également été exprimées que les dysfonctionnements précités lors du procès en appel aient compromis le principe du droit à un procès équitable.

Réponse du Gouvernement à une communication envoyée avant le 11 décembre 2009

2260. Dans une lettre en date du 25 janvier 2010, le Gouvernement a répondu à la communication du 5 octobre 2009 envoyée par la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, concernant la situation des 38 membres du mouvement de protestation sociale dans la région de Gafsa.

2261. Le Gouvernement précise que, selon les éléments de l'instruction préparatoire diligentée par le procureur de la République de Gafsa, les prévenus visés dans la

communication ont constitué une entente, sur fond de certains troubles enregistrés dans la région de Gafsa, sud de la Tunisie, afin d'appeler à la désobéissance publique, transformant ainsi le mouvement de contestation pacifique en une véritable rébellion comme l'indique notamment la diffusion de tracts d'incitation à la commission d'actes d'agression et des voies de fait contre les forces de l'ordre.

2262. Les prévenus avaient effectivement mis leur plan à exécution se mettant à la tête d'une manifestation de plusieurs dizaines de personnes au cours de laquelle les agents de l'ordre public étaient la cible de cocktails Molotov et de jets de pierre provoquant ainsi des lésions corporelles à plusieurs d'entre eux. Les édifices publics et privés, voitures et vitrines de commerce n'ont pas été épargnés subissant également des dégâts graves. Il s'en est suivi un état de panique parmi les populations de la région de Gafsa dont la sécurité était bel et bien menacée.

2263. Dans le cadre de l'instruction préparatoire, le juge d'instruction en charge du dossier, a procédé à plusieurs auditions et notamment celle de 7 agents de l'ordre ayant présenté chacun des expertises médicales faisant état de blessures et de traces de violence occasionnées par des jets de pierre et des coups de bâton.

2264. Par ailleurs, un rapport détaillé des dommages aux édifices publics et privés, appuyé par des expertises techniques et illustré par des photos des édifices saccagés, est inclus dans le dossier de l'instruction.

2265. L'allégation selon laquelle la Cour d'appel de Gafsa avait rendu son jugement « sans statuer sur les allégations de torture et les irrégularités du dossier soulevé par les avocats de la défense depuis le début du procès » est, en fait, une allégation dépourvue de tout fondement. En effet, la cour a consigné ces allégations dans les procès-verbaux d'audience.

2266. Quant à l'examen des allégations de mauvais traitements et d'irrégularité du dossier, toute la procédure d'instruction a été soumise au contrôle de la Chambre d'accusation puis de la Cour de cassation, saisie sur pourvoi formé par certains des prévenus contre l'arrêt de la chambre d'accusation.

2267. En réponse au grief tiré de la nullité des poursuites au motif que les aveux des prévenus aurait été extorqués sous la contrainte, la Cour de cassation a rejeté, par son arrêt du 15 novembre 2008, ledit grief motivant son arrêt par le fait que les allégations des prévenus « n'étaient reflétées dans aucune des pièces du dossier dès lors que les traces d'écorchures et de légers hématomes, constatées sur certains d'entre eux, évoquaient plutôt qu'elles étaient causées par l'affrontement des prévenus aux forces de l'ordre et ne sont nullement en rapport avec les officiers de police judiciaire chargés quant à eux de diligenter l'enquête » et à la Cour de cassation de conclure qu'« aucun acte d'agression ne pouvait être imputé aux officiers en charge de l'enquête préliminaire ce qui est de nature à écarter toute contestation de légalité relative aux actes par eux accomplis ».

2268. Ainsi, l'allégation de mauvais traitements a été examinée et tranchée par la Cour de cassation, juridiction dotée du pouvoir de contrôler la régularité des actes d'instruction, laquelle a rendu une décision de rejet, passée en force de chose jugée sur ce grief. En outre l'affrontement violent des prévenus aux forces de l'ordre est certainement de nature à causer des blessures aux deux parties. C'est dans ce cadre que le juge d'instruction a, d'une part, constaté des écorchures et de légers hématomes sur certains des prévenus et a versé, d'autre part, au dossier des expertises médicales dont 7 agents de l'ordre étaient concernés, expertises faisant état de blessures et de traces de violence occasionnées par des jets de pierre et des coups de bâton. La qualification « d'actes de mauvais traitements » ne pouvait être retenue pour les légers écorchures et hématomes des lors qu'ils étaient dus aux affrontements que les prévenus ont eux mêmes provoqués. Il est à préciser qu'aucun des prévenus ou des membres de leurs familles ou de leurs avocats n'a déposé de plainte indépendante pour mauvais traitements.

2269. En l'espèce, les autorités tunisiennes n'ont constaté aucun motif raisonnable laissant croire qu'un acte de mauvais traitement ait été commis. En l'espèce, les autorités tunisiennes n'ont constaté aucun « motif raisonnable » laissant croire qu'un acte de mauvais traitement ait été commis. En effet, chacun des prévenus étaient en droit, durant sa garde à vue, de demander, conformément à l'article 13 bis du Code de procédure pénale, qu'il soit soumis à examen médical. Cette possibilité appartient également aux membres de leurs familles qui peuvent demander l'examen médical pour leurs proches même si ceux-ci ne l'ont pas fait. Un tel droit a pour objectif de permettre aux détenus de faire constater les traces, physique ou psychologique, de mauvais traitements subis lors de la garde à vue. Les procès-verbaux de la garde à vue font état de l'information donnée aux prévenus de leur droit de demander d'être soumis à un examen médical, ceux-ci avaient déclaré ne pas en avoir besoin. En outre, aucun des membres de leurs familles n'avait présenté de demande dans ce sens ce qui révèle le caractère infondé des allégations de mauvais traitements formulés par les prévenus.

2270. Concernant le respect des droits de la défense des prévenus, les procédures d'instruction et de jugement se sont déroulées conformément à la législation en vigueur et dans le respect total des droits de la défense des prévenus. En effet, le Procureur de la République a été immédiatement avisé de l'enquête préliminaire et de la mesure de garde à vue décidée à l'encontre des prévenus pour une période de 3 jours conformément aux articles 11 et 13 bis du Code de procédure pénale. Une prolongation de 3 jours supplémentaires a été décidée par ordonnance écrite et motivée du Procureur de la République pour certains prévenus, dictée par les besoins de l'enquête. L'enquête préliminaire menée par la police judiciaire a donc été effectuée en toute légalité sous le contrôle de la justice.

2271. Dès clôture de l'enquête préliminaire, le procès verbal a été transmis au Ministère public qui a décidé de la libération des prévenus gardés à vue et ordonné un complément d'information. Une instruction préparatoire a été par la suite ordonnée par réquisitoire du Procureur de la République en date du 20 juin 2008 aux fins d'instruire sur les faits reprochés aux prévenus et procéder à tous les actes nécessaires à la manifestation de la vérité.

2272. Après accomplissement de tous les actes nécessaires à la manifestation de la vérité, le juge d'instruction a procédé à la clôture de l'information et a ordonné le renvoi des prévenus devant la Chambre d'accusation avec un exposé détaillé de la procédure et une liste complète des pièces saisies. L'ordonnance de renvoi devant la Chambre d'accusation a été notifié à chacun des prévenus qui ont décidé d'interjeter appel de l'ordonnance. La chambre d'accusation a rejeté le recours en appel et renvoyé les trois prévenus devant la juridiction compétente pour répondre notamment des chefs d'accusation suivants :

- Affiliation à une bande et participation à une entente dans le but de préparer et de commettre un attentat contre les personnes et les propriétés (articles 131 et 132 du Code pénal).
- Fourniture de lieux de réunion et de contribution pécuniaire aux membres d'une bande de malfaiteurs (article 133 du Code pénal).
- participation à une rébellion armée par plus de dix personnes au cours de laquelle des voies de fait ont été exercées sur un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions.
- Collecte de fonds sans autorisation (décret du 21 décembre 1944)
- Dommage volontaire à la propriété d'autrui (article 304 du code pénal).

2273. Les prévenus se sont pourvus en cassation contre l'arrêt de la Chambre d'accusation. La Cour de cassation n'a décelé dans la procédure d'instruction aucune violation de la loi ou atteinte aux droits de la défense et a, par conséquent, décidé le rejet du pourvoi.

2274. Le procès des prévenus s'est tenu publiquement en première instance devant le tribunal de première instance de Gafsa. Lors de cette audience, le tribunal a recueilli la constitution des avocats des prévenus puis a donné suite à la demande de libération de huit d'entre eux et au renvoi de l'affaire, sur demande des avocats, à l'audience du 11 décembre 2008 pour leur permettre de préparer leurs moyens de défense et poursuivre l'examen de l'affaire. La poursuite de l'examen de l'affaire devait permettre, au tribunal, selon les termes de l'article 143 du Code de procédure pénale, après lecture de l'acte d'accusation, de procéder à l'interrogatoire des prévenus, de recueillir, le cas échéant, la constitution ainsi que les conclusions de la partie civile pour enfin permettre aux avocats de présenter leurs plaidoiries. Cependant, dès le début de l'audience, certains des avocats de la défense ont affiché leur hostilité au respect de la procédure telle que prévue par la loi s'opposant à la poursuite normale de l'examen du dossier et appelant leurs clients à refuser tout interrogatoire. Appelés par le tribunal à présenter leurs plaidoiries afin que leurs demandes formelles soient examinées en même temps que l'examen du dossier sur le fond, ces avocats s'y sont refusés. Le tribunal a dû alors renvoyer l'affaire en délibéré.

2275. Après délibéré, le tribunal a rendu son verdict décidant de la relaxe de certains des prévenus et condamnant les autres à des peines allant de deux ans d'emprisonnement avec sursis à 10 ans et un mois d'emprisonnement ferme du chef d'entente criminelle portant atteinte aux personnes et aux biens et rébellion armée par plus de dix personnes au cours de laquelle des voies de fait ont été exercées sur un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, jets de pierres sur les propriétés d'autrui et bruit et tapage de nature à troubler la tranquillité des habitants. Les prévenus condamnés ont interjeté appel du jugement. Au cours de l'audience du 3 février 2009, la Cour a tout d'abord procédé à l'interrogatoire des prévenus. L'allégation, selon laquelle le président de la séance aurait refusé de lire l'acte d'accusation, est totalement infondée, l'accomplissement de cette formalité étant consigné dans le procès-verbal de l'audience. La Cour d'appel a ensuite donné la parole aux avocats qui ont présenté leurs moyens. La Cour a rendu son verdict le 4 février 2009, revoyant à la baisse les peines prononcées à l'encontre de prévenus, non en état de fuite.

2276. Concernant les bases légales de l'arrêt de la Cour de cassation du 21 août 2009, il y a lieu de préciser que le rejet du pourvoi de Béchir Labidi s'explique par l'omission par l'intéressé d'accomplir les formalités nécessaires à la recevabilité en la forme du pourvoi en cassation. L'intéressé a en effet enfreint à une formalité obligatoire exigée par l'article 263 du Code de procédure pénale selon lequel l'auteur du pourvoi doit, à peine de déchéance, présenter au greffe de la Cour de cassation un mémoire indiquant les moyens du pourvoi et précisant les griefs à l'encontre de la décision attaquée. Les pourvois des autres prévenus ont été en revanche déclarés, en vertu du même arrêt, recevables en la forme mais ont été rejetés quant au fond. La Cour de cassation s'est prononcée à deux reprises et par des formations différentes sur les allégations de mauvais traitements écartant à chaque fois ces allégations pour inexistance d'une quelconque violation de la Convention internationale contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

2277. Les prévenus condamnés n'ont jamais été mis en cause pour des faits en rapport avec des activités touchant à la défense des droits de l'homme mais pour des faits érigés en infraction par la loi ayant trait au port d'armes, fabrication de cocktails Molotov, agression des agents de l'ordre et détérioration des biens publics et privés. Aucun des chefs de poursuite ne se rapporte à des activités en rapport avec une quelconque participation à des contestations pacifiques ou défense des droits de l'homme.

2278. La condamnation des prévenus n'est donc pas en rapport avec une quelconque participation à des contestations pacifiques ou défense des droits de l'homme. La législation

tunisienne et notamment la loi du 24 janvier 1969 régleme les réunions publiques, cortèges, défilés, manifestations et attroupements. Le régime institué par cette loi est très favorable à l'exercice de la liberté de réunion et de manifestation puisqu'il ne les soumet à aucune autorisation préalable. C'est dans ce cadre légal que plusieurs des habitants de la région de Gafsa ont exercé leur liberté de manifester pacifiquement. Il est toutefois regrettable que certains individus, dont les prévenus susvisés, se soient confondus au sein des manifestants pour appeler à la désobéissance publique et porter atteinte aux personnes et aux biens. Dans ce cas, il y a violation de la loi pénale et non exercice de la liberté de réunion et de manifestation. A cet égard, il y a lieu de rappeler que la Constitution tunisienne et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques insistent sur le respect de la sécurité et l'ordre public lors de l'exercice du droit de réunion et de contestation. L'article 21 du Pacte précise que le droit de réunion garanti est le droit de réunion « pacifique ». Il est nécessaire de distinguer les activités de défense des droits de l'homme des activités délictueuses qui portent atteinte à la sécurité des personnes et des biens. Etant justifiées par des faits délictueux commis, les condamnations prononcées à l'encontre des prévenus reconnus coupables ne violent donc aucun des instruments internationaux de protection des droits de l'homme.

2279. Concernant les conditions de détention des prévenus, l'allégation selon laquelle les prévenus condamnés « seraient détenus dans des centres de détention éloignés de leurs familles dont ils dépendent matériellement » mérite éclaircissement. En effet, l'administration pénitentiaire veille à ce que les condamnés soient incarcérés dans les unités pénitentiaires les plus proches des lieux de résidence de leurs familles afin de leur faciliter l'exercice du droit de visite de leurs proches. Cependant, la prison de Gafsa, unité pénitentiaire la plus proche des lieux de résidence des familles des condamnés n'offrant pas, à la date d'incarcération des prévenus, de places libres pouvant les accueillir, ceux-ci ont donc été placés dans les unités pénitentiaires les plus proches offrant des disponibilités d'accueil. Le rapprochement des prévenus incarcérés des lieux de résidence de leurs familles se fait par ordre de priorité selon les disponibilités, les places étant prioritairement affectées aux détenus les plus anciens. L'impératif d'égalité s'oppose absolument à ce que les prévenus visés dans la communication soient préférés à d'autres en les plaçant prioritairement dans la prison de la ville de Gafsa.

2280. Les condamnés incarcérés en vertu des jugements rendus à leur encontre ont bénéficié d'une mesure de libération conditionnelle et ont été remis en liberté le 4 novembre 2009. Cette libération, accordée pour des considérations humanitaires, trouve son fondement dans l'article 353 du Code de procédure pénale selon lequel la libération conditionnelle peut être accordée « à tout condamné ayant à subir une ou plusieurs peines privatives de liberté qui aura témoigné de son amendement par sa conduite en détention ».

Observations

2281. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement pour sa réponse, mais regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux communications en date du 11 octobre 2010, 6 juillet 2010, 22 février 2010, 5 novembre 2009, 15 juillet 2009, 30 juin 2009, 7 août 2008, 6 juin 2008, 6 mars 2008, 14 janvier 2008, 2 novembre 2007, 4 mai 2007 et 24 novembre 2006. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat.

2282. La Rapporteuse spéciale demeure préoccupée au sujet du projet de loi amendement l'article 61 bis du Code pénal tunisien. Elle réitère ses craintes que l'adoption de ce projet de loi viserait à criminaliser les activités de sensibilisation menées par les défenseurs des droits de l'homme tunisiens et notamment leurs activités de plaidoyer sur la situation des droits de l'homme en Tunisie auprès des organisations internationales et intergouvernementales.

2283. La Rapporteuse spéciale espère que le Gouvernement répondra favorablement à sa demande de visite formulée en novembre 2008 -et renouvelée en janvier 2010- afin de pouvoir effectuer un état des lieux de la situation des défenseurs des droits de l'homme dans le pays.

Turkey

Urgent appeal

2284. On 7 January 2010, the Special Rapporteur, together with the the Chair-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, sent an urgent appeal regarding **Mr. Muharrem Erbey and the Human Rights Association (Insan Haklari Dernegi – IHD)**. Mr. Erbey is a human rights lawyer, the General Vice-Chairperson of IHD and the Chairperson of IHD's Branch in Diyarbakir Province. The Human Rights Association (Insan Haklari Dernegi – IHD) works on, inter alia, the right to life and enforced disappearances.

2285. According to the information received, on 24 December 2009, Mr. Erbey, along with several Kurdish opposition members, journalists and civil society activists, was arrested by police officers during an operation launched by the anti-terrorism branch of the police in several provinces following an order issued by the Diyarbakir Chief Public Prosecution Office. On the same day, the premises of the IHD in Diyarbakir were allegedly raided by the police. The police officers, who initially did not have a warrant, finally obtained a court order to search the offices. During the raid, computers and documents including archives on cases of forced disappearance and torture and other human rights violations were allegedly confiscated.

2286. Mr. Erbey was remanded in custody in the Diyarbakir D Type Prison. On 26 December 2009, he was allegedly accused of being the international affairs representative of the illegal armed group "the Community of Kurdish Society" (Koma Civaken Kurdistan – KCK) and consequently charged with "being a member of an illegal organization" pursuant to Articles 314 and 220/6 of the Criminal Code.

2287. It was alleged that the arrest and the charges against Mr. Erbey could be linked to his participation in the preparations of a workshop held in Diyarbakir in September 2009 to debate constitutional amendments relating to minorities' rights, his statement on the rights of the Kurdish minority before the Belgian, Swedish and English parliaments and his participation in the "Kurdish Film Festival" in Italy in 2009.

2288. Concern was expressed that the arrest of Mr. Erbey and the raid of the IHD's premises could have been directly related to their legitimate work in defense of human rights.

Response received to a communication sent earlier

2289. By a letter dated 22 December 2009, the Government responded to the communication sent on 27 August 2009 concerning **Mr. Camal Bektas**, President of Yakay-der, an association which assists relatives of disappeared persons. The reply of the government was transmitted in Fench.

2290. Le Gouvernement a transmis une lettre du Procureur Général de Diyarbakir avec une copie de la décision de la 5eme Cour d'Assise de Diyarbakir concernant la condamnation de Cemal Bektas qui a été condamné à 10 mois d'emprisonnement pour avoir fait propagande d'une organisation terroriste. Celle-ci n'avait pas encore acquis la force de l'autorité de la chose jugée du fait qu'elle est en phase d'assignation.

Observations

2291. The Special Rapporteur wishes to thank the Government of Turkey for the response provided to her communication dated 27 August 2009 but she express her regret that, at the time of finalizing the present report, the Government has not responded to her communication sent during the reporting period. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

Turkmenistan

Urgent appeal

2292. On 1 November 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, sent an urgent appeal concerning an alleged plan to assassinate **Mr. Farid Tukhbatullin**, currently resident in Austria. Mr. Tukhbatullin is the director of the Turkmen Initiative for Human Rights (TIHR), a non-governmental organisation founded in 2004 and based in Vienna, Austria. The TIHR publishes information and submits reports regarding the human rights situation in Turkmenistan.

2293. According to the information received, on 9 and 11 October 2010, Mr. Farid Tukhbatullin was informed by reliable sources that agents of the Ministry of National Security (MNS) of Turkmenistan were allegedly planning to assassinate him. According to said sources, Ministry officials had discussed assassinating Mr. Tukhbatullin in such a way as not to give rise to suspicion of foul play, such as through an orchestrated "accident" or by inducing heart failure.

2294. The alleged assassination plot had reportedly been linked to an interview given by Mr. Tukhbatullin concerning the TIHR's assessment of the human rights situation in Turkmenistan. The interview was broadcast on the satellite television channel K+ on 28 and 29 September 2010.

2295. In a possibly related incident, the TIHR's website was subsequently attacked by an unknown group of hackers and was largely inaccessible for several days following the broadcast of the interview.

2296. It was reported that on 18 October 2010, Mr. Tukhbatullin, along with the founding chairman of the Republican Party of Turkmenistan in exile, Mr. Nurmuhamet Khanamov,

were denied registration as participants in the OSCE Review Conference at Hofburg Palace, Vienna. However, On 19 October 2010, the decision was taken to grant Messrs Tukhbatullin and Khanamov admission to the conference, which allegedly prompted the official delegation of Turkmenistan to leave the conference room.

2297. It was reported that the Turkmen authorities have on various occasions attempted to hinder the work of the TIHR, such as through attempting to identify its correspondents within Turkmenistan, whose identities are not disclosed. It was alleged that in June 2010, officials from the MNS visited several schools in Mr. Tukhbatullin's former home town, and interviewed former classmates, teachers, and friends of Mr. Tukhbatullin's sons with a view to identifying such correspondents.

2298. It had also been reported that in April 2008, Mr. Tukhbatullin was warned by a Turkmenistani diplomat to "tone down" criticism of the Turkmenistani authorities on his organization's website, or cease his activities entirely.

2299. Mr. Tukhbatullin, who has worked on environmental and human rights issues in Turkmenistan since 1993, was arrested and imprisoned in Turkmenistan in December 2002, allegedly as a result of his human rights activities. Following his release from prison in April 2003, he left Turkmenistan for Austria, where he was granted refugee status, and founded the TIHR in November 2004.

2300. Concern was expressed that the alleged plot to assassinate Mr. Farid Tukhbatullin may be related to his legitimate and peaceful work in defence of human rights in Turkmenistan. In this connection, serious concern was also expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Farid Tukhbatullin and his family.

Observations

2301. The Special Rapporteur wishes to express her regret that, at the time of finalizing the present report, the Government of Turkmenistan has not responded to her communication sent during the reporting period and has only responded to one of the 32 communications sent by the mandate since 2004. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

2302. The Special Rapporteur wishes to reiterate her deep concern at the severe restrictions on the freedom of expression in the country, which significantly restricts the work of human rights defenders. She also wishes to remind the Government of the provisions contained in the Declaration on human rights defenders, in particular article 12 paragraphs 2 and 3 of the Declaration which provide that the State shall take all necessary measures to ensure the protection by the competent authorities of everyone, (...) against any violence, threats, retaliation, de facto or de jure adverse discrimination, pressure or any other arbitrary action as a consequence of his or her legitimate exercise of the rights referred to in the Declaration".

Uganda

Urgent appeal

2303. On 23 September 2010, the Special Rapporteur, together with the Chair-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the

independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, sent and urgent appeal regarding the arrest and current situation of **Mr. Al-Amin Kimathi**, of Kenyan nationality and Executive Coordinator of Muslims Human Rights Forum (MHRF), and **Mr. Mbugua Mureithi**, of Kenyan nationality and a human rights lawyer. Mr. Al-Amin Kimathi has worked to expose and document human rights violations, arbitrary detention and unlawful renditions in the context of counter-terrorism operations in the East and Horn of Africa. Mr. Mbugua Mureithi represents the families of Kenyan suspects transferred to Uganda on allegations of involvement in the 11 July 2010 bombings in Kampala.

2304. According to the information received, on 16 September 2010, the Ugandan police arrested the two Kenyan human rights defenders at the Entebbe International Airport. Both men were travelling to Kampala for the court hearing of Kenyan suspects arrested in connection with the bombings that killed 70 people in Kampala on 11 July 2010.

2305. According to reports received, the two human rights defenders were transferred to the Rapid Response Unit headquarters in Kireka, a suburb of Kampala, where they were reportedly held incommunicado and had no access to a lawyer.

2306. It had been reported that on 18 September 2010 Mr. Mbugua Mureithi was released from police custody in Kampala and immediately expelled to Kenya. Mr. Al-Amin Kimathi was reportedly held incommunicado at the Ugandan police's Rapid Response Unit Headquarters in Kireka, Kampala, without charges or access to legal representation, until 21 September. On this date, it had been reported that Mr. Al-Amin Kimathi was brought before a judge and remanded to the Luzira Maximum Security Prison on charges of murder and attempted murder as well as terrorism-related charges in connection with the bombings that took place in Kampala in July 2010.

2307. Due to their arrest, detention and, in the case of Mr. Mureithi, expulsion, the two men had not had a chance to meet with their clients, who are charged with offences including murder and terrorism, punishable by death under Ugandan law. The court case involving their clients had continued in their absence.

2308. Concern was expressed at the arrest of Mr. Al-Amin Kimathi and Mr. Mbugua Mureithi and at allegations received that their arrest could be linked to their work, respectively as human rights lawyer and in denouncing and documenting unlawful practices by the authorities in counter-terrorism operations. Further concern was expressed about allegations indicating that Mr. Al-Amin Kimathi had no access to a lawyer since the time of his arrest and until he was remanded to the Luzira Maximum Security Prison.

Observations

2309. The Special Rapporteur wishes to express her regret that, at the time of finalizing the present report, the Government of Uganda has not responded to her communication sent during the reporting period and has not responded to any of the 10 communications sent by the mandate since 2004. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

2310. The Special Rapporteur reiterates her concern about the situation of human rights defenders advocating for the rights of women as well as lesbian, gay, bisexual and transgender people in Uganda, and urges the Government of Uganda to create a safe environment conducive to their legitimate work. As stated in a press release dated 1 March 2010, the Special Rapporteur, jointly with Special Rapporteur on the promotion and

protection of the right to freedom of opinion and expression, voiced their deep concern about the Anti-Homosexuality Bill which, if adopted as it was, would have not only violated the fundamental rights of lesbian, gay, bisexual and transgender people in Uganda but would also criminalize the legitimate activities of men and women, as well as national and international organizations, who strive for the respect for equality and non-discrimination on the basis of sexual orientation.⁵

Ukraine

Urgent appeal

2311. On 21 May 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding **Mr. Andrey Fedosov**, a human rights activist and member of the non-governmental organization 'Uzer' (Ukrainian organization of users of psychiatric care), which monitors conditions in psychiatric institutions in the Crimea.

2312. According to the information received, during the week of 19 April 2010, Mr. Fedosov and his organization, Uzer, monitored the living conditions in six public psychiatric hospitals in the Crimea. They found the conditions in three of these institutions, namely the Crimea Republican Psychiatric Hospitals No. 2 and 4, and City Psychiatric Hospital No. 3 in Fedosia so poor that the NGO asked the prosecutor's office to initiate investigations. On 25 April 2010, Mr. Fedosov announced on his Facebook page his intention to file a complaint with the prosecutor's office regarding conditions in the three psychiatric institutions mentioned. On the same day, he received a phone call from an individual who identified himself as Nikolai Vasilievich, warning him not to make his findings public and threatening that his life could be in danger.

2313. On 11 May 2010, Mr. Fedosov was attacked and beaten by several unknown assailants in Evpatoria, where Uzer was preparing to host a workshop. Mr. Fedosov sustained minor injuries and was briefly hospitalized in the evening of 11 May 2010. Mr. Fedosov has reported the threats to the prosecutor's office.

2314. Concern is expressed that the threats and attack against Mr. Andrey Fedosov may be connected to his peaceful activities in defence of human rights, in particular his activities to monitor conditions in psychiatric institutions in Ukraine. In light of the threats and attack, further concern is expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Fedosov.

Letter of allegations

2315. On 24 November 2010, the Special Rapporteur sent a letter of allegations concerning raids, arrests, and acts of judicial harassment against various human rights defenders and human rights organizations in Ukraine.

2316. According to the information received, on 8 September 2010, **Mr. Ruslan Zabily**, a historian and Director of the National Memorial Museum of Victims of the Occupation Regimes "Tyurma na Lonskoho" was detained for over fourteen hours by six officers of the Security Service (SBU) upon arrival in Kyiv from Lviv by train. It is reported that upon accosting Mr. Zabily, none of the SBU officers identified themselves at the time of arrest or

⁵ Media statement, 1 March 2010:
<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=9855&LangID=E>

at any point during Mr. Zabily's detention. Mr. Zabily was allegedly not informed of his rights upon arrest, and his request for a lawyer was reportedly ignored during his detention at the SBU building on Volodymyrska Street.

2317. According to the information received, during the interrogation, the officers attempted to persuade Mr. Zabily to voluntarily hand over his laptop and two external hard disk drives, which contained copies of historical material and academic research, reportedly including sixteen thousand archival documents which had been declassified in 2009 and since made publicly available. When Mr. Zabily refused to hand over the said equipment, the officers reportedly confiscated the laptop and two hard disks without any court order. Neither the laptop nor disks were sealed, making it possible for information to be modified.

2318. It was reported that the SBU subsequently issued a statement to the effect that Mr. Zabily was the subject of a criminal investigation over plans to divulge State secret information to a third party.

2319. On 9 September 2010, it was reported that the head of the Lviv Regional Department of the SBU issued instructions not to allow the Directorate and employees of the National Memorial Museum of Victims of the Occupation Regimes "Tyurma na Lonskoho" to their work places nor to access their computers.

2320. Mr. Zabily's case was subsequently classified as "top secret", a fact which allegedly restricts Mr. Zabily's right to defence, as he would reportedly require a lawyer with access to State secrets. It is feared that the classification of the case as secret may restrict public scrutiny of the case.

2321. Furthermore, on 14 October 2010, Messrs. Oleksiy Verentsov, a lawyer and leader of the human rights organisation "Vartovi Zakonu" ("Guardians of the Law") and Ihor Tanychkevych, were arrested following the organisation of a peaceful protest regarding investigation of criminal cases outside the Regional Prosecutor's Office in Lviv. It is reported that Mr. Verentsov was charged with violations of the rules of organising demonstrations under Articles 185 and 185-1 of the Ukrainian Code of Administrative Offences, that is, disregard of lawful instructions of a police officer to cease the demonstration. However, under Article 39 of the Ukrainian Constitution, permits are not required for peaceful demonstration. Furthermore, it is alleged that during the subsequent court hearing in Halysky District Court, Lviv, Messrs. Verentsov and Tanychkevych's lawyer was denied access to the courtroom and witnesses were not interrogated.

2322. On 15 October 2010, a police raid was carried out at the offices of the Vinnitsa Human Rights Group, as well as the house of its Chair, Mr. Dmytro Groysman. The Vinnitsa Human Rights Group is an organisation which supports asylum-seekers and campaigns against torture and ill-treatment in Ukraine. It is reported that during the search, conducted under the pretext of an anti-pornography investigation, the police questioned staff about their work and confiscated over 300 items, including UNHCR files, confidential information regarding clients and refugee cases, and written confidential communications between the Vinnitsa Human Rights Group and the European Court of Human Rights regarding the cases *Kulik v. Ukraine*, *Zabolotni v. Ukraine*, and *Aleksei Makarov v. Ukraine*, along with computer disks, memory sticks, and a laptop. Mr. Groysman is allegedly the only person to be investigated under the supposed anti-pornography operation, which reportedly relates to a link on his personal blog to a video of Russian politicians engaging in sex acts, which has already been widely circulated within the public domain. Further, in February of this year, the Vinnitsa Human Rights Group was informed that they were being investigated by the Ministry of Internal Affairs for damaging the international image of Ukraine as a result of their campaigning on behalf of a Chechen asylum seeker.

2323. Concern was expressed that the alleged acts of judicial harassment outlined above may be related to the legitimate and peaceful human rights activities carried out by the

aforementioned human rights defenders. Further concern is expressed at allegations received indicating that these acts take place in a context of increasing difficulty for and harassment of human rights defenders working in Ukraine.

Response from the Government

2324. In a letter dated 4 February 2011, the Government responded to the communication sent on 24 November 2010 but, at the time of finalization of this report, the reply of the Government had not been translated.

Urgent appeal

2325. On 3 December 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding an attack against **Mr. Timur Lysenko and Ms. Anastasia Medco**, along with other members of the organisations Insight, Fulcrum, and the Visual Cultural Centre in Kiev, Ukraine. Insight is an organisation that works to improve the lives of people who identify themselves as part of the lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex (LGBTI) community in Ukraine. The Visual Cultural centre is a platform for the integration of contemporary artistic practices and scientific disciplines within the academic field.

2326. According to the information received, on 20 November 2010, Insight organized a candlelight vigil, film exhibition and discussion on transgender issues, in cooperation with the Visual Cultural Centre, to promote the Transgender Day of Remembrance held in memory of those who have been killed due to anti-transgender violence in Ukraine.

2327. While the film was being screened, a group of ten men wearing masks reportedly attempted to enter the Visual Cultural Centre by force; however, they were denied entrance by the organizers of the event including Mr. Timur Lysenko, the coordinator of the transgender programme of Insight. The masked men consequently attacked and beat Mr. Lysenko. Furthermore, before fleeing, the intruders reportedly also sprayed tear gas at those present, severely injuring Mr. Lysenko and Ms. Anastasia Medco, a representative of the NGO Fulcrum, among others. It is reported that Mr. Lysenko was subsequently hospitalised and diagnosed with internal injuries and facial chemical burns.

2328. Numerous complaints had reportedly been lodged with the police regarding the attack which, it is reported, was characterised by the police as “hooliganism”. The alleged victims, however, claim that it bears the hallmark of a planned attack with the intention of disrupting an LGBTI event, and have thus urged the police to characterise the attack as a hate crime. The police, however, have reportedly refused to do so.

2329. Concern was expressed that the attacks against Mr. Timur Lysenko and Ms. Anastasia Medco may be related to their legitimate and peaceful work in defence of human rights, particularly with regard to the LGBTI community in Ukraine. Further concern was expressed that these acts, if confirmed, would reflect a context of increasing violence and other forms of harassment against LGBTI organisations in Ukraine.

Observations

2330. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the response to her communication dated 24 November 2010 but expresses her regret that the Government of Ukraine has not responded to the other two communications sent during the reporting period dated 21 May and 3 December 2010. She considers response to her communications

an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

2331. The Special Rapporteur wishes to express her concern at the reported context of increasing violence and other forms of harassment against human rights defenders in Ukraine. The Special Rapporteur encourages the Government to take the necessary measures to ensure the existence of an environment which is conducive to the work of all human rights defenders.

United Arab Emirates

Letter of allegations

2332. On 13 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an allegation letter regarding the removal of **Mr. Mohamed al-Mansoori** from his post as legal advisor to the Crown Prince of Ras Al-Khaimah, Sheikh Saud bin Saqr Al Qasimi. Mr. al-Mansoori is also a lawyer, human rights activist and President of the Independent Jurist's Association.

2333. Concerns regarding acts of harassment against Mr. Mohamed al-Mansoori, including detention, had been previously expressed on 8 September 2006 by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders. We appreciate the response received from the Government on 17 May 2007, but regret that we have yet to receive any substantive response to the case of Mr. Mohamed al-Mansoori.

2334. According to new information received, on 20 December 2009, Mr. Mohamed al-Mansoori appeared in a television interview regarding the situation of human rights in the Gulf region in 2009 which was broadcast on "Al Hiwar" television channel. During the interview, Mr. Mohamed al-Mansoori allegedly criticised the situation of human rights in the United Arab Emirates, including restrictions to the right to freedom of expression, torture being practiced by security authorities, and the risk faced by human rights defenders in losing their jobs because of their work.

2335. On 28 December 2009, Mr. Mohamed al-Mansoori was given a dismissal order verbally by the Crown Prince of Ras Al Kahimah, Sheikh Saud bin Saqr Al Qasimi. The decision allegedly came into effect immediately.

2336. Concern was expressed that the recent decision to remove Mr. Mansouri from his post is directly related to his non-violent exercise of his right to freedom of opinion and expression.

Urgent appeal

2337. On 12 March 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences and the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially in women and children, sent an urgent appeal regarding the situation of **Ms. Sharla Musabih**. Ms. Musabih, a dual United States-United Arab Emirates citizen, is the founder of City of Hope, a non-governmental organization aimed at protecting women subjected to violence including rape, human

trafficking, domestic violence, sexual abuse, incest and abuse of domestic workers in the United Arab Emirates. In this context, two shelters were opened in Dubai 2001 and 2005.

2338. According to the information received, in October 2007, 35 women and 10 children resident in City of Hope were allegedly transferred by the authorities to a new government-run shelter, the Dubai Women and Children's Foundation. It is alleged that the transfer was an attempt by the authorities to close the City of Hope by merging it with the Dubai Women and Children's Foundation.

2339. On 24 November 2007, Ms. Musabih wrote a letter to the Vice-President of the UAE and the then Minister of Labour denouncing the attempt to merge the two shelters as a way to forcibly close down City of Hope.

2340. On 9 March 2008, the newspaper Gulf News reportedly published an article suggesting that Ms. Musabih was selling the stories of women living in the City of Hope to newspapers against their will. In late March 2008, City of Hope was allegedly closed and the women from the shelters were transferred to the Dubai Women and Children's Foundation.

2341. On 21 May 2008, Gulf News stated that Ms. Musabih was involved in the sale of children. Following these publications, the Consulate of the United States advised Ms. Musabih to leave the UAE for her own safety. She now lives in the United States while her family remains in the UAE. It is alleged that her family members have been harassed and threatened since she has left the country.

2342. On 11 January 2010, the newspaper Emirat Alyoum, published an article referring to Ms Musabih's appearance on a BBC show on 14th December 2009. It is alleged that the article stated that Ms. Musabih had psychological problems, that she was involved in trafficking and sale of children and that she had been involved in the misappropriation of funds.

2343. On 26 January 2010, Al Bayan website published an article about domestic violence. The article quoted Mr. Afra Al Basti, the director of the Dubai Women and Children's Foundation, suggesting that Ms. Musabih had misappropriated 300 000 UAE dirhams. This publication coincided with the consideration of the UAE's report by the United Nations Committee on Discrimination against Women where experts asked the UAE's delegation to comment on the widely reported closure of the Dubai City of Hope Shelter. The head of delegation responded that the shelter had begun operating without authorization and that the building of such centres should have been in compliance with State laws.

2344. Concern was expressed that the closure of City of Hope, the campaign of defamation against Ms. Musabih as well as the acts of intimidation against her family may be directly related to her legitimate work in defense of human rights.

Response from the Government

2345. In a letter dated 11 June 2010, the Government responded to the communication sent on 12 March 2010 summarizing a report from the Public Prosecutor's Office which provided details of the ongoing legal proceedings against Ms. Sharla Musabih. The report also indicated that the as per the Court of First Instance ruling of 21 October 2009, she was a fugitive who was wanted for criminal participation and a warrant has been issued for her arrest.

Observations

2346. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the response provided to her communication dated 12 March 2010. However, she wishes to express regret that the Government of the United Arab Emirates has not responded to her communication dated 13 January 2010. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments.

Uzbekistan

Letter of allegations

2347. On 19 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an allegation letter concerning **Ms. Umida Ahmedova**, a women's rights defender, photographer and film-maker.

2348. According to information received, on 16 December 2009, the Mirobod Department of Internal Affairs informed Ms. Umida Ahmedova that she had been arraigned on charges of slander (Article 139), insult (Article 140) and conducting activities without a licence (Art 190) under the Uzbek Criminal Code. The charges relate to the publication of a photo album titled "Women and Men: from Dawn to Dusk". The album was published in 2007 and contains 110 photographs relating to the traditions and customs of the Uzbek people. Ms. Ahmedova also produced two documentaries, titled "women and Men in Customs" and "Virginity Code".

2349. It is reported that these charges were initiated following the opening of investigations on several books and films on gender issues by the Uzbek Agency on Media and Information in November 2009.

2350. Concern was expressed that the charges against Ms. Ahmedova might have been directly related to her legitimate work in defense of human rights.

Response from the Government

2351. In a letter dated 23 March 2010, the Government responded to the communication sent on 19 January 2010 as follows. Ms. Umida Ahmedova was found guilty of the offences specified in articles 139, paragraph 3 (d), and 140, paragraph 2, of the Criminal Code of Uzbekistan by a judgement of the Mirabad district criminal court, Tashkent of 10 February 2010. She was discharged from serving her sentence on the basis of the Amnesty Act of 28 August 2009.

2352. The judgement in respect of Ms. Ahmedova was upheld by a decision of the appeals division of the Tashkent criminal court of 17 March 2010. According to the judgement, the photo album Women and Men: from Dusk to Dawn and the documentary films Women and Men in Rites and Rituals and The Burden of Virginity, which were made by Ms. Ahmedova, contained a hidden subtext aimed at discrediting the foundations and customs of the people of Uzbekistan; negative information that could affect the moral and psychological state of young persons; and affronts to the traditions of the peoples of Uzbekistan. During the period 2003–2008, Ms. Ahmedova used a psychological mechanism to inculcate in the consciousness of the younger generation ideas alien to pedagogical and psychological norms and common human values, as well as to the moral foundations of the people of Uzbekistan and the main tenets of national ideology. Ms.

Ahmedova, pursuing ends that not only were contrary to teaching on healthy living, but also flagrantly violated scientifically based pedagogical and psychological precepts with respect to the upbringing of the younger generation and their preparation for adult life, transmitted information that could prevent young persons from forming an accurate perception of the reality of the spiritual and moral sphere of life in Uzbekistan. In so doing, she defamed and insulted the people of Uzbekistan.

2353. Ms. Ahmedova's guilt was demonstrated by the testimony of witnesses and by the other evidence gathered in the case. During the criminal case, her interests were represented by a lawyer who was present when Ms. Ahmedova was questioned as a suspect. When asked by her lawyer whether any unlawful investigative methods had been used, Ms. Ahmedova replied that she had given her statement voluntarily and that she had not been subjected to any pressure by investigators or to any unlawful investigative methods.

2354. By her actions, which evinced a lack of respect for the rights and reputation of the entire people of Uzbekistan, Ms. Ahmedova breached the requirements of article 19 of the International Covenant on Civil and Political Rights and the norms of Uzbek legislation.

Urgent appeal

2355. On 29 January 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Chair-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, sent an urgent appeal regarding the deteriorating health conditions in detention of **Mr. Norboy Kholjigitov and Mr. Khalibula Akbulatov** as well as to the alleged disappearance of the latter. Mr. Kholjigitov is the former president of the Human Rights Society of Uzbekistan (HRSU), Ishtikan District. Mr. Khalibula Akbulatov is a member of the Ishtikan regional branch of HRSU. Both Mr. Kholjigitov and Mr. Akbulatov have been detained since 4 June 2005. Mr. Kholjigitov was sentenced by the Samarkand Regional Criminal Court to ten years' imprisonment on 18 October 2005 and has been detained in the Ou/la 64/49 colony in Karshi.

2356. Mr. Kholjigitov and Mr. Akbulatov were the subjects of an allegation letter sent on 25 July 2005, by the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression. The response from the Government was received on 28 November 2005. A further urgent appeal regarding Mr. Kholjigitov was sent on 27 October 2008, by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on torture, and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment.

2357. According to new information received, the health condition of Mr. Kholjigitov and Mr. Akbulatov had deteriorated significantly over the past year. Mr. Kholjigitov has diabetes and his blood sugar levels have become very high. As a result of his untreated condition, gangrenes had appeared on his left leg, hands and face and he had now lost all his teeth. Mr. Kholjigitov has also contracted bronchial asthma at the end of last year.

2358. Mr. Akbulatov lost a significant amount of weight and weighed only 55 kilograms his eyes had been infected and his right leg had almost completely lost sensitivity. Moreover, it was reported that Mr. Akbulatov was being held in Navoi prison No. 64/29, but that he was recently transferred to an unknown location. His fate and whereabouts are unknown.

2359. It is reported that neither Mr. Kholjigitov, nor Mr. Akbulatov as long as his condition could be monitored before being transferred to an unknown location, receive adequate medical care in detention.

2360. Concern was expressed that the alleged denial of medical treatment of Mr. Norboy Kholjigitov and Mr. Khalibula Akbulatov, as well as the alleged disappearance of the latter, may be related to their work in the defense of human rights. Serious concern is expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Kholjigitov and Mr. Akbulatov.

Response from the Government

2361. In a letter dated 23 February 2010, the Government responded to the communication sent on 29 January 2010 as follows. The information set out in the letter from the United Nations Special Rapporteurs is not reliable.

2362. Mr. Khabibullo Okpulatov, born in 1950, was convicted by a judgement of the Samarkand provincial criminal court of 18 October 2005 under articles 165, paragraph 2 (b) (Extortion), and 139, paragraph 3 (d) (Defamation) of the Criminal Code of Uzbekistan and sentenced to six years' imprisonment. The judgement was upheld by a decision of the Samarkand provincial criminal court of 22 November 2005. Mr. Okpulatov is serving his sentence in institution UY 64/45 in Tashkent province.

2363. Mr. Okpulatov has been disciplined on several occasions for failing to comply with the lawful demands of the prison administration and breaching internal regulations. In this connection, criminal proceedings were instituted against him, and he was convicted by a judgement of the Navoi criminal court of 30 September 2009 under article 221, paragraph 2 (b), of the Criminal Code and sentenced to imprisonment for a term of three years and eight days, to be served in a strict regime colony.

2364. In accordance with standard procedure, Mr. Okpulatov underwent a full medical examination on entering prison and was registered as a clinic patient with a diagnosis of post-traumatic cataract of the left eye (the injury was sustained in childhood). He has not recently complained of any deterioration in his health. At present, the state of health of the convicted person is satisfactory, and his weight is within normal range (75 kilograms for a height of 172 centimetres).

2365. Mr. Norboy Abduraipovich Kholjigitov, born in 1952, was convicted by a judgement of the Samarkand provincial criminal court of 18 October 2005 under articles 165, paragraph 2 (b) (Extortion), and 139, paragraph 3 (d) (Defamation), of the Criminal Code of Uzbekistan and sentenced to 10 years' imprisonment. The judgement was upheld by a decision of the Samarkand provincial criminal court of 22 November 2005. Mr. Kholjigitov is serving his sentence in institution UY 64/61 in Kashkadarya province.

2366. In accordance with standard procedure, Mr. Kholjigitov underwent a full medical examination on entering prison and was registered as a clinic patient with a diagnosis of sugar diabetes and angiopathy of the vessels in both eyes. He has been treated for these conditions in the prison hospital on six occasions while serving his sentence. He has not complained of any deterioration in his health subsequently. At present, the state of health of the convicted person is satisfactory.

2367. From 7 to 31 December 2009, Mr. Kholjigitov received inpatient treatment at the national hospital of the Central Penal Correction Department of the Ministry of Internal Affairs. On being examined, Mr. Kholjigitov was not found to be suffering from gangrene or bronchial asthma.

2368. At institution UY 64/61 in the city of Karshi, where Mr. Kholjigitov is being held, he has been disciplined eight times for breaching the regulations on the serving of sentences.

2369. No complaints or representations have been received from Mr. Kholjigitov or Mr. Okpulatov. Mr. Okpulatov is serving his sentence in institution UY 64/45 in Tashkent province. Mr. Kholjigitov is serving his sentence in institution UY 64/61 in Kashkadarya province.

2370. Mr. Kholjigitov and Mr. Okpulatov, like all other convicted persons needing outpatient or inpatient treatment, receive medical care in a timely fashion. In Uzbekistan, the protection of the health of persons sentenced to prison terms is guaranteed in national legislation: in article 40 of the Constitution of Uzbekistan, entitled "Protection of citizens' health", and in the Penal Enforcement Code. Medical care is available round the clock in all facilities of the penal correction system. Every institution has a medical unit dispensing inpatient and outpatient care. No convicted person may be denied his lawful right to receive medical care.

Letter of allegations

2371. On 11 May 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, sent a letter of allegation concerning the sentencing of **Mr. Maxim Popov**, psychologist, founder and director of the non-governmental organization Izis, founded by young medical professionals which works on HIV/AIDS prevention. Izis has also implemented HIV prevention activities, including under contracts with UNICEF, UNFPA and UNAIDS.

2372. According to the information received, Mr. Maxim Popov was arrested in January 2009 and convicted in July 2009. His conviction was publicly disclosed only at the end of February 2010. Mr. Popov was sentenced to 7 years imprisonment for charges which included theft by embezzlement, concealment of foreign currency, tax evasion, inducing minors to antisocial behaviour, indecent assault without violence against a minor and inducing engagement in the use of narcotic drugs or psychotropic substances.

2373. It is believed that Mr. Popov was convicted in connection with writing and distributing HIV/AIDS prevention materials. Mr. Maxim Popov is the author of the brochure "HIV and AIDS today", a publication funded by UNAIDS and UNICEF. He was also convicted for distributing HIV prevention materials published by UNAIDS and other UN agencies to adolescents that explicitly refer to drug use, sex work and homosexuality.

2374. Concern was expressed that the arrest and sentencing of Mr. Maxim Popov may be related to his peaceful activities in defence of human rights, in particular his work on HIV/AIDS prevention

Response from the Government

2375. In a letter dated 30 June 2010, the Government responded to the communication sent on 11 May 2010 as follows. ISIS, a voluntary organization, was registered in 2003 with the Tashkent Justice Department as a legal entity, with Maxim Popov, an Uzbek national, as director. The organization's basic aims were to work on problems relating to the education, health and social protection of children and to assist in the social integration of the aged, the poor or other vulnerable sections of society.

2376. In accordance with article 21 of the Non-State Non-Commercial Organizations Act, the Tashkent Justice Department, as the registering body, carried out checks on IZIS in 2008 to ensure that it was carrying out its statutory aims and purposes and acting in accordance with the law. The checks showed that the organization conducted its activities under agreements concluded with a number of international organizations, including the local office of the foreign non-governmental organization Population Service International (PSI), and with United Nations agencies in Uzbekistan, such as the United Nations Development Programme (UNDP) and the United Nations Children's Fund (UNICEF). In partnership with these organizations, IZIS carried out a wide variety of projects, aimed largely at injection-drug users and persons living with HIV.

2377. In the course of the verification process, it was found that the requirements of the statute had been breached and that there had been violations of Uzbek law, some of them of a criminal nature.

2378. In order to avoid untoward consequences and to take the proper legal action against IZIS, the materials of the verification process were handed over to the public prosecutor's office.

2379. According to information provided by the law enforcement agencies, criminal charges were brought against IZIS and, once the preliminary investigation had been completed, the case was transferred to Chilanzar District Criminal Court.

2380. On 9 June 2009, the Chilanzar District Criminal Court found Maxim Vladimirovich Popov, the director of IZIS, guilty. It sentenced him to seven years' deprivation of freedom and stripped him of the right to hold any office involving the direction of an organization or economic administration for two years.

2381. In view of the above, and given the evidence of a number of breaches of the statute and the law in the activities of IZIS, the Tashkent Justice Department, as the registering body, applied to the Tashkent Civil Court for IZIS to be wound up. This application was granted on 30 September 2009.

2382. In accordance with the Court's decision of 29 October 2009, the Central Administrative Board of the Tashkent Justice Department adopted the decision to terminate the activities of IZIS and to remove it from the register as a legal entity.

The case of Maxim Popov

2383. Maxim Vladimirovich Popov, an Uzbek national and executive director of the voluntary organization IZIS, was found guilty by the Chilanzar District Criminal Court on 9 June 2009 of committing offences under articles 167, paragraph 3 (a); 178, paragraph 2 (a) and (c); 184, paragraph 3; 127, paragraph 3 (b) and (c); 129, paragraph 1; 274, paragraph 2 (c); and, in accordance with articles 45, 59 and 61 of the Criminal Code, was sentenced to seven years' deprivation of freedom and stripped of the right to occupy any office relating to the direction of an organization or economic administration for two years. This sentence was upheld by the Tashkent Criminal Court, Appeal Division, on 14 July 2009.

2384. Popov's criminal activities did not end there. Knowing that the rent of the IZIS office was paid for the period from January to December 2008 under the tripartite agreement, at a cost of \$700 a month, Popov, acting in collusion with Kostyuchenko and in abuse of his official position, claimed \$200 a month for the office rental for the period January-December 2008, with no justification, thus embezzling the grant resources entrusted to him in the amount of 802,000 sum.

2385. Over the period 4 June 2008 to 11 December 2008, Popov misappropriated material goods placed in his charge, in the form of 990 Shield contraceptives, valued at 47,900 sum, purchased with the funds provided by UNDP, 24 T-shirts worth 132,000 sum and 263

vouchers worth 15,100 sum provided by the UNICEF office, at a total value of 193,100 sum.

2386. Moreover, in pursuance of his vile beliefs, which led him to entice young people into using narcotic drugs and psychotropic substances and to encourage an antisocial and amoral way of life by acting on their unformed minds and outlook, Popov distributed in Uzbek educational establishments attended by schoolchildren and students engaging in academic, sporting or communal activities a book that promoted narcotic drug use and antisocial behaviour among the young over the period 2006–2007. The book was entitled *Healthy Lifestyles. Teacher's Guide XXI*, 200 copies of which he had received under the contract with PSI. Popov was well aware of the nature of the book's contents.

2387. Knowing what the book contained, Popov deliberately distributed this book with a view to the promotion of depraved acts by persons whom he knew to be under 16. The book contained texts instructing young people in sexual activities and propaganda for homosexuality, prostitution and pornographic images among young people, including those attending educational institutions in Uzbekistan.

2388. Popov's guilt in respect of the offences in question is confirmed by witness statements, expert conclusions, checks, inventories, receipts and transfers, inspection and confiscation reports using material evidence, bills and other records required for a criminal case. The Supreme Court is not in possession of any information relating to the use of impermissible investigation methods. The sentence imposed on Popov has now become enforceable.

Letter of allegations

2389. On 28 May 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegation concerning the situation of **Ms. Salomata Boimatova, Ms. Zoe Yangurazova, Ms. Gavkhar Ismoilova, Ms. Elena Urlaeva, Ms. Tatyana Dovlatova and Messrs. Rasulzhon Tadzhibaev, Akromkhodzhe Mukhitdinov, Vladimir Khusainov and Anatolii Baraksin**, members of the Human Rights Alliance of Uzbekistan, as well as of **Mr. Bakhodir Namazov**, leader of the organization Committee of Prisoners of Conscience.

2390. According to the information received, on 12 April 2010, five policemen in plain clothes allegedly forcibly entered Ms. Dovlatova's house. They asked her to follow them to the Khamzinsky police department in Tashkent. Following her refusal, they came back later the same day and allegedly searched her house. It is further alleged that during the house search, which was conducted without a search warrant, the police officers tried to forcefully bring her to the police station.

2391. On 13 May 2010, Ms. Boimatova, Ms. Yangurazova, Ms. Ismoilova, Ms. Urlaeva and Messrs. Tadzhibaev, Mukhitdinov, Namazov and Baraksin were allegedly prevented from leaving their houses to attend a commemoration of the 2005 Andijan events by officers of the Special Forces. It is also alleged that Ms. Dovlatova and Mr. Khusainov were prevented from reaching the place where the demonstration was being held by police officers.

2392. Concern was expressed the acts of intimidation against Ms. Boimatova, Ms. Yangurazova, Ms. Ismoilova, Ms. Urlaeva, Ms. Dovlatova and Messrs. Tadzhibaev, Mukhitdinov, Khusainov, Namazov and Baraksin might be directly related to their peaceful activities in the defense of human rights.

Response from the Government

2393. In a letter dated 11 August 2010, the Government responded to the communication sent on 28 May 2010 as follows. In respect of the allegations that special service officers prevented Ms. T. Davlatova, Ms. S. Boimatova, Ms. Z. Yanguzarova, Ms. G. Imoilova, Ms. E. Urlaeva, Mr. R. Tadzhibaev, Mr. A. Mukhitdinov, Mr. V. Khusainov, Mr. A. Baraksin and Mr. B. Namazov from leaving their houses to take part in a demonstration on 13 May 2010, we would inform you that there were no demonstrations in the city of Tashkent on that day.

2394. No procedural or operational exercises were carried out by the Tashkent law enforcement agencies in respect of the individuals mentioned on 13 May 2010.

Criminal proceedings against Ms. T. Davlatova

2395. At 9 a.m. on 8 January 2010, Ms. T. Davlatova and Ms. N. Dzhurabaeva were involved in a brawl outside the Aviasozlar Market branch of the National Bank of Uzbekistan on Sholokhov Street; both the individuals concerned received bodily injuries. The forensic medical report concluded that the bodily injuries to Ms. T. Davlatova and Ms. N. Dzhurabaeva were "light".

2396. On 21 January 2010, the Khamzinsk district internal affairs department investigating agency brought proceedings under article 277, paragraph 1, of the Criminal Code against Ms. N. Dzhurabaeva in respect of the above events. The procedural action taken in the case produced evidence incriminating Ms. T. Davlatova.

2397. On 6 April 2010, in the presence of a lawyer, Ms. Davlatova was informed of the decision to charge her as a suspect. Ms. Davlatova declined to sign an acknowledgement that she had been shown the decision and left the investigator's office. Subsequently, she did not react to repeated summonses to report to the district internal affairs department.

2398. An order was issued for suspect Ms. T. Davlatova to appear before the district internal affairs department. On 12 April 2010, the investigative task force went to her place of residence to enforce this.

2399. On the officers' arrival, Ms. T. Davlatova categorically refused to open the door, threatening to release a dog, and refused to go to the district internal affairs department. The investigative task force drew up a report and, in the presence of neighbours, took a video film of Ms. Davlatova's actions. No search was made of Ms. Davlatova's place of residence.

2400. On 15 April 2010, officers of the Khamzinsk internal affairs department again went to suspect Ms. T. Davlatova's place of residence to enforce a new order issued by the investigator for her to appear. However, no one was there. On inquiring of the neighbours, it was ascertained that Ms. Davlatova had not been to the house recently and they did not know where she was.

2401. On the same day, the investigating agency of Khamzinsk internal affairs department charged Ms. Davlatova in absentia under article 277, paragraph 1, of the Criminal Code and declared her a wanted person (pretrial restraining order in the form of travel restraints). Criminal case was brought under article 364, paragraph 2 (1), of the Code of Criminal Procedure, in respect of absence of the suspect. Ms. Davlatova was arrested on 27 May 2010; inquiries have now been reopened and the necessary procedural action is being taken.

Observations

2402. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the responses provided to her communications dated 23 February, 23 March, 30 June and 11 August 2010. The Special Rapporteur remains seriously concerned at the situation of human rights defenders in Uzbekistan, including reports of acts of intimidation, arbitrary arrest and heavy sentencing.

2403. The Special Rapporteur is particularly concerned at allegations concerning denial of medical treatment in detention and the reported disappearance of Ms. Umida Ahmedova, which she considers as unacceptable. She thanks the Government for its reply indicating the fate and whereabouts of Ms. Ahmedova but urges the authorities to ensure that the arrest, detention and treatment of those detained are in full compliance with international norms and standards.

2404. The Special Rapporteur regrets that her request to carry out a country mission to Uzbekistan has been outstanding for over ten years despite repeated follow-up and hopes that the Government will consider this request favourably in the near future.

Vanuatu

Letter of allegations

2405. On 5 November 2010, the Special Rapporteur sent a joint urgent appeal, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression regarding the situation of Ms. Esther Olul and her family. Ms. Olul lives with her family in the Cook barracks of Vanuatu Mobile Forces (VMF) located in the Anabrou neighborhood in Port-Vila. She is employed in Bougainville's high school.

2406. According to the information received, on 29 March 2009, Ms. Olul reportedly witnessed the killing of Mr. John Bule, a prisoner who had escaped from the prison of Port-Vila, by VMF officers inside the Cook barracks. According to the coroner report's, Mr. Bule "died as a result of complications of injuries sustained in the setting of blunt force trauma... The deceased suffered at least 32 different apparent injuries to his head, chest, abdomen, right upper limb, left upper limb, right lower limb, left lower limb and back".

2407. On 9 December 2009, Mr. Selwyn Olul, Captain of VMF and husband of Ms. Olul, was warned by his superior Commander Willy Vira, acting reportedly on orders from Police Commissioner Joshua Bong, that if his wife was to give testimony to the Supreme Court during the trial concerning Mr. Bule's death in March 2010, they could both end up in jail as a reprisal. Despite these alleged threats, Ms. Olul took the decision to deliver her testimony to the court in March 2010.

2408. On 1 January 2010, Mr. Olul received his transfer order to Luganville, on Santo Island. He moved on 25 January, expecting his family to follow him shortly thereafter. Upon arrival, he found that the quarters made available to him and his family were suitable for a single person only.

2409. In March 2010, Ms. Olul testified before the Supreme Court that she witnessed VMF officers beating Mr. John Bule to death.

2410. On 26 April 2010, Ms. Olul sent a letter to the Police Commissioner Joshua Bong, complaining about her situation. The letter was left unanswered.

2411. On 7 June 2010, the non-governmental organization Transparency Vanuatu, acting on behalf of Ms. Olul, sent a letter to Police Commissioner Joshua Bong, calling him to

“reconsider the decision of the transfer of Captain Olul as it has caused an adverse impact on the complainant’s family”. A follow-up letter was sent on 29 July 2010. Both letters were left unanswered.

2412. On 30 August 2010, around 6 p.m., a military truck nearly hit Ms. Olul inside the Cook barracks. Ms. Olul, shocked, was admitted to hospital where she stayed for three days.

2413. On 24 September 2010, Mr. Olul was instructed by Officer James Aru to tell his wife to leave the barracks, which she refuses to do as she is entitled to marital housing since the allowance is deducted from her husband’s wages.

2414. Because of this situation, the health situation of Ms. Olul has seriously deteriorated. She was reportedly admitted to hospital for three weeks due to stress-related heart problems, and needs to take medicine. Ms. Olul and her children are ostracized within the barracks’ community. In addition, Ms Olul’s eldest son, who works as an ambulance driver, has reportedly been denied access to the VMF barracks. It is finally alleged that Ms. Olul’s quarters in the barracks are not being maintained, despite Ms. Olul paying all her bills. In particular, the water pipes are leaking, leading to an increase in water bills.

2415. Concerns were expressed that the aforementioned acts of intimidation and harassment against Ms. Olul and her family, including the transfer of her husband, may be in reprisal for her testimony. Further concerns are expressed for the physical and psychological integrity of Ms. Olul and her family.

Observations

2416. The Special Rapporteur wishes to express her regret that the Government of Vanuatu has not responded to her communication sent during the reporting period. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

Venezuela (Bolivarian Republic of)

Llamamiento urgente

2417. El 16 de diciembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Presidente- Relator del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria y la Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, enviaron un llamamiento urgente en relación con la situación de la **Jueza María Lourdes Afiuni** quien, el 10 de diciembre de 2009, ordenó la libertad condicional del Sr. Eligio Cedeño en espera de juicio, cuya detención fue declarada arbitraria por el Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria en su Opinión No. 10/2009 del 1º de septiembre de 2009.

2418. Según las informaciones recibidas, en una audiencia en Caracas el 10 de diciembre de 2009, la Jueza María Lourdes Afiuni otorgó la libertad condicional al Sr. Eligio Cedeño en espera de juicio. La decisión fue acorde con el derecho venezolano y en concordancia con la decisión del panel de apelación de noviembre de 2009, el cual determinó que la detención preventiva del Sr. Cedeño había excedido el plazo máximo. El 10 de diciembre, el Sr. Cedeño habría estado detenido en espera de juicio durante dos años, diez meses y dos días.

2419. En la audiencia del 10 de diciembre, la defensa del Sr. Cedeño puso a conocimiento del tribunal la Opinión No. 10/2009 del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria. La fiscalía no estuvo presente durante la audiencia, y tampoco se había presentado a la audiencia del 8 de diciembre.

2420. En cumplimiento con la orden de la Jueza Afiuni, el Sr. Cedeño fue escoltado del tribunal por dos alguaciles, los señores Rafael Rondón y Carlos Lotuffo, y puesto en libertad condicional. Le fue ordenado que entregara su pasaporte, permaneciera en Venezuela y se presentara ante las autoridades cada 15 días.

2421. Cuando los oficiales de la Dirección de los Servicios de Inteligencia y Prevención (DISIP) del Ministerio del Interior, quienes habrían llevado al Sr. Cedeño a la audiencia, fueron informados de la libertad del Sr. Cedeño, éstos arrestaron a la Jueza Afiuni y a los dos alguaciles. Los dos alguaciles fueron liberados posteriormente. La Fiscalía consideró la legítima libertad del Sr. Cedeño como una fuga ilícita. Se puso en marcha una búsqueda masiva para encontrar al Sr. Cedeño, cuyo paradero se desconoce desde ese momento.

2422. El 11 de diciembre en un acto de presencia ante una asamblea de funcionarios del Gobierno, el cual fue transmitido por televisión nacional y radio, Su Excelencia Presidente Hugo Chávez llamó tanto al Sr. Cedeño como a la Jueza Afiuni “bandidos” y acusó a la Jueza Afiuni de corrupción. Pidió también 30 años de prisión para ella y señaló que sí había que cambiar la legislación para ello, lo haría. Su Excelencia Presidente Chávez públicamente instruyó a la Fiscal General Luisa Ortega Díaz, al Tribunal Supremo de Justicia y a todo el sistema judicial castigar a la Jueza Afiuni con la pena máxima, para que sirviera de ejemplo para otros jueces. También insinuó que los abogados defensores de Cedeño habían incurrido en delitos. La Fiscal Luisa Ortega Díaz concedió entrevistas a la prensa en las que presuntamente difamaba a la Jueza Afiuni.

2423. También el 11 de diciembre, un abogado cercano al Sr. Cedeño, el Sr. José Rafael Parra Saluzzo, quien no forma parte de la defensa del Sr. Cedeño, fue detenido y llevado a la sede de la Dirección de Inteligencia Militar. El Sr. Parra fue puesto en libertad el 12 de diciembre por la noche. De acuerdo con las informaciones recibidas, se encuentra en amenaza inminente de ser detenido nuevamente, así como el resto del equipo de defensa del Sr. Cedeño.

2424. El 12 de diciembre, la Jueza Afiuni fue acusada por presunta corrupción, complicidad en una fuga, conspiración y abuso de poder. Fue trasladada a una cárcel de mujeres con problemas de hacinamiento a las afueras de Caracas, donde se cree se encuentra detenida entre la población carcelaria general. Le ha sido negado el derecho a un defensor público.

2425. En febrero de 2007, otro juez que habría dictado una orden favorecedora para el Sr. Cedeño fue apartado del tribunal y uno de sus hijos se salvó de un intento de secuestro poco tiempo después, por lo que el juez huyó del país. En noviembre, después de que un panel de apelación determinara que la detención preventiva del Sr. Cedeño había excedido el límite establecido por la ley, el juez que emitió la opinión fue apartado del tribunal de apelación y degradado. La decisión fue suspendida por la Sala Constitucional del Tribunal Supremo de Justicia.

2426. Se expresaron serias preocupaciones de que el presunto arresto y detención de la Jueza Afiuni se hubiera llevado a cabo como represalia por el presunto ejercicio legítimo de sus funciones constitucionales y representen un intento por reprimir la independencia de jueces y abogados en el país.

Respuesta del Gobierno

2427. Mediante carta fechada el 28 de Julio de 2010, el Gobierno respondió a este llamamiento urgente. La respuesta incluía adjunta información sobre el caso proporcionada por la Agencia del Estado para los Derechos Humanos en junio de 2009. En primer lugar, el Gobierno señala que la presunta detención arbitraria del señor Cedeño ha sido total y categóricamente desvirtuada por el Estado venezolano quien, el 14 de diciembre de 2009, ya envió una respuesta en forma de Nota Verbal al Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria.

2428. Con respecto al caso y la situación de la Jueza María Lourdes Afiuni, el Gobierno expresó su sorpresa y preocupación por el tratamiento del delicado asunto por parte de los Procedimientos Especiales el cual, a su juicio, compromete el ejercicio de su mandato confiado por el Consejo de Derechos Humanos y viola de manera flagrante la Resolución 5/2 de dicho órgano que estableció el Código de Conducta para los titulares de los mismos. Asimismo, el Gobierno estimó que la publicación el mismo día 16 de diciembre de un comunicado de prensa por parte de los citados Procedimientos Especiales no permitió que el Gobierno pudiera dar una respuesta oportuna a los interrogantes que se habían planteado.

2429. El Gobierno de Venezuela informa que la Sra. María Lourdes Afiuni, teniendo conocimiento previo de todas y cada una de las circunstancias de hecho y derecho que han rodeado el caso del Sr. Cedeño, procedió de menar ilegal a dejar sin efecto la referida medida preventiva de privación de libertad decretando una medida sustituida de juzgamiento a favor del Sr. Cedeño la cual posibilitó su evasión. En consecuencia, la Fiscal 56° del Ministerio Público solicitó su aprensión ante el Juzgado 50° de Primera Instancia en Funciones de Control del Circuito Judicial Penal del Área Metropolitana de Caracas en el cual se señalaron 21 elementos de convicción contra la Sra. Afiuni, supuestamente incurso en los hechos punibles de corrupción propia y abuso de autoridad, previstos y sancionados en los artículos 62 y 67 de la Ley contra la Corrupción; de favorecimiento para la evasión, previsto y sancionado por el artículo 264 del Código Penal; y de asociación para delinquir, previsto y sancionado en los artículos 6 y 16.6 de la Ley contra la Delincuencia Organizada.

2430. Posteriormente, el 12 de diciembre de 2009, tuvo lugar la audiencia en el Juzgado 50° de Primera Instancia en funciones de Control donde el Ministerio Público señaló que, a pesar de haber solicitado al Juzgado 31 de Primera Instancia a cargo entonces de la Jueza Afiuni, el diferimiento de la audiencia en el caso del Sr. Cedeño, ésta fue fijada por la mencionada jueza el día 10 de diciembre, tan solo dos días después, cuando ese día los fiscales del Ministerio Público de dicha causa tenían un acto de imputación ya fijado, por lo que no podían comparecer ante la Audiencia fijada por Juzgado 31 de Primera Instancia. Este hecho era conocido por la entonces titular del Juzgado 31 de Primera Instancia la cual no tomó en consideración la prohibición expresa que existe para los operadores de justicia, establecida en la Ley Adjetiva Penal, de reunirse con las partes sin la presencia de todas ellas y procedió a iniciar una Audiencia de diferimiento de la Audiencia Preliminar sin la presencia del Ministerio Público, lo cual vicia de nulidad esa actuación tal y como se establece en los artículos 190 y 191 de la Ley Adjetiva Penal.

2431. Según el Gobierno, de las actas del proceso se desprende que los elementos de convicción alegados por el Ministerio Público soportan la imputación de hechos que constituyen graves irregularidades cometidas por la Sra. Afiuni y que han llevado a la conclusión preliminar de que existe presunción razonable de que la entonces Jueza Afiuni ordenó el traslado del Sr. Cedeño para el 10 de diciembre con la finalidad de llevar a cabo dicho acto, una vez efectuado el traslado, a puertas cerradas y sin la presencia del Ministerio Público; que la entonces jueza Afiuni hizo esto desacatando sentencias tanto de la Sala Penal del Tribunal Supremo como de la Sala Constitucional del mismo Tribunal. Asimismo, las actas del proceso indican que la entonces Jueza Afiuni abusó de sus

funciones jurisdiccionales presuntamente por un interés particular otorgando la Medida Sustitutiva de Libertad desatendiendo el peligro de fuga latente a lo largo del caso contra el Sr. Cedeño.

2432. Asimismo, de unas declaraciones de la Sr. Afiuni a un diario nacional, se evidenciaría que la mención de una opinión de la ONU no es determinante para afirmar que la decisión de la entonces Jueza de otorgar medida cautelas sustitutiva de juzgamiento de libertad a favor del Sr. Cedeño se haya basado en la Opinión del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria y menos aun cuando la propia Sr. Afiuni ha expresado reiteradamente que su decisión no tuvo como base comunicación alguna de la ONU.

2433. Tampoco sería cierto y resultaría totalmente infundada la mención de que a la Sra. Afiuni se la haya negado acceso a un defensor público, pues en Venezuela no es posible dar curso a un proceso penal si no se cuenta, al menos, con un profesional del derecho que ejerza su defensa en juicio, asignado por el Estado. En el caso de la Sra. Afiuni, ésta cuenta desde el inicio del proceso penal con la defensa de abogados privados asignados por su propia voluntad y, en caso de prescindir de ellos, es obligación del Estado proveer la imputada de un defensor público. En la actualidad, la Sra. Afiuni ha incorporado además un defensor público al equipo de profesionales que ejercen su defensa. Tampoco es cierto que el proceso penal contra la Sra. Afiuni se encuentre paralizado o exista algún temor de que los jueces asuman este caso por miedo a represalias, sanciones o hasta la privación de su libertad. El proceso penal en el que está incurso la Sra. Afiuni cuenta con todas las garantías del Estado de Derecho y de Justicia que le asiste a todo habitante de Venezuela. Dicha causa sigue su curso normal cumpliéndose cada una de las etapas establecidas en el Código Orgánico Procesal Penal sin que haya sufrido alguna incidencia extraordinaria que vaya más allá del desarrollo ordinario de estas causas.

2434. El 17 de mayo de 2010, el Ministerio Público informó mediante comunicado de prensa en su sitio oficial de Internet acerca de la realización de la Audiencia Preliminar en la presente causa en la cual se ratificó la Acusación Fiscal por los delitos de corrupción, abuso de autoridad y favorecimiento para la evasión. El Tribunal 50°, tras escuchar los alegatos expuestos por las partes, admitió la acusación fiscal y las pruebas presentadas por el Ministerio Público y ordenó el enjuiciamiento de la Sra. Afiuni y ratificó la Medida de Privación de Libertad que pesa sobre ella.

Carta de alegaciones

2435. El 18 de enero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron un llamamiento urgente en relación con el **Sr. Mijail Martínez**, integrante del Comité de Víctimas contra la Impunidad (CVCI), una organización de derechos humanos ubicada en el Estado de Lara. El Sr. Martínez era productor de audiovisuales y habría estado produciendo un documental acerca de las historias de las víctimas de violaciones de los derechos humanos supuestamente cometidas por agentes de la policía del Estado de Lara. Asimismo, era hijo del Sr. Víctor Martínez, ex Diputado de la Asamblea Legislativa del Estado de Lara e integrante del CVCI.

2436. Según las informaciones recibidas, el 26 de noviembre de 2009, por la mañana, dos hombres no identificados habrían disparado contra el Sr. Martínez quien se habría encontrado en la puerta de su casa en Barquisimeto. El Sr. Martínez habría muerto inmediatamente.

2437. Se expresó preocupación porque el asesinato del Sr. Mijail Martínez pudiera estar relacionado con las actividades que realizaba en la defensa de los derechos humanos, en

particular sus actividades de denuncia de las violaciones de los derechos humanos supuestamente cometidas por agentes de la policía. Asimismo, se indicó que este asesinato podría tener un efecto extremadamente negativo sobre el trabajo legítimo de los defensores de los derechos humanos en Venezuela y podría sofocar la libertad de expresión en el país.

Respuesta del Gobierno

2438. Mediante carta fechada el 2 de diciembre de 2010, el Gobierno respondió a este llamamiento urgente. La respuesta traslada información proporcionada por el Agente del Estado para los Derechos Humanos ante el Sistema Interamericano e Internacional según la cual el 27 de noviembre de 2009 se dio inicio a la investigación penal correspondiente realizando el Despacho Fiscal las actuaciones útiles y necesarias a los fines de determinar las responsabilidades a que haya lugar. Asimismo, se solicitó al Tribunal Tercero en Funciones de Control del Circuito Penal del Estado de Lara medidas de privación judicial preventiva de libertad contra un ciudadano la cual fue otorgada. El 12 de diciembre de 2009, se efectuó el acto de imputación del mencionado ciudadano y, debido a aspectos procesales relacionados con otra investigación penal incoada en su contra, le fue otorgada Medida Cautelar Sustitutiva, no estando a derecho hasta los actuales momentos, razón por la cual, la causa se encontraba en ese momento en fase de investigación.

Llamamiento urgente

2439. El 27 de enero de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente en relación con **Globovisión y el Sr. Guillermo Zuloaga Núñez**. Globovisión es un canal de noticias de televisión con señal abierta, enfocado en el periodismo independiente, crítico y sin censura. La programación de Globovisión trata temas comunitarios con el fin de promover una sociedad informada y democrática en la que se pueden expresar opiniones, denuncias y planteamientos de todos sectores de la comunidad. El canal actualmente es uno de los últimos en el país que abiertamente critica al Gobierno y, con frecuencia informa sobre temas como la corrupción, el abuso o la oposición política.

2440. Según las informaciones recibidas, desde 2001, Globovisión y su personal habrían sido sujetos a actos de hostigamiento, intimidación y amenazas. Se habrían abierto investigaciones penales ante el Ministerio Público en contra del personal y directivos de Globovisión, y se habrían hecho declaraciones de responsabilidad por parte de la Asamblea Nacional en relación con directivos del canal. Asimismo, las autoridades se habrían negado a responder a 11 solicitudes al Gobierno para incrementar la cobertura abierta del canal en Venezuela. Se habrían promulgado varias leyes que operarían en contra de Globovisión y varios otros medios de comunicación; por ejemplo, la Ley de Responsabilidad Social en Radio y Televisión y el Código Penal, que limitan la libertad de expresión en Venezuela.

2441. Hasta la fecha, Globovisión habría recibido más de 268 mensajes de estigmatización, supuestamente enviados por el Gobierno, con alegaciones en contra de su personal. Asimismo, se habrían realizados más de 88 ataques físicos en contra de su personal y se habrían iniciado 38 procesos disciplinarios en contra de Globovisión y su personal. A modo de ejemplo, el 3 de agosto de 2009, la sede de Globovisión habría sufrido un ataque en que 30 agentes militares armados habrían ingresado a las oficinas y las habría atacado con gases lacrimógenos. Los agresores se habrían identificado como partidarios del Gobierno.

2442. En un sentencia del 3 de marzo de 2009, la Corte Interamericana de Derechos Humanos habría adoptado medidas provisionales para la protección del personal de Globovisión, habría responsabilizado al Estado venezolano por las agresiones y ataques contra los periodistas y trabajadores del canal, y habría declarado que los derechos de estos individuos a la libertad de expresión y la integridad física y psíquica habrían sido violados.

2443. A pesar de la decisión de la Corte Interamericana, hasta la fecha, las agresiones en contra de Globovisión se habrían incrementado. Actualmente, Globovisión está en peligro de la revocación de su licencia de televisión. El hostigamiento y las amenazas contra Globovisión son realizados en el contexto de una consolidación del control gubernamental sobre medios de comunicación, en que el canal de televisión RCTV y 32 emisoras de radio habrían sido cerrados.

2444. En este contexto, se habría iniciado una investigación criminal en contra del Sr. Guillermo Zuloaga Núñez en relación con los presuntos actos de “usura” y “agavillamiento”. Como resultado de esta investigación, Guillermo Zuloaga Núñez habría sido objeto de una prohibición de viajar y de una orden de presentación periódica. Esta investigación penal habría incurrido en varias violaciones a garantías procesales. Por ejemplo, la Fiscalía General de la República Bolivariana de Venezuela habría anunciado que la jueza provisional Alicia Torres Rivero habría ordenado la prohibición de viajar y la orden de presentación periódica. No obstante, dicha jueza, inmediatamente y públicamente, habría negado haber sido responsable por dichos órdenes contra Guillermo Zuloaga Núñez y como resultado, le habría destituido de su cargo. Al día siguiente, otro juez habría aceptado el puesto y habría confirmado los órdenes contra Guillermo Zuloaga Núñez.

2445. Desde entonces, a Guillermo Zuloaga Núñez no se le habría permitido salir de Venezuela para acabar un tratamiento médico. La Jueza Alicia Torres Rivero ya ha sido objeto de una comunicación del Relator Especial para la Independencia de los Jueces y Abogados, Leandro Despouy, quien, el 30 de julio de 2009, manifestó su preocupación por la remoción de la Jueza a raíz de su denuncia pública.

2446. Asimismo, el Presidente de Venezuela y varios Ministros del Gobierno habrían denunciado públicamente a Guillermo Zuloaga Núñez, llamándole “delincuente” aunque la investigación en su contra no estuviese terminada.

2447. Se habría expresado temor que el hostigamiento, la intimidación y las amenazas en contra de Globovisión y la investigación criminal en contra de Guillermo Zuloaga Núñez pudieran estar relacionados con las actividades que ellos realizaban para promover y defender los derechos de la gente de Venezuela. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de todos los empleados de Globovisión. Estos ataques y amenazas, de ser confirmados, se enmarcarían en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos y para el derecho a la libertad de expresión en Venezuela.

Llamamiento urgente

2448. El 19 de marzo de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente en relación con el **Comité de Familiares de las Víctimas de los Sucesos de Febrero y Marzo de 1989 (COFAVIC) y la situación de las Sras. Liliana Ortega y Aura Liscano**, respectivamente Directora Ejecutiva y Presidenta de COFAVIC. COFAVIC es una organización de derechos humanos que trabaja con víctimas de violaciones de los derechos humanos, muchos de los cuales han sido cometidas por las autoridades y fuerzas de seguridad en Venezuela. Asimismo, COFAVIC ayuda y asesora a las familiares de las víctimas, en particular a las víctimas de la masacre conocida como 'el Caracazo', el periodo de manifestaciones, disturbios y violencia

ocurrido en 1989 y durante el cual por lo menos 600 personas murieron, supuestamente a las manos de las fuerzas de seguridad. La Sra. Ortega fue el objeto de un llamamiento urgente enviado por la entonces Representante Especial del Secretario General sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 25 de mayo de 2004.

2449. De acuerdo con las informaciones recibidas, varias autoridades venezolanas habrían denunciado públicamente a COFAVIC por no cooperar con las autoridades sobre asuntos en relación con los eventos de la masacre del “Caracazo”. En una nota de prensa de 25 de febrero 2010 y en una declaración pública del 26 de febrero de 2010, la Fiscal General de la República, Sra. Luisa Ortega Díaz, habría declarado que COFAVIC habría retenido distintos documentos e informaciones sobre datos pre-mortem en relación con las víctimas del Caracazo, en particular víctimas cuyos cuerpos habrían sido encontrados en una fosa común llamada “La Peste”.

2450. En las declaraciones anteriormente mencionadas, la Fiscal General habría dicho que COFAVIC estaba en posesión de estos datos, y que los habrían retenido a pesar de solicitudes de las autoridades pertinentes para presentarlos en cumplimiento con las investigaciones en curso. Como resultado, la Fiscal General habría declarado el 26 de febrero de 2010 que “[e]l Comité de Familiares de las Víctimas del Caracazo, representado por Aura Liscano, [se había] opuesto públicamente a las acciones del Estado venezolano para cumplir la sentencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) sin dar mayores argumentos”. Asimismo habría dicho que “nosotros hemos solicitado a COFAVIC que nos remita esa información, y no lo ha hecho” y que “la obligación de los venezolanos es colaborar con la justicia”. Después, la Fiscal General habría declarado que “vamos a lograr obtener esa información, porque si las personas no quieren colaborar con el Ministerio Público voluntariamente, nosotros tendremos que hacerlo por la vía de la legislación, y de acuerdo a las pautas establecidas en la Ley”.

2451. Además, el mismo día, la Defensora del Pueblo, Sra. Gabriela Ramírez, se habría referido a COFAVIC como una “organización no gubernamental recientemente devenida en oposición”.

2452. El 1 de marzo de 2010, el Director de Actuación Procesal del Ministerio Público, Dr. Alejandro Castillo, habría declarado durante una conferencia de prensa que hasta la fecha no habría “recibido ningún apoyo de los señores COFAVIC de los sucesos ocurridos el 27 de febrero de 1989”. El Dr. Castillo habría criticado a la Sra. Liliana Ortega, dando a entender que ella era responsable por la politización y burocratización de COFAVIC.

2453. En respuesta, COFAVIC habría insistido que había presentado todos los datos pre-mortem que estaban en su posesión al Ministerio Público, además de al Instituto de Medicina Legal y a los Tribunales pertinentes en numerosas ocasiones, desde el noviembre de 1990. Asimismo, COFAVIC habría afirmado que la CIDH habría remitido toda esta información al Ministerio de Relaciones Exteriores de Venezuela el 4 de julio de 1998.

2454. Se informó también que familiares de las víctimas encontrados en La Peste, quienes están representados por COFAVIC, habrían sido interrogados recientemente por oficiales del Ministerio Público. Las autoridades les habrían pedido detalles de sus familiares asesinados, por ejemplo el color de los ojos, de la piel o de las pestañas. Ninguna explicación se habría sido ofrecida acerca de la razón de estas interrogaciones.

2455. Como resultado de las declaraciones públicas por parte de las autoridades venezolanas, se expresó preocupación que el Ministerio Público podría llevar a cabo un allanamiento o inspección de las oficinas de COFAVIC durante las próximas semanas. Asimismo, se expresó preocupación que COFAVIC, su Directiva o sus integrantes, podrían ser sujetos a la imposición de cargos criminales, como por ejemplo por el delito de obstrucción de la justicia.

2456. Previamente, COFAVIC habría recibido amenazas y habría sido sujeto a varios actos de hostigamiento. El 9 de julio de 2009, la CIDH ordenó la provisión de medidas provisionales a favor de varios de sus integrantes.

2457. Se expresó temor que las declaraciones públicas en contra de COFAVIC y sus integrantes pudieran estar relacionadas con las actividades que realiza en defensa de los derechos humanos, y en particular por su asistencia a los familiares de las víctimas del Caracazo. Además se expresó preocupación que estas declaraciones pudieran formar parte de una campaña de difamación con el fin del desacreditar las actividades legítimas realizadas por COFAVIC.

Respuesta del Gobierno

2458. Mediante carta fechada el 27 de julio de 2010, el Gobierno respondió a este llamamiento urgente. La respuesta incluye una breve reseña acerca del “Caracazo”, marco jurídico aplicable, el establecimiento de COFAVIC en 1989 y su actuación ante la Corte Interamericana de Derechos Humanos posteriormente.

2459. COFAVIC es una organización que desde 1989 intentó múltiples acciones en el ámbito nacional e internacional para lograr identificar a los autores del “Caracazo” y lograr la indemnización de las víctimas. En este sentido, el Estado ha reconocido su trabajo por haber logrado la judicialización de estos sucesos ante el Sistema Interamericano donde se ordenó la reparación e indemnización a 44 familias.

2460. Partiendo de allí, no pudiera interpretarse que las exigencias realizadas por el Ministerio Público a COFAVIC para que entregue las pruebas pre-mortem que pudiera tener en su poder deban entenderse como un acto de hostigamiento y acoso por parte de esa institución. Por el contrario, el empeño demostrado por los titulares de la acción penal tiene un asidero jurídico y una realidad procesal y debería interpretarse como el ejercicio de la dirección funcional de las investigaciones penales para lograr el esclarecimiento del caso.

2461. En este sentido, entendiendo la manifestación de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos se considera que COFAVIC tiene deberes cuyo cumplimiento le corresponden tal y como lo señala el artículo 18 de la Declaración sobre los defensores de los derechos humanos.

2462. Ahora bien, en cuanto a las declaraciones de la Defensora del Pueblo, se debe destacar que las mismas en nada se relacionan con una campaña de difamación interinstitucional para desacreditar las actividades realizadas por COFAVIC. Solo se dieron en el contexto de un programa de opinión en el cual el nombre de dicha organización no fue mencionado ni identificado. Por otro lado, resulta importante destacar que estas declaraciones no pueden ser traducidas como una acción gubernamental para desacreditar el trabajo realizado por esta ONG. Se debe tener en cuenta que debido a la multiplicidad de actores que participan en el debate de los asuntos públicos, en algunos casos sus opiniones y criterios pudieron ser tergiversados por los medios de comunicación social mas aun cuando se trata de una caso que causó conmoción publica.

2463. No se conoce ninguna petición o denuncia por parte de COFAVIC o de cualquier otra organización no gubernamental en torno a actos de hostigamiento que haya emprendido el Estado Venezolano como consecuencia de su actividad de defender los derechos humanos.

2464. En cuanto a información acerca de las medidas de protección adoptadas de acuerdo con el fallo de la Corte Interamericana de Derechos Humanos del 9 de julio de 2009, cabe señalar que, tras cuatro años, en dicha sentencia la Corte Interamericana decidió levantar las medidas provisionales ordenadas por dicha instancia el 27 de noviembre de 2002, el 21 de

febrero de 2003, el 2 de diciembre de 2003, el 4 de mayo de 2004, el 1 de marzo de 2005 y el 14 de junio de 2005 a favor de varios miembros de COFAVIC por considerar que éstas carecían en los actuales momentos de pertinencia necesaria y necesidad teniendo en cuenta la inexistencia de amenazas contra los beneficiarios y por el transcurso de un razonable periodo de tiempo durante el cual no se habrían producido nuevos actos que impliquen una situación de riesgo para los beneficiarios.

2465. No se puede dejar de advertir que en el caso en cuestión el Sistema Interamericano ya ha ahondado lo suficiente, y en diversas oportunidades, en las medidas provisionales obligatorias para el Estado venezolano destinadas a prevenir violaciones contra personas del COFAVIC, precisamente al respecto de alegadas declaraciones públicas emitidas por funcionarios públicos. La Corte Interamericana ya ha sentado posición considerando que tales declaraciones no constituyen un riesgo fundamental a la seguridad de las personas asociadas directa o indirectamente a COFAVIC.

2466. Considerando lo expuesto, se sugiere que se inste a la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos a levantar el estudio que pesa sobre Venezuela en relación con la situación de COFAVIC.

Llamamiento urgente

2467. El 1 de abril de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron un llamamiento urgente en relación con la **Jueza María Lourdes Afiuni Mora**, quien se encuentra detenida en el Instituto Nacional de Orientación Femenina (INOF) desde el 18 de diciembre del año 2009, después de haber sido transferida desde la Sede de la Dirección General de los Servicios de Inteligencia y Prevención (DISIP, ahora SEBIN) donde permanecía desde su arresto, el 10 de diciembre del año 2009. La Sra. María Lourdes Afiuni Mora ha sido el objeto de un llamamiento urgente enviado por el Presidente Relator del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria; la Relatora Especial sobre la independencia de magistrados y abogados; y la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 16 de diciembre de 2009.

2468. De acuerdo con las informaciones recibidas, se informó de alegaciones recibidas indicando que durante los tres meses que la Jueza María Lourdes Afiuni Mora llevaba privada de libertad, había sido objeto de varios atentados contra su vida por las reclusas del Instituto Nacional de Orientación Femenina, ya que permanecía reclusa junto a las demás detenidas, incluyendo una proporción importante de condenadas por la Jueza Afiuni Mora a penas de prisión. Se expresaron serios temores por su vida, que parecía estar en grave peligro.

2469. De acuerdo con la nueva información recibida, las reclusas del Instituto Nacional de Orientación Femenina habrían tratado dos veces de quemar viva a la Jueza Afiuni Mora, y una vez, según la fuente, la trataron de asesinar con un cuchillo.

2470. Recientemente, una mujer conocida como sicaria, habría intentado insistentemente agredir a la Jueza Afiuni Mora, portando hojillas y cuchillos. Según la fuente esta mujer fue ingresada al penal por orden del mismo tribunal que lleva la causa de la Jueza Afiuni Mora.

2471. Se informa que el 22 de marzo de 2010, día en el cual la primera audiencia para presentar los cargos en contra de la Jueza Afiuni Mora estaba prevista, se canceló dicha audiencia mediante un cartel pegado en la puerta del tribunal, indicando que había despacho, pero no para la causa de la Jueza Afiuni Mora.

2472. Se informa que el mismo día, después de este acontecimiento, el abogado de la Jueza Afiuni Mora pidió el expediente de su clienta en el tribunal, lo cual le fue negado. Dicho abogado fue entonces a interponer denuncia en la inspectoría de tribunales del Distrito de Caracas, lo cual le fue negado.

Respuesta del Gobierno

2473. Mediante carta fechada el 27 de julio de 2010, el Gobierno respondió a este llamamiento urgente, incluyendo información adjunta sobre el caso. En su respuesta el Gobierno señaló que eran totalmente falsas las informaciones donde se aseguraba que durante los meses que la Sra. Afiuni llevaba privada de libertad, ésta habría sido objeto de varias agresiones y atentados contra su vida por parte de las reclusas del Instituto Nacional de Orientación Femenina (INOF). Al respecto, se informa que las gestiones para velar por la integridad personal de la Sra. Afiuni comenzaron desde el inicio del proceso penal en su contra, el día 12 de diciembre de 2009, cuando el Juzgado 50° de Primera Instancia en Funciones de Control del Circuito Judicial Penal de la Circunscripción Judicial del Área Metropolitana de Caracas instruyó al Ministerio Público a fin de que ordenara la práctica de un nuevo reconocimiento médico legal a los imputados a fin de establecer las condiciones de salud en las que se encontraban.

2474. Asimismo, se informa sobre una comunicación de la Directora Nacional de Servicios Penitenciarios con fecha de 28 de diciembre de 2009 donde se señala que la Sra. Afiuni está reclusa en el área de admisión con otras internas, lugar que se utiliza para casos especiales el cual está totalmente separado de las otras áreas de reclusión de manera que allí no existe riesgo de ser agredida por otras internas. Se informa también de otra comunicación de la misma Directora Nacional de Servicios Penitenciarios con fecha de 25 de enero de 2010 donde se señala que no se presentaron amenazas inminentes a la integridad física y a la vida de la Sra. Afiuni y que los rumores de rociar de gasolina en el pasillo que conduce al área de reclusión de la Sra. Afiuni no eran ciertos, por cuanto no utilizan combustible dentro del penal y la sustancia es de prohibida tenencia en el recinto.

2475. También se informa sobre la situación suscitada respecto a la primera petición de la Sra. Afiuni sobre el cambio de celda y se refiere a las actas relevantes que muestran la reubicación de la Sra. Afiuni a la habitación de máxima seguridad; se acuerda el traslado a otros recintos carcelarios de las internas del INOF que tengan informes negativos de conducta o que hayan podido proferir insultos a las Sra. Afiuni a fin de prevenir algún acto de violencia contra ella; se acuerda la realización de una evaluación por parte de un equipo médico multidisciplinario a los efectos de que preste atención permanente a la mencionada interna.

2476. Asimismo, la Defensoría del Pueblo ha evidenciado las actuaciones realizadas en protección de los derechos humanos de la Sra. Afiuni habiendo practicado inspecciones para velar que, como persona privada de libertad, sea tratada con el debido respeto a la dignidad humana.

2477. Todo lo expuesto anteriormente da cuenta de la seriedad demostrada por las instituciones públicas venezolanas en el cumplimiento de su obligación de proteger la integridad física de la Sra. Afiuni, quien no ha sufrido ningún atentado contra su integridad física desde que se encuentra detenida, gozando de las mejores condiciones posibles que pueden brindarse a una persona que se encuentra privada de su libertad.

Llamamiento urgente

2478. El 14 de junio de 2010, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión enviaron un llamamiento urgente en relación con la orden de búsqueda y arresto emitida contra el **Sr. Guillermo Zuloaga Núñez, Presidente de Globovisión**. Globovisión es un canal de noticias de televisión que emite con señal abierta y que se propone realizar un periodismo independiente, crítico y sin censura.

2479. Según las informaciones recibidas, el día 11 de junio de 2010, el Fiscal General habría emitido una orden de búsqueda y arresto contra el Sr. Zuloaga y contra su hijo acusados de irregularidades en un negocio de compra-venta de vehículos. Actualmente, tanto el Sr. Zuloaga como su hijo se encontrarían en paradero desconocido.

2480. El Sr. Zuloaga ha sido objeto de un llamamiento anterior enviado por el Relator Especial sobre la promoción y la protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión y la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 27 de enero de 2010, donde se habrían detallado alegaciones de múltiples actos de hostigamiento, intimidación, amenazas y procesos disciplinarios contra los trabajadores de Globovisión así como la investigación criminal en curso contra el Sr. Zuloaga. En una sentencia del 3 de marzo de 2009, la Corte Inter-americana habría responsabilizado al Estado venezolano por las agresiones y ataques contra los trabajadores de Globovisión. Hasta la fecha, el Gobierno de Venezuela no habría respondido a estas alegaciones.

2481. Se expresó seria preocupación por las alegaciones de que el proceso penal y la reciente orden de búsqueda y arresto contra el Sr. Zuloaga y su hijo pudieran estar conectados con sus actividades de promoción y defensa de una prensa libre e independiente en Venezuela. La historia de intimidación y amenazas contra los trabajadores de Globovisión, así como las alegaciones acerca de la motivación del proceso penal abierto con el Sr. Zuloaga, de ser confirmados, se enmarcarían en un contexto de gran vulnerabilidad para los defensores de los derechos humanos y para el derecho a la libertad de expresión en Venezuela.

Observaciones

2482. La Relatora Especial agradece al Gobierno sus detalladas respuestas a las comunicaciones fechadas 19 de diciembre de 2009, 18 de enero de 2010, 13 de marzo de 2010 y 1 de abril de 2010. No obstante, la Relatora Especial lamenta que al finalizar este informe no se había recibido respuesta a las comunicaciones de 27 de enero y 14 de junio de 2010. La Relatora Especial considera que el responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato es por ello que insta al Gobierno venezolano a que le proporcione una respuesta acerca de los casos mencionados.

2483. La Relatora Especial se muestra preocupada por los actos de intimidación y amenazas contra periodistas los cuales indicarían un contexto de gran vulnerabilidad para el ejercicio de la libertad de expresión en Venezuela.

2484. La Relatora Especial confía en que el Gobierno responderá favorablemente a su última solicitud de visita realizada el 21 de enero de 2010. (Nota: la solicitud anterior se envió el 21 de diciembre de 2007).

Viet Nam

Urgent appeal

2485. On 21 December 2009, the Special Rapporteur sent a joint urgent appeal, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, regarding **Mr. Le Cong Dinh**, a prominent human rights lawyer. Mr. Dinh is well known for his defense of human rights advocates, bloggers, labor rights and democracy activists, and for his activities to promote democracy and the rule of law in Viet Nam. He is also known for expressing his views and criticisms regarding the policies of the Government of Viet Nam.

2486. Mr. Dinh was the subject of an urgent appeal sent by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders on 23 June 2009. We acknowledge receipt of the Government's response dated 6 July 2009.

2487. According to new information received, on 13 June 2009, Mr. Le Cong Dinh was arrested in his law office by the Investigation Agency of Viet Nam and detained in Ho Chi Minh City.

2488. Although it has first stated that Mr. Dinh was arrested on the basis of Article 88 of Viet Nam's Penal Code ("conducting propaganda against the Government"), he had been formally charged under Article 79 of the Penal Code, which punishes conspiring or planning to overthrow the Government. The trial has been set for 25 December 2009, and the charges against Mr. Le Cong Dinh carry a penalty of life imprisonment or the death penalty.

2489. Mr. Le Cong Dinh had been held incommunicado since his arrest, except for two short visits by his wife. Although a legal counsel was appointed, Mr. Dinh has not been allowed to meet his attorney and in fact refused the appointed attorney as his legal counsel.

2490. As a result of his arrest, Mr. Le Cong Dinh had been disbarred by the Ho Chi Minh City Bar Association, and the Ministry of Justice revoked his license to practice law.

2491. On 18 July 2009, a statement by Mr. Le Cong Dinh was broadcast on Viet Nam State Television, in which Mr. Dinh read a prepared statement confessing to the unofficial charges against him and denouncing democracy, the United States of America, and stating that the Viet Nam Reform Party was a terrorist organization.

2492. Concern was expressed that the arrest and detention of, and subsequent charges against, Mr. Le Cong Dinh may be related to his peaceful activities in defense of human rights, democracy and the rule of law in Viet Nam. Further serious concern is expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr. Le Cong Dinh in light of his incommunicado detention. We would also wish to register their concern that the public statement and confession of Mr. Dinh may have been obtained under duress.

Response by the Government

2493. In a letter dated 7 April 2010, the Government responded to the communication sent on 27 January 2010 as follows. Mr. Le Cong Dinh was arrested on 13 June 2009 and accused of activities violating Vietnamese laws. On 20 January 2010, the People's Court of Ho Chi Minh City sentenced him to 5 years in prison and 3 years of probation according to article 79 of the Penal Code which reads "those who carry out activities, establish or join an organization with intent to overthrow the people's administration shall be subject to between five and fifteen years imprisonment". Investigations results show that Mr. Le Cong Dinh directly contacted and colluded with hostile forces and exile Vietnamese organizations and groups abroad, including those listed by the Vietnamese Government as terrorist groups in an attempt to prepare for riots and social instability and public disorder with the ultimate goal of overthrowing the State of Viet Nam. Mr. Dinh also attended a training on rioting and violence operations organized in Thailand. During the period of provisional detention for investigation and trial, Mr. Le Cong Dinh is entitled to enjoy the rights of the suspected offender without discrimination or ill-treatment, including the rights to be assisted by a lawyer of his own choosing and to be visited by his family. However, he refused the lawyer's assistance and wanted to be defended by himself. His personal decision, confirmed by his family, was respected. The decision of the Ho Chi Minh City Bar Association disbaring Mr. Dinh resulted from his activities violating the rules and regulations of the Bar Association, such as article 2 of the Rules of the Ho Chi Minh Bar Association, which in parts reads "the lawyer has to respect and obey the law" and the article 7 (on the rights and obligations of a lawyer) of the Vietnamese Bar Association. According to the 2006 Law of Lawyer (article 18), the Ministry of Justice has revoked the license to practice law of Mr. Dinh. All these decisions, made by the Ho Chi Minh Bar Association and the Ministry of Justice, are strictly in accordance with the existing laws of Viet Nam.

Joint urgent appeal

2494. On 24 December 2009, the Special Rapporteur sent a joint urgent appeal, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, the Special Rapporteur on freedom of religion or belief, the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, regarding **Father Thadeus Nguyen Van Ly**, a Catholic priest, aged 63 years. Father Ly was already the subject of the Working Group on Arbitrary Detention's Opinion No. 20/2003 (Viet Nam), adopted on 27 November 2003 and a joint urgent appeal by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on freedom of religion or belief and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression dated 23 February 2007. We acknowledge receipt of the Government's response dated 18 May 2007. The Special Rapporteur on freedom of religion or belief has previously sent two communications to the Government of Viet Nam regarding Father Thadeus Nguyen Van Ly (see E/CN.4/1993/62, para. 68 and A/56/253, para. 77) to which the Government replied (see E/CN.4/1994/79, para. 80 and E/CN.4/2002/73, para. 114).

2495. According to new information received, on 11 December 2009 Father Nguyen Van Ly was transferred back to Ba Sao prison, where he is currently serving an eight-year prison sentence for "carrying out propaganda against the Socialist Republic of Vietnam," (Article 88 of the Vietnamese Criminal Code). He was arrested on 18 or 19 February 2007

and sentenced on 30 March 2007 following a trial that lasted approximately four hours. He was denied access to counsel before and during the trial.

2496. At Prison Hospital 198, which is run by the Ministry of Public Security in Hanoi, Father Ly had been recovering from a second stroke suffered in detention on 14 November 2009. Father Ly remains partially paralyzed on the right side of his body.

2497. During his detention, Father Ly has been mainly held in solitary confinement. He has suffered from high blood pressure and other health problems. In the seven months before the stroke, he had several bouts of ill-health for which the prison authorities neither provided a proper diagnosis nor adequate medical treatment.

2498. Father Ly was first imprisoned for his criticism of the policies of the Vietnamese Government on religion in the late 1970s, and has already spent approximately 17 years in prison in relation to his activities promoting respect for human rights, including freedom of opinion, expression and religion. He is one of the founders of the internet-based movement "Bloc 8406" which supports democracy, and has helped to set up other political groups which have subsequently been banned in Viet Nam. He also secretly published a journal entitled "To Do Ngõn Luan".

2499. Grave concerns were expressed in respect of Father Nguyen Van Ly's state of health, particularly in view of reports that he has been transferred back to the prison despite not having fully recovered from a stroke.

Response from the Government

2500. In a letter dated 19 March 2010, the Government responded to the communication sent on 24 December 2009 as follows. Mr. Nguyen Van Ly was accused of activities violating Vietnamese laws and sentenced to 8 years in prison by the People's Court of Thua Thien Hue Province on 30 March 2007 according to article 88 of the Penal Code. He was allowed to have counsel but refused to do so. The arrest, provisional detention and trial against Mr. Ly have been carried out in strict compliance with the sequence and procedures stipulated in existing Vietnamese laws, particularly the Criminal Procedure Code. Many foreign diplomats and journalists were allowed to attend the court. There is no complaint lodged by and or behalf of Mr. Ly.

2501. In the mid 2009 year, when serving his eight-year prison sentence in Nam Ha prison, Mr. Ly had high blood pressure symptoms and was provided adequate medical treatment by health care service of Nam Ha prison. On 25 May 2009, Mr. Ly suffered a stroke which caused temporary paralysis of his arms and legs and some brain injuries but later recovered. Speaking with visitors, Mr. Ly recognized that he has been provided adequate medical health care. On 14 November 2009, Mr. Ly again found paralysis on his right arm and leg. He was immediately moved to a hospital for better medical treatment. Diagnosis results show that his paralysis was caused rather by brain injuries he suffered from his last stroke than by a new stroke. His health situation has been informed to his family and the Hue Bishop. His family was allowed to look after him when he was at the hospital. A group of priests also came to visit him. When his arm and leg were recovered and his health situation became better, he was moved back to the prison for the continuation of his sentence.

2502. Given Ms. Ly's health situation and that the risks of a stroke are high and in spirit of amnesty, on 12 March 2010, the People's Court of Ha Nam Province had decided to postpone his imprisonment for a period of 12 months, beginning from 15 March 2010, according to article 60 of the Penal Code, and allowed him to go back to Thua Thien Hue Province for health treatment. Allegations that Mr. Ly was denied access to counsel or not provided adequate medical treatment are totally not true.

Letter of allegation

2503. On 27 January 2010, the Special Rapporteur sent a joint allegation letter, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, concerning the sentencing of four human rights defenders, **Mr. Le Cong Dinh, Mr. Le Thang Long, Mr. Nguyen Tien Trung, and Mr. Tran Huynh Duy Thuc.**

2504. According to information received, on 20 January, a court in Ho Chi Minh City convicted Mr. Le Cong Dinh, Mr. Le Thang Long, Mr. Nguyen Tien Trung and Mr. Tran Huynh Duy Thuc under article 79 of the 1999 Penal Code for “organising campaigns in collusion with reactionary organisations based abroad” that were “designed to overthrow the people’s Government [...] with the help of the Internet”, such as posting articles online, cooperating with “hostile” groups abroad and, in Mr. Dinh’s case, attending a class on non-violent political change.

2505. Mr. Le Cong Dinh and Mr. Le Thang Long were sentenced to five years of imprisonment while Mr. Nguyen Tien Trung and Mr. Tran Huynh Duy Thuc were sentenced to seven and 16 years of imprisonment respectively. Mr. Dinh, Mr. Long and Mr. Trung were also sentenced to three years of house arrest upon completing their terms in prison, while Mr. Thuc was sentenced to five years of house arrest upon completing his term in prison.

2506. The prosecution allegedly gave no evidence to support the indictment, the trial did not allow meaningful defense for the accused, and the judges deliberated for only 15 minutes before returning with the judgment, which took 45 minutes to read. It has been alleged that the judgment had been prepared in advance of the hearing.

2507. Relatives, diplomats and foreign journalists were prohibited from entering the courtroom, but some were allegedly allowed to follow the trial via a closed-circuit television in an adjacent room.

2508. Concerns regarding the arrest and detention of, and subsequent charges against Mr. Le Cong Dinh had already been transmitted to the Government on 23 June 2009 and 21 December 2009. Receipt of the Government’s reply dated 6 July 2009 was acknowledged, in which it was affirmed that Mr. Le Cong Dinh was arrested for contacting and colluding with a number of exiled Vietnamese organizations and groups abroad “in an attempt to prepare for riots and cause social instability and public disorder with the ultimate goal of overthrowing the State of Viet Nam”.

Response from the Government

2509. In a letter dated 7 April 2010, the Government responded to the communication sent on 27 January 2010 as follows. Mr. Le Cong Dinh was arrested on 13 June 2009 and accused of activities violating Vietnamese laws. On 20 January 2010, the People’s Court of Ho Chi Minh City sentenced him to 5 years in prison and 3 years of probation according to article 79 of the Penal Code which reads “those who carry out activities, establish or join an organization with intent to overthrow the people’s administration shall be subject to between five and fifteen years imprisonment”. Investigations results show that Mr. Le Cong Dinh directly contacted and colluded with hostile forces and exile Vietnamese organizations and groups abroad, including those listed by the Vietnamese Government as terrorist groups in an attempt to prepare for riots and social instability and public disorder with the ultimate goal of overthrowing the State of Viet Nam. Mr. Dinh also attended a training on rioting and violence operations organized in Thailand. During the period of provisional detention for investigation and trial, Mr. Le Cong Dinh is entitled to enjoy the

rights of the suspected offender without discrimination or ill-treatment, including the rights to be assisted by a lawyer of his own choosing and to be visited by his family. However, he refused the lawyer's assistance and wanted to be defended by himself. His personal decision, confirmed by his family, was respected. The decision of the Ho Chi Minh City Bar Association disbaring Mr. Dinh resulted from his activities violating the rules and regulations of the Bar Association, such as article 2 of the Rules of the Ho Chi Minh Bar Association, which in parts reads "the lawyer has to respect and obey the law" and the article 7 (on the rights and obligations of a lawyer) of the Vietnamese Bar Association. According to the 2006 Law of Lawyer (article 18), the Ministry of Justice has revoked the license to practice law of Mr. Dinh. All these decisions, made by the Ho Chi Minh Bar Association and the Ministry of Justice, are strictly in accordance with the existing laws of Viet Nam.

2510. Mr. Tran Huynh Duy Thuc; Mr. Le Thang Long; Mr. Nguyen Tien Trung cooperated with hostile forces and maintained closed ties with exile Vietnamese groups, including those who have been listed by the Government of Viet Nam as terrorist groups in order to realize the so-called "the Road for Viet Nam", a plot of "overthrowing the people's authorities and changing the political regime in Viet Nam by violence". Mr. Thuc, by his role as the principal, was sentenced to 16 years in prison and 5 years probation according to the article 79 of the Penal Code. Mr. Long and Mr. Trung were sentenced to 5 years in prison and 3 years probation and 7 years in prison and 3 years of probation respectively by the People's Court of Ho Chi Minh City on 20 January 2010. Activities carried out these four men are well organized and clearly aimed to wipe out the existing Constitution and to overthrow the State. The punishment of these violating activities is absolutely in compliance with standards of international law. The arrest, provisional detention for investigation and trial against Mr. Dinh, Mr. Long, Mr. Trung, and Mr. Thuc have been carried out in strict compliance with the sequence and procedures stipulated in existing Vietnamese laws, particularly the Criminal Procedure Code and also in line with international standards on human rights. In the spirit of openness and transparency, Viet Nam has allowed many foreign diplomats and journalists to attend the court.

Observations

2511. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the responses provided to her communications dated 21 and 24 December 2009 and 27 January 2010. She is concerned about the situation of human rights defenders in Viet Nam, particularly about reported restrictions to their legitimate right to freedom of opinion and expression and their right to fair trial.

Zimbabwe

Letter of allegation

2512. On 22 December 2009, the Special Rapporteur sent an allegation letter concerning the situation of **Messrs. Thulani Ndhlovu and Ndodana Ndhlovu**. Messrs. Thulani Ndhlovu and Ndodana Ndhlovu are staff members of the Zimbabwe Election Support Network (ZESN), a coalition of non-governmental organizations promoting democratic processes and free and fair elections. According to the information received, on 28 October 2009, Messrs. Thulani Ndhlovu and Ndodana Ndhlovu were reportedly arrested in Cross Mabale, in the Northwest of the country, after a public outreach workshop on election education and constitutional reform. They were reportedly accused of having organized the workshop without police authorization.

2513. Mr. Ndodana Ndhlovu was released the same day whereas Mr. Thulani Ndhlovu was transferred to the Hwange Police Station and charged under Section 24 of the Public Order and Security Act (POSA), stipulating that the regulatory authority should be notified of intention to hold a public gathering. On 30 October 2009, he was released on bail and is reportedly due to appear in Court on 26 November 2009.

Urgent appeal

2514. On 21 January 2010, the Special Rapporteur together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the Right to Education sent a joint allegation letter concerning the situation of **Ms. Thabita Taona**, a member of Women of Zimbabwe Arise (WOZA), and **Mr. Andrison Manyere**, journalist. WOZA is a grassroots organization working to promote and protect women's activism. According to the information received, on 18 January 2010, WOZA reportedly organized three separate peaceful demonstrations, which simultaneously started and marched towards the offices of Ministry of Education in Harare. The objective of the march was to protest about the state of education in Zimbabwe and to hand over a WOZA report on the education system in Zimbabwe entitled "Looking Back to Look Forward" to the Minister. The report contained demands and recommendations addressed to the Minister of Education, Senator David Coltart.

2515. It was alleged that one of the groups of demonstrators was stopped by the police before arriving at the Ministry. The riot police, armed with baton sticks, arrested Ms. Thabita Taona, who was participating in the demonstration, and Mr. Manyere, who was covering the march. Mr. Manyere was released on bail the same day, with no charges brought against him. Ms. Taona remains held in detention at the Harare Central Police Station, where she has been interrogated about other participants in the demonstration. No charges have been brought against her because an Investigating Officer has reportedly not been assigned to the case yet. Ms. Taona was allowed access to her lawyer, and was given the food brought to her.

2516. Concern was expressed that the arrest and detention of Ms. Thabita Taona and Mr. Andrison Manyere and may be directly related to their peaceful activities in the defense of human rights, in the exercise of their right to freedom of opinion and expression and peaceful assembly. Further concern is expressed that these arrests may form part of a broader pattern to intimidate members of WOZA.

Letter of allegations

2517. On 16 June 2010, the Special Rapporteur, together with the the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment sent a joint allegation letter regarding the situation of **Mr. Chesterfield Samba**, **Ms. Ellen Chademana** and **Mr. Ignatius Muhamba**, respectively Director and employees of Gays and Lesbians of Zimbabwe (GALZ). GALZ is an association advocating for social tolerance for sexual minorities and the repeal of homophobic legislation in Zimbabwe, and is officially authorized to operate in Zimbabwe.

2518. According to the information received, on 21 May 2010, police officers from the Criminal Investigations Department (CID) raided GALZ offices in Milton Park, Harare, reportedly searching for dangerous narcotics and pornographic material. The police had a warrant to search for dangerous drugs and pornographic material citing contravention of

Section 157 (1) of the Criminal Law (Codification and Reform) Act Chapter 9:23 and Section 32 (1) of the Censorship and Entertainment Control Act Chapter 10:04.

2519. It was alleged that the police confiscated computers, records and banners and reportedly seized pornographic material as evidence for the case. They arrested Ms. Chademana and Mr. Muhamba and transferred them to the Harare Central Police Station.

2520. On 23 May 2010, the police allegedly returned to GALZ offices claiming that they were notified that the office had been raided. They requested entry into the office, but the guard did not have the keys. They left a message that they were to return on Monday 24 May 2010 to carry out another search.

2521. On 24 May 2010, the police took Ms. Chademana and Mr. Muhamba from Harare Central Police Station to GALZ offices for a further search, without notifying their lawyers. Later the same day, both employees were reportedly formally charged of "possessing pornographic material" and "undermining the office of the President" but the police failed to bring them before the court. On 25 May 2010, Ms. Chademana and Mr. Muhamba reportedly appeared before the court.

2522. On 26 May 2010, five police officers searched the house of Mr. Samba during his absence. They allegedly seized magazines, books, Mr. Samba's birth certificate and business cards. They asked his sister in law and niece, who were present at the time of the search, of Mr. Samba's whereabouts and when he would return to town.

2523. On 27 May 2010, Ms. Chademana and Mr. Muhamba were reportedly released on bail. It is alleged that they are however required to report to the police twice a week and to stay in Harare until the next hearing, which is expected to be held on 10 June 2010. It is further alleged that GALZ staff members have been asked to report to the police to appear as witnesses the case against their colleagues Ms. Chademana and Mr. Muhamba.

2524. Furthermore, it was reported that Ms. Chademana and Mr. Muhamba were subjected to ill-treatment during their detention. They reported that during their detention the police used empty soft drinks bottles to assault them on their knees and forced them to 'sit' in a position without a chair or any other tool for a prolonged period. They were allegedly subjected to assaults all over their bodies.

2525. Concern was expressed that the arrests of Ms. Chademana and Mr. Muhamba and the searches of GALZ premises and Mr. Samba's house might be directly related to the peaceful activities of Mr. Samba, Ms. Chademana and Mr. Muhamba in the defense of human rights. Further concern is expressed for the safety of all staff members of GALZ.

Urgent appeal

2526. On 29 March 2010, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent a joint urgent appeal regarding the situation of **Mr. Okay Machisa**. Mr. Machisa is the National Director of the Zimbabwe Human Rights Association (ZimRights). Composed of a network of human rights organisations and including over 700,000 members, ZimRights works to promote human rights by carrying out education programs and lobbying, providing legal aid and by researching and publishing on human rights issues. In particular, ZimRights has promoted the constitution-making process, and has campaigned on the right of people to be involved in the drafting of the new constitution as well as by carrying out public education campaigns about the constitutional process.

2527. Mr. Machisa and other members of ZimRights had reportedly been subject to ongoing harassment, including arbitrary arrest, threats and intimidation. According to the information received, on 23 March 2010, Mr. Machisa was reportedly arrested in Harare by

local police officers and held for several hours before being released. Mr. Machisa was checking on final preparations for the opening of a photography exhibition at the Gallery Delta in Harare. The exhibition, entitled “Reflections”, was due to be opened on 24 March 2010 by Prime Minister Morgan Tsvangirai, and forms part of a national programme of healing which aims to encourage reflection and reconciliation following the political violence that took place in relation to the elections of 2007. The “Reflections” exhibit, organised by ZimRights, was part of this campaign by promoting the message that “violence and intimidation never yield any progress”.

2528. At approximately 4:00pm, about 20 police officers, both uniformed and plain clothed, arrived at the Gallery in two trucks and began to remove the 65 photographs which comprised the exhibition, although they allegedly did not have a warrant to do so. It is reported that during this raid, the police officers acted in a threatening and intimidation manner towards Mr. Machisa before arresting him and taking him to Harare Central District Police Station. The police also reportedly confiscated two mobile phones belonging to Mr. Machisa, and it is reported that the police had come to the Gallery to take photos of the exhibition materials earlier that morning, without authorization.

2529. The Commanding Officer of the Harare Central District allegedly claimed that he had not approved the launch of the exhibition and gave Mr. Machisa seven days to present “letters of consent from individuals and organisations” featured in the pictures. Mr. Machisa was allegedly warned that if he did not do so he could face criminal charges. He was later released at 6:30 pm that evening following the intervention of lawyers from the organisation, Zimbabwe Lawyers for Human Rights (ZLHR). The following day, on 24 March 2010, the High Court ordered the police to return the photo exhibits to ZimRights within an hour, following an urgent legal application filed by ZLHR's lawyers. The police complied with the ruling and the materials were returned.

2530. It was alleged that ZimRights had notified the relevant authorities about the preparations for the exhibition during the week of 15 March 2010, and it is reported that ZimRights obtained a High Court Order to allow the exhibition to go ahead. On 17 and 18 March 2010, Ms. Olivia Gumbo, the ZimRights National Programme Manager, and Mr. Machisa were allegedly summoned by the police to answer questions about the exhibition.

2531. ZimRights filed a police report under number IR 030 117 on 2 March 2010 in relation to threatening messages received by members of the organisation. These included an email received on 16 February 2010 by Mr. Machisa from a person claiming to be called Dzapasi Mumunda. The message said: “Be careful my friend a number of people at my workplace have been assigned to bring you down. I refused to be involved. Be careful especially at your home”. This followed an incident in November 2009 in which several armed men waited at the gate of Mr. Machisa's house until he returned home from a meeting. They left only when Mr. Machisa alerted the police and various colleagues.

2532. It was further alleged that on 25 February 2010, Mr. Nunurai Jena, ZimRights' Regional Chairperson of ZimRights for Mashonaland West, Mr. Netsai Kaitano, Regional Chairperson of ZimRights in Chitungwiza, and Mr. Jabulisa Tshuma, Treasurer of ZimRights, also received various threatening messages on their mobile phones warning them to stop their work educating the public about the constitution-making process. The messages threatened them with death if they did not do so, and asked about their motives in working with ZimRights. The messages were sent from the same mobile phone number, which was later unreachable.

2533. Mr. Machisa also received a threatening message during the same period, which said: “You enjoy flying in and out of the country demonizing your country, why don't you go and stay there? They monitor, soon you will all stay out”. It is believed that the threat

related to his participation in a European Union meeting in Brussels regarding the sanctions targeted against a number of Zimbabwean political figures.

2534. The threats against and harassment of members of ZimRights seem to form part of a larger pattern of intimidation against civil society in Zimbabwe in recent months. In the first three months of 2010, there have been reported incidents involving members of the General Agriculture and Plantation Workers Union of Zimbabwe (GAPWUZ), Zimbabwe Congress of Trade Unions (ZCTU), Crisis in Zimbabwe Coalition (CZC), Civic Education Trust (Civnet), Counselling Services Unit (CSU), as well as Women of Zimbabwe Arise (WOZA). These incidents include threats, arrests, detention, interrogations, raids of office premises, and disruption of meetings, as a result of which at least one human rights defender has gone into hiding.

2535. Concern was expressed that the arrest of Mr. Machisa, and the aforementioned threats and acts of harassment against members of various human rights organisations including ZimRights, are related to their work in defence of human rights.

2536. On 22 April 2010, the Special Rapporteur, together with together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent a joint urgent appeal regarding the situation of **Million, Mavis Sibanda, Jenni Williams, Magodonga Mahlangu, Clara Manjengwa and Celina Madukani**, members of Women of Zimbabwe Arise (WOZA). WOZA is a grassroots organization working to promote and protect women's activism. WOZA members had been the subject of previous communications by special procedures mandate-holders on 29 September 2004, 27 October 2004, 19 April 2005, 20 May 2005, 28 June 2005, 16 February 2006, 15 September 2006, 7 December 2006, 12 June 2007, 28 September 2007, 6 June 2008, 8 July 2008, 27 October 2008 and 21 January 2010.

2537. According to the information received, on 13 April 2010, Million and Mavis Sibanda were allegedly arrested by two plain clothed police officers during a public meeting convened by the Competition and Tariff Commission in the City Hall of Bulawayo. Two hundred members of WOZA were attending this public meeting to present their views to the Commission on the poor electricity services provided by the Zimbabwe Electricity Supply Authority (ZESA). It is alleged that the police officers searched the bags of Million and Mavis Sibanda before bringing them to the Central police Station.

2538. Million and Mavis Sibanda were then allegedly questioned about the meeting of the Commission and their life history. Yellow cards, which were handed over by WOZA members to ZESA on 12 April 2010 in protest of poor service and high tariffs to the Management of the electricity provider, were found on Million and allegedly confiscated. During the interrogation, other police officers reportedly insisted on Million and Mavis Sibanda being released as they believed WOZA should be allowed to protest on the electricity issue. Million and Mavis Sibanda were released on the same day.

2539. On 15 April 2010, Jenni Williams, WOZA's National Coordinator was allegedly arrested by the police during a peaceful march to ZESA headquarters in Harare. The peaceful protest was organized by WOZA to hand over "yellow cards". It is alleged that as WOZA members were waiting outside ZESA premises to meet with the management, riot police with tear gas and weapons arrived at the scene. They reportedly arrested Ms. Williams on the insistence of ZESA security guards. Sixty one WOZA members handed themselves in in solidarity to Ms. Williams. It is reported that all but four WOZA members were released on the same day.

2540. Jenni Williams, Magodonga Mahlangu, Clara Manjengwa and Celina Madukani were allegedly detained without charge for six days at the Harare Central Police Station. On 20 April 2010, the four WOZA members were reportedly released following the Attorney General's office refusal to press charges against them due to lack of sufficient evidence.

2541. It was alleged that Jenni Williams, Magodonga Mahlangu, Clara Manjengwa and Celina Madukani were verbally abused by police officers upon arrival at the Harare Central Police Station. During their detention, officers from the Law and Order Department allegedly pressurized them to pay 'admission of guilt' fines to 'buy' their freedom which they refused. It is also alleged that because of the poor prison conditions and in particular the lack of hygiene, the four WOZA members got rash all over their bodies and diarrhea.

2542. Concern was expressed the arrest and detention of the above-mentioned members of WOZA might be directly related to their peaceful activities in the defense of human rights. Further concern is expressed that these arrests and detentions might form part of a broader pattern to intimidate members of WOZA.

2543. On 17 June 2010, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers sent a joint urgent appeal regarding the case of **Mr. Farai Maguwu**, director of the Zimbabwean non-governmental organization Centre for Research and Development (CRD). The CRD has documented human rights abuses in the Marange diamond fields, and is involved in the Kimberly Process, an international coalition of Governments, industry and civil society organizations which aims at breaking the links between the diamond trade and the funding of violence.

2544. According to the information received, on 26 May 2010, Mr. Farai Maguwu shared information with an independent monitor for the Kimberley Process in Zimbabwe on alleged human rights abuses in the diamond fields.

2545. On 27 May, armed security agents reportedly raided both the office and home of Mr. Farai Maguwu, and confiscated his passport, computer and other personal belongings. Mr. Farai Maguwu escaped and went into hiding.

2546. On 3 June, Mr. Farai Maguwu handed himself to the Harare Central Police Station, and was immediately arrested. On 7 June, Mr. Farai Maguwu was charged with communicating information prejudicial to the State. Mr. Farai Maguwu has been denied bail, and remains detained at the Harare Central Police Station. He has further been denied access to his medication to treat a chest and throat infection. A court has reportedly ordered that he be allowed to receive his medication.

2547. During the aforementioned raid, the nephew of Mr. Farai Maguwu, Mr. Lisbern Maguwu, was arrested and was subsequently beaten in custody. Lawyers attempting to meet him received threats from police officers. Mr. Lisbern Maguwu was released on bail after being charged with violence against security agents. He is currently awaiting trial. Since the raid, other members of Farai Maguwu's family have reportedly been interrogated and beaten by police officers. Other CRD staff members went into hiding in fear for their safety.

2548. Serious concern was expressed that the arrest and detention of Mr. Farai Maguwu may be related to his legitimate human rights activities, in the exercise of the right of Mr. Farai Maguwu to freedom of opinion and expression. Further concern is expressed that the arrest and detention of and charges against Mr. Lisbern Maguwu, as well as the acts of ill treatment against him, may be linked to the human rights activities of his uncle, Mr. Farai Maguwu. Finally, serious concern is expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Farai Maguwu, members of his family, including Mr. Lisbern Maguwu, and CRD staff members.

Observations

2549. The Special Rapporteur wishes to express her regret that the Government of Zimbabwe has not responded to any of her communications sent during the reporting period as well as a to 37 of the 47 communications sent by the mandate since 2004. She considers response to her communications an important part of cooperation by Governments. She urges the Government to respond to concerns raised by her and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken.

2550. The Special Rapporteur remains deeply concerned about continuous reports of threats and acts of harassment against human rights defenders in Zimbabwe, including restrictions to the exercise of the right of freedom of opinion and expression. She reiterates her hope that the Government will respond favorably to her follow-up request of 21 January 2010 to visit the country. (NB: previous requests are dated 1 July 2002, 20 January 2004 and 5 November 2008)
